

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/70047]

17 JUILLET 2018. — Décret-programme portant des mesures diverses en matière d'emploi, de formation, d'économie, d'industrie, de recherche, d'innovation, de numérique, d'environnement, de transition écologique, d'aménagement du territoire, de travaux publics, de mobilité et de transports, d'énergie, de climat, de politique aéroportuaire, de tourisme, d'agriculture, de nature, de forêt, des pouvoirs locaux et de logement (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Mesures en matière d'emploi et formation

Section 1<sup>re</sup>. — Modifications apportées au décret du 25 mars 2004, tel que modifié successivement par les décrets du 15 décembre 2005, 28 novembre 2013, 11 décembre 2014, 17 décembre 2015, 21 décembre 2016 et 16 février 2017, relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2, 3<sup>o</sup>, du décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local, les mots « plan d'actions » sont remplacés par « plan stratégique ».

**Art. 2.** A l'article 3 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, les mots « plan d'actions » sont remplacés par « plan stratégique »;

2<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, est remplacé comme suit : « susciter et coordonner les actions partenariales définies dans le plan stratégique et rechercher des possibilités de rationalisation des structures de fonctionnement entre les dispositifs d'actions locales »;

3<sup>o</sup> au second alinéa, les mots « plan d'actions » sont remplacés par « plan stratégique ».

Section 2. — Modifications apportées au décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.)

**Art. 3.** L'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, le b) est abrogé.

Section 3. — Modifications du décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes cibles

**Art. 4.** A l'article 2, 6<sup>o</sup>, les mots « d'une commune, d'une province, d'un centre public d'action sociale » sont insérés entre les mots « à l'exception » et les mots « d'une institution publique de crédit ».

**Art. 5.** A l'article 13 du même décret, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Elles peuvent en revanche être octroyées en même temps que :

1<sup>o</sup> les réductions de cotisations sociales;

2<sup>o</sup> les aides intervenant dans la rémunération du travailleur, octroyées au travailleur ou à l'employeur par l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles. ».

**Art. 6.** L'article 32 est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Les mesures transitoires visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 cessent de produire leurs effets à partir du jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal déterminant les modalités du financement complémentaire des Gardiens de la paix des Plans stratégiques de Prévention et de Sécurité, pour les réductions de cotisations sociales patronales dont bénéficient les employeurs pour les agents de prévention et de sécurité entrés en service avant le 1<sup>er</sup> juillet 2017. ».

**Art. 7.** L'article 40 est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Les mesures transitoires visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 cessent de produire leurs effets à partir du jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal déterminant les modalités du financement complémentaire des Gardiens de la paix des Plans stratégiques de Prévention et de Sécurité, pour les allocations de travail octroyées aux agents de prévention et de sécurité entrés en service avant le 1<sup>er</sup> juillet 2017. ».

Section 4. — Modifications du décret du 2 février 2017 relatif au contrat d'insertion

**Art. 8.** A l'article 12, l'alinéa 3 est complété par un 3<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 3<sup>o</sup> les aides intervenant dans la rémunération du travailleur, octroyées au travailleur ou à l'employeur par l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles. ».

Section 5. — Modifications de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 visant à harmoniser et simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale

**Art. 9.** Dans l'article 339 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, remplacé par le décret du 2 février 2017, il est inséré un alinéa, entre les alinéas 3 et 4, rédigé comme suit :

« Sans préjudice de l'application des conditions, visées aux alinéas 1 à 3, la réduction groupe cible n'est pas octroyée si le travailleur âgé ne fournit pas de prestations de travail effectives pendant le trimestre complet, sauf en cas de suspension de l'exécution du contrat de travail telle que visée à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, et en cas de dispense de prestations, autorisée par l'employeur, pendant la période du préavis, visée à l'article 37 de la loi précitée. ».

CHAPITRE II. — *Economie, industrie, recherche, innovation, numérique*Section 1<sup>re</sup> - Modification du décret du 28 avril 2016 - Prêt « coup de pouce »

**Art. 10.** A l'article 3, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les mots « depuis moins de cinq ans » sont abrogés.

*Section 2.* — Modifications du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

**Art. 11.** A l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, b), la phrase « ou qui présente un projet de reprise d'une micro, petite ou moyenne entreprise dont le siège d'exploitation est situé sur le territoire de la Région wallonne » est ajoutée, entre les mots « un siège d'exploitation principal situé en Région wallonne » et les mots « le siège d'exploitation principal étant celui qui, au sein de l'ensemble de l'entreprise, emploie le plus de travailleurs. ».

*Section 3.* — Modification du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie

**Art. 12.** L'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, est complété par les mots « ou une association formée entre ces personnes ».

**Art. 13.** A l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le mot « abstraction » est remplacé par le mot « déduction »;

2<sup>o</sup> les mots « des avantages retirés d'une éventuelle augmentation de capacité, » sont abrogés;

3<sup>o</sup> les mots « et des productions accessoires additionnelles pendant la même période de cinq années » sont abrogés.

**Art. 14.** Dans l'article 16, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> dans les cas de fusion ou scission de société, d'apport d'universalité ou de branche d'activité, de cession d'universalité ou de branche d'activité, visés au Livre XI du Code des Sociétés ainsi qu'en cas de procédure de réorganisation judiciaire telle que visée au Titre V du Livre XX du Code de Droit économique, si l'activité économique de l'entreprise est poursuivie en Région wallonne, si les investissements sont transférés dans la nouvelle entité juridique et sont maintenus dans la

destination pour laquelle ils avaient été octroyés et si les obligations initialement imposées au bénéficiaire sont respectées; »;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« En cas de maintien des incitants lors d'un transfert d'entreprise ou lors d'une vente d'actif à l'issue d'une procédure de réorganisation judiciaire, telle que visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, le solde éventuel de la prime n'est pas versé. »;

c) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement peut déroger à l'article 15 en maintenant, dans les cas où les faits donnant lieu à restitution ne trouvent pas leur origine dans une faute ou un acte volontaire de l'entreprise ou de ses actionnaires, les incitants à concurrence du rapport entre le nombre d'années d'utilisation réelle du bien qui a fait l'objet d'un incitant et le nombre d'années prévu à l'article 12, sans

toutefois que moins de trois ans se soient écoulés depuis la fin de la réalisation de l'investissement jusqu'au jour de l'événement justifiant le retrait de l'incitant. ».

*Section 4* - Modification du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises

**Art. 15.** A l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « visés à l'article 5 » sont remplacés par les mots « visés par le présent décret ».

**Art. 16.** A l'article 17, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> dans les cas de fusion ou scission de société, d'apport d'universalité ou de branche d'activité, de cession d'universalité ou de branche d'activité, visés au Livre XI du Code des Sociétés ainsi qu'en cas de procédure de réorganisation judiciaire telle que visée au Titre V du Livre XX du Code de Droit économique, si l'activité économique de la grande entreprise est poursuivie en Région wallonne, si les investissements sont transférés dans la nouvelle entité juridique et sont maintenus dans la destination pour laquelle ils avaient été octroyés et si les obligations initialement imposées au bénéficiaire sont respectées; »;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« En cas de maintien des incitants lors d'un transfert d'entreprise ou lors d'une vente d'actif à l'issue d'une procédure de réorganisation judiciaire, telle que visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, le solde éventuel de la prime n'est pas versé. »;

c) l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 17.** L'intitulé du Chapitre IV du même décret, modifié par le décret-programme du 3 février 2005, est remplacé par l'intitulé suivant : « Le comité technique ».

**Art. 18.** A l'article 19, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le paragraphe 2 est abrogé;

2<sup>o</sup> au paragraphe 3, alinéa 3, les mots « et de la commission de suivi » sont abrogés;

3<sup>o</sup> au paragraphe 3, alinéa 4, les mots « et la commission de suivi arrêtent leur règlement d'ordre intérieur et le communiquent, dans les six mois de leur installation » sont remplacés par les mots « arrête son règlement d'ordre intérieur et le communique, dans les six mois de son installation ».

*Section 5. — Modification du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises*

**Art. 19.** Dans l'article 20, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « visés à l'article 5 » sont remplacés par les mots « visés par le présent décret ».

**Art. 20.** A l'article 21, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le b. est remplacé par ce qui suit :

« b. dans les cas de fusion ou scission de société, d'apport d'universalité ou de branche d'activité, de cession d'universalité ou de branche d'activité, visés au Livre XI du Code des Sociétés ainsi qu'en cas de procédure de réorganisation judiciaire telle que visée au Titre V du Livre XX du Code de Droit économique, si l'activité économique de la petite ou moyenne entreprise est poursuivie en Région wallonne, si les investissements sont transférés dans la nouvelle entité juridique et sont maintenus dans la destination pour laquelle ils avaient été octroyés et si les obligations initialement imposées au bénéficiaire sont respectées; »;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« En cas de maintien des incitants lors d'un transfert d'entreprise ou lors d'une vente d'actif à l'issue d'une procédure de réorganisation judiciaire, telle que visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, b., le solde éventuel de la prime n'est pas versé. »;

3° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement peut déroger à l'article 20 en maintenant, dans les cas où les faits donnant lieu à restitution ne trouvent pas leur origine dans une faute ou un acte volontaire de la petite ou moyenne entreprise ou de ses actionnaires, l'incitant à concurrence du rapport entre le nombre d'années d'utilisation réelle du bien qui a fait l'objet d'un incitant et le nombre d'années prévu à l'article 17, sans toutefois que moins de trois ans se soient écoulés depuis la fin de la réalisation de l'investissement jusqu'au jour de l'événement justifiant le retrait de l'incitant. ».

*Section 6. — Modifications apportées au décret du 25 mars 2004, tel que modifié successivement par les décrets du 15 décembre 2005, 28 novembre 2013, 11 décembre 2014, 17 décembre 2015, 21 décembre 2016 et 16 février 2017, relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local*

**Art. 21.** L'article 4 du décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local, modifié par les décrets des 15 décembre 2005 et 28 novembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Pour être agréée, l'A.D.L. satisfait aux conditions suivantes :

1° être organisée sous une des deux formes prévues à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>;

2° s'engager à accomplir exclusivement les missions visées à l'article 3;

3° produire un engagement de la commune, des communes limitrophes ou d'autres partenaires locaux à apporter une participation équivalente à au moins trente pour cent de la subvention octroyée en vertu de l'article 9;

4° employer, à temps plein, au minimum deux membres du personnel, dont un au moins est porteur d'un diplôme attestant d'un grade académique de master et l'autre d'un bachelier ou d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur;

5° élaborer un plan stratégique, selon les modalités définies par le Gouvernement;

6° s'engager à transmettre au Gouvernement, au plus tard le 31 mars de chaque année, un rapport annuel d'activités dont le Gouvernement précise le contenu, ainsi que les comptes annuels au plus tard dans les sept mois de la clôture des comptes;

7° s'engager à apporter aux membres du personnel visés au 4° une formation continue selon les modalités déterminées par le Gouvernement;

8° s'engager dans des actions de développement local, non assurées par les opérateurs existants, sur le territoire d'une ou de plusieurs communes limitrophes comptant globalement moins de quarante mille habitants;

9° développer les actions en cohérence avec les politiques régionales menées par le Gouvernement;

10° tendre vers l'égalité des chances au niveau des organes sociaux de l'A.D.L. ainsi que dans l'exercice des missions visées à l'article 3.

§ 2. Au plus tard dans les six mois qui suivent la notification de l'octroi d'agrément, l'A.D.L. procède à l'engagement par contrat de travail des membres du personnel visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 4°.

Lorsqu'une réduction du temps de travail est autorisée en vertu de la réglementation applicable au personnel et si le temps de travail est devenu inférieur à un 4/5e temps, l'A.D.L. procède, dans les six mois au plus tard, au remplacement du membre du personnel bénéficiant de la réduction du temps de travail par un nouveau membre disposant du même niveau de qualifications. L'A.D.L. peut toutefois introduire auprès du Gouvernement, selon les modalités qu'il détermine, une demande de dérogation motivée en ce qui concerne le délai susvisé.

Lorsqu'un membre du personnel occupé à temps partiel quitte définitivement l'A.D.L., l'obligation d'engagement à temps plein, visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, 4°, est applicable dans le cadre de son remplacement. L'A.D.L. peut toutefois introduire auprès du Gouvernement, selon les modalités qu'il détermine, une demande de dérogation motivée pour ne pas procéder à ce type de remplacement pendant une période d'un an maximum, prorogeable.

Les membres du personnel mis à disposition de l'A.D.L. avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019 peuvent être maintenus dans leur fonction jusqu'à leur départ définitif. ».

**Art. 22.** A l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « légaux » est inséré entre le mot « représentants » et les mots « de l'A.D.L. ».

*Section 7. — Modification de loi du 30 avril 1951, reprise au Livre III, Titre VIII, Chapitre II, Section 2bis du Code civil*

**Art. 23.** L'article 1<sup>er</sup> est complété par deux paragraphes rédigés comme suit :

« § 2. La présente section s'applique également intégralement aux baux conclus dans le cadre d'un contrat de partenariat commercial tel que défini à l'article I.11, 2°, du Code de Droit économique du 28 février 2013.

§ 3. Toute clause destinant exclusivement les lieux loués à l'exploitation d'une enseigne déterminée est réputée non écrite. ».

*Section 8.* — Modifications apportées au décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion

**Art. 24.** A l'article 7, § 1<sup>er</sup>, 6°, b), les mots « de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4° » sont remplacés par les mots « de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 14° ».

**Art. 25.** A l'article 15 sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup>, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° sollicite la subvention visée à l'article 19 pour un travailleur défavorisé ou gravement défavorisé qui constitue un travailleur supplémentaire par rapport à l'ensemble des travailleurs admis à la subvention et maintient ce travailleur dans l'emploi pendant une période de cinq ans à compter de son engagement »;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Toutefois, l'entreprise d'insertion agréée est considérée comme ayant maintenu son effectif des travailleurs admis à la subvention si elle procède au remplacement de tout travailleur dont le poste est devenu vacant en raison de son départ volontaire, de son incapacité permanente à exercer sa fonction, de son départ à la retraite pour des raisons d'âge, de sa réduction volontaire du temps de travail ou de son licenciement légal pour faute grave, et non en raison de la suppression de son poste, par un travailleur de même statut. Dans ce cas, la subvention pour le travailleur est maintenue au prorata de la durée de son occupation et l'engagement du nouveau travailleur ouvre le droit à la nouvelle subvention. ».

*Section 9.* — Modification apportée au décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale

**Art. 26.** A l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 1° le décret du 21 juillet 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion; » sont remplacés par les mots « 1° le décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion ».

*Section 10.* — Modifications apportées au décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des « Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale », en abrégé I.D.E.S.S.

**Art. 27.** A l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 14 décembre 2006 précité, sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un point 2°bis, rédigé comme suit :

« 2°bis. La subvention : la compensation en vue d'exercer le S.I.E.G.; »;

2° il est inséré un point 2°ter, rédigé comme suit :

« 2°ter. Le S.I.E.G. : le service d'intérêt économique général tel que visé aux articles 14 et 106, § 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, en abrégé : « T.F.U.E. » ainsi que dans le Protocole n°26 attaché au T.F.U.E.; »;

3° il est inséré un point 2°quater, rédigé comme suit :

« 2°quater. La Décision : la Décision 2012/21/UE de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, §2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous la forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion des services d'intérêt économique général, J.O.U.E. du 11.1.2012, L 7/3; ».

**Art. 28.** A l'article 3 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« L'agrément constitue un mandat à gérer un S.I.E.G. et est destiné à permettre l'octroi de la subvention visée aux articles 12 à 13, qui permettent à l'I.D.E.S.S. agréée et mandatée de compenser la perte de productivité liée aux obligations de service public »;

2° les alinéas suivants sont insérés :

« Le mandat est confié conformément à la décision.

Le S.I.E.G. comporte les obligations de service public suivantes :

1° définir et mettre en œuvre un projet visant à rencontrer des besoins sociaux et sociétaux insuffisamment satisfaits en offrant des services de proximité dans le respect des conditions prévues par le présent décret;

2° assurer les prestations de l'I.D.E.S.S. en ayant recours à des travailleurs peu qualifiés et en favorisant l'association de ceux-ci à la gestion de l'I.D.E.S.S. ».

**Art. 28bis.** Dans l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par le décret du 10 décembre 2009, les mots « conformément à la Décision, » sont insérés entre les mots « qu'il détermine, » et les mots « à l'I.D.E.S.S. ».

**Art. 29.** A l'article 18, alinéa 3, du même décret, les mots « sur une période de trois ans. » sont remplacés par les mots « tous les 2 ans. Le Gouvernement détermine les modalités de ce contrôle ».

**Art. 30.** Un article 22bis rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Art. 22bis. Les I.D.E.S.S. actuellement agréées à durée indéterminée disposent d'une durée maximum de 4 ans à dater de l'attribution de leur mandat S.I.E.G. pour introduire une nouvelle demande d'agrément et de mandat S.I.E.G. ».

*Section 11.* — Modifications apportées au décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, en abrégé « SOWALFIN »

**Art. 31.** A l'article 9, § 3, du décret, les mots « deux-vice-présidents », sont remplacés par les mots « un vice-président ».

**Art. 31bis.** A l'article 9, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du décret, les mots « à l'exception du (des) responsable(s) de la gestion journalière » sont remplacés par les mots « en ce compris toute personne chargée de la gestion journalière, ou agissant au sein de l'organe chargé de la gestion journalière ».

**Art. 31ter.** A l'article 9, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, il est ajouté un point 6 rédigé comme suit :

« personne chargée de la gestion journalière, ou agissant au sein de l'organe chargé de la gestion journalière, d'une société d'investissement et, ou, de participation à capital mixte, public-privé ».

**Art. 32.** A l'article 11, § 3, alinéa 2, du décret, les mots « 3° à 5° » sont remplacés par les mots 3° et 5° ».

**Art. 32bis.** A l'article 14, alinéa 2, du décret, les mots « des vice-présidents » sont remplacés par les mots « du vice-président ».

**Art. 32ter.** A l'article 11, § 2, du décret, les mots « avec voix délibérative » sont remplacés par les mots « avec voix consultative ».

*Section 12.* — Modifications apportées à la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale de participations et d'investissement et les sociétés régionales d'investissement

**Art. 33.** Le paragraphe 2 de l'article 29 de la loi du 2 avril 1962 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le contrôle de l'exécution des missions déléguées de la S.R.I.W. telles que confiées par décret ou par arrêté du Gouvernement et des missions déléguées définies à l'article 22 s'effectue par deux commissaires que le Gouvernement désigne et qu'il peut révoquer.

Ces commissaires veillent à ce que les mesures prises dans le cadre des missions déléguées de la S.R.I.W. et des missions déléguées définies à l'article 22 ne violent pas les lois, les décrets, les arrêtés, les statuts ou les clauses contractuelles relatives aux missions déléguées.

Ils ont le droit de prendre connaissance de toutes les décisions de l'Assemblée générale, du Conseil d'administration et, le cas échéant, de l'organe chargé de la gestion journalière, de procéder à toutes les vérifications nécessaires et de se faire produire tous les renseignements et documents utiles à cet effet.

Ils ont le droit d'assister, avec voix consultative, aux réunions du Conseil d'administration qui concernent l'exécution des missions déléguées.

Les commissaires du Gouvernement suspendent et dénoncent conjointement au Gouvernement toute décision du Conseil d'administration méconnaissant les lois, les décrets, les arrêtés, les statuts ou les clauses contractuelles relatives aux missions déléguées. A cet effet, ils disposent d'un délai de quatre jours francs; ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que les commissaires du Gouvernement y aient été régulièrement convoqués et, dans le cas contraire, à partir du jour où ils en ont reçu connaissance.

Si le Gouvernement n'a pas statué dans les huit jours de la suspension, la décision peut être exécutée.

La rémunération des commissaires du Gouvernement est fixée par le Gouvernement et payée par la société. ».

**Art. 33bis.** A l'article 38 de la même loi, il est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Le Conseil d'administration nomme parmi ses membres, sur avis conforme du Gouvernement, un président et un vice-président. ».

**Art. 33ter.** A l'article 38 de la même loi, il est ajouté un quatrième alinéa rédigé comme suit :

« Les personnes chargées de la gestion journalière, ou agissant au sein de l'organe chargé de la gestion journalière ne peuvent remplir la fonction d'administrateur. Les personnes chargées de la gestion journalière, ou agissant au sein de l'organe chargé de la gestion journalière de la S.R.I.W. ou de la SOGÉPA assistent aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative. ».

### CHAPITRE III. — Mesures en matière d'environnement

#### *Section 1<sup>re</sup>.* — Modifications apportées au Livre Ier du Code de l'Environnement

**Art. 34.** Dans le Titre 1<sup>er</sup> de la Partie 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, il est inséré un article D.5-2 rédigé comme suit :

« Art. D.5-2. § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement octroie des incitants afin de remplir de manière directe ou indirecte les objectifs poursuivis par le Code de l'Environnement notamment, la conservation de l'équilibre et la protection de l'environnement, des espaces, paysages, ressources et milieux naturels, de l'air, du sol, de l'eau, de la diversité et des équilibres biologiques, à savoir toute action visant à éviter, prévenir ou à réparer une atteinte au milieu physique, aux ressources naturelles ou biologiques ou à encourager une utilisation rationnelle de ces ressources.

§ 2. Les incitants peuvent consister en :

1° l'octroi d'avantages financiers;

2° l'octroi d'avantages en nature sous la forme de transfert de biens ou de fourniture de prestations dont la charge financière est partiellement ou totalement couverte par le Gouvernement.

§ 3. Ces incitants peuvent bénéficier à une personne physique ou morale ou à une organisation sans personnalité juridique. Pour bénéficier de ces incitants, la personne morale, physique ou l'organisation sans personnalité juridique doit :

1° démontrer l'adéquation du projet ou de l'activité au regard des objectifs poursuivis identifiés paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article;

2° identifier en quoi le projet implique un bénéfice pour l'environnement.

§ 4. Le Gouvernement fixe les procédures de demande et d'octroi des incitants en tenant compte du type de personne qui sollicite cet incitant. Le Gouvernement peut déterminer les règles concernant :

1° les types de dépenses éligibles;

2° les conditions particulières d'octroi, la procédure d'introduction des demandes et la liste des documents à fournir;

3° les montants et modalités de calcul des incitants;

4° le contrôle de l'emploi des incitants.

§ 5. L'incitant ne peut pas dépasser les coûts réels engendrés par l'activité ou le projet faisant l'objet de cet incitant.

Toute demande d'incitant doit être réalisée sur base d'un dossier complet. La demande donne lieu à une décision dans un délai de quatre mois à compter du moment où le dossier est complet. ».

**Art. 35.** Dans la Partie III, Titre II/1, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, un Chapitre VII est inséré comme suit : « Chapitre VII. - Du financement des associations environnementales ».

**Art. 36.** Dans le Chapitre VII, du Titre II/1, de la Partie III, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, inséré par l'article 35, un article D.28-19 est inséré comme suit :

« Art. D.28-19. § 1<sup>er</sup>. La section « Financement des associations environnementales » visée à l'article D.170 verse des avances de fonds, annuellement, le cinquième jour ouvrable du mois de janvier, au demandeur répondant aux conditions suivantes :

- 1° être reconnu comme association environnementale en vertu de l'article D.28-9;
- 2° être lié à la Région wallonne par une convention-cadre, une convention dans le domaine de l'environnement ou bénéficiant au minimum d'un accord de principe donné par le Ministre de l'Environnement pour une subvention dans le domaine de l'environnement, et couvrant l'année civile durant laquelle l'avance est versée;
- 3° ne pas être partie à une procédure contentieuse qui peut avoir pour aboutissement le versement de la subvention octroyée par la Région wallonne ou l'attribution de son montant à un tiers;
- 4° ne pas faire l'objet d'une procédure de suspension ou d'une décision effective de suspension de sa convention-cadre ou de sa convention;
- 5° déclarer sur l'honneur respecter les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et 4°, au moment de l'introduction de la demande;
- 6° avoir introduit une demande de liquidation par avances de fonds, le 15 novembre au plus tard de l'année précédant l'année en cours, auprès de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;
- 7° avoir fourni les attestations des administrations sociales et fiscales indiquant que l'opérateur est en règle de paiement de cotisations ONSS, de toutes dettes envers l'administration de la fiscalité des entreprises et des revenus ainsi que, en cas d'assujettissement, de T.V.A.

Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, la notion de jour ouvrable s'entend comme le jour qui n'est ni un samedi, ni un dimanche, ni un jour férié.

La Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie vérifie le respect de ces conditions.

Ne peut bénéficier de l'avance, le demandeur qui ne répond plus aux conditions énumérées au paragraphe 1<sup>er</sup>, après l'introduction de la demande visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°.

§ 2. Au plus tard le premier décembre qui précède le versement, le Ministre de l'Environnement indique à l'administration, sur base d'une liste détaillée, les bénéficiaires de l'avance et le montant de celle-ci pour chacun d'eux.

Le Ministre de l'Environnement identifie, avant le versement de l'avance, toute personne inscrite sur la liste précitée qui ne répond plus aux conditions énumérées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

§ 3. Les avances octroyées par la section couvrent maximum 80% de la tranche annuelle inconditionnelle de la subvention de la Région wallonne, dont bénéficie le demandeur pour l'année budgétaire au cours de laquelle l'avance est octroyée. Les avances sont octroyées dans la limite des crédits disponibles sur le Fonds.

§ 4. La Région wallonne effectue, au plus tard le 31 décembre de l'année en cours, le remboursement de l'avance octroyée aux bénéficiaires lui indiqués, au moyen de la subvention revenant au bénéficiaire à la suite du contrôle administratif et budgétaire, par imputation du montant de l'avance sur le budget général des dépenses. ».

**Art. 37.** Dans le Chapitre VII, du Titre II/1, de la Partie III, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, inséré par l'article 35, un article D.28-20 est inséré comme suit :

« Art. D.28-20. Avant le 30 avril de chaque année, le Ministre de l'Environnement établit un rapport d'activités de la section « Financement des associations environnementales » concernant l'année budgétaire précédente. Il soumet ce document à l'approbation du Ministre du Budget et le transmet au Parlement wallon.

Le rapport d'activités comporte :

- 1° l'exposé des mesures prises pour remplir les missions de la section;
  - 2° un commentaire en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution de la situation de la section;
  - 3° des données sur les événements importants survenus après la clôture de l'année budgétaire précédente.
- Après leur approbation, le rapport d'activités est communiqué au Gouvernement et à la Cour des Comptes. ».

**Art. 38.** A l'article D.29-21, alinéa 2, les mots « et A.3 » sont supprimés.

**Art. 39.** La Partie VI du Livre I<sup>er</sup> du même Code est modifiée comme suit :

« 1° dans l'intitulé de la Partie VI, les mots suivants sont insérés « et de transition écologique »;

2° un sous-titre est inséré, libellé comme suit :

« Chapitre I<sup>er</sup>. - Conventions environnementales »;

3° après l'article D.92, un nouveau sous-titre est inséré, ayant pour libellé

« Chapitre II. - Conventions de transition écologique », et comportant les dispositions suivantes :

« Art. D.92-1. Pour l'application du présent Chapitre, il faut entendre par convention de transition écologique la convention passée entre le Gouvernement wallon ou un ou plusieurs Ministres, un ou plusieurs organismes représentatifs d'acteurs publics ou privés au sens de l'article 83, et le cas échéant des acteurs publics et privés agissant à titre individuel sur base volontaire, ayant pour objet la mobilisation des acteurs dans un processus dynamique et collaboratif visant à stimuler la transition écologique dans un domaine spécifique.

Art. D.92-2. La convention de transition écologique indique au minimum :

- 1° son objet;
- 2° les objectifs environnementaux, sociaux et économiques poursuivis;
- 3° sa durée et les règles de résiliation;
- 4° les actions que les parties s'engagent à réaliser et la portée de leurs engagements respectifs;

- 5° les processus développés par et entre les acteurs ou catégories d'acteurs;
- 6° l'échange d'informations entre les parties et la communication des résultats;
- 7° les modalités de suivi et d'évaluation;
- 8° les dispositions applicables pour en modifier le contenu;
- 9° les règles d'adhésion et de retrait d'une partie prenante.

La convention précise le cas échéant :

- 1° les règles de publicité;
- 2° les moyens que toutes ou certaines parties s'engagent à affecter à la réalisation des actions.

Art. D.92-3. Le processus de conclusion d'une convention de transition écologique comporte au moins les étapes suivantes :

- 1° sauf en cas d'initiative gouvernementale, le dépôt auprès du Gouvernement ou d'un ou plusieurs Ministres d'une déclaration d'intention par un ou plusieurs organismes représentatifs d'acteurs publics ou privés;
- 2° la constitution d'un comité associant des représentants des parties prenantes concernées, chargé d'élaborer le projet de convention et d'identifier les parties signataires potentielles;
- 3° lorsqu'elle est requise, la consultation par la voie électronique dans un délai de trente jours à dater de la publication sur le site Internet dédié;
- 4° l'examen des observations éventuelles, la finalisation de la convention et sa signature;
- 5° la publication de la convention, intégralement ou par extrait, sur le site Internet dédié et sur le site Internet de l'administration ou des administrations concernées par son objet.

Le Gouvernement peut préciser les modalités d'adoption de ces conventions. Il peut déterminer quels types de projets de conventions ou d'engagements sont soumis à consultation du public conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, et selon quelles modalités, tenant compte de leur objet et de leur portée.

À tout moment, le comité visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, peut décider d'associer d'autres acteurs au titre de parties intervenantes ou de soutien. ».

**Art. 40.** Dans l'article D.155*bis* du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, les paragraphes 3 et 4, insérés par le décret du 22 juillet 2010, sont remplacés par ce qui suit :

« § 3. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui contrevient aux dispositions suivantes du Règlement (UE) n° 517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 :

- 1° article 3;
- 2° article 4, §§1<sup>er</sup> à 4;
- 3° article 5;
- 4° article 6, §§1<sup>er</sup> et 2;
- 5° article 7, §1<sup>er</sup>;
- 6° article 8;
- 7° article 13.

§ 4. Commet une infraction de troisième catégorie celui qui contrevient à l'article 19 du Règlement (UE) n° 517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006. ».

**Art. 41.** Dans l'article D.170 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, modifié en dernier lieu par le décret-programme du 12 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé comme suit :

§ 1<sup>er</sup>. Il est créé au sein du budget des recettes et du budget général des dépenses de la Région un Fonds pour la Protection de l'Environnement, composé de quatre sections :

- 1° la section «incivilités environnementales»;
- 2° la section «protection des eaux»;
- 3° la section «protection des sols»;
- 4° la section «financement des associations environnementales». »;

- 2° le paragraphe 2 est complété par ce qui suit :

« Sans préjudice de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les recettes du Fonds pour la Protection de l'Environnement, section incivilités environnementales, sont affectées aux frais résultant de l'engagement de personnel au sein de l'administration dont la mission est de rechercher, constater, poursuivre, réprimer ou imposer des mesures de réparation dans le cadre d'une infraction en matière d'environnement. L'affectation de ces recettes de la section incivilités environnementales est limitée annuellement à 50 pourcent des recettes perçues l'année antérieure par cette section. »;

- 3° le paragraphe 3, alinéa 2, 5<sup>o</sup>, est remplacé par ce qui suit :

« 5° les droits de dossier prévus par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols et la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique. »;

- 4° un paragraphe 5 est inséré comme suit :

« § 5. La section «financement des associations environnementales» a pour objet de constituer et de gérer des réserves financières devant permettre d'accomplir, dans le cadre de délégation de missions, toutes les missions à caractère financier confiées par la Région wallonne en matière d'environnement.

En vue de cet objectif, cette section est investie des missions suivantes :

- 1° réaliser les missions déléguées par le Gouvernement en vue de contribuer à la mise en œuvre de la politique financière de la Région wallonne dans le cadre des compétences environnementales de celle-ci;

2° octroyer des avances de fonds conformément à l'article D.28-19.

Les ressources de la section «Financement des associations environnementales» sont constituées des éléments suivants :

1° les versements par la Région wallonne à la section des montants destinés à la réalisation des missions qui lui sont confiées tel que prévu à l'alinéa 2, 3°;

2° les plus-values et revenus financiers des placements de la section et des réserves de la section;

3° les remboursements des avances octroyées en vertu de l'article D.28-20.

En cas d'insuffisance des réserves de la section, la Région wallonne procure les ressources financières nécessaires à l'accomplissement de ses missions. ».

*Section 2. — Modifications apportées au Code de l'Eau*

**Art. 42.** A l'article D.26, § 4, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, modifié en dernier lieu par le décret du 20 juillet 2016, les mots « la Société wallonne des Eaux, » sont insérés entre les mots « la Société publique de Gestion de l'Eau, » et les mots « le pôle « Environnement ». ».

**Art. 43.** A l'article D.28, § 4, du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret du 20 juillet 2016, les mots « la Société wallonne des Eaux, » sont insérés entre les mots « la Société publique de Gestion de l'Eau, » et les mots « le pôle « Environnement ». ».

**Art. 44.** À l'article D.257, § 1<sup>er</sup>, du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° sur la tranche supérieure à 10 000 000 mètres cubes : 0,02 euro par mètre cube d'eau prélevé. »;

2° le 4° est abrogé.

**Art. 45.** A l'article D.260, § 2, alinéa 2, du même Code, les mots « , pour tous les rejets d'eaux usées industrielles dans une station d'épuration publique » sont ajoutés après les mots « suivant la date de signature du contrat ».

**Art. 45bis.** A l'article D.260, § 2, du même Code, est ajouté un alinéa 3, formulé comme il suit :

« Lorsque l'entreprise s'est vu délivrer un permis pour une nouvelle implantation, après le 1<sup>er</sup> janvier 2019, le contrat de service industriel peut être conclu et entrer en vigueur en même temps et l'exemption de la taxe relative aux eaux usées industrielles vaut dès ce moment. ».

**Art. 46.** A l'article D.260, § 3, alinéa 2, du même Code, est ajouté un 8), comme il suit :

« 8) Les droits et obligations réciproques du contrat perdurent en cas de cession, transfert ou délégation d'activités à une autre personne. ».

**Art. 47.** A l'article D.263, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé comme suit :

« D.263. § 1<sup>er</sup>. Les valeurs des paramètres visés à l'article D.262 sont les valeurs maximales qui figurent dans le permis d'environnement du redevable, pour autant que celui-ci en comporte et que le redevable respecte les termes du permis d'environnement ou les valeurs moyennes réelles déterminées par un laboratoire agréé par le Gouvernement, en vertu de l'article D.147 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, ou par le laboratoire de référence de la Région wallonne, suivant les directives et sous le contrôle de l'Administration.

Lorsque le redevable reste en défaut de communiquer à l'Administration, ou à la S.P.G.E. pour les entreprises ayant conclu un contrat d'assainissement industriel, les valeurs des paramètres à prendre en compte, celle-ci procède ou fait procéder à des prélèvements et analyses destinés à établir ces valeurs, les frais qui en résultent sont portés à charge du redevable.

Sans préjudice de ce qui précède, l'Administration, ou la S.P.G.E. pour les entreprises ayant conclu un contrat d'assainissement industriel, peut organiser des campagnes de relevés afin de déterminer les valeurs moyennes des paramètres de taxation. A cette fin, elle mandate un laboratoire agréé par le Gouvernement wallon en vertu de l'article D.147 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ou le laboratoire de référence de la Région wallonne. Le Gouvernement est habilité à déterminer les modalités des mesures de débit et d'échantillonnages à effectuer pour s'assurer de leur bonne représentativité. Le redevable assure l'accès à la chambre et aux dispositifs de contrôle du ou des déversements des eaux usées industrielles.

Lorsqu'à la suite de campagnes de relevés ou de résultats d'analyses obtenus par d'autres services du Gouvernement wallon, l'Administration établit la taxation, à la suite d'une procédure de rectification de la déclaration du redevable ou d'une procédure de taxation d'office, sur base d'une moyenne des résultats des analyses éventuellement réalisées par le redevable et des résultats d'analyses obtenus lors des campagnes de relevés. Pour les entreprises ayant conclu un contrat de service d'assainissement industriel, en l'absence d'informations permettant de déterminer la valeur des paramètres, la SPGE établit le coût d'assainissement industriel, sur base d'une moyenne des résultats des analyses réalisées.

Le Gouvernement est habilité à déterminer les modalités d'application de cette moyenne sur base de la pondération des valeurs moyennes des résultats utilisés par l'Administration, ou la S.P.G.E. pour les entreprises ayant conclu un contrat d'assainissement industriel, et par le redevable, de leurs écarts-types et du nombre d'échantillons annuels.

Le Gouvernement fixe les modalités techniques de détermination des valeurs des paramètres visés à l'article D.262. ».

**Art. 48.** A l'article D.352 du même Livre, il est inséré un 5° rédigé comme suit :

« 5° l'accomplissement des missions confiées par le Gouvernement dans le secteur de l'eau et notamment telles que définies dans les statuts. ».

**Art. 49.** A l'article D.353, § 2, du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret du 19 juillet 2006, les mots « , notamment l'AWEx et la Direction générale des Relations extérieures, » sont supprimés.

**Art. 50.** A l'article D.363 du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret du 19 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 4, la dernière occurrence du mot « société » est remplacée par les mots « S.W.D.E. ou des sociétés, associations ou institutions dans lesquelles la S.W.D.E. a pris une participation »;



2° au paragraphe 5, alinéa 2, les mots « de la S.W.D.E. ou de la société, association ou institution dans laquelle la S.W.D.E. a pris une participation. » sont ajoutés après les mots « de membre du personnel ».

**Art. 51.** À l'article D.365, § 4, du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret du 19 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et au conseil d'exploitation » sont supprimés;

2° à l'alinéa 3, les mots « ne peut dépasser la durée d'un an » sont remplacés par les mots « est limitée dans le temps ».

**Art. 52.** Dans le même Livre, l'article D.366 est remplacé par le texte qui suit :

« Art. D.366. § 1<sup>er</sup>. Le Conseil d'administration est composé de quatorze membres nommés par le Gouvernement pour un mandat de 5 ans.

Parmi les administrateurs, deux sont nommés sur proposition de la S.P.G.E.

Parmi les administrateurs, huit sont membres du collège ou du conseil communal d'une commune associée, à raison d'un administrateur pour l'ensemble des communes associées du ressort géographique de chaque succursale d'exploitation.

Lors de la nomination des administrateurs, le Gouvernement veille en outre à assurer une complémentarité des profils de fonctions et de compétences utiles pour le bon fonctionnement du Conseil d'administration, eu égard aux caractéristiques de la Société.

§ 2. Parmi les administrateurs qu'il nomme, le Gouvernement désigne un président et un vice-président.

Les statuts arrêtent les règles relatives aux compétences respectives des président et vice-président.

En cas de partage des voix au sein du Conseil d'administration, la voix du président est prépondérante.

§ 3. L'administrateur figurant parmi les huit administrateurs qui sont membres du collège ou du conseil communal d'une commune associée et qui ne fait plus partie d'aucun de ces deux organes communaux est réputé de plein droit démissionnaire et cesse de siéger au sein du Conseil d'administration.

§ 4. Le Conseil d'administration peut délibérer et statuer uniquement si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix sauf les exceptions visées par les statuts, le Code des sociétés et le présent Chapitre. ».

**Art. 53.** A l'article D.367 du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret-programme du 22 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les 1° et 2° sont supprimés;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les 3° et 4° deviennent les 1° et 2°;

3° le paragraphe 2 est remplacé par le texte qui suit :

« § 2. Si, au cours de son mandat, l'administrateur accepte d'exercer une fonction ou un mandat visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, son mandat prend fin de plein droit. ».

**Art. 54.** A l'article D.369 du même Livre, l'alinéa 2 est supprimé.

**Art. 55.** A l'article D.370, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même Livre, les mots « qui auraient été contraints de démissionner de leur poste ou de cesser une activité d'indépendant pour exercer leur mandat à la S.W.D.E. » sont supprimés.

**Art. 56.** Dans le même Livre, l'article D.372, modifié en dernier lieu par le décret du 23 juin 2016, est remplacé par le texte qui suit :

« Art. D.372. § 1<sup>er</sup>. Pour chaque succursale, il est institué un conseil d'exploitation composé d'un représentant par commune associée du ressort de la succursale concernée.

Chaque commune associée désigne son représentant au conseil d'exploitation parmi les membres du collège communal.

§ 2. Le conseil d'exploitation est consulté sur les programmes de travaux de la Société, leur exécution et la coordination avec les chantiers communaux.

Il remet un avis sur toute question qui lui est soumise par le Conseil d'administration ou le comité de direction.

§ 3. Les statuts déterminent les règles de fonctionnement des conseils d'exploitation. Ils peuvent déterminer des règles complémentaires concernant la composition et les compétences des conseils d'exploitation.

§ 4. Le mandat de membre d'un conseil d'exploitation s'exerce à titre gratuit. ».

**Art. 56bis.** Le Titre VI de la Partie IV du Livre II du même Code est remplacé comme suit :

« Titre VI. Sanctions des infractions en matière de perception et paiement de taxe, de redevances, de contribution, de recouvrement du coût vérifié d'assainissement et du coût d'assainissement industriel ainsi qu'en matière de conclusion de contrat d'assainissement industriel ».

**Art. 56ter.** A l'article D.406 du même Code, l'alinéa 3 suivant est ajouté :

« Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la Partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, l'entreprise, rejetant des eaux usées industrielles dans une station d'épuration publique, qui ne conclut pas le contrat de service d'assainissement industriel prévu à l'article D.260, § 2. ».

**Art. 56quater.** Dans le même Code, un article D.406-3 est ajouté, rédigé comme il suit :

« Art. D-406-3. Sur base de la liste actualisée des entreprises rejetant des eaux usées industrielles dans une station d'épuration publique, fournie par l'administration, la S.P.G.E. et l'organisme d'assainissement adressent le projet de contrat à l'entreprise.

A défaut de réponse de l'industriel, l'organisme d'assainissement adresse un rappel à l'entreprise avec copie à la S.P.G.E. et vérifie que l'entreprise est reliée à la station d'épuration.

A défaut de réponse de l'industriel, la S.P.G.E. adresse une mise en demeure.

A défaut de réponse ou en cas de refus de contracter, la S.P.G.E. informe l'administration désignée par le Gouvernement pour constater les infractions.

Le fonctionnaire sanctionnateur adresse copie de sa décision à la commune, à l'organisme d'assainissement agréé, à la S.P.G.E. et à l'administration de l'environnement. ».

**Art. 57.** L'article D.379, §2, du même Livre est remplacé comme suit :

« § 2. L'assemblée générale détermine la rémunération des commissaires. ».

*Section 3.* — Modification du décret du 22 décembre 2010 relatif à l'infrastructure d'information géographique wallonne

**Art. 58.** Dans l'article 17 du décret du 22 décembre 2010 relatif à l'infrastructure d'information géographique wallonne, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le plan stratégique porte sur cinq ans. ».

**Art. 59.** Dans l'article 18 du même décret, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le Comité stratégique de la géomatique comprend au maximum trente membres effectifs. Le Gouvernement peut en fixer la composition et préciser les secteurs qui doivent obligatoirement être représentés. ».

*Section 4.* — Modifications apportées à la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux

**Art. 60.** L'article 3 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, modifié en dernier lieu par le décret du 18 mai 2017, est complété par les 23., 24. et 25. rédigés comme suit :

« 23. Revue spécialisée ou site internet spécialisé : une revue ou un site internet dont les annonces concernent exclusivement la commercialisation d'animaux ou de biens et services qui s'y rapportent directement;

24. Groupe fermé : espace créé, au départ d'une inscription ou d'une identification, sur les réseaux sociaux qui n'est accessible qu'aux personnes autorisées par le gestionnaire de l'espace et dont le contenu n'est visible que de ces personnes;

25. Animaux destinés à des fins de production : animaux détenus pour la production de denrées alimentaires ou d'autres produits de consommation. ».

**Art. 61.** Dans la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, l'article 7, modifié par la loi du 27 décembre 2012, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsqu'un animal est identifié et enregistré, la personne renseignée comme responsable de l'animal est présumée en être le propriétaire. Cette présomption peut être renversée par toute voie de droit. ».

**Art. 62.** L'article 11*bis* de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, inséré par le décret du 10 novembre 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11*bis*. Les articles 11*ter* à 11*quinquies* s'appliquent aux annonces publiées, quel qu'en soit le support, à destination d'une personne établie sur le territoire de la Région wallonne. ».

**Art. 63.** Dans le Chapitre III de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, un article 11*ter* est inséré comme suit :

« Art. 11*ter*. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'elle concerne un animal dont la détention est autorisée, la publicité ayant pour but de commercialiser un animal est autorisée uniquement :

1° dans une revue spécialisée ou sur un site Internet spécialisé reconnu comme spécialisé par le Gouvernement selon la procédure qu'il fixe;

2° dans un groupe fermé au sein des réseaux sociaux pour autant que :

- soit la publicité vise exclusivement la cession à titre gratuit d'un animal;

- soit la publicité vise exclusivement la commercialisation d'un animal né au sein de l'élevage d'un éleveur agréé.

La publicité est interdite sur les pages ou groupes de discussion directement accessibles au public, ou support assimilé, au sein des réseaux sociaux.

Les revues spécialisées ou les sites Internet spécialisés suivants sont exonérés de la reconnaissance prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° :

1° ceux qui sont édités par ou pour le Service public de Wallonie;

2° ceux qui sont édités par un éleveur de chiens ou de chats agréé visant à commercialiser des chiens ou des chats nés au sein de son élevage;

3° ceux qui visent la commercialisation d'équidés;

4° ceux qui concernent la commercialisation d'animaux autorisés à la détention pour lesquels aucune liste n'est établie par le Gouvernement en application de l'article 3*bis*, § 1<sup>er</sup>.

Outre les publicités autorisées conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les publicités ayant pour but la commercialisation d'animaux destinés à des fins de production sont autorisées dans une revue ou sur un site Internet destiné au secteur agricole.

Le Gouvernement peut définir les modalités d'utilisation des groupes fermés, ainsi qu'un régime d'enregistrement préalable à l'utilisation de ces groupes fermés.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, les refuges agréés sont autorisés à publier des annonces ayant pour but le remplacement des animaux en dehors d'une revue ou d'un site Internet spécialisé.

Le Gouvernement peut déterminer d'autres cas dans lesquels la publicité visant à commercialiser un animal est autorisée en dehors d'une revue ou d'un site Internet spécialisé. ».

**Art. 64.** Dans le Chapitre III de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, un article 11*quater* est inséré comme suit :

« Art. 11*quater*. Lorsqu'elle concerne un animal dont la détention est interdite, la publicité ayant pour but de commercialiser un animal est interdite.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour les animaux dont la détention est autorisée sur agrément délivré par le Gouvernement en vertu de l'article 3*bis*, § 1<sup>er</sup>, le détenteur de l'agrément est autorisé à

publier des annonces ayant pour but de commercialiser des animaux visés dans les conditions prévues à l'article 11*bis*. ».

**Art. 65.** Dans le Chapitre III de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, un article 11*quinquies* est inséré comme suit :

« Art. 11*quinquies*. Toute publicité visant la commercialisation d'un animal contient les informations et mentions définies par le Gouvernement. ».

**Art. 66.** A l'article 36 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, modifié par le décret-programme du 12 décembre 2014 et par le décret du 10 novembre 2016, le 17° est remplacé comme suit :

« 17° contrevient aux articles 11*ter* à 11*quinquies* ».

**Art. 67.** L'article 43.3 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, inséré par le décret-programme du 12 décembre 2014, est complété par un aliéna rédigé comme suit :

« Sans préjudice de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les dépenses du fonds peuvent porter sur les frais résultant de l'engagement de personnel au sein de l'administration dont la mission est de rechercher, constater, poursuivre, réprimer dans le cadre d'une infraction en matière de bien-être animal. ».

*Section 5.* — Modifications apportées à la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique

**Art. 68.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° à agréer ou à certifier les personnes responsables de l'installation, de l'entretien, de la maintenance, du contrôle ou de l'inspection, de la réparation ou de la mise hors service d'appareils, d'équipements ou de systèmes définis par le Gouvernement et à déterminer le niveau de qualification requis et à reconnaître les centres chargés de dispenser la formation et d'organiser les examens dont la réussite conditionne l'octroi de l'agrément ou de la certification; ».

**Art. 69.** L'article 3 de la même loi, abrogé par le décret du 27 octobre 2011, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 3. Un droit de dossier dont le produit est intégralement versé au Fonds pour la protection de l'environnement, section « incivilités environnementales », visé à l'article D.170, § 1<sup>er</sup>, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, et couvrant les frais administratifs peut être levé à charge de toute personne en raison de l'introduction d'une demande en exécution de l'article 1<sup>er</sup>, 5°. Le Gouvernement fixe le montant du droit de dossier ainsi que les modalités de perception de celui-ci. Le montant du droit de dossier est indexé annuellement. ».

**Art. 70.** L'article 4 de la même loi, abrogé par le décret du 27 octobre 2011, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 4. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut accorder une subvention aux centres de formation et d'examens visés à l'article 1<sup>er</sup>, 5°.

Pour pouvoir bénéficier de la subvention, les centres :

1° limitent le droit d'inscription perçu par candidat au montant fixé par le Gouvernement;

2° ne bénéficient d'aucune autre subvention pour les activités concernées. ».

**Art. 70*bis*.** L'article 5 de la même loi, abrogé par le décret du 27 octobre 2011, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 5. Selon les modalités qu'il arrête et dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut accorder des subventions et des prix au secteur privé, au secteur public et aux universités pour la sensibilisation du public ou pour des actions visant à prévenir ou à combattre la pollution atmosphérique.

Il peut aussi accorder des subventions pour des projets internationaux en lien avec la qualité de l'air. ».

**Art. 71.** Dans la même loi, il est inséré un article 11 rédigé comme suit :

« Art. 11. Commet une infraction de deuxième catégorie, la personne visée à l'article 1<sup>er</sup>, 5°, qui effectue une opération sans disposer de l'agrément correspondant. ».

*Section 6.* — Modifications apportées au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets

**Art. 72.** Dans le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'article 4*bis* est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4*bis*. § 1<sup>er</sup>. Une substance ou un objet issu d'un processus de production dont le but premier n'est pas de produire ladite substance ou ledit bien peut être considéré comme un sous-produit, et non pas comme un déchet, si les conditions suivantes sont remplies :

1° l'utilisation ultérieure de la substance ou de l'objet est certaine;

2° la substance ou l'objet peut être utilisé directement sans traitement supplémentaire autre que les pratiques industrielles courantes;

3° la substance ou l'objet est produit en faisant partie intégrante d'un processus de production; et

4° l'utilisation ultérieure est légale, c'est-à-dire que la substance ou l'objet répond à toutes les prescriptions pertinentes relatives au produit, à l'environnement et à la protection de la santé prévues pour l'utilisation spécifique et n'aura pas d'incidences globales nocives pour l'environnement ou la santé humaine.

§ 2. Sur la base minimale des conditions visées paragraphe 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut :

1° adopter des mesures déterminant des critères à respecter, définis au niveau communautaire, pour que des substances ou objets spécifiques soient considérés comme des sous-produits et non comme des déchets;

2° déterminer les modalités procédurales et les conditions selon lesquelles une substance ou un objet peut être reconnu comme un sous-produit et non comme un déchet;

3° établir une liste de catégories de substances et produits reconnus comme sous-produits.

§ 3. Le Gouvernement notifie de telles décisions à la Commission conformément à la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, lorsque celle-ci l'exige.

§ 4. Le Gouvernement peut soumettre à enregistrement les exploitants qui génèrent des substances et produits considérés comme sous-produits. Le Gouvernement établit les règles d'application du présent paragraphe.

§ 5. Le Gouvernement peut imposer l'acquiescement de frais administratifs pour la reconnaissance comme sous-produit d'une substance ou d'un objet, ainsi que pour l'enregistrement visé paragraphe 4. ».

**Art. 73.** A l'article 4<sup>ter</sup> du même décret, modifié par le décret du 24 octobre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° aux alinéas 1 et 2 du paragraphe 3, les mots « au cas par cas » sont remplacés par les mots « par décision à portée individuelle »;

2° au 1° du même paragraphe, le mot « couramment » est abrogé;

3° le dernier alinéa du même paragraphe est abrogé;

4° l'article est complété par les paragraphes 5 et 6 rédigés comme suit :

« § 5. Le Gouvernement peut soumettre à enregistrement les exploitants qui génèrent des substances ou objets qui cessent d'être des déchets. Le Gouvernement établit les règles d'application du présent paragraphe.

§ 6. Le Gouvernement peut imposer l'acquiescement de frais administratifs pour la reconnaissance de fin de statut de déchet d'une substance ou d'un objet, ainsi que pour l'enregistrement visé au § 5. ».

**Art. 74.** A l'article 5 du même décret, un paragraphe 4 est ajouté, libellé comme suit :

« § 4. En fonction de leurs caractéristiques et de leur composition, les déchets sont classés combustibles ou non combustibles. Les déchets présentant un taux de perte au feu supérieur à 10% et une teneur en carbone organique total supérieure à 6% sont réputés combustibles.

L'inclusion dans la liste des déchets combustibles constitue une présomption que le déchet est combustible. Le Gouvernement est habilité à déterminer la procédure permettant de reconnaître au cas par cas le caractère non combustible d'un déchet présumé combustible dans la liste. ».

Au même article, un paragraphe 5 est ajouté, libellé comme suit :

« § 5. Le Gouvernement peut classer les déchets en fonction de leur caractère recyclable ou non recyclable. L'inclusion dans la liste des déchets recyclables constitue une présomption que le déchet est recyclable; elle peut être assortie de conditions. ».

**Art. 75.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 4°, du même décret, les mots « et réglementer, » sont insérés entre les mots « favoriser » et « sans préjudice ».

§ 2. Au même article, un nouveau paragraphe est ajouté après le paragraphe 4, libellé comme suit :

« § 5. L'usage d'ustensiles en matière plastique à usage unique destinés, notamment, à permettre ou faciliter la consommation de denrées alimentaires et de boissons est interdit dans tout établissement ouvert au public.

Le Gouvernement fixe les modalités de l'interdiction visée à l'alinéa précédent. Il détermine les types d'ustensiles, les dérogations lorsqu'il n'existe pas d'alternatives appropriées, et éventuellement l'extension à d'autres matériaux que le plastique. ».

**Art. 76.** A l'article 8<sup>bis</sup> du même décret, tel que modifié par le décret du 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, un alinéa 1<sup>er</sup> est inséré et rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut mettre en place des régimes de responsabilité élargie des producteurs. »;

2° au paragraphe 6, alinéa 3, entre les mots « déficit de chaîne » et « présentant un problème de propreté », une virgule est insérée.

**Art. 77.** A l'article 9, 1°, du même décret, les mots « et de formulaires déterminés » sont remplacés par les mots « , de formulaires déterminés et par tout moyen électronique approprié. ».

Dans le même article, un deuxième alinéa est ajouté, libellé comme suit :

« Au plus tard à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, toute communication régulière de données à l'administration prévue par arrêté du Gouvernement est organisée sous format digital. Le Gouvernement peut préciser les modalités d'application. ».

**Art. 78.** A l'article 10 du même décret, après le dernier alinéa, un nouvel alinéa est inséré, libellé comme suit :

« Toute personne enregistrée pour le transport de déchets non dangereux dans l'une des deux autres Régions de l'État belge est réputée enregistrée en Région wallonne pour le transport des mêmes catégories de déchets en notifiant les données de son ou ses enregistrements au service compétent de l'administration. Les obligations applicables aux transporteurs enregistrés conformément à l'alinéa 3, et les règles de radiation, lui sont également applicables. ».

**Art. 79.** A l'article 22 du même décret, après les mots « 27 » sont insérés les mots « , 27<sup>bis</sup> » et la phrase suivante est ajoutée :

« Lorsque la contribution des bénéficiaires de la gestion des déchets organisée par ou pour la commune ne respecte pas le taux de couverture des coûts visé à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, le montant correspondant aux coûts non répercutés ou excédant la fourchette de couverture de coût autorisée est directement déduit de la ou des prochaines subventions à liquider, à la seule charge de la commune concernée ».

**Art. 80.** A l'article 40, 2°, du même décret, entre les mots « des laboratoires » et « selon les règles » sont insérés les mots « d'analyse et agréer ou enregistrer des préleveurs d'échantillons ».

*Section 7.* — Modifications apportées au décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative

**Art. 81.** L'article 2/4 du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, modifié la dernière fois par le décret du 16 février 2017, est complété par les paragraphes 6 et 7 rédigés comme suit :

« § 6. Le Gouvernement désigne un président et deux premiers vice-présidents parmi les membres permanents effectifs et un vice-président par section parmi les membres additionnels effectifs de celle-ci.

Le président préside le pôle « Environnement » lorsqu'il se compose uniquement des membres permanents ou s'il réunit plusieurs sections. Le règlement d'ordre intérieur du pôle, visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 19°, peut déléguer aux deux premiers vice-présidents la présidence de ces réunions.

Chaque vice-président de section préside le pôle « Environnement » lorsqu'il réunit les membres permanents et les membres additionnels d'une seule section.

§ 7. Un bureau chargé d'organiser le pôle, sans pouvoir de décision en ce qui concerne les missions du pôle « Environnement », est composé du président et des cinq vice-présidents. ».

**Art. 82.** Dans l'article 2/2, paragraphe 2, 5°, du même décret, les termes « sur proposition d'Inter-Environnement Wallonie » sont supprimés.

*Section 8.* — Modification apportée au décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.)

**Art. 83.** Dans l'article 6 du décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.), modifié pour la dernière fois par le décret du 22 janvier 1998, le paragraphe 3 est abrogé.

*Section 9.* — Modification apportée au décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable

**Art. 84.** L'article 9 du décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable, modifié pour la dernière fois le 16 février 2017, est abrogé.

*Section 10.* — SPAQuE

**Art. 85.** L'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets est remplacé comme suit :

« Art. 39. Le Gouvernement constitue une société anonyme de droit public dénommée « Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement », en abrégé « SPAQuE ».

Le Code des sociétés lui est applicable sauf dérogation dans le présent décret. Les actes de SPAQuE sont réputés commerciaux au sens des articles 2 et 3 du Code de Droit économique.

Art. 39bis. Les statuts de SPAQuE et leurs modifications sont soumis à l'approbation du Gouvernement.

Le Gouvernement approuve également :

- 1° la composition du Conseil d'administration;
- 2° la création de filiales et la cession de participations majoritaires;
- 3° les augmentations de capital.

Art. 39ter. SPAQuE est exonérée du précompte immobilier.

Art. 39quater. SPAQuE a pour objet :

- de réaliser toutes les activités liées à la prévention, à l'élimination, au traitement, à la valorisation de déchets et de sols pollués;
- de contribuer à l'amélioration de la connaissance de l'état des sols, à la prévention des atteintes à la qualité des sols, ainsi qu'à la gestion des sols potentiellement pollués et pollués;
- de revaloriser des sites pollués;
- d'assurer la recherche, le développement et le partage de l'expertise, de l'expérience, des savoirs et des outils développés en gestion des déchets et sols pollués;
- d'assister la prospective, la planification et l'élaboration de plans, programmes ou outils stratégiques en matière de gestion de déchets ou de sols potentiellement pollués ou pollués;
- d'accompagner les acteurs publics et privés confrontés à une problématique de sol potentiellement pollué ou pollué;
- de conseiller les pouvoirs locaux dans ces domaines;
- de valoriser à l'international le savoir-faire wallon dans le secteur de la gestion des déchets et du redéploiement des friches industrielles, en veillant à éviter les risques industriels, commerciaux ou financiers.

Art. 39quinquies. Le Gouvernement peut déterminer les règles d'intervention de SPAQuE en ce qui concerne la réalisation de ces missions.

Le Gouvernement peut, en outre, confier à SPAQuE d'autres missions en relation étroite avec ces missions.

Art. 39sexies. En vue de la réalisation de son objet, SPAQuE peut :

- accomplir toutes opérations commerciales, industrielles, financières, immobilières ou mobilières nécessaires ou utiles à la réalisation de son objet;
- réaliser des opérations susceptibles de générer des revenus dans les limites de son objet social;
- s'associer avec une autre société spécialisée en vue de créer des synergies ou pôles de compétences.

Art. 39septies. Aux fins de la réalisation de ses missions, SPAQuE est autorisée à pénétrer, aux conditions fixées par le Gouvernement, sur et autour d'une ou plusieurs parcelles cadastrées ou non en vue d'y effectuer les études, analyses et prélèvements, en étant accompagnée si nécessaire d'experts ou d'entreprises spécialisées.

La SPAQuE peut, à cette fin et au besoin, requérir le concours de la force publique.

Si la ou les parcelles cadastrales concernées sont occupées par un domicile, et en l'absence d'accord de l'occupant, l'autorisation est sollicitée par le Fonctionnaire dirigeant auprès du Tribunal compétent.

Aucune indemnisation n'est due aux titulaires de droits réels ou personnels sur ces biens, sauf leur recours contre le responsable.

Art. 39octies. La garantie de la Région envers les tiers est accordée à SPAQuE aux conditions que le Gouvernement détermine, à l'intérêt et à l'amortissement des obligations à émettre par la SPAQuE et aux emprunts à contracter.

Dans les cas de non-remboursement des obligations ou emprunts ou des paiements y afférents, la Région fournit à la SPAQuE les sommes dues aux tiers.

Art. 39nonies. Les règles, modalités et objectifs selon lesquels SPAQuE exerce ses missions sont déterminés dans un contrat de gestion conclu pour une durée de cinq ans, entre la Région wallonne et SPAQuE.

Art. 39decies. Peuvent être actionnaires de SPAQuE :

- 1° la Région wallonne;
- 2° la SOGEPa;
- 3° toute société dont le capital est détenu directement ou indirectement par la Région wallonne ou par toute autre personne de droit public à concurrence d'au moins 50 %;
- 4° toute autre personne de droit privé.

Quelle que soit la composition du capital, la majorité des mandats au Conseil d'administration est attribuée à des candidats proposés par les actionnaires visés sous les points 1° à 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le mandat de président du Conseil d'administration ne peut être attribué qu'à un administrateur nommé sur proposition des actionnaires visés sous les points 1° à 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Art. 39undecies. §1<sup>er</sup>. SPAQuE est administrée par un Conseil d'administration.

§2. Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de SPAQuE, à l'exception de ceux que la loi, les statuts ou le présent Chapitre réservent à l'assemblée générale.

§ 3. Le Conseil d'administration contrôle la gestion journalière assurée par le comité de direction qui en fait régulièrement rapport au conseil. Le Conseil d'administration ou son président peut, à tout moment, demander au comité de direction un rapport sur les activités de SPAQuE ou sur certaines d'entre elles.

§ 4. Le Conseil d'administration peut déléguer au comité de direction tout ou partie de ses pouvoirs, à l'exception des pouvoirs suivants :

1° la définition de la politique générale de SPAQuE;

2° ceux que la loi, le décret ou les statuts réservent expressément au Conseil d'administration.

Tout acte de délégation identifie de manière précise les pouvoirs visés par cette délégation et leur durée.

Art. 39duodecies. Le Gouvernement désigne les membres du Conseil d'administration. Il compte 9 membres dont 6 désignés sur proposition de la SOGEPa.

Art. 39terdecies. Le Conseil d'administration peut constituer en sein un bureau exécutif.

Art. 39quaterdecies. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des autres limitations prévues par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou dans les statuts, le mandat d'administrateur est incompatible avec :

1° la qualité de membre du comité de direction;

2° la qualité de membre du personnel ou pensionné de la Société.

§ 2. Lorsqu'un administrateur acquiert l'une des qualités visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, il est tenu de se démettre des mandats ou fonctions en question dans un délai de trois mois. S'il ne le fait pas, il est réputé, à l'expiration de ce délai, s'être démis de plein droit de son mandat auprès de SPAQuE.

Art. 39quindecies. Un directeur général, nommé par le Gouvernement, est chargé de la gestion journalière et de la représentation de SPAQuE, de même que de l'exécution des décisions du Conseil d'administration.

Le directeur général assiste aux réunions du Conseil d'administration et du bureau exécutif.

Art. 39sexdecies. Le directeur général est soumis à des évaluations périodiques organisées par le Conseil d'administration.

Les procédures d'évaluation et leurs modalités précises sont précisées dans les statuts de SPAQuE.

Les évaluations portent sur la mise en œuvre des compétences en référence au descriptif de fonction et aux objectifs fixés par le Gouvernement wallon, notamment en lien avec le contrat de gestion.

Art. 39septdecies. § 1<sup>er</sup>. La Région peut, moyennant le consentement du Conseil d'administration de SPAQuE, par le biais d'un arrêté du Gouvernement, faire apport :

- de participations;

- du droit de gestion, du droit d'usage, du droit de jouissance ainsi que de tout droit réel relatif à toute parcelle de son domaine utile à l'exercice des missions de SPAQuE, en ce compris le droit de construire.

Dans ce cas, les obligations nouvelles générées par l'exercice des droits cédés par la Région sont à charge de SPAQuE.

§ 2. SPAQuE peut, pour la réalisation de son objet social, après en avoir été autorisée par le Gouvernement, exproprier, sur la base de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, des immeubles.

Art. 39octodecies. La dissolution de SPAQuE ne peut être prononcée qu'en vertu d'un décret qui réglera le mode et les conditions de liquidation. ».

#### CHAPITRE IV. — Mesures en matière d'aménagement du territoire

Art. 86. Dans l'article D.IV.25 du Code de Développement territorial, au point 1°, a), il est ajouté un tiret libellé comme suit :

« - l'allongement de la piste secondaire; ».

Art. 87. Dans l'article D.V.19 du même Code, le point 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété comme suit :

« le montant et le phasage de l'octroi de cette subvention peuvent être fixés dans l'arrêté d'octroi de ladite subvention par le Gouvernement. ».

Au même article, l'alinéa 1<sup>er</sup> forme le paragraphe 1<sup>er</sup> et un paragraphe 2, libellé comme suit, est inséré :

« § 2. Selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, la Région peut financer, en tout ou en partie, des octrois de crédit à toute personne physique ou morale, de droit privé ou de droit public, ou des prises de participation dans des sociétés de droit ou d'intérêt public ou de droit privé, qui investissent dans des études, actes et travaux concernant un ou plusieurs biens immobiliers repris dans le périmètre de sites visés aux articles D.V.1 et D.V.7. ».

Art. 88. Dans le même Code, il est inséré à l'article D.VI.50 un paragraphe 3 libellé comme suit :

« § 3. Sans qu'il ne puisse être inférieur à zéro, le montant de la taxe est réduit à concurrence de dix pour cent du montant de l'investissement à réaliser sur l'ensemble des parcelles, la parcelle ou partie de parcelle bénéficiant de la modification de destination.

Par le montant de l'investissement à réaliser, on entend le montant que le redevable affectera aux acquisitions, études, actes et travaux dans une période de dix ans prenant cours à dater du moment où la taxe est due.

Pour bénéficier de la réduction visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le redevable transmet au fonctionnaire désigné par le Gouvernement, chargé d'établir la taxe en vertu de l'article D.VI.57, une déclaration sur l'honneur attestant du montant de l'investissement à réaliser ainsi qu'un plan financier.

La réduction visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas d'application dans les cas suivants :

- 1° les documents visés à l'alinéa précédent ne s'avèrent pas probants;
- 2° ou le montant de l'investissement n'a pas été réalisé dans la période de dix ans.

Le Gouvernement peut définir les modalités de mise en œuvre de la réduction de la taxe. ».

#### CHAPITRE V. — *Mesures en matière de travaux publics, de mobilité et de transports*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Abrogation du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun

**Art. 89.** Les articles 1<sup>er</sup> à 4 du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun sont abrogés et remplacés par le texte suivant :

« CHAPITRE I<sup>er</sup>. - Définitions

Article 1<sup>er</sup>. Au sens du présent décret, l'on entend par :

- 1° l'agent d'approbation : l'agent désigné par le Gouvernement;
- 2° la consultation préalable : la consultation par la commune du service technique compétent désigné par le Gouvernement préalablement à la délibération du conseil communal relative à un règlement complémentaire, afin d'obtenir un avis technique relatif au placement de la signalisation ainsi qu'à l'opportunité de la mesure;

3° un règlement complémentaire : un règlement visant à adapter les règlements généraux relatifs à la police de la circulation routière aux circonstances locales ou particulières par des mesures ayant un caractère périodique ou permanent.

#### CHAPITRE II. — *Les règlements complémentaires sur voirie régionale ou déterminant les mesures à caractère zonal portant sur plusieurs communes*

Art. 2. Le Gouvernement arrête les règlements complémentaires relatifs :

- 1° aux voiries régionales;
- 2° aux carrefours dont une voirie régionale fait partie;
- 3° à la détermination de mesures à caractère zonal lorsque ces dernières s'étendent sur le territoire de plusieurs communes;
- 4° aux routes et chemins forestiers, ouverts à la circulation publique dans la forêt domaniale au sens de l'article 3, 11°, du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier.

Les règlements complémentaires visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont arrêtés après avis des conseils communaux intéressés.

A défaut de réception de l'avis visé à l'alinéa 2 dans les soixante jours à dater de la demande, le Gouvernement arrête d'office le règlement.

Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Les conseils communaux peuvent arrêter les règlements complémentaires relatifs aux voiries régionales, à l'exception des autoroutes, que le Gouvernement s'est abstenu de prendre.

Le Gouvernement peut remplacer le règlement complémentaire visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> par sa propre décision.

§ 2. Les règlements complémentaires visés au paragraphe 1<sup>er</sup> sont soumis à l'agent d'approbation, sauf exceptions prévues par le Gouvernement.

Le règlement complémentaire visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, entre en vigueur, si l'agent d'approbation ne se prononce pas, dans :

- 1° les vingt jours de la réception du règlement complémentaire, en cas de consultation préalable;
- 2° les soixante jours de la réception du règlement complémentaire, en l'absence de consultation préalable.

Un recours est ouvert à l'encontre de la décision d'improbation auprès du Gouvernement. Il est introduit dans les soixante jours de la réception de la décision. A défaut de décision dans les quarante-cinq jours de la réception du recours, la décision d'improbation devient définitive.

§ 3. Le Gouvernement peut :

- 1° limiter les mesures pouvant faire l'objet des règlements complémentaires visés au paragraphe 1<sup>er</sup>;
- 2° réduire les délais visés au paragraphe 2, alinéa 2.

Les délais visés au paragraphe 2 ou adoptés en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup> sont suspendus du 16 juillet au 15 août et du 25 au 31 décembre.

#### CHAPITRE III. — *Les règlements complémentaires communaux*

Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des articles 2 et 5, alinéa 3, les conseils communaux arrêtent les règlements complémentaires relatifs :

- 1° aux voiries communales;
- 2° à des mesures à caractère zonal visant à la fois des voiries communales et régionales situées sur le territoire de leur commune.

§ 2. Les règlements complémentaires visés au paragraphe 1<sup>er</sup> et à l'article 12 sont soumis à l'agent d'approbation, qui, selon le cas, approuve tout ou partie du règlement complémentaire ou ne l'approuve pas.

Un règlement complémentaire entre en vigueur si l'agent d'approbation ne se prononce pas dans :

- 1° les vingt jours de la réception du règlement complémentaire, en cas de consultation préalable;
- 2° les soixante jours de la réception du règlement complémentaire, en l'absence de consultation préalable.

Un recours est ouvert à l'encontre de la décision d'improbation ou d'approbation partielle auprès du Gouvernement. Il est introduit dans les soixante jours de la réception de la décision. A défaut de décision dans les quarante-cinq jours de la réception du recours, la décision d'improbation ou d'approbation partielle devient définitive.

§ 3. Le Gouvernement peut :

- 1° déterminer les règlements complémentaires qui ne sont pas soumis à l'agent d'approbation;
- 2° réduire les délais visés au paragraphe 2, alinéa 2.

Les délais visés au paragraphe 2 ou adoptés en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup> sont suspendus du 16 juillet au 15 août et du 25 au 31 décembre.

Art. 5. En vue de maîtriser les coûts d'exploitation des sociétés de transport en commun, le Gouvernement peut inviter les conseils communaux à délibérer sur les mesures qu'il propose pour faciliter la circulation des transports en commun sur le territoire de la commune.

Les règlements complémentaires arrêtés sur invitation du Gouvernement sont soumis à approbation conformément à l'article 4, § 2.

Si les conseils communaux ne donnent pas suite à l'invitation du Gouvernement dans le délai qu'il fixe, ou si le Gouvernement ne marque pas son accord sur le règlement complémentaire arrêté par les conseils communaux, le Gouvernement peut arrêter le règlement complémentaire.

#### CHAPITRE IV. — *Les rétributions, taxes ou redevances de stationnement*

Art. 6. Lorsque le Gouvernement ou un conseil communal arrête un règlement complémentaire relatif aux stationnements à durée limitée, aux stationnements payants et aux stationnements sur les emplacements réservés aux titulaires d'une carte de stationnement communale, il peut établir des rétributions ou taxe de stationnement ou déterminer les redevances de stationnement dans le cadre de concessions ou contrats de gestion concernant le stationnement sur la voie publique, applicables aux véhicules à moteur, leurs remorques ou éléments.

La disposition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas au stationnement alterné semi-mensuel et à la limitation du stationnement de longue durée.

Art. 7. En vue de l'encaissement des rétributions, des taxes ou des redevances de stationnement visées à l'article 6, le Gouvernement, les communes et leurs concessionnaires, ou les régies autonomes communales peuvent demander l'identité du titulaire du numéro de la plaque d'immatriculation à l'autorité chargée de l'immatriculation des véhicules et ce, conformément à la législation relative à la protection de la vie privée.

Art. 8. Les rétributions, les taxes ou les redevances de stationnements visées à l'article 6 sont mises à charge du titulaire du numéro de la plaque d'immatriculation.

#### CHAPITRE V. — *L'autorité en charge du placement de la signalisation*

Art. 9. Le placement des signaux routiers qui imposent une obligation ou qui marquent une interdiction incombe à l'autorité qui a pris la mesure. Toute autre signalisation incombe à l'autorité qui a la gestion de la voirie.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le placement des signaux routiers formalisant les règlements complémentaires arrêtés en vertu de l'article 2, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, et de l'article 5, alinéa 3, incombe à l'autorité qui a la gestion de la voirie.

#### CHAPITRE VI. — *La signalisation des obstacles et des chantiers*

Art. 10. § 1<sup>er</sup>. La signalisation des obstacles à la circulation incombe à celui qui crée l'obstacle.

La personne visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> enlève la signalisation routière dès que l'obstacle est évacué.

En cas de carence de la personne visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou si l'obstacle n'est pas dû au fait d'un tiers, l'autorité qui a la gestion de la voirie assume cette obligation.

§ 2. La signalisation des chantiers établis sur la voie publique incombe à celui qui exécute les travaux.

S'il est fait usage de signaux lumineux de circulation, de signaux relatifs à la priorité, de signaux d'interdiction, de signaux d'obligation, de signaux relatifs à l'arrêt et au stationnement, de marques longitudinales provisoires indiquant les bandes de circulation ou de marques transversales, cette signalisation peut être placée uniquement moyennant autorisation donnée :

1<sup>o</sup> par le Gouvernement, lorsqu'il s'agit d'une autoroute;

2<sup>o</sup> par le bourgmestre, lorsqu'il s'agit d'une autre voirie publique, sauf dérogations prévues par le Gouvernement et selon les modalités qu'il détermine.

L'autorisation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> détermine dans chaque cas, la signalisation routière à utiliser.

Celui qui exécute les travaux enlève la signalisation routière dès que ceux-ci sont terminés.

§ 3. En cas d'urgence, les gestionnaires de voirie, les services de police et d'intervention peuvent, sans attendre l'autorisation visée au paragraphe 2, alinéa 2, placer des signaux destinés à interdire ou régler temporairement la circulation.

Ces signaux et dispositifs sont enlevés dès que la situation est redevenue normale.

§ 4. Le Gouvernement peut arrêter des règles générales en vue de déterminer la signalisation routière à utiliser pour les chantiers courants et les interventions d'urgence.

#### CHAPITRE VII. — *La prise en charge des frais liés à la signalisation routière*

Art. 11. Les frais liés au placement, à l'entretien et au renouvellement de la signalisation routière sont à charge de l'autorité qui l'a placée.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les frais :

1<sup>o</sup> résultant du placement des dispositifs de commande à distance des signaux lumineux de circulation par les véhicules des transports en commun incombent au Gouvernement, les charges résultant de l'entretien et du renouvellement de ces dispositifs incombent à la société de transports en commun désignée par le Gouvernement;

2<sup>o</sup> de la signalisation des obstacles, placée par l'autorité qui a la gestion de la voirie en cas de carence de celui qui crée l'obstacle, incombent à ce dernier.

#### CHAPITRE VIII. — *La circulation dans les ports*

Art. 12. Les conseils communaux peuvent arrêter des règlements complémentaires suspendant ou modifiant l'application des dispositions de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de tout règlement déterminé par le Gouvernement pour le trafic s'effectuant entre les quais d'embarquement et de débarquement, les dépôts, les hangars et les magasins établis dans les ports maritimes ou fluviaux.

Le Gouvernement peut soumettre la mise en circulation de véhicules ou combinaisons de véhicules à un régime d'autorisation et imposer des redevances en vue de couvrir, en tout ou en partie, les frais d'administration, de contrôle, de surveillance ou les frais liés à l'utilisation de l'infrastructure.



CHAPITRE IX. — *Le contrôle de la signalisation et l'exécution d'office*

Art. 13. Si la signalisation routière établie n'est pas conforme à la réglementation en matière de placement et d'exigences techniques de la signalisation routière, aux conditions fixées par les règlements complémentaires ou n'est pas entretenue, le Gouvernement peut, après avoir adressé deux avertissements écrits consécutifs aux autorités défallantes d'avoir à assumer leurs obligations, imposer l'exécution de mesure d'office. Toute dépense occasionnée par l'exécution d'office de ces mesures peut être récupérée à charge de l'autorité défallante.

CHAPITRE X. — *La publicité*

Art. 14. Les mesures prises pour régler la circulation en vertu du présent décret ou des articles 2 et 3 de la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes, sont portées à la connaissance des usagers par des agents portant les insignes de leurs fonctions et qui sont postés sur place ou par une signalisation appropriée. Elles peuvent également l'être au moyen d'autres formes de publicité dont les modalités sont déterminées par le Gouvernement.

CHAPITRE XI. — *La banque de données de la signalisation routière*

Art. 15. Les règlements complémentaires et les emplacements des signaux routiers sont repris dans une banque de données. Le Gouvernement fixe les modalités de la gestion, du fonctionnement et de l'accès à la banque de données.

CHAPITRE XII. — *Les sanctions*

Art. 16. En cas d'infraction à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, du présent décret ou à ses règlements d'application, les sanctions prévues par et en vertu de l'article 29, § 2, de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière sont applicables.

CHAPITRE XIII. — *Les dispositions abrogatoires et finales*

Art. 17. Dans la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière, les articles suivants sont abrogés :

- 1° l'article 2, modifié par le décret du 19 décembre 2007;
- 2° l'article 3, remplacé par la loi du 12 juillet 1973, à l'exception des voies militaires visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°;
- 3° l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par l'arrêté royal du 30 décembre 1982 et modifié par la loi du 20 juillet 2005;
- 4° les articles 13 et 14;
- 5° l'article 17, remplacé par l'arrêté royal du 30 décembre 1982 et modifié par la loi du 20 juillet 2005;
- 6° les articles 18, 19 et 20.

Art. 18. Les articles 57 et 78 de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique sont abrogés.

Art. 19. Les articles 1<sup>er</sup> à 18 qui précèdent entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019 à l'exception de l'article 15 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. ».

*Section 2. — Modifications apportées au décret du 1<sup>er</sup> avril 1999 relatif à la création du Port autonome du Centre et de l'Ouest*

**Art. 90.** L'article 7 du décret du 1<sup>er</sup> avril 1999 relatif à la création du Port autonome du Centre et de l'Ouest est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Le Gouvernement wallon accorde à la Société des subventions pour l'étude et la réalisation des projets repris au Plan d'investissement pluriannuel, dans la limite de l'intervention maximale découlant du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information.

Les subventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont octroyées par le Gouvernement wallon aux taux qu'il fixe en fonction de la nature des aménagements concernés.

Les subventions sont liquidées par l'Administration, après validation par celle-ci du respect des règles de marchés publics, selon les modalités relatives au rythme de libération du montant de la subvention et au montant subsidiable final admissible fixées par le Gouvernement wallon. ».

**Art. 91.** L'article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 1<sup>er</sup> avril 1999 relatif à la création du Port autonome du Centre et de l'Ouest est remplacé par ce qui suit :

« La Société conserve le bénéfice du personnel antérieurement détaché du Service public de Wallonie, y compris en cas de modification du statut de la personne détachée ».

**Art. 92.** À l'article 19, §1<sup>er</sup>, du décret du 1<sup>er</sup> avril 1999 relatif à la création du Port autonome du Centre et de l'Ouest, les quatre alinéas suivants sont insérés entre l'alinéa 2, tel que modifié par l'article 3 du présent décret, et l'alinéa 3 :

« La direction de la Société peut être exercée par un agent du Service public de Wallonie conformément aux articles 435 et suivants du Code de la Fonction publique wallonne.

À la demande de la Société, une dotation annuelle de fonctionnement lui est octroyée afin de couvrir les frais de personnel qu'elle devra assumer. Cette dotation est libérée sous la forme d'une subvention.

La dotation visée à l'alinéa précédent est déduite de l'intervention maximale découlant du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information, visée à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, du présent décret.

Cette dotation est indexée, après confirmation du Ministre de tutelle, au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, en fonction de l'indice santé de référence du mois de la signature du contrat de gestion. ».

*Section 3 - Modification de la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi*

**Art. 93.** À l'article 4, alinéa 2, et l'article 6 de la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi, le terme « État » est remplacé par les termes « Région wallonne ».

À l'article 3, l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 8, alinéa 2, et l'article 10 de la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi, le terme « Roi » est remplacé par les termes « Gouvernement wallon ».

**Art. 94.** L'article 5 de la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. § 1<sup>er</sup>. La Région wallonne accorde au port des subventions destinées à son infrastructure, dans les limites énoncées paragraphe 2, d'une part, et à son personnel, dans les limites énoncées paragraphe 3, d'autre part.

§ 2. La Région wallonne accorde au port des subventions pour l'étude et la réalisation des projets repris au Plan d'investissement pluriannuel, dans la limite de l'intervention maximale découlant du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information.

Les subventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont octroyées par le Gouvernement wallon aux taux qu'il fixe en fonction de la nature des aménagements concernés.

Les subventions sont liquidées par l'Administration, après validation par celle-ci du respect des règles de marchés publics, selon les modalités relatives au rythme de libération du montant de la subvention et au montant subsidiable final admissible fixées par le Gouvernement wallon.

§ 3. Le port conserve le bénéfice du personnel antérieurement détaché du Service public de Wallonie, y compris en cas de modification du statut de la personne détachée.

La direction du port peut être exercée par un agent du Service public de Wallonie conformément aux articles 435 et suivants du Code de la Fonction publique wallonne.

À la demande du port, une dotation annuelle de fonctionnement lui est octroyée afin de couvrir les frais de personnel qu'il devra assumer. Cette dotation est libérée sous la forme d'une subvention.

La dotation visée à l'alinéa précédent est déduite de l'intervention maximale découlant du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information, visée paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du présent article.

Cette dotation est indexée, après confirmation du Ministre de tutelle, au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, en fonction de l'indice santé de référence du mois de la signature du contrat de gestion. ».

#### Section 4. — Modification de la loi du 20 juin 1978 portant création du Port autonome de Namur

**Art. 95.** À l'article 3, alinéa 2, et l'article 5 de la loi du 20 juin 1978 portant création du Port autonome de Namur, le terme « État » est remplacé par les termes « Région wallonne ».

À l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 7, alinéa 2, et l'article 9 de la loi du 20 juin 1978 portant création du Port autonome de Namur, le terme « Roi » est remplacé par les termes « Gouvernement wallon ».

**Art. 96.** L'article 4 de la loi du 20 juin 1978 portant création du Port autonome de Namur est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. § 1<sup>er</sup>. La Région wallonne accorde au port des subventions destinées à son infrastructure, dans les limites énoncées paragraphe 2, d'une part, et à son personnel, dans les limites énoncées paragraphe 3, d'autre part.

§ 2. La Région wallonne accorde au port des subventions pour l'étude et la réalisation des projets repris au Plan d'investissement pluriannuel, dans la limite de l'intervention maximale découlant du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information.

Les subventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont octroyées par le Gouvernement wallon aux taux qu'il fixe en fonction de la nature des aménagements concernés.

Les subventions sont liquidées par l'Administration, après validation par celle-ci du respect des règles de marchés publics, selon les modalités relatives au rythme de libération du montant de la subvention et au montant subsidiable final admissible fixées par le Gouvernement wallon.

§ 3. Le port conserve le bénéfice du personnel antérieurement détaché du Service public de Wallonie, y compris en cas de modification du statut de la personne détachée.

La direction du port peut être exercée par un agent du Service public de Wallonie conformément aux articles 435 et suivants du Code de la Fonction publique wallonne.

À la demande du port, une dotation annuelle de fonctionnement lui est octroyée afin de couvrir les frais de personnel qu'il devra assumer. Cette dotation est libérée sous la forme d'une subvention.

La dotation visée à l'alinéa précédent est déduite de l'intervention maximale découlant du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information, visée au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du présent article.

Cette dotation est indexée, après confirmation du Ministre de tutelle, au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, en fonction de l'indice santé de référence du mois de la signature du contrat de gestion. ».

#### Section 5. — Modification de la loi du 21 juin 1937 relative à la création du Port autonome de Liège

**Art. 97.** À l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 21 juin 1937 portant création du Port autonome de Liège, les termes « Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres » sont remplacés par les termes « Le Gouvernement wallon ».

À l'article 3 de la loi du 21 juin 1937 relative à la création du Port autonome de Liège, le terme « État » est remplacé par les termes « Région wallonne » et le terme « Gouvernement » est remplacé par les termes « Gouvernement wallon ».

**Art. 98.** Dans la loi du 21 juin 1937 portant création du Port autonome de Liège, est inséré un article rédigé comme suit après l'article 4 :

« Art. 5. § 1<sup>er</sup>. La Région wallonne accorde au port des subventions destinées à son infrastructure, dans les limites énoncées au paragraphe 2, d'une part, et à son personnel, dans les limites énoncées au paragraphe 3, d'autre part.

§ 2. La Région wallonne accorde au port des subventions pour l'étude et la réalisation des projets repris au Plan d'investissement pluriannuel, dans la limite de l'intervention maximale découlant du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information.

Les subventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont octroyées par le Gouvernement wallon aux taux qu'il fixe en fonction de la nature des aménagements concernés.

Les subventions sont liquidées par l'Administration, après validation par celle-ci du respect des règles de marchés publics, selon les modalités relatives au rythme de libération du montant de la subvention et au montant subsidiable final admissible fixées par le Gouvernement wallon.

§ 3. À la demande du port, une dotation annuelle de fonctionnement lui est octroyée afin de couvrir les frais de personnel qu'il devra assumer. Cette dotation est libérée sous la forme d'une subvention.

La dotation visée à l'alinéa précédent est déduite de l'intervention maximale découlant du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information, visée au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du présent article.

Cette dotation est indexée, après confirmation du Ministre de tutelle, au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, en fonction de l'indice santé de référence du mois de la signature du contrat de gestion. ».

## Section 6. — Modification du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale

**Art. 99.** Dans l'article 15, alinéa 2, du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale, modifié en dernier lieu par le décret du 20 juillet 2016, les mots « visée à l'article 13, » sont insérés entre les mots « réception de la demande, » et les mots « il statue sur la création ».

**Art. 100.** Dans l'article 18, alinéa 2, du même décret, les mots « et 92/1 » sont insérés entre les mots « à l'article 53 » et les mots « , pour le demandeur ».

**Art. 101.** L'article 18 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Sous peine d'irrecevabilité, le recours est introduit au moyen d'un formulaire obligatoire, à l'adresse indiquée sur le formulaire. Le Gouvernement fixe le modèle de formulaire et l'adresse à laquelle il doit être envoyé. »

**Art. 102.** Dans l'article 19, du même décret, le mot « complet » est ajouté entre les mots « suivant la réception du recours » et les mots « le Gouvernement notifie sa décision ».

**Art. 103.** A l'article 24, 5°, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au a), les mots, « , avec un maximum de quatre avis » sont insérés entre les mots « à front de voirie » et « ; si le terrain » et à la suite du mot « terrain »;

2° il est complété par les d) et e) rédigés comme suit :

« d) aux endroits habituels d'affichage;

e) sur le site internet de la commune concernée, s'il existe. ».

**Art. 104.** L'article 47 du même décret, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation aux alinéas 1 à 3, chaque partie peut renoncer à la désignation d'un expert. ».

**Art. 105.** Dans l'article 61, §1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « et agent » sont insérés entre les mots « compétences des fonctionnaires » et les mots « de la police fédérale ».

**Art. 106.** Dans l'article 66, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, la phrase « Seuls des fonctionnaires ayant un niveau pour lequel un diplôme universitaire de deuxième cycle ou un diplôme équivalent est requis peuvent être désignés à cet effet » est abrogée.

**Art. 107.** Dans le Chapitre II du Titre 8, du même décret, il est inséré un article 92/1 rédigé comme suit :

« Art. 92/1. Les décisions et actes pris en exécution du Titre 2, et du Chapitre I<sup>er</sup>, du Titre 3 sont exécutoires uniquement à compter de leur envoi au Gouvernement qui est chargé de la gestion de l'atlas provisoire, via les formes déterminées par le Gouvernement, peu importe qui soit l'auteur de cet envoi.

Le Gouvernement détermine les informations qui sont contenues dans l'atlas provisoire ainsi que la façon dont ces informations sont organisées et communiquées. ».

**Art. 108.** Dans l'article 93 du même décret, le mot « et 92/1 », est inséré entre les mots « des articles 49 à 53 » et les mots « qui entrent en vigueur ».

## Section 7. — Modification du décret du 16 juillet 2015 instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes

**Art. 109.** Dans l'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 16 juillet 2015 instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes, les mots « en son nom ou » sont insérés entre les mots « perçoit » et « au nom et pour le compte du perceuteur de péages ».

## Section 8. — Modification du décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures

**Art. 109bis.** A l'article 5.1, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures, le mot « maximum » est inséré entre les mots « Le Conseil d'administration comprend » et les mots « 11 membres désignés ».

**Art. 109ter.** A l'article 5.2 du même décret, alinéa 1<sup>er</sup>, après les mots « La gestion journalière est assurée par », les mots « l'administrateur délégué » sont remplacés par les mots « le directeur général, nommé par l'assemblée générale, sur proposition du Gouvernement ».

Dans le même article, après les mots « figurent le président du Conseil d'administration et », les mots « l'administrateur délégué » sont remplacés par les mots « le directeur général ».

## CHAPITRE VI. — Dispositions fiscales et budgétaires

Section 1<sup>re</sup>. — Modifications apportées au décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes

**Art. 110.** A l'article 5 du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le montant de la taxe sur la mise en C.E.T. des déchets est fixé à 100 euros/tonne ».

Au paragraphe 2 du même article, après les mots « s'il s'agit de déchets dangereux » sont insérés les mots « ou de déchets combustibles ».

**Art. 111.** A l'article 6, § 1<sup>er</sup>, du même décret :

1° au 6°, après les mots « les terres visées au 10° » les mots suivants sont ajoutés : « lorsque, de l'avis de l'administration, l'application de procédés d'assainissement supplémentaires entraînerait des dépenses démesurées ou seraient impraticables; »;

2° au 10°, le deuxième tiret est complété par les mots « lorsque, de l'avis de l'administration, l'application de procédés d'assainissement supplémentaires entraînerait des dépenses démesurées ou seraient impraticables »;

3° le 11° est complété par un deuxième tiret rédigé comme suit :

« - des déchets produits de manière exceptionnelle à la suite de calamités naturelles publiques, d'une crise sanitaire ou d'une situation mettant en cause la salubrité ou la santé publique reconnues par le Gouvernement wallon. Le Gouvernement délimite l'étendue géographique, la période d'application et le type de déchets concernés; »;

4° un point 14° est inséré, libellé comme suit :

« 14° 10,19 euros/tonne, s'agissant des déchets pour lesquels le Ministre a, conformément à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004, accordé une dérogation à l'interdiction de mise en centre d'enfouissement technique en cas de force majeure; »;

5° un deuxième alinéa est inséré, libellé comme suit :

« La taxe n'est pas due sur les déchets valorisables utilisés en CET dans le cadre de la remise en état d'office confiée par le Gouvernement, en exécution de l'article 43 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à la société visée à l'article 39 du même décret. Lorsque l'exécution de la remise en état d'office est exécutée à charge d'une personne mise en demeure par le Gouvernement et en défaut d'y procéder, cette personne est redevable de la taxe. ».

**Art. 112.** L'article 12 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le montant de la taxe due en application des articles 10, § 1<sup>er</sup>, et 11, § 1<sup>er</sup>, est réduit à 0 euro/tonne lorsque les déchets, produits de manière exceptionnelle, proviennent de calamités naturelles publiques, d'une crise sanitaire ou d'une situation mettant en cause la salubrité ou la santé publique, reconnues par le Gouvernement. Le Gouvernement délimite l'étendue géographique, la période d'application et le type de déchets concernés. ».

**Art. 113.** L'article 16, § 1<sup>er</sup>, du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le montant de la taxe due en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> est réduit à 0 euro/tonne lorsque les déchets, produits de manière exceptionnelle, proviennent de calamités naturelles publiques, d'une crise sanitaire ou d'une situation mettant en cause la salubrité ou la santé publique, reconnues par le Gouvernement. Le Gouvernement délimite l'étendue géographique, la période d'application et le type de déchets concernés. ».

**Art. 114.** A l'article 35, § 2, du même décret, le 1° est abrogé.

**Art. 115.** Le Chapitre X du même décret est abrogé.

*Section 2.* — Modification du Code des Droits de succession défini par l'arrêté royal n° 308 du 31 mars 1936

**Art. 116.** Dans l'article 52<sup>3</sup> du Code des Droits de succession, inséré le décret du 22 octobre 2003, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° les obtentions entre une personne et l'enfant qu'elle a élevé comme parent d'accueil au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 5°, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la jeunesse ou de l'article 20, § 1<sup>er</sup>, 3°, b), du décret du 19 mai 2008 d'aide à la Jeunesse et visant la mise en œuvre de mesures de protection de la jeunesse, ou comme tuteur, subrogé tuteur ou tuteur officieux au sens du Titre X du Livre premier du Code civil, à la condition que l'enfant, avant d'avoir atteint l'âge de vingt et un ans et pendant six années ininterrompues, ait reçu exclusivement ou principalement de cette personne, ou éventuellement de cette personne et de son conjoint ou de son cohabitant légal ensemble, les secours et les soins que les enfants reçoivent normalement de leurs parents. ».

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions en matière d'énergie, de climat et de politique aéroportuaire*

*Section 1.* — Modification du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité

**Art. 117.** À l'article 2 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, modifié par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 23°*bis*, les mots « ou de transport local qui distribue de l'électricité à l'intérieur d'un site industriel » sont remplacés par les mots « , de transport ou de transport local qui distribue de l'électricité à une tension inférieure ou égale à septante kilovolts à l'intérieur d'un site industriel »;

2° au 41° les mots « ou de transport local » sont remplacés par les mots « , de transport ou de transport local »;

3° l'article 2, 62°, relatif à la définition relative aux « intercommunales pures de financement » devient un article 2, 25°*bis*.

**Art. 117bis.** A l'article 13 du même décret, un paragraphe 2 rédigé comme suit est inséré :

« § 2. Conformément à l'article 4.2, alinéa 3, du Règlement (UE) 2016/631 de la Commission du 14 avril 2016 établissant un Code de réseau sur les exigences applicables au raccordement au réseau des installations de production d'électricité et du Règlement (UE) 2016/1388 de la Commission du 17 août 2016 établissant un Code de réseau sur le raccordement des réseaux de distribution et des installations de consommation, la CWaPE est habilitée à déterminer les unités de production d'électricité, les installations de consommation raccordées à un réseau de transport local, les installations d'un réseau de distribution raccordées à un réseau de transport, les réseaux de distribution et les unités de consommation qui doivent être considérés comme existants au sens de ces règlements, en raison de circonstances spécifiques liées au décalage entre la date de conclusion du contrat définitif et contraignant pour l'achat du composant principal de production, de consommation ou de l'unité de consommation et la date d'approbation par la CWaPE des exigences d'application générale visées respectivement aux articles 7 et 6 de ces règlements. ».

**Art. 118.** Dans l'article 15*bis*, § 1<sup>er</sup>, 2°, du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 11 avril 2014, les mots « par le propriétaire du site tels la location de garages, de chambres d'étudiants, de chambre dans une maison de repos ou la location d'une maison de vacances » sont remplacés par les mots « par le gestionnaire du site dans le cadre notamment de l'occupation de garages, de chambres d'étudiants, de chambre dans une maison de repos ou d'une maison de vacances ».

**Art. 119.** A l'article 15*ter* du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et remplacé par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de distribution et, le cas échéant, du gestionnaire de réseau de transport ou de transport local » sont insérés entre les mots « du gestionnaire de réseau » et les mots « auquel le réseau fermé »;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 5, les mots « modalités et la procédure d'octroi de l'autorisation individuelle » sont remplacés par les mots « modalités, procédure d'octroi de l'autorisation individuelle et la redevance à payer pour l'examen du dossier »;

3° le paragraphe 3, est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le gestionnaire de réseau fermé professionnel conclut un contrat de raccordement avec le gestionnaire du réseau auquel il est connecté. Dans les cas prévus par le Règlement technique, le gestionnaire de réseau fermé professionnel conclut un contrat d'accès avec le gestionnaire du réseau auquel il est raccordé. »;

4° dans le paragraphe 4, les mots « ou le réseau de transport local » sont remplacés par les mots « , le réseau de transport ou de transport local » et les mots « et le réseau fermé professionnel ».

**Art. 120.** A l'article 25*bis* du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 3, les mots « interruption de plus de six heures » sont remplacés par les mots « tranche de six heures entamée au-delà des six premières heures d'interruption »;

2° au paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « trente » est remplacé par le mot « soixante » et les mots « à dater du jour où le dossier a été déclaré recevable par la CWaPE, » sont insérés entre les mots « jours calendriers, » et les mots « à la requête »;

3° au paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « rend un avis à ce sujet » sont remplacés par le mot « statue »;

4° dans le paragraphe 4, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 :

« Si la CWaPE statue sur le bien-fondé de la demande d'indemnisation, mais que le gestionnaire de réseau s'abstient, sans motif légitime, de verser l'indemnité due au client final dans les trente jours calendrier de la réception de l'avis, la CWaPE peut lui enjoindre de procéder au versement de l'indemnité. ».

**Art. 120*bis*.** A l'article 25*quater* du même décret, modifié par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, les mots «, celui-ci ne pouvant intervenir avant l'obtention des différents permis et autorisations requis. » est à chaque fois remplacée par la phrase « . Le délai est suspendu pendant la période entre la demande et la réception des permis et autorisations requis »;

2° le paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété par la phrase « Le délai est suspendu pendant la période entre la demande et la réception des permis et autorisations requis. »;

3° au paragraphe 2, les mots « dans les trente jours calendrier du dépassement des délais visés au paragraphe 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « dans les soixante jours calendrier qui suivent le raccordement effectif ».

**Art. 121.** A l'article 25*quater*/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, inséré par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « fixée par le Gouvernement » sont remplacés par les mots « de dix euros par jours de retard »;

2° il est complété par la phrase suivante « Le montant de l'indemnité forfaitaire est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation, en le multipliant par l'indice des prix à la consommation pour le mois de décembre de l'année n-1 et en le divisant par l'indice des prix à la consommation du mois de décembre 2017. ».

**Art. 122.** Dans l'article 25*quinquies*, alinéa 5, du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les mots, « à charge du client final, » sont insérés entre les mots « d'une franchise » et les mots « de 100 euros par sinistre ».

**Art. 123.** A l'article 25*septies*, § 2, du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, la phrase « La charge liée à la garantie constituée pour assurer les indemnisations en cas de faute lourde sera clairement distinguée dans les comptes des gestionnaires de réseaux et ne pourra pas être intégrée dans les tarifs des gestionnaires de réseaux conformément à l'article 34, 2°, g). » est abrogée.

**Art. 124.** A l'article 25*decies* du même décret, inséré par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots « ou de distribution » sont insérés entre les mots « de transport local » et les mots « ne peut refuser »;

2° au paragraphe 3, le mot « cinq » est chaque fois remplacé par le mot « dix »;

3° le paragraphe 4 est complété par la phrase suivante : « Après avis de la CWaPE et concertation avec les gestionnaires de réseau et les producteurs, le Gouvernement peut préciser les modalités de mise en œuvre de cette obligation. ».

**Art. 125.** L'article 26, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret, modifié par les décrets des 17 juillet 2008 et 11 avril 2014, est complété par les mots « ainsi qu'un projet pilote, autorisé par la CWaPE conformément à l'article 27, constituant un réseau alternatif au réseau public exploité par un gestionnaire de réseau ou visant à tester la généralisation d'un nouveau principe de tarification des réseaux de distribution ».

**Art. 126.** L'article 27 du même décret, abrogé par le décret du 17 juillet 2008, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 27. § 1<sup>er</sup>. La CWaPE peut autoriser, conformément au paragraphe 2, le développement de projets pilotes constituant des réseaux alternatifs au réseau public exploité par un gestionnaire de réseau ou des projets pilotes visant à tester la généralisation d'un nouveau principe de tarification des réseaux de distribution.

§ 2. Ces projets répondent notamment aux conditions suivantes :

1° avoir pour objet l'étude de la mise en œuvre de solutions technologiques optimales pour le marché wallon de l'électricité, notamment en matière d'efficacité énergétique, de flexibilité de la demande, d'optimisation du développement, de la gestion de la production décentralisée et de la promotion de l'autoconsommation locale et des circuits courts;

2° présenter un caractère innovant;

3° sans préjudice du paragraphe 1<sup>er</sup>, ne pas avoir pour effet ou pour but de déroger aux obligations imposées aux acteurs du marché régional de l'électricité par ou en vertu du présent décret, sauf s'il est démontré qu'il est nécessaire de déroger à ces règles pour le bon fonctionnement du projet ou pour l'atteinte des objectifs poursuivis par celui-ci;

4° ne pas avoir pour principal objectif d'éviter totalement ou partiellement, dans le chef des participants au projet pilote, toutes formes de taxes et charges dont ils seraient redevables s'ils n'étaient pas dans le périmètre du projet pilote;

5° présenter un caractère reproductible à l'ensemble du marché wallon de manière non discriminatoire;

6° assurer la publicité des résultats du projet pilote;

7° Avoir une durée limitée dans le temps qui n'excède pas cinq ans.

§ 3. La CWaPE peut assortir sa décision d'autorisation de conditions dérogeant au paragraphe 2, 3° et 4°.

§ 4. Le Gouvernement peut déterminer, après avis de la CWaPE, les conditions, les modalités et la procédure d'octroi de l'autorisation ainsi que les obligations auxquelles est soumis le titulaire d'une telle autorisation.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la CWaPE peut autoriser les demandes introduites avant que le Gouvernement n'ait déterminé les conditions, les modalités et la procédure d'octroi d'une autorisation, à condition que ces demandes respectent les conditions visées au paragraphe 2 ».

**Art. 126bis.** A l'article 30 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, alinéa 5, les mots « exonérer les titulaires » sont remplacés par les mots « exonérer les demandeurs »;

2° au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « accordée au niveau » sont remplacés par les mots « de gaz ou d'électricité accordée au niveau régional wallon, » et les mots « ainsi que pour les demandeurs de licence limitée de fourniture visée au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°. » sont ajoutés en fin de phrase;

3° le paragraphe 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Sans préjudice de l'article 29, § 2, le Gouvernement peut, après avis de la CWaPE, prévoir un régime conjoint de licence limitée de fourniture et d'autorisation individuelle de construire une ligne directe ».

**Art. 126ter.** Dans le Chapitre VII du même décret, avant la Section 1, il est inséré un article 32bis/1 rédigé comme suit :

« Art. 32bis/1. Les dispositions du présent Chapitre peuvent uniquement s'appliquer aux clients résidentiels pour la fourniture d'électricité au lieu de leur domicile. ».

**Art. 127.** Dans l'article 33, § 1<sup>er</sup>, du même décret, remplacé par le décret du 11 avril 2014, le 3° est abrogé.

**Art. 128.** Dans l'article 33bis du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et remplacé par le décret du 11 avril 2014, les mots « à et 3° » sont abrogés.

**Art. 129.** A l'article 33bis/1 du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de proposer » sont remplacés par les mots « d'inviter son client à le contacter pour conclure ». Les mots « ou d'un service de médiation de dettes » sont insérés entre les mots « un C.P.A.S. » et les mots « dans sa négociation ». Les mots « le fournisseur informe son client du délai dont il dispose pour conclure avec lui un plan de paiement raisonnable. » sont insérés entre les mots « dans sa négociation. » et les mots « Le Gouvernement définit »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Après réception du courrier de mise en demeure qui ne peut viser qu'un montant supérieur au minimum de dette fixé par le Gouvernement, en cas d'absence de réaction du client, de refus de conclusion d'un plan de paiement raisonnable ou du non-respect de celui-ci, ou à la demande du client, le fournisseur demande au gestionnaire de réseau l'activation de la fonction de prépaiement. Par dérogation à l'alinéa précédent, en cas d'impossibilité de fonctionnement du prépaiement à distance un compteur à budget peut être installé chez le client. Pour les clients protégés, le compteur intègre ou est couplé à un limiteur de puissance, activé à la demande du C.P.A.S. en vue d'assurer une fourniture minimale garantie d'électricité. Cette fourniture minimale garantie porte sur une puissance de dix ampères et est garantie au client protégé pendant une période de six mois. Le client protégé est alimenté par son gestionnaire de réseau de distribution dès que son fournisseur l'a déclaré en défaut de paiement. »;

3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Après avis de la CWaPE, le Gouvernement détermine la procédure et les conditions de placement d'un compteur à budget ou d'activation de la fonction de prépaiement en cas de défaut de paiement. En cas de contestation notifiée par écrit ou par voie électronique au service régional de médiation pour l'énergie concernant cette procédure de placement ou d'activation par le client, celle-ci peut être suspendue pour permettre l'analyse de la situation du client avant de poursuivre ou non la procédure de placement ou la procédure d'activation de la fonction de prépaiement. Le Gouvernement précise la procédure de contestation de placement du compteur à budget ou d'activation de la fonction de prépaiement. ».

**Art. 130.** Dans l'article 33ter du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, le 3° est remplacé comme suit : « d'un représentant du fournisseur social auquel le client est connecté »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « du fournisseur » et le 3° sont abrogés;

3° au paragraphe 2, la phrase « Au moins quinze jours avant la tenue de la réunion, le fournisseur est invité à assister à la réunion en cas de saisine de la Commission portant sur un plan de paiement ou sur les mesures à prendre lorsqu'il y a une impossibilité de placer un compteur à budget pour raisons techniques, médicales, structurelles ou sociales » est supprimée;

4° au paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et les fournisseurs » sont abrogés.

**Art. 131.** A l'article 34 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° au 3°, c), les mots « sauf lorsque le placement du compteur à budget est impossible pour des raisons techniques médicales, structurelles ou sociales, » et les mots « et 3 » sont abrogés;

2° le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° assurer l'information des utilisateurs du réseau relative aux marchés de l'énergie; le Gouvernement peut préciser le contenu et les modes de communication de l'information précitée; ».

**Art. 132.** Dans l'article 34bis du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 4°, b), le mot « proposer » est remplacé par les mots « inviter le client à le contacter pour conclure »;

2° le 4°, c) est abrogé;

3° le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° assurer l'information des clients relative aux marchés de l'énergie; le Gouvernement peut préciser le contenu et les modes de communication de l'information précitée. ».

**Art. 132bis.** L'article 37 du même décret, modifié par le décret du 23 janvier 2014, est complété par les paragraphes 4 et 5 rédigés comme suit :

« § 4. Le système des certificats verts organisé par l'article 37, § 1<sup>er</sup>, n'est pas applicable aux installations de production d'électricité à partir de panneaux solaires photovoltaïques d'une puissance inférieure ou égale à 10 kW dont la dernière date de visite de conformité, visée à l'article 270, § 1<sup>er</sup>, du règlement général des installations électriques (RGIE) adopté par l'arrêté royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire le règlement général sur les installations électriques pour les installations domestiques et certaines lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, est postérieure au 30 juin 2018.

§ 5. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement peut exclure, en raison de leur rentabilité, certaines filières de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération de qualité des systèmes organisés par les paragraphes 1 et 2. ».

**Art. 133.** Dans l'article 39, § 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 11 mars 2016, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« A dater du premier jour du trimestre suivant l'entrée en vigueur du présent article, la fourniture d'électricité verte via une ligne directe est exonérée de l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Cette exonération est plafonnée à hauteur de 5 % du quota nominal de certificats verts de l'année en cours ».

**Art. 134.** Dans l'article 41, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, le mot « est » est remplacé par les mots « peut être ».

**Art. 135.** L'article 41bis du même décret, inséré par le décret du 23 janvier 2014, le paragraphe 7 est remplacé comme suit :

« § 7. Le régime de soutien instauré en vertu du présent article n'est pas applicable aux installations dont la dernière date de visite de conformité, visée à l'article 270, § 1<sup>er</sup>, du règlement général des installations électriques (RGIE) adopté par l'arrêté royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire le règlement général sur les installations électriques pour les installations domestiques et certaines lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, est postérieure au 30 juin 2018. ».

**Art. 136.** Dans l'article 42, § 5, alinéa 4, du même décret, remplacé par le décret du 12 décembre 2014, le mot « trimestriellement » est remplacé par le mot « semestriellement ».

**Art. 137.** A l'article 42bis, § 8, du même décret, inséré par le décret du 11 décembre 2013 et remplacé par le décret du 12 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Pour les années 2014 et suivantes, les » sont remplacés par le mot « Les », les mots « de chaque mois » sont remplacés par les mots « du mois suivant la fin de chaque trimestre » et les mots « mois qui précède » sont remplacés par les mots « trimestre écoulé, répartie par mois »;

2° à l'alinéa 2, les mots « le mois de » sont remplacés par les mots « le mois qui suit »;

3° à l'alinéa 3, les mots « en ce qu'ils se rapportent aux consommations considérées dans l'ordre chronologique, de mois en mois. » sont remplacés par les mots « dans l'ordre chronologique de transmission, par la CWaPE, des montants définitifs aux intervenants, conformément à l'alinéa 2. ».

**Art. 138.** Dans le Chapitre X du même décret, il est inséré un article 42ter rédigé comme suit :

« Art. 42ter. Sous réserve des exigences relatives au maintien de la fiabilité et de la sécurité du réseau et lorsque cela est techniquement et économiquement faisable, les exploitants d'installations de cogénération à haut rendement peuvent offrir des services d'ajustement et d'autres services opérationnels aux gestionnaires de réseau. Ces services font l'objet, par les gestionnaires de réseau, d'une procédure d'appel d'offres de service transparente et non discriminatoire. ».

**Art. 139.** Dans l'article 43, § 2, alinéa 2, du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 11 avril 2014, est modifié comme suit :

a) au 1°, les mots « le règlement technique, si les gestionnaires de réseaux » sont remplacés par les mots « le règlement technique; si les gestionnaires de réseaux »;

b) au 2°, les mots « et des conditions générales de raccordement et d'accès fixés par les gestionnaires de réseau et de leurs modifications; » sont remplacés par les mots « , contrats et conditions générales imposés par les gestionnaires de réseaux aux fournisseurs, aux utilisateurs du réseau et aux détenteurs d'accès à l'occasion, en raison ou à la suite d'un raccordement, d'un accès au réseau et de leurs modifications; ».

**Art. 140.** Dans le Chapitre XI du même décret, il est inséré un article 47quater rédigé comme suit :

« Art. 47quater. La CWaPE communique ses comptes annuels, accompagnés du rapport du réviseur d'entreprises, au Gouvernement wallon, au Parlement wallon et à la Cour des Comptes, avant le 1<sup>er</sup> juillet de l'année suivant l'exercice concerné. La Cour des Comptes audite les comptes annuels de la CWaPE et transmet son rapport d'audit au Gouvernement wallon et au Parlement wallon. ».

**Art. 141.** A l'article 49bis du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par les décrets des 11 avril 2014 et 26 octobre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « concernant les réseaux, » sont insérés entre les mots « Tout différend » et les mots « en ce compris » et les mots « ou du décret gaz » sont insérés entre les mots « du présent décret » et les mots « , à l'exception »;

2° au paragraphe 5, les mots « la Cour d'appel de Liège » sont remplacés la première fois par les mots « la Cour des marchés visée à l'article 101, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, du Code judiciaire » et les autres fois par les mots « la Cour des marchés ».

**Art. 142.** A l'article 50ter du même décret, inséré par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « la Cour d'appel dont relève le siège social de la CWaPE » sont à chaque fois remplacés par les mots « la Cour des marchés »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « prises sur base du présent décret, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, du décret du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité ainsi que sur base de leurs arrêtés d'exécution » sont insérés entre les mots « Les décisions de la CWaPE » et « peuvent »;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« La Cour des marchés peut juger, sur la demande d'une partie adverse ou intervenante, et si la Cour l'estime nécessaire, que les effets juridiques de la décision entièrement ou partiellement annulée ou réformée sont maintenus en tout ou en partie ou sont maintenus provisoirement pour un délai qu'elle détermine. Cette mesure ne peut toutefois être ordonnée que pour des raisons exceptionnelles justifiant une atteinte au principe de légalité, sur la base d'une décision spécialement motivée et au terme d'un débat contradictoire. Cette décision peut tenir compte des intérêts des tiers ».

**Art. 143.** A l'article 51, § 3, du même décret, remplacé par le décret du 16 février 2017, les mots « , 3° » sont abrogés.

**Art. 144.** Dans l'article 51<sup>ter</sup> du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 10°, les mots « , pour le 1<sup>er</sup> septembre » sont insérés entre les mots « par la rétrocession » et les mots « des soldes non utilisés »;

2° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un 12° rédigé comme suit :

« 12° par le produit des recettes des mécanismes de coopération tels que prévus à l'article 6 de la directive 2009/28 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les directives 2001/77/CE et 2003/30/CE et aux articles 37 à 39 de l'accord de coopération du 12 février 2018 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au partage des objectifs climat et énergie belges pour la période 2013-2020. »;

3° au paragraphe 2, les mots « 5.410.000 euros en 2015; 5.300.000 euros en 2016 et 5 230 000 euros à partir de 2017 » sont remplacés par les mots « 6.500.000 euros »;

4° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « juin de l'année » sont remplacés par les mots « décembre de l'année n-1 » et les mots « juin 2012 » sont remplacés par les mots « décembre 2017 »;

5° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, la phrase « Ce budget global provient pour partie d'une redevance sur les certificats verts, perçue par la CWaPE, en fonction des MWh produits, à concurrence d'un montant annuel de 1.800.000 € correspondant à sa charge de gestion du mécanisme et de traitement des certificats verts, et pour le solde de la dotation de la CWaPE. » est abrogée;

6° le paragraphe 2, alinéa 2, est abrogé.

**Art. 145.** A l'article 53, § 1<sup>er</sup>, du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par les décrets des 27 octobre 2011 et 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « l'envoi de » sont remplacés par les mots « l'expiration du délai fixé par »;

2° à l'alinéa 3, le mot « instantanés » ainsi que les mots « qui ne sont pas susceptibles d'une réparation dans le temps » sont abrogés;

3° les mots « Le montant maximal de l'amende administrative est de 200.000 euros ou de 3% du chiffre d'affaires » sont remplacés par les mots « Le montant de l'amende administrative est compris entre 250 euros et 200.000 euros ou trois pour cent du chiffre d'affaires ».

**Art. 146.** Dans l'article 53<sup>sexies</sup> du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les mots « du tribunal de première instance » sont à chaque fois remplacés par les mots « de la Cour des marchés ».

**Art. 147.** Dans l'article 53<sup>septies</sup>, §1<sup>er</sup>, alinéa 6, du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les mots « le tribunal de première instance » sont remplacés par les mots « la Cour des marchés ».

**Art. 148.** Dans l'article 64 du même décret, inséré par le décret du 11 avril 2014 et modifié par le décret du 16 février 2017, les mots « pour le 31 janvier 2017 » sont remplacés par les mots « chaque année à la faveur de son rapport annuel d'activités ».

**Art. 149.** L'article 66 du même décret, abrogé par le décret du 19 janvier 2017, est rétabli dans la rédaction suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Une redevance est prélevée en vue du financement des frais encourus par la CWaPE, en 2017, dans la mise en œuvre du mécanisme de certificats verts visé à l'article 37 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, de manière à atteindre le montant de 1.800.000 euros qui aurait dû être perçu pour cette année.

§ 2. La redevance est due par les producteurs d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération de qualité faisant appel auprès de la CWaPE à l'octroi de certificats verts exploitant une installation d'une puissance nominale supérieure à 10 kilowatts (kW).

§ 3. La redevance est due par mégawattheure (MWh) produit avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018 dont un relevé d'index communiqué à la CWaPE à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 atteste la production et qui entre en compte pour l'octroi de certificats verts. Le taux unitaire de la redevance, exprimé en euro par mégawattheure (euro/MWh), est identique à celui fixé pour 2017 en vertu de l'article 10, § 3, du décret du 21 décembre 2016 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017.

§ 4. A défaut d'un relevé d'index transmis avant le 31 mars 2018, la CWaPE peut estimer le nombre de mégawattheures (MWh) sur lesquels la redevance est due comme suit :

- sur la base du standard de production par filière défini dans la dernière méthodologie K eco approuvée par le Gouvernement wallon et publiée sur le site de la CWaPE;

- ou, à défaut, sur la base d'une installation de référence;

- ou, à défaut, sur la base des meilleurs éléments dont la CWaPE dispose.

Si le relevé d'index transmis couvre également une période s'étalant au-delà du 31 décembre 2017, la production sera répartie au prorata des jours compris dans la période couverte par le relevé d'index.



Lorsque, pour un producteur en particulier, une erreur portant sur le volume de production communiqué ou sur les dates de début et de fin de la période de production concernée est avérée, la CWaPE procède aux régularisations qui s'imposent. Sauf si l'erreur résulte d'une fraude commise par le producteur, ces régularisations doivent intervenir dans un délai maximal d'un an après l'octroi des certificats verts concernés. Le présent alinéa ne s'applique pas en ce qu'il permet de régulariser les volumes de production lorsque la production est estimée conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe.

§ 5. Le producteur s'acquitte de la redevance dans les deux mois de l'envoi des factures. Sous réserve d'erreurs matérielles, le retard de paiement rend de plein droit indisponibles les avoirs en comptes-titres de ce producteur auprès de la CWaPE. La CWaPE est habilitée à poursuivre auprès des débiteurs défaillants le recouvrement de la redevance.

Lorsque, pour un producteur en particulier, la CWaPE constate au 31 décembre 2018 que l'ensemble des montants de redevance encore dus est inférieur ou égal à 10 euros, déduction faite des montants déjà payés, le producteur est réputé en ordre de paiement de sa redevance.

§ 6. S'il s'avère, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, que l'écart entre le montant de la redevance réellement facturée pour l'année 2017 et le montant de 1 800 000 euros qui aurait dû être perçu pour cette année est supérieur à 14%, la CWaPE rembourse la différence aux producteurs au prorata des montants effectivement versés par ceux-ci. Si le montant réellement perçu est inférieur au montant à percevoir, le Gouvernement alloue à la CWaPE une intervention complémentaire équivalente à la différence entre le montant perçu et le montant à percevoir.

La CWaPE informe chaque producteur concerné du différentiel dû et lui adresse une note de crédit. La CWaPE s'acquitte du montant dû dans les deux mois de l'envoi de la note de crédit.

Lorsque, pour un producteur en particulier, la CWaPE constate que le montant à rembourser est inférieur ou égal à 10 euros, le présent paragraphe ne lui est pas applicable. ».

Section 2 - Modification du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz

**Art. 150.** L'article 14 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, modifié en dernier lieu par le décret du 16 février 2017, est complété par un 16<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 16<sup>o</sup> les prescriptions techniques et administratives applicables aux réseaux fermés professionnels de gaz. ».

**Art. 151.** A l'article 15 du même décret, remplacé par le décret du 11 mars 2014 et modifié par le décret du 21 mai 2015, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 152.** A l'article 16bis, §1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et remplacé par le décret du 21 mai 2015, les mots « par le propriétaire du site tels la location de garages, de chambres d'étudiants, de chambre dans une maison de repos ou la location d'une maison de vacances » sont remplacés par les mots « par le gestionnaire du site dans le cadre notamment de l'occupation de garages, de chambres d'étudiants, de chambre dans une maison de repos ou d'une maison de vacances ».

**Art. 153.** A l'article 16ter du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et remplacé par le décret du 21 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou gestionnaire de réseau de transport » sont remplacés par les mots « de distribution et, le cas échéant, du gestionnaire de réseau de transport »;

2<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, les mots « modalités et la procédure d'octroi de l'autorisation individuelle » sont remplacés par les mots « modalités, la procédure d'octroi de l'autorisation individuelle et la redevance à payer pour l'examen du dossier ».

**Art. 154.** A l'article 25ter du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et remplacé par le décret du 21 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>, la phrase « Le délai ne commencera en outre à courir que lorsque le gestionnaire de réseau aura réceptionné les différents permis et autorisations requis. » est à chaque fois remplacée par la phrase « Le délai est suspendu pendant la période entre la demande et la réception des permis et autorisations requis. »;

2<sup>o</sup> au paragraphe 2, les mots « dans les trente jours calendrier du dépassement des délais visés au paragraphe 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « dans les soixante jours calendrier qui suivent le raccordement effectif ».

**Art. 155.** A l'article 26, § 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par les décrets des 17 juillet 2008 et 21 mai 2015, l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Ils sont exclusivement alimentés par un réseau exploité par un gestionnaire de réseau, sauf exception relevée dans le décret pour un réseau privé, un réseau fermé professionnel ou une conduite directe ainsi qu'un projet pilote, autorisé par la CWaPE conformément à l'article 27, constituant un réseau alternatif au réseau public exploité par un gestionnaire de réseau ou visant à tester la généralisation d'un nouveau principe de tarification des réseaux de distribution. ».

**Art. 156.** L'article 27 du même décret, abrogé par le décret du 17 juillet 2008, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 27. § 1<sup>er</sup>. La CWaPE peut autoriser, conformément au paragraphe 2 et aux conditions qu'elle détermine, le développement de projets pilotes constituant des réseaux alternatifs au réseau public exploité par un gestionnaire de réseau ou des projets pilotes visant à tester la généralisation d'un nouveau principe de tarification des réseaux de distribution.

§ 2. Ces projets répondent notamment aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> avoir pour objet l'étude de la mise en œuvre de solutions technologiques optimales pour le marché wallon du gaz, notamment en matière d'efficacité énergétique, de flexibilité de la demande, d'optimisation du développement et de la gestion de la production décentralisée;

2<sup>o</sup> présenter un caractère innovant et inédit;

3<sup>o</sup> sans préjudice du paragraphe 1<sup>er</sup>, ne pas avoir pour effet ou pour but de déroger aux obligations imposées aux acteurs du marché régional du gaz par ou en vertu du présent décret, sauf s'il est démontré qu'il est nécessaire de déroger à ces règles pour le bon fonctionnement du projet ou pour l'atteinte des objectifs poursuivis par celui-ci;

4<sup>o</sup> ne pas avoir pour principal objectif d'éluider ou de diminuer, dans le chef des participants au projet pilote, toutes formes de taxes et charges dont ils seraient redevables s'ils n'étaient pas dans le périmètre du projet pilote;

5<sup>o</sup> présenter un caractère reproductible à l'ensemble du marché wallon de manière non discriminatoire;

6° assurer la publicité des résultats du projet pilote;

7° Avoir une durée limitée dans le temps qui n'excède pas cinq ans.

§ 3. La CWaPE peut assortir sa décision d'autorisation de conditions particulières dérogeant au paragraphe 2, 3° et 4°.

§ 4. Le Gouvernement peut déterminer, après avis de la CWaPE, les conditions, les modalités et la procédure d'octroi de l'autorisation ainsi que les obligations auxquelles est soumis le titulaire d'une telle autorisation.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la CWaPE peut autoriser les demandes introduites avant que le Gouvernement n'ait déterminé les conditions, les modalités et la procédure d'octroi d'une autorisation, à condition que ces demandes respectent les conditions visées au paragraphe 2 ».

**Art. 157.** A l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 21 mai 2015, les mots « économiques et » sont insérés entre les mots « des conditions » et les mots « technique raisonnables ».

**Art. 157bis.** A l'article 30 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, alinéa 5, les mots « exonérer les titulaires » sont remplacés par les mots « exonérer les demandeurs »;

2° au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « accordée au niveau » sont remplacés par les mots « de gaz ou d'électricité accordée au niveau régional wallon, » et les mots « ainsi que pour les demandeurs de licence limitée de fourniture visée au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° » sont ajoutés en fin de phrase;

3° le paragraphe 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Sans préjudice de l'article 29, § 2, le Gouvernement peut, après avis de la CWaPE, prévoir un régime conjoint de licence limitée de fourniture et d'autorisation individuelle de construire une conduite directe ».

**Art. 157ter.** Dans le Chapitre VIbis du même décret, avant la section première, il est inséré un article 31/1 rédigé comme suit :

« Art. 31/1. Les dispositions du présent Chapitre peuvent uniquement s'appliquer aux clients résidentiels pour la fourniture de gaz au lieu de leur domicile. ».

**Art. 158.** A l'article 31bis, § 1<sup>er</sup>, du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et remplacé par le décret du 21 mai 2015, le 3° est abrogé.

**Art. 159.** A l'article 31ter du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et remplacé par le décret du 21 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « l'article 31bis, 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, et 2 » sont remplacés par les mots « l'article 31bis, § 1<sup>er</sup>, 2° et §2 » et les mots « l'article 31bis, 1<sup>er</sup>, 1° » sont remplacés par les mots « l'article 31bis, § 1<sup>er</sup>, 1° »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « propose » est remplacé par les mots « invite son client à le contacter pour conclure ». Les mots « ou d'un service de médiation de dettes » sont insérés entre les mots « un C.P.A.S. » et les mots « dans sa négociation ». Les mots « le fournisseur informe son client du délai dont il dispose pour conclure avec lui un plan de paiement raisonnable. » sont insérés entre les mots « dans sa négociation. » et les mots « Le Gouvernement définit »;

3° le paragraphe 2, alinéa 2 est remplacé comme suit : « Après réception du courrier de mise en demeure qui ne peut viser qu'un montant supérieur au minimum de dette fixé par le Gouvernement, en cas d'absence de réaction du client, de refus de conclusion d'un plan de paiement raisonnable ou du non-respect de celui-ci, ou à la demande du client, le fournisseur demande au gestionnaire de réseau le placement d'un compteur à budget. »;

4° au paragraphe 2, alinéa 4, les mots « et les conditions » sont insérés entre les mots « la procédure » et les mots « de placement », et les mots « et définit les raisons techniques, médicales, structurelles ou sociales qui peuvent empêcher le placement du compteur à budget et détermine les alternatives » sont abrogés;

5° au paragraphe 2, alinéa 5, les mots « au gestionnaire de réseau » sont remplacés par les mots « au service régional de médiation pour l'énergie » et les mots « celle-ci est suspendue pour permettre au gestionnaire de réseau d'analyser » sont remplacés par « celle-ci peut être suspendue pour permettre l'analyse de ».

**Art. 160.** A l'article 31quater du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, les mots « excepté lorsque celui-ci intervient en tant que fournisseur du client » sont remplacés par les mots « d'un représentant du fournisseur social auquel le client est connecté »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « du fournisseur » et le 3° sont abrogés;

3° l'alinéa 3 du paragraphe 2, est abrogé;

4° au paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et les fournisseurs » sont abrogés.

**Art. 161.** A l'article 32, § 1<sup>er</sup>, du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 3°, c), les mots « sauf lorsque le placement du compteur à budget est impossible pour des raisons techniques médicales, structurelles ou sociales d' » sont abrogés;

2° le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° assurer l'information des utilisateurs du réseau relative au marché de l'énergie; le Gouvernement peut préciser le contenu et les modes de communication de l'information visée au présent point; ».

**Art. 162.** A l'article 33, § 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par les décrets du 17 juillet 2008 et du 21 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 4°, b), le mot « proposer » est remplacé par les mots « inviter le client à le contacter pour conclure »;

2° le 4°, c) est abrogé;

3° le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° assurer l'information des utilisateurs du réseau relative au marché de l'énergie; le Gouvernement peut préciser le contenu et les modes de communication de l'information visée au présent point. ».

**Art. 163.** A l'article 48, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « l'envoi de » sont remplacés par les mots « l'expiration du délai fixé par »;

2° à l'alinéa 3, le mot « instantanés » est abrogé;

3° les mots « Le montant maximal de l'amende administrative est de 200.000 euros ou de 3% du chiffre d'affaires » sont remplacés par les mots « Le montant de l'amende administrative est compris entre 250 euros et 200.000 euros ou 3 % du chiffre d'affaires ».

**Art. 164.** A l'article 48sexies du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les mots « du tribunal de première instance » sont chaque fois remplacés par les mots « de la Cour des marchés ».

**Art. 165.** A l'article 48septies, alinéa 6, du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les mots « le tribunal de première instance » sont remplacés par les mots « la Cour des marchés ».

**Art. 166.** Dans l'article 75 du même décret, inséré par le décret du 21 mai 2015 et modifié par le décret du 16 février 2017, les mots « pour le 31 janvier 2017 » sont remplacés par les mots « chaque année à la faveur de son rapport annuel d'activités ».

*Section 3. — Modification du décret du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz et d'électricité*

**Art. 167.** L'article 3, § 3, du même décret est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Après l'adoption de la méthodologie tarifaire et jusqu'à la fin de la période réglementaire y relative, l'adaptation par la CWAPE de la méthodologie tarifaire induite par la mise en conformité de celle-ci à de nouvelles dispositions législatives et réglementaires ne requiert pas qu'il soit procédé à une nouvelle concertation et consultation publique et ne nécessite pas l'accord visé à l'alinéa précédent. ».

**Art. 168.** A l'article 4 du décret du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, 21°, la phrase « Le gestionnaire de réseau de distribution répercute et adapte, dès la modification de ses tarifs par le régulateur compétent, les coûts d'utilisation du réseau de transport d'électricité. » devient un alinéa 1<sup>er</sup>;

2° au paragraphe 2, 21°, un second alinéa est inséré en ces termes : « Les tarifs pour la refacturation des coûts d'utilisation du réseau de transport sont péréqués pour l'ensemble des gestionnaires de réseau de distribution raccordés directement à un réseau de transport géré par le même gestionnaire de réseau de transport ou gestionnaire de réseau de transport local. »;

3° au paragraphe 2, 21°, un troisième alinéa est inséré en ces termes :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, les tarifs pour la refacturation des coûts des obligations de service public et des surcharges relatives aux tarifs de transport, sont péréqués sur l'ensemble de la Région wallonne. »;

4° au paragraphe 2, 21°, la phrase « La CWAPE approuve et contrôle ces coûts, refacturés via des tarifs spécifiques, conformément à la procédure décrite à l'article 15, § 4. Cette règle n'est pas applicable si une législation particulière impose leur facturation directement par un autre organisme que le gestionnaire de réseau de distribution » devient alinéa 4.

**Art. 169.** A l'article 21 du même décret, les mots « visés à l'article 27 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ainsi qu'à l'article 27 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, » sont insérés entre les mots « pour la réalisation de projets pilotes innovants » et les mots « et en particulier pour le développement ».

*Section 4. — Modification du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public*

**Art. 170.** A l'article 3 du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Les commissaires du Gouvernement désignés dans les organismes visés aux 43° et 44° du paragraphe 1<sup>er</sup> sont chargés des missions visées aux articles 10, 12, 16, 17, 18 et 19, du présent décret ».

*Section 5. — Modification du décret du 8 juin 2001 instituant une autorité indépendante chargée du contrôle et du suivi en matière de nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne*

**Art. 171.** Dans l'article 3, § 2, du décret du 8 juin 2001 instituant une autorité indépendante chargée du contrôle et du suivi en matière de nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« Les membres continuent de faire partie de l'ACNAW jusqu'à la nomination de leurs successeurs nonobstant la fin de leur mandat, pourvu qu'ils conservent la qualité requise ».

*Section 6 - Modification de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit*

**Art. 172.** Dans l'article 1<sup>er</sup>bis, § 4, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, modifié en dernier lieu par le décret du 22 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, les mots « La société anonyme « SLF IMMO » ou la société coopérative à responsabilité limitée « Intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économique « IGRETEC » qui contribuent conventionnellement à la réalisation des missions de la SOWAER, peuvent également procéder à l'expropriation des biens immeubles pour causes d'utilité publique » sont abrogés;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les immeubles, propriété de la Région wallonne, de son représentant ou de son délégué acquis pour cause d'utilité publique en exécution de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° sont exonérés du précompte immobilier, en ce compris ceux acquis dans le même but avant l'entrée en vigueur du décret du 29 avril 2004 insérant le présent paragraphe dans l'article 1<sup>er</sup>bis de la loi du 18 juillet 1973. ».

*Section 7. — Modification du décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables*

**Art. 173.** A l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, modifié par le décret du 26 mai 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « directement ou par l'intermédiaire des CPAS » sont insérés entre les mots le Gouvernement » et les mots « peut accorder » et les mots « des interventions » sont insérés entre les mots « des achats » et les mots « ou des travaux »;

2° à l'alinéa 2, les mots «, interventions » sont insérés entre les mots « Les fournitures » et les mots « et travaux ».

**Art. 173bis.** A l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1°, est remplacé comme suit : « les critères techniques des travaux visés à l'article 2 du présent décret et les personnes habilitées à vérifier ces critères. »;

2° au 2°, les mots «, les interventions » sont insérés entre les mots « les achats » et les mots « et les types de travaux »;

3° l'article 4 est complété par un 4° rédigé comme suit : « 4° l'intervention du CPAS. ».

*Section 8. — Modification du décret « climat » du 20 février 2014*

**Art 173ter.** Dans le décret « climat » du 20 février 2014, est inséré un article 16/1 rédigé comme suit :

« Art. 16/1. Le Gouvernement peut octroyer des subventions et des prix, dans les limites des crédits budgétaires, pour des actions dans le domaine des changements climatiques, en ce compris les thématiques d'adaptation et d'atténuation par rapport aux changements climatiques. Ces subventions peuvent intervenir dans le cadre de la mise en œuvre des mesures du Plan Air Climat Énergie.

Les subventions peuvent être octroyées au secteur privé, au secteur public, à des universités pour de la recherche dans le domaine des changements climatiques ainsi que pour le soutien de projets internationaux.

Le Gouvernement arrête les conditions et les modalités d'octroi des subventions. ».

*Section 9. — Dispositions transitoires*

**Art. 173quater.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur des articles 129, 130, 131, 132, 159, 160, 161, 162, 173 et 173bis du présent Chapitre.

**Art. 173quinquies.** L'article 167 s'applique immédiatement à la période tarifaire 2019-2023.

*CHAPITRE VIII. — Modification du Code wallon du Tourisme*

**Art. 174.** Dans l'article 393, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code wallon du Tourisme, modifié par le décret du 9 février 2017 et modifié par le décret du 13 décembre 2017, le 16bis est remplacé par un 16°/1 rédigé comme suit :

« 16°/1 l'acquisition ou la construction d'abris mobiles reconnus en tant qu'hébergements insolites, le montant éligible de cette construction étant plafonné à 7 500 euros par abri mobile, avec un minimum de trois abris mobiles; ».

**Art. 175.** Dans l'article 394 du même Code, est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Peut donner lieu à l'octroi d'une subvention visée à l'article 391.D, alinéa 2, l'acquisition ou la construction d'abris mobiles reconnus en tant qu'hébergements insolites, le montant éligible de cette construction étant plafonné à 7.500 euros par abri mobile, avec un minimum de trois abris mobiles ».

**Art. 176.** Dans l'article 402/1.D, §1<sup>er</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par un 3°, rédigé comme suit :

« 3° à l'expertise et le professionnalisme du gestionnaire de l'hébergement touristique. »;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Sur proposition du Conseil du tourisme, le Ministre peut prévoir des conditions complémentaires à celles prévues à l'alinéa 2. ».

**Art. 177.** Dans l'article 411.D, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, le 3°, remplacé par le décret du 10 novembre 2016, est complété par les mots « ou de la reconnaissance du caractère insolite de l'hébergement touristique en application de l'article 402/1.D ».

*CHAPITRE IX. — Modifications de la Partie VIII du Livre Ier du Code de l'Environnement, la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, la loi du 28 février 1882 sur la chasse, le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, le Code rural du 7 octobre 1886, la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret du 27 juin 2013 prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture*

*Section 1 - Modification de la loi du 28 février 1882 sur la chasse*

**Art. 178.** A l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse modifiée par le décret du 16 février 2017, les mots « ou ordonner » sont insérés entre les mots « peut permettre » et les mots « de capturer ».

**Art. 179.** A l'article 8, alinéa 5, de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 26 juin 2016, les mots « de protection » sont abrogés.

**Art. 180.** Dans l'article 10 de la de la même loi, modifiée par le décret du 16 février 2017, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les aliéas 5 et 6 :

« En cas de risque sanitaire, le Gouvernement peut également ordonner l'acheminement de tout gibier abattu vers des centres de collecte à des fins d'analyse, ainsi que sa destruction. Le Gouvernement détermine les zones concernées par la mesure, désigne les centres de collectes, fixe les conditions d'acheminement du gibier abattu vers ceux-ci et les conditions d'indemnisation éventuelle. ».

**Art. 181.** A l'article 30bis de la même loi, modifiée par le décret du 14 juillet 1994, les mots « , pour des risques sanitaires avérés » sont insérés entre les mots « de la conservation de la nature » et les mots « ou en vue de prévenir des dommages importants ».

## Section 2. — Modifications de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature

**Art. 182.** L'article 2sexies de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, inséré par le décret du 6 décembre 2001, est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement fixe les règles de fonctionnement et de subventionnement des centres de revalidation pour les espèces animales vivant à l'état sauvage. Les frais qui peuvent être admis dans le cadre des subventions octroyées sont les frais liés aux soins et au séjour des animaux, ainsi que les frais d'investissement et de fonctionnement des centres. ».

**Art. 183.** L'article 4 de la même loi est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Pour permettre à la fois la récolte des données biologiques et la protection des espèces animales et végétales et des habitats naturels protégés lorsqu'ils sont localisés, le service de l'administration désigné par le Gouvernement est autorisé à prendre contact avec les propriétaires ou occupants concernés, pour les informer d'un passage, ou pour leur fournir d'initiative des informations utiles sur le régime de protection applicable ou sur les mesures favorables ou défavorables aux espèces et habitats observés. A cette fin, ce service peut consulter le SIGeC, le registre national ou les données du cadastre permettant d'identifier lesdits propriétaires et occupants. ».

**Art. 184.** L'article 31 de la même loi, rétabli par le décret du 6 décembre 2001 et modifié par les décrets des 30 avril 2009 et 22 décembre 2010, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut prévoir que le paiement des indemnités prévues aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3, est réalisé par l'organisme payeur visé à l'article D.3, 25<sup>o</sup>, du Code wallon de l'Agriculture, selon les modalités prévues par ce Code. ».

**Art. 185.** A l'article 52 de la même loi, inséré par le décret du 11 avril 1984 et remplacé par le décret du 16 février 2017, les mots « , excepté en ce qui concerne l'exécution de l'article 5, alinéa premier » sont abrogés.

**Art. 186.** Dans l'article 58quinquies de la même loi, inséré par le décret du 6 avril 1995 et modifié par le décret du 16 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « , conformément à l'article 119 de la loi communale, » sont abrogés;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots « Gouvernement wallon ou au Ministre qu'il délègue » sont remplacés par les mots « Ministre qui a la Conservation de la nature dans ses attributions »;

3<sup>o</sup> à l'alinéa 3, les mots « à l'article 119 de la loi communale » sont remplacés par les mots « au Code de la démocratie locale et de la décentralisation ».

**Art. 187.** Dans l'article 58sexies, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, inséré par le décret du 22 janvier 1998 et modifié par les décrets des 19 décembre 2007, 18 décembre 2008, 30 avril 2009, 10 décembre 2009, 22 décembre 2010, 15 décembre 2011, 11 décembre 2013, 11 décembre 2014, 17 décembre 2015 et 21 décembre 2016, les mots « à titre principal » sont abrogés.

**Art. 188.** Dans le Chapitre IX, de la même loi, modifié pour la dernière fois par le décret du 16 février 2017, il est inséré une section IIbis intitulée « Section IIbis. Le Fonds de protection de la Biodiversité ».

**Art. 189.** Dans la section IIbis, insérée par l'article 188, il est inséré un article 58septies rédigé comme suit :

« Art.58septies. En application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, il est institué, au sein du budget des recettes et du budget général des dépenses de la Région, un « Fonds de protection de la Biodiversité » ci-après dénommé le « Fonds ». ».

**Art. 190.** Dans la même section IIbis, il est inséré un article 58octies rédigé comme suit :

« Art. 58octies. Le Fonds a pour objet de :

1<sup>o</sup> percevoir les recettes de compensations financières accordées en complément, ou en substitut, de compensations naturelles sur le terrain résultant de projets ayant un ou des impacts négatifs sur la biodiversité;

2<sup>o</sup> soutenir financièrement une compensation en matière de biodiversité sur les milieux ou espèces affectés par un projet impliquant lesdites compensations;

3<sup>o</sup> soutenir financièrement un projet d'amélioration ou de restauration d'habitats et de milieux propices à biodiversité dans un milieu donné, sur le territoire de la Région wallonne. »;

4<sup>o</sup> financer les projets de recherche relatifs aux 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> ci-avant.

Les compensations financières en matière de biodiversité visées au à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, sont définies par le Gouvernement en tenant compte :

1<sup>o</sup> de l'impact sur la faune, la flore et leurs habitats;

2<sup>o</sup> des espèces et des habitats concernés;

3<sup>o</sup> de la zone biogéographique concernée;

4<sup>o</sup> le cas échéant, des mesures compensatoires prises en vertu de l'article 29, § 5;

5<sup>o</sup> de tous critères définis par le Gouvernement.

Les moyens du fonds sont affectés au financement ou préfinancement des dépenses relatives à la mise en place de mesures destinées à compenser les impacts négatifs sur la biodiversité des projets et en tenant compte des espèces et habitats impactés négativement pas lesdits projets ou tout autre projet que le Gouvernement détermine comme impactant la biodiversité. ».

**Art. 191.** Dans la même section IIbis, il est inséré un article 58nonies rédigé comme suit :

« Art. 58nonies. Un Conseil du Fonds, ci-après dénommé dans la présente section « le Conseil » dont le fonctionnement est fixé par le Gouvernement, remet des avis sur les modalités de gestion du fonds.

Le Gouvernement détermine les points sur lesquels portent les avis et ceux à qui ils sont remis.

Un rapport annuel, reprenant l'inventaire des sources de financement, l'affectation et les modalités de réalisation, est transmis au Gouvernement et au Parlement.

Le Gouvernement détermine les informations de l'administration que le Conseil peut obtenir dans le but de poursuivre sa mission, ainsi que les modalités de transmission de celles-ci.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités de publication des avis et du rapport du Conseil. ».

**Art. 192.** Dans la même section IIbis, il est inséré un article 58*decies* rédigé comme suit :

« Art. 58*decies*. Le Conseil se compose :

- 1° d'un ou plusieurs membres de l'Administration d'un rang supérieur ou égal au rang A3 et compétent dans la matière de la conservation de la nature;
- 2° d'un ou plusieurs agents membres du service de l'Administration qui gère la conservation de la nature;
- 3° d'un représentant de l'Inspection des finances de la Région wallonne;
- 4° d'un ou plusieurs représentants du pôle « ruralité », Section Nature ».

Le Conseil est présidé par une personne appartenant à la catégorie visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

Après concertation avec le pôle « ruralité », le Gouvernement désigne les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, ainsi que, pour chacun, un suppléant qui peut le remplacer en son absence. ».

**Art. 193.** Dans la même section IIbis, il est inséré un article 58*undecies* rédigé comme suit :

« Art. 58*undecies*. La durée du mandat de ces membres et de leur suppléant est de quatre ans.

Les mandats sont renouvelables. En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat, un nouveau membre ou suppléant est désigné pour terminer le mandat de son prédécesseur.

Le Conseil émet valablement un avis lorsque la moitié des membres au moins est présente. ».

**Art. 194.** Dans la même section IIbis, il est inséré un article 58*duodecies* rédigé comme suit :

« Art. 58*duodecies*. Sont attribués au fonds les compensations environnementales par équivalent résultant de projet impactant la biodiversité payées par un demandeur pour assurer un niveau analogue au maintien de la biodiversité. Les compensations en nature d'une part et les compensations environnementales par équivalent visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> d'autre part sont définies par le Gouvernement.

Les moyens du fonds sont affectés au financement ou préfinancement des dépenses relatives à la politique en matière de protection, d'amélioration et de restauration de la Nature. ».

**Art. 195.** Dans la même section IIbis, il est inséré un article 58*terdecies* rédigé comme suit :

« Art. 58*terdecies*. Les dépenses peuvent porter sur des indemnités, des subventions ou des prestations, en ce compris les coûts de personnel, de fonctionnement, d'investissement et autres frais liés à des actions ou missions décidées dans le cadre du fonds et exécutées par du personnel spécifique ou des tiers. ».

**Art. 196.** L'article 63 de la même loi, inséré par le décret du 11 avril 2014, remplacé par le décret du 5 juin 2008 et modifié par le décret du 22 décembre 2010, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la Partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement celui qui contrevient aux articles 7, 31 et 32 du règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes et aux mesures prises par la Région wallonne en exécution de ces articles.

Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la Partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement celui qui reste en défaut de payer la mesure compensatoire prise en exécution de l'article 58*duodecies*. ».

#### Section 3. — Modification du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels

**Art. 197.** Dans le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, l'intitulé du Chapitre I<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Définition, création et modification du périmètre des parcs naturels ».

**Art. 198.** Dans le Chapitre I<sup>er</sup> du même décret, il est inséré un article 6/1 rédigé comme suit :

« Art. 6/1. Le Gouvernement peut déterminer les modalités de modification du périmètre d'un parc naturel sur base d'une demande du pouvoir organisateur et sur avis favorable des communes concernées et après le respect des procédures liées à la participation du public et des évaluations des incidences environnementales prévues au Livre du 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Le Gouvernement peut arrêter la modification du périmètre des parcs naturels existants.

En application de l'alinéa 2, le Gouvernement tient compte de l'accord du parc naturel via son assemblée générale et des communes associées.

Le Gouvernement organise les modalités de signature d'une convention entre les conseils communaux des communes concernées par l'extension et la Commission de gestion du parc naturel, comportant au minimum :

- 1° les objectifs à atteindre;
- 2° les domaines de collaboration;
- 3° le calendrier de réalisation;
- 4° le mode de fonctionnement et les aspects budgétaires;
- 5° l'adaptation du plan de gestion du parc naturel. ».

#### Section 4. — Modification spécifique du Code de l'impôt sur les revenus

**Art. 199.** L'article 253, 5°, du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 6 juillet 1994 et modifié par les décrets des 6 décembre 2001 et 22 octobre 2003, est remplacé par ce qui suit :

« 5° des biens immobiliers situés en Région wallonne et repris dans le périmètre d'un site Natura 2000, d'une réserve naturelle ou d'une réserve forestière ou repris dans le périmètre d'un site candidat au réseau Natura 2000 et soumis au régime de protection primaire; ».

#### Section 5. — Modifications du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier

**Art. 200.** L'article 2, alinéa 2, du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, est complété par un 3° rédigé comme suit :

« 3° les cultures de sapins de Noël en zone forestière. ».

**Art. 201.** Dans l'article 3 du même décret, modifié par le décret du 27 octobre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1<sup>o</sup>, les mots « tout agent » sont remplacés par les mots « le personnel »;

b) au 17<sup>o</sup>, les mots « ou à laquelle la qualité de piéton est reconnue en vertu des règles de circulation routière » sont insérés entre les mots « toute personne qui circule à pied » et les mots « , ainsi que toute »;

c) il est complété par un 31<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 31<sup>o</sup> le véhicule à moteur : le véhicule qui est considéré comme véhicule à moteur en vertu des règles de circulation routière; les engins de déplacement motorisés qui ne sont pas considérés comme des véhicules à moteur sont assimilés à des piétons ou des cyclistes, conformément aux règles établies en matière de circulation routière. ».

**Art. 202.** L'article 10, alinéa 3, du même décret, est complété par la phrase suivante :

« Pour faciliter la réalisation de leur mission, ils peuvent consulter des données cadastrales. ».

**Art. 203.** Un article 14*bis* est inséré comme suit :

« Art. 14*bis*. Pour toute action de chasse en battue, les titulaires du droit de chasse concernés informent le public selon les modalités fixées par le Gouvernement. ».

**Art. 204.** A l'article 22, alinéa 2, du même décret, les mots « qui ont reçu une autorisation délivrée par l'agent désigné par le Gouvernement » sont abrogés.

**Art. 205.** A l'article 47 du même décret, les mots « biodégradable ou » sont insérés entre les mots « imposer l'utilisation d'huile » et les mots « végétale pour les tronçonneuses ».

**Art. 206.** L'article 52 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour permettre l'établissement et l'actualisation annuelle de la liste des propriétés visées par la présente disposition, la consultation du cadastre ou du registre national est autorisée. ».

**Art. 207.** L'article 92 du même décret est abrogé.

**Art. 208.** L'article 93 du même décret est abrogé.

**Art. 209.** Dans l'article 94 du même décret, les alinéas 1<sup>er</sup> et 4 sont abrogés.

**Art. 210.** L'article 95 du même décret est abrogé.

**Art. 211.** Dans l'article 102 du même décret, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 212.** A l'article 108 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « à l'article 102 du » sont remplacés par les mots « par le »;

2<sup>o</sup> il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application des Titres V et VI, les infractions à la présente loi sont assimilées à des infractions de quatrième catégorie au sens de la Partie VIII du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, à l'exception des infractions visées aux articles :

1<sup>o</sup> 103 et 104 qui sont assimilées à des infractions de troisième catégorie au sens de la Partie VIII du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement;

2<sup>o</sup> 105 et 106 qui sont assimilées à des infractions de deuxième catégorie au sens de la Partie VIII du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. ».

**Art. 213.** L'article D.109 du même décret est abrogé.

*Section 6.* — Modification du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative

**Art. 214.** L'article 2/6, §3, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, modifié par le décret du 16 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans la phrase liminaire, les mots « dix membres » sont remplacés par les mots « quatorze membres »;

2<sup>o</sup> au 2<sup>o</sup>, les mots « quatre représentants » sont remplacés par les mots « huit représentants ».

*Section 7.* — Modifications du décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques

**Art. 215.** Dans l'article 2 du décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 4<sup>o</sup> est complété par les mots « qui y adhère »;

b) le 10<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 10<sup>o</sup> Fonds : le Fonds budgétaire en faveur de la gestion piscicole et halieutique en Région wallonne; ».

**Art. 216.** Dans l'article 10, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par le décret du 16 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la phrase liminaire, le mot « détermine » est remplacé par les mots « peut déterminer »;

b) au 7<sup>o</sup>, les mots « ou au-dessus » sont insérés entre les mots « au-dessous » et le mot « desquelles »;

c) au 9<sup>o</sup>, le mot « pour » est abrogé;

d) au 10<sup>o</sup>, les mots « en vue de la vente » sont abrogés;

e) le 10<sup>o</sup> est complété par les mots : « , ainsi que les conditions de détention et de transport des poissons et écrevisses faisant l'objet d'un prélèvement »;

f) il est complétée par les 12<sup>o</sup>, 13<sup>o</sup> et 14<sup>o</sup>, rédigés comme suit :

« 12<sup>o</sup> les endroits où la pêche est interdite toute l'année;

13<sup>o</sup> les espèces de poissons et d'écrevisses dont le prélèvement est obligatoire lorsqu'ils sont capturés;

14° les types d'embarcation autorisés pour la pêche, l'amorçage ou la pose des lignes à mains. ».

**Art. 217.** Dans le même décret, Chapitre IV, l'intitulé de la section 2 est remplacé par ce qui suit :

« Section 2. - Du Fonds budgétaire en faveur de la gestion piscicole et halieutique en Région wallonne ».

**Art. 218.** L'article 18 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 18. En application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, il est institué, au sein du budget des recettes et du budget général des dépenses de la Région, un fonds budgétaire en faveur de la gestion piscicole et halieutique en Région wallonne, ci-après dénommé le Fonds.

Le Fonds sert à mener une politique de gestion piscicole et halieutique conforme aux objectifs mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 3, et aux modalités prévues dans la présente section. ».

**Art. 219.** L'article 19 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 19. Sont attribués au Fonds :

- 1° les recettes de la vente des permis de pêche;
- 2° les amendes et transactions administratives dues au non-respect du présent décret et de ses arrêtés d'exécution;
- 3° les compensations financières éventuelles imposées par les permis d'environnement et les permis uniques délivrés aux exploitants des centrales hydroélectriques et des prises d'eau industrielles;
- 4° les indemnités obtenues par la Région à titre de réparation suite à une pollution des eaux ayant entraîné une mortalité piscicole;
- 5° les recettes de l'exploitation des piscicultures domaniales;
- 6° les recettes locatives des droits de pêche appartenant à la Région wallonne. ».

**Art. 220.** L'article 20 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. Les crédits affectés au Fonds servent à financer :

- 1° des actions d'entretien, d'aménagement ou de restauration du milieu aquatique, de la biodiversité et des lieux de pêche;
- 2° des actions d'empoisonnement;
- 3° des actions de lutte contre la pollution et les dégradations de toute nature;
- 4° des actions de promotion de la pêche;
- 5° des actions de sensibilisation et d'éducation en relation avec la pêche, le patrimoine piscicole et les milieux aquatiques;
- 6° le fonctionnement des fédérations de pêche agréées, des écoles de pêche agréées et de l'association halieutique coordinatrice.

Parmi les actions mentionnées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 5°, les crédits affectés au Fonds servent à financer en priorité celles qui s'inscrivent dans le plan de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin adopté par le Gouvernement en application de l'article 27.

Les crédits affectés au Fonds ne peuvent pas servir à financer la mise en œuvre d'obligations qui incombent aux gestionnaires des cours d'eau, sauf avis contraire du comité de gestion visé à l'article 22. ».

**Art. 221.** L'article 21 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 21. Le Ministre communique chaque année au Gouvernement un rapport sur les recettes attribuées au Fonds et sur l'utilisation des crédits du Fonds au cours l'année écoulée. ».

**Art. 222.** Dans l'article 22 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Le Gouvernement ou son délégué est assisté par » sont remplacés par les mots « Il est institué »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Il est institué au sein du Comité de gestion une Commission du budget chargé d'assurer en cours d'année un suivi régulier de l'exécution du budget du Fonds et de préparer pour l'année suivante une proposition de programme annuel de dépenses du Fonds à soumettre au Comité de gestion. L'Inspection des Finances est invitée aux réunions de cette Commission du budget. »;

3° il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

« § 2/1. Outre les missions qui lui sont confiées par les articles 27 et 31, le Comité de gestion propose au Ministre un programme annuel des dépenses du Fonds conforme aux objectifs fixés à l'article 20, § 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 223.** Dans l'article 23 du même décret, le paragraphe 1<sup>er</sup> est abrogé.

**Art. 224.** Dans l'article 31, § 4, du même décret, l'alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement fixe, après avis du Comité de gestion, les modalités d'octroi des subventions à charge du Fonds accordées aux écoles de pêche agréées. ».

**Art. 225.** L'article 35 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 35. Les poissons et les écrevisses pêchés en infraction sont remis immédiatement à l'eau sans préjudice de l'article 10, 13°.

En cas d'infraction à l'article 12, les objets ayant servi à commettre l'infraction sont saisis, le juge confisque ces objets et ordonne leur destruction.

Dans les autres cas, les objets ayant servi à commettre l'infraction sont saisis en vue de permettre une éventuelle confiscation, sauf si le contrevenant paye immédiatement la somme visée à l'article D.159, §1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. ».



**Art. 226.** L'article 38 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 38. Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, l'organisme d'intérêt public Fonds piscicole et halieutique de Wallonie visé à l'article 36 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale, est dissout.

Les avoirs financiers du Fonds piscicole et halieutique de Wallonie au 31 décembre 2017 sont versés au Fonds budgétaire en faveur de la gestion piscicole et halieutique en Région wallonne.

Les droits et obligations détenus par le Fonds piscicole et halieutique de Wallonie sont transférés au service désigné par le Gouvernement. ».

*Section 8. — Modification du Code de l'Environnement*

**Art. 227.** A l'article D.138 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, modifié en dernier lieu par le décret du 12 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les 18° et 19° rédigés comme suit :

« 18° le Code forestier du 15 juillet 2008;

19° la loi du 28 février 1882 sur la chasse. »;

2° l'alinéa 2 est abrogé;

3° l'alinéa 3 est complété par ce qui suit :

« ainsi que par l'article 63 de la loi du 2 juillet 1973 sur la conservation de la nature ».

**Art. 228.** A l'article D.140 du Livre I<sup>er</sup> du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 27 mars 2014 les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, les mots « du Code forestier et de la loi du 28 février 1882 sur la chasse » sont abrogés;

2° au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « alinéas 1<sup>er</sup> et 3 » sont remplacés par « à l'exception de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 18° et 19° »;

3° au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « alinéas 1<sup>er</sup> et 3 » sont remplacés par « à l'exception de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 18° et 19° »;

4° au § 3, alinéa 2, les mots « alinéas 1<sup>er</sup> et 3 » sont remplacés par « à l'exception de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 18° et 19° ».

**Art. 229.** A l'article D.142 du Livre I<sup>er</sup> du même Code, inséré par le décret du 5 juin 2008 et modifié par le décret du 22 juillet 2010, les mots « , alinéa 1<sup>er</sup> et 3 » sont abrogés.

**Art. 230.** Dans l'article D.146 du Livre I<sup>er</sup> du même Code, modifié pour la dernière fois par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) aux 1° et 6°, les mots « , alinéas 1<sup>er</sup> et 3 » sont chaque fois abrogés;

b) il est complété par un 11° rédigé comme suit :

« 11° consulter toute base de données utile à l'obtention des informations et à la réalisation des missions énoncées au présent article ».

**Art. 231.** A l'article D.149, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Livre I<sup>er</sup> du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 22 juillet 2010, les mots « , alinéas 1<sup>er</sup> et 3 » sont abrogés.

**Art. 232.** A l'article D.151, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Livre I<sup>er</sup> du même Code, inséré par le décret du 5 juin 2008 et modifié par le décret du 22 juillet 2010, les mots « , alinéas 1<sup>er</sup> et 3 » sont remplacés par les mots « sauf l'alinéa 1<sup>er</sup>, 18° et 19° ».

**Art. 233.** A l'article D.154 du Livre I<sup>er</sup> du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 27 octobre 2011, les mots « , alinéas 1<sup>er</sup> et 3 » sont abrogés.

**Art. 234.** L'article D.155bis du Livre I<sup>er</sup> du même Code est complété comme suit :

« § 8. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui contrevient à l'article 4, §§ 1, 2, 3, 5, 6 et 8 ou à l'article 7, §§ 1, 2 et 3 du Règlement (UE) n° 511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation. ».

**Art. 235.** L'article D.158 du même Code, inséré par le décret du 5 juin 2008, est abrogé.

**Art. 236.** A l'article D.159 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 12 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 5, les mots « , de même que les fonctionnaires, gardes et agents visés à l'article 24 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse pour les infractions à cette loi, ainsi que les agents au sens de l'article 3, 1°, du Code forestier, en ce qui concerne les infractions prévues à l'article 102 du Code forestier et en ce qui concerne les infractions au décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques » sont abrogés;

2° dans le paragraphe 2, 4°, les mots « , alinéas 1<sup>er</sup> et 3 » sont abrogés;

3° dans le paragraphe 8, la deuxième phrase commençant par les mots « La somme perçue » et finissant par les mots « du Code forestier » est abrogée.

**Art. 237.** Dans l'article D.160, § 2, du Livre I<sup>er</sup> du même Code, inséré par le décret du 5 juin 2008 et modifié par le décret du 15 juillet, le 4° est abrogé.

**Art. 238.** Dans l'article D.167, § 1<sup>er</sup>, 3°, du Livre I<sup>er</sup> du même Code, inséré par le décret du 5 juin 2008 et modifié par le décret du 22 juillet 2010, les mots « , alinéas 1<sup>er</sup> et 3 » sont abrogés.

**Art. 239.** L'article D.170, § 3, du Livre I<sup>er</sup> du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 12 décembre 2014, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Par dérogation, les amendes administratives infligées et les transactions conclues en cas d'infraction au décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques sont versées au Fonds budgétaire en faveur de la gestion piscicole et halieutique en Région wallonne.

Par dérogation, les amendes administratives infligées et les transactions conclues en cas d'infraction à la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ou de l'article 155bis, § 8, sont versées au Fonds de protection de la Biodiversité». ».

*Section 9. — Dispositions budgétaires spécifiques*

**Art. 240.** En application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, il est institué, au sein du budget des recettes et du budget général des dépenses de la Région, un Fonds budgétaire pour la gestion de la forêt de Saint-Michel-Freyr.

Sont attribués au Fonds visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

- 1° le produit de la vente de coupes de bois et de chablis de la forêt de Saint-Michel-Freyr;
- 2° le produit des ventes de venaisons et des contributions des invités aux Chasses de la Couronne sur le site de la forêt de Saint-Michel-Freyr;
- 3° toutes autres recettes liées à la forêt de Saint-Michel-Freyr en ce compris d'éventuelles libéralités.

Les crédits affectés au Fonds servent à financer les dépenses liées à la gestion de la forêt de Saint-Michel-Freyr.

Le Ministre de la Nature communique chaque année au Gouvernement un rapport sur la gestion du Fonds.

*CHAPITRE X. — Dispositions modificatives du Code wallon de l'Agriculture et l'annexe V du Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement*

*Section 1<sup>re</sup>. — Modifications du Code wallon de l'Agriculture*

**Art. 241.** A l'article D.2 du Code wallon de l'Agriculture, modifié par le décret du 23 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° mesures de régulation des prix sur les marchés. »;

2° le paragraphe 2 est complété par un 15° rédigé comme suit :

« 15° l'intervention publique et l'aide au stockage privé, la délivrance des certificats d'importation et d'exportation et la gestion des garanties; ».

**Art. 242.** A l'article D.3 du même Code, il est inséré un 8/1° rédigé comme suit :

« 8/1° Comité d'acquisition : Service au sein de la Direction générale transversale composé d'agents du Service public de Wallonie habilités à authentifier les actes des personnes morales visés à l'article 6quinquies de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; ».

**Art. 243.** L'article D.26 du même Code est complété par un 6° rédigé suit :

« 6° les saisies, pour la totalité ou partiellement, portant sur les garanties relatives à l'application du régime des certificats d'importation, d'exportation et de préfixation pour les produits agricoles. ».

**Art. 244.** L'article D.27 du même Code est complété par la phrase suivante :

« et aux dépenses qui sont destinées à la restitution, totale ou partielle, des garanties relatives à l'application du régime des certificats d'importation, d'exportation et de préfixation pour les produits agricoles. ».

**Art. 245.** A l'article D.37 du même Code, modifié par le décret du 23 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, le 8° est complété par les mots « ainsi que les prises de contact avec les propriétaires et occupants dans le cadre des contrôles réalisés en vertu des réglementations visées à l'article D.138 du Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ou en vertu du Code du Développement territorial »;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, le 11° est complété par les mots « en ce compris la vulgarisation et le développement de filière »;

3° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 15°, les mots « , y compris la délivrance de dérogations et d'autorisations ou l'octroi de subventions, » sont insérés entre les mots « relatives à la conservation de la nature » et les mots « et la lutte contre le changement »;

4° au paragraphe 1<sup>er</sup>, le 20° est complété par les mots « et l'aménagement des bois et forêts »;

5° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un 25° rédigé comme suit :

« 25° la recherche agronomique. »;

6° il est complété par les paragraphes 4,5 et 6 rédigés comme suit :

« § 4. Les données mentionnées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont communiquées aux Comités d'acquisition, si la finalité de leur mission donne lieu à l'utilisation des catégories de données du SIGeC reprises spécifiquement pour chacune d'elles spécifiquement à l'annexe I<sup>re</sup>.

§ 5. Les données mentionnées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont communiquées au Centre wallon de Recherches agronomiques, s'il en fait la demande et uniquement, si la finalité de sa mission donne lieu à l'utilisation d'une des catégories de données du SIGeC reprises spécifiquement pour chacune d'elles à l'annexe I<sup>re</sup> du Code.

§ 6. Les données mentionnées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont communiquées aux personnes chargées d'effectuer des études d'incidence sur l'environnement visées à l'article D.70 du Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, s'il en fait la demande et uniquement, si la finalité de sa mission donne lieu à l'utilisation d'une des catégories de données du SIGeC reprises spécifiquement pour chacune d'elles à l'annexe Ire du Code. ».

**Art. 246.** Dans l'article D.54 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la phrase « Lorsqu'un notaire a à connaître d'une opération concernant des parcelles agricoles ou un bâtiment agricole, il notifie à l'observatoire foncier visé à l'article D.357 les données suivantes: » est remplacée par la phrase suivante :

« Lorsqu'un officier instrumentant a à connaître d'une opération telle que définie par le Gouvernement concernant, en tout ou partie, des biens immobiliers agricoles tels que définis à l'article D.353, 2°, il notifie à l'observatoire foncier visé à l'article D.357 les données suivantes : »;

2° au 2°, les mots « vendeurs et acquéreurs » sont remplacés par le mot « parties »;

3° au 3°, les mots « le cas échéant, » sont insérés avant les mots « le prix de vente ».

**Art. 247.** Dans le même Code, il est inséré un article D.56/1 rédigé comme suit :

« Art. D.56/1. Dans le cadre de leurs missions, les Comités d'acquisition, ont accès aux données de l'Observatoire foncier dont la liste est définie par le Gouvernement. ».

**Art. 248.** Le Chapitre III du Titre III du même Code, comportant les articles D.80 et D.81, est abrogé.

**Art. 249.** A l'article D.88 du même Code, les mots « tous les trois ans » sont remplacés par les mots « tous les ans ».

**Art. 250.** A l'article D.89 du même Code, les mots « en collaboration avec la Cellule de prospective et de veille scientifique, » sont abrogés.

**Art. 251.** A l'article D.101, alinéa 2, du même Code, le 4° est abrogé.

**Art. 252.** A l'article D.105, §1<sup>er</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à alinéa 2, 1°, le mot « agréés » est abrogé;

2° à aliéna 2, 2° les mots « dans des lieux agréés par le Gouvernement » sont remplacés par les mots « et le lieu où se tiennent ces formations »;

3° à l'alinéa 2, les mots « des personnes chargées de dispenser des formations visées aux articles D.99, et D.100, en conformité avec les articles D.5 à D.9 » sont abrogés.

**Art. 253.** Dans le même Code, l'intitulé de la Section 6, Chapitre II, Titre IV, est remplacé par ce qui suit : « Dispositions diverses ».

**Art. 254.** L'article D.111 du même Code est abrogé.

**Art. 255.** Dans le même Code, il est inséré un article D.177/1 rédigé comme suit :

« Art. D. 177/1. § 1<sup>er</sup>. Il est créé un jury de dégustation chargé, par arrêté du Gouvernement, de la tenue de sessions de dégustation, lorsque la législation européenne le prévoit.

Ce jury vérifie la conformité des produits candidats au bénéfice d'un système de qualité européen, aux standards organoleptiques communément acceptés pour des produits de qualités et aux principaux critères organoleptiques spécifiques définis pour l'appellation à laquelle ils prétendent.

Le Gouvernement fixe le nombre de membres du jury. Il peut arrêter le montant du jeton de présence ou les modalités des défraiements auxquels ont droit les membres du jury.

§ 2. En fonction des produits, le jury comprend les groupes suivants :

1° un groupe de producteurs;

2° un groupe de distributeurs, préparateurs, transformateurs, négociants, intermédiaires commerciaux et représentants du secteur hôtellerie-restauration-café;

3° un groupe de professionnels du goût;

4° un groupe d'experts académiques ou de professionnels reconnus;

5° un groupe de représentants de l'Administration ou d'autres services publics.

§ 3. Le jury est composé en fonction des produits considérés.

Les membres du jury sont désignés selon une procédure définie par Gouvernement. La présidence du jury est assurée par un membre du collège des représentants de l'Administration ou d'autres services publics.

Le Gouvernement fixe les modalités de présentation du jury, son organisation, son mode de fonctionnement et sa composition précise dans un règlement d'ordre intérieur qui comprend au minimum la méthode de prélèvement des échantillons, une grille d'évaluation et de cotation pour le jury, ainsi qu'une grille de décision.

§ 4. Chaque membre dispose d'une voix délibérative. Le jury ne délibère valablement que si les membres effectifs, ou leurs suppléants présents, représentent au moins la moitié du nombre total des membres effectifs.

Aucune information nominative n'est communiquée après le vote. Les membres du jury respectent la confidentialité sur le déroulement et les résultats des dégustations. ».

**Art. 256.** Dans le même Code, il est inséré un article D.184/1 rédigé comme suit :

« Art. D.184/1. Le jury de dégustation visé à l'article D.177/1 peut être chargé par le Gouvernement ou son délégué, à travers des sessions de dégustation, de vérifier la conformité des produits candidats à bénéficier du système régional de qualité différenciée lorsque le cahier des charges agréé portant les produits concernés conditionne leur certification à la tenue de telles sessions.

Par dérogation à l'article D.177/1, § 3, l'organisme certificateur agréé est dans ce cas un organisme certificateur agréé en vertu de l'article D.179, § 2. ».

**Art. 257.** A l'article D.224, alinéa 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° la phrase « L'Agence est classée parmi les organismes de la catégorie A énumérés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. » est remplacée par la phrase « L'Agence est classée parmi les organismes de type 2 au sens de l'article 3, §1<sup>er</sup>, 4°, b) du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes. »;

2° les mots « cette loi » sont remplacés par les mots « ce décret ».

**Art. 258.** A l'article D.226 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3 est abrogé;

2° au paragraphe 5, les mots « en vertu des paragraphes 1<sup>er</sup> et 3 » sont remplacés par les mots « en vertu du paragraphe 1<sup>er</sup> ».

**Art. 259.** L'article D.227 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.227. Dans le cadre de l'exercice de ses missions, l'Agence peut intervenir en dehors des limites de la Belgique, avec la collaboration des services de l'Agence wallonne à l'exportation. ».

**Art. 260.** A l'article D. 229 du même Code, modifié par le décret du 12 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Sur proposition du Conseil d'administration, le Gouvernement adopte annuellement le plan opérationnel de l'Agence. »;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « , ainsi que les priorités définies par le Comité stratégique de l'agriculture visé à l'article D.82 » sont abrogés;

3° le paragraphe 2 est abrogé;

4° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le plan opérationnel est élaboré sur avis préalable du collège des producteurs visé à l'article D.70. L'avis remis comprend en annexe les recommandations des membres du collège des producteurs représentant les associations professionnelles du secteur de l'agro-alimentaire et de la distribution ainsi que les recommandations de tout secteur qui contribue par le biais de cotisations visées à l'article D.234 sans être représenté au sein du collège des producteurs. L'avis est communiqué au Comité stratégique de l'agriculture et au Gouvernement.

Le collège des producteurs peut également rendre, à tout moment, tout avis, recommandation ou proposition d'initiative concernant toute question au sujet du plan opérationnel et de sa mise en œuvre. ».

**Art. 261.** Dans le Titre IX, Chapitre II, du même Code, il est inséré une section 1/1 intitulée « Section 1/1 Composition, compétence et fonctionnement du Conseil d'administration ».

**Art. 262.** Dans la section 1/1, insérée par l'article 261, il est inséré un article D.230/1 rédigé comme suit :

« Art. D. 230/1. § 1<sup>er</sup>. Le Conseil d'administration est composé de quinze membres nommés par le Gouvernement et répartis comme suit :

1° six représentants des agriculteurs, proposés par les organisations professionnelles agricoles dont au moins un représentant de l'agriculture biologique et au moins un représentant des agriculteurs de la Région de langue allemande;

2° un représentant des horticulteurs, proposé par les organisations professionnelles du secteur horticole;

3° deux représentants du secteur de la transformation, proposés par les fédérations professionnelles du secteur de la transformation;

4° un représentant du secteur de la distribution;

5° un représentant des associations représentatives des consommateurs;

6° deux représentants proposés par le collège des producteurs;

7° un représentant de l'Agence wallonne à l'exportation;

8° un représentant un représentant du Gouvernement.

Pour chaque membre, le Gouvernement peut nommer un suppléant sur base de la même procédure que pour un membre. Le suppléant remplace le membre absent ou empêché.

Deux tiers au maximum des membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont du même sexe.

Le président ou le vice-président est désigné parmi les représentants des agriculteurs ou des horticulteurs visés au 1° et 2°.

§ 2. Assistent également aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative :

1° le directeur général de l'Agence;

2° le commissaire du Gouvernement;

3° le cas échéant, des personnes invitées par le Conseil d'administration suivants leur compétence en fonction des matières abordées. ».

**Art. 263.** Dans la même section 1/1, il est inséré un article D.230/2 rédigé comme suit :

« Art. D.230/2. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 6 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, dans un délai de trois mois précédant l'expiration du mandat, le Gouvernement procède à une nouvelle nomination des membres du Conseil d'administration, conformément à l'article D.230/1. A l'expiration du mandat, les membres continuent à exercer pleinement leur mandat aussi longtemps qu'il n'a pas été pourvu à leur remplacement.

§ 2. Sans préjudice de l'article 9 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, les organisations qui ont proposé des administrateurs conformément à l'article D.230/1, § 1<sup>er</sup>, 1° à 5°, peuvent proposer au Gouvernement de mettre anticipativement un terme au mandat d'un membre du Conseil d'administration lorsque celui-ci ne les représente plus valablement.

§ 3. Par dérogation à l'article 6 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, en cas de démission, de décès ou de révocation d'un des membres du Conseil d'administration, le Gouvernement nomme son remplaçant conformément à l'article D.230/1 qui achève le mandat de son prédécesseur. En cas de démission ou de révocation, le membre du Conseil d'administration continue à exercer pleinement son mandat aussi longtemps qu'il n'a pas été pourvu à son remplacement. ».

**Art. 264.** Dans la même section 1/1, il est inséré un article D.230/3 rédigé comme suit :

« Art. D.230/3. § 1<sup>er</sup>. Le Conseil d'administration établit son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Gouvernement.

Sur proposition du directeur général, le Conseil d'administration désigne son secrétaire parmi les membres du personnel de l'Agence.

§ 2. Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité.

Le Conseil d'administration délibère valablement uniquement si la majorité de ses membres nommés est présente.

Les membres empêchés peuvent donner procuration à un autre membre du Conseil d'administration. Chaque administrateur ne dispose pas de plus d'une seule procuration. ».

**Art. 265.** Dans la même section 1/1, il est inséré un article D.230/4 rédigé comme suit :

« Art. D.230/4. §1<sup>er</sup>. Sans préjudice des pouvoirs réservés au Gouvernement, le Conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs nécessaires au fonctionnement et à la gestion de l'Agence.

Le Conseil d'administration est chargé :

- 1° de l'élaboration du plan opérationnel annuel de l'Agence qu'il soumet ensuite au Gouvernement;
- 2° de l'établissement chaque année des propositions budgétaires pour l'exercice suivant, conformément aux instructions générales données par le Gouvernement et conformément aux dispositions du contrat de gestion visé à l'article D.231/1;
- 3° de l'établissement des comptes d'exécution du budget, de gestion et de variations du patrimoine de l'exercice écoulé;
- 4° des décisions relatives à la passation et à l'exécution de marchés publics de travaux, de fournitures et de services, sans préjudice des délégations de pouvoirs accordées par le Gouvernement au fonctionnaire dirigeant;
- 5° de l'acceptation de dons et de legs;
- 6° de l'élaboration, avant le 30 avril de l'année suivante, d'un rapport annuel d'activités, lequel intègre une évaluation des actions menées, en ce compris la pertinence des instruments et l'efficacité de leur mise en œuvre dans le cadre du contrat de gestion visé à l'article D.231/1.

§ 2. Dès qu'il a reçu l'évaluation visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, 6°, le Gouvernement la transmet, pour information, au Parlement wallon.

§3. Le Conseil d'administration peut créer des groupes de travail thématiques dont il fixe la composition et le mode de fonctionnement. ».

**Art. 266.** Dans la même section 1/1, il est inséré un article D.230/5, rédigé comme suit :

« Art. D.230/5. Le Conseil d'administration peut soumettre au Gouvernement des propositions de modifications aux lois, décrets ou arrêtés qu'il est chargé d'appliquer. Le Conseil d'administration peut aussi adresser au Gouvernement des avis sur toute proposition de décret ou sur tout amendement concernant la législation que l'Agence est chargée d'appliquer. ».

**Art. 267.** Dans la même section 1/1, il est inséré un article D.230/6, rédigé comme suit :

« Art. D.230/6. Le Gouvernement soumet à l'avis du Conseil d'administration tout avant-projet de décret, de projet d'arrêté du Gouvernement ou de projet d'arrêté ministériel susceptible de modifier les missions de l'Agence ou leur mise en œuvre.

Le Conseil d'administration donne son avis dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de l'avant-projet. Ce délai échu, il est passé outre. ».

**Art. 268.** Dans la même section 1/1, il est inséré un article D.230/7 rédigé comme suit :

« Art. D.230/7. Le montant des indemnités pour frais de parcours et de séjour et des jetons de présence à allouer au président, au vice-président, aux membres du Conseil d'administration et au commissaire du Gouvernement est défini conformément à l'article 15bis du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public. Ces indemnités et jetons de présence sont à charge du budget de l'Agence. ».

**Art. 269.** A l'article D.231 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le Gouvernement arrête les délégations de pouvoir et de signature qui sont accordées au directeur général et au directeur général adjoint.

Sans préjudice des délégations fixées par le Gouvernement, le directeur général exécute les décisions du Conseil d'administration et lui rend compte trimestriellement de l'exécution de celles-ci; il donne à ce dernier toute information et soumet toute proposition utile au bon fonctionnement de l'Agence.

Le directeur général assume la gestion journalière pour toutes les missions qui sont confiées à l'Agence par le présent décret. A ce titre, il peut accomplir tous les actes conservatoires, tous les actes d'exécution des décisions prises par le Conseil d'administration ou par le bureau exécutif, de même que tous les actes qui, en raison de leur importance ou des conséquences qu'ils entraînent pour l'Agence, ne présentent pas un caractère exceptionnel ni ne représentent un changement de politique administrative et constituent l'expédition des affaires courantes de l'Agence. Il assume toute autre mission qui lui est déléguée par le Conseil d'administration ou le bureau exécutif. »;

2° il est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le directeur général informe le président du Conseil d'administration et du bureau exécutif, agissant d'initiative ou à la demande du Conseil d'administration, des actes accomplis dans le cadre de la gestion journalière et lui fournit toutes les explications y relatives. ».

**Art. 270.** Dans le Titre IX, Chapitre II, du même Code, il est inséré une section 2/1 intitulée « Section 2/1. Contrôle ».

**Art. 271.** Dans la section 2/1, insérée par l'article 270, il est inséré un article D.231/1 rédigé comme suit :

« Art. D.231/1. L'Agence est placée sous le contrôle du Gouvernement. Les missions de l'Agence sont exercées conformément aux priorités et aux orientations définies dans un contrat de gestion passé entre le Gouvernement et le Conseil d'administration.

Sans préjudice de l'article 8 du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information, le contrat de gestion est triennal et est annexé au budget de l'Agence.

Le contrat de gestion porte au minimum sur :

- 1° les objectifs généraux assignés à l'Agence pour les trois années à venir;
- 2° les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre;
- 3° les indicateurs d'évaluation des actions et des résultats.

Sans préjudice de l'article 6 du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information, le contrat est conclu entre le Gouvernement et le Conseil d'administration au plus tard lors de l'approbation par le Gouvernement du budget de la première année qu'il couvre. ».

**Art. 272.** Dans la même section 2/1, il est inséré un article D.231/2, rédigé comme suit :

« Art. D.231/2. Le Gouvernement nomme un commissaire conformément au décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public.

Le commissaire du Gouvernement a les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de ses missions dans le cadre du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public. ».

**Art. 273.** Dans le même décret, l'intitulé du Titre X, Chapitre Ier, Section 2, est remplacé par ce qui suit :

« Section 2. Outils de régulation ».

**Art. 274.** Dans le même Code, il est inséré un article D.244/1 rédigé comme suit :

« Art. D.244/1. Le Gouvernement peut prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre des mesures de régulation des prix du marchés prévues à l'article D.2, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement met en œuvre les mesures :

1<sup>o</sup> d'achat et de vente à l'intervention;

2<sup>o</sup> de stockage privé;

3<sup>o</sup> de délivrance aux opérateurs économiques concernés des certificats prévus dans le cadre des mesures de régulation des prix du marché. ».

**Art. 275.** Dans l'article D.249, alinéa 2, du même Code, le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> agriculteurs et gestionnaires de terres situés dans des sites Natura 2000 ou dans des sites candidats au réseau Natura 2000 ainsi que des mesures prévues au Livre II du Code de l'Environnement, constituant le Code de l'Eau et transposant la directive 2000/60/CE; ».

**Art. 276.** A l'article D.254, § 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « l'ordonnancement et » sont insérés entre les mots « l'organisme payeur qui a la délégation pour approuver » et les mots « la liquidation des dépenses relatives aux comptes FEAGA, FEADER »;

2<sup>o</sup> il est complété par « Le responsable de l'organisme payeur désigné par le Gouvernement est l'ordonnateur délégué de l'organisme payeur. ».

**Art. 277.** Dans l'article D.261, § 2, 3<sup>o</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « par le receveur de l'enregistrement, » sont abrogés;

b) les mots « expert géomètre immobilier » sont remplacés par les mots « géomètre-expert ».

**Art. 278.** Dans l'article D.262, § 2, 3<sup>o</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « par le receveur de l'enregistrement, » sont abrogés;

b) les mots « expert géomètre immobilier » sont remplacés par les mots « géomètre-expert ».

**Art. 279.** Dans l'article D.266 du même Code, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Afin d'atteindre les objectifs de l'article D.1<sup>er</sup>, il peut être procédé dans l'intérêt général à l'aménagement foncier d'un ensemble de parcelles, conformément aux dispositions du présent Chapitre et dans le respect de la loi du 12 juillet 1973 relative à la conservation de la nature.

Dans ce cadre, l'aménagement foncier tend à :

1<sup>o</sup> constituer des parcelles régulières, aussi rapprochées que possible du siège de l'exploitation et jouissant d'accès indépendants;

2<sup>o</sup> assurer une exploitation plus efficiente des biens ruraux et renforcer leur multifonctionnalité;

3<sup>o</sup> préserver et améliorer la valeur paysagère et le cadre de vie, ainsi que les services environnementaux des biens concernés;

4<sup>o</sup> maintenir et développer la biodiversité. ».

**Art. 280.** Dans l'article D.267 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 8<sup>o</sup>, les mots « sur une parcelle située dans le bloc » sont abrogés;

b) le 12<sup>o</sup> est complété par les mots « ou d'une convention telle que visée à l'article 2 de la même loi; »;

c) au 13<sup>o</sup>, les mots « de relotissement » sont remplacés par les mots « d'aménagement foncier »;

d) le 15<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 15<sup>o</sup> « projet d'intérêt général » : toute opération, activité, ouvrage, construction, démolition, transformation, extension, désaffectation d'installation susceptible de faire l'objet d'un permis, conformément aux dispositions de l'article D.IV.22 du CoDT, en ce compris tout changement d'affectation des parcelles nécessaire à la réalisation de ce projet; »;

e) le 16<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 16<sup>o</sup> « propriétaire » : tout propriétaire ou nu-propriétaire d'une parcelle dans le bloc; »;

f) au 17<sup>o</sup>, les mots « dans le bloc » sont insérés entre les mots « jouir d'une parcelle » et

« suivant un droit de propriété ».

**Art. 281.** Dans l'article D.268, § 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « de la sous-section 8 » sont remplacés par les mots « prévues aux articles D.316 à D.333 »;

2<sup>o</sup> les mots « à la sous-section 3 » sont remplacés par les mots « aux articles D.272, D.273, D.274, D.276 et D.277, alinéa 3 ».

**Art. 282.** Dans l'article D.269, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même Code, le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° deux membres parmi les candidats proposés par le collège des producteurs visé à l'article D.70. Ces personnes ne peuvent, au moment de leur présentation, figurer aux tableaux établis sur base des articles D.272 et D.276, alinéa 1<sup>er</sup>, ou des articles D.320 et D.322 lorsque l'aménagement foncier est précédé d'un aménagement transitoire. ».

**Art. 283.** Dans l'article D.271, § 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « L'Administration » sont remplacés par les mots « La Région wallonne »;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 284.** Dans le même Code, il est inséré un article D.271/1 rédigé comme suit :

« Art. D.271/1. Le Comité adresse périodiquement un rapport de ses activités au Gouvernement.

Le Gouvernement fixe le contenu et la fréquence de ce rapport. ».

**Art. 285.** Dans l'article D.272 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les phrases « Le comité sollicite les avis des provinces et communes concernées. Ces avis lui sont transmis dans les soixante jours de leur demande; à défaut, ils sont réputés favorables » sont abrogées;

2° dans l'alinéa 2, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° une description des travaux et mesures d'aménagement rural prévus conformément à l'article D.266, § 2, avec une estimation de leur coût et une indication de la partie des frais d'exécution du programme d'aménagement foncier pouvant incomber aux intéressés, compte tenu des dispositions de l'article D.301; »;

3° dans l'alinéa 2, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° un plan de situation du domaine public indiquant :

a) le domaine public des voiries, des voies d'écoulement d'eau et des ouvrages connexes à créer, en vue de leur prélèvement sur l'ensemble des terres à aménager;

b) le domaine public des voiries, des voies d'écoulement d'eau et des ouvrages connexes à supprimer, en vue de leur incorporation dans l'ensemble des terres à aménager. »;

4° dans l'alinéa 3, les mots « ou document » sont insérés entre les mots « autre renseignement » et les mots « qui est utile »;

5° l'alinéa 4 est complété par ce qui suit :

« Ces frais sont à récupérer lors de l'établissement des comptes visés à l'article D.297, alinéa 4, 3°. L'Administration peut également demander les données nécessaires au bon déroulement de l'aménagement foncier et portant sur des mutations immobilières sur des biens qui font l'objet de celui-ci auprès de l'officier instrumentant. Le Gouvernement définit les données des actes pouvant être demandées et les modalités de cet échange de données. »;

6° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, le domaine public des autres voiries, voies d'écoulement d'eau et ouvrages connexes faisant partie du bloc est modifié. ».

**Art. 286.** Dans l'article D.274 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « projet de » sont insérés entre le mot « Le » et les mots « programme d'aménagement foncier »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les intéressés mentionnés aux tableaux prévus à l'article D.272, alinéa 2, 1°, sont avisés par le Comité de l'enquête publique par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi conformément à l'article D.15. »;

3° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Comité sollicite l'avis des administrations en charge des matières suivantes : l'aménagement du territoire, l'agriculture, les cours d'eau non navigables, les travaux publics et les voiries. A défaut d'avis notifié par les administrations dans les deux mois de l'envoi du dossier, la procédure est valablement poursuivie. ».

**Art. 287.** Dans l'article D.275 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Comité d'aménagement foncier » sont chaque fois remplacés par le mot « Comité »;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ni à l'état des lieux de modifications » sont remplacés par les mots : « ni à l'état des lieux »;

3° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « d'aménagement foncier » sont abrogés;

4° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « alinéa 2, » sont abrogés et le mot « débutés » est remplacé par le mot « débuté »;

5° il est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. A dater de la décision du Gouvernement de procéder à un aménagement foncier en vertu de l'article D.268 et jusqu'à la transcription de l'acte d'aménagement foncier, les données nécessaires au bon déroulement de l'aménagement foncier et portant sur mutations immobilières sur des biens qui font l'objet d'un aménagement foncier sont notifiées à l'Administration.

Le Gouvernement définit les données des actes devant être notifiées et les modalités de cette notification. ».

**Art. 288.** Dans l'article D.276 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Après la clôture de l'enquête et au vu des documents de celle-ci, le Comité, s'il y a lieu, modifie le projet de programme d'aménagement foncier. A cette fin, il révisé les documents établis en vertu de l'article D.272, alinéa 2, notamment en fonction des biens qu'il se propose d'inclure ou d'exclure du bloc. »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « aux titulaires de droits réels et occupants des biens concernés » sont remplacés par les mots « aux propriétaires, usufruitiers et occupants des biens concernés »;

3° dans l'alinéa 3, les mots « le plan parcellaire délimitant le périmètre provisoire du bloc d'aménagement foncier et » sont abrogés.

**Art. 289.** Dans le même Code, il est inséré un article D.276/1 rédigé comme suit :

« Art. 276/1. Le programme d'aménagement foncier arrêté par le Comité conformément à l'article D.276 est approuvé par le Gouvernement L'arrêté d'approbation :

1° classe, s'il y a lieu, les nouvelles voies d'écoulement d'eau dans une des catégories prévues à l'article 2 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;

2° attribue aux autorités compétentes le domaine correspondant aux nouveaux ouvrages. Ces autorités compétentes seront gestionnaires de ces ouvrages conformément à leur destination et aux lois et règlements en la matière;

3° détermine la suppression des voiries et voies d'écoulement d'eau et des ouvrages connexes désaffectés et leur incorporation dans l'ensemble des terres à aménager. ».

**Art. 290.** Dans l'article D.277, alinéa 3, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « un écrit ayant » sont remplacés par les mots « tout moyen permettant de conférer une »;

2° les mots « à l'envoi » sont insérés entre les mots « certaine » et « conformément ».

**Art. 291.** Dans l'article D.278 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Eu égard à leur nature de données à caractère personnel, les tableaux prévus aux articles D.272, D.276, D.281, D.294, D.302, D.320, D.322, D.337, D.339 et D.346 peuvent uniquement être communiqués aux intéressés concernés par lesdits tableaux. »;

2° le paragraphe 3 est abrogé.

**Art. 292.** Dans l'article D.279, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° deux titulaires de droits réels, choisis sur proposition de l'Administration, parmi ceux figurant aux tableaux établis sur base des articles D.272 et D.276, alinéa 1<sup>er</sup>, ou des articles D.320 et D.322 lorsque l'aménagement foncier est précédé d'un aménagement transitoire; »;

b) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° deux occupants, figurant aux dits tableaux, parmi les candidats présentés par le collège des producteurs visé à l'article D.70; ».

**Art. 293.** Dans l'article D.280 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'exception du paragraphe 3, alinéa 2, les mots « titulaires de droits réels » sont chaque fois remplacés par le mot « propriétaires »;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « l'envoi » sont remplacés par les mots « la notification »;

3° dans le paragraphe 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Dans les quinze jours de la notification, chacun des propriétaires peut, par tout moyen permettent de conférer une date certaine à l'envoi conformément à l'article D.15, contester le bornage auprès du Comité. »;

4° le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété par les mots « par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi conformément à l'article D.15. »;

5° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « un écrit ayant date certaine » sont remplacés par les mots « tout moyen permettant de conférer une date certaine à la notification ».

**Art. 294.** Dans le même Code, l'article D.283 est abrogé.

**Art. 295.** Dans l'article D.284, § 1<sup>er</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le Comité fait exécuter les travaux et mesures d'aménagement rural prévus à l'article D.266, § 2. »;

2° l'alinéa 2 est complété par les mots « , en vertu de l'article D.266, § 3. ».

**Art. 296.** Dans l'article 286, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots « de relotissement » sont remplacés par les mots « d'aménagement foncier ».

**Art. 297.** Dans le même Code, il est inséré un article D.286/1 rédigé comme suit :

« Art. D.286/1. Le Comité fait figurer sur le plan d'aménagement foncier les domaines publics des voiries, des voies d'écoulement d'eau et des ouvrages connexes. ».

**Art. 298.** Dans l'article D.287, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est complété par les mots « , à l'exception des servitudes non apparentes qui sont maintenues. »;

2° les mots « de relotissement » sont remplacés par les mots « d'aménagement foncier ».

**Art. 299.** Dans l'article D.288 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « au paragraphe 2 du présent article » sont remplacés par les mots « à l'article D.290, § 2 » et les mots « d'aménagement du territoire tels que visés au CWATUPE » sont remplacés par les mots « de secteur tels que visés au CoDT »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Lorsque des travaux et mesures d'aménagement rural ou de lutte contre la spéculation foncière sont exécutés conformément aux dispositions de l'article D.290, § 2, le Comité peut attribuer tout ou partie des parcelles retenues à des personnes physiques ou morales en ce compris des administrations publiques et des associations avec leur accord et aux conditions déterminées par la conclusion d'une convention.



L'attribution peut se réaliser même si les bénéficiaires des attributions ne sont pas repris sur les tableaux définis aux articles D.272 et D.276, alinéa 1<sup>er</sup>, ou aux articles D.320 et D.322 lorsque l'aménagement foncier est précédé d'un aménagement transitoire.

Le Comité peut aussi disposer des droits de propriété et gestion de biens détenus par la Région wallonne en vertu du Chapitre IV du présent Titre, moyennant attribution de la soulte prévue au paragraphe 3. »;

3° dans le paragraphe 3, les mots « du paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, » sont remplacés par les mots « de l'article D.290, § 2, » et les mots « propriétaire ou usufruitier » sont remplacés par les mots « titulaire de droits réels »;

4° dans le paragraphe 4, les mots « , naturelle » sont insérés entre les mots « zone agricole, forestière » et les mots « ou d'espace vert »;

5° il est complété par un paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6. Dans l'hypothèse de l'attribution à un propriétaire de la parcelle qu'il possédait déjà avant l'aménagement foncier mais dont la superficie arrêtée par le Comité diverge de la superficie cadastrale, le Comité peut supprimer la soulte qui résulterait de l'attribution lorsque la parcelle ne profite pas de manière importante des travaux réalisés à l'occasion de l'aménagement foncier. ».

**Art. 300.** Dans l'article D.289, alinéa 2, du même Code, les mots « D.288 » sont remplacés par les mots « D.290 ».

**Art. 301.** L'article D.290 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.290. § 1<sup>er</sup>. L'attribution des parcelles aux titulaires de droits réels et occupants s'effectue de telle sorte que l'aménagement foncier de la propriété et l'aménagement foncier de l'exploitation soient parallèles.

§ 2. Après avoir demandé l'avis de la commission consultative, le Comité peut retenir une partie de la valeur culturale globale des parcelles moyennant une ristourne en espèces à charge de la Région wallonne.

La valeur totale de cette retenue n'excède pas deux pour cent de la valeur globale des parcelles initiales.

La retenue est utilisée pour les travaux et mesures d'aménagement rural visées à l'article D.266 ou aux fins de lutte contre la spéculation foncière. ».

**Art. 302.** Dans l'article D.291, § 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « tout ouvrage nécessaire à l'habitabilité du bien » sont remplacés par les mots « ouvrages utiles à l'habitabilité ou à l'exploitation du bien »;

2° l'alinéa 4, est abrogé.

**Art. 303.** Dans l'article D.293 du même Code, les mots « Lorsque le propriétaire ou le titulaire du droit de chasse » sont remplacés par les mots « Au cas où le droit de chasse était exercé à titre de propriétaire et où son titulaire ».

**Art. 304.** Dans l'article D.294 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° des tableaux indiquant, par propriétaire et par usufruitier, les parcelles qui lui sont attribuées, les superficies dans chaque zone de valeur, les superficies globales et les valeurs correspondantes, la soulte, les indemnités pour plus-value et moins-value et les frais éventuels pour recherches effectuées en vertu des articles D.272, alinéa 4, D.316, alinéa 6, et D.333, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2; »;

b) le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° des tableaux indiquant le solde créditeur ou débiteur de chaque intéressé, résultant des soultes, indemnités et frais éventuels, et tenant compte des dispositions relatives à la compensation légale; »;

c) au 5°, les mots « de relotissement » sont remplacés par les mots « d'aménagement foncier »;

d) au 6°, les mots « propriétaire et par usufruitier » sont remplacés par les mots « titulaire de droits réels ».

**Art. 305.** Dans l'article D.295 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans les alinéas 1<sup>er</sup> et 4, les mots « alinéa 1<sup>er</sup> » sont abrogés;

2° dans l'alinéa 2, les mots « un écrit ayant date certaine » sont remplacés par les mots « tout moyen permettant de conférer une date certaine à la notification »;

3° dans l'alinéa 5, la première phrase est complétée par les mots « à cette notification conformément à l'article D.15 ».

**Art. 306.** Dans le même Code, il est inséré un article D.295/1 rédigé comme suit :

« Art. D.295/1. S'il échet et après avoir demandé l'avis de la commission consultative, le Comité modifie le plan de situation du domaine public visé aux articles D.272, alinéa 2, 3°, et D.286/1 ou D.324 lorsque l'aménagement foncier est précédé d'un aménagement transitoire.

Le Comité sollicite l'avis des administrations en charge des matières suivantes : l'aménagement du territoire, l'agriculture, les cours d'eau non navigables, les travaux publics et les voiries. A défaut d'avis notifié par les administrations dans les deux mois de l'envoi du dossier, la procédure est valablement poursuivie.

Les modifications sont, le cas échéant, soumises à enquête publique selon les modalités définies au Titre III de la Partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Les modifications sont approuvées par le Gouvernement. L'arrêté d'approbation :

1° classe, s'il y a lieu, les nouvelles voies d'écoulement d'eau dans une des catégories prévues à l'article 2 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;

2° attribue aux autorités compétentes le domaine correspondant aux nouveaux ouvrages. Ces autorités compétentes seront gestionnaires de ces ouvrages conformément à leur destination et aux lois et règlements en la matière;

3° détermine la suppression des voiries et voies d'écoulement d'eau et des ouvrages connexes désaffectés et leur incorporation dans l'ensemble des terres à aménager. ».

**Art. 307.** Dans l'article D.296 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « par un écrit ayant date certaine conformément aux articles D.15 et D.16 » sont remplacés par les mots « par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'invitation conformément à l'article D.15 »;

2° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Le Comité examine les réclamations suscitées par la procédure de consultation des intéressés, arrête les plans et tableaux, qu'il conserve à son siège où tous les titulaires de droits réels intéressés sont admis à en prendre connaissance pendant toute la durée des opérations, sur demande faite au président ou au secrétaire. »;

3° dans l'alinéa 5, les mots « par les biens grevés. Ils sont admis à prendre connaissance des plans et tableaux pendant toute la durée des opérations, sur demande faite au président ou au secrétaire » sont abrogés.

**Art. 308.** Dans l'article D.297 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque les plans et tableaux ont été arrêtés, comme prévu aux articles D.295 et D.296, le Comité procède au bornage définitif des nouvelles parcelles, décide des dates et des conditions de l'entrée en jouissance et de l'occupation des blocs d'exploitation. »;

2° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Le plan d'aménagement foncier, sur lequel figurent les domaines publics des voiries, des voies d'écoulement d'eau et des ouvrages connexes, est notifié au gestionnaire de l'atlas des voiries communales ainsi qu'au gestionnaire de l'atlas des voies d'eau non navigables.

Les modifications nécessaires aux plans de secteur établis conformément au CoDT sont réalisées par les autorités compétentes en la matière. »;

3° l'alinéa 2, devenant alinéa 4, est remplacé par ce qui suit :

« Le Comité charge le Comité d'acquisition de la passation de l'acte d'aménagement foncier. L'acte d'aménagement foncier contient :

1° la constatation des droits et obligations tels qu'ils découlent des plans, tableaux et conventions, mentionnés aux articles D.281, D.286, D.287, D.293, D.294 et D.301, alinéa 3;

2° les dates et les conditions de l'entrée en jouissance et de l'occupation des nouvelles parcelles;

3° le compte de chaque intéressé ainsi que le solde créateur ou débiteur qui en résulte;

4° la mention du certificat suivant lequel les fonds ont été versés à la Caisse des dépôts et consignations comme prévu à l'article D.298, § 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 309.** Dans l'article D.298 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « , sous réserve des délais et conditions de paiement éventuellement consentis par l'Administration, conformément à l'article D.297, alinéa 2, 5° » sont abrogés;

2° dans le paragraphe 4, les mots « à charge du Comité » sont remplacés par les mots « à charge de la Région wallonne »;

3° dans le paragraphe 5, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « propriétaire ou à cet usufruitier » sont remplacés par les mots « titulaire de droits réels »;

4° dans le paragraphe 5, l'alinéa 3 est abrogé;

5° il est complété par les paragraphes 6 et 7 rédigés comme suit :

« § 6. Pour le recouvrement du solde dû par un occupant, ainsi que des intérêts et frais d'exécution forcée éventuelle, la Région wallonne a un privilège spécial sur l'ensemble des biens servant à l'exploitation agricole ou contribuant à l'emploi utile de celle-ci.

Ce privilège est régi par les dispositions du Chapitre II de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851. Il prend rang après les privilèges visés à l'article 20 de cette loi.

Les sommes dues par tout occupant au titre d'indemnité de gain de jouissance peuvent être déduites des aides prévues au Chapitre 1<sup>er</sup> qui lui sont dues. La compensation opère conformément aux articles 1289 et suivants du Code civil.

§ 7. Sur requête du titulaire de droit réel ou de l'occupant, le juge peut néanmoins désigner tel autre bien dont il estime la valeur suffisante pour garantir la créance de la Région wallonne. ».

**Art. 310.** Dans l'article D.301 du même Code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque certaines parcelles profitent notablement plus ou notablement moins que d'autres des travaux et mesures d'aménagement rural réalisés à l'occasion de l'aménagement foncier conformément à l'article D.266, § 2, le Comité en tient compte dans la répartition des frais. ».

**Art. 311.** Dans l'article D.302 du même Code, au 3°, les mots « titulaire de droits réels » sont remplacés par le mot « intéressé ».

**Art. 312.** L'article D.303 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.303. § 1<sup>er</sup>. Le Comité invite, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'invitation conformément à l'article D.15, les intéressés à prendre connaissance des tableaux prévus à l'article D.302.

Les documents sont déposés pendant quinze jours au siège du Comité ou tout autre endroit fixé par le Comité dans une des communes du bloc. ».

§ 2. Le Comité dresse un procès-verbal destiné à recueillir les réclamations des intéressés qui les contresignent.

Les réclamations écrites reçues lors de la consultation des intéressés sont mentionnées au procès-verbal et y demeurent annexées.

A l'expiration du délai de quinze jours la consultation est clôturée. ».

**Art. 313.** Dans l'article D.304, alinéa 4, du même Code, les mots « l'envoi de l'avis » sont remplacés par les mots « la notification ».

**Art. 314.** Dans l'article D.305 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « alinéa 1<sup>er</sup>, » après les mots « l'article D.302, » sont abrogés;

2° dans le paragraphe 2, les mots « sous réserve des délais et conditions de paiement éventuellement consentis par l'Administration, » sont abrogés;

3° dans le paragraphe 3, les mots « et 5 » sont remplacés par les mots « à 7 ».

**Art. 315.** Dans l'article D.306 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, le mot « 2 » est remplacé par le mot « 1<sup>er</sup> »;

2° le 3° est abrogé.

**Art. 316.** Dans l'article D.309, alinéa 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « l'Administration » sont remplacés par les mots « la Région wallonne »;

2° les mots « du fonds budgétaire relatif à la politique foncière agricole dont il est question au Chapitre 4 du présent Titre » sont remplacés par les mots « de la Région wallonne ».

**Art. 317.** Dans l'article D.310, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots « ainsi que les frais de bornage » sont abrogés.

**Art. 318.** Dans l'article D.314, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « ou du Comité ou de l'Administration, » sont insérée entre les mots « de litige le juge, à la demande des intéressés, » et les mots « détermine les nouvelles parcelles ou les parties »;

2° les mots « Dans ce second cas » sont remplacés par les mots « En cas de litige »;

3° les mots « avec les conditions et délais de paiement » sont abrogés.

**Art. 319.** Dans l'article D.316 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« L'aménagement transitoire précède les aménagements fonciers prévus à l'article D.268, § 2. »;

2° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Le Comité avise les intéressés par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi conformément à l'article D.15 du dépôt du plan au siège et que l'opération d'aménagement transitoire a débuté. Il leur communique les noms, prénoms et qualités des membres effectifs et suppléants faisant partie du Comité et les informe des dispositions de l'article D.275. »;

3° dans l'alinéa 5, les mots « ou document » sont insérées entre les mots « renseignement » et « qui lui paraît »;

4° l'alinéa 6 est complété par la phrase suivante :

« à récupérer lors de l'établissement des comptes visés à l'article D.297, alinéa 4, 3°. Il peut également demander les données nécessaires au bon déroulement de l'aménagement transitoire et portant sur des mutations immobilières sur des biens qui font l'objet de celui-ci auprès de l'officier instrumentant. Le Gouvernement définit les données des actes pouvant être demandées et les modalités de cet échange de données. ».

**Art. 320.** Dans l'article D.317 du même Code, les mots « 4 et 5 » sont remplacés par les mots « 5 et 6 » et les mots « l'envoi » sont remplacés par les mots « la notification ».

**Art. 321.** Dans l'article D.320, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2°, les mots « 4 et 5 » sont remplacés par les mots « 5 et 6 »;

2° le 8° est abrogé.

**Art. 322.** Dans l'article D.321, alinéa 2, du même Code, les mots « titulaires de droits réels et les occupants » sont remplacés par le mot « intéressés ».

**Art. 323.** Dans l'article D.322 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Sur base des observations et réclamations introduites » sont remplacés par les mots « Après la clôture de l'enquête et au vu des documents de celle-ci »;

2° dans l'alinéa 6, les mots « titulaires de droits réels et aux occupants » sont remplacés par le mot « intéressés »;

3° l'alinéa 7 est remplacé par ce qui suit :

« Tout intéressé est admis à prendre connaissance de ces plans et tableaux pendant toute la durée des opérations, sur demande faite au président ou au secrétaire du Comité. ».

**Art. 324.** L'article D.324 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.324. Pendant l'aménagement transitoire, le Comité établit, le cas échéant, un plan de situation du domaine public indiquant :

1° le domaine public des voiries, des voies d'écoulement d'eau et des ouvrages connexes à créer, en vue de leur prélèvement sur l'ensemble des terres à aménager;

2° le domaine public des voiries, des voies d'écoulement d'eau et des ouvrages connexes à supprimer, en vue de leur incorporation dans l'ensemble des terres à aménager.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, le domaine public des autres voiries, voies d'écoulement d'eau et ouvrages connexes faisant partie du bloc est modifié.

Le Comité sollicite l'avis des administrations en charge des matières suivantes : l'aménagement du territoire, l'agriculture, les cours d'eau non navigables, les travaux publics et les voiries. A défaut d'avis notifié par les administrations dans les deux mois de l'envoi du dossier, la procédure est valablement poursuivie.

Le plan du domaine public est, le cas échéant, soumis à enquête publique selon les modalités définies au Titre III de la Partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Le plan du domaine public est approuvé par le Gouvernement. L'arrêté d'approbation :

1° classe, s'il y a lieu, les nouvelles voies d'écoulement d'eau dans une des catégories prévues à l'article 2 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;

2° attribue aux autorités compétentes le domaine correspondant aux nouveaux ouvrages. Ces autorités compétentes sont gestionnaires de ces ouvrages conformément à leur destination et aux lois et règlements en la matière;

3° détermine la suppression des voiries et voies d'écoulement d'eau et des ouvrages connexes désaffectés et leur incorporation dans l'ensemble des terres à aménager.

L'article D.284 est d'application. Les frais d'exécution sont répartis sur les nouvelles parcelles en même temps que les frais d'exécution des aménagements prévus à l'article D.310. ».

**Art. 325.** Dans l'article D.325 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « , à qui compétence est attribuée à cette fin, » sont abrogés;

2° dans le paragraphe 2, les mots « à l'article D.322 » sont chaque fois remplacés par les mots « aux articles D.320 et D.322 ».

**Art. 326.** Dans l'article D.330 du même Code, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« L'occupant sortant n'est pas responsable des manquements ou agissements de l'occupant entrant. En cas de non-exécution des obligations de l'occupant, le propriétaire concerné peut saisir le juge d'une demande de remise en état des lieux, sans préjudice pour le juge de condamner en outre l'occupant au paiement d'indemnités. ».

**Art. 327.** L'article D.331 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.331. Lorsqu'il est mis fin à un bail à ferme, le Comité détermine, s'il y a lieu, les nouvelles parcelles ou parties de nouvelles parcelles sur lesquelles le congé est reporté. En cas de contestation, le Comité d'acquisition, à la demande du Comité, passe un acte modificatif à l'acte visé à l'article D.325 et délivre à chacun des occupants intéressés un extrait conforme, le cas échéant, revêtu de la formule exécutoire.

Chacune des parties peut saisir le juge du litige afin de réclamer une indemnité conformément aux modalités prévues à l'article D.323. ».

**Art. 328.** Dans l'article D.333, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « dans les quinze jours » sont remplacés par les mots « dans les trente jours »;

2° les mots « ou document » sont insérés entre les mots « tout autre renseignement » et les mots « qui lui paraît utile »;

3° il est complété par ce qui suit :

« Ces frais sont à récupérer lors de l'établissement des comptes visés à l'article D.297, alinéa 4, 3°. Il peut également demander les données nécessaires au bon déroulement de l'aménagement amiable et portant sur des mutations immobilières sur des biens qui font l'objet de celui-ci auprès de l'officier instrumentant. Le Gouvernement définit les données des actes pouvant être demandées et les modalités de cet échange de données. ».

**Art. 329.** A l'article D.334 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « et afin d'assurer une exploitation plus efficiente des biens ruraux et un développement rural intégré » sont abrogés;

2° il est complété par les mots « et dans le respect de la loi du 12 juillet 1973 relative à la conservation de la nature. ».

**Art. 330.** Dans l'article D.335, § 1<sup>er</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 3, les mots « et du secrétaire ainsi que des membres suppléants et du secrétaire suppléant » sont insérés entre les mots « subrégional » et « sont publiés »;

2° dans l'alinéa 4 la phrase « Leur siège est fixé par le Gouvernement. » est abrogée.

**Art. 331.** Dans l'article D.336 du même Code, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« L'aménagement amiable tend à :

1° constituer des parcelles régulières, aussi rapprochées que possible du siège de l'exploitation et jouissant d'accès indépendants;

2° assurer une exploitation plus efficiente des biens ruraux et un développement rural intégré;

3° préserver et améliorer la valeur paysagère et le cadre de vie, ainsi que les services environnementaux des biens concernés;

4° maintenir et développer la biodiversité. ».

**Art. 332.** Dans l'article D.337, alinéa 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les mots « titulaire de droits réels, » sont remplacés par les mots « propriétaire, de l'usufruitier, »;

b) au 4°, les mots « du relotissement » sont remplacés par les mots « de l'aménagement amiable ».

**Art. 333.** Dans l'article D.338 du même Code, au 1°, les mots « de relotissement » sont remplacés par les mots « d'aménagement amiable ».

**Art. 334.** Dans l'article D.339, alinéa 3, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la phrase introductive, les mots « titulaires de droits réels » sont remplacés par les mots « propriétaires, usufruitiers »;

b) au 2°, les mots « de relotissement » sont remplacés par les mots « d'aménagement amiable ».

**Art. 335.** Dans le même Code, l'article D.342 est abrogé.

**Art. 336.** Dans l'article D.343 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « des biens figurant au » sont remplacés par les mots : « et il arrête le » et les mots « qu'il a arrêté et en confie l'exécution » sont remplacés par les mots « du bloc. Il confie l'exécution de l'aménagement amiable »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice des dispositions de l'article D.347, la décision engage irrévocablement les signataires de la demande visée à l'article D.339, leurs ayants droit ainsi que les titulaires de droits réels et occupants qui, depuis l'introduction de la demande et jusqu'à la transcription de l'acte d'aménagement amiable, ont succédé ou succéderont aux titulaires de droits réels et occupants. Il est fait mention de cette décision en marge de la transcription du dernier titre d'acquisition des biens concernés par l'aménagement amiable. ».

**Art. 337.** Dans l'article D.345 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, les mots « un écrit ayant date certaine » sont remplacés par les mots « tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi »;

2° dans l'alinéa 3, les mots « , s'il échet, » sont insérés entre les mots « provoque » et « un bornage ».

**Art. 338.** Dans l'article D.346 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, au 3°, les mots « de relotissement » sont remplacés par les mots

« d'aménagement amiable »;

2° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, au 4°, les mots « propriétaire et par usufruitier » sont remplacés par les mots « titulaire de droits réels »;

3° dans l'alinéa 2, les mots « par les biens grevés » sont abrogés.

**Art. 339.** Dans l'article D.348 du même Code, à l'alinéa 3, les mots « , sous réserve des délais et conditions de paiement éventuellement consentis par l'Administration, conformément à l'article D.349, alinéa 1<sup>er</sup>, 4° » sont abrogés.

**Art. 340.** Dans l'article D.349 du même Code, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 4° est abrogé.

**Art. 341.** Dans le même Code, il est inséré un article D.349/1 rédigé comme suit :

« Art. D.349/1. Pendant l'aménagement amiable, le Comité subrégional établit, le cas échéant, un plan de situation du domaine public indiquant :

1° le domaine public des voiries, des voies d'écoulement d'eau et des ouvrages connexes à créer, en vue de leur prélèvement sur l'ensemble des terres à aménager;

2° le domaine public des voiries, des voies d'écoulement d'eau et des ouvrages connexes à supprimer, en vue de leur incorporation dans l'ensemble des terres à aménager.

Le domaine public des autres voiries, voies d'écoulement d'eau et ouvrages connexes faisant partie du bloc est modifié.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, le domaine public des autres voiries, voies d'écoulement d'eau et ouvrages connexes faisant partie du bloc est modifié.

Le Comité sollicite l'avis des administrations en charge des matières suivantes : l'aménagement du territoire, l'agriculture, les cours d'eau non navigables, les travaux publics et les voiries. A défaut d'avis notifié par les administrations dans les deux mois de l'envoi du dossier, la procédure est valablement poursuivie.

Le plan du domaine public est, le cas échéant, soumis à enquête publique selon les modalités définies au Titre III de la Partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Le plan du domaine public est approuvé par le Gouvernement. L'arrêté d'approbation :

1° classe, s'il y a lieu, les nouvelles voies d'écoulement d'eau dans une des catégories prévues à l'article 2 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;

2° attribue aux autorités compétentes le domaine correspondant aux nouveaux ouvrages. Ces autorités compétentes sont gestionnaires de ces ouvrages conformément à leur destination et aux lois et règlements en la matière;

3° détermine la suppression des voiries et voies d'écoulement d'eau et des ouvrages connexes désaffectés et leur incorporation dans l'ensemble des terres à aménager. ».

**Art. 342.** Dans l'article D.351 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « par l'Administration » sont remplacés par les mots « par la Région wallonne »;

2° les mots « du fonds budgétaire relatif à la politique foncière agricole dont il est question au Chapitre 4. » sont remplacés par les mots « de la Région wallonne. ».

**Art. 343.** Dans l'article D.352 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Dans la mesure où ils peuvent être rendus applicables à l'aménagement amiable tel que visé par la présente section, les articles D.275, D.278, D.285, D.286/1, D.288, §§ 4 à 6, D.290, § 2, D.291, D.292, D.293, D.297, alinéas 2 à 5, D.298, §§ 5 à 7, D.299, D.300, D.310, D.311, D.312, D.313 et D.314 sont d'application. Pour l'application de ces articles, il faut lire par

« Comité » le « Comité subrégional » et par « acte d'aménagement foncier » l' « acte d'aménagement amiable. » »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 344.** Dans l'article D.353 du même Code, au 2° les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « dans ou sur lesquels est exercée une activité agricole et en tous les cas, tous biens » sont abrogés;

2° le mot « ou » est remplacé par les mots « au plan de secteur et les biens immobiliers bâtis ou non bâtis »;

3° les mots « depuis au moins cinq ans » sont abrogés.

**Art. 345.** Dans l'article D.357 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « ventes de biens immobiliers agricoles » sont remplacés par les mots « opérations portant sur des biens immobiliers agricoles, telles que définies par le Gouvernement, »;

2° dans le paragraphe 3, le mot « notaires » est remplacé par les mots « officiers instrumentant ».

**Art. 346.** L'article D.358 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 358. § 1<sup>er</sup>. Un droit de préemption est attribué à la Région wallonne lors de la vente des biens immobiliers agricoles se trouvant dans les communes où un aménagement foncier rural est en cours en vertu du Chapitre III du présent Titre et pour lequel l'acte d'aménagement foncier n'est pas encore passé, dans les communes désignées par le Gouvernement comme étant susceptibles d'un aménagement foncier ou dans les zones expressément désignées par le Gouvernement pour une durée qu'il détermine, sauf :

1° lorsque le preneur qui exploite le bien depuis plus d'une année complète, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de son conjoint ou cohabitant légal, ses descendants ou enfants adoptifs ou ceux de son conjoint ou cohabitant légal ou les conjoints ou cohabitants légaux desdits descendants ou enfants adoptifs, exerce son droit de préemption conformément à la loi du 4 novembre 1969 relative au bail à ferme;

2° en cas de vente au conjoint ou cohabitant légal du propriétaire ou d'un des copropriétaires, à leurs descendants ou enfants adoptifs, ou à ceux de leur conjoint ou cohabitant légal ou aux conjoints ou cohabitants légaux desdits descendants ou enfants adoptifs, ou à une personne disposant d'un lien de parenté jusqu'au quatrième degré, pour autant qu'ils achètent pour leur propre compte et qu'il n'y ait pas de revente dans les deux ans;

3° en cas de vente à un copropriétaire d'une quote-part dans la propriété du bien;

4° lorsque le bien fait l'objet d'une promesse de vente qui a date certaine antérieure à la publication de la décision du Ministre ou du Gouvernement d'inclure ledit bien dans la zone sujette à l'exercice du droit de préemption de la Région wallonne, pour autant que cette promesse soit acceptée par son bénéficiaire;

5° lorsque le bien fait l'objet d'une vente suite à une offre faite directement par le preneur sans qu'il ne doive recourir au droit de préemption dont il bénéficie en vertu de la loi du 4 novembre 1969 relative au bail à ferme, à condition qu'il démontre qu'il exploite le bien depuis plus d'un année complète à compter de la date à laquelle le contrat de vente définitif a obtenu date certaine, pour des activités agricoles, à l'exception de la culture de sapins de Noël, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de son conjoint ou cohabitant légal, ses descendants ou enfants adoptifs ou ceux de son conjoint ou cohabitant légal ou les conjoints ou cohabitants légaux desdits descendants ou enfants adoptifs, et qu'il ne revende pas le bien acquis dans un délai de cinq ans, à défaut de quoi les modalités prévues au paragraphe 6 du présent article seront appliquées;

6° dans un périmètre de reconnaissance économique adopté en vertu du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques;

7° dans un périmètre visé par une révision de plan de secteur relative à l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation;

8° uniquement dans les zones expressément désignées par le Gouvernement pour une durée qu'il détermine, en cas de vente ou d'acquisition réalisées par les pouvoirs publics subordonnés dans le cadre de projet d'utilité publique.

Lorsqu'une partie seulement du ou des biens mis en vente est soumise au droit de préemption, le droit de préemption s'applique à cette partie, et une offre distincte est faite à la Région wallonne pour cette partie. En cas de vente publique, cette partie est mise aux enchères séparément et éventuellement adjugée de même. Préalablement à la notification visée aux paragraphes 5, 6, 7 et 8, l'officier instrumentant peut demander à la Région wallonne de renoncer à son droit de préemption dans des cas dûment motivés ou lorsqu'il estime que la partie soumise au droit de préemption concerne une faible superficie, présente un caractère accessoire par rapport à l'ensemble des biens mis en ventes ou en raison de la configuration des lieux. La Région wallonne répond dans les trente jours de la demande. Passé ce délai, le droit de préemption reste d'application.

La renonciation à l'application du droit de préemption est valable uniquement pour l'opération pour laquelle l'Officier instrumentant sollicite la Région wallonne.

§ 2. En cas de vente de biens visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, le preneur peut céder son droit de préemption à la Région wallonne. Dans ce cas, l'article 48bis de la loi du 4 novembre 1969 relative au bail à ferme est d'application, mais dans le cadre d'une vente de gré à gré, la Région wallonne peut notifier son acceptation dans les deux mois de la notification faite au preneur.

§ 3. En cas de vente de gré à gré dans les cas où la Région wallonne bénéficie du droit de préemption conformément au paragraphe 2, l'offre faite au preneur pour lui permettre d'exercer son droit de préemption est faite simultanément à la Région wallonne auprès du Gouvernement qui peut l'accepter au plus tard dans les deux mois qui suivent le délai dont dispose le preneur pour accepter l'offre qui lui est faite. S'il s'agit de biens sur lesquels le preneur ne jouit pas du droit de préemption, l'offre est notifiée directement à la Région wallonne auprès du Gouvernement qui peut l'accepter dans les trois mois de sa notification.

Les offres peuvent être introduites sous forme électronique conformément aux articles D.61 à D.63.

Si l'offre n'est pas acceptée dans le délai, aucune vente de gré à gré ne peut être consentie par le propriétaire à un autre que le preneur, à un prix inférieur ou à des conditions plus favorables, sans l'accord de la Région wallonne par le biais du Gouvernement. Après un délai d'un an à dater de l'offre, le bien ne peut être vendu de gré à gré, même dans les conditions prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sans qu'une nouvelle offre ne soit faite à la Région wallonne auprès du Gouvernement.

L'officier instrumentant qui passe un acte de vente de gré à gré à une personne autre que le preneur notifie à la Région wallonne auprès du Gouvernement le prix et les conditions de la vente, dans le mois de l'enregistrement.

§ 4. En cas de vente publique dans les cas où la Région wallonne bénéficie du droit de préemption conformément au paragraphe 2, l'officier instrumentant notifie à la Région wallonne auprès du Gouvernement, au moins trente jours à l'avance, les lieux, jour et heure de la vente en cas de vente publique physique ou, en cas de vente dématérialisée, le jour de début et de clôture des enchères.

Lorsqu'il a décidé d'emblée de renoncer à l'exercice de son droit, le Gouvernement en informe l'officier instrumentant chargé de procéder à la vente au plus tard avant le début des enchères.

En cas de revente par suite de surenchère, la même notification est faite au Gouvernement huit jours à l'avance au moins, pour autant que ce dernier n'a pas renoncé à l'exercice de son droit de préemption.

§ 5. En cas de vente publique physique, lorsque la vente a lieu sans qu'il n'y ait de faculté de surenchère, après avoir demandé à la fin des enchères au preneur qui n'a pas renoncé à l'exercice de son droit, s'il désire exercer son droit de préemption au prix de la dernière offre, et en cas de refus, d'absence ou de silence de celui-ci, l'officier instrumentant, avant l'adjudication, pose publiquement la même question au délégué de la Région wallonne du Gouvernement, qui peut tenir sa réponse en suspens pendant un délai d'un mois.

En cas de refus, d'absence, ou de silence de ce dernier, la vente se poursuit.

Si le preneur a déclaré tenir en suspens sa réponse à la question de l'officier instrumentant et n'a pas, dans les dix jours de l'adjudication, notifié son acquiescement à celui-ci ou donné son acquiescement par acte de l'officier instrumentant, ce dernier notifie le montant de la dernière offre à la Région wallonne auprès du Gouvernement n'ayant pas renoncé à l'exercice de son droit, qui peut l'accepter dans le mois de sa notification.

§ 6. Lorsque la vente publique physique a lieu sous réserve de l'exercice éventuel du droit de surenchère, s'il n'y a pas de surenchère ou si la surenchère est refusée par l'officier instrumentant et si le preneur n'a pas notifié son acquiescement à l'officier instrumentant dans le délai légal, l'officier instrumentant notifie le montant de la dernière offre à la Région wallonne auprès du Gouvernement qui n'a pas renoncé à l'exercice de son droit de préemption.

La Région wallonne peut exercer son droit de préemption par le biais de son Gouvernement, dans les deux mois qui suivent la notification.

S'il s'agit de biens sur lesquels le preneur ne jouit pas du droit de préemption, la demande susvisée est adressée directement au délégué de la Région wallonne.

En cas de surenchère valable, il est procédé comme au paragraphe 5.

§ 7. En cas de vente dématérialisée, pour autant que le preneur et la Région wallonne n'aient pas renoncé à leur droit de préemption avant la fin des enchères, l'Officier instrumentant procède à l'adjudication sous condition suspensive du non exercice de ce droit.

Dans ce cas, le preneur dispose d'un délai de dix jours et la Région wallonne de deux mois à dater de la notification d'un extrait de l'acte d'adjudication, faite par l'Officier instrumentant, pour informer ce dernier de sa décision de se subroger au dernier enchérisseur.

L'extrait contient le jour de l'adjudication, le prix pour lequel elle a été faite et le nom de l'Officier instrumentant qui l'a reçue.

L'acquiescement du preneur prévaut celui du délégué de la Région wallonne.

§ 8. En cas de vente faite en méconnaissance du droit de préemption de la Région wallonne, celle-ci peut exiger soit d'être subrogée à l'acquéreur, soit de recevoir du vendeur le versement d'une indemnité s'élevant à vingt pour-cent du prix de vente. Les dispositions de la loi du 4 novembre 1969 relative au bail à ferme relatives à la méconnaissance du droit de préemption du preneur sont d'application.

§ 9. Les notifications prévues au présent article sont, à peine d'inexistence, signifiées soit par exploit d'huissier de justice, soit de manière électronique conformément aux articles D.61 à D.63, ou soit par tout moyen permettant de conférer une date certaine à un document tel que visé à l'article D.15. Lorsque l'officier instrumentant est un notaire dont la résidence est située en Belgique, Le Gouvernement peut prévoir que la notification est réalisée de manière exclusivement électronique. ».

**Art. 347.** Dans l'article D.361 du même Code, modifié par le décret du 16 juillet 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° les transactions ou les amendes administratives perçues pour les infractions définies à l'article D.397, § 4; »;

b) le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° les indemnités perçues en application de l'article D.358, § 8; »;

c) le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° les recettes provenant de l'attribution, dans le cadre d'un aménagement foncier, des biens immobiliers agricoles acquis par la Région wallonne, en application de l'article D.288, § 2, alinéa 3. »;

d) il est complété par les 7° et 8° rédigés comme suit :

« 7° les recettes provenant de la récupération des fonds versés à la caisse des dépôts et consignation en application de l'article D.288, § 5, dans l'hypothèse où les fonds n'ont pas été récupérés dans les vingt ans de leur dépôt;

8° les recettes provenant des soldes débiteurs dû par les intéressés envers les comités de remembrement ou d'aménagement foncier en application des articles D.297, D.298, D.305, D.306, D.348 et D.349, ainsi qu'aux annuités de remboursement des débiteurs ayant obtenu l'étalement de leur paiement. »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les crédits afférents au fonds sont affectés :

1° à l'acquisition et à la gestion de biens immobiliers agricoles;

2° aux dépenses provenant de l'attribution, dans le cadre d'un aménagement foncier, des biens immobiliers agricoles à la Région wallonne, en application de l'article D.288, § 2, alinéa 6;

3° aux dépenses de toute nature relatives au développement du fonds, en ce compris les dépenses de prestations, de coûts de personnel, de fonctionnement et d'investissement, éventuellement exécutées par du personnel spécifique ou par des tiers;

4° au paiement des soldes créditeurs dus aux intéressés en application des articles D.297, D.298, D.305, D.306, D.348 et D.349. ».

**Art. 348.** L'article D.363, du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.363. Le Gouvernement fixe :

1° les objectifs d'un plan triennal de recherches agronomiques;

2° les critères en matière d'évaluation des recherches agronomiques. ».

**Art. 349.** Dans l'article D.366 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, la phrase « Le Centre est classé parmi les organismes de la catégorie A énumérés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes intérêt public. » est remplacée par la phrase « Le Centre est classé parmi les organismes de type 1 visé par le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes. »;

2° à l'alinéa 3, les mots « la loi » sont remplacés par les mots « ce décret ».

**Art. 350.** Dans l'article D.367, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1<sup>o</sup>, les mots « un projet de programme triennal de recherche » sont remplacés par les mots « un projet de plan triennal de recherches agronomiques »;

b) au 5<sup>o</sup> les mots « assurer la possibilité de » sont remplacés par les mots « assurer le »;

c) le 6<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 6<sup>o</sup> participer, sous la coordination de l'Administration ayant la vulgarisation dans ses attributions, à la vulgarisation des résultats des recherches en collaboration avec les centres pilotes, les comices agricoles et toutes les structures d'encadrement des agriculteurs; »;

d) il est complété par un 7<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 7<sup>o</sup> assurer la coordination des activités subventionnées des centres pilotes ».

**Art. 351.** L'article D.372 du même Code est abrogé.

**Art. 352.** L'article D.373 du même Code est abrogé.

**Art. 353.** Dans l'article D.374, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots « transfert et » sont abrogés.

**Art. 354.** Dans l'article D.375 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « des situations périodiques et » sont abrogés;

2<sup>o</sup> les paragraphes 2 et 3 sont abrogés.

**Art. 355.** L'article D.376 du même Code est abrogé.

**Art. 356.** L'article D.379, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code est complété par un 5<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 5<sup>o</sup> apporter au Comité stratégique de l'Agriculture des éléments de connaissance et d'appréciation afin de l'aider dans ses missions. ».

**Art. 357.** Dans le Titre XII, Chapitre III, Section 2, du même Code, il est inséré une sous-section 1/1 intitulée « Sous-section 1/1. Les centres régionaux de Référence et d'Expérimentation ».

**Art. 358.** Dans la sous-section 1/1, insérée par l'article 357, il est inséré un article D.386/1 rédigé comme suit :

« Art. D.386/1. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut agréer et subventionner des agriculteurs comme centres régionaux de Référence et d'Expérimentation.

Le Gouvernement peut publier annuellement la liste des centres régionaux de Référence et d'Expérimentation agréés.

Le Gouvernement peut limiter le nombre de centres régionaux de Référence et d'Expérimentation.

§ 2. Le Gouvernement agréee, selon les critères qu'il définit, des centres régionaux de Référence et d'Expérimentation qui réalisent des activités innovantes liées à au moins un des thèmes suivants :

1<sup>o</sup> l'expérimentation dans les conditions de la pratique des résultats fournis par la recherche scientifique fondamentale et appliquée;

2<sup>o</sup> l'examen des possibilités d'application de nouvelles techniques culturales ainsi que l'amélioration de techniques existantes;

3<sup>o</sup> les productions nouvelles et existantes;

4<sup>o</sup> les aspects économiques des spéculations et les techniques dans les exploitations;

5<sup>o</sup> les possibilités de reconversion de certains types d'exploitations;

6<sup>o</sup> la diffusion des résultats de leurs travaux d'expérimentation et la communication de leur expérience. ».

**Art. 359.** Dans la même sous-section 1/1, il est inséré un article D.386/2 rédigé comme suit :

« Art. D.386/2. Le Gouvernement détermine les montants et les conditions d'octroi des subventions aux centres régionaux de Référence et d'Expérimentation selon les modalités prévues aux articles D.11 à D.14.

Le taux de subside est de minimum dix pour cent du coût de gestion et ne dépasse pas le coût de gestion.

Le Gouvernement peut déterminer la composition du coût de gestion visé à l'alinéa 2. ».

**Art. 360.** Dans l'article D.396 du même Code, modifié par le décret du 23 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2<sup>o</sup>, les mots « ou signe » sont insérés entre les mots « visant à obtenir un label » et les mots « de qualité »;

b) il est complété par les 5<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> rédigés comme suit :

« 5<sup>o</sup> a créé sciemment et artificiellement les conditions requises à l'occasion d'une demande tendant à obtenir ou à conserver une subvention, une indemnité, une aide ou une allocation prévue en vertu du présent Code;

6<sup>o</sup> a reçu ou conservé une subvention, une indemnité, une aide ou une allocation prévue en vertu du présent Code en suite d'une demande prévue au 5<sup>o</sup>;

7<sup>o</sup> n'ayant pas fait la déclaration conforme aux dispositions prévues en vertu du présent Code ou de ses arrêtés d'exécution, a accepté ou conservé une subvention, une indemnité, une aide ou une allocation, ou une partie de celle-ci, sachant qu'il n'y a pas droit ou qu'il n'y a que partiellement droit;

8<sup>o</sup> lorsqu'il y est soumis, ne respecte pas les dispositions relatives au paiement du lait. ».

**Art. 361.** Dans l'article D.397, § 1<sup>er</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 5<sup>o</sup> les mots « ou signe » sont insérés entre les mots « fait usage d'un label » et les mots « ou d'une dénomination de qualité »;

b) il est complété par un 7<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 7<sup>o</sup> lorsqu'il y est soumis, ne respecte pas les dispositions relatives au contrôle de la composition du lait. ».



**Art. 362.** A l'article D.398, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du même Code, les mots « signe, » sont insérés entre les mots « scellé, label, » et les mots « étiquette ou indication quelconque ».

**Art. 363.** A l'article D.426, § 2, 4<sup>o</sup>, du même Code, les mots « D.223 » sont remplacés par les mots « D.218 ».

**Art. 364.** Dans l'annexe du même Code, modifiée par le décret du 23 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> la deuxième colonne correspondant au 9<sup>o</sup> de la première colonne est complétée par les catégories suivantes « , 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> »;

2<sup>o</sup> la deuxième colonne correspondant au 15<sup>o</sup> de la première colonne est complétée par la catégorie suivante « 4<sup>o</sup> »;

3<sup>o</sup> dans la première colonne, un 25<sup>o</sup> est ajouté, auquel correspondent, dans la deuxième colonne, les catégories suivantes : « 1<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> »;

4<sup>o</sup> dans la première colonne, un D.37, § 4, est ajouté, auquel correspondent, dans la deuxième colonne, les catégories suivantes : « 1<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup> »;

5<sup>o</sup> dans la première colonne, un D.37, § 5, est ajouté, auquel correspondent, dans la deuxième colonne, les catégories suivantes : « 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> »;

6<sup>o</sup> dans la première colonne, un D.37, § 6, est ajouté, auquel correspondent, dans la deuxième colonne, les catégories suivantes : « 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> »; ».

**Art. 365.** Dans le même Code, aux articles D.261, § 2, 3<sup>o</sup>, D.262, § 2, 3<sup>o</sup>, D.284, § 5, D.287, alinéa 5, D.297, alinéa 6, D.298, § 5, alinéa 5, D.299, alinéa 2, D.305, § 2, D.306, alinéa 4, D.314, alinéas 1<sup>er</sup> et 4, D.315, D.319, alinéa 2, D.323, § 4, D.325, §§ 1 et 4, D.327, alinéa 1<sup>er</sup>, D.349, alinéa 1<sup>er</sup> et 4, D.350, alinéa 3, D.355, § 3, les mots « Comité d'Acquisition d'Immeubles » sont à chaque fois remplacés par les mots « Comité d'acquisition ».

#### Section 2. — Dispositions modificatives du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement

**Art. 366.** Dans l'annexe V de la Partie réglementaire du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, modifiée par le Code wallon de l'Agriculture, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1., les mots « de relotissement » sont remplacés par les mots « d'aménagement foncier »;

b) le 2. est remplacé par ce qui suit :

« 2. Le plan de situation du domaine public visé aux articles D.295/1, D.324 et D.349/1 »;

c) le 4., abrogé par le Code wallon de l'Agriculture, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 4. Le plan d'aménagement amiable visé à l'article D.346 du Code wallon de l'Agriculture. »;

d) le 5., abrogé par le Code wallon de l'Agriculture, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 5. Le programme d'aménagement foncier visé à l'article D.273 du Code wallon de l'Agriculture. ».

#### Section 3. — Dispositions diverses

**Art. 367.** Les arrêtés du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires par produits ou groupes de produits, pris en exécution de l'article 24 du décret du 19 décembre 2002 relatif à la promotion de l'agriculture et au développement des produits agricoles de qualité différenciée, sont confirmés à partir de la publication du présent décret et restent applicables à l'Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité.

**Art. 368.** Les montants des rétributions et redevances dues au Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 octobre 2017 fixant les redevances et rétributions dues pour l'exécution des mesures prises en relation avec le contrôle de la production et de la commercialisation des semences et plants sont confirmés.

**Art. 369.** Les montants des cotisations au Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux fixés par l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 relatif à la coexistence des cultures génétiquement modifiées avec les cultures conventionnelles et les cultures biologiques sont confirmés.

**Art. 370.** L'article 37 de la loi du 5 février 1999 portant des dispositions diverses et relatives à la qualité des produits agricoles est abrogé.

**Art. 371.** L'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information, tel que modifié par le décret du 4 mai 2017, est complété par un 18<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 18<sup>o</sup> l'Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de qualité (APAQ-W) ».

**Art. 372.** L'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, tel que modifié par le décret du 22 novembre 2016, est complété par un 24<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 24<sup>o</sup> l'Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de qualité (APAQ-W) ».

**Art. 373.** L'article 18 du décret du 23 mars 2017 insérant un Titre X/1 relatif aux aides destinées à remédier aux dommages causés par des calamités agricoles dans le Code wallon de l'Agriculture est interprété en ce sens que le décret entre en vigueur pour tout phénomène climatique exceptionnel intervenu intégralement après le 1<sup>er</sup> juin 2017.

#### CHAPITRE XI. — Dispositions modifiant le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable

**Art. 374.** Dans l'article 5 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> l'alinéa 4 est remplacé par le texte suivant :

« Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 2, l'administration ou la commune n'est pas tenue d'informer le bailleur ni les occupants dans le cas où l'enquête de salubrité est réalisée à la demande du Ministère public »;

2<sup>o</sup> l'alinéa 5 est remplacé par le texte suivant :

« A défaut d'accord du ou des occupants ou, dans le cas où le logement est inoccupé, à défaut d'accord du ou des titulaires de droits réels, les fonctionnaires et agents de l'administration ou les agents communaux agréés n'ont accès au logement qu'en vertu d'une autorisation du juge du tribunal de police ».

**Art. 375.** Dans l'article 13bis du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, inséré par le décret du 21 décembre 2016, après les mots « à l'article 190, § 3, » sont ajoutés par les mots « et des amendes administratives visées aux articles 13ter, 190, § 3, et 200bis »;

**Art. 376.** L'article 14, § 2, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le paiement des aides de loyer intervient à la date fixée par le Gouvernement ».

**Art. 377.** L'intitulé du Chapitre III est modifié comme suit : « Chapitre III - Des aides aux personnes morales autres que les sociétés de logement de service public ».

**Art. 378.** Dans l'article 29 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Art. 29. § 1<sup>er</sup>. Excepté si l'opération envisagée fait déjà l'objet d'une aide ou d'une demande d'aide ayant le même objet, il peut être accordé, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, une aide à une personne morale pour :

1° des opérations visant à mettre à disposition de ménages de catégories 1, 2 et 3 un logement d'utilité publique répondant aux conditions de salubrité et de sécurité fixées en vertu du présent Code;

2° améliorer la performance énergétique d'un logement d'utilité publique;

3° acquérir des terrains dans le but de constituer des réserves foncières destinées en ordre principal à la construction de logements.

Le logement d'utilité publique pour lequel l'aide visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> a été accordée est affecté à cette destination durant trente ans au moins. Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les logements visés à la section 2 du Chapitre VI du Titre II ainsi que ceux visés au Chapitre VI du Titre III, l'affectation prend fin en même temps que la prise en gestion.

Sauf pour ce qui concerne les logements d'insertion, de transit et les logements confiés en gestion auprès d'agence immobilière sociale ou d'association de promotion du logement, la gestion des logements d'utilité publique visés à l'alinéa 2 est assurée par la société de logement de service public compétente sur le territoire concerné, selon les conditions fixées par le Gouvernement. ».

**Art. 379.** Dans le Titre II du même Code, le Chapitre IV, comprenant les articles 54 à 78, abrogé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017, est rétabli dans la rédaction suivante :

« CHAPITRE IV - Des aides aux sociétés de logement de service public

*Section 1<sup>re</sup>. — Des aides au logement*

*Sous-section 1. — Des catégories d'aides*

**Art. 54. § 1<sup>er</sup>.** La Société wallonne du Logement peut accorder une aide à toute société de logement de service public qui construit un ou plusieurs logements d'utilité publique ou qui acquiert la propriété d'un ou plusieurs logements pour les affecter au logement d'utilité publique.

La Société wallonne du Logement intervient dans le coût de la construction ou de l'acquisition.

§ 2. La Société wallonne du Logement peut accorder une aide à toute société de logement de service public qui acquiert, exproprie ou devient titulaire de droits réels sur un bâtiment améliorable en vue de le réhabiliter, de le restructurer ou de l'adapter pour y créer un ou plusieurs logements d'utilité publique.

La Société wallonne intervient dans :

1° le coût d'acquisition des droits réels du bâtiment;

2° le coût de la réhabilitation, de la restructuration ou de l'adaptation.

**Art. 55.** La Société wallonne du Logement peut accorder une aide à toute société de logement de service public qui acquiert un bâtiment non améliorable en vue de le démolir et d'affecter le terrain ainsi libéré à la construction de logements, et accessoirement, dans les limites fixées par le Gouvernement, à des équipements d'intérêt collectif en ce compris les éléments constitutifs d'un réseau de chaleur faisant partie intégrante d'un ensemble de logements.

La Société wallonne du Logement intervient dans le coût d'acquisition et de démolition du bâtiment.

**Art. 56. § 1<sup>er</sup>.** La Société wallonne du Logement peut accorder une aide à toute société de logement de service public qui crée un logement de transit.

Le bâtiment créé avec l'aide de la Société wallonne du Logement est affecté au logement de transit pendant une période d'au moins neuf années.

§ 2. La mise à disposition d'un logement de transit est complétée par un accompagnement des occupants, visant à favoriser le transfert vers un logement stable.

**Art. 57. § 1<sup>er</sup>.** La Société wallonne du Logement peut accorder une aide à toute société de logement de service public qui crée un logement d'insertion.

Le bâtiment créé avec l'aide de la Société wallonne du Logement est affecté au logement d'insertion pendant une période d'au moins neuf années.

§ 2. La mise à disposition d'un logement d'insertion est complétée par un accompagnement social des occupants.

**Art. 58. (...)**

**Art. 59.** La Société wallonne du Logement peut accorder une aide à toute société de logement de service public qui acquiert des terrains dans le but de constituer des réserves foncières destinées en ordre principal à la construction de logements.

**Art. 59bis.** Le Gouvernement peut déterminer d'autres opérations pour lesquelles une aide peut être accordée par la Société wallonne du Logement aux sociétés de logement de service public, en raison d'événements exceptionnels ou en vue d'assurer la conservation ou l'amélioration des logements.

**Art. 59ter.** La Société wallonne du Logement peut accorder une aide à toute société de logement de service public qui prend en gestion ou en location un bien immobilier pour le donner, aux conditions fixées par le Gouvernement, en location à un ménage de catégorie 3, 2 ou 1.

*Sous-section 2. — Des conditions d'octroi et du calcul des aides*

**Art. 60.** Les bénéficiaires des aides visées aux articles 54 à 58 peuvent agir seuls ou par convention avec une personne morale de droit public ou de droit privé.

Art. 61. S'il échet, par dérogation aux dispositions du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation, le Gouvernement fixe les conditions d'octroi des aides au logement visées par la présente section.

Ces conditions concernent :

- 1° le prix de revient maximum du logement;
- 2° le délai maximum dans lequel le logement doit être réalisé;
- 3° les normes auxquelles doivent répondre les logements;
- 4° l'admission des candidats locataires ou occupants;
- 5° le mode de calcul du loyer des logements donnés en location ou d'indemnité des logements faisant l'objet d'une convention d'occupation précaire, en tenant compte notamment des ressources et des charges de famille des locataires ou occupants ainsi que du degré de confort et d'ancienneté de ces logements;
- 6° les dispositions relatives au contrat de bail ou à la convention d'occupation précaire, notamment à la durée du bail ou de la convention, à la durée des congés, aux redevances et charges, à la garantie locative et aux sanctions en cas de non-respect des dispositions régissant le régime locatif;
- 7° l'accession du locataire ou de l'occupant à la propriété du logement qu'il a pris en location ou qu'il occupe;
- 8° la durée de l'affectation du logement ainsi que le maintien de cette affectation lors d'un transfert de propriété;
- 9° s'il échet, la concordance de l'opération avec les programmes approuvés par le Gouvernement visés à l'article 189, § 3, et les décisions du Gouvernement visées à l'article 190, § 1<sup>er</sup>;
- 10° s'il échet, la localisation de l'opération.

Art. 62. § 1<sup>er</sup>. Les aides au logement sont versées sous forme de subventions ou d'avances remboursables. Elles prennent notamment la forme d'une allocation d'intervention dans le loyer d'un logement pris en gestion ou en location conformément à l'article 59<sup>ter</sup>.

§ 2. Le Gouvernement fixe le mode de calcul de l'aide, en tenant compte de la destination du logement créé avec l'aide, de la localisation du bâtiment, de l'importance des travaux réalisés, de la valeur vénale du bâtiment fixée par le Gouvernement, après avis du comité d'acquisition d'immeuble, du receveur de l'enregistrement dans le ressort duquel l'immeuble est situé, d'un notaire, d'un géomètre - expert immobilier inscrit au tableau tenu par le Conseil fédéral des géomètres-experts ou d'un architecte inscrit à l'ordre des architectes.

Pour l'octroi de l'aide visée à l'article 59<sup>ter</sup>, le Gouvernement prend également en compte la taille du logement et les revenus du ménage dans la fixation du mode de calcul de l'aide.

Art. 63. Le Gouvernement fixe le mode de calcul du montant à rembourser par le bénéficiaire en cas de non-respect des conditions d'octroi de l'aide.

Il tient compte du délai pendant lequel les conditions ont été respectées.

Art. 63<sup>bis</sup>. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement wallon est autorisé à accorder, pour les prêts accordés par le Fonds de Réduction du Coût global de l'Énergie aux sociétés de logement de service public, une bonification pour ramener le taux d'intérêt de ces prêts à 0 %.

#### Sous-section 3. — De la procédure

Art. 64. Sans préjudice de l'alinéa 2, les demandes d'aides sont adressées à la Société wallonne du Logement qui accuse réception du dossier dans les quinze jours de sa réception et, le cas échéant, demande tout document nécessaire pour le compléter.

Au besoin, la Société wallonne du Logement constitue les dossiers de demandes d'aides pour le compte et à la demande écrite des sociétés de logement de service public qui accomplissent des opérations qui résultent des programmes approuvés par le Gouvernement visés à l'article 189, § 3, et des décisions du Gouvernement visées à l'article 190, § 1<sup>er</sup>.

Art. 65. Lorsque l'état initial du bâtiment constitue une condition d'octroi de l'aide, la Société wallonne du Logement dresse un rapport de salubrité.

Art. 66. (...)

Art. 67. La Société wallonne du Logement peut accorder l'aide conformément aux articles 61 à 63 et sur la base du rapport de salubrité visé à l'article 65.

Art. 68. Le Gouvernement fixe les conditions et les modalités de mise en œuvre de la présente sous-section.

#### Section 2. — Des aides à l'équipement

##### Sous-section 1. — Des aides à l'équipement

Art. 69. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'une société de logement de service public réalise un ensemble de logements d'utilité publique, de logements d'utilité publique assimilés, moyens, d'insertion ou de transit, la Société wallonne du Logement peut prendre à sa charge :

- 1° le coût de l'équipement en voirie, égouts, éclairage public, réseau de distribution d'eau, et des abords communs ainsi que le coût de l'aménagement de tels équipements;
- 2° le coût de rééquipement et de réaménagement des équipements communs ou d'aménagement des abords qui n'ont pas été antérieurement cédés à la commune;
- 3° le coût des équipements complémentaires d'intérêt collectif faisant partie intégrante de l'ensemble;
- 4° le coût des éléments constitutifs d'un réseau de chaleur desservant l'ensemble de logements.

§ 2. Les sociétés de logement de service public peuvent agir seules ou avec une autre personne morale, dans le cadre d'une convention de partenariat.

Art. 70. On entend par réalisation d'un ensemble visé à l'article 69, une ou plusieurs des opérations suivantes :

- 1° la restructuration d'un bâtiment;
- 2° l'adaptation ou la réhabilitation d'un logement améliorable;
- 3° la démolition d'un logement non améliorable et la reconstruction d'un logement sur le terrain ainsi libéré;
- 4° la construction d'un logement;
- 5° l'acquisition d'un bâtiment destiné au logement qui n'a jamais été occupé ou dont la construction n'est pas achevée

6° le lotissement de parcelles de terrain en vue de permettre à des particuliers d'acquérir un droit réel sur l'une de ces parcelles pour y construire ou faire construire pour leur compte un logement, ou pour en acquérir la propriété en vertu d'une convention conclue avec une entreprise privée, quelle que soit la nature ou la qualification de cette convention;

7° la remise en état d'un terrain bâti en vue, principalement, d'y rénover ou créer des logements.

Art. 71. La Société wallonne du Logement, à la demande des sociétés de logement de service public, peut exécuter, pour leur compte, les travaux d'équipement, de rééquipement ou d'aménagement.

Le Gouvernement fixe les conditions de l'intervention de la Société wallonne du Logement.

#### Sous-section 2. — Des conditions d'octroi et du calcul des aides

Art. 72. Le Gouvernement fixe :

1° la quotité de logements d'utilité publique, de logements d'utilité publique assimilés, d'insertion et de transit;

2° le nombre et les dimensions des parcelles de terrain concernées;

3° les conditions auxquelles doivent répondre les logements construits ou à construire;

4° les conditions de vente, de location ou d'occupation;

5° les délais de réalisation de l'opération visée à la présente section;

6° s'il échet, des conditions relatives à la concordance de l'opération avec les programmes approuvés par le Gouvernement visés à l'article 189, § 3, et les décisions du Gouvernement visées à l'article 190, § 1<sup>er</sup>;

7° s'il échet, les conditions de localisation des ensembles.

Art. 73. Le Gouvernement fixe le taux de la subvention en fonction :

1° du type des travaux réalisés;

2° de l'affectation des équipements;

3° s'il échet, de la localisation des ensembles.

Art. 74. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement fixe le mode de calcul du montant à rembourser par le bénéficiaire en cas de non-respect des conditions d'octroi de l'aide.

Il tient compte du délai pendant lequel les conditions ont été respectées.

§ 2. Lorsqu'une parcelle n'a pas été construite par un particulier dans le délai fixé par le Gouvernement, le bénéficiaire exerce sur cette parcelle un droit de rachat au prix payé par l'acquéreur conformément aux articles 1660 à 1672 du Code civil. A défaut, il rembourse l'aide conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Art. 75. § 1<sup>er</sup>. Les équipements et aménagements visés à l'article 69, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, à l'exception des abords communs, sont transférés gratuitement à la commune dans l'état où ils se trouvent et sont incorporés dans la voirie communale.

Ce transfert s'opère d'office à la date de la signature du procès-verbal de réception définitive.

Les abords communs visés à l'alinéa qui précède sont transférés à la commune, si celle-ci le souhaite, dans l'état où ils se trouvent et sont incorporés dans la voirie communale. Ce transfert n'est opéré à titre gratuit qu'à concurrence du montant de la subvention régionale. La valeur de transfert est, pour le surplus, déterminée conventionnellement entre la société de logement de service public et la commune.

§ 2. La commune est associée à la surveillance des travaux et invitée à assister aux réceptions provisoire et définitive.

#### Sous-section 3. — De la procédure

Art. 76. Sans préjudice de l'alinéa 2, les demandes d'aides sont adressées à la Société wallonne du Logement qui accuse réception du dossier dans les quinze jours de sa réception et, le cas échéant, demande tout document nécessaire pour le compléter.

Au besoin, la Société wallonne du Logement constitue les dossiers de demandes d'aides pour le compte et à la demande écrite des sociétés de logement de service public qui accomplissent des opérations qui résultent des programmes approuvés par le Gouvernement visés à l'article 189, § 3, et des décisions du Gouvernement visées à l'article 190, § 1<sup>er</sup>.

Art. 77. (...)

Art. 78. La Société wallonne du Logement peut accorder la subvention, dans le respect de la sous-section 2 de la présente section.

Le Gouvernement fixe les conditions et les modalités de mise en œuvre de la présente sous-section. ».

Les articles 54 à 78 du même Code, abrogés par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017, sont rétablis dans leur rédaction précédant cette abrogation.

**Art. 380.** Dans l'article 80 du même Code, remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, est remplacé par ce qui suit :

« 3° le logement pour lequel la consommation d'eau ou d'électricité déterminée sur la base d'un relevé et des numéros de compteurs ou estimée sur la base des index disponibles, pour une période d'au moins douze mois consécutifs, est inférieure à la consommation minimale fixée par le Gouvernement.

Les exploitants du service public de distribution d'eau publique, agissant conformément au décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, et les gestionnaires de réseaux de distribution désignés en application du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché de l'électricité en Région wallonne sont tenus de communiquer à l'administration, au moins une fois par an, la liste détaillée des logements pour lesquels la consommation d'eau ou d'électricité est inférieure à la consommation minimale fixée par le Gouvernement selon les modalités qu'il arrête.

La liste mentionne : l'adresse du logement, la consommation d'eau et/ou d'électricité pour une période d'au moins douze mois consécutifs soit déterminée sur la base d'un relevé et des numéros de compteurs, soit estimée sur la base des index disponibles.

Le Gouvernement arrête le délai de conservation nécessaire des données recueillies pour la réalisation des objectifs poursuivis.

Le Gouvernement et les collèges communaux dressent et tiennent à jour la liste de ceux de leurs agents qui sont autorisés à accéder aux données communiquées par le Service public de Wallonie. Chaque service communal concerné n'a accès qu'aux données relatives aux logements situés sur son territoire communal. Les agents régionaux et communaux respectent la confidentialité des données transmises; »;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « alinéa 2 » sont remplacés par les mots « alinéa 1<sup>er</sup> ».

**Art. 381.** Dans l'article 82/1, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017, les mots « prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « prévue à l'article 81, alinéa 1<sup>er</sup> ».

**Art. 382.** L'alinéa 1<sup>er</sup> dans l'article 85<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque la commune ne dispose pas d'un règlement-taxe sur les logements inoccupés, le fait de maintenir un logement inoccupé, au sens de l'article 80, constitue une infraction administrative, pour le titulaire d'un droit réel principal. ».

**Art. 383.** Dans l'article 85<sup>ter</sup> du même Code, inséré par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017, les alinéas 1<sup>er</sup> à 3 du paragraphe 4 sont remplacés par ce qui suit :

« L'infraction prévue au paragraphe 1<sup>er</sup> fait l'objet d'une amende administrative s'élevant à un montant compris entre 500 et 12.500 euros par logement par période de 12 mois sans interruption d'inoccupation établie d'au moins trois mois. Le Gouvernement détermine le montant de l'amende administrative selon le type d'infraction constatée prévue au paragraphe 1<sup>er</sup> et son mode de calcul ».

**Art. 384.** Dans l'article 88 du même Code :

- au paragraphe 1<sup>er</sup>, le 9° est abrogé;

- au paragraphe 3, alinéa 3, les mots : « d'exercer cette fonction » sont remplacés par les mots « de mettre en œuvre leurs projets immobiliers selon les modalités déterminées par le Gouvernement. ».

**Art. 385.** Dans le même Code, il est inséré un article 103<sup>bis</sup> rédigé comme suit :

« Art. 103<sup>bis</sup>. Le Conseil d'administration peut, afin de respecter les impératifs liés aux délais et échéances, déléguer l'exercice de certains des pouvoirs qu'il détient en vertu du présent Code et de ses arrêtés d'exécution à un ou plusieurs administrateurs. Le Conseil d'administration est informé des décisions prises à la première séance qui s'ensuit. ».

**Art. 386.** Dans l'article 107 du même Code, modifié par le décret du 15 mai 2003 et par le décret du 23 novembre 2006, les mots « le cas échéant avec autorisation de subdéléguer » sont insérés après les mots « par le Conseil d'administration de la Société. ».

**Art. 387.** Dans le même Code, l'article 107, modifié par le décret du 15 mai 2003 et par le décret du 23 novembre 2006, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Le directeur général et le directeur général adjoint peuvent déléguer certains des pouvoirs qu'ils détiennent en vertu du présent Code et de ses arrêtés d'exécution à des agents de la société du grade de directeur ou d'un grade plus élevé, lesquels peuvent les subdéléguer en cas d'absence, de congé ou d'empêchement à un agent du niveau A.

Sans préjudice de délégations particulières, en cas d'absence, de congé ou d'empêchement du directeur général ou du directeur général adjoint, l'agent présent du rang le plus élevé et disposant de la plus grande ancienneté de rang le remplace ».

**Art. 388.** Dans l'article 113 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, remplacer les mots « cinq membres » par « six membres » et au point 1°, le mot « trois » est remplacé par le mot « quatre »;

b) dans l'alinéa 3, le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° un membre de la Cellule d'Information financière. ».

**Art. 389.** Dans l'article 114, alinéa 2, du même Code, supprimer les mots « ainsi que la rémunération de ses membres ».

**Art. 390.** Dans l'article 131, du même Code, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° la vente :

a) d'immeubles dont elle est propriétaire;

b) de logements mis en location ou ayant fait l'objet d'une mise en location, dont elle est propriétaire et ayant fait l'objet d'une aide publique accordée en vertu du présent Code et situés sur un terrain dont la société est propriétaire.

Cette vente est réalisée conformément aux conditions fixées par le Gouvernement, sur la proposition de la Société wallonne du Logement.

Ces conditions visent :

- la durée minimale d'affectation publique;

- les modalités de fixation du prix de vente;

- les obligations faites aux candidats-acquéreurs;

- la situation financière de la société;

- la durée d'occupation minimale par le locataire candidat-acquéreur;

- le pourcentage de logements publics dans la commune sur laquelle se trouve le bien;

- les aides octroyées par la Région pour la reconstitution du patrimoine de la société;

- l'apurement préalable des éventuelles dettes du locataire candidat-acquéreur envers la société;

- la création d'une éventuelle copropriété.

**Art. 391.** Dans l'article 132 du même Code, remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le nombre de logements pouvant être pris ainsi en location est limité à 5% du patrimoine de la société de logement de service public, parmi les logements déterminés par celle-ci, sur la base de critères objectifs dument motivés.

Ce pourcentage ne tient pas compte des logements conventionnés dans le cadre d'un projet spécifique autorisés par la Société wallonne du Logement.

Sur la proposition de la Société wallonne du Logement, le Gouvernement fixe les conditions de mise en location de ces logements. ».

**Art. 392.** Dans l'article 133 du même Code, remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« Après autorisation de la Société wallonne du Logement, la société peut conclure, avec une ou plusieurs sociétés, un pouvoir public, un organisme à finalité sociale, un organisme d'insertion socio-professionnel, un centre d'insertion professionnelle, des conventions relatives à la réalisation de son objet social, à l'exclusion de conventions visant à mettre à disposition des immeubles ayant pour destination le logement.

Le Gouvernement fixe, sur la proposition de la Société wallonne du Logement, les conditions de la mise à disposition de ces logements. ».

**Art. 393.** Dans l'article 164 du même Code, remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017, l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. La société transmet, à la Société wallonne du Logement, dans les 15 jours de leur adoption, les décisions, accompagnées de leurs pièces justificatives, portant sur l'attribution des marchés publics de travaux, dont le montant est égal ou supérieur au seuil visé à l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, et portant sur l'attribution des marchés publics de services et de fournitures, dont le montant est égal ou supérieur au seuil visé à l'article 92, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, tous lots confondus et sur toute la durée du marché. ».

**Art. 394.** Dans l'article 166, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du même Code, les mots « et l'intérêt général », abrogés par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017, sont rétablis après les mots « le règlement d'ordre intérieur ».

**Art. 395.** Dans l'article 168, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, du même Code, les mots « et à l'intérêt général », abrogés par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017, sont rétablis après les mots « au règlement d'ordre intérieur ».

**Art. 396.** Dans l'article 190, § 2, du même Code, modifié par le décret du 20 juillet 2005, le 6<sup>o</sup> est complété par les mots :

« ou fait application du mécanisme prévu à l'article 85<sup>ter</sup>, § 2 ».

**Art. 397.** A l'article 175.12, § 2, 1<sup>o</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 2, remplacer les mots « cinq membres » par « six membres » et, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, le mot « trois » est remplacé par le mot « quatre »;

b) le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est remplacé par le texte suivant :

« 2<sup>o</sup> deux représentants de la Région, désignés par le Gouvernement au sein du Département de la trésorerie de Direction générale transversale du Budget, de la Logistique et des Technologies de l'information et de la communication du Service public de Wallonie et de l'Inspection des Finances. »;

c) le paragraphe 2 est complété par un 5<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 5<sup>o</sup> un membre de la Cellule d'Information financière. »;

d) dans le paragraphe 3, alinéa 2, supprimer les mots « ainsi que la rémunération de ses membres ».

**Art. 398.** Il est ajouté sous le Chapitre IV, du Titre III du même Code, une section 4<sup>bis</sup> « Du comité de gestion financière » contenant un article 185<sup>bis</sup> libellé comme suit :

« Art. 185<sup>bis</sup>. § 1<sup>er</sup>. Le comité de gestion financière conseille le Conseil d'administration en matière de gestion financière.

§ 2. Le comité de gestion financière se compose de six membres :

1<sup>o</sup> quatre administrateurs désignés par le Conseil d'administration du Fonds;

2<sup>o</sup> deux représentants de la Région, désignés par le Gouvernement au sein du Département de la trésorerie de Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'information et de la communication du Service public de Wallonie et de l'Inspection des Finances.

Le comité de gestion financière élit en son sein un président.

Le comité de gestion financière est assisté par :

1<sup>o</sup> un représentant de la Cour des Comptes;

2<sup>o</sup> les réviseurs désignés conformément à l'article 185<sup>bis</sup>;

3<sup>o</sup> les commissaires du Gouvernement, dans les conditions fixées à l'article 185;

4<sup>o</sup> le directeur général du Fonds;

5<sup>o</sup> un membre de la Cellule d'Information financière.

§ 3. Le comité de gestion financière se réunit trimestriellement.

Le mode de fonctionnement du comité de gestion financière est défini dans les statuts du Fonds.

**Art. 399.** Dans le Titre V du même Code, l'article 208, abrogé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 208. § 1<sup>er</sup>. Le logement dans le cadre de la politique sociale doit être interprété comme visant les logements suivants :

1° le logement d'utilité publique tel que visé à l'article 1<sup>er</sup>, 9°, du présent Code, ainsi que toute construction ou bâtiment qui s'y rapporte directement ainsi défini par la législation relative à la taxe sur la valeur ajoutée, et destiné à l'habitation de ménages, disposant des revenus de catégories 1, 2 et 3 visés au présent Code, lors de leur entrée dans les lieux. Les ménages qui bénéficient d'un tel logement d'utilité publique, ne peuvent, durant la période de l'occupation, détenir un logement en pleine propriété ou en usufruit, sauf s'il s'agit d'un logement non améliorable, inhabitable ou inadapté, visé au présent Code;

2° le logement réhabilité, adapté, amélioré, conservé ou restructuré grâce à une subvention de la Région, destinés à l'hébergement temporaire des ménages visé au 1° bénéficiant de revenus de catégorie 1 ou de ménages privés de logement pour des motifs de force majeure;

3° le logement réhabilité adapté, amélioré, conservé ou restructuré grâce à une subvention de la Région et destiné à l'hébergement de ménages bénéficiant de revenus de catégorie 1;

4° le logement, à l'exclusion du logement visé sous le 1° du présent paragraphe, mis en location, pris en gestion, géré ou financé par un opérateur immobilier, qui le loue à un ménage bénéficiant de revenus des catégories 1, 2 et 3 visés au présent Code dans le cadre de la politique sociale développée par la Région. ».

## CHAPITRE XII. — *Pouvoirs locaux*

### Section 1. — Modifications du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Art. 400.** A l'article L1122-23, §2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, inséré par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Dans les cinq jours de leur adoption, » sont remplacés par les mots « Simultanément à leur envoi à l'autorité de tutelle, »;

2° l'alinéa 5 est abrogé.

**Art. 401.** A l'article L1124-42 du même Code, remplacé par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, les mots « dont le directeur financier n'est pas à l'origine » sont insérés entre les mots « à la suite d'un vol » et les mots « ou d'une perte »;

2° au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « en tant que juridiction administrative » sont abrogés.

**Art. 402.** A l'article L1125-8 du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, les alinéas 2 à 7 sont abrogés.

**Art. 403.** L'article L1212-3 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1212-3. Les agents des communes bénéficient, dans les mêmes conditions que le personnel des services publics fédéraux, des allocations suivantes : allocation de foyer et de résidence, allocations familiales, pécule de vacances et pécule de vacances familial.

Sans préjudice de l'application de l'alinéa précédent, le montant du pécule de vacances correspond à 92% d'un douzième du ou des traitement(s) annuel(s), lié(s) à l'indice des prix à la consommation, qui détermine(nt) le ou le(s) traitement(s) du(s) pour le mois de mars de l'année des vacances. ».

**Art. 404.** A l'article L1231-12 du même Code, l'alinéa 4 est supprimé.

**Art. 405.** Dans le même Code, il est inséré un article L1231-13 rédigé comme suit :

« Art. L1231-13. Pour le 15 juin au plus tard, les régies communales autonomes transmettent leurs comptes au Gouvernement wallon sous le format électronique décidé par ce dernier. ».

**Art. 406.** Dans le même Code, l'article L1242-1 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le collège ou, le cas échéant, le conseil communal peut désigner soit un membre du collège, soit un membre du personnel, soit un avocat pour comparaître en justice au nom de la commune. ».

**Art. 407.** L'article L1311-3 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1311-3. § 1<sup>er</sup>. L'engagement, l'imputation ou la mise en paiement d'une dépense peut avoir lieu uniquement en vertu d'un crédit de dépense porté au budget et approuvé par l'autorité de tutelle, d'une délibération visée à l'article L1311-5 ou d'un crédit provisoire, dénommé douzième provisoire, respectant les conditions fixées dans le règlement général de la comptabilité communale.

§ 2. En cas d'avis défavorable du directeur financier tel que prévu à l'article L1124-40, dans les cas prévus à l'article 64 du règlement général de la comptabilité communale ou encore en cas de refus dans le chef du directeur financier d'acquiescer le montant de la dépense, ce dernier en informe le collège dans les dix jours.

Le collège peut alors décider, sous sa responsabilité, que la dépense est imputée et exécutée. La délibération motivée du collège est jointe au mandat de paiement et information en est donnée immédiatement au conseil communal. Le collège peut également décider de soumettre sa décision à la ratification du conseil communal à sa plus proche séance.

§ 3. Les membres du collège communal sont personnellement responsables des dépenses engagées ou mandatées par eux contrairement au paragraphe 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 408.** L'article L1311-6 du même Code, modifié par les décrets des 8 décembre 2005 et 18 avril 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1311-6. Les mandats ordonnancés par le collège communal sont signés par le bourgmestre ou son représentant et contresignés par le directeur général.

Les mandats et leurs annexes peuvent être établis et signés par voie électronique. ».

**Art. 409.** L'article L1312-1 du même Code, modifié par les décrets des 8 décembre 2005 et 18 avril 2013, est remplacé ce qui suit :

« Art. L1312-1. § 1<sup>er</sup>. Le collège communal se réunit chaque année durant le mois de février au plus tard pour arrêter le compte budgétaire provisoire de l'exercice précédent qui reprend la situation des droits constatés nets, des engagements et des imputations comptabilisés au 31 décembre de l'exercice précédent.

§ 2. Le conseil communal se réunit chaque année durant le mois de mai au plus tard pour procéder au règlement des comptes annuels de l'exercice précédent. Ces comptes annuels reprennent le compte budgétaire, le compte de résultats, le bilan et la synthèse analytique.

Le rapport visé à l'article L1122-23 est joint aux comptes annuels ainsi que la liste des adjudicataires de marchés de travaux de fourniture ou de services pour lesquels le conseil communal a choisi le mode de passation et a fixé les conditions. ».

**Art. 410.** L'article L1312-2 du même Code, remplacé par le décret du 21 décembre 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1312-2. § 1<sup>er</sup>. Le collège communal se réunit chaque année durant le mois de septembre au plus tard pour arrêter le budget initial provisoire de l'exercice suivant.

§ 2. Le conseil communal se réunit chaque année durant le mois de décembre au plus tard pour délibérer sur le budget initial définitif des dépenses et des recettes de la commune pour l'exercice suivant. ».

**Art. 411.** Dans le même Code, il est inséré un article L1312-3 rédigé comme suit :

« Art. L1312-3. Lors de chaque budget et modifications budgétaires, les communes élaborent et transmettent des prévisions budgétaires pluriannuelles au Gouvernement selon les modalités qu'il détermine. ».

**Art. 412.** L'article L1313-1 du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Une synthèse des budgets et comptes, selon un format standardisé défini par le Gouvernement, sera publiée par la commune dès son approbation par l'autorité de Tutelle sur son site internet. ».

**Art. 413.** L'article L1314-1 du même Code, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. A défaut d'équilibre à l'exercice propre du service ordinaire, les communes présentent un plan de convergence au Gouvernement dans les trois mois à compter de l'arrêt de l'autorité de tutelle précisant que la commune est soumise à plan de convergence. A défaut, les documents budgétaires ultérieurs ne sont pas approuvés par l'autorité de tutelle.

Ce plan de convergence prévoit le retour à l'équilibre à l'exercice propre dans les trois ans et les mesures prises pour retrouver cet équilibre. ».

**Art. 414.** Dans l'article L1321-1 du même Code, modifié par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

a) les 2° et 3° sont abrogés;

b) le 5° est complété par les mots « ainsi que leurs indemnités pour frais de parcours; »;

c) le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° le loyer, les contributions, l'entretien des édifices et bâtiments communaux ou à l'usage de la commune; »;

d) le 14° est remplacé par ce qui suit :

« 14° les frais inhérents à la comptabilité communale; »;

e) il est complété par un 19° rédigé comme suit :

« 19° les dépenses qui sont mises à charge de la commune par ou en vertu de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, en ce compris la dotation de la commune à la zone de secours. ».

**Art. 415.** A l'article L1512-5 du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots «; un rapport spécifique sur ces décisions est présenté à l'assemblée générale, conformément à l'article L1523-13, § 3 » sont abrogés;

2° il est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Un rapport spécifique sur les prises de participation, écrit, arrêté par le Conseil d'administration et distinct du rapport de gestion, est présenté chaque année à l'assemblée générale, conformément à l'article L1523-13, § 3. Ce rapport spécifique permet aux associés de reconstituer le montant des participations financières figurant à l'actif du bilan, dans les immobilisations financières et d'être informés de l'évolution de ces participations en un an. Le Gouvernement arrête le modèle de rapport spécifique. ».

**Art. 416.** Dans l'article L1523-2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006, les mots « et la législation applicable aux ASBL » sont abrogés.

**Art. 417.** Dans l'article L1523-13, § 3, alinéa 2, remplacé par le décret du 19 juillet 2006, les mots « sur les prises de participation » sont insérés entre les mots « rapport spécifique » et les mots « du Conseil d'administration ».

**Art. 418.** A l'article L1523-16 du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006 et modifié par les décrets des 28 avril 2014 et 10 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 9, les mots « dans les cinq jours de l'adoption » sont remplacés par les mots « simultanément à leur envoi à l'autorité de tutelle »;

2° l'alinéa 12 est abrogé.

**Art. 419.** A l'article L2212-9, §§ 2 et 3, du même Code, les mots « six mois » sont remplacés par les mots « trois mois ».

**Art. 419bis.** A l'article L2212-50bis, § 2, du même Code, les mots « six mois » sont remplacés par les mots « trois mois ».



**Art. 420.** Dans l'article L2212-65, § 2, 7°, du même Code, remplacé par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Titre III du Livre II de la troisième Partie du présent Code » sont remplacés par les mots « Titre II du Livre III de la troisième Partie du Code »;

2° à l'alinéa 2, le mot « receveur » est remplacé par les mots « directeur financier. ».

**Art. 421.** L'article L2212-69 du même Code, abrogé par le décret du 18 avril 2013, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 2212-69. Lorsque le conseil désigne un ou plusieurs receveurs spéciaux chargés d'effectuer certaines recettes, les recettes de ces comptables sont versées périodiquement au compte général de la province, conformément à l'article L2231-5. ».

**Art. 422.** A l'article L2223-11 du même Code, modifié par le décret du 6 mai 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Les régies provinciales autonomes sont soumises, en ce qui concerne leur comptabilité, au Code de Droit économique. »;

2° l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Pour le 15 juin au plus tard, les régies provinciales autonomes transmettent leurs comptes au Gouvernement sous le format électronique décidé par ce dernier. ».

**Art. 423.** A l'article L2224-5 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L2224-5. Le collège provincial peut défendre en justice à toute action intentée contre la province; il peut intenter les actions qui ont pour objet des biens meubles, ainsi les actions possessoires, et faire tous actes conservatoires. Le collège peut désigner soit un de ses membres, soit un membre du personnel, soit un avocat pour comparaître en justice au nom de la province. Les actions en justice de la province, en demandant ou en défendant, décidées par le collège provincial, sont exercées, au nom de celui-ci, par son président. ».

**Art. 424.** Dans le même Code, il est inséré l'article L2231-1bis rédigé comme suit :

« Art. L2231-1bis. § 1<sup>er</sup>. L'engagement, l'imputation ou la mise en paiement d'une dépense peut uniquement avoir lieu en vertu d'un crédit de dépense porté au budget et approuvé par l'autorité de tutelle ou d'un crédit provisoire, dénommé douzième provisoire, respectant les conditions fixées dans le règlement général de la comptabilité provinciale.

§ 2. En cas d'avis défavorable du directeur financier tel que prévu à l'article L2212-65 ou en cas de refus dans le chef du directeur financier d'acquitter le montant de la dépense, ce dernier en informe le collège dans les dix jours.

Le collège peut alors décider, sous sa responsabilité, que la dépense est imputée et exécutée. La délibération motivée du collège est jointe au mandat de paiement et information en est donnée immédiatement au Conseil. Le collège peut également décider de soumettre sa décision à la ratification du Conseil à sa plus prochaine séance.

§ 3. Les membres du collège provincial sont personnellement responsables des dépenses engagées ou mandatées par eux contrairement au paragraphe 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 425.** L'article L2231-6 du même Code, modifié par le décret du 21 décembre 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L2231-6. § 1<sup>er</sup>. Le collège provincial se réunit chaque année durant le mois de septembre au plus tard pour arrêter le budget initial provisoire de l'exercice suivant.

§ 2. Le Conseil provincial se réunit chaque année durant le mois de décembre au plus tard, et le cas échéant après la consultation des conseils consultatifs ou participatifs pour délibérer sur le budget initial définitif des dépenses et des recettes de la province pour l'exercice suivant.

§ 3. En même temps que le budget initial définitif, le collège provincial soumet également au Conseil provincial une note de politique générale. Celle-ci comprend au moins les priorités et les objectifs politiques, les moyens budgétaires et l'indication du délai dans lequel ces priorités et ces objectifs doivent être réalisés.

La liste des régies, intercommunales, A.S.B.L. et associations au sein de laquelle la province a des participations et à la gestion desquelles elle est représentée ou qu'elle subventionne pour une aide équivalente à minimum 50.000 euros par an, ainsi que les rapports d'évaluation des plans et des contrats de gestion visés au Chapitre III du Titre II du Livre II de la deuxième Partie du présent Code, relatifs à l'exercice précédent, sont joints au projet de budget initial définitif présenté au conseil provincial.

L'inventaire du contentieux judiciaire en cours est annexé au projet de budget.

Les documents visés aux paragraphes 2 et 3 sont distribués à tous les conseillers provinciaux, au moins sept jours avant la séance au cours de laquelle ils seront examinés.

La note de politique générale visée au paragraphe 3 est publiée au Bulletin provincial et mise en ligne sur le site internet de la province. ».

**Art. 426.** Dans le même Code, il est inséré un article L2231-6bis rédigé comme suit :

« Art. L2231-6bis. Lors de chaque budget et modifications budgétaires, les provinces élaborent et transmettent des prévisions budgétaires pluriannuelles au Gouvernement selon les modalités qu'il détermine. ».

**Art. 427.** L'article L2231-8 du même Code, modifié par le décret du 21 décembre 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L2231-8. § 1<sup>er</sup>. Le collège provincial se réunit chaque année durant le mois de février au plus tard pour arrêter le compte budgétaire provisoire de l'exercice précédent qui reprend la situation des droits constatés nets, des engagements et des imputations comptabilisés au 31 décembre de l'exercice précédent.

§ 2. Le Conseil provincial se réunit chaque année durant le mois de mai au plus tard pour arrêter les comptes annuels de l'exercice précédent. Les comptes annuels comprennent le compte budgétaire, le compte de résultats et le bilan ainsi que la liste des adjudicataires de marchés de travaux de fournitures ou de services pour lesquels le conseil provincial a choisi le mode de passation et a fixé les conditions.

Un rapport spécifique sur les prises de participation de la province dont le modèle est arrêté par le Gouvernement est joint aux comptes annuels.

Les comptes annuels sont distribués à tous les conseillers provinciaux, au moins sept jours francs avant la séance au cours de laquelle ils seront examinés. ».

**Art. 428.** A l'article L2231-9, § 2, du même Code, modifié par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Dans les cinq jours de l'adoption du budget et du compte » sont remplacés par les mots « Simultanément à leur envoi à l'autorité de tutelle »;

2° l'alinéa 5 est abrogé.

**Art. 429.** Dans la deuxième Partie, Livre II, Titre III, Chapitre I<sup>er</sup>, du même Code, il est inséré une section 4 intitulée « Section 4 - Équilibre budgétaire ».

**Art. 430.** Dans la section 4, insérée par l'article 403, il est inséré un article L2231-10 rédigé comme suit :

« Art. L2231-10. § 1<sup>er</sup>. Le budget des dépenses et des recettes des provinces ne présente pas un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit et ne fait pas apparaître un équilibre ou un boni fictif.

§ 2. A défaut d'équilibre à l'exercice propre du service ordinaire, les provinces présentent un plan de convergence au Gouvernement dans les trois mois à compter de l'arrêt de l'autorité de tutelle précisant que la province est soumise à plan de convergence. A défaut, les documents budgétaires ultérieurs ne sont pas approuvés par l'autorité de tutelle.

Ce plan de convergence doit prévoir le retour à l'équilibre à l'exercice propre dans les trois ans et les mesures prises pour retrouver cet équilibre. ».

**Art. 431.** Dans l'article L2232-1 du même Code, modifié par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1°, les mots «, du directeur financier » sont insérés entre les mots « du directeur général » et les mots « et des membres du collège provincial »;

b) le 5° est remplacé par ce qui suit

« 5° les frais inhérents à la comptabilité provinciale; ».

**Art. 432.** L'article L2233-2 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. L2233-2. Il est institué à charge du budget des recettes et dépenses de la Région wallonne une dotation générale annuelle dénommée Fonds des provinces et destinée à financer les provinces wallonnes conformément au dispositif prévu à l'article L2233-3.

Le Fonds des provinces est adapté à l'indice des prix à la consommation calculé de juillet à juillet, l'indice de départ étant celui de juillet 2001.

Quatre-vingts pourcent du Fonds des provinces sont destinés au financement général des provinces et constituent pour celles-ci une recette sans affectation déterminée. ».

**Art. 433.** Dans l'article L2233-3 du même Code, remplacé par le décret du 23 février 2016, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 434.** L'article L3132-1, § 3, du même Code, modifié par le décret du 31 janvier 2013, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les communes dont leurs documents budgétaires ou comptables sont réformés ou approuvés partiellement par l'autorité de tutelle renvoient à cette dernière le document corrigé sous la forme définie par le Gouvernement. ».

**Art. 435.** Dans la troisième Partie du même Code, il est inséré un Livre IV intitulé

« « Transmission des données budgétaires, comptables et de statistiques » ».

**Art. 436.** Dans le Livre IV, inséré par l'article 402, il est inséré un Titre 1<sup>er</sup> intitulé

« Transmission des budgets et des comptes ».

**Art. 437.** Dans le Titre 1<sup>er</sup>, inséré par l'article 403, il est inséré un article L 3411-1 rédigé comme suit :

« Art. L3411-1. Les communes et les provinces transmettent au Gouvernement leur budget initial provisoire visé aux articles L1312-2 et L2231-6, § 1<sup>er</sup>, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement. ».

**Art. 438.** Dans le même Titre 1<sup>er</sup>, il est inséré un article L3411-2 rédigé comme suit:

« Art. L3411-2. Les communes et les provinces transmettent au Gouvernement leur compte provisoire visé aux articles L1312-1, et L2231-8, § 1<sup>er</sup>, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement. ».

**Art. 439.** Dans le Livre IV, inséré par l'article 403, il est inséré un Titre II intitulé

« Transmission des données statistiques ».

**Art. 440.** Dans le Titre II, inséré par l'article 406, il est inséré un article L3421-1 rédigé comme suit :

« Art. L3421-1. Le Gouvernement collecte, dans le cadre de ses missions, toute donnée statistique auprès des pouvoirs locaux. ».

**Art. 440bis.** § 1<sup>er</sup>. A l'article L6421-1 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Le conseil communal, provincial ou de C.P.A.S. ainsi que » sont abrogés;

2° il est inséré un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Le conseil communal, provincial ou de C.P.A.S. établit un rapport de rémunération écrit reprenant un relevé individuel et nominatif des jetons, rémunérations ainsi que des avantages en nature perçus dans le courant de l'exercice comptable précédent par les mandataires et les personnes non élus.

Ce rapport contient les informations, individuelles et nominatives, suivantes :

1° les jetons de présence, les éventuelles rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux mandataires et aux personnes non élus;

2° la liste des mandats détenus dans tous les organismes dans lesquelles l'institution détient des participations directes ou indirectes, ainsi que les informations relatives aux rémunérations liées à ces mandats;

3° la liste des présences aux réunions des différentes instances de l'institution.

Ce rapport est adopté au plus tard le 30 juin. Il est adopté en séance publique du conseil communal ou provincial.

Le rapport est établi conformément au modèle fixé par le Gouvernement. »;

3° les paragraphes 2 et 3 sont respectivement renumérotés en paragraphes 3 et 4.

*Section 2.* — Modifications du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'Aide aux Communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne

**Art. 441.** Dans l'article 5, § 9, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'Aide aux Communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, modifié par les décrets des 18 janvier 2007 et 19 avril 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « et de secours » sont insérés entre les mots « zones de police » et les mots «, le financement des investissements »;

2° les mots « des nouvelles constructions permettant l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment et des travaux de rénovation » sont remplacés par les mots « des nouvelles constructions et des travaux de rénovation permettant l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment ».

**Art. 442.** L'article 8 du même décret, modifié par les décrets des 28 juin 2001 et 27 avril 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. § 1<sup>er</sup>. Il est créé un Comité de suivi financier composé comme suit :

1° le Ministre ayant le budget dans ses attributions ou son délégué;

2° le Ministre ayant la tutelle des pouvoirs locaux dans ses attributions ou son délégué;

3° le Ministre ayant les infrastructures sportives dans ses attributions ou son délégué;

4° le Ministre ayant l'aide aux personnes ou la santé dans ses attributions ou son délégué;

5° le Ministre ayant le tourisme dans ses attributions ou son délégué;

6° le Ministre ayant l'énergie dans ses attributions ou son délégué;

7° l'Inspecteur général de la Division de la Trésorerie du Service public de Wallonie ou son délégué;

8° le fonctionnaire dirigeant ou le fonctionnaire dirigeant adjoint du C.R.A.C.;

9° l'Inspection des Finances;

10° la Cellule d'Informations Financières.

La Présidence du Comité est assurée par le Ministre ayant les Pouvoirs locaux dans ses attributions ou son délégué.

Les membres ne sont pas rémunérés pour assister aux réunions.

§ 2. Ce Comité est chargé du suivi des missions du Centre régional d'Aides aux Communes (C.R.A.C.) dans le cadre de l'octroi des crédits d'aides extraordinaires et de financements alternatifs, de l'évolution des comptes y dédiés et de l'empreinte Sec du Centre.

§ 3. Le secrétariat du Comité de suivi financier est assuré par le C.R.A.C. Les réunions ne sont pas publiques. Toutefois, sur proposition, le Comité peut inviter toute personne dont l'expertise serait de nature à compléter son information. La présence des personnes précitées est limitée à la discussion du point au sujet duquel elles sont invitées à s'exprimer.

§ 4. Le Comité de suivi financier arrête son règlement d'ordre intérieur.

§ 5. Le Gouvernement peut élargir la composition du Comité de suivi financier en tenant compte de l'extension des missions du C.R.A.C., conformément à l'article 5, § 2, e. ».

### *Section 3.* — Dispositions diverses

**Art. 442/1.** L'article 2, § 1<sup>er</sup>, 10°, alinéa 2, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, modifié la dernière fois par le décret du 16 février 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, les organismes visés à l'article 1<sup>er</sup>, 1°, ainsi que les organismes visés au Chapitre 1<sup>er</sup>/2, consacré à la fonction consultative des pouvoirs locaux, donnent leur avis dans les quarante-cinq jours, à partir de la date de réception du dossier de demande d'avis complet ». ».

**Art. 442bis.** L'article 52, alinéa 2, du décret du 18 avril 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est rétabli dans la rédaction suivante :

« Par dérogation à l'article 34 et à l'article 44 du présent décret, l'incompatibilité prévue à l'article L1125-1, 12°, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ne sera pas d'application pour les membres des conseils et des collèges communaux et provinciaux élus ou désignés préalablement à l'entrée en vigueur de l'alinéa précédent et continuant à siéger sans interruption dans ces organes après cette date. ».

**Art. 442ter.** Dans le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, il est inséré un article 14/1 rédigé comme suit :

« Art. 14/1. Si l'organe de gestion de l'organisme, en vertu de la législation organique qui lui est applicable, délègue une partie de ses pouvoirs, sa délibération relative aux délégations précise les actes de gestion qui sont délégués et la durée de délégation d'un terme maximal de trois ans, renouvelable. Elle est votée à la majorité simple, publiée au *Moniteur belge* et notifiée aux associés, aux administrateurs et aux éventuels commissaires du Gouvernement. Elle prend fin après tout renouvellement intégral de Conseil d'administration.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir des majorités spéciales. ».

#### CHAPITRE XIII. — Dispositions diverses, transitoires et finales

**Art. 443.** Le présent décret-programme entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 444.** Par dérogation à l'article 443, l'article 5 (section 3, article 13, alinéa 3, 2°) et l'article 8 (section 4, article 12, alinéa 3, 3°) produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> juillet 2017.

**Art. 445.** Les articles 6 et 7 du présent décret-programme produisent leurs effets avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Art. 445bis.** Par dérogation à l'article 443, l'article 9 (relatif à la modification de l'article 339 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, remplacé par le décret du 2 février 2017) entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

**Art. 446.** L'article 11 entre en vigueur à une date déterminée par le Gouvernement.

**Art. 447.** Par dérogation à l'article 443, l'article 52 (remplacement de l'article D.366 du Code de l'Eau concernant le Conseil d'administration) entre en vigueur lors du prochain renouvellement intégral du Conseil d'administration de la Société wallonne des eaux. Le Gouvernement procède à ce renouvellement intégral pour le 15 mars 2019 au plus tard.

Sans préjudice des règles prévues par ou en vertu de la loi, du décret ou des statuts en matière de démission, de révocation, d'incompatibilités ou d'autres causes de fin du mandat, le mandat des administrateurs nommés ou élus siégeant au Conseil d'administration de la Société wallonne des eaux au jour de l'entrée en vigueur du présent décret est de plein droit, selon le cas, écourté ou prolongé pour prendre fin lors du prochain renouvellement intégral du Conseil d'administration par le Gouvernement conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 448.** Par dérogation à l'article 443 (entrée en vigueur du décret programme), l'article 56 (remplacement de l'article D.372 du Code de l'Eau concernant les conseils d'exploitation) entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Les conseils d'exploitation et les comités exécutifs en fonction au jour de l'entrée en vigueur du présent décret sont dissous de plein droit le 31 décembre 2018.

**Art. 449.** Par dérogation à l'article 443 (entrée en vigueur du décret programme), l'article 51, 1° (modification de l'article D.365, § 4, du Code de l'Eau - suppression de la délégation aux conseils d'exploitation) entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Art. 450.** Par dérogation à l'article 443, l'article 75 entre en vigueur à une date déterminée par le Gouvernement.

**Art. 451.** Les taux de subventionnement, les modalités relatives au rythme de libération du montant de la subvention et au montant subsidiable final admissible, visés aux sections 2 à 5 du Chapitre V, tels que prévus dans les contrats de gestion applicables au jour de l'entrée en vigueur du présent décret restent valables tant que le Gouvernement wallon ne les aura pas modifiés en application de l'article 7, alinéas 2 et 3, du décret du 1<sup>er</sup> avril 1999 relatif à la création du Port autonome du Centre et de l'Ouest, tel que remplacé par l'article 2 du présent décret, de l'article 5, § 2, alinéas 2 et 3, de la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi, tel que remplacé par l'article 6 du présent décret, de l'article 4, § 2, alinéas 2 et 3, de la loi du 20 juin 1978 portant création du Port autonome de Namur, tel que remplacé par l'article 8 du présent décret et de l'article 5, § 2, alinéas 2 et 3, de la loi du 21 juin 1937 portant création du Port autonome de Liège, tel qu'inséré par l'article 10 du présent décret.

**Art. 452.** Par dérogation à l'article 443 (entrée en vigueur du décret programme), l'article 101 (modification de l'article 18 - formulaire décret voirie communale) entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement wallon.

**Art. 452bis.** Dans le décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques, à l'article 85, alinéa 2, il est ajouté un point c) libellé comme suit :

« c) concernant l'application de l'article 23 jusqu'à la date fixée par le Gouvernement. ».

**Art. 452ter.** À l'article 55, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 29 mars 2018 réformant la gouvernance au sein de la Société régionale wallonne du Transport et modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, le chiffre « 36, » est inséré entre les chiffres « 35, 2°, » et le chiffre « 37 ».

**Art. 453.** Les articles 174, 175, 176 et 177 relatives aux modifications du Code wallon du Tourisme produisent leurs effets à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Art. 454.** Les articles 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 199, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 226, 239, 240 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Art. 455.** Les articles 247 et 246 entrent en vigueur à une date déterminée par le Gouvernement.

**Art. 456.** Les articles 257 à 272 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Art. 457.** En ce qui concerne les articles 279, 285, 286, 287, 289, 294, 297, 306, 308, 324, 335, 336, 341 et 343 du présent décret, l'instruction des aménagements fonciers en cours à la date d'entrée en vigueur du présent décret se poursuit selon les dispositions en vigueur avant cette date.

**Art. 458.** En ce qui concerne l'article 282, sans préjudice des prérogatives du Gouvernement, la composition du Comité d'aménagement foncier est adaptée au fur et à mesure que les membres choisis parmi les candidats proposés par la chambre d'agriculture cessent leur fonction au sein du Comité.

**Art. 459.** En ce qui concerne l'article 292, b), du présent décret, sans préjudice des prérogatives du Comité d'aménagement foncier, la composition de la Commission consultative est adaptée au fur et à mesure que les membres choisis parmi les candidats proposés par la chambre d'agriculture cessent leur fonction au sein de la Commission.

**Art. 460.** L'article 363 produit ses effets à partir de l'entrée en vigueur du Code wallon de l'Agriculture.

**Art. 461.** L'article 379 produit ses effets au 28 juillet 2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Namur, le 17 juillet 2018.

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Emploi et de la Formation,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,  
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,  
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

—  
Note

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 1142 (2017-2018) N°s 1, 1bis à 1quinquies à 37.

Compte rendu intégral, séance plénière du 17 juillet 2018.

Discussion.

Vote.

—  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2018/70047]

**17. JULI 2018 — Programmdekret zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in den Bereichen Beschäftigung, Ausbildung, Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Umwelt, ökologischer Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität und Transportwesen, Energie, Klima, Flughafenpolitik, Tourismus, Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, lokale Behörden und Wohnungswesen (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Maßnahmen in den Bereichen Beschäftigung und Ausbildung*

*Abschnitt 1* - Änderungen im Dekret vom 25. März 2004 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen, aufeinanderfolgend abgeändert durch die Dekrete vom 15. Dezember 2005, 28. November 2013, 11. Dezember 2014, 17. Dezember 2015, 21. Dezember 2016 und 16. Februar 2017

**Artikel 1** - In Artikel 2 Ziffer 3 des Dekrets vom 25. März 2004 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen wird das Wort "Aktionsplan" durch "strategischer Plan" ersetzt.

**Art. 2** - In Artikel 3 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 Ziffer 4 werden die Wörter "Aktionsplan" durch "strategischen Plan" ersetzt;

1° Absatz 1 Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt: "die im strategischen Plan bestimmten partnerschaftlichen Aktionen hervorrufen und koordinieren und nach Möglichkeiten der Rationalisierung der Arbeitsstrukturen zwischen den Einrichtungen für Aktionen auf lokaler Ebene suchen";

3° in Absatz 2 wird das Wort Aktionsplan durch "strategischen Plan" ersetzt.

*Abschnitt 2* - Änderung im Dekret vom 15. Juli 2008 über die Begleitstrukturen zur selbstgeschaffenen Arbeitstätigkeit - Kurz: S.A.A.C.E.) ("décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.)")

**Art. 3** - Artikel 6 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 Buchstabe b) wird aufgehoben.

*Abschnitt 3* - Änderungen im Dekret vom 2. Februar 2017 über Beschäftigungsbeihilfen für Zielgruppen ("décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes cibles")

**Art. 4** - In Artikel 2 Ziffer 6 der französischen Fassung werden die Wörter "d'une commune, d'une province, d'un centre public d'action sociale" zwischen die Wörter "à l'exception" und "d'une institution publique de crédit" eingefügt.

**Art. 5** - In Artikel 13 der französischen Fassung desselben Dekrets wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

"Elles peuvent en revanche être octroyées en même temps que :

1° les réductions de cotisations sociales ;

2° les aides intervenant dans la rémunération du travailleur, octroyées au travailleur ou à l'employeur par l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles.”.

**Art. 6** - Artikel 32 desselben Dekrets wird in der französischen Fassung um einen Absatz 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Les mesures transitoires visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 cessent de produire leurs effets à partir du jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal déterminant les modalités du financement complémentaire des Gardiens de la paix des Plans stratégiques de Prévention et de Sécurité, pour les réductions de cotisations sociales patronales dont bénéficient les employeurs pour les agents de prévention et de sécurité entrés en service avant le 1<sup>er</sup> juillet 2017.”.

**Art. 7** - Artikel 40 desselben Dekrets wird in der französischen Fassung um einen Absatz 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Les mesures transitoires visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 cessent de produire leurs effets à partir du jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal déterminant les modalités du financement complémentaire des Gardiens de la paix des Plans stratégiques de Prévention et de Sécurité, pour les allocations de travail octroyées aux agents de prévention et de sécurité entrés en service avant le 1<sup>er</sup> juillet 2017.”.

*Abschnitt 4* - Änderung im Dekret vom 2. Februar 2017 über den Eingliederungsvertrag  
("décret du 2 février 2017 relatif au contrat d'insertion")

**Art. 8** - Artikel 12 Absatz 3 desselben Dekrets wird in der französischen Fassung um eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“3° les aides intervenant dans la rémunération du travailleur, octroyées au travailleur ou à l'employeur par l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles.”.

*Abschnitt 5* - Änderung im Programmgesetz (I) vom 24. Dezember 2002 in Bezug auf die Harmonisierung und Vereinfachung der Regelungen in Sachen Senkungen der Sozialversicherungsbeiträge

**Art. 9** - In Artikel 339 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002, ersetzt durch das Dekret vom 2. Februar 2017, wird zwischen die Absätze 3 und 4 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Sans préjudice de l'application des conditions, visées aux alinéas 1 à 3, la réduction groupe cible n'est pas octroyée si le travailleur âgé ne fournit pas de prestations de travail effectives pendant le trimestre complet, sauf en cas de suspension de l'exécution du contrat de travail telle que visée à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, et en cas de dispense de prestations, autorisée par l'employeur, pendant la période du préavis, visée à l'article 37 de la loi précitée.”.

## KAPITEL II — Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien

*Abschnitt 1* - Änderung im Dekret vom 28. April 2016 - "Coup de Pouce" (Anschubdarlehen)

**Art. 10** - In Artikel 3 § 2 Absatz 1 Ziffer 1 werden die Wörter "seit weniger als fünf Jahren" gestrichen.

*Abschnitt 2* - Änderung im Dekret vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio

**Art. 11** - Der Wortlaut von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 Buchstabe b) wird durch Folgendes ersetzt: "b) ab dem Datum der Einreichung des Beihilfeantrags einen Hauptbetriebssitz hat, der sich in der Wallonischen Region befindet oder ein Projekt zur Übernahme eines Kleinst-, eines kleinen oder eines mittleren Unternehmens vorlegt, dessen Hauptbetriebssitz sich in der Wallonischen Region befindet; als Hauptbetriebssitz gilt derjenige Betriebssitz, der innerhalb des ganzen Unternehmens die meisten Arbeitnehmer beschäftigt;” .

*Abschnitt 3* - Änderungen im Dekret vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind

**Art. 12** - Artikel 4 Absatz 1 Ziffer 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "1° entweder eine natürliche Person sein, die die Eigenschaft eines Gewerbetreibenden besitzt oder einen selbstständigen Beruf ausübt, oder eine von diesen Personen gegründete Vereinigung sein;”.

**Art. 13** - Artikel 7 Absatz 1 wird wie folgt abgeändert:

Der zweite Satz wird durch folgenden Satz ersetzt: "Diese zuschussfähigen Kosten werden nach Abzug der im Laufe der ersten fünf Lebensjahre der Anlagen erreichten Kostenersparnisse berechnet.”

**Art. 14** - In Artikel 16 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

“2° im Falle eines Gesellschaftszusammenschlusses oder einer Spaltung, der Einbringung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs, der Abtretung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs im Sinne von Buch XI des Gesetzbuches über die Gesellschaften, sowie im Falle einer gerichtlichen Reorganisation im Sinne von Titel V des Buches XX des Wirtschaftsgesetzbuches, wenn die Wirtschaftstätigkeit des Betriebs in der Wallonischen Region weitergeführt wird, wenn die Investitionen auf die neue juristische Person übertragen und weiterhin für die Zweckbestimmung erhalten werden, für die sie ursprünglich gewährt worden waren, und wenn die dem Bezugsberechtigten ursprünglich auferlegten Verpflichtungen eingehalten werden;”;

b) ein wie folgt verfasster Absatz wird zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

“Werden die Anreize bei einer Unternehmensübertragung oder bei einem Verkauf von Vermögenswerten am Abschluss einer gerichtlichen Reorganisation im Sinne von Absatz 1 Ziffer 2 aufrechterhalten, so wird der eventuelle Restbetrag der Prämie nicht überwiesen.”

c) Absatz 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“In den Fällen, wo der Tatbestand, der eine Rückerstattung veranlasst, nicht auf einen Fehler oder eine absichtliche Handlung seitens des Betriebs oder seiner Aktionäre zurückzuführen ist, kann die Regierung von Artikel 15 abweichen, indem sie die Anreize auf das Verhältnis zwischen der Anzahl Jahre der tatsächlichen Benutzung des Gutes, für das ein

Anreiz gewährt worden ist, und der Anzahl Jahre im Sinne von Art. 12 aufrechterhält, ohne dass jedoch seit dem Ende der Durchführung der Investition bis zum Tage des Ereignisses, das zum Entzug des Anreizes geführt hat, weniger als drei Jahre verstrichen sind.“

*Abschnitt 4 - Änderungen im Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe*

**Art. 15** - In Artikel 16 Absatz 1 werden die Wörter "in Art. 5 erwähnten Anreize" durch die Wörter "in vorliegendem Dekret erwähnten Anreize" ersetzt.

**Art. 16** - In Artikel 17 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

"2° im Falle eines Gesellschaftszusammenschlusses oder einer Spaltung, der Einbringung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs, der Abtretung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs im Sinne von Buch XI des Gesetzbuches über die Gesellschaften, sowie im Falle einer gerichtlichen Reorganisation im Sinne von Titel V des Buches XX des Wirtschaftsgesetzbuches, wenn die Wirtschaftstätigkeit des Großbetriebs in der Wallonischen Region weitergeführt wird, wenn die Investitionen auf die neue juristische Person übertragen und weiterhin für die Zweckbestimmung erhalten werden, für die sie ursprünglich gewährt worden waren, und wenn die dem Bezugsberechtigten ursprünglich auferlegten Verpflichtungen eingehalten werden;"

b) ein wie folgt verfasster Absatz wird zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

"Werden die Anreize bei einer Unternehmensübertragung oder bei einem Verkauf von Vermögenswerten am Abschluss einer gerichtlichen Reorganisation im Sinne von Absatz 1 Ziffer 2 aufrechterhalten, so wird der eventuelle Restbetrag der Prämie nicht überwiesen;"

c) Absatz 2 wird aufgehoben.

**Art. 17** - Die Überschrift von Kapitel IV desselben Dekrets, abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005, wird durch folgende Überschrift ersetzt: "Der technische Ausschuss".

**Art. 18** - In Artikel 19 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 2 wird aufgehoben;

2° in Paragraph 3 Absatz 3 werden die Wörter "und der Überwachungskommission" gestrichen;

3° Paragraph 3 Absatz 4 wird durch folgenden Satz ersetzt: "Der technische Ausschuss legt seine Geschäftsordnung fest und übermittelt diese dem Wirtschaftsminister innerhalb von sechs Monaten nach seiner Einrichtung".

*Abschnitt 5 - Änderungen im Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe*

**Art. 19** - In Artikel 20 Absatz 1 werden die Wörter "in Art. 5 erwähnten Anreize" durch die Wörter "in vorliegendem Dekret erwähnten Anreize" ersetzt.

**Art. 20** - In Artikel 21 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 Buchstabe b) wird durch Folgendes ersetzt:

"b. im Falle eines Gesellschaftszusammenschlusses oder einer Spaltung, der Einbringung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs, der Abtretung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs im Sinne von Buch XI des Gesetzbuches über die Gesellschaften, sowie im Falle einer gerichtlichen Reorganisation im Sinne von Titel V des Buches XX des Wirtschaftsgesetzbuches, wenn die Wirtschaftstätigkeit des Klein- oder Mittelbetriebs in der Wallonischen Region weitergeführt wird, wenn die Investitionen auf die neue juristische Person übertragen und weiterhin für die Zweckbestimmung erhalten werden, für die sie ursprünglich gewährt worden waren, und wenn die dem Bezugsberechtigten ursprünglich auferlegten Verpflichtungen eingehalten werden;"

2° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

"Werden die Anreize bei einer Unternehmensübertragung oder bei einem Verkauf von Vermögenswerten am Abschluss einer gerichtlichen Reorganisation im Sinne von Absatz 1 Buchstabe b) aufrechterhalten, so wird der eventuelle Restbetrag der Prämie nicht überwiesen;"

3° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"In den Fällen, wo der Tatbestand, der eine Rückerstattung veranlasst, nicht auf einen Fehler oder eine absichtliche Handlung seitens des Klein- oder Mittelbetriebs oder seiner Aktionäre zurückzuführen ist, kann die Regierung von Artikel 20 abweichen, indem sie die Anreize auf das Verhältnis zwischen der Anzahl Jahre der tatsächlichen Benutzung des Gutes, für das ein Anreiz gewährt worden ist, und der Anzahl Jahre im Sinne von Art. 17 aufrechterhält, ohne dass jedoch seit dem Ende der Durchführung der Investition bis zum Tage des Ereignisses, das zum Entzug des Anreizes geführt hat, weniger als drei Jahre verstrichen sind.“

*Abschnitt 6 - Änderungen im Dekret vom 25. März 2004 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen, aufeinanderfolgend abgeändert durch die Dekrete vom 15. Dezember 2005, 28. November 2013, 11. Dezember 2014, 17. Dezember 2015, 21. Dezember 2016 und 16. Februar 2017*

**Art. 21** - Artikel 4 des Dekrets vom 25. März 2004 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen in der durch die Dekrete vom 15. Dezember 2005 und 28. November 2013 abgeänderten Fassung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 4 - § 1. Um zugelassen zu werden, muss die LEA den folgenden Bedingungen genügen:

1° eine der beiden in Artikel 5 Absatz 1 vorgesehenen Organisationsformen haben;

2° sich verpflichten, ausschließlich die in Artikel 3 erwähnten Aufgaben zu erfüllen;

3° eine Verpflichtung der Gemeinde, der angrenzenden Gemeinden oder anderer lokaler Partner, eine mindestens 30 % des gemäß Artikel 9 gewährten Zuschusses entsprechende Beteiligung einzubringen, vorlegen;

4° mindestens zwei Personalmitglieder vollzeitig beschäftigen, worunter mindestens eins über ein Diplom verfügt, das den akademischen Grad eines Masters vorführt, und das andere über ein Diplom verfügt, das den Grad eines Bachelors oder ein Zeugnis der oberen Sekundarstufe vorführt;

5° einen strategischen Plan gemäß den durch die Regierung bestimmten Modalitäten erstellen;

6° sich verpflichten, der Regierung einen jährlichen Tätigkeitsbericht, dessen Inhalt von der Regierung bestimmt wird, spätestens zum 31. März eines jeden Jahres, sowie die Jahresrechnung spätestens sieben Monate nach dem Jahresabschluss zu übermitteln;

7° sich verpflichten, den in Ziffer 4 genannten Personalmitgliedern eine Weiterbildung gemäß den durch die Regierung bestimmten Modalitäten zu erteilen;

8° auf dem Gebiet einer oder mehrerer angrenzenden Gemeinden, die insgesamt weniger als vierzigtausend Einwohner haben, Aktionen zur lokalen Entwicklung durchführen, die von den bestehenden Operatoren nicht wahrgenommen werden;

9° die Aktionen in Abstimmung mit den von der Regierung geführten regionalen Maßnahmen durchführen;

10° die Chancengleichheit auf der Ebene der sozialen Organe der lokalen Entwicklungsagentur sowie bei der Durchführung der in Artikel 3 genannten Aufgaben anstreben.

§ 2. Spätestens binnen sechs Monaten nach der Notifizierung der Zulassung stellt die LEA die in § 1 Ziffer 4 genannten Personalmitglieder im Rahmen eines Arbeitsvertrags ein.

Wenn kraft der auf das Personal anwendbaren Rechtsvorschriften eine Arbeitszeitverkürzung erlaubt wird und wenn die Arbeitszeit weniger als ein 4/5<sup>tel</sup> Zeit geworden ist, sorgt die LEA dafür, dass das Personalmitglied, dessen Arbeitszeit verkürzt worden ist, binnen höchstens sechs Monaten durch ein neues Personalmitglied mit der gleichen Qualifikationsstufe ersetzt wird. Die LEA kann jedoch bei der Regierung nach den von Letzterer bestimmten Modalitäten einen begründeten Abweichungsantrag betreffend die oben genannte Frist einreichen.

Wenn ein teilzeitbeschäftigtes Personalmitglied die LEA endgültig verlässt, ist die in § 1 Ziffer 4 genannte Verpflichtung der Einstellung mit voller Arbeitszeit im Rahmen seines Ersatzes anwendbar. Die LEA kann jedoch bei der Regierung nach den von Letzterer bestimmten Modalitäten einen begründeten Abweichungsantrag einreichen, um diese Art des Ersatzes während eines Zeitraums von höchstens einem Jahr, der ggf. verlängert werden kann, nicht vornehmen zu müssen.

Die vor dem 1. Januar 2019 der LEA zur Verfügung gestellten Personalmitglieder können ihre Stelle behalten, bis sie sie endgültig verlassen.“

**Art. 22** - In Artikel 8 Absatz 1 wird das Wort "gesetzlichen" vor das Wort "Vertreter" eingefügt..

*Abschnitt 7 - Änderung in dem in Buch III, Titel VIII, Kapitel II, Abschnitt 2bis des Zivilgesetzbuches übernommenen Gesetz vom 30. April 1951*

**Art. 23** - Artikel 1 wird um zwei Paragraphen mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 2. Der vorliegende Abschnitt gilt ebenfalls uneingeschränkt für die Mietverträge, die im Rahmen eines Handelspartnerschaftsvertrags im Sinne von Artikel I.11 Ziffer 2 des Wirtschaftsgesetzbuches vom 28. Februar 2013 geschlossen werden.

§ 3. Jede Klausel, laut deren der vermietete Ort ausschließlich der Bewirtschaftung eines bestimmten Firmenzeichens gewidmet ist, gilt als nichtig.“

*Abschnitt 8 - Änderungen im Dekret vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe*

**Art. 24** - In Artikel 7 § 1 Ziffer 6 Buchstabe b) werden die Wörter "des Artikels 1 Absatz 1 Ziffer 4" durch die Wörter "des Artikels 1 Absatz 1 Ziffer 14" ersetzt.

**Art. 25** - In Artikel 15 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 Ziffer 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"2° beantragt den Zuschuss nach Artikel 19 für einen benachteiligten bzw. stark benachteiligten Arbeitnehmer, der einen zusätzlichen Arbeitnehmer darstellt im Verhältnis zu den gesamten Arbeitnehmern, für die der Zuschuss zulässig ist, und beschäftigt diesen Arbeitnehmer während eines Zeitraums von fünf Jahren ab seiner Einstellung weiter“;

2° § 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 2. Es wird jedoch davon ausgegangen, dass der zugelassene Eingliederungsbetrieb die Zahl seiner für den Zuschuss zulässigen Arbeitnehmer aufrechterhalten hat, wenn er jeden Arbeitnehmer, dessen Arbeitsplatz wegen seines freiwilligen Rücktritts, seiner dauerhaften Unfähigkeit zur Ausübung seines Amtes, seiner Versetzung in den Ruhestand aus Altersgründen, der freiwilligen Reduzierung seiner Arbeitszeit oder seiner rechtmäßigen Entlassung wegen schwerer Verfehlung, und nicht wegen der Streichung seiner Stelle freigeworden ist, durch einen Arbeitnehmer mit gleichem Status ersetzt. In diesem Fall wird der Zuschuss für den Arbeiter im Verhältnis zur Dauer seiner Beschäftigung aufrechterhalten und verleiht die Einstellung des neuen Arbeitnehmers Anspruch auf den neuen Zuschuss.“

*Abschnitt 9 - Änderung im Dekret vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft*

**Art. 26** - In Artikel 2 Absatz 1 wird die Wortfolge "1° das Dekret vom 21. Juli 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe" durch folgende Wortfolge ersetzt: "1° das Dekret vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe“.

*Abschnitt 10 - Änderungen im Dekret vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck, in der Kurzform "I.D.E.S.S."*

**Art. 27** - Artikel 1 Absatz 1 der französischen Fassung des vorgenannten Dekrets vom 14. Dezember 2006 wird wie folgt abgeändert:

1° ein Punkt 2bis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"2°bis. La subvention : la compensation en vue d'exercer le S.I.E.G.;"

2° ein Punkt 2ter mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"2°ter. le S.I.E.G. : le service d'intérêt économique général tel que visé aux articles 14 et 106, § 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, en abrégé : « T.F.U.E. » ainsi que dans le Protocole n°26 attaché au T.F.U.E.;"

3° ein Punkt 2quater mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"2°quater. La Décision : la Décision 2012/21/UE de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, §2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous la forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion des services d'intérêt économique général, J.O.U.E. du 11.1.2012, L 7/3;"



**Art. 28** - In Artikel 3 der französischen Fassung desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Absatz 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"L'agrément constitue un mandat à gérer un S.I.E.G. et est destiné à permettre l'octroi de la subvention visée aux articles 12 à 13, qui permettent à l'I.D.E.S.S. agréée et mandatée de compenser la perte de productivité liée aux obligations de service public";

2° die folgenden Absätze werden eingefügt:

"Le mandat est confié conformément à la décision.

Le S.I.E.G. comporte les obligations de service public suivantes :

1° définir et mettre en œuvre un projet visant à rencontrer des besoins sociaux et sociétaux insuffisamment satisfaits en offrant des services de proximité dans le respect des conditions prévues par le présent décret ;

2° assurer les prestations de l'I.D.E.S.S. en ayant recours à des travailleurs peu qualifiés et en favorisant l'association de ceux-ci à la gestion de l'I.D.E.S.S."

**Art. 28bis** - In Artikel 12 Absatz 1 der französischen Fassung desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, werden die Wörter "conformément à la Décision," zwischen "qu'il détermine," und "à l'I.D.E.S.S." eingefügt.

**Art. 29** - In Artikel 18 Absatz 3 der französischen Fassung desselben Dekrets werden die Wörter "sur une période de trois ans." durch die Wörter "tous les 2 ans. Le Gouvernement détermine les modalités de ce contrôle" ersetzt.

**Art. 30** - In die französische Fassung desselben Dekrets wird ein Artikel 22bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 22bis. Les I.D.E.S.S. actuellement agréées à durée indéterminée disposent d'une durée maximum de 4 ans à dater de l'attribution de leur mandat S.I.E.G. pour introduire une nouvelle demande d'agrément et de mandat S.I.E.G."

*Abschnitt 11* - Änderungen im Dekret vom 11. Juli 2002 zur Regelung der Satzungen der "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe), abgekürzt "SOWALFIN"

**Art. 31** - In Artikel 9 § 3 desselben Dekrets werden die Wörter "zwei stellvertretende Vorsitzende" durch "einen stellvertretenden Vorsitzenden" ersetzt.

**Art. 31bis** - In Artikel 9 § 4 Absatz 1 Ziffer 4 des Dekrets werden die Wörter "mit Ausnahme des (der) Verantwortlichen für die tägliche Verwaltung" durch die Wörter "einschließlich jeglicher Person, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt ist, oder innerhalb des mit der täglichen Geschäftsführung beauftragten Organs tätig ist" ersetzt.

**Art. 31ter** - In Artikel 9 § 4 Absatz 1 des Dekrets wird eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Person, die mit der täglichen Geschäftsführung einer Investitionsgesellschaft und/oder einer Beteiligungsgesellschaft mit gemischtem, öffentlichem-privatem Kapital beauftragt ist, oder innerhalb des mit der täglichen Geschäftsführung einer solchen Gesellschaft beauftragten Organs tätig ist".

**Art. 32** - In Artikel 11 § 3 Absatz 2 desselben Dekrets werden die Wörter "3 bis 5" durch "3 und 5" ersetzt.

**Art. 32bis** - In Artikel 14 Absatz 2 desselben Dekrets werden die Wörter "den stellvertretenden Vorsitzenden" durch "dem stellvertretenden Vorsitzenden" ersetzt.

**Art. 32ter** - In Artikel 11 § 2 des Dekrets werden die Wörter "mit beschließender Stimme" durch die Wörter "mit beratender Stimme" ersetzt.

*Abschnitt 12* - Änderungen im Gesetz vom 2. April 1962 zur Schaffung der Föderalen Beteiligungs- und Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften

**Art. 33** - Die französische Fassung von Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 2. April 1962 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 2. Le contrôle de l'exécution des missions déléguées de la S.R.I.W. telles que confiées par décret ou par arrêté du Gouvernement et des missions déléguées définies à l'article 22 s'effectue par deux commissaires que le Gouvernement désigne et qu'il peut révoquer.

Ces commissaires veillent à ce que les mesures prises dans le cadre des missions déléguées de la S.R.I.W. et des missions déléguées définies à l'article 22 ne violent pas les lois, les décrets, les arrêtés, les statuts ou les clauses contractuelles relatives aux missions déléguées.

Ils ont le droit de prendre connaissance de toutes les décisions de l'Assemblée générale, du Conseil d'administration et, le cas échéant, de l'organe chargé de la gestion journalière, de procéder à toutes les vérifications nécessaires et de se faire produire tous les renseignements et documents utiles à cet effet.

Ils ont le droit d'assister, avec voix consultative, aux réunions du Conseil d'administration qui concernent l'exécution des missions déléguées.

Les commissaires du Gouvernement suspendent et dénoncent conjointement au Gouvernement toute décision du Conseil d'administration méconnaissant les lois, les décrets, les arrêtés, les statuts ou les clauses contractuelles relatives aux missions déléguées. A cet effet, ils disposent d'un délai de quatre jours francs; ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que les commissaires du Gouvernement y aient été régulièrement convoqués et, dans le cas contraire, à partir du jour où ils en ont reçu connaissance.

Si le Gouvernement n'a pas statué dans les huit jours de la suspension, la décision peut être exécutée.

La rémunération des commissaires du Gouvernement est fixée par le Gouvernement et payée par la société."

**Art. 33bis** - In Artikel 38 desselben Gesetzes wird ein dritter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Le Conseil d'administration nomme parmi ses membres, sur avis conforme du Gouvernement, un président et un vice-président."

**Art. 33ter** - In Artikel 38 desselben Gesetzes wird ein vierter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Les personnes chargées de la gestion journalière, ou agissant au sein de l'organe chargé de la gestion journalière ne peuvent remplir la fonction d'administrateur. Les personnes chargées de la gestion journalière, ou agissant au sein de l'organe chargé de la gestion journalière de la S.R.I.W. ou de la SOGÉPA assistent aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative."

## KAPITEL III — Maßnahmen im Bereich Umwelt

## Abschnitt 1 - Änderungen in Buch I des Umweltgesetzbuches

**Art. 34** - In Teil I Titel I des Umweltgesetzbuches wird ein Artikel D.5-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.5-2 - § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt die Regierung Anreize, um die vom Umweltgesetzbuch verfolgten Zielsetzungen auf direkte oder indirekte Weise zu erfüllen. Es handelt sich insbesondere um die Erhaltung des Gleichgewichts und den Schutz der Umwelt, des Raums, der Landschaften und natürlichen Ressourcen und Lebensräume, der Luft, des Bodens, des Wassers, der biologischen Vielfalt und des biologischen Gleichgewichts, d.h. jede Maßnahme, die darauf abzielt, einer Beeinträchtigung der natürlichen Umwelt oder der natürlichen oder biologischen Ressourcen abzuwehren oder vorzubeugen oder eine rationelle Nutzung dieser Ressourcen zu fördern.

§ 2. Bei diesen Anreizen kann es sich um Folgendes handeln:

1° die Gewährung von finanziellen Vorteilen;

2° die Gewährung von Naturalvergütungen in der Form einer Übertragung von Gütern oder Erbringung von Dienstleistungen, deren finanzielle Last teilweise oder insgesamt von der Regierung gedeckt wird.

§ 3. Diese Anreize können einer natürlichen oder juristischen Person, oder einer Organisation ohne Rechtspersönlichkeit zugutekommen. Um in den Genuss dieser Anreize zu kommen, muss die juristische oder natürliche Person oder die Organisation ohne Rechtspersönlichkeit:

1° nachweisen, dass das Projekt oder die Tätigkeit den in Paragraph 1 des vorliegenden Artikels identifizierten, verfolgten Zielsetzungen genügt;

2° angeben, auf welche Weise das Projekt einen Gewinn für die Umwelt mit sich bringt.

§ 4. Die Regierung bestimmt die Verfahren für die Beantragung und Gewährung der Anreize unter Berücksichtigung der Kategorie der Person, die den jeweiligen Anreiz beantragt. Die Regierung kann Regeln festlegen in Bezug auf:

1° die Kategorien von zulässigen Ausgaben;

2° die Sonderbedingungen für die Gewährung, das Verfahren zur Einreichung der Anträge und die Liste der zu übermittelnden Dokumente;

3° die Beträge und Berechnungsmodalitäten der Anreize;

4° die Kontrolle der Verwendung der Anreize.

§ 5. Der Anreiz kann die tatsächlichen Kosten nicht überschreiten, die sich aus der Tätigkeit bzw. dem Projekt ergeben, die bzw. das Gegenstand des Anreizes ist.

Jeder Antrag auf einen Anreiz muss auf der Grundlage einer vollständigen Akte erfolgen. Der Antrag veranlasst einen Beschluss innerhalb einer Frist von vier Monaten ab der Einreichung der vollständigen Akte."

**Art. 35** - In Teil III Titel II/1 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird ein Kapitel VII mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Kapitel VII - Die Finanzierung der Umweltvereinigungen".

**Art. 36** - In das durch Artikel 35 eingefügte Kapitel VII von Titel II/1 von Teil III des Buches I des Umweltgesetzbuches wird ein Artikel D.28-19 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.28-19 - § 1. Die in Artikel D.170 erwähnte für die "Finanzierung der Umweltvereinigungen" zuständige Abteilung überweist jährlich, am 5. Werktag des Monats Januar, Geldvorschüsse an den Antragsteller, der den folgenden Bedingungen genügt:

1° kraft Artikel D.28-9 als Umweltvereinigung anerkannt sein;

2° durch eine Rahmenvereinbarung oder eine Umweltvereinbarung mit der Wallonischen Region gebunden sein, oder wenigstens das grundsätzliche Einverständnis des Umweltministers für einen Zuschuss im Bereich Umwelt erhalten haben, das das Kalenderjahr deckt, im Laufe dessen der Vorschuss überwiesen wird;

3° an keinem Streitverfahren beteiligt sein, das zur Überweisung des von der Wallonischen Region gewährten Zuschusses oder zur Gewährung seines Betrags an eine Drittperson führen kann;

4° nicht Gegenstand eines Verfahrens zur Aufhebung oder eines effektiven Beschlusses zur Aufhebung seiner Rahmenvereinbarung oder Vereinbarung sein;

5° auf Ehrenwort erklären, dass die Bedingungen nach Absatz 1 Ziffern 3 und 4 zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags eingehalten werden;

6° spätestens am 15. November des Jahres vor dem laufenden Jahr einen Antrag auf Auszahlung durch Geldvorschüsse bei der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie eingereicht haben;

7° die Bescheinigungen der Sozial- und Steuerbehörden übermittelt haben, durch die bestätigt wird, dass der Träger alle LASS-Beiträge, alle Schulden gegenüber der Verwaltung des Steuerwesens für Unternehmen und Einkünfte sowie gegebenenfalls der MwSt.-Behörde gezahlt hat.

Zwecks der Anwendung von Paragraph 1 gilt als Werktag ein Tag, der kein Samstag, Sonntag oder gesetzlicher Feiertag ist.

Die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie prüft die Einhaltung dieser Bedingungen.

Der Antragsteller, der nach der Einreichung des in § 1 Absatz 1 Ziffer 6 genannten Antrags den in § 1 aufgelisteten Bedingungen nicht mehr genügt, kann den Vorschuss nicht erhalten.

§ 2. Spätestens am 1. Dezember vor der Überweisung teilt der Umweltminister der Verwaltung die Namen der Empfänger des Zuschusses und den jeweiligen Betrag für jeden Empfänger mit, auf der Grundlage einer detaillierten Liste.

Vor der Überweisung des Zuschusses identifiziert der Umweltminister jede in der vorgenannten Liste eingetragene Person, die die in Paragraph 1 aufgelisteten Bedingungen nicht mehr erfüllt.

§ 3. Die von der Abteilung gewährten Zuschüsse decken höchstens 80 % des bedingungslosen jährlichen Teilbetrags des Zuschusses der Wallonischen Region, den der Antragsteller für das Haushaltsjahr erhält, im Laufe dessen der Vorschuss gewährt wird. Die Zuschüsse werden im Rahmen der im Fonds verfügbaren Haushaltsmittel gewährt.

§ 4. Spätestens am 31. Dezember des laufenden Jahres zahlt die Wallonische Region den Vorschuss zurück, der den ihr gemeldeten Empfängern gewährt wurde; dies erfolgt anhand des Zuschusses, der dem Empfänger anschließend an die Verwaltungs- und Haushaltskontrolle zugutekommt, und zwar durch Anrechnung des Betrags des Vorschusses auf den allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan.“.

**Art. 37** - In das durch Artikel 35 eingefügte Kapitel VII von Titel II/1 von Teil III des Buches I des Umweltgesetzbuches wird ein Artikel D.28-20 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.28-20 - Vor dem 30. April eines jeden Jahres erstellt der Umweltminister einen Bericht über die Tätigkeiten der Abteilung “Finanzierung der Umweltvereinigungen” für das vorhergehende Haushaltsjahr. Er unterbreitet dieses Dokument dem Haushaltsminister zur Genehmigung und übermittelt es dem Wallonischen Parlament.

Der Tätigkeitsbericht umfasst:

- 1° die Darstellung der Maßnahmen, die getroffen wurden, um die Aufgaben der Abteilung zu erfüllen;
- 2° einen Kommentar, um die Entwicklung der Lage der Abteilung wahrheitsgetreu darzustellen;
- 3° Angaben zu den bedeutenden Ereignissen, die nach dem Abschluss des vorhergehenden Haushaltsjahres stattgefunden haben.

Der genehmigte Tätigkeitsbericht wird der Regierung und dem Rechnungshof übermittelt.“.

**Art. 38** - In Artikel D.29-21 Absatz 2 werden die Wörter “und A.3” gestrichen.

**Art. 39** - Der Teil VI des Buches I desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

“1° die Überschrift von Teil VI lautet nun :“Teil VI - Umweltvereinbarungen und Vereinbarungen zur Förderung des ökologischen Wandels“;

2° ein wie folgt lautender Untertitel wird eingefügt:

“Kapitel I - Umweltvereinbarungen“;

3° nach Artikel D.92 wird ein neuer, wie folgt lautender Untertitel eingefügt:

“Kapitel II - Vereinbarungen zur Förderung des ökologischen Wandels“, mit den folgenden Bestimmungen:

“Art. D.92-1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Kapitels versteht man unter “Vereinbarung zur Förderung des ökologischen Wandels” die zwischen der Wallonischen Regierung oder einem oder mehreren Ministern, einer oder mehreren Einrichtungen im Sinne von Artikel 83, die öffentliche oder private Akteure vertreten, und gegebenenfalls öffentlichen und privaten, freiwillig und individuell handelnden Akteuren, geschlossene Vereinbarung, deren Zweck in der Mobilisierung von Akteuren im Rahmen eines dynamischen Kooperationsprozesses zur Förderung des ökologischen Wandels in einem spezifischen Bereich besteht.

Art. D.92-2 - In einer Vereinbarung zur Förderung des ökologischen Wandels stehen mindestens die folgenden Angaben:

- 1° ihr Zweck;
- 2° die verfolgten ökologischen, sozialen und wirtschaftlichen Zielsetzungen;
- 3° ihre Dauer und die Regeln für ihre Kündigung;
- 4° die Aktionen, zu deren Durchführung sich die Parteien verpflichten, und die Tragweite ihrer jeweiligen Verpflichtungen;
- 5° die von und zwischen den Akteuren oder Kategorien von Akteuren entwickelten Prozesse;
- 6° der Informationsaustausch zwischen den Parteien und die Berichterstattung über die Ergebnisse;
- 7° die Follow-up- und Bewertungsmodalitäten;
- 8° die anwendbaren Bestimmungen für die Abänderung des Inhalts;
- 9° die Regeln für den Bei- und Rücktritt einer Partei.

Gegebenenfalls werden in der Vereinbarung angegeben:

- 1° die Bekanntmachungsvorschriften;
- 2° die Mittel, zu deren Einsatz sich alle oder einige Parteien zwecks der Durchführung der Aktionen verpflichten.

Art. D.92-3 - Das Verfahren zum Abschluss einer Vereinbarung zur Förderung des ökologischen Wandels besteht mindestens aus den folgenden Schritten:

1° außer wenn die Initiative von der Regierung ausgeht, die Hinterlegung bei der Regierung oder bei einem oder mehreren Ministern einer Absichtserklärung durch eine oder mehrere Einrichtungen, die öffentliche oder private Akteure vertreten;

2° die Bildung eines Ausschusses, an dem die Vertreter der betreffenden beteiligten Parteien teilnehmen, der mit der Ausarbeitung des Vereinbarungsprojektes und der Identifizierung der potentiellen unterzeichnenden Parteien beauftragt ist;

3° wenn dies erforderlich ist, die Konsultierung auf dem elektronischen Wege innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der Veröffentlichung auf der spezifischen Internetseite;

4° die Untersuchung der eventuellen Bemerkungen, die Vervollständigung und Unterzeichnung der Vereinbarung;

5° die Veröffentlichung der Vereinbarung (ganz oder auszugsweise) auf der spezifischen Internetseite und auf der Internetseite der betroffenen Behörde(n).

Die Regierung kann die Modalitäten für die Annahme dieser Vereinbarungen bestimmen. Sie kann die Arten von Vereinbarungsprojekten oder Verpflichtungen bestimmen, die der Konsultierung der Öffentlichkeit nach Absatz 1 Ziffer 3 unterliegen, und die Modalitäten für diese Konsultierung festlegen, wobei sie ihrem Zweck und ihrer Tragweite Rechnung trägt.

Der in Absatz 1 Ziffer 2 genannte Ausschuss kann beschließen, weitere Akteure als beitretende oder unterstützende Parteien mit einzubeziehen.“.

**Art. 40** - In Artikel D.155bis des Buches I des Umweltgesetzbuches werden die durch das Dekret vom 22. Juli 2010 eingefügten Paragraphen 3 und 4 durch folgende Bestimmungen ersetzt:

“§ 3. Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie derjenige, der den folgenden Bestimmungen der Verordnung (EU) Nr. 517/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 über fluorierte Treibhausgase und zur Aufhebung der Verordnung (EG) 842/2006 zuwiderhandelt:

- 1° Artikel 3;
- 2° Artikel 4 §§ 1 bis 4;
- 3° Artikel 5;
- 4° Artikel 6 §§ 1 und 4;
- 5° Artikel 7 § 1;
- 6° Artikel 8;
- 7° Artikel 13.

§ 4. Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie derjenige, der dem Artikel 19 der Verordnung (EU) Nr. 517/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 über fluorierte Treibhausgase und zur Aufhebung der Verordnung (EG) 842/2006 zuwiderhandelt.“.

**Art. 41** - Artikel D.170 des Buches I des Umweltgesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Programmdekret vom 12. Dezember 2014, wird folgendermaßen abgeändert:

1° § 1 wird durch Folgendes ersetzt:

§ 1. Es wird innerhalb des Einnahmenhaushaltsplans und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region ein Fonds für den Umweltschutz eingerichtet, der aus vier Abteilungen zusammengesetzt ist:

- 1° die Abteilung "kleinere Umweltsünden";
- 2° die Abteilung "Wasserschutz";
- 3° die Abteilung "Bodenschutz";
- 4° die Abteilung "Finanzierung der Umweltvereinigungen". ;
- 2° Paragraf 2 wird um Folgendes ergänzt:

"Unbeschadet von Absatz 1 werden die Einnahmen des Fonds für den Umweltschutz, Abteilung "kleinere Umweltsünden", zu Zwecken der Deckung der Kosten für die Einstellung von Personal innerhalb der Verwaltung verwendet, dessen Aufgabe in der Ermittlung, Feststellung, Verfolgung, Ahnung und Auferlegung von Wiedergutmachungsmaßnahmen im Falle von Umweltverstößen besteht. Die Verwendung dieser Einnahmen der Abteilung "kleinere Umweltsünden" ist jährlich auf 50 Prozent der im vorhergehenden Jahr von dieser Abteilung eingenommenen Einnahmen beschränkt.“;

3° Paragraf 3 Absatz 2 Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt:

"5° die durch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, das Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung und das Gesetz vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung vorgesehenen Bearbeitungsgebühren.“;

4° ein Paragraf 5 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"§ 5. Die Abteilung "Finanzierung der Umweltvereinigungen" hat zum Zweck, finanzielle Rücklagen zu bilden und zu verwalten, um im Rahmen von delegierten Aufgaben alle von der Wallonischen Region anvertrauten Aufgaben mit finanziellem Charakter im Bereich Umwelt erfüllen zu können.

Zu diesem Zweck hat diese Abteilung die folgenden Aufgaben:

1° Durchführung der von der Regierung übertragenen Aufgaben, um zur Umsetzung der finanziellen Politik der Wallonischen Region im Rahmen ihrer Umweltbefugnisse beizutragen;

2° Gewährung von Geldvorschüssen in Übereinstimmung mit Artikel D.28-19.

Die Einnahmequellen der Abteilung "Finanzierung der Umweltvereinigungen" sind die Folgenden:

1° die von der Wallonischen Region zugunsten der Abteilung getätigten Überweisungen der Beträge, die für die Erfüllung der ihr anvertrauten Aufgaben nach Absatz 2 Ziffer 3 bestimmt sind;

2° die Mehrwerte und finanziellen Erträge der Anlagen und Rücklagen der Abteilung;

3° die Rückzahlung der gemäß Artikel D.28-20 gewährten Vorschüsse.

Wenn die Rücklagen der Abteilung nicht genügen, liefert die Wallonische Region ihr die finanziellen Mittel, die zur Erfüllung ihrer Aufgaben erforderlich sind.“.

#### *Abschnitt 2 - Änderungen im Wassergesetzbuch*

**Art. 42** - In Artikel D.26 § 4 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 20. Juli 2016, werden die Wörter "die Wallonische Wassergesellschaft ("Société wallonne des eaux")" zwischen die Wörter "die Société publique de gestion de l'eau" und die Wörter "den Pool "Umwelt" " eingefügt.

**Art. 43** - In Artikel D.28 § 4 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 20. Juli 2016, werden die Wörter "die Wallonische Wassergesellschaft ("Société wallonne des eaux")" zwischen die Wörter "die Société publique de gestion de l'eau" und die Wörter "den Pool "Umwelt" " eingefügt.

**Art. 44** - Artikel D.257 § 1 desselben Buches wird wie folgt abgeändert:

1° Ziffer 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"3° für mehr als 10.000.000 Kubikmeter Wasser: 0,02 Euro pro Kubikmeter entnommenen Wassers.“ ;

2° Ziffer 4 wird aufgehoben.

**Art. 45** - In Artikel D.260 § 2 desselben Gesetzbuches wird der einzige Satz von Absatz 2 durch folgenden Satz ersetzt: "Das Unternehmen, das einen Dienstleistungsvertrag für die industrielle Abwasserreinigung abgeschlossen hat, wird von der in Paragraph 1 genannten jährlichen Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser freigestellt und für alle Ableitungen von Industrieabwasser in eine öffentliche Klärstation der Zahlung der Kosten der industriellen Reinigung am 1. Januar des Jahres, das auf das Datum der Unterzeichnung des Vertrags folgt, unterworfen."

**Art. 45bis** - In Artikel D.260 § 2 desselben Gesetzbuches wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Wenn das Unternehmen nach dem 1. Januar 2019 eine Genehmigung für eine neue Niederlassung erhalten hat, kann der Dienstleistungsvertrag für die industrielle Abwasserreinigung zur gleichen Zeit abgeschlossen werden und in Kraft treten, und die Befreiung von der Abgabe für das industrielle Abwasser gilt ab diesem Zeitpunkt."

**Art. 46** - In Artikel D.260 § 3 Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird eine Ziffer 8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"8) Bei einer Abtretung, Übertragung oder Vergabe von Aktivitäten an eine andere Person bestehen die gegenseitigen Rechte und Pflichten des Vertrags fort."

**Art. 47** - In Artikel D.263 wird Paragraph 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"D.263 - § 1. Die Werte der in Artikel D.262 erwähnten Parameter entsprechen den Höchstwerten, die in der Umweltgenehmigung des Abgabepflichtigen angegeben werden, insofern diese solche umfasst, und der Abgabepflichtige die Vorschriften der Umweltgenehmigung oder die tatsächlichen Durchschnittswerte, die von einem von der Regierung zugelassenen Laboratorium im Sinne des Artikels D.147 des Buches I des Umweltgesetzbuches oder von einem Referenzlaboratorium der Wallonischen Region gemäß den Richtlinien und unter Kontrolle der Verwaltung auf Kosten des Abgabepflichtigen festgelegt werden, einhält.

Wenn der Abgabepflichtige es versäumt, für die Unternehmen, die einen Vertrag für die industrielle Abwasserreinigung abgeschlossen haben, der Verwaltung oder der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") die Werte der zu berücksichtigenden Parameter zu übermitteln, kann Letztere Entnahmen und Analysen durchführen oder durchführen lassen, die zur Festlegung dieser Werte bestimmt sind, wobei die dadurch entstehenden Kosten dem Abgabepflichtigen angerechnet werden.

Unbeschadet des Vorerwähnten kann die Verwaltung oder die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") für die Unternehmen, die einen Vertrag für die industrielle Abwasserreinigung abgeschlossen haben, Messungskampagnen organisieren, um die Durchschnittswerte der Besteuerungsparameter zu bestimmen. Zu diesem Zweck bevollmächtigt sie ein von der Wallonischen Regierung gemäß Artikel D.147 des Buches I des Umweltgesetzbuches zugelassenes Laboratorium oder das Referenzlabor der Wallonischen Region. Die Regierung ist befugt, die Modalitäten für die durchzuführenden Abflussmengenmessungen und Probenahmen zu bestimmen, um ihre gute Repräsentativität sicherzustellen. Der Abgabepflichtige sichert den Zugang zu der Besichtigungskammer und den Kontrollvorrichtungen der Ableitung(en) des industriellen Abwassers.

Wenn die Verwaltung infolge von Messungskampagnen oder von Analyseergebnissen, die von anderen Dienststellen der Wallonischen Regierung erhalten wurden, die Besteuerung anschließend an ein Verfahren zur Berichtigung der Erklärung des Abgabepflichtigen oder anschließend an ein Verfahren der Besteuerung von Amts wegen erstellt, wird ein Durchschnitt der jeweiligen Ergebnisse der gegebenenfalls vom Abgabepflichtigen durchgeführten Analysen und der bei den Messungskampagnen erhaltenen Ergebnisse berücksichtigt. Was die Unternehmen betrifft, die einen Dienstleistungsvertrag für die industrielle Abwasserreinigung abgeschlossen haben, bestimmt die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") bei Fehlen der Informationen, die zur Ermittlung des Werts der Parameter nötig wären, die Kosten für die industrielle Abwasserreinigung auf der Grundlage eines Durchschnitts der Ergebnisse der durchgeführten Analysen.

Die Regierung ist befugt, die Modalitäten für die Anwendung dieses Durchschnitts auf der Grundlage der Gewichtung der Durchschnittswerte der von der Verwaltung oder der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") für die Unternehmen, die einen Dienstleistungsvertrag für die industrielle Abwasserreinigung abgeschlossen haben, und vom Abgabepflichtigen verwendeten Ergebnisse, ihrer Standardabweichungen und der jährlichen Anzahl Proben festzulegen.

Die Regierung legt die technischen Modalitäten zur Bestimmung der Werte der in Artikel D.262 erwähnten Parameter fest."

**Art. 48** - In Artikel D.352 desselben Buches wird eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"5° die Erfüllung der Aufgaben, die die Regierung ihr im Wassersektor anvertraut hat, insbesondere so wie sie in den Satzungen bestimmt sind."

**Art. 49** - In Artikel D.353 § 2 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2006, werden die Wörter ", insbesondere mit der AWEx und der Generaldirektion der auswärtigen Beziehungen," gestrichen.

**Art. 50** - Artikel D.363 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2006, wird wie folgt abgeändert:

1° der einzige Satz von Paragraph 4 wird durch folgenden Satz ersetzt: "§ 4. Die Vertreter der Gesellschaft in den Gesellschaften, Vereinigungen oder Einrichtungen, an denen die "S.W.D.E." beteiligt ist, werden durch den Verwaltungsrat unter den Verwaltungsratsmitgliedern, den Mitgliedern des Direktionsausschusses und den Personalmitgliedern der "S.W.D.E." oder der Gesellschaften, Vereinigungen oder Einrichtungen, an denen die "S.W.D.E." beteiligt ist, bestimmt;"

2° Paragraph 5 Absatz 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "Das Mandat als Vertreter der "S.W.D.E." innerhalb der Gesellschaft(en), für die er benannt wurde, läuft von Rechts wegen ab, wenn er die Eigenschaft als Verwalter, Mitglied des Direktionsausschusses oder Personalmitglied der "S.W.D.E." oder der Gesellschaft, Vereinigung oder Einrichtung, an der die "S.W.D.E." beteiligt ist, verliert."

**Art. 51** - Artikel D.365 § 4 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2006, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "und den Betriebsrat" gestrichen;

2° in Absatz 3 werden die Wörter "darf nicht länger als ein Jahr dauern" durch die Wörter "ist zeitlich begrenzt" ersetzt.

**Art. 52** - In demselben Buch wird Artikel D.366 durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. D.366 - § 1. Der Verwaltungsrat besteht aus vierzehn von der Regierung für ein Mandat von 5 Jahren ernannten Mitgliedern.

Unter den Verwaltungsratsmitgliedern werden zwei auf Vorschlag der "S.P.G.E." ernannt.

Unter den Verwaltungsratsmitgliedern sind acht Mitglied des Gemeindegremiums oder des Gemeinderats einer angeschlossenen Gemeinde, worunter jeweils ein Verwaltungsratsmitglied für die gesamten angeschlossenen Gemeinden des geografischen Zuständigkeitsbereichs jeder Betriebsfiliale.

Bei der Ernennung der Verwaltungsratsmitglieder sorgt die Regierung zudem dafür, dass sich die verschiedenen Funktionsprofile und Kompetenzen angesichts der Merkmale der Gesellschaft gegenseitig ergänzen, um die gute Arbeitsweise des Verwaltungsrats zu gewährleisten.

§ 2. Unter den Verwaltungsratsmitgliedern, die sie ernannt, bestimmt die Regierung einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden.

In den Satzungen werden die Regeln bezüglich der jeweiligen Befugnisse des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden festgesetzt.

Bei Stimmgleichheit im Verwaltungsrat ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

§ 3. Das Verwaltungsratsmitglied, das zu den acht Verwaltungsratsmitgliedern gehört, die Mitglied des Gemeindegremiums oder des Gemeinderats einer angeschlossenen Gemeinde sind, und das keinem dieser beiden kommunalen Organe mehr angehört, gilt als von Rechts wegen rücktretend und sitzt nicht mehr im Verwaltungsrat.

§ 4. Die Beratungen und die Beschlüsse des Verwaltungsrates sind nur dann rechtsgültig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind. Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen gefasst, vorbehaltlich der in den Satzungen, dem Gesellschaftsgesetzbuch oder dem vorliegenden Kapitel vorgesehenen Ausnahmen."

**Art. 53** - Artikel D.367 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Programmdekret vom 22. Juli 2010, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 werden die Ziffern 1 und 2 gestrichen;

2° in Paragraf 1 werden die Ziffern 3 und 4 nun die Ziffern 1 und 2;

3° Paragraf 2 wird durch den folgenden Text ersetzt:

"§ 2. Wenn das Verwaltungsratsmitglied während seines Mandats ein Amt oder ein Mandat gemäß Paragraf 1 annimmt, so wird sein Mandat von Rechts wegen beendet."

**Art. 54** - In Artikel D.369 desselben Buches wird Absatz 2 gestrichen.

**Art. 55** - Artikel D.370 § 1 Absatz 2 desselben Buches lautet nun wie folgt: "In dieser Vereinbarung werden Sonderbestimmungen vorgesehen, um in dem Falle, wo das Mandat nicht erneuert oder gekündigt wird, die soziale und finanzielle Lage der Mitglieder des Direktionsausschusses abzusichern."

**Art. 56** - In demselben Buch wird Artikel D.372, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016, durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. D.372 - § 1. Für jede Filiale wird ein Betriebsrat eingerichtet, der sich aus einem Vertreter pro angeschlossene Gemeinde des Zuständigkeitsgebiets der betreffenden Filiale zusammensetzt.

Jede angeschlossene Gemeinde bestimmt ihren Vertreter bei dem Betriebsrat unter den Mitgliedern des Gemeindegremiums.

§ 2. Der Betriebsrat wird über die Arbeitsprogramme der Gesellschaft, ihre Durchführung und die Koordinierung mit den kommunalen Baustellen konsultiert.

Er gibt seine Stellungnahme ab über jede Angelegenheit, die ihm vom Verwaltungsrat oder vom Direktionsausschuss unterbreitet wird.

§ 3. Die Regeln für die Arbeitsweise der Betriebsräte werden in den Satzungen festgelegt. In den Satzungen können zusätzliche Regeln festgelegt werden, welche die Zusammensetzung und die Befugnisse der Betriebsräte betreffen.

§ 4. Das Mandat als Mitglied eines Betriebsrats wird unentgeltlich ausgeübt."

**Art. 56bis** - Die Überschrift von Buch II Teil IV Titel VI desselben Gesetzbuches wird durch folgende Überschrift ersetzt:

"Titel VI - Strafmaßnahmen für Verstöße im Bereich der Erhebung und Zahlung der Abgaben, Gebühren und Steuern, und der Eintreibung des tatsächlichen Kostenpreises der Abwasserreinigung und der industriellen Abwasserreinigung sowie im Bereich des Abschlusses von Verträgen für die industrielle Abwasserreinigung"

**Art. 56ter** - In Artikel D.406 desselben Gesetzbuches wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"Einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne von Teil VIII des dekretalen Teils von Buch 1 des Umweltgesetzbuches begeht das Unternehmen, das industrielles Abwasser in eine öffentliche Klärstation ableitet, und den in Artikel D.260 § 2 vorgesehenen Dienstleistungsvertrag für die industrielle Abwasserreinigung nicht abschließt."

**Art. 56quater** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel D.406-3 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"Art. D.406-3 - Auf der Grundlage der von der Verwaltung mitgeteilten aktualisierten Liste der Unternehmen, die industrielles Abwasser in eine öffentliche Klärstation ableiten, richten die "S.P.G.E." und die Sanierungseinrichtung den Vertragsentwurf an das Unternehmen.

Wenn von dem Betreiber des industriellen Unternehmens keine Antwort eingeht, richtet die Sanierungseinrichtung ein Erinnerungsschreiben an das Unternehmen, mit einer Kopie an die "S.P.G.E.", und prüft, ob das Unternehmen an die Klärstation angeschlossen ist.

Wenn von dem Betreiber des industriellen Unternehmens keine Antwort eingeht, stellt die "S.P.G.E." eine Mahnung zu.

Wenn noch immer keine Antwort eingegangen ist oder wenn das Unternehmen den Abschluss eines Vertrags verweigert, informiert die "S.P.G.E." die Behörde, die von der Regierung mit der Ermittlung von Verstößen beauftragt ist.

Der sanktionierende Beamte richtet eine Kopie seines Beschlusses an die Gemeinde, an die zugelassene Sanierungseinrichtung, an die "S.P.G.E." und an die Umweltverwaltung."

**Art. 57** - Artikel D.379 § 2 desselben Buches wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Die Generalversammlung legt die Vergütung der Kommissare fest."

Abschnitt 3 - Änderungen im Dekret vom 22. Dezember 2010 über die wallonische Geodateninfrastruktur

**Art. 58** - In Artikel 17 des Dekrets vom 22. Dezember 2010 über die wallonische Geodateninfrastruktur wird Paragraf 3 durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. Bei dem strategischen Plan handelt es sich um einen Fünfjahresplan."

**Art. 59** - In Artikel 18 desselben Dekrets wird der Paragraf 2 durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Der strategische Ausschuss für Geoinformatik umfasst höchstens dreißig effektive Mitglieder. Die Regierung kann dessen Zusammensetzung festlegen und die Bereiche bestimmen, die zwangsläufig vertreten werden müssen."

Abschnitt 4 - Änderungen im Gesetz vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere

**Art. 60** - Artikel 3 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 18. Mai 2017, wird um die Ziffern 23, 24 und 25 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"23. Fachzeitschrift oder spezialisierte Website: eine Zeitschrift oder eine Website, deren Inserate ausschließlich die Vermarktung von Tieren oder direkt damit zusammenhängenden Gütern und Dienstleistungen betreffen;

24. Geschlossene Gruppe: ein mittels einer Registrierung oder Identifizierung auf den sozialen Netzwerken geschaffener Raum, der nur für die durch den Betreiber dieses Raums zugelassenen Personen zugänglich ist und dessen Inhalt nur für diese Personen sichtbar ist;

25. Für die Produktion bestimmte Tiere: für die Produktion von Lebensmitteln oder sonstigen Gütern des täglichen Bedarfs gehaltene Tiere."

**Art. 61** - In dem Gesetz vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, wird Artikel 7, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 27. Dezember 2012, um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn ein Tier gekennzeichnet und registriert ist, wird angenommen, dass die Person, die als die für das Tier verantwortliche Person angegeben ist, deren Eigentümer ist. Diese Annahme kann durch jedes rechtliche Mittel widerlegt werden."

**Art. 62** - Artikel 11*bis* des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, eingefügt durch das Gesetz vom 10. November 2016, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 11*bis* - Die Artikel 11*ter* bis 11*quinquies* sind auf die für eine im Gebiet der Wallonischen Region niedergelassene Person veröffentlichten Inserate unabhängig von ihrem Träger anwendbar."

**Art. 63** - In Kapitel III des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere wird ein Artikel 11*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 11*ter* - § 1. Wenn sie ein Tier betrifft, dessen Haltung gestattet ist, wird die Bekanntmachung zwecks der Vermarktung eines Tieres ausschließlich erlaubt

1° in einer Fachzeitschrift oder auf einer spezialisierten Website, die von der Regierung nach einem von ihr festgelegten Verfahren als spezialisiert anerkannt wird;

2° in einer geschlossenen Gruppe innerhalb von sozialen Netzwerken, insofern:

- entweder die Bekanntmachung ausschließlich die unentgeltliche Weitergabe eines Tieres betrifft,

- oder die Bekanntmachung ausschließlich die Vermarktung eines im Zuchtbetrieb eines zugelassenen Züchters geborenen Tieres betrifft.

Die Veröffentlichung von Bekanntmachungen ist auf für die Öffentlichkeit direkt zugänglichen Seiten oder Diskussionsgruppen innerhalb der sozialen Netzwerke oder auf gleichgestellten Trägern untersagt.

Die folgenden Fachzeitschriften oder spezialisierten Websites sind von der Anerkennung nach Absatz 1 Ziffer 1 freigestellt:

1° diejenigen, die durch oder für den Öffentlichen Dienst der Wallonie herausgegeben werden;

2° diejenigen, die von einem zugelassenen Hunde- oder Katzenzüchter herausgegeben werden, und zur Vermarktung der in seiner Zucht geborenen Hunde oder Katzen bestimmt sind;

3° diejenigen, die die Vermarktung von Equiden bezwecken;

4° diejenigen, die die Vermarktung von Tieren betreffen, deren Haltung gestattet ist, für welche die Regierung keine Liste in Anwendung von Artikel 3*bis* § 1 erstellt hat.

Neben den gemäß Absatz 1 zugelassenen Veröffentlichungen sind die Veröffentlichungen, welche die Vermarktung von Tieren zu Produktionszwecken betreffen, in einer Zeitschrift oder auf einer Website, die für den landwirtschaftlichen Sektor bestimmt ist, gestattet.

Die Regierung kann die Modalitäten für die Benutzung von geschlossenen Gruppen, sowie Regeln für die Registrierung vor der Benutzung dieser geschlossenen Gruppen festlegen.

§ 2. Abweichend von Paragraf 1 dürfen die zugelassenen Tierheime Inserate veröffentlichen, die auf die Vermittlung von Tieren außerhalb einer Fachzeitschrift oder einer spezialisierten Website abzielen.

Die Regierung kann andere Fälle bestimmen, in denen die Veröffentlichung von Bekanntmachungen zwecks der Vermarktung eines Tieres außerhalb einer Fachzeitschrift oder einer spezialisierten Website gestattet wird."

**Art. 64** - In Kapitel III des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere wird ein Artikel 11*quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 11*quater* - Eine Bekanntmachung zwecks der Vermarktung eines Tieres ist untersagt, wenn sie ein Tier betrifft, dessen Haltung untersagt ist.

Was die Tiere betrifft, deren Haltung mittels einer von der Regierung kraft Artikel 3*bis* § 1 erteilten Zulassung zugelassen ist, darf der Inhaber der Zulassung abweichend von Absatz 1 Inserate veröffentlichen, die auf die Vermarktung der betreffenden Tiere unter Einhaltung der Bedingungen nach Artikel 11*bis* abzielen."

**Art. 65** - In Kapitel III des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere wird ein Artikel 11*quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 11*quinquies* - Jede Bekanntmachung zwecks der Vermarktung eines Tieres enthält die von der Regierung festgelegten Angaben und Vermerke."

**Art. 66** - In Artikel 36 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, abgeändert durch das Programmdekret vom 12. Dezember 2014 und durch das Dekret vom 10. November 2016, wird Ziffer 17 durch folgende Bestimmung ersetzt:

„17° gegen Artikel 11ter bis 11quinquies verstößt“.

**Art. 67** - Artikel 43.3 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, eingefügt durch das Programmdekret vom 12. Dezember 2014, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Unbeschadet von Absatz 1 können die Ausgaben des Fonds die Kosten betreffen, die sich aus der Einstellung von Personal innerhalb der mit der Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Ahndung eines Verstoßes im Bereich des Wohlbefindens der Tiere beauftragten Behörde ergeben.“.

*Abschnitt 5 - Änderungen im Gesetz vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung*

**Art. 68** - Artikel 1 Ziffer 5 des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„5° die für die Einrichtung, Instandhaltung, Wartung, Kontrolle oder Inspektion, Reparatur oder Außerbetriebnahme von durch die Regierung bestimmten Geräten, Ausrüstungen oder Systemen verantwortlichen Personen zuzulassen oder zu zertifizieren und die erforderliche Qualifikationsstufe festzulegen, und die Zentren anzuerkennen, die mit der Erteilung der Ausbildung und Organisation der Prüfungen beauftragt sind, deren Bestehen die Gewährung der Zulassung oder Zertifizierung bedingt;“.

**Art. 69** - Artikel 3 desselben Gesetzes, aufgehoben durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

„Art. 3 - Eine die Verwaltungskosten deckende Bearbeitungsgebühr kann aufgrund der Einreichung eines Antrags in Ausführung von Artikel 1 Ziffer 5 erhoben werden. Der Ertrag dieser Gebühr wird vollständig dem in Artikel D.170 § 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Fonds für den Umweltschutz, Abteilung „kleinere Umweltsünden“, überwiesen. Die Regierung bestimmt den Betrag der Bearbeitungsgebühr sowie die Modalitäten zu deren Erhebung. Der Betrag der Bearbeitungsgebühr wird jährlich indexiert.“.

**Art. 70** - Artikel 4 desselben Gesetzes, aufgehoben durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

„Art. 4 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung den in Artikel 1 Ziffer 5 genannten Ausbildungs- und Prüfungszentren einen Zuschuss gewähren.

Um den Zuschuss erhalten zu können,

1° müssen die Zentren die pro Bewerber erhobene Einschreibegebühr auf den von der Regierung festgelegten Betrag begrenzen;

2° dürfen die Zentren keinen anderen Zuschuss für die betroffenen Tätigkeiten erhalten.“.

**Art. 70bis** - Artikel 5 desselben Gesetzes, aufgehoben durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

„Art. 5 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung nach von ihr festgelegten Modalitäten dem Privatsektor, dem öffentlichen Sektor und den Universitäten Zuschüsse und Preise für die Sensibilisierung der Öffentlichkeit oder für Aktionen zur Vorbeugung oder Bekämpfung der Luftverschmutzung gewähren.

Sie kann auch Zuschüsse für internationale Projekte in Verbindung mit der Luftqualität gewähren.“.

**Art. 71** - In dasselbe Gesetz wird ein Artikel 11 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 11 - Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie die in Artikel 1 Ziffer 5 genannte Person, die einen Vorgang ausführt, ohne über die entsprechende Zulassung zu verfügen.“.

*Abschnitt 6 - Änderungen im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle*

**Art. 72** - In dem Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird Artikel 4bis durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 4bis - § 1. Ein Stoff oder Gegenstand, der das Ergebnis eines Herstellungsverfahrens ist, dessen Hauptziel nicht die Herstellung dieses Stoffes oder Gegenstands ist, kann als Nebenprodukt und nicht als Abfall gelten, wenn die folgenden Voraussetzungen erfüllt sind:

1° es ist sicher, dass der Stoff oder Gegenstand weiter verwendet wird;

2° der Stoff oder Gegenstand kann direkt ohne weitere Verarbeitung, die über die normalen industriellen Verfahren hinausgeht, verwendet werden;

3° der Stoff oder Gegenstand wird als integraler Bestandteil eines Herstellungsprozesses erzeugt und

4° die weitere Verwendung ist rechtmäßig, d. h. der Stoff oder Gegenstand erfüllt alle einschlägigen Produkt-, Umwelt- und Gesundheitsschutzanforderungen für die jeweilige Verwendung und führt insgesamt nicht zu schädlichen Umwelt- oder Gesundheitsfolgen.

§ 2. Auf der Mindestgrundlage der in Paragraph 1 genannten Voraussetzungen kann die Regierung:

1° Maßnahmen verabschieden zur Festlegung der zu beachtenden Kriterien, welche auf gemeinschaftlicher Ebene bestimmt werden und nach denen bestimmte Stoffe oder Gegenstände als Nebenprodukt und nicht als Abfall anzusehen sind;

2° Verfahrensmodalitäten und Bedingungen festlegen, nach denen ein Stoff oder ein Gegenstand als Nebenprodukt und nicht als Abfall angesehen werden kann;

3° eine Liste von Kategorien von Stoffen und Produkten erstellen, die als Nebenprodukte anerkannt sind.

§ 3. Die Regierung teilt der Kommission diese Entscheidungen gemäß der Richtlinie 98/34/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 1998 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft mit, sofern jene Richtlinie dies erfordert.

§ 4. Betreiber, die Stoffe und Produkte herstellen, die als Nebenprodukte angesehen werden, kann die Regierung zu einer Registrierung verpflichten. Die Regierung bestimmt die Regeln für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen.



§ 5. Die Regierung kann zwecks der Anerkennung eines Stoffs oder eines Gegenstands als Nebenprodukt oder zwecks der Registrierung nach Paragraph 4 die Zahlung von Verwaltungskosten auferlegen.“ .

**Art. 73** - In Artikel 4ter desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in den Absätzen 1 und 2 von Paragraph 3 werden die Wörter "im Einzelfall" bzw. "von Fall zu Fall" jeweils durch die Wörter "durch einen Beschluss mit individueller Tragweite" ersetzt;

2° in Ziffer 1 desselben Paragraphen wird das Wort "gemeinhin" gestrichen;

3° der letzte Absatz desselben Paragraphen wird aufgehoben;

4° der Artikel wird um die Paragraphen 5 und 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 5. Betreiber, die Stoffe oder Gegenstände herstellen, die nicht mehr als Abfälle angesehen werden, kann die Regierung zu einer Registrierung verpflichten. Die Regierung bestimmt die Regeln für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen.

§ 6. Die Regierung kann zwecks der Anerkennung des Endes der Abfalleigenschaft eines Stoffs oder eines Gegenstands sowie zwecks der Registrierung nach Paragraph 5 die Zahlung von Verwaltungskosten auferlegen.“ .

**Art. 74** - In Artikel 5 desselben Dekrets wird ein Paragraph 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 4. Je nach ihren Eigenschaften und ihrer Zusammensetzung werden die Abfälle in brennbare und nicht brennbare Abfälle eingeteilt. Abfälle, die einen Glühverlust über 10 % und einen Gehalt an organisch gebundenem Gesamtkohlenstoff über 6 % aufweisen, gelten als brennbare Abfälle.

Die Aufnahme in die Liste der brennbaren Abfälle gilt als Vermutung, dass der Abfall brennbar ist. Die Regierung ist befugt, das Verfahren festzulegen, durch welches von Fall zu Fall der nicht brennbare Charakter eines in der Liste als brennbar vermuteten Abfalls anerkannt werden kann.“.

In denselben Artikel wird ein Paragraph 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 5. Die Regierung kann die Abfälle aufgrund ihres recyclingfähigen oder nicht recyclingfähigen Charakters einstufen. Die Aufnahme in die Liste der recyclingfähigen Abfälle gilt als Vermutung, dass der Abfall recyclingfähig ist; sie kann mit Bedingungen einhergehen.“.

**Art. 75** - § 1. In Artikel 6 § 1 Ziffer 4 desselben Dekrets werden nach den Wörtern "zu fördern" die Wörter "und zu regeln" eingefügt.

§ 2 - In denselben Artikel wird nach Paragraph 4 ein neuer Paragraph mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 5. Die Benutzung von Einweg-Kunststoff-Utensilien, die insbesondere zum Verbrauch von Lebensmitteln und Getränken bestimmt sind, oder diesen Verbrauch erleichtern, ist in jedem für die Öffentlichkeit zugänglichen Betrieb untersagt.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für das im vorigen Absatz erwähnte Verbot. Sie bestimmt, welche Utensilien untersagt werden, welche Abweichungen zugelassen werden, wenn es keine geeignete Alternative gibt, und gegebenenfalls, ob das Verbot auf andere Stoffe als Kunststoffe zu erweitern ist.“.

**Art. 76** - In Artikel 8bis desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird ein Absatz 1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Regierung kann eine erweiterte Herstellerverantwortung einführen.“ ;

2° in Paragraph 6 Absatz 3 wird in der französischen Fassung zwischen die Wörter "déficit de chaîne" und "présentant un problème de propreté" ein Komma eingefügt.

**Art. 77** - In Artikel 9 Ziffer 1 desselben Dekrets werden die Wörter "und bestimmten Formular" durch "bestimmten Formularen, und allen geeigneten elektronischen Mitteln" ersetzt.

In denselben Artikel wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"Spätestens ab dem 1. Januar 2023 wird jede regelmäßige, durch einen Erlass der Regierung vorgesehene Datenmitteilung an die Verwaltung in digitaler Form stattfinden. Die Regierung kann die entsprechenden Anwendungsmodalitäten bestimmen.“.

**Art. 78** - In Artikel 10 desselben Erlasses wird nach dem letzten Absatz ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Jede Person, die in einer der beiden anderen Regionen des Belgischen Staats für den Transport von nicht gefährlichen Abfällen registriert ist, gilt als in der Wallonischen Region registriert für den Transport derselben Kategorien von Abfällen, unter der Voraussetzung, dass sie der zuständigen Dienststelle der Verwaltung die entsprechenden Registrierungsdaten mitteilt. Die Verpflichtungen, die gemäß Absatz 3 für die registrierten Transporteure gelten, sowie die Regeln für die Streichung der Registrierung sind ebenfalls auf sie anwendbar.“.

**Art. 79** - In Artikel 22 desselben Dekrets werden die Wörter ",27bis" nach "27" eingefügt und wird der folgende Satz hinzugefügt:

"Wenn der Beitrag der Leistungsempfänger der von der oder für die Gemeinde organisierten Abfallbewirtschaftung den Kostendeckungssatz nach Artikel 21 § 1 nicht einhält, so wird der Betrag, der den nicht weiterverrechneten Kosten entspricht, oder der die erlaubte Kostendeckungsspanne übertrifft, unmittelbar von den nächsten auszustellenden Zuschüssen abgezogen; dies erfolgt ausschließlich zu Lasten der betroffenen Gemeinde.“.

**Art. 80** - Artikel 40 Ziffer 2 desselben Dekrets wird durch folgende Wörter ersetzt: "2° nach von ihr festgelegten Regeln Analyselabors zulassen und Probenehmer zulassen oder registrieren;“.

*Abschnitt 7 - Änderungen im Dekret vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion*

**Art. 81** - Artikel 2/4 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, wird um die Paragraphen 6 und 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 6. Die Regierung bestimmt einen Vorsitzenden und zwei stellvertretende Vorsitzende unter den effektiven ständigen Mitgliedern und einen stellvertretenden Vorsitzenden je Abteilung unter den effektiven zusätzlichen Mitgliedern dieser Abteilung.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz über den Pool "Umwelt", wenn dieser sich ausschließlich aus den ständigen Mitgliedern zusammensetzt, oder wenn er mehrere Abteilungen versammelt. Die allgemeine Dienstordnung des Pools nach Artikel 2 § 1 Ziffer 19 kann den beiden ersten stellvertretenden Vorsitzenden den Vorsitz über diese Versammlungen übertragen.

Jeder stellvertretende Vorsitzende einer Abteilung führt den Vorsitz über den Pool "Umwelt", wenn er die ständigen Mitglieder und die zusätzlichen Mitglieder einer einzigen Abteilung versammelt.

§ 7. Ein mit der Organisation des Pools beauftragtes Büro, das über keine Entscheidungsgewalt über die Aufgaben des Pools "Umwelt" verfügt, setzt sich aus dem Vorsitzenden und den fünf stellvertretenden Vorsitzenden zusammen."

**Art. 82** - In Artikel 2/2 Paragraf 2 Ziffer 5 desselben Dekrets werden die Wörter "auf Vorschlag von "Inter-Environnement Wallonie" " gestrichen.

*Abschnitt 8* - Änderung im Dekret vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" (Wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) in der Wallonischen Region

**Art. 83** - In Artikel 6 des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" in der Wallonischen Region, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Januar 1998, wird Paragraf 3 aufgehoben.

*Abschnitt 9* - Änderung im Dekret vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung

**Art. 84** - Artikel 9 des Dekrets vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung, zuletzt am 16. Februar 2017 abgeändert, wird aufgehoben.

*Abschnitt 10* - Die Öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität ("Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement" - "SPAQuE")

**Art. 85** - Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird durch Folgendes ergänzt:

"Art. 39 - Die Regierung bildet eine Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts mit der Bezeichnung "Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement", abgekürzt "SPAQuE".

Sie unterliegt dem Gesellschaftsgesetzbuch, außer bei in vorliegendem Dekret angeführten Abweichungen. Die Handelsgeschäfte der SPAQuE gelten als Handelsgeschäfte im Sinne der Artikel 2 und 3 des Wirtschaftsgesetzbuches.

**Art. 39bis** - Die Satzungen der SPAQuE und ihre Abänderungen unterliegen der Genehmigung der Regierung.

Die Regierung genehmigt ebenfalls:

1° die Zusammensetzung des Verwaltungsrats;

2° die Schaffung von Tochtergesellschaften und die Abtretung von Mehrheitsbeteiligungen;

3° die Kapitalerhöhungen.

**Art. 39ter** - Die SPAQuE wird vom Immobilienvorabzug befreit.

**Art. 39quater** - Die SPAQuE hat als Gesellschaftszweck:

- alle Aktivitäten in Verbindung mit der Vorbeugung, Entsorgung, Verarbeitung und Aufwertung von Abfällen und verschmutzten Böden durchführen;

- zur Verbesserung der Kenntnisse über den Bodenzustand, zur Vorbeugung der Verschlechterung des Bodenzustands, sowie zur Behandlung potentiell verschmutzter und verschmutzter Böden beitragen;

- verschmutzte Standorte aufwerten;

- die Forschung, die Entwicklung und den Austausch von Fachwissen, Erfahrung, Kenntnissen und Instrumenten, die im Bereich der Abfallwirtschaft und der Sanierung von verschmutzten Böden entwickelt wurden, gewährleisten;

- die Zukunftsforschung, die Planung und die Ausarbeitung von Plänen, Programmen oder strategischen Instrumenten im Bereich der Abfallwirtschaft und der potentiell verschmutzten oder verschmutzten Böden unterstützen;

- die öffentlichen und privaten Akteure, die mit einer Problematik im Bereich von potentiell verschmutzten oder verschmutzten Böden konfrontiert sind, unterstützen;

- die lokalen Behörden in diesen Bereichen beraten;

- die wallonischen Kompetenzen im Bereich der Abfallwirtschaft und der Aufwertung von Industriebrachen auf internationaler Ebene aufwerten, wobei alle industriellen, kommerziellen oder finanziellen Risiken zu vermeiden sind.

**Art. 39quinquies** - Die Regierung kann die auf die SPAQuE anwendbaren Einsatzregeln für die Durchführung dieser Aufgaben festlegen.

Die Regierung kann die SPAQuE zudem mit anderen Aufgaben in engem Zusammenhang mit diesen Aufgaben beauftragen.

**Art. 39sexies** - Zur Durchführung ihres Gesellschaftszwecks kann die SPAQuE:

- kommerzielle, industrielle, finanzielle, das bewegliche oder unbewegliche Vermögen betreffende Geschäfte jeglicher Art durchführen, die zur Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind;

- im Rahmen ihres Gesellschaftszwecks Geschäfte durchführen, die Einkünfte ergeben können;

- sich mit einer anderen spezialisierten Gesellschaft vereinigen, um Synergien oder Kompetenzzentren zu schaffen.

**Art. 39septies** - Die SPAQuE ist zwecks der Durchführung ihrer Aufgaben befugt, unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen eine oder mehrere katastrierte oder nicht katastrierte Parzellen und deren Umgebung zu betreten, um dort nötigenfalls in Begleitung von Sachverständigen oder spezialisierten Unternehmen Studien, Analysen und Probenahmen durchzuführen.

Die SPAQuE kann zu diesem Zweck und wenn nötig die Unterstützung der öffentlichen Gewalt beantragen.

Wenn sich auf der (den) betreffende(n) Katasterparzelle(n) eine Wohnung befindet und kein Einverständnis des Bewohners vorliegt, beantragt der leitende Beamte die Erlaubnis beim zuständigen Gericht.

Den Inhabern dinglicher oder personenbezogener Rechte an diesen Gütern wird keine Entschädigung geschuldet, unbeschadet ihres Einspruchs gegen den Verantwortlichen.

**Art. 39octies** - Die Bürgschaft der Region gegenüber Dritten wird der SPAQuE unter den von der Regierung bestimmten Bedingungen, für die Zinsen und die Tilgung der durch die SPAQuE auszugebenden Obligationen und für die aufzunehmenden Anleihen gewährt.

Bei Nichteinlösung der Obligationen oder Nichtrückzahlung der Anleihen sowie bei Nichtrückzahlung der mit ihnen verbundenen Zahlungen stellt die Region der "SPAQuE" die den Dritten geschuldeten Summen zur Verfügung.

**Art. 39nonies** - Die Regeln, Modalitäten und Zielsetzungen, nach denen die SPAQuE ihre Aufgaben erfüllt, werden in einem Geschäftsführungsvertrag festgelegt, der zwischen der Wallonischen Region und der SPAQuE für eine Dauer von fünf Jahren geschlossen wird.

**Art. 39decies** - Können Aktieninhaber der SPAQuE sein:

1° die Wallonische Region;

2° die Wallonische Verwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft ("Société de Gestion et de Participations de la Région wallonne" - SOGEPa)

3° jede Gesellschaft, deren Kapital direkt oder indirekt durch die Wallonische Region oder jede andere Person öffentlichen Rechts in Höhe von mindestens 50 % gehalten wird;

4° jede andere Person privaten Rechts.

Was auch immer die Zusammensetzung des Kapitals ist, wird die Mehrheit der Mandate im Verwaltungsrat den Kandidaten vorbehalten, die von den unter Ziffer 1 bis 3 des Absatzes 1 erwähnten Teilhabern vorgeschlagen wurden.

Das Mandat als Vorsitzender des Verwaltungsrats kann nur einem auf Vorschlag der unter Ziffer 1 bis 3 des Absatzes 1 erwähnten Teilhaber ernannten Verwalter gewährt werden.

**Art. 39undecies** - § 1. Die SPAQuE wird von einem Verwaltungsrat verwaltet.

§ 2. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, alle Handlungen vorzunehmen, die für die Verwirklichung des Gesellschaftszwecks der SPAQuE nützlich oder notwendig sind, mit Ausnahme derjenigen, die durch das Gesetz, die Satzungen oder vorliegendes Kapitel der Generalversammlung vorbehalten werden.

§ 3. Der Verwaltungsrat kontrolliert die vom Direktionsausschuss wahrgenommene tägliche Geschäftsführung. Der Direktionsausschuss erstattet dem Verwaltungsrat regelmäßig Bericht. Der Verwaltungsrat oder sein Vorsitzender kann zu jeder Zeit vom Direktionsausschuss einen Bericht über die Aktivitäten der SPAQuE im Allgemeinen oder über bestimmte Aktivitäten verlangen.

§ 4. Der Verwaltungsrat kann dem Direktionsausschuss alle oder einen Teil seiner Befugnisse übertragen, mit Ausnahme der folgenden:

1° die Bestimmung der Generalpolitik der SPAQuE;

2° diejenigen, die durch das Gesetz, das Dekret oder die Satzungen ausdrücklich dem Verwaltungsrat vorbehalten werden.

In jeder Übertragungsurkunde werden die durch diese Übertragung betroffenen Befugnisse und deren Dauer eindeutig genannt.

**Art. 39duodecies** - Die Regierung benennt die Mitglieder des Verwaltungsrates. Er zählt 9 Mitglieder, worunter 6 auf Vorschlag der Wallonischen Verwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft ("Société de Gestion et de Participations de la Région wallonne" - SOGEPa) benannt werden.

**Art. 39terdecies** - Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte ein Exekutivbüro bilden.

**Art. 39quaterdecies** - § 1. Unbeschadet der anderen, durch oder kraft eines Gesetzes, eines Dekrets oder in den Satzungen vorgesehenen Einschränkungen, ist das Mandat als Verwaltungsratsmitglied unvereinbar mit

1° der Eigenschaft als Mitglied des Direktionsausschusses;

2° der Eigenschaft als Personalmitglied oder pensioniertes Personalmitglied der Gesellschaft.

§ 2. Wenn ein Verwaltungsratsmitglied eine der in Paragraph 1 genannten Eigenschaften erwirbt, ist er verpflichtet, binnen drei Monaten von den betreffenden Mandaten oder Ämtern zurückzutreten. Wenn dies nicht stattfindet, gilt, dass das Verwaltungsratsmitglied am Ablauf dieser Frist von Rechts wegen von seinem Mandat bei der SPAQuE zurückgetreten ist.

§ 3. Ein von der Regierung ernannter Generaldirektor wird mit der täglichen Geschäftsführung und mit der Vertretung der SPAQuE, sowie mit der Ausführung der Beschlüsse des Verwaltungsrats beauftragt.

Der Generaldirektor wohnt den Versammlungen des Verwaltungsrats und des Exekutivbüros bei.

**Art. 39sexdecies** - Der Generaldirektor wird regelmäßigen Bewertungen unterzogen, die vom Verwaltungsrat organisiert werden.

Die Bewertungsverfahren und ihre genauen Modalitäten werden in den Satzungen der SPAQuE angegeben.

Die Bewertungen beziehen sich auf die Art und Weise, wie die in der Funktionsbeschreibung angeführten Kompetenzen und die von der Wallonischen Regierung festgelegten Zielsetzungen umgesetzt werden, insbesondere im Zusammenhang mit dem Geschäftsführungsvertrag.

**Art. 39septdecies** - § 1. Mittels der Zustimmung des Verwaltungsrats der SPAQuE kann die Region durch einen Erlass der Regierung das Folgende einbringen:

- Beteiligungen;

- das Geschäftsführungsrecht, das Gebrauchsrecht, das Nutzungsrecht sowie jedes dingliche Recht in Bezug auf jede Parzelle, die zu ihrem Eigentum gehört und für die Ausübung der Aufgaben der SPAQuE nützlich ist, einschließlich des Baurechts.

In diesem Fall gehen die neuen Verpflichtungen, die sich aus der Ausübung der von Region abgetretenen Rechte ergeben, zu Lasten der SPAQuE.

§ 2. Die SPAQuE kann nach vorheriger Genehmigung der Regierung zu Zwecken der Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks auf der Grundlage des Gesetzes vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken Immobiliengüter enteignen.

**Art. 39octodecies** - Die Auflösung der SPAQuE kann nur kraft eines Dekrets verkündet werden, in dem das Liquidationsverfahren und die entsprechenden Bedingungen geregelt werden.

## KAPITEL IV — Maßnahmen im Bereich Raumordnung

**Art. 86** - In Artikel D.IV.25 Ziffer 1 Buchstabe a) des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung wird ein Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

“- die Verlängerung der Nebenpiste;“.

**Art. 87** - Artikel D.V.19 Absatz 1 Ziffer 3 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ergänzt:

“der Betrag und die Phasenplanung für die Gewährung dieser Subvention können in dem Erlass zur Gewährung dieser Subvention von der Regierung festgelegt werden.“.

In demselben Artikel bildet der Absatz 1 den Paragraphen 1 und wird ein Paragraph 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“§ 2. Die Region kann nach von der Regierung festgelegten Modalitäten Kreditbewilligungen an jede natürliche oder juristische Person privaten oder öffentlichen Rechts, oder Beteiligungen an öffentlich-rechtlichen oder gemeinnützigen Gesellschaften oder Gesellschaften privaten Rechts ganz oder teilweise finanzieren, wenn sie in Studien, Handlungen und Arbeiten investieren, die ein oder mehrere Immobiliengüter betreffen, die sich im Perimeter von Standorten im Sinne von Artikel D.V.1 und D.V.7 befinden.“ .

**Art. 88** - In Artikel D.VI.50 desselben Gesetzbuches wird ein Paragraph 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Der Betrag der Abgabe wird um zehn Prozent des Betrags der Investition ermäßigt, die auf den gesamten Parzellen, der Parzelle oder dem Teil der Parzelle zu tätigen ist, für welche(n) die Änderung der Zweckbestimmung gilt, ohne dass dieser Betrag sich jedoch auf weniger als Null belaufen kann.

Unter Betrag der Investition, die zu tätigen ist, versteht man den Betrag, den der Abgabepflichtige für die Anschaffungen, Studien, Handlungen und Arbeiten binnen eines Zeitraums von zehn Jahren ab dem Zeitpunkt, an dem die Abgabe geschuldet wird, bereitstellen wird.

Um die Ermäßigung nach Absatz 1 in Anspruch nehmen zu können, übermittelt der Abgabepflichtige dem von der Regierung bestellten, mit der Festlegung der Abgabe kraft Artikel D.VI.57 beauftragten Beamten eine ehrenwörtliche Erklärung, durch die der Betrag der Investition, die zu tätigen ist, sowie ein Finanzplan bescheinigt werden.

Die Ermäßigung nach Absatz 1 ist in den folgenden Fällen nicht anwendbar:

- 1° die im vorigen Absatz genannten Dokumente sind nicht beweiskräftig;
- 2° oder der Betrag der Investition wurde nicht innerhalb des Zeitraums von zehn Jahren bereitgestellt.

Die Regierung kann die Modalitäten der Umsetzung der Abgabermäßigung festlegen.“.

## KAPITEL V — Maßnahmen in den Bereichen öffentliche Arbeiten, Mobilität und Transportwesen

*Abschnitt 1 - Aufhebung des Dekrets vom 19. Dezember 2007 über die Genehmigungsaufsicht der Wallonischen Region über die ergänzenden Regelungen bezüglich der öffentlichen Straßen und des Verkehrs der öffentlichen Verkehrsmittel*

**Art. 89** - Die Artikel 1 bis 4 des Dekrets vom 19. Dezember 2007 über die Genehmigungsaufsicht der Wallonischen Region über die ergänzenden Regelungen bezüglich der öffentlichen Straßen und des Verkehrs der öffentlichen Verkehrsmittel werden durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“KAPITEL I - Definitionen

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten die folgenden Definitionen:

- 1° genehmigender Bediensteter: der von der Regierung bestimmte Bedienstete;
- 2° vorherige Konsultation: die Konsultation durch die Gemeinde der von der Regierung bestimmten, befugten technischen Dienststelle vor der Beratung des Gemeinderats in Bezug auf eine zusätzliche Verordnung, zwecks der Erlangung einer technischen Stellungnahme über das Anbringen von Verkehrszeichen sowie über die Zweckmäßigkeit der Maßnahme;
- 3° zusätzliche Verordnung: eine Verordnung, die darauf abzielt, die allgemeinen Straßenverkehrsverordnungen durch Maßnahmen mit einem periodischen oder dauerhaften Charakter an lokale oder besondere Umstände anzupassen.

## KAPITEL II — Zusätzliche Verordnungen auf regionalen Straßen oder zur Bestimmung von Maßnahmen von zentraler Gültigkeit in mehreren Gemeinden

**Art. 2** - Die Regierung erlässt die zusätzlichen Verordnungen in Bezug auf:

- 1° regionale Straßen;
- 2° Kreuzungen, zu denen eine regionale Straße gehört;
- 3° die Bestimmung von Maßnahmen von zentraler Gültigkeit, wenn Letztere sich auf das Gebiet mehrerer Gemeinden erstrecken;
- 4° Forststraßen und -wege, die dem öffentlichen Verkehr in den staatlichen Waldungen im Sinne von Artikel 3 Ziffer 11 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch offen stehen.

Die zusätzlichen Verordnungen nach Absatz 1 werden nach Stellungnahme der betreffenden Gemeinderäte erlassen.

Wenn die in Absatz 2 genannte Stellungnahme nicht binnen sechzig Tagen nach dem Antrag eingegangen ist, erlässt die Regierung die Verordnung von Amts wegen.

**Art. 3** - § 1. Zusätzliche Verordnungen in Bezug auf regionale Straßen, die die Regierung nicht erlassen hat, können von den Gemeinderäten erlassen werden; dies betrifft jedoch nicht die Autobahnen.

Die Regierung kann die in Absatz 1 genannte zusätzliche Verordnung durch ihre eigene Entscheidung ersetzen.

§ 2. Die zusätzlichen Verordnungen nach Paragraph 1 werden den genehmigenden Bediensteten unterbreitet, außer in den von der Regierung vorgesehenen Ausnahmefällen.

Die in Paragraph 1 Absatz 1 genannte zusätzliche Verordnung tritt in Kraft wenn der genehmigende Bedienstete keine Entscheidung getroffen hat binnen:

- 1° zwanzig Tagen nach Eingang der zusätzlichen Verordnung im Falle einer vorherigen Konsultation;
- 2° sechzig Tagen nach Eingang der zusätzlichen Verordnung, wenn keine vorherige Konsultation stattgefunden hat.

Gegen einen Ablehnungsbeschluss kann bei der Regierung Beschwerde erhoben werden. Die Beschwerde wird binnen sechzig Tagen nach Eingang des Beschlusses eingelegt. Wenn binnen fünfundvierzig Tagen nach Eingang der Beschwerde keine Entscheidung getroffen worden ist, gilt der Ablehnungsbeschluss als endgültig.

§ 3. Die Regierung kann:

- 1° die Maßnahmen einschränken, die Gegenstand von zusätzlichen Verordnungen nach Paragraf 1 sein können;
- 2° die in Paragraf 2 Absatz 2 genannten Fristen verkürzen.

Die in Paragraf 2 genannten oder kraft Absatz 1 angenommenen Fristen werden vom 16. Juli bis zum 15. August und vom 25. bis zum 31. Dezember ausgesetzt.

#### KAPITEL III — *Die kommunalen zusätzlichen Verordnungen*

Art. 4 - § 1. Unbeschadet von Artikel 2 und 5 Absatz 3 erlassen die Gemeinderäte zusätzliche Verordnungen betreffend

1° die kommunalen Straßen und Wege;

2° Maßnahmen von zentraler Gültigkeit sowohl auf kommunale als auf regionale Straßen / Wege, die sich auf dem Gebiet ihrer Gemeinde befinden.

§ 2. Die zusätzlichen Verordnungen nach Paragraf 1 und Artikel 12 unterliegen der Genehmigung des genehmigenden Bediensteten, der je nach Fall die gesamte oder einen Teil der zusätzlichen Verordnung genehmigt, oder aber nicht genehmigt.

Eine zusätzliche Verordnung tritt in Kraft wenn der genehmigende Bedienstete keine Entscheidung getroffen hat binnen:

1° zwanzig Tagen nach Eingang der zusätzlichen Verordnung im Falle einer vorherigen Konsultation;

2° sechzig Tagen nach Eingang der zusätzlichen Verordnung, wenn keine vorherige Konsultation stattgefunden hat.

Gegen einen Ablehnungsbeschluss oder einen Teilgenehmigungsbeschluss kann bei der Regierung Beschwerde erhoben werden. Die Beschwerde wird binnen sechzig Tagen nach Eingang des Beschlusses eingelegt. Wenn binnen fünfundvierzig Tagen nach Eingang der Beschwerde keine Entscheidung getroffen worden ist, gilt der Ablehnungsbeschluss oder der Teilgenehmigungsbeschluss als endgültig.

§ 3. Die Regierung kann:

1° die zusätzlichen Verordnungen bestimmen, die der Genehmigung des genehmigenden Bediensteten nicht unterliegen;

2° die in Paragraf 2 Absatz 2 genannten Fristen verkürzen.

Die in Paragraf 2 genannten oder kraft Absatz 1 angenommenen Fristen werden vom 16. Juli bis zum 15. August und vom 25. bis zum 31. Dezember ausgesetzt.

Art. 5 - Um die Betriebskosten der öffentlichen Verkehrsgesellschaften unter Kontrolle zu bringen, kann die Regierung die Gemeinderäte auffordern, über die von ihr vorgeschlagenen Maßnahmen zur Erleichterung des Verkehrs der öffentlichen Verkehrsmittel auf dem Gebiet der Gemeinde zu entscheiden.

Die ergänzenden Verordnungen, die auf Aufforderung der Regierung verabschiedet werden, unterliegen der Genehmigung nach Artikel 4 § 2.

Wenn die Gemeinderäte der Aufforderung der Regierung binnen der von Letzterer festgelegten Frist nicht nachkommen, oder wenn die Regierung der von den Gemeinderäten erlassenen zusätzlichen Verordnung nicht zustimmt, kann die Regierung die zusätzliche Verordnung erlassen.

#### KAPITEL IV — *Parkabgaben, Parksteuern oder Parkgebühren*

Art. 6 - Wenn die Regierung oder ein Gemeinderat eine zusätzliche Verordnung für das zeitlich begrenzte Parken, das kostenpflichtige Parken und das Parken auf Kraftfahrzeugabstellflächen, die Inhabern eines Parkausweises der Gemeinde vorbehalten sind, verabschiedet, so ist die Regierung bzw. der Gemeinderat befugt, Parkabgaben oder eine Parksteuer zu erheben und die Parkgebühren zu bestimmen, die im Rahmen der Konzessionen oder Geschäftsführungsverträge über das Parken auf öffentlichen Straßen auf Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger oder ihre Bestandteile erhoben werden können.

Die Bestimmung nach Absatz 1 ist nicht anwendbar auf das halbmonatlich abwechselnde Parken und auf die Beschränkung des Langzeitparkens.

Art. 7 - Zur Einziehung der in Artikel 6 genannten Parkabgaben, Parksteuern oder Parkgebühren sind die Regierung, die Gemeinden und ihre Konzessionäre, oder die autonomen Gemeinderegionen jeweils befugt, bei der mit der Zulassung der Kraftfahrzeuge beauftragten Behörde die Identität des Inhabers eines Zulassungskennzeichens einzuholen und zwar gemäß den Gesetzesvorschriften über den Schutz des Privatlebens.

Art. 8 - Die in Artikel 6 erwähnten Parkabgaben, Parksteuern oder Parkgebühren gehen zu Lasten des Inhabers des Nummernschildes.

#### KAPITEL V — *Die mit dem Anbringen von Verkehrszeichen beauftragte Behörde*

Art. 9 - Das Anbringen von Verkehrszeichen, die ein Gebot oder Verbot beinhalten, obliegt der Behörde, die diese Maßnahme getroffen hat. Das Anbringen aller anderen Verkehrszeichen obliegt der Behörde, die die jeweilige Straße verwaltet.

Abweichend von Absatz 1 obliegt das Anbringen der Verkehrszeichen, welche die zusätzlichen, kraft Artikel 2 Ziffern 2 und 3 und Artikel 5 Absatz 3 erlassenen Verordnungen formalisieren, der mit der Verwaltung der Straße beauftragten Behörde.

#### KAPITEL VI — *Kennzeichnung der Verkehrshindernisse und der Baustellen*

Art. 10 - § 1. Die Kennzeichnung von Verkehrshindernissen obliegt demjenigen, der das Hindernis schafft.

Die in Absatz 1 genannte Person entfernt die Verkehrszeichen sobald das Hindernis beseitigt worden ist.

Wenn die in Absatz 1 genannte Person untätig bleibt, oder wenn das Hindernis nicht einem Dritten zuzuschreiben ist, dann wird diese Verpflichtung von der mit der Verwaltung der Straße beauftragten Person übernommen.

§ 2. Die Kennzeichnung der auf der öffentlichen Straße angelegten Baustellen obliegt demjenigen, der die Arbeiten ausführt.

Wenn Verkehrslichtzeichen, Vorfahrts-, Verbots-, Gebots-, Halte- und Parkschilder, provisorische Längsmarkierungen zur Anzeige der Fahrspuren oder Quermarkierungen benutzt werden, bedarf die Anbringung dieser Kennzeichnung der Erlaubnis:

1° der Regierung, wenn es sich um eine Autobahn handelt;

2° des Bürgermeisters, wenn es sich um eine andere öffentliche Straße handelt, außer bei von der Regierung und nach von ihr bestimmten Modalitäten vorgesehenen Abweichungen.

In der in Absatz 1 genannten Erlaubnis werden in jedem Fall bestimmt, welche Verkehrszeichen zu benutzen sind.

Derjenige, der die Arbeiten ausführt, entfernt die Verkehrszeichen, sobald die Arbeiten beendet sind.

§ 3. In Dringlichkeitsfällen können die Verwalter des Straßen- und Wegenetzes, die Polizei- und Einsatzdienste Verkehrszeichen anbringen, die den Verkehr vorübergehend untersagen oder regeln, ohne auf die in Paragraph 2 Absatz 2 genannte Erlaubnis zu warten.

Diese Verkehrszeichen und Vorrichtungen werden entfernt, sobald die Lage wieder normal geworden ist.

§ 4. Die Regierung kann allgemeine Regeln festlegen, um die Verkehrszeichen zu bestimmen, die bei üblichen Baustellen und Notfalleinsätzen zu benutzen sind.

#### KAPITEL VII — *Die Übernahme der mit den Verkehrszeichen zusammenhängenden Kosten*

Art. 11 - Kosten, die mit dem Anbringen, dem Unterhalt und der Erneuerung der Verkehrszeichen verbunden sind, gehen zu Lasten der Behörde, die sie angebracht hat.

In Abweichung von Absatz 1:

1° gehen die Kosten in Verbindung mit dem Anbringen der Vorrichtung für die Fernbedienung der Verkehrslichtzeichen durch öffentliche Verkehrsmittel zu Lasten der Regierung und gehen die Kosten, die mit dem Unterhalt und der Erneuerung dieser Vorrichtungen entstehen, zu Lasten der von der Regierung bestellten öffentlichen Verkehrsgesellschaft;

2° gehen die Kosten für die Kennzeichnung von Verkehrshindernissen, die von der Behörde angebracht wurde, die mit der Verwaltung der Straße verantwortlich ist, wenn die Person, die das Hindernis schafft, untätig bleibt, zu Lasten dieser letztgenannten Person.

#### KAPITEL VIII — *Verkehr in den Häfen*

Art. 12 - Die Gemeinderäte können zusätzliche Verordnungen erlassen, durch welche die Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 über die allgemeine Straßenverkehrsordnung und die Benutzung der öffentlichen Straße und jeglicher von der Regierung festgelegten Verordnung für den Verkehr zwischen Einschiffungs- und Ausschiffungskais, Depots, Schuppen und Lagerräumen in See- oder Binnenhäfen ausgesetzt oder abgeändert wird.

Die Regierung kann die Erstinbetriebnahme von Fahrzeugen oder Fahrzeugkombinationen Genehmigungserfordernissen unterwerfen und Gebühren auferlegen, um die mit der Benutzung der Infrastruktur verbundenen Verwaltungs-, Kontroll- und Aufsichtskosten ganz oder teilweise zu decken.

#### KAPITEL IX — *Kontrolle der Verkehrszeichen und Ausführung von Amts wegen*

Art. 13 - Wenn die angebrachten Verkehrszeichen die Gesetzesvorschriften betreffend das Anbringen der und die technischen Anforderungen für die Straßenbeschilderung oder die in den zusätzlichen Verordnungen festgelegten Bedingungen nicht beachten, oder nicht unterhalten werden, kann die Regierung, nachdem sie den säumigen Behörden zwei aufeinanderfolgende Verwarnungen in Bezug auf die Wahrnehmung ihrer Pflichten erteilt hat, Maßnahmen von Amts wegen auferlegen. Alle mit der Ausführung dieser Maßnahmen von Amts wegen verbundenen Ausgaben können zu Lasten der säumigen Behörde eingetrieben werden.

#### KAPITEL X — *Bekanntmachung*

Art. 14 - Die kraft des vorliegenden Dekrets oder des Gesetzes vom 12. Juli 1956 zur Festlegung des Autobahnstatuts zwecks der Regelung des Verkehrs getroffenen Maßnahmen werden den Verkehrsbenutzern durch Bedienstete, die die Abzeichen ihres Amtes führen, oder durch eine angemessene Kennzeichnung zur Kenntnis gebracht. Es können auch andere Bekanntmachungsmaßnahmen eingesetzt werden, deren Modalitäten von der Regierung bestimmt werden.

#### KAPITEL XI — *Datenbank der Straßenbeschilderung*

Art. 15 - Die zusätzlichen Verordnungen und die Stellen, wo die Verkehrszeichen angebracht sind, werden in eine Datenbank aufgenommen. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Verwaltung, die Funktion und den Zugang zu der Datenbank.

#### KAPITEL XII — *Strafmaßnahmen*

Art. 16 - Im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 10 § 1 des vorliegenden Dekrets oder gegen seine Anwendungsbestimmungen sind die durch und kraft Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 16. März 1968 über die Straßenverkehrspolizei vorgesehenen Strafmaßnahmen anwendbar.

#### KAPITEL XIII — *Aufhebungs- und Schlussbestimmungen*

Art. 17 - In dem Gesetz vom 16. März 1968 über die Straßenverkehrspolizei werden folgende Artikel aufgehoben:

1° Artikel 2, abgeändert durch das Dekret vom 19. Dezember 2007;

2° Artikel 3, ersetzt durch das Gesetz vom 12. Juli 1973, mit Ausnahme der Militärstraßen nach Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 4;

3° Artikel 12 Absatz 1, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 30. Dezember 1982 und das Gesetz vom 20. Juli 2005;

4° die Artikel 13 und 14;

5° Artikel 17, ersetzt durch den Königlichen Erlass vom 30. Dezember 1982 und das Gesetz vom 20. Juli 2005;

2° die Artikel 18, 19 und 20.

Art. 18 - Die Artikel 57 und 78 des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 über die allgemeine Straßenverkehrsordnung und die Benutzung der öffentlichen Straße werden aufgehoben.

Art. 19 - Die vorstehenden Artikel 1 bis 18 treten am 1. Januar 2019 in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 15, der am 1. Januar 2023 in Kraft tritt.

Die Regierung kann ein Inkrafttretedatum festlegen, das vor dem in Absatz 1 genannten Datum liegt."

*Abschnitt 2 - Änderungen im Dekret vom 1. April 1999 über die Gründung des autonomen Hafens Centre-Ouest*

**Art. 90** - Artikel 7 des Dekrets vom 1. April 1999 über die Gründung des autonomen Hafens Centre-Ouest wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 7 - Die Wallonische Regierung gewährt der Gesellschaft Zuschüsse für die Untersuchung und Verwirklichung der im mehrjährigen Investitionsplan aufgenommenen Projekte. Dabei wird die Höchstbeteiligungsgrenze beachtet, die sich aus dem Dekret vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten ergibt.

Die Zuschüsse nach Absatz 1 werden von der Wallonischen Regierung zu den Sätzen gewährt, die sie aufgrund der Art der betreffenden Einrichtungsarbeiten festlegt.

Die Zuschüsse werden von der Verwaltung ausgezahlt, nachdem diese geprüft hat, ob die Regeln für die öffentlichen Aufträge eingehalten worden sind. Dabei beachtet die Verwaltung die von der Wallonischen Regierung festgelegten Modalitäten in Bezug auf den Rhythmus für die Freigabe des Zuschussbetrags und den zulässigen bezuschussbaren Endbetrag.“

**Art. 91** - Artikel 19 § 1 Absatz 2 des Dekrets vom 1. April 1999 über die Gründung des autonomen Hafens Centre-Ouest wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Die Gesellschaft behält den Vorteil aus der früheren Abordnung von Personal vom Öffentlichen Dienst der Wallonie, einschließlich im Falle einer Änderung des Statuts der abgeordneten Person.“

**Art. 92** - In Artikel 19 § 1 des Dekrets vom 1. April 1999 über die Gründung des autonomen Hafens Centre-Ouest werden die vier folgenden Absätze zwischen Absatz 2, in seiner durch vorliegendes Dekret abgeänderten Fassung, und Absatz 3 eingefügt:

„In Übereinstimmung mit den Artikeln 435 ff. des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes kann ein Bediensteter des Öffentlichen Dienstes der Wallonie die Gesellschaft leiten.

Auf Antrag der Gesellschaft wird Letzterer eine jährliche Dotation für die Arbeit gewährt, um die von ihr zu tragenden Personalkosten zu decken. Diese Dotation wird in der Form eines Zuschusses eingezahlt.

Die Dotation im Sinne des vorigen Absatzes wird von der Höchstbeteiligung nach Artikel 7 Absatz 1 des vorliegenden Dekrets abgezogen, die sich aus dem Dekret vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten ergibt.

Diese Dotation wird nach Bestätigung des Aufsichtsministers am 1. Januar eines jeden Jahres indiziert, auf der Grundlage des Referenzgesundheitsindex des Monats der Unterschrift des Geschäftsführungsvertrags.“

*Abschnitt 3 - Änderung im Gesetz vom 12. Februar 1971 zur Gründung des autonomen Hafens von Charleroi*

**Art. 93** - In Artikel 4 Absatz 2 und in Artikel 6 des Gesetzes vom 12. Februar 1971 zur Gründung des autonomen Hafens von Charleroi wird das Wort „Staat“ durch „Wallonische Region“ ersetzt.

In Artikel 3, Artikel 4 Absatz 1, Artikel 7 Absatz 1, Artikel 8 Absatz 2 und Artikel 10 des Gesetzes vom 12. Februar 1971 zur Gründung des autonomen Hafens von Charleroi werden die Wörter „Der König“ durch „Die Wallonische Regierung“ ersetzt.

**Art. 94** - Artikel 5 des Gesetzes vom 12. Februar 1971 zur Gründung des autonomen Hafens von Charleroi wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 5 - § 1. Die Wallonische Region gewährt dem Hafen Zuschüsse, die einerseits für seine Infrastruktur, im Rahmen der in Paragraf 2 angeführten Einschränkungen, und andererseits für sein Personal, im Rahmen der in Paragraf 3 angeführten Einschränkungen, bestimmt sind.

§ 2. Die Wallonische Region gewährt dem Hafen Zuschüsse für die Untersuchung und Verwirklichung der im mehrjährigen Investitionsplan aufgenommenen Projekte. Dabei wird die Höchstbeteiligungsgrenze beachtet, die sich aus dem Dekret vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten ergibt.

Die Zuschüsse nach Absatz 1 werden von der Wallonischen Regierung zu den Sätzen gewährt, die sie aufgrund der Art der betreffenden Einrichtungsarbeiten festlegt.

Die Zuschüsse werden von der Verwaltung ausgezahlt, nachdem diese geprüft hat, ob die Regeln für die öffentlichen Aufträge eingehalten worden sind. Dabei beachtet die Verwaltung die von der Wallonischen Regierung festgelegten Modalitäten in Bezug auf den Rhythmus für die Freigabe des Zuschussbetrags und den zulässigen bezuschussbaren Endbetrag.

§ 3. Der Hafen behält den Vorteil aus der früheren Abordnung von Personal vom Öffentlichen Dienst der Wallonie, einschließlich im Falle einer Änderung des Statuts der abgeordneten Person.

In Übereinstimmung mit den Artikeln 435 ff. des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes kann ein Bediensteter des Öffentlichen Dienstes der Wallonie den Hafen leiten.

Auf Antrag des Hafens wird Letzterem eine jährliche Dotation für die Arbeit gewährt, um die von ihm zu tragenden Personalkosten zu decken. Diese Dotation wird in der Form eines Zuschusses eingezahlt.

Die Dotation im Sinne des vorigen Absatzes wird von der Höchstbeteiligung nach Paragraf 2 Absatz 1 des vorliegenden Artikels abgezogen, die sich aus dem Dekret vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten ergibt.

Diese Dotation wird nach Bestätigung des Aufsichtsministers am 1. Januar eines jeden Jahres indiziert, auf der Grundlage des Referenzgesundheitsindex des Monats der Unterschrift des Geschäftsführungsvertrags.“

*Abschnitt 4 - Änderung im Gesetz vom 20. Juni 1978 zur Gründung des autonomen Hafens von Namur*

**Art. 95** - In Artikel 3 Absatz 2 und in Artikel 5 des Gesetzes vom 20. Juni 1978 zur Gründung des autonomen Hafens von Namur wird das Wort „Staat“ durch „Wallonische Region“ ersetzt.

In Artikel 3 Absatz 1, Artikel 6 Absatz 1, Artikel 7 Absatz 2 und Artikel 9 des Gesetzes vom 20. Juni 1978 zur Gründung des autonomen Hafens von Namur werden die Wörter „Der König“ durch „Die Wallonische Regierung“ ersetzt.

**Art. 96** - Artikel 4 des Gesetzes vom 20. Juni 1978 zur Gründung des autonomen Hafens von Namur wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 4 - § 1. Die Wallonische Region gewährt dem Hafen Zuschüsse, die einerseits für seine Infrastruktur, im Rahmen der in Paragraf 2 angeführten Einschränkungen, und andererseits für sein Personal, im Rahmen der in Paragraf 3 angeführten Einschränkungen, bestimmt sind.

§ 2. Die Wallonische Region gewährt dem Hafen Zuschüsse für die Untersuchung und Verwirklichung der im mehrjährigen Investitionsplan aufgenommenen Projekte. Dabei wird die Höchstbeteiligungsgrenze beachtet, die sich aus dem Dekret vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten ergibt.

Die Zuschüsse nach Absatz 1 werden von der Wallonischen Regierung zu den Sätzen gewährt, die sie aufgrund der Art der betreffenden Einrichtungsarbeiten festlegt.

Die Zuschüsse werden von der Verwaltung ausgezahlt, nachdem diese geprüft hat, ob die Regeln für die öffentlichen Aufträge eingehalten worden sind. Dabei beachtet die Verwaltung die von der Wallonischen Regierung festgelegten Modalitäten in Bezug auf den Rhythmus für die Freigabe des Zuschussbetrags und den zulässigen bezuschussbaren Endbetrag.

§ 3. Der Hafen behält den Vorteil aus der früheren Abordnung von Personal vom Öffentlichen Dienst der Wallonie, einschließlich im Falle einer Änderung des Statuts der abgeordneten Person.

In Übereinstimmung mit den Artikeln 435 ff. des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes kann ein Bediensteter des Öffentlichen Dienstes der Wallonie den Hafen leiten.

Auf Antrag des Hafens wird Letzterem eine jährliche Dotation für die Arbeit gewährt, um die von ihm zu tragenden Personalkosten zu decken. Diese Dotation wird in der Form eines Zuschusses eingezahlt.

Die Dotation im Sinne des vorigen Absatzes wird von der Höchstbeteiligung nach Paragraf 2 Absatz 1 des vorliegenden Artikels abgezogen, die sich aus dem Dekret vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten ergibt.

Diese Dotation wird nach Bestätigung des Aufsichtsministers am 1. Januar eines jeden Jahres indexiert, auf der Grundlage des Referenzgesundheitsindex des Monats der Unterschrift des Geschäftsführungsvertrags."

*Abschnitt 5 - Änderung im Gesetz vom 21. Juni 1937 zur Gründung des autonomen Hafens von Lüttich*

**Art. 97** - In Artikel 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 21. Juni 1937 zur Gründung des autonomen Hafens von Lüttich werden die Wörter "Der König, durch im Ministerrat beratenen Erlass" durch "Die Wallonische Regierung" ersetzt.

In Artikel 3 des Gesetzes vom 21. Juni 1937 zur Gründung des autonomen Hafens von Lüttich wird das Wort "Staat" durch "Wallonische Region" und wird das Wort "Regierung" durch "Wallonische Regierung" ersetzt.

**Art. 98** - In das Gesetz vom 21. Juni 1937 zur Gründung des autonomen Hafens von Lüttich wird nach dem Artikel 4 ein wie folgt verfasster Artikel eingefügt:

"Art. 5 - § 1. Die Wallonische Region gewährt dem Hafen Zuschüsse, die einerseits für seine Infrastruktur, im Rahmen der in Paragraf 2 angeführten Einschränkungen, und andererseits für sein Personal, im Rahmen der in Paragraf 3 angeführten Einschränkungen, bestimmt sind.

§ 2. Die Wallonische Region gewährt dem Hafen Zuschüsse für die Untersuchung und Verwirklichung der im mehrjährigen Investitionsplan aufgenommenen Projekte. Dabei wird die Höchstbeteiligungsgrenze beachtet, die sich aus dem Dekret vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten ergibt.

Die Zuschüsse nach Absatz 1 werden von der Wallonischen Regierung zu den Sätzen gewährt, die sie aufgrund der Art der betreffenden Einrichtungsarbeiten festlegt.

Die Zuschüsse werden von der Verwaltung ausgezahlt, nachdem diese geprüft hat, ob die Regeln für die öffentlichen Aufträge eingehalten worden sind. Dabei beachtet die Verwaltung die von der Wallonischen Regierung festgelegten Modalitäten in Bezug auf den Rhythmus für die Freigabe des Zuschussbetrags und den zulässigen bezuschussbaren Endbetrag.

§ 3. Auf Antrag des Hafens wird Letzterem eine jährliche Dotation für die Arbeit gewährt, um die von ihm zu tragenden Personalkosten zu decken. Diese Dotation wird in der Form eines Zuschusses eingezahlt.

Die Dotation im Sinne des vorigen Absatzes wird von der Höchstbeteiligung nach Paragraf 2 Absatz 1 des vorliegenden Artikels abgezogen, die sich aus dem Dekret vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten ergibt.

Diese Dotation wird nach Bestätigung des Aufsichtsministers am 1. Januar eines jeden Jahres indexiert, auf der Grundlage des Referenzgesundheitsindex des Monats der Unterschrift des Geschäftsführungsvertrags."

*Abschnitt 6 - Änderung im Dekret vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrsnetz*

**Art. 99.** In Artikel 15 Absatz 2 des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrsnetz, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 20. Juli 2016 werden die Wörter "ab dem Eingang des Antrags" durch die Wörter "ab dem Eingang des in Artikel 13 erwähnten Antrags" ersetzt.

**Art. 100** - In Artikel 18 Absatz 2 desselben Dekrets werden die Wörter "gemäß Artikel 53" durch die Wörter "gemäß Artikel 53 und 92/1" ersetzt.

**Art. 101** - Artikel 18 desselben Dekrets wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch mittels eines vorgeschriebenen Formulars an der auf dem Formular angegebenen Anschrift eingereicht. Die Regierung bestimmt das Muster des Formulars und die Anschrift, an die es zu richten ist."

**Art. 102** - In Artikel 19 desselben Dekrets werden die Wörter "Eingang des Einspruchs" durch "Eingang des vollständigen Einspruchs" ersetzt.

**Art. 103** - Artikel 24 Ziffer 5 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in Buchstabe a) werden die Wörter ", wobei es höchstens vier Plakate geben darf" zwischen "angebracht werden" und "; wenn das Grundstück" eingefügt;

2° er wird um die Buchstaben d) und e) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"d) an den üblichen Anschlagstellen;



e) auf der Website der betreffenden Gemeinde, wenn es eine gibt.“

**Art. 104** - Artikel 47 desselben Dekrets wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“In Abweichung von den Absätzen 1 und 3 kann jede Partei auf die Bestellung eines Sachverständigen verzichten.“

**Art. 105** - In Artikel 61 § 1 desselben Dekrets werden die Wörter “Beamten der föderalen und lokalen Polizei” durch die Wörter “Beamten und Bediensteten der föderalen und lokalen Polizei” ersetzt.

**Art. 106** - In Artikel 66 Absatz 1 desselben Dekrets wird der Satz “Nur die Beamten auf einer Stufe, für die ein Universitätsdiplom des zweiten Zyklus oder ein gleichwertiges Diplom erforderlich ist, können für diese Aufgabe bezeichnet werden.” gestrichen.

**Art. 107** - In Titel 8 Kapitel II desselben Dekrets wird ein Artikel 92/1 mit folgendem Wortlaut in den Artikel 92/1 eingefügt:

“Art. 92/1 - Die in Ausführung des Titels 2 und des Kapitels I von Titel 3 gefassten Beschlüsse und Amtshandlungen werden erst ab deren Einsendung an die Regierung, die mit der Verwaltung des provisorischen Atlas beauftragt ist, rechtskräftig, ungeachtet wer der Urheber dieser Einsendung ist. Bei der Einsendung sind die von der Regierung vorgeschriebenen Formen einzuhalten.

Die Regierung bestimmt die Angaben, die im provisorischen Atlas enthalten sind, sowie die Art und Weise, wie diese Angaben organisiert und mitgeteilt werden.“

**Art. 108** - In Artikel 93 desselben Dekrets werden die Wörter “mit Ausnahme von Artikel 49 bis 53” durch die Wörter “mit Ausnahme von Artikel 49 bis 53 und 92/1” ersetzt.

**Abschnitt 7** - Änderung im Dekret vom 16. Juli 2015 zur Einführung einer Kilometerabgabe zu Lasten der Schwerlastfahrzeuge für die Benutzung der Straßen

**Art. 109** - Der erste Satz von Artikel 10 § 1 Absatz 2 des Dekrets vom 16. Juli 2015 zur Einführung einer Kilometerabgabe zu Lasten der Schwerlastfahrzeuge für die Benutzung der Straßen wird durch folgenden Satz ersetzt: “Der Dienstleistungserbringer erhebt die vom Abgabepflichtigen geschuldete Kilometerabgabe in seinem Namen oder im Namen und für Rechnung des Mauterhebers.“

**Abschnitt 8** - Änderungen im Dekret vom 10. März 1994 über die Errichtung der “Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures” (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen)

**Art. 109bis** - In Artikel 5.1 Absatz 1 des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der “Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures” (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen) wird das Wort “höchstens” zwischen “umfasst” und “11 Mitglieder” eingefügt.

**Art. 109ter** - In Artikel 5.2 Absatz 1 desselben Dekrets werden die Wörter “von dem geschäftsführenden Verwalter” durch die Wörter “von dem Generaldirektor, der auf Vorschlag der Regierung von der Generalversammlung benannt wird,” ersetzt.

In demselben Artikel werden die Wörter “der geschäftsführende Verwalter” durch “der Generaldirektor” ersetzt.

#### KAPITEL VI — *Steuerrechtliche und haushaltstechnische Bestimmungen*

**Abschnitt 1** - Änderungen im Steuerdekret vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben

**Art. 110** - Artikel 5 Paragraf 1 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 1. Der Betrag der Abgabe für die Aufnahme der Abfälle in einem technischen Vergrabungszentrum wird auf 100 Euro/Tonne festgesetzt“.

In Paragraf 2 desselben Artikels werden die Wörter “im Falle von gefährlichen Abfällen” durch die Wörter “im Falle von gefährlichen oder brennbaren Abfällen” ersetzt.

**Art. 111** - Artikel 6 § 1 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° Ziffer 6 lautet nun wie folgt: “3 Euro/Tonne, wenn es sich um Rückstände handelt, die aus genehmigten Zentren zur Sanierung von Böden stammen, die nicht zu der unter 10° erwähnten Erde gehören, wenn die Verwaltung der Ansicht ist, dass der Einsatz von zusätzlichen Sanierungsverfahren übermäßige Ausgaben mit sich bringen würde oder undurchführbar wäre;“;

2° unter Ziffer 10 wird der zweite Gedankenstrich um folgende Wortfolge ergänzt: “wenn die Verwaltung der Ansicht ist, dass der Einsatz von zusätzlichen Sanierungsverfahren übermäßige Ausgaben mit sich bringen würde oder undurchführbar wäre;“;

3° Ziffer 11 wird um einen zweiten Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“- auf außergewöhnliche Weise anfallende Abfälle anschließend an eine von der Wallonischen Regierung anerkannte allgemeine Naturkatastrophe, Gesundheitskrise oder Situation, welche die öffentliche Sauberkeit oder Gesundheit gefährdet. Die Regierung bestimmt den geografischen Umfang, den Anwendungszeitraum und die Art der betroffenen Abfälle;“;

4° eine Ziffer 14 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

“14° 10,19 Euro/Tonne, wenn es sich um Abfälle handelt, für die der Minister in Übereinstimmung mit Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 eine Abweichung von dem Verbot der Aufnahme in ein technisches Vergrabungszentrum bei höherer Gewalt gebilligt hat;“;

5° ein zweiter Absatz mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

“Die Abgabe wird nicht geschuldet auf verwertbare Abfälle, die in einem technischen Vergrabungszentrum im Rahmen der Wiederinstandsetzung von Amts wegen verwendet werden, die von der Regierung in Ausführung von Artikel 43 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle der in Artikel 39 desselben Dekrets genannten Gesellschaft anvertraut wurde. Wenn die Wiederinstandsetzung von Amts wegen zu Lasten einer von der Regierung in Verzug gesetzten Person durchgeführt wird, die untätig bleibt, wird die Abgabe von dieser Person geschuldet.“

**Art. 112** - Artikel 12 desselben Dekrets wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Betrag der in Anwendung der Artikel 10 § 1 und 11 § 1 geschuldeten Abgabe wird auf 0 Euro / Tonne herabgesetzt wenn die auf außergewöhnliche Weise anfallenden Abfälle sich aus einer von der Wallonischen Regierung anerkannten allgemeinen Naturkatastrophe, Gesundheitskrise oder Situation, welche die öffentliche Sauberkeit oder Gesundheit gefährdet, ergeben. Die Regierung bestimmt den geografischen Umfang, den Anwendungszeitraum und die Art der betroffenen Abfälle."

**Art. 113** - Artikel 16 § 1 desselben Dekrets wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Betrag der in Anwendung von Absatz 1 geschuldeten Abgabe wird auf 0 Euro / Tonne herabgesetzt wenn die auf außergewöhnliche Weise anfallenden Abfälle sich aus einer von der Wallonischen Regierung anerkannten allgemeinen Naturkatastrophe, Gesundheitskrise oder Situation, welche die öffentliche Sauberkeit oder Gesundheit gefährdet, ergeben. Die Regierung bestimmt den geografischen Umfang, den Anwendungszeitraum und die Art der betroffenen Abfälle."

**Art. 114** - In Artikel 35 § 2 desselben Dekrets wird die Ziffer 1 aufgehoben.

**Art. 115** - Das Kapitel X desselben Dekrets wird aufgehoben.

*Abschnitt 2* - Abänderung des durch den Königlichen Erlass Nr. 308 vom 31. März 1936 eingeführten Erbschaftssteuergesetzbuches

**Art. 116** - In Artikel 52<sup>3</sup> des Erbschaftssteuergesetzbuches, eingeführt durch das Dekret vom 22. Oktober 2013, wird Ziffer 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"2° Erlangungen zwischen einer Person und dem Kind, das diese Person als Pflegeeltern teil im Sinne von Artikel 1 Ziffer 5 des Dekrets vom 4. März 1991 über die Jugendhilfe oder von Artikel 20 § 1 Ziffer 3 Buchstabe b) des Dekrets vom 19. Mai 2008 über die Jugendhilfe und zur Umsetzung von Maßnahmen zum Jugendschutz, oder als Vormund, Gegenvormund oder Pflegevormund im Sinne von Buch I Titel X des Zivilgesetzbuchs erzogen hat, unter der Voraussetzung, dass das Kind, bevor es das Alter von einundzwanzig Jahren erreicht hat, und während sechs ununterbrochenen Jahren, ausschließlich oder hauptsächlich von dieser Person, oder ggf. zusammen von dieser Person und ihrem Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner die Hilfe und Pflege erhalten hat, die Kinder normalerweise von ihren Eltern erhalten."

#### KAPITEL VII — Bestimmungen in den Bereichen Energie, Klima und Flughafenpolitik

*Abschnitt 1* - Änderungen im Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts

**Art. 117** - Artikel 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° der erste Satz von Ziffer 23bis lautet nun wie folgt: "23bis "geschlossenes Unternehmensnetz": ein an das Verteilernetz, an das Übertragungsnetz oder an das lokale Übertragungsnetz angeschlossenes Netz, das Strom mit einer Spannung von höchstens siebenzig Kilovolt innerhalb eines Industrie- oder Gewerbegebiets oder eines geographisch begrenzten Gebiets, in dem Leistungen gemeinsam genutzt werden, verteilt, und das nebenbei eine kleine Anzahl Haushaltskunden versorgen kann, die Arbeitnehmer des Eigentümers des Netzes sind, oder auf eine vergleichbare Weise mit ihm verbunden sind, und in dem:"

2° die Ziffer 41 lautet nun wie folgt: "41° "Folgekunde": Endverbraucher und/oder Erzeuger, der über ein privates Netz oder ein geschlossenes Unternehmensnetz an das Verteilernetz, das Übertragungsnetz oder an das lokale Übertragungsnetz angeschlossen ist;"

3° Artikel 2 Ziffer 62 betreffend die "reinen Finanzierungsinterkommunalen" wird zu Artikel 2 Ziffer 25bis.

**Art. 117bis** - In Artikel 13 desselben Dekrets wird ein Paragraph 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 2. In Übereinstimmung mit Artikel 4.2 Absatz 3 der Verordnung (EU) 2016/631 der Kommission vom 14. April 2016 zur Festlegung eines Netzkodex mit Netzanschlussbestimmungen für Stromerzeuger und der Verordnung (EU) 2016/1388 der Kommission vom 17. August 2016 zur Festlegung eines Netzkodex für den Lastanschluss ist die CwApE berechtigt, die Stromerzeugungsanlagen, die Verbrauchsanlagen mit lokalem Übertragungsnetzanschluss, die Verteilernetzanschlüsse mit Übertragungsnetzanschluss, die Verteilernetze und die Verbrauchsanlagen zu bestimmen, die im Sinne dieser Verordnungen unter bestimmten Umständen als "bestehend" gelten, wobei diese bestimmten Umstände auf eine Zeitspanne zwischen dem Datum des endgültigen und verbindlichen Vertrags für den Ankauf der Hauptkomponente einer Erzeugungsanlage oder einer Verbrauchsanlage oder der Verbrauchsanlage und dem Datum der Billigung durch die CwApE der allgemein geltenden Anforderungen im Sinne der Artikel 7 bzw. 6 dieser Verordnungen zurückzuführen sind."

**Art. 118** - In Artikel 15bis § 1 Ziffer 2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014 werden die Wörter "die ihnen vom Eigentümer des Standorts angeboten wird, wie z.B. die Vermietung von Garagen, Studentenzimmern, Zimmern in einem Altenheim oder eines Ferienhauses" durch die Wörter "die ihnen vom Betreiber des Standorts angeboten wird, insbesondere im Rahmen der Benutzung von Garagen, Studentenzimmern, Zimmern in einem Altenheim oder eines Ferienhauses" ersetzt.

**Art. 119** - In Artikel 15ter desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der erste Satz von Paragraph 1 Absatz 1 wird durch folgenden Satz ersetzt: "§ 1. Die geschlossenen Unternehmensnetze unterliegen der Erteilung einer individuellen Genehmigung, die von der CwApE nach Rücksprache mit dem Betreiber des Verteilernetzes, und gegebenenfalls mit dem Betreiber des Übertragungs- oder lokalen Übertragungsnetzes, an welches das geschlossene Netz einen Anschluss beabsichtigt, ausgestellt wird."

2° der erste Satz von Paragraph 1 Absatz 5 wird durch folgenden Satz ersetzt: "Die Bedingungen, die Modalitäten, das Verfahren zur Erteilung der individuellen Genehmigung und die für die Untersuchung der Akte zu zahlende Gebühr werden nach Begutachtung durch die CwApE von der Regierung bestimmt;"

3° Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. Der Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes schließt einen Anschlussvertrag mit dem Betreiber des Netzes ab, an das er angeschlossen ist. In den in der technischen Regelung vorgesehenen Fällen schließt der Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes einen Zugangsvertrag mit dem Betreiber des Netzes ab, an das er angeschlossen ist;"

4° der erste Satz von Paragraf 4 lautet nun wie folgt: "§ 4. Es gibt nur einen Anschluss zwischen dem Verteilernetz, dem Übertragungsnetz oder dem lokalen Übertragungsnetz und dem geschlossenen Unternehmensnetz, außer wenn eine vorherige schriftliche Genehmigung des Netzbetreibers oder eine im Anschlussvertrag ausdrückliche Vereinbarung, in der die Modalitäten angegeben werden, vorliegt."

**Art. 120** - In Artikel 25*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 2 Absatz 3 lautet nun wie folgt: "Die Entschädigung wird auf 100 Euro für jeden angefangenen Sechs-Stunden-Zeitraum über die ersten sechs Stunden Unterbrechung hinaus festgesetzt."

2° der erste Satz von Paragraf 4 Absatz 1 lautet nun wie folgt: "Bei Anfechtung der Dauer oder der Ursache der Unterbrechung oder deren Erhaltung befindet die CwaPE auf Antrag der zuerst handelnden Partei innerhalb von sechzig Kalendertagen ab dem Tag, an dem die CwaPE die Akte für zulässig erklärt hat."

3° in der französischen Fassung von Paragraf 4 Absatz 2 werden die Wörter "rend un avis à ce sujet" durch das Wort "statue" ersetzt;

4° in Paragraf 4 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen Absatz 1 und Absatz 2 eingefügt:

"Wenn die CwaPE über die Begründetheit des Entschädigungsantrags befindet, der Netzbetreiber dem Endverbraucher die ihm geschuldete Entschädigung ohne berechtigten Grund jedoch nicht innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Erhalt des Gutachtens zahlt, kann die CwaPE ihm eine entsprechende Zahlungsanordnung erteilen."

**Art. 120*bis*** - Artikel 25*quater* desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Ziffer 1 und 2 werden die Wörter ", wobei dieser nicht vor der Ausstellung der verschiedenen erforderlichen Genehmigungen und Zulassungen tätig werden darf" jeweils durch die Wörter ". Die Frist wird während des Zeitraums zwischen dem Antrag und dem Empfang der erforderlichen Genehmigungen und Zulassungen ausgesetzt." ersetzt.

2° Paragraf 1 Ziffer 3 Absatz 1 wird um folgenden Satz ergänzt: "Die Frist wird während des Zeitraums zwischen dem Antrag und dem Empfang der erforderlichen Genehmigungen und Zulassungen ausgesetzt." ;

3° in Paragraf 2 werden die Wörter "innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen ab Überschreitung der in Paragraf 1 angegebenen Fristen" durch die Wörter "innerhalb einer Frist von sechzig Kalendertagen ab dem endgültigen Anschluss" ersetzt.

**Art. 121** - In Artikel 25*quater*/1 § 1 Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 11. April 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter "auf eine von der Regierung festgelegte Tagespauschalentschädigung" werden durch die Wörter "auf eine Tagespauschalentschädigung in Höhe von zehn Euro für jeden Tag des Verzugs" ersetzt;

2° er wird um folgenden Satz ergänzt: "Der Betrag der Pauschalentschädigung wird jährlich an den Index der Verbraucherpreise angepasst, indem er mit dem Index der Verbraucherpreise des Monats Dezember des Jahres n-1 multipliziert wird, und durch den Index der Verbraucherpreise des Monats Dezember 2017 geteilt wird."

**Art. 122** - Artikel 25*quinquies* Absatz 5 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, lautet nun wie folgt: "Bei der Entschädigung des direkten Sachschadens gilt ebenfalls eine Selbstbeteiligung zu Lasten des Endverbrauchers in Höhe von 100 Euro je Schadensfall."

**Art. 123** - In Artikel 25*septies* § 2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird der Satz "Die Belastung in Zusammenhang mit der zur Gewährleistung der Entschädigungen wegen grober Fahrlässigkeit gebildeten Sicherheit ist in den Büchern des Netzbetreibers klar zu trennen und kann gemäß Artikel 34, Ziffer 2 g dieses Erlasses nicht in die Tarife der Netzbetreiber einbezogen werden." gestrichen.

**Art. 124** - In Artikel 25*decies* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 11. April 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 2 werden die Wörter "oder des Verteilernetzes" zwischen die Wörter "des lokalen Übertragungsnetzes" und die Wörter "darf den Anschluss" eingefügt;

2° in Paragraf 3 wird das Wort "fünf" jeweils durch das Wort "zehn" ersetzt;

3° Paragraf 4 wird um den folgenden Satz ergänzt: "Nach Stellungnahme der CwaPE und in Absprache mit den Netzbetreibern und Stromerzeugern kann die Regierung die Modalitäten für die Umsetzung dieser Verpflichtung näher bestimmen."

**Art. 125** - Artikel 26 § 1 Absatz 2 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008 und 11. April 2014 wird um folgende Wörter ergänzt: "sowie ein gemäß Artikel 27 von der CwaPE genehmigtes Pilotprojekt, das ein alternatives Netz im Verhältnis zum öffentlichen, von einem Netzbetreiber betriebenen Netz darstellt, oder das darauf abzielt, die Verallgemeinerung eines neuen Grundsatzes für die Tarifierung der Verteilernetze auszutesten."

**Art. 126** - Artikel 27 desselben Dekrets, aufgehoben durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird in der folgenden Fassung wieder eingeführt:

"Art. 27 - § 1. Die CwaPE kann in Übereinstimmung mit Paragraf 2 die Entwicklung von Pilotprojekten genehmigen, die in der Bildung von alternativen Netzen im Verhältnis zum öffentlichen, von einem Netzbetreiber betriebenen Netz bestehen, oder die darauf abzielen, die Verallgemeinerung eines neuen Grundsatzes für die Tarifierung der Verteilernetze auszutesten.

§ 2. Diese Projekte genügen insbesondere den folgenden Bedingungen:

1° die Untersuchung der Umsetzung von optimalen technologischen Lösungen für den wallonischen Elektrizitätsmarkt bezwecken, insbesondere in Sachen Energieeffizienz, Flexibilität der Anfrage, Optimierung der Entwicklung, Verwaltung der dezentralen Stromerzeugung und Förderung des Selbstverbrauchs auf lokaler Ebene und der kurzen Versorgungswege;

2° einen innovativen Charakter aufweisen;

3° unbeschadet von Paragraf 1 keine Abweichung von den Verpflichtungen bezwecken oder bewirken, die den Akteuren des regionalen Elektrizitätsmarkts durch das oder kraft des vorliegenden Dekrets auferlegt werden, außer wenn nachgewiesen wurde, dass eine Abweichung von diesen Regeln für den guten Ablauf des Projekts oder das Erreichen der Ziele dieses Projekts unerlässlich ist;

4° für die Beteiligten am Pilotprojekt nicht zum Hauptziel haben, jegliche Formen von Steuern oder Lasten ganz oder teilweise zu umgehen, zu deren Zahlung sie verpflichtet wären, wenn sie sich nicht im Perimeter des Pilotprojekts befänden;

5° einen für den gesamten wallonischen Markt auf nichtdiskriminierende Weise reproduzierbaren Charakter aufweisen;

6° die Ergebnisse des Pilotprojekts bekannt geben;

7° eine zeitlich begrenzte Dauer haben, die fünf Jahre nicht übertrifft.

§ 3. Die CWaPE kann ihren Genehmigungsbeschluss an Bedingungen knüpfen, die von Paragraph 2 Ziffer 3 und 4 abweichen.

§ 4. Die Regierung kann nach Stellungnahme der CWaPE die Bedingungen, die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Genehmigung, sowie die Verpflichtungen, denen der Inhaber einer solchen Genehmigung unterliegt, festlegen.

In Abweichung von vorigem Absatz kann die CWaPE die Anträge genehmigen, die eingereicht wurden, bevor die Regierung die Bedingungen, die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Genehmigung festgelegt hat, insofern diese Anträge die Bedingungen nach Paragraph 2 beachten“.

**Art. 126bis** - In Artikel 30 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen angebracht:

1° in Paragraph 3 Absatz 5 werden die Wörter "die Inhaber" durch "die Antragsteller" ersetzt;

2° der einzige Satz von Paragraph 4 Absatz 2 wird durch folgende Sätze ersetzt: "Die Regierung kann für die Versorger, die über eine auf wallonischer regionaler Ebene, auf föderaler Ebene, in den anderen Regionen oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums erteilte Gas- oder Stromversorgungslicenz verfügen, ein vereinfachtes Verfahren vorsehen. Dies gilt auch für die Antragsteller einer begrenzten Versorgungslizenz nach Paragraph 3 Absatz 1 Ziffer 2";

3° Paragraph 4 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Unbeschadet von Artikel 29 § 2 kann die Regierung nach Stellungnahme der CWaPE eine gemeinsame Regelung für eine begrenzte Versorgungslizenz und eine individuelle Genehmigung zur Errichtung einer Direktleitung vorsehen".

**Art. 126ter** - In Kapitel VII desselben Dekrets wird vor Abschnitt 1 ein Artikel 32bis/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 32bis/1 - Die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels können nur auf die Haushaltskunden für die Lieferung von Elektrizität an ihrem Wohnsitz anwendbar sein."

**Art. 127** - In Artikel 33 § 1 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 11. April 2014 wird Ziffer 3 aufgehoben.

**Art. 128** - In Artikel 33bis desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und ersetzt durch das Dekret vom 11. April 2014, werden die Wörter "und 3" gestrichen.

**Art. 129** - In Artikel 33bis/1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der erste Satz von Absatz 1 wird durch folgenden Satz ersetzt: "Im Falle der Zustellung einer Mahnung an den Kunden ist der Stromversorger verpflichtet, seinen Kunden aufzufordern, mit ihm Kontakt aufzunehmen, um einen zumutbaren Zahlungsplan abzuschließen und seinen Kunden über die Möglichkeit zu informieren, in seinen Verhandlungen durch ein ÖSZH oder eine Schuldenvermittlungsstelle unterstützt zu werden." Nach diesem Satz wird ein zweiter Satz mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Der Stromversorger informiert seinen Kunden über die Frist, über die er verfügt, um mit ihm einen zumutbaren Zahlungsplan abzuschließen."

2° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"Wenn nach Eingang des Mahnungsschreibens, das nur einen Betrag betreffen kann, der die von der Regierung bestimmte Mindestschuldengrenze übertrifft, eine Reaktion des Kunden ausbleibt, dieser den Abschluss eines zumutbaren Zahlungsplans verweigert, oder diesen Plan nicht einhält, oder der Kunde dies selber beantragt, verlangt der Stromversorger von dem Netzbetreiber die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion. In Abweichung vom vorigen Absatz kann im Falle der Unmöglichkeit der Fernaktivierung der Vorauszahlung bei dem Kunden ein Budgetmesszähler eingerichtet werden. Bei den geschützten Kunden enthält der Zähler einen auf Antrag des ÖSHZ aktivierten Leistungsbegrenzer oder ist er mit einem solchen Leistungsbegrenzer gekoppelt, um eine garantierte minimale Stromlieferung zu gewährleisten. Diese garantierte Mindeststromversorgung beläuft sich auf eine Leistung von 10 Ampere und wird dem geschützten Kunden während eines Zeitraums von sechs Monaten garantiert. Der geschützte Kunde wird von seinem Verteilernetzbetreiber versorgt, sobald sein Stromversorger ihn als in Zahlungsverzug befindlich erklärt hat." ;

3° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"Nach Stellungnahme der CWaPE bestimmt die Regierung das Verfahren und die Bedingungen für die Anbringung eines Budgetzählers oder die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion im Falle eines Zahlungsverzugs. Im Falle eines dem regionalen Vermittlungsdienst für Energie schriftlich oder auf elektronischem Wege zugestellten Einspruchs des Kunden gegen dieses Verfahren zur Anbringung des Budgetmesszählers oder zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion, kann das Verfahren eingestellt werden, um eine Analyse der Lage des Kunden zu ermöglichen, bevor das Verfahren zur Anbringung des Budgetmesszählers oder zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion weitergeführt wird oder nicht. Die Regierung legt das Verfahren zur Bestreitung der Anbringung des Budgetmesszählers oder der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion fest."

**Art. 130** - In Artikel 33ter desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 Ziffer 3 wird durch folgenden Text ersetzt: "einem Vertreter des sozialen Stromversorgers, an den der Kunde angeschlossen ist";

2° in Paragraph 2 Absatz 1 werden die Wörter "des Stromversorgers" und die Ziffer 3 gestrichen;

3° in Paragraph 2 wird der Satz "Mindestens fünfzehn Tage vor dem Sitzungstermin wird der Stromversorger zum Erscheinen geladen, wenn die Kommission mit einem Zahlungsplan oder zu treffenden Maßnahmen befasst wird, im Falle der Unmöglichkeit der Anbringung eines Budgetzählers aus technischen, medizinischen, strukturellen oder sozialen Gründen." gestrichen;

4° In Paragraph 4 Absatz 1 werden die Wörter "und die Stromversorger" gestrichen.

**Art. 131** - Artikel 34 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in Ziffer 3 Buchstabe c) werden die Wörter "und 3, außer wenn dies aus technischen, medizinischen, strukturellen oder sozialen Gründen unmöglich ist" gestrichen;

2° die Ziffer 8 wird durch Folgendes ersetzt:

"8° die Information der Netzbenutzer in Bezug auf die Energiemärkte wahrnehmen; die Regierung kann den Inhalt und die Übertragungswege der vorgenannten Information genauer bestimmen;"

**Art. 132** - In Artikel 34*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 4 Buchstabe b) werden die Wörter "insbesondere Vorschlag eines vernünftigen Zahlungsplans" durch die Wörter "insbesondere Aufforderung des Kunden, mit ihm Kontakt aufzunehmen, um einen vernünftigen Zahlungsplan abzuschließen" ersetzt;

2° Ziffer 4 Buchstabe c) wird aufgehoben;

3° Ziffer 6 wird durch Folgendes ersetzt:

"6° die Information der Kunden in Bezug auf die Energiemärkte wahrnehmen; die Regierung kann den Inhalt und die Übertragungswege der vorgenannten Information genauer bestimmen."

**Art. 132*bis*** - Artikel 37 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Januar 2014, wird um die Paragraphen 4 und 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 4. Das durch Artikel 37 § 1 organisierte System der grünen Zertifikate ist nicht anwendbar auf die Anlagen zur Stromerzeugung aus photovoltaischen Solarzellen mit einer Leistung gleich oder unter 10 kW, deren letzte Visitation im Sinne von Artikel 270 § 1 der Allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen (A.O.E.A.), die durch den Königlichen Erlass vom 10. März 1981 zur Verbindlicherklärung der Allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen für hauswirtschaftliche Anlagen und bestimmte Leitungen zur Übertragung und Verteilung elektrischer Energie angenommen wurde, nach dem 30. Juni 2018 stattgefunden hat.

§ 5. Nach Stellungnahme der CWaPE kann die Regierung bestimmte Verfahren zur Erzeugung von Strom ab erneuerbaren Energiequellen und/oder zur hochqualitativen Kraft-Wärme-Kopplung wegen ihrer Wirtschaftlichkeit aus den kraft der Paragraphen 1 und 2 organisierten Systemen ausschließen."

**Art. 133** - In Artikel 39 § 1 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 11. März 2016, wird ein wie folgt verfasster Absatz zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

"Die Lieferung von Grünstrom über eine Direktleitung wird ab dem ersten Tag des Quartals, das auf das Inkrafttreten des vorliegenden Artikels folgt, von der in Absatz 1 genannten Verpflichtung befreit. Für diese Befreiung gilt eine Obergrenze von 5 % der Nennquote von grünen Zertifikaten für das laufende Jahr."

**Art. 134** - Artikel 41 Absatz 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "Eine Produktionsbeihilferegelung, die das System der grünen Zertifikate ergänzt, kann zugunsten der Erzeuger von in der Wallonie erzeugtem Grünstrom ab vielversprechenden, jedoch ganz neuen, von der Regierung nach Stellungnahme der CWaPE bestimmten Verfahren ausgearbeitet werden."

**Art. 135** - In Artikel 41*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 23. Januar 2014, wird Paragraph 7 durch folgenden Text ersetzt:

"§ 7. Die kraft des vorliegenden Artikels eingeführte Beihilferegelung gilt nicht für die Anlagen, deren letzte Visitation im Sinne von Artikel 270 § 1 der Allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen (A.O.E.A.), die durch den Königlichen Erlass vom 10. März 1981 zur Verbindlicherklärung der Allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen für hauswirtschaftliche Anlagen und bestimmte Leitungen zur Übertragung und Verteilung elektrischer Energie angenommen wurde, nach dem 30. Juni 2018 stattgefunden hat."

**Art. 136** - In Artikel 42 § 5 Absatz 4 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird das Wort "vierteljährlich" durch "halbjährlich" ersetzt.

**Art. 137** - In Artikel 42*bis* § 8 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 11. Dezember 2013 und ersetzt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die Wörter "§ 8. Für das Jahr 2014 und die folgenden Jahre berechnen die Betreiber der Verteilernetze, die Stromversorger und die Zugangsinhaber die folgenden Angaben über den vorangehenden Monat und übermitteln sie der CWaPE spätestens am letzten Werktag eines jeden Monats:" durch folgende Wörter ersetzt: "§ 8. Die Betreiber der Verteilernetze, die Stromversorger und die Zugangsinhaber berechnen und übermitteln der CWaPE spätestens am letzten Werktag des Monats nach dem Ende jedes Quartals die folgenden, pro Monat verteilten Angaben über das vorangehende Quartal:" ;

2° in Absatz 2 werden die Wörter "Innerhalb des Monats nach dem Eingang dieser Angaben" durch die Wörter "Innerhalb des Monats, der auf den Eingang dieser Angaben folgt" ersetzt;

3° Der letzte Satz von Absatz 3 wird durch folgenden Satz ersetzt: "Falls diese Beträge nicht ganz gedeckt sind, erfolgen die Zahlungen in der chronologischen Reihenfolge der Übermittlung durch die CWaPE der endgültigen Beträge an die Beteiligten nach Absatz 2."

**Art. 138** - In Kapitel X desselben Dekrets wird ein Artikel 42*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 42*ter* - Unter Vorbehalt der Anforderungen in Bezug auf die Wahrung der Zuverlässigkeit und Sicherheit des Netzes können die Betreiber von hocheffizienten Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen den Netzbetreibern Ausgleichsleistungen und sonstige operative Dienstleistungen anbieten, wenn all dies technisch und wirtschaftlich zumutbar ist. Diese Dienstleistungen sind Gegenstand eines transparenten und nichtdiskriminierenden Angebotsaufrufverfahrens für Dienstleistungen."

**Art. 139** - Artikel 43 § 2 Absatz 2 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, wird wie folgt abgeändert:

a) der Wortlaut von Ziffer 1 lautet nun wie folgt: "1° Kontrolle, ob die Netzbetreiber, die Privatnetzbetreiber und die Betreiber von geschlossenen Unternehmensnetzen ihre Verpflichtungen nach diesem Dekret und seinen Ausführungserlassen, insbesondere der technischen Regelung, erfüllen; wenn die Netzbetreiber gemäß Artikel 16 § 2 eine Tochtergesellschaft mit dem Tagesbetrieb ihrer Tätigkeiten beauftragt haben, erstreckt sich die Kontrolle durch die CWaPE auch auf diese Tochtergesellschaft;"

b) der Wortlaut von Ziffer 2 lautet nun wie folgt: "2° Genehmigung der Regelungen, Verträge und allgemeinen Bedingungen, die die Netzbetreiber den Stromversorgern, Netzbenutzern und Zugangsinhabern anlässlich, wegen oder infolge eines Anschlusses, eines Netzzugangs oder deren Änderungen auferlegen;"

**Art. 140** - In Kapitel XI desselben Dekrets wird ein Artikel *47quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *47quater* - Die CWaPE teilt ihren Jahresabschluss, dem der Bericht des Unternehmensrevisors beigelegt wird, vor dem 1. Juli des Jahres nach dem betreffenden Haushaltsjahr der Wallonischen Regierung, dem Wallonischen Parlament und dem Rechnungshof mit. Der Rechnungshof prüft den Jahresabschluss der CWaPE und übermittelt der Wallonischen Regierung und dem Wallonischen Parlament seinen Auditbericht."

**Art. 141** - In Artikel *49bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch die Dekrete vom 11. April 2014 und 26. Oktober 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1 Absatz 1 lautet nun wie folgt: "Jeder Streitfall in Sachen Netze, einschließlich der privaten Netze und der geschlossenen Unternehmensnetze, bezüglich der dem betreffenden Netzbetreiber durch das oder kraft des vorliegenden Dekrets oder des Gasdekrets auferlegten Verpflichtungen, mit Ausnahme jener Streitfälle, die zivilrechtliche Rechte und Pflichten berühren, wird vor die Kammer für Rechtsstreitigkeiten gebracht."

2° in Paragraf 5 werden die Wörter "dem Berufungsgericht Liège" das erste Mal durch die Wörter "dem Märktegerichtshof nach Artikel 101 § 1 Absatz 4 des Gerichtsgesetzbuches" ersetzt, und danach wird das Wort "Berufungsgericht" durch das Wort "Märktegerichtshof" ersetzt.

**Art. 142** - In Artikel *50ter* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 11. April 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter "für den Gesellschaftssitz der CWaPE zuständigen Appellationshof" werden durch das Wort "Märktegerichtshof" ersetzt.

2° in Absatz 1 werden die Wörter "die Beschlüsse der CWaPE" durch folgende Wortfolge ersetzt: "Die aufgrund des vorliegenden Dekrets, des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarktes, des Dekrets vom 19. Januar 2017 über die Tarifmethodik, die auf die Betreiber von Strom- und Gasverteilernetzen anwendbar ist, und deren Ausführungserlasse gefassten Beschlüsse der CWaPE".

3° zwischen die Absätze 4 und 5 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Der Märktegerichtshof kann auf Antrag einer Gegenpartei oder einer beitretenden Partei, und wenn der Hof dies für notwendig hält, urteilen, dass die Rechtsfolgen des ganz oder teilweise für nichtig erklärten oder abgeänderten Beschlusses ganz oder teilweise aufrechterhalten werden, oder aber für einen von ihm bestimmten Zeitraum provisorisch aufrechterhalten werden. Diese Maßnahme darf jedoch nur aus außergewöhnlichen Gründen, die einen Verstoß gegen das Legalitätsprinzip anführen, und auf der Grundlage einer mit besonderen Gründen versehenen Entscheidung und am Abschluss einer kontradiktorischen Verhandlung angeordnet werden. Diese Entscheidung kann die Interessen von Dritten berücksichtigen".

**Art. 143** - In Artikel 51 § 3 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 16. Februar 2017 werden die Wörter "Ziffer 3" gestrichen.

**Art. 144** - In Artikel *51ter* desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1 Ziffer 10 wird durch folgende Wörter ersetzt: "10° der Rückabtretung zum 1. September der Restbeträge der der CWaPE gewährten Dotationen;"

2° Paragraf 1 wird um eine Ziffer 12 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"12° den Einnahmen aus den Zusammenarbeitsmechanismen nach Artikel 6 der Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG und Artikeln 37 bis 39 des Kooperationsabkommens vom 12. Februar 2018 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt betreffend die gemeinsamen belgischen Zielsetzungen im Bereich Klima und Energie für den Zeitraum 2013-2020." ;

3° in Paragraf 2 werden die Wörter "auf 5.410.000 Euro im Jahre 2015, auf 5.300.000 Euro im Jahre 2016 und auf 5.230.000 Euro ab dem Jahre 2017" durch "auf 6.500.000 Euro" ersetzt;

4° in Paragraf 2 Absatz 1 werden die Wörter "Juni des Jahres" durch die Wörter "Dezember des Jahres n-1" und die Wörter "Juni 2012" durch die Wörter "Dezember 2017" ersetzt;

2° in Paragraf 2 Absatz 1 wird der Satz "Dieser Gesamthaushalt setzt sich einerseits aus einer Gebühr auf grüne Bescheinigungen, die von der CWaPE aufgrund der erzeugten MWh erhoben wird, in Höhe eines Jahresbetrags von 1.800.000 Euro, der für ihre Aufgabe zur Verwaltung des Mechanismus und zur Verarbeitung der grünen Bescheinigungen aufkommt, und andererseits aus dem Restbetrag der CWaPE-Dotation zusammen." gestrichen;

6° Paragraf 2 Absatz 2 wird aufgehoben.

**Art. 145** - In Artikel 53 § 1 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch die Dekrete vom 27. Oktober 2011 und 11. April 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der letzte Satz von Absatz 2 lautet nun: "Die CWaPE muss ihren Beschluss spätestens sechs Monate nach dem Ablauf der in der Anordnung nach Absatz 1 festgelegten Frist fassen;"

2° der erste Satz von Absatz 3 lautet nun wie folgt: "Die CWaPE kann ebenfalls ab der Kenntnismahme ihrer Begehung und spätestens innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Begehung eine administrative Geldbuße bei Versäumnissen hinsichtlich bestimmter Bestimmungen des vorliegenden Dekrets verhängen;"

3° die Wörter "Die maximale Höhe des Verwaltungsbußgelds beträgt 200.000 Euro oder, sofern der folgende Betrag darüber liegt, 3 % des Umsatzes," werden durch folgende Wörter ersetzt: "Die Höhe der administrativen Geldbuße liegt zwischen 250 Euro und 200.000 Euro oder, sofern der folgende Betrag darüber liegt, drei Prozent des Umsatzes".

**Art. 146** - In Artikel *53sexies* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden die Wörter "Gericht der ersten Instanz" jeweils durch "Märktegerichtshof" ersetzt.

**Art. 147** - In Artikel *53septies* § 1 Absatz 6 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden die Wörter "Gericht der ersten Instanz" jeweils durch "Märktegerichtshof" ersetzt.

**Art. 148** - In Artikel 64 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 11. April 2014 und abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, werden die Wörter "zum 31. Januar 2017" durch die Wörter "jedes Jahr gleichzeitig mit ihrem jährlichen Tätigkeitsbericht" ersetzt.

**Art. 149** - Artikel 66 desselben Dekrets, aufgehoben durch das Dekret vom 19. Januar 2017, wird in der folgenden Fassung wieder eingeführt:

"§ 1. Es wird eine Gebühr erhoben zwecks der Finanzierung der von der CWaPE im Jahre 2017 bei der Umsetzung des Mechanismus der grünen Zertifikate nach Artikel 37 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts getragenen Kosten, um auf diese Weise den Betrag von 1.800.000 Euro zu erreichen, der für dieses Jahr erhoben hätte werden sollte.

§ 2. Die Gebühr wird von den Erzeugern von Strom aus erneuerbaren Energieträgern und/oder hochwertiger Kraft/Wärme-Kopplung geschuldet, die bei der CWaPE die Gewährung von grünen Zertifikaten beantragen und die eine Anlage mit einer Nennleistung über 10 Kilowatt (kW) betreiben.

§ 3. Die Gebühr ist pro vor dem 1. Januar 2018 erzeugte Megawattstunde (MWh) zu zahlen, von der eine der CWaPE ab dem 1. Januar 2018 mitgeteilte Indexablesung die Erzeugung bescheinigt und die für die Gewährung von grünen Zertifikaten in Betracht genommen wird. Der in Euro pro Megawattstunde (Euro/MWh) ausgedrückte Einheitssatz der Gebühr entspricht demjenigen, der kraft Artikel 10 § 3 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Festlegung des Einnahmenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2017 für 2017 festgelegt worden war.

§ 4. Wenn vor dem 31. März 2018 keine Indexablesung übermittelt wurde, kann die CWaPE die Anzahl Megawattstunden (MWh), auf welche die Gebühr geschuldet ist, wie folgt einschätzen:

- auf der Grundlage des Produktionsstandards pro Erzeugungsverfahren gemäß der letzten, von der Wallonischen Regierung genehmigten und auf der Website der CWaPE veröffentlichten K-eco-Methodologie;
- oder andernfalls auf der Grundlage einer Referenzanlage;
- oder andernfalls auf der Grundlage der zuverlässigsten Angaben, über welche die CWaPE verfügt.

Wenn die übermittelte Indexablesung ebenfalls einen Zeitraum deckt, der sich über den 31. Dezember 2017 hinaus erstreckt, dann wird die Produktion im Verhältnis zu den Tagen verteilt, die sich innerhalb des von der Indexablesung gedeckten Zeitraums befinden.

Die CWaPE nimmt die erforderlichen Regularisierungen vor, wenn sich für einen bestimmten Erzeuger ein Irrtum betreffend das mitgeteilte Produktionsvolumen oder betreffend das Beginn- und Enddatum des betreffenden Produktionszeitraums herausstellt. Wenn sich der Irrtum aus einem durch den Stromerzeuger begangenen Betrug ergibt, müssen diese Regularisierungen innerhalb einer Frist von höchstens einem Jahr nach der Erteilung der betreffenden grünen Zertifikate vorgenommen werden. Der vorliegende Absatz ist nicht anwendbar, was die Regularisierung von Produktionsvolumen betrifft, wenn die Produktion gemäß Absatz 1 des vorliegenden Paragraphen eingeschätzt wird.

§ 5. Der Erzeuger entrichtet die Gebühr innerhalb von zwei Monaten ab der Sendung der Rechnungen. Unter Vorbehalt von materiellen Fehlern führt jeglicher Zahlungsverzug von Rechtswegen zu der Unverfügbarkeit der Guthaben in Wertpapierkonten dieses Erzeugers bei der CWaPE. Die CWaPE ist befugt, die Beitreibung der Gebühr bei den säumigen Schuldnern einzuleiten.

Wenn die CWaPE für einen bestimmten Erzeuger am 31. Dezember 2018 feststellt, dass die gesamten, noch geschuldeten Gebührenbeträge, unter Abzug der bereits gezahlten Beträge, sich auf nicht mehr als 10 Euro belaufen, gilt, dass der Erzeuger seine Gebühr gezahlt hat.

§ 6. Wenn sich am 1. Januar 2019 herausstellt, dass der Unterschied zwischen dem Betrag der tatsächlich in Rechnung gestellten Gebühr für 2017 und dem Betrag von 1.800.000 Euro, der für dieses Jahr erhoben werden sollte, 14 % übertrifft, zahlt die CWaPE den Erzeugern den Unterschied im Verhältnis zu den von ihnen tatsächlich gezahlten Beträgen zurück. Wenn der tatsächlich erhobene Betrag den zu erhebenden Betrag unterschreitet, gewährt die Regierung der CWaPE eine zusätzliche Beteiligung, die dem Unterschied zwischen dem erhobenen und dem zu erhebenden Betrag entspricht.

Die CWaPE informiert jeden betroffenen Erzeuger über den geschuldeten Unterschied und übermittelt ihm eine Gutschrift. Die CWaPE zahlt den geschuldeten Betrag binnen zwei Monaten nach dem Versand der Gutschrift.

Wenn die CWaPE für einen bestimmten Erzeuger feststellt, dass der zu erstattende Betrag weniger oder gleich 10 Euro ist, ist der vorliegende Paragraph nicht auf ihn anwendbar."

*Abschnitt 2 - Änderungen im Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts*

**Art. 150** - Artikel 14 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, wird um eine Ziffer 16 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"16° die für die geschlossenen Unternehmensnetze für Gas geltenden technischen und administrativen Vorschriften."

**Art. 151** - In Artikel 15 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 11. März 2014 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015, wird Absatz 2 aufgehoben.

**Art. 152** - In Artikel 16bis § 1 Ziffer 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015 werden die Wörter "die ihnen vom Eigentümer des Standorts angeboten wird, wie z.B. die Vermietung von Garagen, Studentenzimmern, Zimmern in einem Altenheim oder eines Ferienhauses" durch die Wörter "die ihnen vom Betreiber des Standorts angeboten wird, insbesondere im Rahmen der Benutzung von Garagen, Studentenzimmern, Zimmern in einem Altenheim oder eines Ferienhauses" ersetzt.

**Art. 153** - In Artikel 16ter desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und ersetzt durch das Dekret vom 21. Mai 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der erste Satz von Paragraph 1 Absatz 1 wird durch folgenden Satz ersetzt: "§ 1. Die geschlossenen Unternehmensnetze unterliegen der Erteilung einer individuellen Genehmigung, die von der CWaPE nach Rücksprache mit dem Betreiber des Verteilernetzes, und gegebenenfalls mit dem Betreiber des Transportnetzes, an welches das geschlossene Netz einen Anschluss beabsichtigt, ausgestellt wird.;"

2° der erste Satz von Paragraph 1 Absatz 4 wird durch folgenden Satz ersetzt: "Die Bedingungen, die Modalitäten, das Verfahren zur Erteilung der individuellen Genehmigung und die für die Untersuchung der Akte zu zahlende Gebühr werden nach Begutachtung durch die CWaPE von der Regierung bestimmt.;"

**Art. 154** - In Artikel 25<sup>ter</sup> desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und ersetzt durch das Dekret vom 21. Mai 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 Ziffer 1 bis 3 wird der Satz "Außerdem beginnt die Frist erst, wenn der Netzbetreiber die verschiedenen erforderlichen Genehmigungen und Zulassungen im Empfang genommen hat." jeweils durch folgenden Satz ersetzt: "Die Frist wird während des Zeitraums zwischen dem Antrag und dem Empfang der erforderlichen Genehmigungen und Zulassungen ausgesetzt.";

2° in Paragraf 2 werden die Wörter "innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen ab Überschreitung der in Paragraf 1 angegebenen Fristen" durch die Wörter "innerhalb einer Frist von sechzig Kalendertagen ab dem endgültigen Anschluss" ersetzt.

**Art. 155** - In Artikel 26 § 1 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008 und 21. Mai 2015, wird Absatz 2 um folgenden Satz ergänzt:

"Sie werden ausschließlich über ein Netz versorgt, das von einem Netzbetreiber bewirtschaftet wird, außer in dem im Dekret hervorgehobenen Ausnahmefall für ein privates Netz, ein geschlossenes Unternehmensnetz oder eine Direktion sowie ein gemäß Artikel 27 von der CWaPE genehmigtes Pilotprojekt, das in der Bildung eines alternativen Netz im Verhältnis zum öffentlichen, von einem Netzbetreiber betriebenen Netz besteht, oder das darauf abzielt, die Verallgemeinerung eines neuen Grundsatzes für die Tarifierung der Verteilernetze auszutesten."

**Art. 156** - Artikel 27 desselben Dekrets, aufgehoben durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird in der folgenden Fassung wieder eingeführt:

"Art. 27- § 1. Die CWaPE kann in Übereinstimmung mit Paragraf 2 und gemäß den von ihr bestimmten Bedingungen die Entwicklung von Pilotprojekten genehmigen, die in der Bildung von alternativen Netzen im Verhältnis zum öffentlichen, von einem Netzbetreiber betriebenen Netz bestehen, oder die darauf abzielen, die Verallgemeinerung eines neuen Grundsatzes für die Tarifierung der Verteilernetze auszutesten.

§ 2. Diese Projekte genügen insbesondere den folgenden Bedingungen:

1° die Untersuchung der Umsetzung von optimalen technologischen Lösungen für den wallonischen Gasmarkt bezwecken, insbesondere in Sachen Energieeffizienz, Flexibilität der Anfrage, Optimierung der Entwicklung und Verwaltung der dezentralen Gaserzeugung;

2° einen innovativen und neuartigen Charakter aufweisen;

3° unbeschadet von Paragraf 1 keine Abweichung von den Verpflichtungen bezwecken oder bewirken, die den Akteuren des regionalen Gasmarkts durch das oder kraft des vorliegenden Dekrets auferlegt werden, außer wenn nachgewiesen wurde, dass eine Abweichung von diesen Regeln für den guten Ablauf des Projekts oder das Erreichen der Ziele dieses Projekts unerlässlich ist;

4° für die Beteiligten am Pilotprojekt nicht zum Hauptziel haben, jegliche Formen von Steuern oder Lasten zu umgehen oder zu senken, zu deren Zahlung sie verpflichtet wären, wenn sie sich nicht im Perimeter des Pilotprojekts befänden;

5° einen für den gesamten wallonischen Markt auf nichtdiskriminierende Weise reproduzierbaren Charakter aufweisen;

6° die Ergebnisse des Pilotprojekts bekannt geben;

7° eine zeitlich begrenzte Dauer haben, die fünf Jahre nicht übertrifft.

§ 3. Die CWaPE kann ihren Genehmigungsbeschluss an Sonderbedingungen knüpfen, die von Paragraf 2 Ziffer 3 und 4 abweichen.

§ 4. Die Regierung kann nach Stellungnahme der CWaPE die Bedingungen, die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Genehmigung, sowie die Verpflichtungen, denen der Inhaber einer solchen Genehmigung unterliegt, festlegen.

In Abweichung von vorigem Absatz kann die CWaPE die Anträge genehmigen, die eingereicht wurden, bevor die Regierung die Bedingungen, die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Genehmigung festgelegt hat, insofern diese Anträge die Bedingungen nach Paragraf 2 beachten".

**Art. 157** - In Artikel 29 § 1 Absatz 2 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015, werden die Wörter "technisch angemessenen Bedingungen" durch die Wörter "wirtschaftlich und technisch angemessenen Bedingungen" ersetzt.

**Art. 157bis** - Artikel 30 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 3 Absatz 5 werden die Wörter "die Inhaber" durch "die Antragsteller" ersetzt;

2° der einzige Satz von Paragraf 4 Absatz 2 wird durch folgende Sätze ersetzt: "Die Regierung kann für die Versorger, die über eine auf wallonischer regionaler Ebene, auf föderaler Ebene, in den anderen Regionen oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums erteilte Gas- oder Stromversorgungslizenz verfügen, ein vereinfachtes Verfahren vorsehen. Dies gilt auch für die Antragsteller einer begrenzten Versorgungslizenz nach Paragraf 3 Absatz 1 Ziffer 2";

3° Paragraf 4 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Unbeschadet von Artikel 29 § 2 kann die Regierung nach Stellungnahme der CWaPE eine gemeinsame Regelung für eine begrenzte Versorgungslizenz und eine individuelle Genehmigung zur Errichtung einer Direktion vorsehen".

**Art. 157ter** - In Kapitel VIbis desselben Dekrets wird vor Abschnitt 1 ein Artikel 31/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 31/1 - Die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels können nur auf die Haushaltskunden für die Lieferung von Gas an ihrem Wohnsitz anwendbar sein."

**Art. 158** - In Artikel 31bis § 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und ersetzt durch das Dekret vom 21. Mai 2015, wird Ziffer 3 aufgehoben.

**Art. 159** - In Artikel 31ter desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und ersetzt durch das Dekret vom 21. Mai 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 werden in der französischen Fassung die Wörter "l'article 31bis, 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, et 2°" durch die Wörter "l'article 31bis, § 1<sup>er</sup>, 2° et §2°" und die Wörter "l'article 31bis, 1<sup>er</sup>, 1°" durch die Wörter "l'article 31bis, § 1<sup>er</sup>, 1°" ersetzt.



2° in Paragraf 2 Absatz 1 wird der erste Satz durch folgenden Satz ersetzt: "§ 2. Bei Inverzugsetzung des Kunden fordert der Gasversorger seinen Kunden auf, mit ihm Kontakt aufzunehmen, um einen zumutbaren Zahlungsplan abzuschließen und informiert ihn über die Möglichkeit, bei seinen Verhandlungen die Unterstützung eines ÖSHZ oder einer Schuldenvermittlungsstelle in Anspruch zu nehmen."

Nach diesem Satz wird ein zweiter Satz mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Der Gasversorger informiert seinen Kunden über die Frist, über die er verfügt, um mit ihm einen zumutbaren Zahlungsplan abzuschließen."

3° in Paragraf 2 wird Absatz 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Wenn nach Eingang des Mahnungsschreibens, das nur einen Betrag betreffen kann, der die von der Regierung bestimmte Mindestschuldengrenze übertrifft, eine Reaktion des Kunden ausbleibt, dieser den Abschluss eines zumutbaren Zahlungsplans verweigert, oder diesen Plan nicht einhält, oder der Kunde dies selber beantragt, verlangt der Stromversorger von dem Netzbetreiber das Anbringen eines Budgetmesszählers." ;

4° in Paragraf 2 lautet der einzige Satz von Absatz 4 nun wie folgt: "Nach Stellungnahme der CWaPE bestimmt die Regierung das Verfahren und die Bedingungen für die Anbringung der Budgetmesszähler;"

5° der erste Satz von Paragraf 2 Absatz 5 lautet nun wie folgt: "Wenn der Kunde das Verfahren zur Anbringung des Budgetmesszählers schriftlich oder auf elektronischem Wege bei dem regionalen Vermittlungsdienst für Energie beantragt, kann dieses Verfahren eingestellt werden, um eine Untersuchung der Lage des Kunden zu ermöglichen, bevor das Verfahren zur Anbringung des Budgetmesszählers weitergeführt oder nicht weitergeführt wird."

**Art. 160** - In Artikel 31<sup>quater</sup> desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

2° in Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 3 werden die Wörter ", außer wenn der Netzbetreiber als Versorger des Kunden auftritt" durch die Wörter ", einem Vertreter des sozialen Gasversorgers, an den der Kunde angeschlossen ist." ersetzt;

1° in Paragraf 2 Absatz 1 werden die Wörter "des Gasversorgers" und die Ziffer 3 gestrichen;

3° in Paragraf 2 wird Absatz 3 gestrichen;

4° in Paragraf 4 Absatz 1 werden die Wörter "und die Gasversorger" gestrichen.

**Art. 161** - Artikel 32 § 1 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Ziffer 3 Buchstabe c) werden die Wörter "außer wenn dies aus technischen, medizinischen, strukturellen oder sozialen Gründen unmöglich ist" gestrichen;

2° Ziffer 8 wird durch Folgendes ersetzt:

"8° die Information der Netzbenutzer in Bezug auf den Energiemarkt wahrnehmen; die Regierung kann den Inhalt und die Übertragungswege der in vorliegendem Punkt genannten Information genauer bestimmen;"

**Art. 162** - In Artikel 33 § 1 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008 und 21. Mai 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 4 Buchstabe b) werden die Wörter "insbesondere Vorschlag eines vernünftigen Zahlungsplans" durch die Wörter "insbesondere Aufforderung des Kunden, mit ihm Kontakt aufzunehmen, um einen vernünftigen Zahlungsplan abzuschließen" ersetzt;

2° Ziffer 4 Buchstabe c) wird aufgehoben;

3° Ziffer 6 wird durch Folgendes ersetzt:

"6° die Information der Netzbenutzer in Bezug auf den Energiemarkt wahrnehmen; die Regierung kann den Inhalt und die Übertragungswege der in vorliegendem Punkt genannten Information genauer bestimmen;"

**Art. 163** - In Artikel 48 § 1 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der letzte Satz von Absatz 2 lautet nun: "Die CWaPE muss ihren Beschluss spätestens sechs Monate nach dem Ablauf der in der Anordnung nach Absatz 1 festgelegten Frist fassen;"

2° in Absatz 3 wird das Wort "Einzelversäumnissen" durch das Wort "Versäumnissen" ersetzt;

3° die Wörter "Die maximale Höhe des Verwaltungsbußgelds beträgt 200.000 Euro oder, sofern der folgende Betrag darüber liegt, 3 % des Umsatzes," werden durch folgende Wörter ersetzt: "Die Höhe der administrativen Geldbuße liegt zwischen 250 Euro und 200.000 Euro oder, sofern der folgende Betrag darüber liegt, 3 % des Umsatzes".

**Art. 164** - In Artikel 48<sup>sexies</sup> desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden die Wörter "Gericht der ersten Instanz" jeweils durch "Märktegerichtshof" ersetzt.

**Art. 165** - In Artikel 48<sup>septies</sup> Absatz 6 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden die Wörter "Gericht der ersten Instanz" durch "Märktegerichtshof" ersetzt.

**Art. 166** - In Artikel 75 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 21. Mai 2015 und abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, werden die Wörter "zum 31. Januar 2017" durch die Wörter "jedes Jahr gleichzeitig mit ihrem jährlichen Tätigkeitsbericht" ersetzt.

**Abschnitt 3** - Änderungen im Dekret vom 19. Januar 2017 über die Tarifmethodik, die auf die Betreiber von Strom- und Gasverteilernetzen anwendbar ist

**Art. 167** - Artikel 3 § 3 des Dekrets vom 19. Januar 2017 über die Tarifmethodik, die auf die Betreiber von Strom- und Gasverteilernetzen anwendbar ist, wird um einen dritten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Nachdem die Tarifmethodik angenommen wurde, und dies bis zum Ende des betreffenden Regulierungszeitraums, erfordert die Anpassung durch die CWaPE der Tarifmethodik infolge deren Angleichung an neue gesetzliche und verordnungsrechtliche Bestimmungen keine neue Konzertation und öffentliche Anhörung und ist die in vorigem Absatz genannte Vereinbarung nicht notwendig."

**Art. 168** - Artikel 4 des vorgenannten Dekrets vom 19. Januar 2017 über die Tarifmethodik, die auf die Betreiber von Strom- und Gasverteilernetzen anwendbar ist, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 2 Ziffer 21 wird der Satz "Der Betreiber eines Verteilernetzes wälzt die Kosten für die Benutzung des Stromübertragungsnetzes über, und passt diese Kosten an, sobald die zuständige Regulierungsstelle seine Tarife geändert hat." zu Absatz 1;

2° in Paragraf 2 Ziffer 21 wird ein zweiter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Die Tarife für die Weiterverrechnung der Kosten für die Benutzung des Übertragungsnetzes werden für die gesamten Verteilernetzbetreiber angeglichen, die direkt an ein Übertragungsnetz angeschlossen sind, das von demselben Übertragungs- oder lokalen Übertragungsnetzbetreiber bewirtschaftet wird." ;

3° in Paragraf 2 Ziffer 21 wird ein dritter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"In Abweichung von vorigem Absatz werden die Tarife für die Weiterverrechnung der Kosten für die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes und der Aufschläge in Bezug auf die Übertragungstarife über die ganze Wallonische Region angeglichen." ;

4° in Paragraf 2 Ziffer 21 werden die Sätze "Die CWAPE billigt und prüft diese Kosten, die mittels spezifischer Tariftabellen nach dem in Artikel 15 § 4 beschriebenen Verfahren weiter verrechnet werden. Diese Regel ist nicht anwendbar, wenn besondere Gesetzesvorschriften ihre Rechnungsstellung direkt durch ein anderes Organ als der Betreiber eines Verteilernetzes auferlegen." zu Absatz 4.

**Art. 169** - In Artikel 21 desselben Dekrets werden die Wörter "im Sinne von Artikel 27 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts sowie Artikel 27 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts" zwischen die Wörter "innovativer Pilotprojekte" und "entwickelt werden" eingefügt.

*Abschnitt 4* - Änderung im Dekret vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses

**Art. 170** - In Artikel 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses wird ein Paragraf 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 4. Die in die in Paragraf 1 Ziffern 43 und 44 genannten Einrichtungen bestellten Kommissare sind mit den Aufgaben nach den Artikeln 10, 12, 16, 17, 18 und 19 des vorliegenden Dekrets beauftragt."

*Abschnitt 5* - Änderung im Dekret vom 8. Juni 2001 zur Einsetzung einer unabhängigen Behörde für die Kontrolle und Überwachung der durch die Flughäfen in der wallonischen Region hervorgerufenen Lärmbelästigungen

**Art. 171** - In Artikel 3 § 2 des Dekrets vom 8. Juni 2001 zur Einsetzung einer unabhängigen Behörde für die Kontrolle und Überwachung der durch die Flughäfen in der wallonischen Region hervorgerufenen Lärmbelästigungen wird zwischen die Absätze 3 und 4 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Ungeachtet des Ende ihres Mandats gehören die Mitglieder, sofern sie die erforderliche Eigenschaft behalten, der Behörde weiter an, bis ihre Nachfolger benannt worden sind."

*Abschnitt 6* - Änderungen im Gesetz vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung

**Art. 172** - In Artikel 1bis § 4 des zuletzt durch das Dekret vom 22. Juli 2010 abgeänderten Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 Ziffer 5 werden die Wörter "Die Aktiengesellschaft "SLF IMMO" oder die Genossenschaft mit beschränkter Haftung "Intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économique" ("IGRETEC"), die aufgrund einer Vereinbarung zur Durchführung der Aufgaben der SOWAER beitragen, können ebenfalls die Enteignung von Immobiliengütern zu gemeinnützigen Zwecken vornehmen" gestrichen;

2° er wird um einen wie folgt lautenden Absatz ergänzt:

"Die der Wallonischen Region, ihrem Vertreter oder Bevollmächtigten gehörenden Immobilien, die in Ausführung von Absatz 1 Ziffer 1 zu gemeinnützigen Zwecken erworben wurden, werden vom Immobilienvorabzug befreit; dies schließt die Immobilien mit ein, die zu denselben Zwecken vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 29. April 2004 erworben wurden, durch welches der vorliegende Paragraf in Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 eingefügt wird."

*Abschnitt 7* - Änderungen im Dekret vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien

**Art. 173** - In Artikel 2 Absatz 1 des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, abgeändert durch das Dekret vom 26. Mai 2016, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch folgende Wortfolge ersetzt: "Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung direkt oder über die ÖSZH den Haushalten mit moderatem Einkommen Zuschüsse gewähren, um sie zu ermutigen, Einkäufe oder Eingriffe zu tätigen oder Arbeiten durchzuführen, die Energieeinsparungen oder eine rationelle Energienutzung ermöglichen."

2° in Absatz 2 wird das Wort ", Eingriffe" zwischen "Lieferungen" und "und Arbeiten" eingefügt.

**Art. 173bis** - In Artikel 4 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Ziffer 1 wird durch Folgendes ersetzt: "die technischen Kriterien der in Artikel 2 des vorliegenden Dekrets genannten Arbeiten, und die Personen, die befugt sind, diese Kriterien zu prüfen." ;

2° in Ziffer 2 werden die Wörter ", die Eingriffe" nach den Wörtern "die Einkäufe" eingefügt;

3° Artikel 4 wird um eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt: "4° die Beteiligung des ÖSHZ."

*Abschnitt 8* - Änderung im "Klima"-Dekret vom 20. Februar 2014

**Art 173ter** - In das "Klima"-Dekret vom 20. Februar 2014 wird ein Artikel 16/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 16/1 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung Zuschüsse und Preise für Aktionen im Bereich der Klimaänderung gewähren, einschließlich der Themen der Anpassung an die und der Abschwächung der Klimaänderung. Diese Zuschüsse können im Rahmen der Umsetzung der Maßnahmen des Plans Luft Klima Energie bewilligt werden.

Die Zuschüsse können an den privaten Sektor, den öffentlichen Sektor, die Universitäten für Forschungsarbeiten im Bereich der Klimaänderung sowie für die Unterstützung internationaler Projekte gewährt werden.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen und Gewährungsmodalitäten für diese Zuschüsse."

## Abschnitt 9 - Übergangsbestimmungen

**Art. 173quater** - Die Regierung legt das Inkrafttredatum der Artikel 129, 130, 131, 132, 159, 160, 161, 162, 173 und 173bis des vorliegenden Kapitels fest.

**Art. 173quinquies** - Artikel 167 ist ab sofort auf den Tarifzeitraum 2019-2023 anwendbar.

## KAPITEL VIII - Änderungen im Wallonischen Gesetzbuch über den Tourismus

**Art. 174** - In Artikel 393 Absatz 1 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tourismus, abgeändert durch die Dekrete vom 9. Februar 2017 und 13. Dezember 2017, wird die Ziffer 16bis durch eine Ziffer 16/1 mit folgendem Wortlaut ersetzt:

"16°/1 l'acquisition ou la construction d'abris mobiles reconnus en tant qu'hébergements insolites, le montant éligible de cette construction étant plafonné à 7 500 euros par abri mobile, avec un minimum de trois abris mobiles;"

**Art. 175** - In Artikel 394 desselben Gesetzbuches wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Peut donner lieu à l'octroi d'une subvention visée à l'article 391.D, alinéa 2, l'acquisition ou la construction d'abris mobiles reconnus en tant qu'hébergements insolites, le montant éligible de cette construction étant plafonné à 7.500 euros par abri mobile, avec un minimum de trois abris mobiles".

**Art. 176** - In Artikel 402/1.D § 1 desselben Gesetzbuches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 wird um einen Punkt 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"3° à l'expertise et le professionnalisme du gestionnaire de l'hébergement touristique." ;

2° er wird um einen wie folgt lautenden Absatz ergänzt:

"Sur proposition du Conseil du tourisme, le Ministre peut prévoir des conditions complémentaires à celles prévues à l'alinéa 2."

**Art. 177** - In Artikel 411.D Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird Ziffer 3, ersetzt durch das Dekret vom 10. November 2016, um folgende Wortfolge ergänzt: "ou de la reconnaissance du caractère insolite de l'hébergement touristique en application de l'article 402/1.D".

KAPITEL IX — Änderungen in Teil VIII von Buch I des Umweltgesetzbuches, im Gesetz vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, im Gesetz vom 28. Februar 1882 über die Jagd, im Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen, im Dekret vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, im Feldgesetzbuch vom 7. Oktober 1886, im Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und im Dekret vom 27. Juni 2013 zur Einführung verschiedener Bestimmungen in den Bereichen Landwirtschaft, Gartenbau und Aquakultur

## Abschnitt 1 - Änderungen im Gesetz vom 28. Februar 1882 über die Jagd

**Art. 178** - Der erste Satz von Artikel 7 § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, lautet nun wie folgt: "Unter der Bedingung, dass es keine zufriedenstellende Lösung gibt, und dass dies dem Überleben des betroffenen Bestands nicht schadet, kann die Regierung nach Stellungnahme des Pools "ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Jagd", den Fang, die Vertreibung oder die Vernichtung von Wildarten erlauben oder anordnen."

**Art. 179** - In Artikel 8 Absatz 5 desselben Gesetzes, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 26. Juni 2016, wird das Wort "Schutzzäune" durch das Wort "Zäune" ersetzt.

**Art. 180** - In Artikel 10 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, wird der folgende Absatz zwischen die Absätze 5 und 6 eingefügt:

"Wenn eine sanitäre Gefahr besteht, kann die Regierung ebenfalls anordnen, dass alle abgeschossenen Tiere zwecks Analyse den Sammelzentren zugeführt, und vernichtet werden. Die Regierung bestimmt die von der Maßnahme betroffenen Gebiete, die Sammelzentren, die Bedingungen, unter denen die abgeschossenen Tiere diesen Zentren zugeführt werden und die Voraussetzungen für eine eventuelle Entschädigung."

**Art. 181** - In Artikel 30bis desselben Gesetzes, abgeändert durch das Dekret vom 14. Juli 1994, werden die Wörter ", wegen einer erwiesenen sanitären Gefahr" nach dem Wort "Naturerhaltung" eingefügt.

## Abschnitt 2 - Änderungen im Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur

**Art. 182** - Artikel 2sexies des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, eingefügt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001, wird um einen wie folgt verfassten Absatz ergänzt:

"Die Regierung legt die Regeln für die Arbeitsweise und Bezuschussung der Pflegezentren für wildlebende Tierarten fest. Die Kosten, die im Rahmen der gewährten Zuschüsse zulässig sind, sind diejenigen in Verbindung mit der Pflege und dem Aufenthalt der Tiere, sowie die Investitions- und Funktionskosten der Zentren."

**Art. 183** - Artikel 4 desselben Gesetzes wird um einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 4. Zu Zwecken sowohl der Sammlung der biologischen Daten als auch des Schutzes der Tier- und Pflanzenarten und der geschützten natürlichen Lebensräume, wenn sie lokalisiert sind, ist die von der Regierung dafür bestimmte Dienststelle befugt, mit den betreffenden Eigentümern und Benutzern Kontakt aufzunehmen, um sie über einen Besuch zu informieren, oder ihnen aus eigener Initiative Informationen mitzuteilen über die anwendbare Schutzregelung oder die Maßnahmen, die für die beobachteten Arten und Lebensräume günstig oder ungünstig sind. Zu diesem Zweck kann diese Dienststelle in das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem (InVeKoS), das Nationalregister oder die Katasterangaben Einsicht haben, anhand deren die Eigentümer und Benutzer identifiziert werden können."

**Art. 184** - Der durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 wiederhergestellte und durch die Dekrete vom 30. April 2009 und 22. Dezember 2010 abgeänderte Artikel 31 desselben Gesetzes wird um einen wie folgt verfassten Absatz ergänzt:

"Die Regierung kann bestimmen, dass die Zahlung der in den Absätzen 1 und 3 vorgesehenen Entschädigungen von der Zahlstelle nach Artikel D.3 Ziffer 25 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, nach in diesem Gesetzbuch vorgesehenen Modalitäten getätigt wird."

**Art. 185** - Artikel 52 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Dekret vom 11. April 1984 und ersetzt durch das Dekret vom 16. Februar 2017 lautet nun wie folgt: "Der in Artikel 2/6 § 1, § 2 und § 3 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion erwähnte Pool "ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur", übt in der

Wallonischen Region die Befugnisse aus, die aufgrund der Kapitel II bis VI an den Hohen Rat für die Erhaltung der Natur und an dessen Wallonische Kammer – beide durch Artikel 32 eingesetzt – übertragen wurden.“.

**Art. 186** - In Artikel 58quinquies desselben Gesetzes, eingefügt durch das Dekret vom 6. April 1995 und abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "Gemäß Artikel 119 des Gemeindegesetzes" gestrichen;

2° in Absatz 2 werden die Wörter "der Wallonischen Regierung oder dem von ihr beauftragten Minister" durch die Wörter "dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört" ersetzt;

3° in Artikel 3 werden die Wörter "gemäß Artikel 119 des Gemeindegesetzes" durch die Wörter "gemäß dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung" ersetzt.

**Art. 187** - In Artikel 58sexies § 1 Absatz 1 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Dekret vom 22. Januar 1998 und abgeändert durch die Dekrete vom 19. Dezember 2007, 18. Dezember 2008, 30. April 2009, 10. Dezember 2009, 22. Dezember 2010, 15. Dezember 2011, 11. Dezember 2013, 11. Dezember 2014, 17. Dezember 2015 und 21. Dezember 2016, wird das Wort "hauptberuflich" gestrichen.

**Art. 188** - In Kapitel IX desselben Gesetzes, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, wird ein Abschnitt IIbis mit folgender Überschrift eingefügt: "Abschnitt IIbis - Der Fonds für den Schutz der Biodiversität".

**Art. 189** - In den Abschnitt IIbis, eingefügt durch Artikel 188 wird ein Artikel 58septies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 58septies - In Anwendung von Artikel 4 § 1 Absatz 2 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten wird im Einnahmen- und allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Region ein "Fonds für den Schutz der Biodiversität" eingerichtet, nachstehend als "Fonds" bezeichnet."

**Art. 190** - In denselben Abschnitt IIbis wird ein Artikel 58octies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 58octies - Der Fonds hat folgende Zwecke:

1° die Einnahmen aus Finanzausgleichen beziehen, die zusätzlich zu oder als Ersatz für einen Sachausgleich vor Ort gewährt werden, und die sich aus Projekten ergeben, die eine oder mehrere negative Auswirkungen auf die Biodiversität haben;

2° eine Ausgleichsmaßnahme in Sachen Biodiversität in Lebensräumen oder betreffend Arten, die durch ein Projekt beeinträchtigt werden, das diese Ausgleichsmaßnahmen nach sich zieht, finanziell unterstützen;

3° eine finanzielle Unterstützung gewähren für ein Projekt zur Verbesserung oder Wiederherstellung von biodiversitätsfördernden Lebensräumen und Standorten in einem bestimmten Umfeld auf dem Gebiet der Wallonischen Region. ;

4° Forschungsprojekte in Verbindung mit den oben stehenden Ziffern 1, 2 und 3 finanzieren.

Die Finanzausgleiche in Sachen Biodiversität nach Absatz 1 Ziffer 1 werden von der Regierung bestimmt unter Berücksichtigung

1° der Auswirkungen auf die Pflanzen- und Tierwelt und die entsprechenden Lebensräume;

2° der betroffenen Arten und Lebensräume;

3° des betreffenden biogeografischen Gebiets;

4° ggf. der Ausgleichsmaßnahmen kraft Artikel 29 § 5;

5° aller von der Regierung bestimmten Kriterien.

Die Mittel des Fonds werden zur Finanzierung oder Vorfinanzierung der Ausgaben in Verbindung mit der Umsetzung von Maßnahmen zum Ausgleich der negativen Auswirkungen der Projekte auf die Biodiversität verwendet, unter Berücksichtigung der Arten und Lebensräume, auf welche sich diese Projekte oder jedes Projekt, das von der Regierung als die Biodiversität beeinträchtigend bestimmt wird, negativ auswirken."

**Art. 191** - In denselben Abschnitt IIbis wird ein Artikel 58nonies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 58nonies - Ein Fonds-Beirat, in vorliegendem Abschnitt als "Beirat" bezeichnet, dessen Arbeitsweise von der Regierung bestimmt wird, gibt Stellungnahmen über die Verwaltungsmodalitäten des Fonds ab.

Die Regierung bestimmt die Punkte, über welche, und die Personen, an welche die Stellungnahmen abzugeben sind.

Ein Jahresbericht, in dem das Verzeichnis der Finanzierungsquellen, der Verwendungszweck und die Durchführungsmodalitäten angegeben werden, wird der Regierung und dem Parlament übermittelt.

Die Regierung bestimmt die Informationen, die der Beirat von der Verwaltung erhalten kann, um seine Aufgaben zu erfüllen, sowie die Modalitäten für die Übermittlung dieser Informationen.

Die Regierung kann die Modalitäten für die Veröffentlichung der Stellungnahmen und des Berichts des Beirats bestimmen."

**Art. 192** - In denselben Abschnitt IIbis wird ein Artikel 58decies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 58decies - Der Beirat setzt sich wie folgt zusammen:

1° ein oder mehrere Mitglieder der Verwaltung mit einem Dienstrang, der mindestens dem Dienstrang A3 entspricht, die über Fachkenntnisse im Bereich der Naturerhaltung verfügen;

2° ein oder mehrere Bedienstete, die der für die Naturerhaltung zuständigen Verwaltungsdienststelle angehören;

3° ein Vertreter der Finanzinspektion der Wallonischen Region;

4° ein oder mehrere Vertreter des Pools "ländliche Angelegenheiten" Abteilung "Natur".

Den Vorsitz über den Beirat führt eine Person, die der Kategorie nach Absatz 1 Ziffer 1 angehört.

Nach Rücksprache mit dem Pool "ländliche Angelegenheiten" bestellt die Regierung die Mitglieder nach Absatz 1 Ziffer 4 sowie für jedes Mitglied ein stellvertretendes Mitglied, das es bei dessen Abwesenheit ersetzen kann."

**Art. 193** - In denselben Abschnitt IIbis wird ein Artikel 58*undecies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 58*undecies* - Die Dauer des Mandats dieser Mitglieder und ihres Stellvertreters ist vier Jahre.

Die Mandate können erneuert werden. Im Falle einer Vakanz vor dem Ablauf eines Mandats wird ein neues Mitglied oder stellvertretendes Mitglied bestellt, um das Mandat seines Vorgängers zu Ende zu führen.

Die Stellungnahmen des Beirats sind rechtsgültig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend sind."

**Art. 194** - In denselben Abschnitt IIbis wird ein Artikel 58*duodecies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 58*duodecies* - Dem Fonds werden die von einem Antragsteller durch Äquivalent gezahlten Umweltausgleichsbeträge zugewiesen, die sich aus Projekten ergeben, die die Biodiversität beeinträchtigen, und die zur Erhaltung eines gleichwertigen Biodiversitätsniveaus bestimmt sind. Die Regierung bestimmt den Sachausgleich einerseits, und den im Sinne eines finanziellen Gegenwerts "durch Äquivalent" gezahlten Umweltausgleich nach Absatz 1 andererseits.

Die Mittel des Fonds werden der Finanzierung oder Vorfinanzierung von Ausgaben in Bezug auf Maßnahmen zum Schutz, zur Verbesserung und zur Wiederherstellung der Natur zugewiesen."

**Art. 195** - In denselben Abschnitt IIbis wird ein Artikel 58*terdecies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 58*terdecies* - Die Ausgaben können Entschädigungen, Zuschüsse oder Leistungen betreffen, einschließlich Personal-, Betriebs-, Investitions- oder sonstige Kosten in Zusammenhang mit Aktionen oder Aufgaben, die im Rahmen des Fonds beschlossen werden, und von spezifischem Fachpersonal oder Drittpersonen ausgeführt werden."

**Art. 196** - Artikel 63 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Dekret vom 11. April 2014, ersetzt durch das Dekret vom 5. Juni 2008, und abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2010, wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne von Teil VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige, der gegen die Artikel 7, 31 und 32 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2014 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten und gegen die von der Wallonischen Region in Ausführung dieser Artikel getroffenen Maßnahmen verstößt.

Einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne von Teil VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige, der die Zahlung der in Ausführung von Artikel 58*duodecies* getroffenen Ausgleichsmaßnahme nicht leistet."

#### *Abschnitt 3 - Änderungen im Dekret vom 16. Juli 1985 über die Naturparks*

**Art. 197** - In dem Dekret vom 16. Juli 1985 über die Naturparks wird die Überschrift von Kapitel I durch folgende Wortfolge ersetzt:

"Bestimmung, Schaffung und Änderung des Perimeters von Naturparks".

**Art. 198** - In Kapitel I desselben Dekrets wird ein Artikel 6/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 6/1 - Die Regierung kann die Modalitäten für die Änderung des Perimeters eines Naturparks festlegen. Dies erfolgt auf der Grundlage eines Antrags des Organisationsträgers und nach günstiger Stellungnahme der betroffenen Gemeinden und nach Einhaltung der Verfahren in Sachen Öffentlichkeitsbeteiligung und Bewertung der Umweltverträglichkeit nach Buch I des Umweltgesetzbuches.

Die Regierung kann die Änderung des Perimeters von bestehenden Naturparks beschließen.

In Anwendung von Absatz 2 berücksichtigt die Regierung das Einverständnis des Naturparks (über dessen Generalversammlung) und der beteiligten Gemeinden.

Die Regierung organisiert die Modalitäten für die Unterzeichnung einer Vereinbarung zwischen den Gemeinderäten der von der Erweiterung betroffenen Gemeinden und der Verwaltungskommission des Naturparks. Diese Vereinbarung führt mindestens die folgenden Angaben an:

- 1° die zu erreichenden Ziele;
- 2° die Bereiche der Zusammenarbeit;
- 3° den Zeitplan;
- 4° die Funktionsweise und die Haushaltsaspekte;
- 5° die Anpassung des Verwaltungsplans des Naturparks."

#### *Abschnitt 4 - Spezifische Änderung im Einkommensteuergesetzbuch*

**Art. 199** - Artikel 253 Ziffer 5 des Einkommensteuergesetzbuches 1992, ersetzt durch das Gesetz vom 6. Juli 1994 und abgeändert durch die Dekrete vom 6. Dezember 2001 und 22. Oktober 2003, wird durch Folgendes ersetzt:

"5° der in der Wallonischen Region befindlichen Immobiliengüter, die im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets, eines Naturschutzgebietes oder eines Forstschutzgebietes befindlich sind, oder im Umkreis eines um die Aufnahme in das Netz Natura-2000 kandidierenden Gebiets befindlich sind und der Regelung für den primären Schutz unterliegen;"

#### *Abschnitt 5 - Änderungen im Dekret vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch*

**Art. 200** - Artikel 2 Absatz 2 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch wird um eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"3° Weihnachtsbaumkulturen in einem Forstgebiet."

**Art. 201** - In Artikel 3 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 1 lautet nun wie folgt: "Bediensteter: das statutarische oder Vertragspersonal der Dienststellen der Regierung, das von dieser als Ingenieur der Fachrichtung Natur und Forstwesen oder Beauftragter der Fachrichtung Natur und Forstwesen anerkannt wird;"

b) in Ziffer 17 werden die Wörter ", oder deren Eigenschaft als Fußgänger kraft der Straßenverkehrsregeln anerkannt wird," zwischen die Wörter "zu Fuß fortbewegt" und "sowie jede Person" eingefügt;

c) er wird um eine Ziffer 31 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"31° Motorfahrzeug: das Fahrzeug, das kraft der Straßenverkehrsregeln als Motorfahrzeug anerkannt wird; motorisierte Fortbewegungsgeräte, die nicht als Motorfahrzeuge angesehen werden, sind gemäß den geltenden Regeln in Sachen Straßenverkehr Fußgängern oder Radfahrern gleichgestellt."

**Art. 202** - Artikel 10 Absatz 3 desselben Dekrets wird um folgenden Satz ergänzt:

"Um ihre Aufgaben zu erleichtern, sind sie befugt, Einsicht in die Katasterdaten zu haben."

**Art. 203** - Ein Artikel 14*bis* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"Art. 14*bis* - Bei jeder Treibjagd informieren die betroffenen Jagdberechtigten die Öffentlichkeit nach von der Regierung festgelegten Modalitäten."

**Art. 204** - In Artikel 22 Absatz 2 desselben Dekrets werden die Wörter "die eine durch den von der Regierung bezeichneten Bediensteten aufgestellte Genehmigung erhalten hat" gestrichen.

**Art. 205** - In Artikel 47 desselben Dekrets werden die Wörter "die Benutzung von Öl auf pflanzlicher Basis" durch die Wörter "die Benutzung von bioabbaubarem Öl oder von Öl auf pflanzlicher Basis" ersetzt.

**Art. 206** - Artikel 52 desselben Dekrets wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Um die Erstellung und jährliche Anpassung der Liste der in vorliegender Bestimmung genannten Besitze zu ermöglichen, ist die Einsichtnahme in die Daten des Katasters oder des Nationalregisters erlaubt."

**Art. 207** - Artikel 92 desselben Dekrets wird aufgehoben.

**Art. 208** - Artikel 93 desselben Dekrets wird aufgehoben.

**Art. 209** - In Artikel 94 desselben Dekrets werden die Absätze 1 und 4 aufgehoben.

**Art. 210** - Artikel 95 desselben Dekrets wird aufgehoben.

**Art. 211** - In Artikel 102 desselben Dekrets wird Absatz 2 aufgehoben.

**Art. 212** - In Artikel 108 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "in Artikel 102 des vorliegenden Gesetzbuches" wird durch den Wortlaut "durch das vorliegende Gesetzbuch" ersetzt;

2° er wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Zwecks der Anwendung der Titel V und VI werden die Verstöße gegen das vorliegende Gesetz Verstößen der vierten Kategorie im Sinne von Teil VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches gleichgestellt, mit Ausnahme der Verstöße nach den Artikeln:

1° 103 und 104, die Verstößen der dritten Kategorie im Sinne von Teil VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches gleichgestellt werden;

2° 105 und 106, die Verstößen der zweiten Kategorie im Sinne von Teil VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches gleichgestellt werden."

**Art. 213** - Artikel D.109 desselben Dekrets wird aufgehoben.

*Abschnitt 6* - Änderungen im Dekret vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion

**Art. 214** - In Artikel 2/6 § 3 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in dem einleitenden Satz wird das Wort "zehn" durch das Wort "vierzehn" ersetzt;

2° in Ziffer 2 werden die Wörter "vier Vertreter" durch die Wörter "acht Vertreter" ersetzt.

*Abschnitt 4* - Änderungen im Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen

**Art. 215** - Artikel 2 des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 4 werden die Wörter "einer Fischfanggesellschaft" durch "einer angeschlossenen Fischfanggesellschaft" ersetzt;

b) Ziffer 10 wird durch das Folgende ersetzt: "10° "Fonds": Wallonischer Fonds für die Verwaltung der Fischzucht und der Fischerei in der Wallonischen Region;"

**Art. 216** - In Artikel 10 § 1 Absatz 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) der einleitende Satz lautet nun wie folgt: "Nach Abgabe einer Stellungnahme des Pools "ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Fischfang", kann die Regierung entweder in Bezug auf bestimmte Wasserläufe bzw. Abschnitte von Wasserläufen oder mit Allgemeingültigkeit, Folgendes bestimmen:"

b) unter Ziffer 7 werden die Wörter "oder oberhalb" zwischen "unterhalb" und "deren" eingefügt;

c) unter Ziffer 9 wird in der französischen Fassung das Wort "pour" aufgehoben;

d) unter Ziffer 10 wird die Wortfolge "zwecks Verkaufs" aufgehoben;

e) Ziffer 10 wird mit folgenden Wörtern ergänzt: ", sowie die Bedingungen für die Haltung und den Transport der Fische und Flusskrebse, die Gegenstand einer Probenahme sind";

f) er wird mit den Ziffern 12, 13 und 14 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"12° die Orte, wo der Fischfang das ganze Jahr untersagt wird;

13° die Fisch- und Flusskrebarten, für die eine Probenahme Pflicht ist, wenn sie gefangen wurden;

14° die Arten von Wasserfahrzeugen, die für das Angeln, die Anköderung oder die Benutzung von Handangeln erlaubt sind."

**Art. 217** - In demselben Dekret wird in Kapitel IV die Überschrift von Abschnitt 2 durch folgende Überschrift ersetzt:

"Abschnitt 2 - Der Haushaltsfonds für die Verwaltung der Fischzucht und der Fischerei in der Wallonischen Region".

**Art. 218** - Artikel 18 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 18 - In Anwendung von Artikel 4 § 1 Absatz 2 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung wird innerhalb des Einnahmenhaushaltsplans und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region ein Haushaltsfonds für die Verwaltung der Fischzucht und der Fischerei in der Wallonischen Region, in der Folge als "Fonds" bezeichnet, eingerichtet.

Der Fonds dient dazu, eine Politik der Verwaltung der Fischzucht und der Fischerei gemäß den in Artikel 1 Absatz 3 vorgesehenen Zielsetzungen und gemäß den in dem vorliegenden Abschnitt vorgesehenen Modalitäten zu führen."

**Art. 219** - Artikel 19 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 19 - Dem Fonds werden zugewiesen:

1° die Einnahmen aus dem Verkauf der Angelscheine;

2° die Geldbußen oder Beträge aus Vergleichsverfahren mit der Verwaltung, die wegen der Nichtbeachtung des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse geschuldet werden;

3° die Ausgleichszahlungen, die gegebenenfalls durch die Umweltgenehmigungen und die Globalgenehmigungen, die den Betreibern der Wasserkraftwerke und der industriellen Wasserentnahmestellen erteilt werden, auferlegt werden;

4° die Entschädigungszahlungen zugunsten der Region zur Wiedergutmachung einer Verschmutzung der Gewässer, die zu einem Fischsterben geführt hat;

5° die Einnahmen aus der Bewirtschaftung der domanialen Fischzucht;

6° die Einnahmen aus der Verpachtung der Fischereirechte, die der Wallonischen Region gehören."

**Art. 220** - Artikel 20 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 20 - Die dem Fonds zugewiesenen Mittel dienen zur Finanzierung:

1° von Maßnahmen zur Erhaltung, Gestaltung oder Wiederherstellung der Gewässer, der Artenvielfalt und der Fangorte;

2° von Besatzmaßnahmen;

3° von Maßnahmen zur Bekämpfung der Umweltverschmutzung und der Beschädigungen jeder Art;

4° von Maßnahmen zur Förderung des Fischfangs;

5° von Sensibilisierungs- und Aufklärungsmaßnahmen im Zusammenhang mit dem Fischfang, dem Fischbestand und der Gewässer;

6° der Arbeitsweise der zugelassenen Fischereiverbände, der zugelassenen Fischerschulen und der koordinierenden Fischereivereinigung.

Unter den in Absatz 1 Ziffern 1 bis 5 angeführten Maßnahmen dienen die dem Fonds zugewiesenen Mittel vorrangig zur Finanzierung jener Maßnahmen, die sich in den von der Regierung in Anwendung von Artikel 27 verabschiedeten Fischzucht- und Fischereiplan für dieses Zwischeneinzugsgebiet einfügen.

Die dem Fonds zugewiesenen Mittel dürfen nicht dazu dienen, die Erfüllung der den jeweiligen Verwaltungsdienststellen der Wasserläufe auferlegten Verpflichtungen zu finanzieren, außer im Falle einer gegenteiligen Stellungnahme des in Artikel 22 angeführten Verwaltungsausschusses."

**Art. 221** - Artikel 21 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 21 - Der Minister übermittelt der Regierung jedes Jahr einen Bericht über die dem Fonds zugewiesenen Einnahmen und über die Verwendung der Mittel des Fonds im Laufe des vergangenen Jahres."

**Art. 222** - In Artikel 22 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "Die Regierung bzw. ihr Vertreter wird von einem Verwaltungsausschuss unterstützt" durch die Wortfolge "Es wird ein Verwaltungsausschuss eingesetzt" ersetzt;

2° Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Innerhalb des Verwaltungsausschusses wird ein Haushaltsausschuss eingesetzt, der die Aufgabe hat, im Laufe des Jahres die regelmäßige Überwachung der Durchführung des Haushalts des Fonds zu gewährleisten und für das folgende Jahr einen Vorschlag für das Programm der jährlichen Ausgaben des Fonds auszuarbeiten, der dem Verwaltungsausschuss vorzulegen ist. Die Finanzinspektion wird zu den Versammlungen dieses Haushaltsausschusses eingeladen." ;

3° ein Paragraph 2/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"§ 2/1. Zusätzlich zu den ihm durch die Artikel 27 und 31 anvertrauten Aufgaben schlägt der Verwaltungsausschuss dem Minister ein Programm der jährlichen Ausgaben des Fonds vor, das den in Artikel 20 § 1 festgelegten Zielen entspricht."

**Art. 223** - In Artikel 23 desselben Dekrets wird Paragraph 1 aufgehoben.

**Art. 224** - In Artikel 31 § 4 desselben Dekrets wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Nach Abgabe einer Stellungnahme des Verwaltungsausschusses legt die Regierung die Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse zu Lasten des Fonds fest, die den zugelassenen Fischerschulen zugestanden werden."

**Art. 225** - Artikel 35 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 35 - Die unerlaubt gefangenen Fische und Flusskrebse sind unbeschadet von Artikel 10 Ziffer 13 unverzüglich wieder ins Wasser zu setzen.

Im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 12 werden die Gegenstände, die zur Begehung des Verstoßes verwendet wurden, beschlagnahmt; der Richter nimmt die Konfiskation dieser Gegenstände vor und ordnet ihre Vernichtung an.

In den anderen Fällen werden die Gegenstände, die zur Begehung des Verstoßes verwendet wurden, beschlagnahmt, um eine eventuelle Konfiskation zu ermöglichen, außer wenn der Zuwiderhandelnde unverzüglich den in Artikel D.159 § 1 Absatz 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches genannten Betrag zahlt.“

**Art. 226** - Artikel 38 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 38 - Am 1. Januar 2019 wird die in Artikel 36 des Gesetzes vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei angeführte Einrichtung öffentlichen Interesses “Wallonischer Fischzucht- und Fischereifonds“ aufgelöst.

Die am 31. Dezember 2017 vorhandenen finanziellen Vermögenswerte des Wallonischen Fischzucht- und Fischereifonds werden dem Haushaltsfonds für die Verwaltung der Fischzucht und der Fischerei in der Wallonischen Region übertragen.

Die Rechte und Pflichten des Wallonischen Fischzucht- und Fischereifonds werden der von der Regierung bestimmten Dienststelle übertragen.“

#### Abschnitt 8 - Änderungen im Umweltgesetzbuch

**Art. 227** - In Artikel D.138 des Buches I des Umweltgesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird um die Ziffern 18 und 19 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“18° das Forstgesetzbuch vom 15. Juli 2008“;

19° das Gesetz vom 28. Februar 1882 über die Jagd.“ ;

2° Absatz 2 wird aufgehoben;

3° in Absatz 3 werden die Wörter “sowie durch Artikel 63 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur“ zwischen die Wörter “vorliegenden Teils“ und “betroffenen“ eingefügt.

**Art. 228** - Artikel D.140 des Buches I desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 27. März 2014, wird folgendermaßen abgeändert:

1° in § 1 Absatz 5 werden die Wörter “des Forstgesetzbuches und des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd“ gestrichen;

2° in § 2 Absatz 1 werden die Wörter “Absätze 1 und 3“ durch die Wörter “mit Ausnahme von Absatz 1 Ziffer 18 und 19“ ersetzt;

3° in § 3 Absatz 1 werden die Wörter “Absätze 1 und 3“ durch die Wörter “mit Ausnahme von Absatz 1 Ziffer 18 und 19“ ersetzt;

4° in § 3 Absatz 2 werden die Wörter “Absätze 1 und 3“ durch die Wörter “mit Ausnahme von Absatz 1 Ziffer 18 und 19“ ersetzt.

**Art. 229** - In Artikel D.142 des Buches I desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, werden die Wörter “Absätze 1 und 3“ gestrichen.

**Art. 230** - Artikel D.146 des Buches I desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 27. März 2014, wird folgendermaßen abgeändert:

a) unter Ziffer 1 und 6 werden die Wörter “Absätze 1 und 3“ jedes Mal gestrichen;

b) er wird um eine wie folgt lautende Nummer 11 ergänzt:

“11° Einsicht in alle Datenbanken haben, die zur Beschaffung der Informationen und Durchführung der Aufgaben nach vorliegendem Artikel nützlich sind.“

**Art. 231** - In Artikel D.149 § 1 Absatz des Buches I desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, werden die Wörter “Absätze 1 und 3“ gestrichen.

**Art. 232** - In Artikel D.151 § 1 Absatz 1 des Buches I desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, werden die Wörter “Absätze 1 und 3“ durch die Wörter “mit Ausnahme von Absatz 1 Ziffer 18 und 19“ ersetzt.

**Art. 233** - In Artikel D.154 des Buches I desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, werden die Wörter “Absätze 1 und 3“ gestrichen.

**Art. 234** - Artikel D.155bis von Buch I desselben Gesetzbuches wird wie folgt ergänzt:

“§ 8. Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie derjenige, der Artikel 4 §§ 1 2, 3, 5, 6 und 8 oder Artikel 7 §§ 1, 2 und 3 der Verordnung (EU) Nr. 511/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 über Maßnahmen für die Nutzer zur Einhaltung der Vorschriften des Protokolls von Nagoya über den Zugang zu genetischen Ressourcen und die ausgewogene und gerechte Aufteilung der sich aus ihrer Nutzung ergebenden Vorteile in der Union zuwiderhandelt.“

**Art. 235** - Artikel D.158 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008, wird aufgehoben.

**Art. 236** - Artikel D.159 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird folgendermaßen abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden folgende Wörter gestrichen: “so wie ebenfalls die in Artikel 24 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd für die Verstöße gegen dieses Gesetz genannten Beamten, Wachpersonen und Bediensteten, sowie die Bediensteten im Sinne des Artikels 3 Ziffer 1 des Forstgesetzbuches, was die in Artikel 102 des Forstgesetzbuches vorgesehenen Verstöße betrifft und was die Verstöße gegen das Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen betrifft“;

1° in Paragraph 2 Ziffer 4 werden die Wörter “Absätze 1 und 3“ gestrichen;

3° in Paragraph 8 wird der folgende Satz gestrichen: “Der eingezogene Betrag wird dem durch Artikel D.170 eingeführten Fonds für den Umweltschutz, Abteilung “kleinere Umweltsünden“ zugeteilt, wenn der Verstoß von einem in Artikel 24 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd erwähnten Beamten, Wächter oder Bediensteten oder von einem Bediensteten im Sinne des Artikels 3, 1° des Forstgesetzbuches festgestellt wurde.“

**Art. 237** - In Artikel D.160 § 2 des Buches I desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 15. Juli, wird Ziffer 4 aufgehoben.



**Art. 238** - In Artikel D.167 § 1 Ziffer 3 des Buches I desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, werden die Wörter "Absätze 1 und 3" gestrichen.

**Art. 239** - Artikel D.170 § 3 des Buches I desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Abweichend davon werden die bei einem Verstoß gegen das Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen verhängten administrativen Geldbußen und geschlossenen Vergleiche dem Haushaltsfonds für die Verwaltung der Fischzucht und der Fischerei in der Wallonischen Region überwiesen.

Abweichend davon werden die bei einem Verstoß gegen das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur oder gegen Artikel 155bis § 8 verhängten administrativen Geldbußen und geschlossenen Vergleiche dem Fonds für den Schutz der Biodiversität überwiesen."

#### *Abschnitt 9 - Spezifische haushaltstechnische Bestimmungen*

**Art. 240** - In Anwendung von Artikel 4 § 1 Absatz 2 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten wird im Einnahmen- und allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Region ein Haushaltsfonds für die Bewirtschaftung des Waldes von Saint-Michel-Freyr eingerichtet.

Dem in Absatz 1 erwähnten Fonds werden folgende Einnahmen zugeteilt:

1° die Einnahmen aus dem Verkauf der Holzfällungen und des aufgelesenen Holzes des Waldes von Saint-Michel-Freyr;

2° die Einnahmen aus dem Verkauf von Wildbret und Beiträge der Gäste bei den Königlichen Jagden im Wald von Saint-Michel-Freyr;

3° alle sonstige Einnahmen in Zusammenhang mit dem Wald von Saint-Michel-Freyr, einschließlich eventueller unentgeltlicher Zuwendungen.

Die dem Fonds zugewiesenen Mittel dienen zur Finanzierung der mit der Instandhaltung des Waldes von Saint-Michel-Freyr verbundenen Ausgaben.

Der für die Natur verantwortliche Minister übermittelt der Regierung einen jährlichen Bericht über die Verwaltung des Fonds.

#### *KAPITEL X — Bestimmungen zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft und des Anhangs V des Buches I des Umweltgesetzbuches*

##### *Abschnitt 1 - Änderungen im Wallonischen Gesetzbuch über die Landwirtschaft*

**Art. 241** - Artikel D.2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, abgeändert durch das Dekret vom 23. März 2017, wird folgendermaßen abgeändert:

1° Paragraph 1 wird um eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"5° Maßnahmen zur Preisregulierung der Märkte." ;

2° Paragraph 2 wird um eine Ziffer 15 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"15° die öffentliche Intervention und die Beihilfe für die private Lagerhaltung, die Ausstellung der Einfuhr- und Ausführbescheinigungen und die Verwaltung der Garantien,".

**Art. 242** - In Artikel D.3 desselben Gesetzbuches wird eine Ziffer 8/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"8/1° Erwerbskomitee: eine Dienststelle innerhalb der ressortübergreifenden Generaldirektion, die aus Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie besteht, die befugt sind, die Urkunden von juristischen Personen im Sinne von Artikel 6quinquies des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen zu authentifizieren,".

**Art. 243** - Artikel D.26 desselben Gesetzbuches wird um eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"6° die Pfändungen (ganz oder teilweise) betreffend die Garantien bezüglich der Anwendung der Regelung in Bezug auf Einfuhr-, Ausfuhr- und Voraussetzungsbescheinigungen für Agrarerzeugnisse."

**Art. 244** - Artikel D.27 desselben Gesetzbuches wird um folgende Wörter ergänzt:

"sowie für die Ausgaben in Verbindung mit der Rückzahlung (ganz oder teilweise) der Garantien bezüglich der Anwendung der Regelung in Bezug auf Einfuhr-, Ausfuhr- und Voraussetzungsbescheinigungen für Agrarerzeugnisse."

**Art. 245** - In Artikel D.37 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 23. März 2017, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird Ziffer 8 um folgende Wörter ergänzt: "sowie die Kontaktaufnahme mit den Eigentümern und Benutzern im Rahmen der Kontrollen, die kraft der Vorschriften nach Artikel D.138 des Buches I des Umweltgesetzbuches und kraft des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung durchgeführt werden";

2° in Paragraph 1 wird Ziffer 11 um folgende Wörter ergänzt: "einschließlich der Verbreitung der wissenschaftlichen Kenntnisse und der Entwicklung von Sparten";

3° in Paragraph 1 lautet Ziffer 15 nun wie folgt: "15° jede Betreuungsaufgabe oder Aufgabe zur Anwendung der Normen bezüglich der Naturerhaltung, einschließlich der Ausstellung von Genehmigungen und Ausnahmegenehmigungen oder der Gewährung von Zuschüssen, und die Bekämpfung der Klimaveränderung";

4° in Paragraph 1 wird die Nummer 20 um folgende Wörter ergänzt: "und die Einrichtung der Wälder und Forste";

5° Paragraph 1 wird um eine Ziffer 25 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"25° die Agrarforschung." ;

6° der Artikel wird um die Paragraphen 4, 5 und 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 4. Die in Paragraph 1 angeführten Angaben werden Erwerbskomitees mitgeteilt, wenn der Zweck ihrer Aufgabe die Verwendung der Kategorien der InVeKoS-Daten veranlasst, die jeweils spezifisch in Anhang I übernommen werden.

§ 5. Die in Paragraph 1 angeführten Angaben werden dem Wallonischen Zentrum für agronomische Forschung ("Centre wallon de recherches agronomiques") mitgeteilt, wenn es dies beantragt und nur wenn der Zweck seiner Aufgabe die Verwendung einer der Kategorien der InVeKoS-Daten veranlasst, die jeweils spezifisch in Anhang I des Gesetzbuches übernommen werden.

§ 6. Die in Paragraph 1 angeführten Angaben werden den mit der Durchführung von Umweltverträglichkeitsstudien nach Artikel D.70 des Buches I des Umweltgesetzbuches beauftragten Personen mitgeteilt, wenn sie dies beantragen und nur wenn der Zweck ihrer Aufgabe die Verwendung einer der Kategorien der InVeKoS-Daten veranlasst, die jeweils spezifisch in Anhang I des Gesetzbuches übernommen werden.

**Art. 246** - Artikel D.54 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird der Satz "Wenn ein Notar über ein Geschäft bezüglich landwirtschaftlicher Parzellen oder bezüglich eines landwirtschaftlichen Gebäudes zu erkennen hat, teilt er der in Artikel D.357 erwähnten Bodenbeobachtungsstelle die folgenden Daten mit:" durch folgenden Satz ersetzt:

"Wenn ein beurkundender Beamter über ein Geschäft nach der von der Regierung gegebenen Definition bezüglich eines Teils oder der Gesamtheit von landwirtschaftlichen Immobiliengütern im Sinne von Artikel D.353 Ziffer 2 zu erkennen hat, teilt er der in Artikel D.357 erwähnten Bodenbeobachtungsstelle die folgenden Daten mit:" ;

2° in Ziffer 2 werden die Wörter "die Identität der Verkäufer und der Erwerbenden" durch die Wörter "die Identität der Parteien" ersetzt;

3° in Ziffer 3 wird das Wort "gegebenenfalls" vor die Wörter "der Verkaufspreis" eingefügt.

**Art. 247** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel D.56/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.56/1 - Die Erwerbskomitees haben im Rahmen ihrer Aufgaben Zugang zu den Daten der Bodenbeobachtungsstelle, deren Liste von der Regierung bestimmt wird."

**Art. 248** - Titel III Kapitel III desselben Gesetzbuches, mit den Artikeln D.80 und D.81, wird aufgehoben.

**Art. 249** - In Artikel D.88 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "Alle drei Jahre" durch die Wörter "Jedes Jahr" ersetzt.

**Art. 250** - In Artikel D.89 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "in Zusammenarbeit mit der Zelle für die Zukunftsforschung und die wissenschaftliche Überwachung und" gestrichen.

**Art. 251** - In Artikel D.101 Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird die Ziffer 4 gestrichen.

**Art. 252** - Artikel D.105 § 1 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 2 Ziffer 1 wird das Wort "zugelassenen" gestrichen;

2° in Absatz 2 Ziffer 2 werden die Wörter "an den von der Regierung zugelassenen Orten" durch die Wörter "und den Ort, wo diese Ausbildungen stattfinden" ersetzt;

3° in Absatz 2 werden die Wörter "der Personen, die mit der Leistung der in Artikel D.99 und D.100 genannten Ausbildungen beauftragt sind, in Übereinstimmung mit den Artikeln D.5 bis D.9." gestrichen.

**Art. 253** - In demselben Gesetzbuch wird die Überschrift von Titel IV Kapitel II Abschnitt 6 durch Folgendes ersetzt: "Verschiedene Bestimmungen"

**Art. 254** - Artikel D.111 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

**Art. 255** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel D.177/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D. 177/1 - § 1. Es wird eine Verkostungsjury eingerichtet, die durch Erlass der Regierung mit der Veranstaltung der Verkostungen beauftragt wird, wenn die europäische Gesetzgebung dies vorschreibt.

Diese Jury prüft die Übereinstimmung der Erzeugnisse, für die sich um die Zuerkennung eines europäischen Qualitätssystems beworben wird, mit den organoleptischen Standards, die für Qualitätserzeugnisse allgemein anerkannt werden, und mit den wichtigsten organoleptischen Kriterien, die spezifisch für die Bezeichnung sind, um welche sich beworben wird.

Die Regierung bestimmt die Anzahl der Jurymitglieder. Sie ist befugt, den Betrag des Anwesenheitsgeldes oder die Modalitäten der Kostenerstattung festzulegen, auf welche die Jurymitglieder Anspruch haben.

§ 2. Je nach den Erzeugnissen umfasst die Jury die folgenden Gruppen:

1° eine aus Erzeugern bestehende Gruppe;

2° eine Gruppe, bestehend aus Vertreibern, Aufbereitern, Verarbeitern, Händlern, Handelsvermittlern und Vertretern des Horeca-Sektors

3° eine aus Geschmacksspezialisten bestehende Gruppe;

4° eine aus akademischen Experten oder anerkannten Fachleuten bestehende Gruppe;

5° eine aus Vertretern der Verwaltung oder anderer öffentlicher Dienste bestehende Gruppe.

§ 3. Die Zusammensetzung der Jury hängt von den betreffenden Erzeugnissen ab.

Die Jurymitglieder werden nach einem von der Regierung festgelegten Verfahren bestimmt. Den Vorsitz der Jury übernimmt ein Mitglied des Kollegiums der Vertreter der Verwaltung oder anderer öffentlicher Dienste.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Präsentation und die Organisation der Jury, ihre Arbeitsweise und ihre genaue Zusammensetzung in einer Geschäftsordnung, die mindestens die folgenden Angaben enthält: die Probenentnahmemethode, ein Bewertungs- und Notierungsraster für die Jury, und eine Entscheidungstabelle.

§ 4. Jedes Mitglied verfügt über eine beschließende Stimme. Die Beratungen der Jury sind nur dann rechtsgültig, wenn die effektiven Mitglieder bzw. deren Stellvertreter, die anwesend sind, mindestens die Hälfte der Gesamtanzahl der effektiven Mitglieder ausmachen.

Keine personenbezogenen Informationen werden nach der Abstimmung übermittelt. Die Mitglieder der Jury beachten die Vertraulichkeit, was den Ablauf und die Ergebnisse der Verkostungen betrifft."

**Art. 256** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel D.184/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.184/1 - Die Verkostungsjury nach Artikel D.177/1 kann von der Regierung oder ihrem Beauftragten damit beauftragt werden, anlässlich von Verkostungen die Konformität der Erzeugnisse zu prüfen, für die sich um die Zuerkennung des regionalen Systems der differenzierten Qualität beworben wird, wenn das zugelassene Lastenheft für die betreffenden Erzeugnisse die Veranstaltung solcher Verkostungen zwecks ihrer Zertifizierung vorschreibt.

Abweichend von Artikel D.177/1 § 3 ist die zugelassene bescheinigende Stelle in diesem Fall eine kraft Artikel D.179 § 2 zugelassene bescheinigende Stelle..

**Art. 257** - Artikel D.224 Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° der Satz "Die Agentur gehört zu den Einrichtungen der Kategorie A, die in Artikel 1 des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses aufgeführt sind." wird durch folgenden Satz ersetzt: "Die Agentur gehört zu den Einrichtungen des Typs 2 im Sinne des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten." ;

2° die Wörter "dieses Gesetzes" werden durch die Wörter "dieses Dekrets" ersetzt.

**Art. 258** - Artikel D.226 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 3 wird aufgehoben;

2° in Paragraf 5 werden die Wörter "aufgrund § 1 und § 3" durch "aufgrund § 1" ersetzt.

**Art. 259** - Artikel D.227 desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. D.227 - Im Rahmen der Ausübung ihrer Aufgaben kann die Agentur außerhalb des Hoheitsgebiets Belgiens handeln, mit der Zusammenarbeit der Dienste der Wallonischen Exportagentur."

**Art. 260** - In Artikel D.229 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 wird Absatz 1 durch das Folgende ersetzt:

"Auf Vorschlag des Verwaltungsrats genehmigt die Regierung jährlich den operativen Plan der Agentur." ;

2° in Paragraf 1 Absatz 2 werden die Wörter "sowie die Einhaltung der vom strategischen Ausschuss für Landwirtschaft im Sinne von Artikel D.82 festgelegten Prioritäten" gestrichen.

3° Paragraf 2 wird aufgehoben;

4° Paragraf 3 wird durch das Folgende ersetzt:

"§ 3. Der operative Plan wird auf vorherige Stellungnahme des Erzeugerkollegiums nach Artikel D.70 ausgearbeitet. Als Anlage umfasst die abgegebene Stellungnahme die Empfehlungen der Mitglieder des Erzeugerkollegiums, die die Berufsorganisationen im Sektor der Agrar-Lebensmittelproduktion und des Vertriebs vertreten, sowie die Empfehlungen jedes Sektors, der Beiträge gemäß Artikel D.234 ohne Vertretung innerhalb des Erzeugerkollegiums leistet. Die Stellungnahme wird dem strategischen Ausschuss für Landwirtschaft und der Regierung übermittelt.

Jederzeit kann das Erzeugerkollegium jede Stellungnahme, jede Empfehlung oder jeden Vorschlag für eine Initiative bezüglich jeglicher Frage zu dem operativen Plan und dessen Umsetzung abgeben."

**Art. 261** - In Titel IX Kapitel II desselben Gesetzbuches wird ein Abschnitt 1/1 mit folgender Überschrift eingefügt: "Abschnitt 1/1 - Zusammensetzung, Zuständigkeit und Funktionsweise des Verwaltungsrats".

**Art. 262** - In den durch Artikel 261 eingefügten Abschnitt 1/1 wird ein Artikel D.230/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D. 230/1 - § 1. Der Verwaltungsrat besteht aus fünfzehn von der Regierung ernannten Mitgliedern, mit folgender Zusammensetzung:

1° sechs Vertreter der Landwirte, die von den landwirtschaftlichen Berufsorganisationen vorgeschlagen werden, worunter mindestens ein Vertreter der biologischen Landwirtschaft und mindestens ein Vertreter der Landwirte des deutschen Sprachgebiets;

2° ein Vertreter der Gartenbauer, der von den Berufsorganisationen des Gartenbausektors vorgeschlagen wird;

3° zwei Vertreter des Verarbeitungssektors, die von den Berufsverbänden des Verarbeitungssektors vorgeschlagen werden;

4° ein Vertreter des Vertriebssektors;

5° ein Vertreter der Verbraucherschutzverbände;

6° zwei Vertreter, die vom Erzeugerkollegium vorgeschlagen werden;

7° ein Vertreter der Wallonischen Exportagentur;

8° ein Vertreter der Regierung.

Für jedes Mitglied kann die Regierung ein stellvertretendes Mitglied nach dem Verfahren, das auch für ein Mitglied gilt, ernennen. Das stellvertretende Mitglied ersetzt das abwesende oder verhinderte Mitglied.

Höchstens zwei Drittel der in Absatz 14 genannten Mitglieder sind gleichen Geschlechts.

Der Vorsitzende oder der stellvertretende Vorsitzende wird unter den Vertretern der Landwirte oder der Gartenbauer nach Ziffer 1 bzw. 2 benannt.

§ 2. Den Versammlungen des Verwaltungsrats wohnen ebenfalls mit beratender Stimme bei:

1° der Generaldirektor der Agentur;

2° der Kommissar der Regierung;

3° gegebenenfalls die vom Verwaltungsrat aufgrund ihrer Fachkunde in den jeweiligen Themenbereichen eingeladenen Personen."

**Art. 263** - In denselben Abschnitt 1/1 wird ein Artikel D.230/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.230/2 - § 1. In Abweichung von Artikel 6 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters nimmt die Regierung binnen drei Monaten vor dem Ablauf des Mandats eine Neuernennung der Mitglieder des Verwaltungsrats gemäß Artikel D.230/1 vor. Am Ablauf des Mandats üben die Mitglieder ihr Mandat in vollem Umfang solange weiter aus, bis sie ersetzt worden sind.

§ 2. Unbeschadet von Artikel 9 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters können die Organisationen, die gemäß Artikel D.230/1 § 1 Ziffer 1 bis 5 Verwaltungsratsmitglieder vorgeschlagen haben, der Regierung vorschlagen, dem Mandat eines Mitglieds des Verwaltungsrats frühzeitig ein Ende zu setzen, wenn dieses Mitglied sie nicht mehr auf gültige Weise vertritt.

§ 3. In Abweichung von Artikel 6 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters ernennt die Regierung, bei Rücktritt, Todesfall oder Absetzung eines der Mitglieder des Verwaltungsrats, seinen Nachfolger in Übereinstimmung mit Artikel D.230/1; dieser führt das Mandat seines Vorgängers zu Ende. Bei Rücktritt oder Absetzung übt das Mitglied des Verwaltungsrats sein Mandat in vollem Umfang solange weiter aus, bis es ersetzt worden ist."

**Art. 264** - In denselben Abschnitt 1/1 wird ein Artikel D.230/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.230/3 - § 1. Der Verwaltungsrat bestimmt seine Geschäftsordnung, die der Zustimmung der Regierung unterbreitet wird.

Auf Vorschlag des Generaldirektors bestimmt der Verwaltungsrat seinen Sekretär unter den Personalmitgliedern der Agentur.

§ 2. Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit der Mehrheit der Stimmen gefasst.

Die Beratungen des Verwaltungsrats sind nur dann rechtsgültig, wenn die Mehrheit seiner ernannten Mitglieder anwesend sind.

Verhinderte Mitglieder können einem anderen Mitglied des Verwaltungsrats eine Vollmacht erteilen. Ein Verwaltungsratsmitglied darf nicht mehr als eine Vollmacht haben."

**Art. 265** - In denselben Abschnitt 1/1 wird ein Artikel D.230/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.230/4 - § 1. Unbeschadet der der Regierung vorbehaltenen Befugnisse verfügt der Verwaltungsrat über alle Befugnisse, die für die Funktion und Verwaltung der Agentur erforderlich sind.

Die Aufgaben des Verwaltungsrats sind:

1° die Ausarbeitung des jährlichen operativen Plans der Agentur, den er anschließend der Regierung unterbreitet;

2° die jährliche Erstellung der Haushaltsvorschläge für das folgende Haushaltsjahr, in Übereinstimmung mit den allgemeinen Anweisungen, die von der Regierung erteilt werden, und mit den Bestimmungen des in Artikel D.231/1 genannten Geschäftsführungsvertrags;

3° die Rechnungsaufstellung über die Durchführung des Haushalts, die Geschäftsführungsrechnungen und die Rechnungen zu den Vermögensänderungen im abgelaufenen Haushaltsjahr;

4° Beschlüsse betreffend die Vergabe und Durchführung von öffentlichen Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträgen, unbeschadet der Befugnisse, die die Regierung dem leitenden Beamten übertragen hat;

5° die Annahme von Schenkungen und Vermächtnissen;

6° die Ausarbeitung vor dem 30. April des folgenden Jahres eines jährlichen Tätigkeitsberichts, der eine Bewertung der durchgeführten Maßnahmen, einschließlich der Zweckmäßigkeit der eingesetzten Instrumente, und der Effizienz ihrer Umsetzung im Rahmen des Geschäftsführungsvertrags nach Artikel D.231/1 umfasst.

§ 2. Sobald die Regierung die Bewertung nach Paragraph 1 Ziffer 6 empfangen hat, übermittelt sie diese dem Wallonischen Parlament.

§ 3. Der Verwaltungsrat kann thematische Arbeitsgruppen einrichten, deren Zusammensetzung und Funktionsweise sie bestimmt."

**Art. 266** - In denselben Abschnitt 1/1 wird ein Artikel D.230/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.230/5 - Der Verwaltungsrat kann der Regierung Vorschläge zur Abänderung der Gesetze, Dekrete oder Erlasse unterbreiten, mit deren Anwendung er beauftragt ist. Der Verwaltungsrat kann der Regierung ebenfalls Stellungnahmen übermitteln über jeden Dekretsvorschlag oder jeden Nachtrag betreffend die Gesetzesvorschriften, mit deren Anwendung die Agentur beauftragt ist."

**Art. 267** - In denselben Abschnitt 1/1 wird ein Artikel D.230/6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.230/6 - Die Regierung unterbreitet dem Verwaltungsrat jeden Dekretsvorentwurf, jeden Entwurf eines Erlasses der Regierung oder eines Ministeriellen Erlasses zur Stellungnahme, wenn durch diese Bestimmungen die Aufgaben der Agentur oder ihre Umsetzung geändert werden könnten.

Der Verwaltungsrat gibt seine Stellungnahme binnen einer Frist von einem Monat ab der Zusendung des Vorentwurfs ab. In Ermangelung einer Stellungnahme innerhalb dieser Frist wird sie außer Acht gelassen."

**Art. 268** - In denselben Abschnitt 1/1 wird ein Artikel D.230/7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.230/7 - Der Betrag der Entschädigungen für Dienstreise- und Aufenthaltskosten und der Anwesenheitsgelder, die dem Vorsitzenden, dem stellvertretenden Vorsitzenden, den Mitgliedern des Verwaltungsrats und dem Kommissar der Regierung zu gewähren sind, wird gemäß Artikel 15bis des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters festgelegt. Diese Entschädigungen und Anwesenheitsgelder gehen zu Lasten des Haushalts der Agentur."

**Art. 269** - Artikel D.231 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 2 wird durch das Folgende ersetzt:

"§ 2. Die Regierung bestimmt, welche Befugnisse und Unterschriftsvollmachten dem Generaldirektor und dem beigeordneten Generaldirektor übertragen werden können.

Unbeschadet der von der Regierung festgelegten Befugnisübertragungen führt der Generaldirektor die Beschlüsse des Verwaltungsrats aus, und erstattet ihm quartalsweise Bericht über deren Umsetzung; er teilt dem Verwaltungsrat jede Information mit und unterbreitet ihm jeden Vorschlag, die für die gute Funktionsweise der Agentur nützlich sein könnten.

Der Generaldirektor nimmt die tägliche Geschäftsführung für alle Aufgaben wahr, die der Agentur aufgrund des vorliegenden Dekrets übertragen worden sind. Zu diesem Zweck kann er alle Handlungen zur Wahrung des Rechts, alle Handlungen zur Vollstreckung der vom Verwaltungsrat oder vom Exekutivbüro getroffenen Beschlüsse sowie alle sonstigen Handlungen durchführen, die angesichts ihrer Bedeutung oder Folgen für die Agentur keinen außergewöhnlichen Charakter aufweisen oder keine Änderung der Verwaltungspolitik darstellen, und in der Erledigung der laufenden Angelegenheiten der Agentur bestehen. Er nimmt jede andere Aufgabe wahr, die ihm vom Verwaltungsrat oder vom Exekutivbüro übertragen wird.“ ;

2° der Artikel wird um einen Paragrafen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 3. Der Generaldirektor informiert den Vorsitzenden des Verwaltungsrats und des Exekutivbüros, die aus eigener Initiative oder auf Antrag des Verwaltungsrats handeln, über die Handlungen, die im Rahmen der täglichen Verwaltung durchgeführt werden, und teilt ihm alle diesbezüglichen Erklärungen mit.“.

**Art. 270** - In Titel IX Kapitel II desselben Gesetzbuches wird ein Abschnitt 2/1 mit folgender Überschrift eingefügt: “Abschnitt 2/1 - Aufsicht“.

**Art. 271** - In den durch Artikel 270 eingefügten Abschnitt 2/1 wird ein Artikel D.231/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.231/1 - Die Agentur wird unter die Aufsicht der Regierung gestellt. Die Aufgaben der Agentur werden gemäß den Prioritäten und Leitlinien wahrgenommen, die im zwischen der Regierung und dem Verwaltungsrat abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrag festgelegt sind.

Unbeschadet von Artikel 8 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten ist der Geschäftsführungsvertrag ein Dreijahresvertrag, der dem Haushaltsplan der Agentur beigefügt wird.

Der Geschäftsführungsvertrag betrifft mindestens:

- 1° die allgemeinen Ziele der Agentur für die drei kommenden Jahre;
- 2° die Mittel, die einzusetzen sind, um diese Ziele zu erreichen;
- 3° die Indikatoren für die Bewertung der Aktionen und der Ergebnisse.

Unbeschadet von Artikel 6 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten wird der Vertrag zwischen der Regierung und dem Verwaltungsrat spätestens zum Zeitpunkt der Billigung durch die Regierung des Haushalts des ersten vom Vertrag gedeckten Jahres abgeschlossen.“.

**Art. 272** - In denselben Abschnitt 2/1 wird ein Artikel D.231/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.231/2 - Die Regierung ernennt einen Kommissar in Übereinstimmung mit dem Dekret vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses.

Der Kommissar der Regierung verfügt über die umfangreichsten Befugnisse für die Ausführung seiner Aufgaben im Rahmen des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses.“.

**Art. 273** - In demselben Dekret wird die Überschrift von Titel X Kapitel I Abschnitt 2 durch folgende Überschrift ersetzt:

“Abschnitt 2 - Regulierungsinstrumente“

**Art. 274** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel D.244/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.244/1 - Die Regierung kann die Maßnahmen treffen, die zur Umsetzung der Regulierung der Marktpreise nach Artikel D.2 § 1 Ziffer 5 erforderlich sind.

Zwecks der Anwendung von Absatz 1 setzt die Regierung folgende Maßnahmen um:

- 1° Interventionsankäufe und -Verkäufe;
- 2° private Lagerhaltung;
- 3° Ausstellung der im Rahmen der Maßnahmen zur Regulierung der Marktpreise vorgesehenen Zertifikate an die betreffenden Wirtschaftsakteure.“.

**Art. 275** - In Artikel D.249 Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird die Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

“2° Landwirte und Landbewirtschafter, die sich in Natura-2000-Gebieten oder in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten befinden sowie der Maßnahmen nach Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und zur Umsetzung der Richtlinie 2000/60/EG;“

**Art. 276** - Artikel D.254 § 1 wird wie folgt abgeändert:

- 1° die Wörter “die Auszahlung der Ausgaben“ werden durch die Wörter “die Anweisung und Auszahlung der Ausgaben“ ersetzt;
- 2° dieser Paragraf wird um folgenden Satz ergänzt: “Der von der Regierung bestimmte Verantwortliche der Zahlstelle ist der bevollmächtigte Anweisungsbefugte der Zahlstelle.“.

**Art. 277** - Artikel D.261 § 2 Ziffer 3 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

- a) die Wörter “von dem Einnehmer des Registrierungsamtes, “ werden gestrichen;
- b) die Wörter “Landmesser-Immobiliensachverständigen“ werden durch die Wörter “Landmesser-Gutachter“ ersetzt.

**Art. 278** - Artikel D.262 § 2 Ziffer 3 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

- a) die Wörter “von dem Einnehmer des Registrierungsamtes, “ werden gestrichen;

b) die Wörter "Landmesser-Immobiliensachverständigen" werden durch die Wörter "Landmesser-Gutachter" ersetzt.

**Art. 279** - Artikel D.266 Paragraf 1 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Um die Ziele von Artikel D.1 zu erreichen, kann im allgemeinen Interesse ein Bodenordnungsverfahren für eine Gruppe von Parzellen unter Einhaltung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung und gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels vorgenommen werden.

In diesem Rahmen zielt das Bodenordnungsverfahren darauf ab:

- 1° regelmäßige Parzellen so nah wie möglich am Betriebsitz und mit unabhängigen Zugängen anzulegen;
- 2° eine wirksamere Bewirtschaftung der ländlichen Güter zu gewährleisten und ihre Multifunktionalität zu steigern;
- 3° den landschaftlichen Wert und das Lebensumfeld sowie die umweltbezogenen Dienste der betroffenen Güter zu erhalten und zu verbessern;
- 4° die biologische Vielfalt zu erhalten und zu entwickeln."

**Art. 280** - Artikel D.267 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

- a) in Ziffer 8 werden die Wörter "auf einer in dem Block gelegenen Parzelle" gestrichen;
- b) in Ziffer 12 werden die Wörter "so wie dies durch Artikel 30 des Gesetzes über den Landpachtvertrag erlaubt ist" durch die Wörter "so wie dies durch Artikel 30 des Gesetzes über den Landpachtvertrag oder durch eine Vereinbarung nach Artikel 2 desselben Gesetzes erlaubt ist" ersetzt;
- c) in Ziffer 13 wird das Wort "Umlegungsplan" durch das Wort "Bodenordnungsplan" ersetzt;
- d) Ziffer 15 wird durch Folgendes ersetzt:

"15° "Projekt allgemeinen Interesses": jeder Vorgang, Bau, Abriss, Umbau, jedes Bauwerk, jede Tätigkeit, Erweiterung oder Außerbetriebsetzung von Anlagen, wofür eine Genehmigung erforderlich sein könnte gemäß den Bestimmungen von Artikel D.IV.22 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, einschließlich jeder zur Verwirklichung dieses Projekts notwendigen Änderung der Zweckbestimmung der Parzellen;"

e) Ziffer 16 wird durch das Folgende ersetzt:

"16° "Eigentümer": jeder Eigentümer oder bloße Eigentümer einer Parzelle in dem Block;"

f) in Ziffer 17 wird das Wort "Parzelle" durch die Wörter "Parzelle in dem Block" ersetzt.

**Art. 281** - Artikel D.268 § 2 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter "nach den Modalitäten von Unterabschnitt 8 " werden durch die Wörter "nach den in Artikel D.316 bis D.333 vorgesehenen Modalitäten ersetzt;

2° die Wörter "in Unterabschnitt 8 " werden durch die Wörter " in Artikel D.272, D.273, D.274, D.276 und D.277 Abschnitt 3" ersetzt;

**Art. 282** - In Artikel D.269 § 1 Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird die Ziffer 6 durch Folgendes ersetzt:

"6° zwei Mitglieder unter den Kandidaten, die vom Erzeugerkollegium nach Artikel D.70 vorgeschlagen werden. Diese Person dürfen zum Zeitpunkt ihres Vorschlages nicht in den aufgrund der Artikel D.272 und D.276 Absatz 1 oder der Artikel D.320 und D.322 erstellten Tabellen angeführt sein, wenn vor der Bodenordnung ein vorübergehendes Bodenordnungsverfahren stattfindet."

**Art. 283** - Artikel D.271 § 2 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° im ersten Absatz werden die Wörter "Die Verwaltung" durch die Wörter "Die Wallonische Region" ersetzt;

2° Absatz 3 wird aufgehoben.

**Art. 284** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel D.271/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.271/1 - Der Ausschuss richtet regelmäßig einen Bericht über seine Tätigkeiten an die Regierung. Die Regierung bestimmt den Inhalt und die Häufigkeit dieses Berichts."

**Art. 285** - Artikel D.272 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden folgende Sätze gestrichen: "Der Ausschuss beantragt die Gutachten der betroffenen Provinzen und Gemeinden. Diese Gutachten werden innerhalb von sechzig Tagen nach deren Beantragung abgegeben; mangels dessen gelten sie als günstig;"

2° in Absatz 2 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

"2° eine kurze Beschreibung der gemäß Artikel D.266 § 2 vorgesehenen Arbeiten und Maßnahmen zur ländlichen Bodenumgestaltung, mit einer Veranschlagung der damit verbundenen Kosten und einer Angabe des Teils der Ausführungskosten des Bodenordnungsprogramms, der angesichts der Bestimmungen von Artikel D.301 zu Lasten der betroffenen Personen gehen kann;"

3° in Absatz 2 wird Ziffer 3 durch Folgendes ersetzt:

"3° einen Lageplan des öffentlichen Eigentums mit den folgenden Angaben:

a) das öffentliche Eigentum des Straßen- und Wegenetzes, der Wasserableitungswege und der zusammenhängenden Bauwerke, die zu schaffen sind, zwecks ihrer Entnahme aus der Gruppe der einzurichtenden Ländereien;

b) das öffentliche Eigentum des Straßen- und Wegenetzes, der Wasserableitungswege und der der zusammenhängenden Bauwerke, die abzuschaffen sind, zwecks ihrer Eingliederung in die Gruppe der einzurichtenden Ländereien."

4° in Absatz 3 werden die Wörter "oder Unterlage" zwischen die Wörter "Auskunft" und ", die zu diesem Zweck" eingefügt;

5° der Absatz 4 wird um die folgenden Sätze ergänzt:

"Diese Kosten können bei der Erstellung der Konten nach Artikel D.297 Absatz 4 Ziffer 3 zurückgewonnen werden. Die Verwaltung kann ebenfalls bei dem beauftragenden Beamten die zwecks des guten Ablaufs der Bodenordnungsmaßnahme notwendigen Daten beantragen, die sich auf Immobilienübertragungen betreffend Güter beziehen, die

Gegenstand dieser Bodenordnungsmaßnahme sind . Die Regierung bestimmt, welche Daten zu den betreffenden Urkunden beantragt werden können, und auf welche Weise diese Daten ausgetauscht werden.“ ;

6° er wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Zwecks der Anwendung von Absatz 2 Ziffer 3 wird das öffentliche Eigentum der sonstigen Straßen und Wege, Wasserableitungswege und zusammenhängenden Bauwerke, die sich im Block befinden, abgeändert.“.

**Art. 286** - Artikel D.274 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter “Das Bodenordnungsprogramm” durch “Das Projekt des Bodenordnungsprogramms” ersetzt;

2° Absatz 2 wird durch das Folgende ersetzt:

“Der Ausschuss informiert die in den in Artikel D.272 Absatz 2 Ziffer 1 vorgesehenen Tabellen aufgeführten Betroffenen über die öffentliche Untersuchung durch jegliches Mittel, das gemäß Artikel D.15 der Einsendung ein sicheres Datum verleiht.“ ;

3° er wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Der Ausschuss beantragt die Stellungnahme der mit den folgenden Angelegenheiten beauftragten Behörden: Raumordnung, Landwirtschaft, nichtschiffbare Wasserläufe, öffentliche Arbeiten und Straßen- und Wegenetz. In Ermangelung einer von den Behörden innerhalb von zwei Monaten nach Sendung der Akte notifizierten Stellungnahme wird das Verfahren ordnungsgemäß fortgeführt.“.

**Art. 287** - Artikel D.275 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird das Wort “Bodenordnungsausschusses” jeweils durch “Ausschusses” ersetzt;

2° in Paragraph 1 Absatz 1 wird in der französischen Fassung die Wortfolge “ni à l’état des lieux de modifications” durch die Wortfolge “ni à l’état des lieux” ersetzt;

3° in Paragraph 1 Absatz 2 wird das Wort “Bodenordnungsausschusses” durch “Ausschusses” ersetzt;

4° in Paragraph 2 Absatz 1 werden die Wörter “Absatz 2,” gestrichen und wird in der französischen Fassung das Wort “débutés” durch “débuté” ersetzt;

5° der Artikel wird um einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 3. Ab dem Beschluss der Regierung, Bodenordnungsmaßnahmen kraft Artikel D.268 durchzuführen, bis zum Zeitpunkt der Übertragung der Bodenordnungsurkunde werden die zwecks des guten Ablaufs der Bodenordnungsmaßnahmen notwendigen Daten, die sich auf Immobilienübertragungen betreffend Güter beziehen, die Gegenstand von Bodenordnungsmaßnahmen sind, der Verwaltung mitgeteilt.

Die Regierung bestimmt, welche Daten zu den betreffenden Urkunden mitgeteilt werden müssen, und auf welche Weise diese Mitteilung stattfinden kann.“.

**Art. 288** - Artikel D.276 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

“Nach Abschluss der Untersuchung und auf der Grundlage der Dokumente dieser Untersuchung ändert der Ausschuss den Entwurf des Bodenordnungsprogramms gegebenenfalls ab. Zu diesem Zweck berichtigt er die kraft Artikel D.272 Absatz 2 erstellten Dokumente, insbesondere aufgrund der Güter, die er in den Block einzugliedern oder dem Block zu entnehmen beabsichtigt.“ ;

2° Absatz 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: “Der Ausschuss teilt den Eigentümern, Nießbrauchern und Benutzern der betroffenen Güter durch jedes Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, gemäß Artikel D.15 und D.16 jede Abänderung mit.“;

3° in Absatz 3 werden die Wörter “den Parzellenplan, der den vorläufigen Umkreis des Bodenordnungsblocks abgrenzt, und” gestrichen.

**Art. 289** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel D.276/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 276/1 - Das von dem Ausschuss gemäß Artikel D.276 beschlossene Bodenordnungsprogramm wird von der Regierung genehmigt. In dem Genehmigerlass

1° werden, falls erforderlich, die neuen Wasserableitungswege in eine der in Artikel 2 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe vorgesehenen Kategorien eingestuft;

2° wird den zuständigen Behörden der Bereich zugewiesen, der den neuen Bauwerken entspricht. Diese zuständigen Behörden werden zu Verwalten dieser Bauwerke gemäß ihrer Zweckbestimmung und den einschlägigen Gesetzen und Regelungen;

3° wird die Abschaffung der stillgelegten Verkehrswege, Wasserableitungswege sowie zusammenhängenden Bauwerke, und ihre Eingliederung in die Gruppe der einzurichtenden Ländereien beschlossen.“.

**Art. 290** - Artikel D.277 Absatz 3 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter “informiert durch ein Schreiben mit einem sicheren Datum gemäß Artikel D.15 und D.16 die Betroffenen” werden durch folgende Wörter ersetzt: “informiert die Betroffenen durch jegliches Mittel, durch das gemäß Artikel D.15 und D.16 der Einsendung ein sicheres Datum verliehen werden kann“;

2° in der französischen Fassung werden die Wörter “à l’envoi” zwischen die Wörter “certaine” und “conformément” eingefügt.

**Art. 291** - Artikel D.278 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 2 wird durch das Folgende ersetzt:

“§ 2. Angesichts ihrer Natur als “personenbezogene Daten” dürfen die Tabellen im Sinne der Artikel D.272, D.276, D.281, D.294, D.302, D.320, D.322, D.337, D.339 und D.346 nur den von diesen Tabellen betroffenen Personen übermittelt werden.“ ;

2° Paragraph 3 wird aufgehoben.

**Art. 292** - Artikel D.279 § 1 Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 1 wird durch das Folgende ersetzt:

"1° zwei Inhaber dinglicher Rechte, die auf Vorschlag der Verwaltung unter denjenigen gewählt werden, die in den aufgrund der Artikel D.272 und D.276 Absatz 1 oder der Artikel D.320 und D.322, wenn vor der Bodenordnung ein vorübergehendes Bodenordnungsverfahren stattfindet, erstellten Tabellen, aufgeführt werden;"

b) Ziffer 2 wird durch das Folgende ersetzt:

"2° zwei in diesen Tabellen aufgeführte Benutzer unter den Kandidaten, die vom Erzeugerkollegium nach Artikel D.70 vorgestellt werden;"

**Art. 293** - Artikel D.280 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter "Inhaber dinglicher Rechte" bzw. "Inhabern dinglicher Rechte" werden jeweils, mit Ausnahme von Paragraf 3 Absatz 2, "durch "Eigentümer" bzw. "Eigentümern" ersetzt;

2° in Paragraf 1 Absatz 2 werden in der französischen Fassung die Wörter "l'envoi" durch die Wörter "la notification" ersetzt;

3° in Paragraf 2 wird Absatz 1 durch das Folgende ersetzt:

"Innerhalb fünfzehn Tagen nach der Notifizierung kann jeder der Eigentümer durch jegliches Mittel, das nach Artikel D.15 der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, die Abmarkung bei dem Ausschuss anfechten." ;

4° der letzte Satz von Paragraf 3 Absatz 1 wird durch folgenden Satz ersetzt: "Der Ausschuss benachrichtigt die betroffenen Eigentümer durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 der Einsendung ein sicheres Datum verleiht." ;

1° die Wörter "durch ein Schreiben mit einem sicheren Datum gemäß Artikel D.15 und D.16" werden durch folgende Wörter ersetzt: "durch jegliches Mittel, durch das gemäß Artikel D.15 und D.16 ein sicheres Datum verliehen werden kann".

**Art. 294** - In demselben Gesetzbuch wird Artikel D.283 aufgehoben.

**Art. 295** - Artikel D.284 § 1 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

"Der Ausschuss lässt die in Artikel D.266 § 2 vorgesehenen Arbeiten und Maßnahmen zur ländlichen Bodenungestaltung durchführen." ;

2° in Absatz 2 werden die Wörter "kraft Artikel D.266 § 3" zwischen die Wörter "getragenen Teil" und "zu ihren Lasten" eingefügt." .

**Art. 296** - In Artikel D.286 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird das Wort "Umlegungsplan" durch das Wort "Bodenordnungsplan" ersetzt.

**Art. 297** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel D.286/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.286/1 - Der Ausschuss lässt das öffentliche Eigentum des Straßen- und Wegenetzes, der Wasserableitungswege und der zusammenhängenden Bauwerke auf dem Bodenordnungsplan aufzeichnen." .

**Art. 298** - Artikel D.287 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° er wird um folgende Wörter ergänzt: ", mit Ausnahme der nicht erkennbaren Dienstbarkeiten, die aufrechterhalten werden." ;

2° das Wort "Umlegungsplan" wird durch das Wort "Bodenordnungsplan" ersetzt.

**Art. 299** - Artikel D.288 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 werden die Wörter "in § 2 des vorliegenden Artikels" durch die Wörter "in Artikel D.290 § 2" ersetzt, und werden die Wörter ", die durch die in dem CWATUPE erwähnten Raumordnungspläne festgelegt worden ist" durch die Wörter ", die durch die in dem GRE erwähnten Sektorenpläne festgelegt worden ist" ersetzt;

2° Paragraf 2 wird durch das Folgende ersetzt:

"Wenn Arbeiten und Maßnahmen zur ländlichen Bodenungestaltung oder zur Bekämpfung der Bodenspekulation in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Artikel D.290 § 2 durchgeführt werden, kann der Ausschuss natürlichen oder juristischen Personen, einschließlich öffentlicher Verwaltungen und Vereine, mit ihrem Einverständnis und unter den durch den Abschluss einer Vereinbarung bestimmten Bedingungen die Gesamtheit oder einen Teil der Parzellen zuweisen.

Die Zuweisung kann stattfinden, auch wenn die Bezugsberechtigten der Zuweisungen nicht in den in den Artikel D.272 und D.276 Absatz 1 oder in den Artikeln D.320 und D.322, wenn vor der Bodenordnung ein vorübergehendes Bodenordnungsverfahren stattfindet, definierten Tabellen erwähnt werden.

Der Ausschuss kann ebenfalls über die Eigentums- und Verwaltungsrechte der Güter, die aufgrund von Kapitel IV des vorliegenden Kapitels im Besitz der Wallonischen Region sind, verfügen, unter der Voraussetzung, dass die in Paragraf 3 vorgesehene Ausgleichszahlung zugewiesen wird." ;

3° in Paragraf 3 werden die Wörter "von § 2 Absatz 1" durch die Wörter "von Artikel D.290 § 2" und die Wörter "für keinen Eigentümer oder Nutznießer" durch die Wörter "für keinen Inhaber dinglicher Rechte" ersetzt;

4° in Paragraf 4 werden die Wörter "Agrar-, Forst- oder Grüngelände" durch die Wörter "Agrar-, Forst-, Natur- oder Grüngelände" ersetzt;

5° der Artikel wird um einen Paragrafen 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 6. Falls einem Eigentümer die Parzelle zugewiesen wird, die er bereits vor dem Bodenordnungsverfahren besaß, deren von dem Ausschuss festgelegte Fläche jedoch von der Katasterfläche abweicht, kann der Ausschuss die Ausgleichszahlung, die sich aus der Zuweisung ergeben würde, abschaffen, wenn die Parzelle von den anlässlich des Bodenordnungsverfahrens durchgeführten Arbeiten keinen bedeutenden Vorteil zieht."

**Art. 300** - In Artikel D.289 Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird "D.288" durch "D.290" ersetzt.

**Art. 301** - Artikel D.290 desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. D.290 - § 1. Die Zuweisung von Parzellen an die Inhaber dinglicher Rechte und an die Benutzer erfolgt so, dass die Bodenordnungsverfahren für das Eigentum und den Betrieb parallel verlaufen.



§ 2. Nachdem er die Stellungnahme der Beratungskommission beantragt hat, kann der Ausschuss einen Teil des globalen Kulturwerts der Parzellen mittels einer Rückvergütung in bar zu Lasten der Wallonischen Region abziehen.

Der Gesamtwert dieses Abzugs darf zwei Prozent des Gesamtwerts der ursprünglichen Parzellen nicht überschreiten.

Der Abzug wird für die in Artikel D.266 erwähnten Arbeiten und Maßnahmen zur ländlichen Bodenumgestaltung oder zur Bekämpfung der Bodenspekulation verwendet.“

**Art. 302** - Artikel D.291 § 2 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 2 Absatz 1 lautet nun wie folgt:“ § 2. Wenn der Anlass besteht, den Pachtvertrag abzuändern, was die Pachtpreise, die Pachtdauer oder die Entschädigungen betrifft, die gemäß dem Gesetz über den Landpachtvertrag den Pächtern geschuldet werden, die die Kosten für Bepflanzungen, Arbeiten oder Bauwerke, die zur Bewohnbarkeit oder Bewirtschaftung des Gutes nützlich sind, und mit seiner Zweckbestimmung übereinstimmen, getragen haben, lädt der Ausschuss die Betroffenen vor und macht ihnen Vorschläge, um ihr Einverständnis zu gewinnen.“;

2° Absatz 4 wird aufgehoben.

**Art. 303** - In Artikel D.293 desselben Gesetzbuches werden die Wörter “Wenn der Eigentümer oder Inhaber des Jagdrechts” durch folgende Wörter ersetzt: “Wenn das Jagdrecht in der Eigenschaft als Eigentümer ausgeübt wurde und der Inhaber des Jagdrechts“.

**Art. 304** - Artikel D.294 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 2 wird durch das Folgende ersetzt:

“2° Tabellen, in denen für jeden Eigentümer und Nutznießer die Parzellen, die ihm zugewiesen werden, die Flächen in jedem Wertgebiet, die Gesamtflächen und die entsprechenden Werte, die Ausgleichszahlung und die Entschädigungen für Mehr- und Minderwerte und gegebenenfalls die Kosten für Ermittlungen kraft der Artikel D.272 Absatz 4, D.316 Absatz 6 und D.333 § 1 Absatz 2 angegeben werden;“;

b) Ziffer 4 wird durch das Folgende ersetzt:

“4° Tabellen, in denen der Aktiv- oder Debetsaldo jedes Betroffenen, der sich aus den Ausgleichszahlungen, Entschädigungen und eventuellen Kosten ergibt, unter Berücksichtigung der gesetzlichen Bestimmungen über den gesetzlichen Ausgleich, angegeben wird;“;

c) in Ziffer 5 wird das Wort “Umlegungsplan” durch das Wort “Bodenordnungsplan” ersetzt;

d) in Ziffer 6 werden die Wörter “für jeden Eigentümer und Nutznießer” durch “für jeden Inhaber dinglicher Rechte” ersetzt.

**Art. 305** - Artikel D.295 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in den Absätzen 1 und 4 werden die Wörter “Absatz 1” gestrichen;

2° in Absatz 2 werden die Wörter “durch ein Schreiben mit einem sicheren Datum gemäß Artikel D.15 und D.16” durch folgende Wörter ersetzt: “durch jegliches Mittel, durch das gemäß Artikel D.15 und D.16 der Mitteilung ein sicheres Datum verliehen werden kann“;

3° in Absatz 5 lautet der erste Satz nun wie folgt: “Die Bekanntmachung der Hinterlegung wird den Betroffenen durch jedes Mittel mitgeteilt, durch das dieser Mitteilung gemäß Artikel D.15 ein sicheres Datum verliehen wird.“.

**Art. 306** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel D.295/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.295/1 - Gegebenenfalls ändert der Ausschuss, nachdem er die Beratungskommission um ihre Stellungnahme ersucht hat, den in Artikel D.272 Absatz 2 Ziffer 3 und D.286/1 oder D.324, wenn vor der Bodenordnung ein vorübergehendes Bodenordnungsverfahren stattfindet, angeführten Lageplan des öffentlichen Eigentums.

Der Ausschuss beantragt die Stellungnahme der mit den folgenden Angelegenheiten beauftragten Behörden: Raumordnung, Landwirtschaft, nichtschiffbare Wasserläufe, öffentliche Arbeiten und Straßen- und Wegenetz. In Ermangelung einer von den Behörden innerhalb von zwei Monaten nach Sendung der Akte notifizierten Stellungnahme wird das Verfahren ordnungsgemäß fortgeführt.

Die Änderungen unterliegen gegebenenfalls einer öffentlichen Untersuchung nach den Modalitäten gemäß Titel III von Teil III von Buch I des Umweltgesetzbuches.

Die Änderungen werden von der Regierung genehmigt. In dem Genehmigungserlass

1° werden, falls erforderlich, die neuen Wasserablenkungswege in eine der in Artikel 2 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe vorgesehenen Kategorien eingestuft;

2° wird den zuständigen Behörden der Bereich zugewiesen, der den neuen Bauwerken entspricht. Diese zuständigen Behörden werden zu Verwaltern dieser Bauwerke gemäß ihrer Zweckbestimmung und den einschlägigen Gesetzen und Regelungen;

3° wird die Beseitigung der stillgelegten Verkehrswege, Wasserablenkungswege sowie zusammenhängenden Bauwerke, und ihre Eingliederung in die Gruppe der einzurichtenden Ländereien beschlossen.“.

**Art. 307** - Artikel D.296 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter “durch ein Schreiben mit einem sicheren Datum gemäß Artikel D.15 und D.16” durch folgende Wörter ersetzt: “durch jegliches Mittel, durch das gemäß Artikel D.15 ein sicheres Datum verliehen werden kann“;

2° Absatz 4 wird durch das Folgende ersetzt:

“Der Ausschuss überprüft die Beschwerden, die anlässlich des Verfahrens zur Konsultierung der Interessenten eingereicht wurden, legt die Pläne und Tabellen fest, die er an seinem Sitz aufbewahrt, wo alle interessierten Inhaber dinglicher Rechte während der ganzen Dauer der Vorgänge auf an den Vorsitzenden oder an den Sekretär gerichteten Antrag in sie Einsicht nehmen können.“ ;

3° der erste Satz von Absatz 5 lautet nun wie folgt “Der Beschluss des Ausschusses wird den betroffenen Inhabern dinglicher Rechte durch jedes Mittel mitgeteilt, das der Mitteilung gemäß Artikel D.15 und D.16 ein sicheres Datum verleiht.“. Der zweite Satz mit dem Wortlaut “Sie dürfen während der gesamten Dauer der Verfahren auf an den Vorsitzenden oder an den Sekretär gerichteten Antrag Einsicht in diese nehmen.“ wird gestrichen.

**Art. 308** - Artikel D.297 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

“Wenn die Pläne und die Tabellen gemäß den Artikeln D.295 und D.296 festgelegt worden sind, nimmt der Ausschuss die endgültige Abmarkung der neuen Parzellen vor, beschließt die Daten und Bedingungen des Nutzungsbegins und der Benutzung der Bewirtschaftungsblöcke.”;

2° zwei Absätze mit folgendem Wortlaut wird zwischen den 1. und 2. Absatz eingefügt:

“Der Bodenordnungsplan, auf dem das öffentliche Eigentum des Straßen- und Wegenetzes, der Wasserableitungswege und der zusammenhängenden Bauwerke aufgezeichnet sind, wird dem Verwalter des Atlases der Gemeindegewege sowie dem Verwalter des Atlases der nicht schiffbaren Wasserstraßen zugestellt.

Die notwendigen Abänderungen der gemäß dem GRE erstellten Sektorenpläne werden von den in dem in diesem Bereich zuständigen Behörden durchgeführt.”;

3° Absatz 2, der zu Absatz 4 geworden ist, wird durch Folgendes ersetzt:

“Der Ausschuss beauftragt das Erwerbkomitee mit der Ausfertigung der Bodenordnungsurkunde. Die Bodenordnungsurkunde beinhaltet:

1° die Feststellung der Rechte und Pflichten, so wie diese sich aus den in den Artikeln D.281, D.286, D.287, D.293, D.294 und D.301 Absatz 3 erwähnten Plänen, Tabellen und Vereinbarungen ergeben;

2° die Daten und Bedingungen des Nutzungsbegins und der Nutzung der neuen Parzellen;

3° die Rechnung jedes Betroffenen sowie der Aktiv- oder Debetsaldo, der sich daraus ergibt;

4° die Erwähnung des Zeugnisses, nach dem die Gelder der Hinterlegungs- und Konsignationskasse gemäß Artikel D.298, § 1 eingezahlt wurden.”.

**Art. 309** - Artikel D.298 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 werden die Wörter “vorbehaltlich der ggf. von der Verwaltung bewilligten Zahlungsfristen und -bedingungen gemäß Artikel D.297, Absatz 2, 5°” gestrichen;

2° in Paragraph 4 werden die Wörter “zu Lasten des Ausschusses” durch die Wörter “zu Lasten der Wallonischen Region” ersetzt;

3° in Paragraph 5 Absatz 1 werden die Wörter “diesem Eigentümer oder diesem Nutznießer” durch die Wörter “diesem Inhaber dinglicher Rechte” ersetzt;

4° in Paragraph 5 wird Absatz 3 außer Kraft gesetzt;

5° der Artikel wird um die Paragraphen 6 und 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 6. Für die Beitreibung des von einem Benutzer geschuldeten Saldos sowie der Zinsen und eventuellen Zwangsvollstreckungskosten hat die Wallonische Region ein besonderes Vorzugsrecht auf die gesamten Güter, die dem landwirtschaftlichen Betrieb dienen oder zu dessen nützlichen Benutzung beitragen.

Dieses Vorzugsrecht unterliegt den Bestimmungen von Kapitel II des Hypothekengesetzes vom 16. Dezember 1851. Es steht in der Rangfolge nach den in Artikel 20 dieses Gesetzes genannten Vorzugsrechten.

Die von jedem Benutzer als Entschädigung für den Gewinn der Nutzung geschuldeten Beträge können von den in Kapitel 1 vorgesehenen, ihm geschuldeten Beihilfen abgezogen werden. Dieser Ausgleich findet gemäß Art. 1289 ff. des Zivilgesetzbuches Anwendung.

§ 7. Auf Antrag des Inhabers dinglicher Rechte oder des Benutzers kann der Richter jedoch ein bestimmtes Gut bezeichnen, dessen Wert er als ausreichend betrachtet, um die Schuldforderung der Wallonischen Region zu garantieren.”.

**Art. 310** - In Artikel D.301 desselben Gesetzbuches wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

“Wenn bestimmte Parzellen offensichtlich mehr oder offensichtlich weniger als andere durch die anlässlich der Bodenordnung durchgeführten Arbeiten und Maßnahmen zur ländlichen Bodenumgestaltung nach Artikel D.266 § 2 begünstigt werden, berücksichtigt der Ausschuss dies bei der Verteilung der Kosten.”.

**Art. 311** - In Artikel D.302 Ziffer 3 desselben Gesetzbuches werden die Wörter “Inhaber dinglicher Rechte” durch das Wort “Interessenten” ersetzt.

**Art. 312** - Artikel D.303 desselben Gesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.303 - § 1. Durch jegliches Mittel, durch das der Aufforderung gemäß Artikel D.15 ein sicheres Datum verliehen werden kann, fordert der Ausschuss die Interessenten auf, in die in Artikel D.302 vorgesehenen Pläne und Tabellen Einsicht zu nehmen.

Die Dokumente werden während fünfzehn Tagen am Sitz des Ausschusses oder an jedem anderen von dem Ausschuss festgelegten Ort in einer der Gemeinden des Blocks hinterlegt.”.

§ 2. Der Ausschuss nimmt ein Protokoll auf zur Sammlung der Beschwerden der Betroffenen, die sie mitunterzeichnen.

Die schriftlichen Beschwerden, die infolge der Einsichtnahme durch die Betroffenen eingegangen sind, werden im Protokoll erwähnt und bleiben diesem beigelegt.

Nach Ablauf der Frist von fünfzehn Tagen wird die Einsichtnahme abgeschlossen.”.

**Art. 313** - In Artikel D.304 Absatz 4 desselben Gesetzbuches werden in der französischen Fassung die Wörter “l’envoi de l’avis” durch die Wörter “la notification” ersetzt.

**Art. 314** - Artikel D.305 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 werden die Wörter “, Absatz 1” nach “Artikel D.302” gestrichen;

2° in Paragraph 2 werden die Wörter “, unter Vorbehalt der ggf. von der Verwaltung eingeräumten Zahlungsfristen und -bedingungen” gestrichen;

3° in Paragraph 3 werden die Wörter “und § 5” durch “bis § 7” ersetzt.

**Art. 315** - Artikel D.306 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Ziffer 1 wird "§ 2" durch "§ 1" ersetzt;

2° Ziffer 3 wird aufgehoben.

**Art. 316** - Artikel D.309 Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter "der Verwaltung" werden durch die Wörter "der Wallonischen Region" ersetzt;

2° die Wörter "dem in Kapitel 4 vorliegenden Titels genannten Haushaltsfonds für die landwirtschaftliche Bodenpolitik" werden durch die Wörter "der Wallonischen Region" ersetzt.

**Art. 317** - In Artikel D.310 Absatz 1 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "sowie die Kosten für die Abmarkung der Grundstücke" gestrichen.

**Art. 318** - Artikel D.314 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter "oder des Ausschusses oder der Verwaltung" werden zwischen die Wörter "auf Antrag der Interessenten" und "die neuen Parzellen" eingefügt;

2° die Wörter "In diesem zweiten Fall" werden durch die Wörter "Bei einem Streitfall" ersetzt;

3° die Wörter "zusammen mit den Bedingungen und Zahlungsfristen" werden gestrichen.

**Art. 319** - Artikel D.316 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

"Das vorübergehende Bodenordnungsverfahren findet vor den Bodenordnungsverfahren nach Artikel D.268 § 2 statt." ;

2° Absatz 4 wird durch das Folgende ersetzt:

"Der Ausschuss informiert die Interessenten durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, dass der Plan am Sitz hinterlegt worden ist, und dass das vorübergehende Bodenordnungsverfahren begonnen hat. Er teilt ihnen die Namen, Vornamen und Eigenschaften der effektiven und stellvertretenden Mitglieder des Ausschusses mit, und informiert sie über die Bestimmungen von Artikel D.275." ;

3° in Absatz 5 werden die Wörter "oder Dokumente" nach dem Wort "Auskünfte" eingefügt;

4° Absatz 6 wird um die folgenden Sätze ergänzt:

"Diese Kosten können bei der Erstellung der Konten nach Artikel D.297 Absatz 4 Ziffer 3 zurückgewonnen werden. Er kann ebenfalls bei dem beurkundenden Beamten die zwecks des guten Ablaufs der vorübergehenden Bodenordnungsmaßnahmen notwendigen Angaben beantragen, die sich auf Immobilienübertragungen betreffend Güter beziehen, die Gegenstand dieser Bodenordnung sind. Die Regierung bestimmt, welche Daten zu den betreffenden Urkunden beantragt werden können, und auf welche Weise diese Daten ausgetauscht werden."

**Art. 320** - In Artikel D.317 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "4 et 5" durch die Wörter "5 und 6" und das Wort "Einsendung" durch das Wort "Zustellung" ersetzt.

**Art. 321** - Artikel D.320 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Ziffer 2 werden die Wörter "4 und 5" durch "5 und 6" ersetzt;

2° Ziffer 8 wird aufgehoben.

**Art. 322** - In Artikel D.321 Absatz 2 werden die Wörter "die Inhaber von dinglichen Rechten und die in den Tabellen genannten Benutzer" durch die Wörter "die in den Tabellen genannten Interessenten" ersetzt.

**Art. 323** - Artikel D.322 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "aufgrund der eingereichten Bemerkungen und Beschwerden" durch die Wörter "nach Abschluss der Untersuchung und auf der Grundlage der Untersuchungsdokumente" ersetzt;

In Absatz 6 werden die Wörter "Inhabern von dinglichen Rechten und Benutzern der entsprechenden Güter" durch "Interessenten" ersetzt.

3° Absatz 7 wird durch das Folgende ersetzt:

"Alle Interessenten dürfen während der gesamten Dauer der Verfahren auf an den Vorsitzenden oder an den Sekretär des Ausschusses gerichteten Antrag Einsicht in diese Pläne und Tabellen nehmen."

**Art. 324** - Artikel D.324 desselben Gesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.324 - Während des vorübergehenden Bodenordnungsverfahrens erstellt der Ausschuss gegebenenfalls einen Lageplan des öffentlichen Eigentums mit folgenden Angaben:

1° das öffentliche Eigentum des Straßen- und Wegenetzes, der Wasserableitungswege und der zusammenhängenden Bauwerke, die zu schaffen sind, zwecks ihrer Entnahme aus der Gruppe der einzurichtenden Ländereien;

2° das öffentliche Eigentum des Straßen- und Wegenetzes, der Wasserableitungswege und der zusammenhängenden Bauwerke, die abzuschaffen sind, zwecks ihrer Eingliederung in die Gruppe der einzurichtenden Ländereien.

Zwecks der Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 wird das öffentliche Eigentum der sonstigen Straßen und Wege, Wasserableitungswege und zusammenhängenden Bauwerke, die sich im Block befinden, abgeändert.

Der Ausschuss beantragt die Stellungnahme der mit den folgenden Angelegenheiten beauftragten Behörden: Raumordnung, Landwirtschaft, nichtschiffbare Wasserläufe, öffentliche Arbeiten und Straßen- und Wegenetz. In Ermangelung einer von den Behörden innerhalb von zwei Monaten nach Sendung der Akte notifizierten Stellungnahme wird das Verfahren ordnungsgemäß fortgeführt.

Der Plan des öffentlichen Eigentums unterliegt gegebenenfalls einer öffentlichen Untersuchung nach den Modalitäten gemäß Titel III von Teil III von Buch I des Umweltgesetzbuches.

Der Plan des öffentlichen Eigentums wird von der Regierung genehmigt. In dem Genehmigungserlass

1° werden, falls erforderlich, die neuen Wasserableitungswege in eine der in Artikel 2 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe vorgesehenen Kategorien eingestuft;

2° wird den zuständigen Behörden der Bereich zugewiesen, der den neuen Bauwerken entspricht. Diese zuständigen Behörden sind die Verwalter dieser Bauwerke gemäß ihrer Zweckbestimmung und den einschlägigen Gesetzen und Regelungen;

3° wird die Beseitigung der stillgelegten Verkehrswege, Wasserableitungswege sowie zusammenhängenden Bauwerke, und ihre Eingliederung in die Gruppe der einzurichtenden Ländereien beschlossen.

Artikel D.284 ist anwendbar. Die Ausführungskosten werden gleichzeitig mit den Ausführungskosten für die in Artikel D.310 vorgesehenen Bodenordnungsmaßnahmen über die neuen Parzellen verteilt.“

**Art. 325** - Artikel D.325 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 werden die Wörter „; das Immobilienerwerbskomitee wird dazu bevollmächtigt“ gestrichen;

3° in Paragraph 2 werden die Wörter „Artikel D.322“ jeweils durch die Wörter „Artikel D.320 und D.322“ ersetzt.

**Art. 326** - In Artikel D.330 desselben Gesetzbuches wird ein wie folgt verfasster Absatz zwischen Absatz 2 und Absatz 3 eingefügt:

„Der frühere Benutzer trägt keine Verantwortung für die Versäumnisse oder Machenschaften des neuen Benutzers. Wenn der Benutzer seinen Verpflichtungen nicht nachkommt, kann der betreffende Eigentümer den Richter mit einem Antrag auf Wiederinstandsetzung in den ursprünglichen Zustand befassen, unbeschadet der Möglichkeit für den Richter, den Benutzer zur Zahlung von Entschädigungen zu verurteilen.“

**Art. 327** - Artikel D.331 desselben Gesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. D.331 - Wenn ein Pachtvertrag beendet wird, bestimmt der Ausschuss gegebenenfalls die neuen Parzellen oder Teile von neuen Parzellen, auf welche die Kündigung übertragen wird. Im Falle einer Beanstandung schließt das Immobilienerwerbskomitee auf Antrag des Ausschusses eine Urkunde ab, die diejenige nach Artikel D.325 abändert, und stellt jedem interessierten Benutzer einen gleich lautenden Auszug aus, der gegebenenfalls mit der Vollstreckungsklausel versehen wird.

Jede der Parteien kann den Richter mit dem Streitfall befassen, um nach den in Artikel D.323 vorgesehenen Modalitäten eine Entschädigung zu verlangen.“

**Art. 328** - Artikel D.333 § 1 Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter „innerhalb von fünfzehn Tagen“ werden durch die Wörter „innerhalb von dreißig Tagen“ ersetzt;

2° das Wort „Auskünfte“ wird durch die Wörter „Auskünfte oder Dokumente“ ersetzt;

3° er wird um die folgenden Sätze ergänzt:

„Diese Kosten können bei der Erstellung der Konten nach Artikel D.297 Absatz 4 Ziffer 3 zurückgewonnen werden. Er kann ebenfalls bei dem beurkundenden Beamten die zwecks des guten Ablaufs des gütlichen Bodenordnungsverfahrens notwendigen Angaben beantragen, die sich auf Immobilienübertragungen betreffend Güter beziehen, die Gegenstand dieser Bodenordnung sind. Die Regierung bestimmt, welche Daten zu den betreffenden Urkunden beantragt werden können, und auf welche Weise diese Daten ausgetauscht werden.“

**Art. 329** - Artikel D.334 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter „und eine effizientere Bewirtschaftung der ländlichen Güter und eine integrierte ländliche Entwicklung zu gewährleisten“ werden gestrichen;

2° die Wörter „und unter Einhaltung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur“ werden zwischen die Wörter „in Übereinstimmung mit den Bestimmungen vorliegenden Abschnitts“ und die Wörter „Gegenstand eines Bodenordnungsverfahrens“ eingefügt .

**Art. 330** - Artikel D.335 § 1 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter „und des Sekretärs sowie der stellvertretenden Mitglieder und des stellvertretenden Sekretärs“ zwischen die Wörter „des subregionalen Ausschusses“ und die Wörter „werden im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht“ eingefügt;

2° in Absatz 4 wird der Satz „Deren Sitz wird von der Regierung bestimmt“ gestrichen.

**Art. 331** - In Artikel D.336 desselben Gesetzbuches wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

„Das gütliche Bodenordnungsverfahren zielt darauf ab:

1° regelmäßige Parzellen so nah wie möglich am Betriebsitz und mit unabhängigen Zugängen anzulegen;

2° eine effizientere Bewirtschaftung der ländlichen Güter und eine integrierte ländliche Entwicklung zu gewährleisten;

3° den landschaftlichen Wert und das Lebensumfeld sowie die umweltbezogenen Dienste der betroffenen Güter zu erhalten und zu verbessern;

4° die biologische Vielfalt zu erhalten und zu entwickeln.“

**Art. 332** - Artikel D.337 Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 2 werden die Wörter „des Inhabers der dinglichen Rechte“ durch „des Eigentümers, des Nießbrauchers“ ersetzt;

b) in Ziffer 4 werden die Wörter „der beabsichtigten Umlegung“ durch die Wörter „des beabsichtigten gütlichen Bodenordnungsverfahrens“ ersetzt.

**Art. 333** - In Artikel D.338 desselben Gesetzbuches werden die Wörter „der Umlegung“ durch die Wörter „des gütlichen Bodenordnungsverfahrens“ ersetzt.

**Art. 334** - Artikel D.339 Absatz 3 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 2 werden die Wörter „Inhabern von dinglichen Rechten“ durch die Wörter „Eigentümern, Nießbrauchern“ ersetzt;

b) in Ziffer 2 wird das Wort „Umlegungsplan“ durch die Wörter „Plan des gütlichen Bodenordnungsverfahrens“ ersetzt.

**Art. 335** - In demselben Gesetzbuch wird Artikel D.342 aufgehoben.

**Art. 336** - Artikel D.343 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° der erste Absatz wird durch folgende Sätze ersetzt: "Die Regierung beschließt, dass das gütliche Bodenordnungsverfahren durchzuführen ist, und bestimmt den Parzellenplan des Blocks. Sie beauftragt den zuständigen subregionalen Ausschuss mit der Durchführung des gütlichen Bodenordnungsverfahrens."

2° Absatz 2 wird durch das Folgende ersetzt:

"Unbeschadet von den Bestimmungen von Artikel D.347 verpflichtet der Beschluss unwiderruflich die Unterzeichner des in Artikel D.339 genannten Antrags, ihre Anspruchsberechtigten sowie die Inhaber von dinglichen Rechten und Benutzer, die seit dem Einreichen des Antrags und bis zur Übertragung der Urkunde zum gütlichen Bodenordnungsverfahren den Inhabern von gütlichen Rechten und Benutzern nachgefolgt sind oder nachfolgen werden. Dieser Beschluss wird als Randvermerk neben der Übertragung des letzten Erwerbsnachweises für die durch das gütliche Bodenordnungsverfahren betroffenen Güter eingetragen."

**Art. 337** - Artikel D.345 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 2 werden in der französischen Fassung die Wörter "un écrit ayant date certaine" durch die Wörter "tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi" ersetzt;

2° in Absatz 3 wird das Wort "gegebenenfalls" nach dem Wort "Ausschuss" eingefügt.

**Art. 338** - Artikel D.346 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 Ziffer 3 wird das Wort "Umlegungsplan" durch die Wörter "Plan des gütlichen Bodenordnungsverfahrens" ersetzt;

2° in Absatz 1 Ziffer 4 werden die Wörter "für jeden Eigentümer und jeden Nutznießer" durch die Wörter "für jeden Inhaber dinglicher Rechte" ersetzt.

3° in Absatz 2 werden die Wörter "Inhabern von dinglichen Rechten, die durch die belasteten Güter betroffen sind," durch die Wörter "den betroffenen Inhabern von dinglichen Rechten" ersetzt.

**Art. 339** - In Artikel D.348 Absatz 3 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "unter Vorbehalt der ggf. in Übereinstimmung mit Artikel D.349, Absatz 1, 4° von der Verwaltung eingeräumten Zahlungsfristen und -bedingungen" gestrichen.

**Art. 340** - Artikel D.349 Absatz 1 Ziffer 4 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

**Art. 341** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel D.349/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.349/1 - Während des gütlichen Bodenordnungsverfahrens erstellt der subregionale Ausschuss gegebenenfalls einen Lageplan des öffentlichen Eigentums mit folgenden Angaben:

1° das öffentliche Eigentum des Straßen- und Wegenetzes, der Wasserableitungswege und der zusammenhängenden Bauwerke, die zu schaffen sind, zwecks ihrer Entnahme aus der Gruppe der einzurichtenden Ländereien;

2° das öffentliche Eigentum des Straßen- und Wegenetzes, der Wasserableitungswege und der zusammenhängenden Bauwerke, die abzuschaffen sind, zwecks ihrer Eingliederung in die Gruppe der einzurichtenden Ländereien.

Das öffentliche Eigentum der sonstigen Straßen und Wege, Wasserableitungswege und zusammenhängenden Bauwerke, die sich im Block befinden, wird abgeändert.

Zwecks der Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 wird das öffentliche Eigentum des sonstigen Straßen und Wege, Wasserableitungswege und zusammenhängenden Bauwerke, die sich im Block befinden, abgeändert.

Der Ausschuss beantragt die Stellungnahme der mit den folgenden Angelegenheiten beauftragten Behörden: Raumordnung, Landwirtschaft, nichtschiffbare Wasserläufe, öffentliche Arbeiten und Straßen- und Wegenetz. In Ermangelung einer von den Behörden innerhalb von zwei Monaten nach Sendung der Akte notifizierten Stellungnahme wird das Verfahren ordnungsgemäß fortgeführt.

Der Plan des öffentlichen Eigentums unterliegt gegebenenfalls einer öffentlichen Untersuchung nach den Modalitäten gemäß Titel III von Teil III von Buch I des Umweltgesetzbuches.

Der Plan des öffentlichen Eigentums wird von der Regierung genehmigt. In dem Genehmigungserlass

1° werden, falls erforderlich, die neuen Wasserableitungswege in eine der in Artikel 2 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe vorgesehenen Kategorien eingestuft;

2° wird den zuständigen Behörden der Bereich zugewiesen, der den neuen Bauwerken entspricht. Diese zuständigen Behörden sind die Verwalter dieser Bauwerke gemäß ihrer Zweckbestimmung und den einschlägigen Gesetzen und Regelungen;

3° wird die Beseitigung der stillgelegten Verkehrswege, Wasserableitungswege sowie zusammenhängenden Bauwerke, und ihre Eingliederung in die Gruppe der einzurichtenden Ländereien beschlossen."

**Art. 342** - Artikel D.351 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter "der Verwaltung" werden durch die Wörter "der Wallonischen Region" ersetzt;

2° die Wörter "dem in Kapitel 4 genannten Haushaltsfonds für die landwirtschaftliche Bodenpolitik" werden durch die Wörter "der Wallonischen Region" ersetzt.

**Art. 343** - Artikel D.352 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

"Es gelten die Artikel D.275, D.278, D.285, D.286/1, D.288 §§ 4 bis 6, D.290 § 2, D.291, D.292, D.293, D.297 Absätze 2 bis 5, D.298 §§ 5 bis 7, D.299, D.300, D.310, D.311, D.312, D.313 und D.314, insofern sie auf gütliche Bodenordnungsverfahren im Sinne vorliegenden Abschnitts anwendbar gemacht werden können. Zwecks der Anwendung dieser Artikel wird "Ausschuss" durch "subregionaler Ausschuss" und "Bodenordnungsurkunde" durch "Urkunde zum gütlichen Bodenordnungsverfahren" ersetzt.

2° Absatz 2 wird aufgehoben.

**Art. 344** - Artikel D.353 Ziffer 2 desselben Gesetzbuches lautet nun wie folgt:

"2° "landwirtschaftliche Immobiliengüter": die bebauten oder unbebauten Immobiliengüter, die sich in einem Agrargebiet nach dem Sektorenplan befinden oder die im InVeKos (integriertes Verwaltungs- und Kontrollsystem) angegebene bebauten oder nicht bebauten Immobiliengüter."

**Art. 345** - Artikel D.357 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 1 lautet nun wie folgt: "§ 1. Um der landwirtschaftlichen Bodenpolitik gemäß den in Artikel D.1 vorgesehenen Zielen zu dienen, wird innerhalb der Verwaltung eine Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden eingerichtet, deren Aufgabe es ist, die Geschäfte betreffend landwirtschaftliche Immobiliengüter, so wie sie von der Regierung definiert sind, auf dem gesamten regionalen Gebiet zu registrieren und zu analysieren."

2° in Paragraf 3 werden die Wörter "die Notare" durch "die beurkundenden Beamten" ersetzt.

**Art. 346** - Artikel D.358 desselben Gesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.358 - § 1. Der Wallonischen Region wird beim Verkauf der landwirtschaftlichen Immobiliengüter, die sich in den Gemeinden, in denen aufgrund des Kapitels III des vorliegenden Titels eine ländliche Bodenumgestaltung im Gange ist, und für welche die Bodenordnungsurkunde noch nicht abgeschlossen ist, in den Gemeinden, die von der Regierung als umgestaltungsg geeignet bezeichnet werden, oder in den von der Regierung für einen von ihr bestimmten Zeitraum ausdrücklich bestimmten Gebieten befinden, ein Vorkaufsrecht gewährt, außer:

1° wenn der Übernehmer, der das Gut seit mehr als einem vollen Jahr entweder selbst, oder über seinen Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner, seine Nachkommen oder Adoptivkinder oder diejenigen seines Ehepartners oder gesetzlich zusammenlebenden Partners oder die Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner dieser Nachkommen oder Adoptivkinder bewirtschaftet, sein Vorkaufsrecht gemäß dem Gesetz vom 4. November 1969 über den Landpachtvertrag ausübt;

2° im Falle des Verkaufs an den Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner des Eigentümers oder eines der Miteigentümer, an deren Nachkommen oder Adoptivkinder oder diejenigen ihres Ehepartners oder gesetzlich zusammenwohnenden Partners oder die Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner dieser Nachkommen oder Adoptivkinder oder an eine Person mit einem Verwandtschaftsverhältnis bis zum vierten Grad, insofern sie für eigene Rechnung kaufen und innerhalb der zwei folgenden Jahre kein Wiederverkauf stattfindet;

3° im Falle des Verkaufs an einen Miteigentümer eines Anteils am Eigentum des Immobiliengüters;

4° wenn das Gut Gegenstand einer Verkaufszusage ist, deren sicheres Datum der Bekanntmachung des Beschlusses des Ministers oder der Regierung, das besagte Gut in ein der Ausübung des Vorkaufsrechts der Wallonischen Region unterliegendes Gebiet mit einzuschließen, vorhergeht, insofern diese Zusage von ihrem Bezugsberechtigten angenommen wird;

5° wenn das Gut infolge eines direkt vom Übernehmer gemachten Angebots verkauft wird, ohne dass dieser auf das Vorkaufsrecht zurückgreifen muss, auf das er aufgrund des Gesetzes vom 4. November 1969 über den Landpachtvertrag Anspruch hat, unter der Bedingung, dass er nachweist, dass er das Gut seit mehr als einem vollen Jahr ab dem Datum, an dem der endgültige Kaufvertrag ein sicheres Datum erhalten hat, für landwirtschaftliche Tätigkeiten, mit Ausnahme des Anbaus von Weihnachtsbäumen, entweder selbst oder über seinen Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner, seine Nachkommen oder Adoptivkinder oder diejenigen seines Ehepartners oder gesetzlich zusammenlebenden Partners oder die Ehepartner oder zusammenwohnenden Partner dieser Nachkommen oder Adoptivkinder, bewirtschaftet, und dass er das erworbene Gut nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren verkauft, mangels dessen die in Paragraf 6 des vorliegenden Artikels vorgesehenen Modalitäten angewandt werden;

6° in einem aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten bestimmten wirtschaftlichen Anerkennungsgebiet;

7° in einem von der Revision eines Sektorenplans bezüglich der Eintragung eines neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets betroffenen Umkreis;

8° nur in den ausdrücklich von der Regierung bezeichneten Gebieten für eine von ihr festgelegte Dauer, im Falle eines von den untergeordneten öffentlichen Behörden im Rahmen der Projekte öffentlichen Interesses vorgenommenen Verkaufs oder Erwerbs.

Wenn nur ein Teil des oder der zum Verkauf angebotenen Güter dem Vorkaufsrecht unterliegt, ist das Vorkaufsrecht auf diesen Teil anwendbar, und der Wallonischen Region wird ein getrenntes Angebot für diesen Teil gemacht. Im Falle eines öffentlichen Verkaufs wird dieser Teil getrennt versteigert und gegebenenfalls getrennt vergeben. Vor der in den Paragrafen 5, 6, 7 und 8 genannten Notifizierung kann der beurkundende Beamte die Wallonische Region ersuchen, in ordnungsgemäß begründeten Fällen, oder wenn er der Ansicht ist, dass der dem Vorkaufsrecht unterliegende Teil eine geringe Fläche betrifft oder einen nebensächlichen Charakter im Verhältnis zu den gesamten zum Verkauf angebotenen Gütern aufweist, oder aufgrund der örtlichen Gegebenheiten auf ihr Vorkaufsrecht zu verzichten. Die Wallonische Region antwortet binnen dreißig Tagen nach diesem Antrag. Nach Ablauf dieser Frist ist das Vorkaufsrecht gültig.

Der Verzicht auf die Anwendung des Vorkaufsrechts gilt nur für das Geschäft, für das der beurkundende Beamte einen Antrag bei der Wallonischen Region gestellt hat.

§ 2. Im Falle des Verkaufs von in Paragraf 1 erwähnten Gütern kann der Übernehmer sein Vorkaufsrecht an die Wallonische Region abtreten. In diesem Fall ist der Artikel 48*bis* des Gesetzes vom 4. November 1969 über den Landpachtvertrag zwar anwendbar, doch kann die Wallonische Region im Rahmen eines freihändigen Verkaufs ihre Annahme innerhalb von zwei Monaten ab der Notifizierung an den Übernehmer notifizieren.

§ 3. Bei einem freihändigen Verkauf in den Fällen, in denen die Wallonische Region über das Vorkaufsrecht gemäß Paragraf 2 verfügt, wird das Angebot an den Übernehmer, um ihm die Ausübung seines Vorkaufsrechts zu ermöglichen, gleichzeitig an die Wallonische Region bei der Regierung gemacht, die dieses Angebot spätestens innerhalb von zwei Monaten, die auf die Frist folgen, über die der Übernehmer verfügt, um das ihm gemachte Angebot anzunehmen, annehmen kann. Wenn es sich um Güter handelt, auf die der Übernehmer kein Vorkaufsrecht hat, wird das Angebot unmittelbar der Wallonischen Region bei der Regierung notifiziert, die dieses Angebot innerhalb von drei Monaten ab seiner Notifizierung annehmen kann.

Die Angebote können in elektronischer Form gemäß den Artikeln D.61 bis D.63 eingereicht werden.

Wenn das Angebot nicht innerhalb der Frist angenommen wird, darf der Eigentümer keinen freihändigen Verkauf an einen anderen Übernehmer zu einem niedrigeren Preis oder zu günstigeren Bedingungen zulassen, ohne das Einverständnis der Wallonischen Region über die Regierung zu erhalten. Nach einer Frist von einem Jahr ab dem Angebot darf das Gut nicht freihändig verkauft werden, auch nicht unter den in Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen, ohne dass der Wallonischen Region bei der Regierung ein neues Angebot gemacht wird.

Der beurkundende Beamte, der den freihändigen Kaufvertrag mit einer anderen Person als dem Übernehmer erstellt, notifiziert den Preis und die Verkaufsbedingungen der Wallonischen Region bei der Regierung innerhalb des Monats der Registrierung.

§ 4. Bei einem öffentlichen Verkauf in den Fällen, wo die Wallonische Region gemäß Paragraf 2 über das Vorkaufsrecht verfügt, teilt der beurkundende Beamte der Wallonischen Region bei der Regierung mindestens dreißig Tage im Voraus den Ort, den Tag und die Uhrzeit des Verkaufs mit, wenn es sich um einen "physischen" öffentlichen Verkauf handelt, oder das Datum für den Beginn und Abschluss der Versteigerung im Falle eines entmaterialisierten Verkaufs.

Wenn die Regierung von Anfang an beschlossen hat, auf die Ausübung ihres Rechts zu verzichten, informiert sie den mit dem Verkauf beauftragten beurkundenden Beamten spätestens vor dem Anfang der Versteigerung darüber.

Im Falle eines Wiederverkaufs infolge eines Übergebots wird dieselbe Notifizierung mindestens acht Tage im Voraus an die Regierung gerichtet, unter der Voraussetzung, dass diese nicht auf die Ausübung ihres Vorkaufsrechts verzichtet hat.

§ 5. Wenn der Verkauf im Falle eines "physischen" öffentlichen Verkaufs ohne die Möglichkeit eines Übergebots erfolgt, nachdem der Übernehmer, der nicht auf die Ausübung seines Rechts verzichtet hat, nach Abschluss der Gebotsabgabe gefragt wurde, ob er es wünscht, sein Vorkaufsrecht zu dem Preis des letzten Angebots auszuüben, und falls dieser ablehnt, abwesend ist oder schweigt, stellt der beurkundende Beamte vor der Versteigerung dem Beauftragten der Regierung der Wallonischen Region öffentlich dieselbe Frage. Dieser kann seine Antwort während eines Monats offen lassen.

Falls Letzterer ablehnt, abwesend ist oder schweigt, wird der Verkauf fortgesetzt.

Wenn der Übernehmer erklärt hat, dass er seine Antwort auf die Frage des beurkundenden Beamten offen lässt und er ihm nicht innerhalb von zehn Tagen ab der Versteigerung seine Zustimmung notifiziert hat oder er nicht seine Zustimmung durch eine Urkunde des beurkundenden Beamten gegeben hat, notifiziert Letzterer den Betrag des letzten Angebots der Wallonischen Region bei der Regierung (die nicht auf die Ausübung ihres Rechts verzichtet hat), die es innerhalb eines Monats nach seiner Notifizierung annehmen kann.

§ 6. Wenn der "physische" öffentliche Verkauf unter Vorbehalt der eventuellen Ausübung des Übergebotsrechts erfolgt, und wenn kein Übergebot vorliegt oder wenn das Übergebot vom beurkundenden Beamten abgelehnt wird und wenn der Übernehmer dem beurkundenden Beamten innerhalb der gesetzlichen Frist seine Zustimmung nicht notifiziert hat, notifiziert der beurkundende Beamte den Betrag des letzten Angebots der Wallonischen Region bei der Regierung, die nicht auf ihr Vorzugsrecht verzichtet hat.

Die Wallonische Region kann über ihre Regierung innerhalb von zwei Monaten ab der Notifizierung ihr Vorkaufsrecht ausüben.

Wenn es sich um Güter handelt, auf die der Übernehmer kein Vorkaufsrecht hat, wird der oben erwähnte Antrag unmittelbar an den Beauftragten der Wallonischen Region gerichtet.

Bei einem gültigen Übergebot wird gemäß Paragraf 5 vorgegangen.

§ 7. Im Falle eines entmaterialisierten Verkaufs und unter der Voraussetzung, dass der Übernehmer und die Wallonische Region vor dem Abschluss der Gebotsabgabe nicht auf ihr Vorkaufsrecht verzichtet haben, führt der beurkundende Beamte die Versteigerung durch unter der aufschiebenden Bedingung der Nichtausübung dieses Rechts.

In diesem Fall verfügt der Übernehmer über eine Frist von zehn Tagen und die Wallonische Region über eine Frist von zwei Monaten ab dem Datum der Zustellung eines Auszugs aus der von dem beurkundenden Beamten erstellten Zuschlagsurkunde, um Letzteren über seinen / ihren Beschluss zu informieren, an die Stelle des letzten Anbieters zu treten.

In dem Auszug werden der Tag des Zuschlags, der Vergabepreis und der Name des beurkundenden Beamten angegeben.

Die Zustimmung des Übernehmers hat Vorrang vor derjenigen des Beauftragten der Wallonischen Region.

§ 8. Im Falle eines Verkaufs unter Missachtung des Vorkaufsrechts der Wallonischen Region kann diese verlangen, entweder die Rechte des Käufers zu übernehmen, oder vom Verkäufer die Auszahlung einer Entschädigung zu erhalten, deren Betrag sich auf zwanzig Prozent des Verkaufspreises beläuft. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 4. November 1969 über den Landpachtvertrag betreffend die Missachtung des Vorkaufsrechts des Übernehmers sind anwendbar.

§ 9. Die in dem vorliegenden Artikel vorgesehenen Notifizierungen werden unter Gefahr der Nichtigkeit entweder mittels Zustellung durch Gerichtsvollzieher, auf elektronische Weise gemäß den Artikeln D.61 bis D.63, oder durch jedes andere Mittel, durch das einer in den Artikeln D.15 und D.16 erwähnten Unterlage ein sicheres Datum verliehen werden kann, mitgeteilt. Wenn der beurkundende Beamte ein Notar mit Amtssitz in Belgien ist, kann die Regierung bestimmen, dass die Notifizierung ausschließlich auf elektronische Weise stattfindet."

**Art. 347** - In Artikel D.361 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 16. Juli 2015, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1 wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 4 wird durch das Folgende ersetzt:

"4° die Beträge aus Vergleichsverfahren oder die administrativen Geldbußen, die wegen Verstößen gemäß Artikel D.397 § 4 erhoben wurden;"

b) Ziffer 5 wird durch das Folgende ersetzt:

"5° die in Anwendung von Artikel D.358 § 8 erhaltenen Entschädigungen;"

c) Ziffer 6 wird durch Folgendes ersetzt:

"6° die Einnahmen aus der Zuweisung, im Rahmen einer Bodenumgestaltung, der in Anwendung von Artikel D.288 § 2 Absatz 3 von der Wallonischen Region erworbenen landwirtschaftlichen Immobiliengüter;"

d) der Artikel wird um die Paragraphen 7 und 8 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"7° die Einnahmen aus der Übernahme der Beträge, die in Anwendung von Artikel D.288 § 5 der Hinterlegungs- und Konsignationskasse überwiesen worden sind, falls diese Gelder innerhalb von zwanzig Jahren nach ihrer Hinterlegung nicht zurückgefordert worden sind;

8° die Einnahmen aus den Debetsalden, die die Betroffenen in Anwendung der Artikel D.297, D.298, D.305, D.306, D.348 und D.349 den Flurbereinigungs- oder Bodenordnungsausschüssen schulden, sowie aus den jährlichen Tilgungsraten der Schuldner, die eine Staffelung ihrer Zahlungen beanspruchen konnten." ;

2° Paragraf 2 wird durch das Folgende ersetzt:

“§ 2. Die Geldmittel des Fonds dienen zu folgenden Zwecken:

1° der Anschaffung und Verwaltung von landwirtschaftlichen Immobiliengütern;

2° den Ausgaben, die sich aus der Zuweisung von landwirtschaftlichen Immobiliengütern an die Wallonische Region im Rahmen einer Bodenumgestaltung, in Anwendung von Artikel D.288 § 2 Absatz 6, ergeben.

3° den Ausgaben jeglicher Art in Verbindung mit der Entwicklung des Fonds, einschließlich der Ausgaben für eventuell von spezifischem Personal oder von Drittpersonen durchgeführten bzw. entstandenen Dienstleistungen, Personalkosten, Betriebs- und Investitionskosten;

4° der Zahlung der Kreditsalden, die den Betroffenen in Anwendung der Artikel D.297, D.298, D.305, D.306, D.348 und D.349 geschuldet werden.“.

**Art. 348** - Artikel D.363 desselben Gesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.363 - Die Regierung bestimmt:

1° die Zielsetzungen eines dreijährigen Agrarforschungsplans;

2° die Bewertungskriterien im Bereich der Agrarforschung.“.

**Art. 349** - Artikel D.366 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 2 wird der Satz “Dieses Zentrum wird in die in Artikel 1 des Gesetzes vom 6. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses angeführten Einrichtungen der Kategorie A eingestuft.“ durch folgenden Satz ersetzt: “Dieses Zentrum wird in die in dem Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten angeführten Einrichtungen des Typs 1 eingestuft.“;

2° in Absatz 3 werden die Wörter “dieses Gesetzes“ durch die Wörter “dieses Dekrets“ ersetzt.

**Art. 350** - Artikel D.367 § 2 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 1 werden die Wörter “den Entwurf eines dreijährigen Forschungsprogramms“ durch die Wörter “den Entwurf eines dreijährigen Agrarforschungsplans“ ersetzt;

b) in Ziffer 5 werden die Wörter “die Möglichkeit der Übertragung“ durch “die Übertragung“ ersetzt;

c) Ziffer 6 wird durch Folgendes ersetzt:

“6° unter der Koordinierung der Verwaltung, zu deren Zuständigkeitsbereich die Verbreitung der wissenschaftlichen Kenntnisse gehört, an der Verbreitung der Forschungsergebnisse in Zusammenarbeit mit den Pilotzentren, den landwirtschaftlichen Verbänden und allen Begleitstrukturen für Landwirte teilzunehmen;“;

d) er wird um eine Ziffer 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“7° die Koordination der bezuschussten Aktivitäten der Pilotzentren gewährleisten“.

**Art. 351** - Artikel D.372 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

**Art. 352** - Artikel D.373 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

**Art. 353** - In Artikel D.374 Absatz 1 desselben Gesetzbuches werden die Wörter “Übertragungen und“ gestrichen.

**Art. 354** - Artikel D.375 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 werden die Wörter “Periodenrechnungen und“ gestrichen;

3° die Paragraphen 2 und 3 werden aufgehoben.

**Art. 355** - Artikel D.376 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

**Art. 356** - Artikel D.379 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird um eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“5° dem strategischen Ausschuss für die Landwirtschaft Kenntnisse und Ermessenselemente zur Verfügung stellen, um ihn bei seinen Aufgaben zu unterstützen.“.

**Art. 357** - In Titel XII Kapitel III Abschnitt 2 desselben Gesetzbuches wird ein Unterabschnitt 1/1 mit folgender Überschrift eingefügt: “Unterabschnitt 1/1 - Die regionalen Referenz- und Versuchszentren“.

**Art. 358** - In den durch Artikel 357 eingefügten Unterabschnitt 1/1 wird ein Artikel D.386/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.386/1 - § 1. Die Regierung kann Landwirte als regionalen Referenz- und Versuchszentren genehmigen und bezuschussen.

Die Regierung kann die Liste der zugelassenen regionalen Referenz- und Versuchszentren veröffentlichen.

Die Regierung kann die Anzahl der regionalen Referenz- und Versuchszentren einschränken.

§ 2. Die Regierung lässt regionale Referenz- und Versuchszentren nach von ihr bestimmten Kriterien zu, wenn diese Zentren innovative Aktivitäten in Verbindung mit mindestens einem der folgenden Themen durchführen:

1° Experimentarbeiten unter Praxisbedingungen zur Bestätigung der Ergebnisse der Grundlagen- und angewandten Forschung;

2° Untersuchung der Anwendungsmöglichkeiten von neuen Anbautechniken und Verbesserung bestehender Verfahren;

3° neue und bereits bestehende Produktionen;

4° wirtschaftliche Aspekte der Spekulationen und technische Verfahren in den Betrieben;

5° Möglichkeiten der Neuorientierung von bestimmten Betriebskategorien;

6° Verbreitung der Ergebnisse ihrer Experimentarbeiten und Mitteilung ihrer Erfahrungen.“.

**Art. 359** - In denselben Unterabschnitt 1/1 wird ein Artikel D.386/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.386/2 - Die Regierung bestimmt die Höhe und die Gewährungsbedingungen der Zuschüsse an die regionalen Referenz- und Versuchszentren gemäß den in den Artikeln D.11 bis D.14 vorgesehenen Modalitäten.



Der Bezuschussungssatz beträgt mindestens zehn Prozent der Verwaltungskosten und darf diese nicht überschreiten.

Die Regierung kann die Zusammensetzung der in Absatz 2 erwähnten Verwaltungskosten bestimmen.“.

**Art. 360** - In Artikel D.396 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 23. März 2017, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Ziffer 2 werden die Wörter "ein Qualitätszeichen" durch "ein Qualitätszeichen oder einen Qualitätshinweis" ersetzt;

b) er wird um die Ziffern 5 bis 8 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

5° der anlässlich eines Antrags auf Gewährung oder Erhaltung einer kraft des vorliegenden Gesetzbuches vorgesehenen Subvention, Entschädigung, Beihilfe oder Zulage wissentlich und künstlich die erforderlichen Bedingungen geschaffen hat;

6° der anschließend auf einen in Ziffer 5 erwähnten Antrag eine kraft des vorliegenden Gesetzbuches vorgesehene Subvention, Entschädigung, Beihilfe oder Zulage bezogen und behalten hat;

7° der die Erklärung gemäß den kraft des vorliegenden Gesetzbuches oder seiner Ausführungserlasse vorgesehenen Bestimmungen nicht gemacht hat, eine Subvention, Entschädigung, Beihilfe oder Zulage jedoch ganz oder teilweise bezogen und behalten hat, wobei er wusste, der er kein oder nur teilweise Anrecht darauf hat;

8° der die Bestimmungen in Bezug auf die Zahlung der Milch nicht einhält, obwohl sie auf ihn anwendbar sind.“.

**Art. 361** - Artikel D.397 § 1 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 5 werden die Wörter "ein Qualitätszeichen bzw. eine Qualitätsbezeichnung" durch "ein Qualitätszeichen, einen Qualitätshinweis bzw. eine Qualitätsbezeichnung" ersetzt;

b) es wird eine Ziffer 7 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

7° der die Bestimmungen in Bezug auf die Kontrolle der Zusammensetzung der Milch nicht einhält, obwohl sie auf ihn anwendbar sind.“.

**Art. 362** - In Artikel D.398 § 1 Ziffer 1 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "einen Qualitätshinweis" zwischen die Wörter "ein Gütezeichen," und "ein Etikett" eingefügt.

**Art. 363** - In Artikel D.426 § 2 Ziffer 4 desselben Gesetzbuches wird "D.223" durch "D.218" ersetzt.

**Art. 364** - In dem Anhang zu demselben Gesetzbuch, abgeändert durch das Dekret vom 23. März 2017, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die zweite Sparte, die der Nummer 9 der ersten Sparte entspricht, wird um die folgenden Kategorien ergänzt " , 6, 7";

2° die zweite Sparte, die der Nummer 15 der ersten Sparte entspricht, wird um die folgende Kategorie ergänzt " , 4";

3° in der ersten Sparte wird eine Ziffer 25 hinzugefügt, der in der zweiten Sparte die folgenden Kategorien entsprechen: "1°, 4°, 5";

4° in der ersten Sparte wird eine D.37 § 4 hinzugefügt, der in der zweiten Sparte die folgenden Kategorien entsprechen: "1, 4, 5, 6, 7 und 8";

5° in der ersten Sparte wird eine D.37 § 5 hinzugefügt, der in der zweiten Sparte die folgenden Kategorien entsprechen: "1, 2, 4, 5";

6° in der ersten Sparte wird eine D.37 § 6 hinzugefügt, der in der zweiten Sparte die folgenden Kategorien entsprechen: "4, 5";

**Art. 365** - In den Artikeln D.261 § 2 Ziffer 3, D.262 § 2 Ziffer 3, D.284 § 5, D.287 Absatz 5, D.297 Absatz 6, D.298 § 5 Absatz 5, D.299 Absatz 2, D.305 § 2, D.306 Absatz 4, D.314 Absätze 1 und 4, D.315, D.319 Absatz 2, D.323 § 4, D.325 §§ 1 und 4, D.327 Absatz 1, D.349 Absätze 1 und 4, D.350 Absatz 3, D.355 § 3 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "Immobilienwerbskomitee" jeweils durch "Erwerbskomitee" ersetzt.

#### *Abschnitt 2 - Bestimmungen zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches*

**Art. 366** - Der durch das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft abgeänderte Anhang V des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 1 wird das Wort "Umlegungsplan" durch das Wort "Bodenordnungsplan" ersetzt;

b) Ziffer 2 wird durch das Folgende ersetzt:

"2. Der Lageplan des öffentlichen Eigentums nach den Artikeln D.295/1, D.324 und D.349/1";

c) die durch das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft aufgehobene Ziffer 4 wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"4. Der in Artikel D.346 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft erwähnte Plan des gütlichen Bodenordnungsverfahrens." ;

d) die durch das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft aufgehobene Ziffer 5 wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"5. Das in Artikel D.273 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft erwähnte Bodenordnungsprogramm.“.

#### *Abschnitt 3 - Verschiedene Bestimmungen*

**Art. 367** - Die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge je nach den Erzeugnissen oder Gruppen von Erzeugnissen, die in Ausführung von Artikel 24 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Förderung der Landwirtschaft und zur Entwicklung von qualitativ differenzierten Agrarprodukten verabschiedet wurden, werden ab der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets bestätigt und bleiben auf die Wallonische Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft ("Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité") anwendbar.

**Art. 368** - Die Beträge der dem Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Erzeugnisse geschuldeten Gebühren und Vergütungen, in Anwendung des Erlasses vom 19. Oktober 2017 zur Festlegung der Gebühren und Vergütungen, die für die Durchführung der im Zusammenhang mit der Kontrolle der Erzeugung und des Inverkehrbringens des Saat- und Pflanzguts getroffenen Maßnahmen geschuldet werden, werden bestätigt.

**Art. 369** - Die Beträge der Beiträge zugunsten des Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Erzeugnisse gemäß Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 über die Koexistenz genetisch veränderter, konventioneller und biologischer Kulturen werden bestätigt.

**Art. 370** - Artikel 37 des Gesetzes vom 5. Februar 1999 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen und über die Qualität der landwirtschaftlichen Erzeugnisse wird aufgehoben.

**Art. 371** - Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten, in seiner durch das Dekret vom 4. Mai 2017 abgeänderten Fassung, wird um eine Nr. 18 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"18° die Wallonische Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft ("Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité" - APAQ-W)".

**Art. 372** - Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, in seiner durch das Dekret vom 22. November 2016 abgeänderten Fassung, wird um eine Nr. 24 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"24° die Wallonische Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft ("Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité" - APAQ-W)".

**Art. 373** - Artikel 18 des Dekrets vom 23. März 2017 zur Aufnahme eines neuen Titels X/1 über die Beihilfen zur Behebung der durch landwirtschaftliche Naturkatastrophen verursachten Schäden in das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft wird in dem Sinne ausgelegt, dass das Dekret für jedes insgesamt nach dem 1. Juni 2017 stattgefundenen außergewöhnliche Klimaereignis in Kraft tritt.

KAPITEL XI — *Bestimmungen zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse*

**Art. 374** - In Artikel 5 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 4 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"In Abweichung von den Bestimmungen von Absatz 2 ist die Verwaltung oder die Gemeinde nicht verpflichtet, den Vermieter oder die Bewohner zu informieren, wenn die Untersuchung zur gesundheitlichen Zutraglichkeit auf Antrag der Staatsanwaltschaft stattfindet";

2° Absatz 5 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Bei fehlendem Einverständnis des oder der Bewohner, oder - wenn die Wohnung leerstehend ist - bei fehlendem Einverständnis des oder der Inhaber dinglicher Rechte haben die Beamten und Bediensteten der Verwaltung oder die zugelassenen Gemeindebediensteten nur aufgrund einer Genehmigung des Richters der Polizeigerichtes Zugang zur Wohnung."

**Art. 375** - In Artikel 13*bis* des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, eingefügt durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, werden die Wörter "und aus den administrativen Geldbußen nach Artikeln 13*ter*, 190 § 3 und 200*bis*" zwischen die Wörter "erwähnten Strafen" und "ergeben" eingefügt;

**Art. 376** - Artikel 14 § 2 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 1. Juni 2017 abgeänderten Fassung, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Zahlung der Mietbeihilfen erfolgt an dem von der Regierung festgelegten Datum".

**Art. 377** - Die Überschrift von Kapitel III wird wie folgt abgeändert: "Kapitel III - Beihilfen für juristische Personen, die keine Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes sind".

**Art. 378** - In Artikel 29 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 1. Juni 2017 abgeänderten Fassung, wird Paragraph 1 durch Folgendes ersetzt:

"Art. 29 - § 1. Außer wenn die geplante Maßnahme bereits Gegenstand einer Beihilfe oder eines Beihilfeantrags mit demselben Gegenstand ist, kann im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel einer juristischen Person eine Beihilfe gewährt werden für:

1° Maßnahmen, die darauf abzielen, Haushalten der Kategorien 1, 2 und 3 eine gemeinnützige Wohnung zur Verfügung zu stellen, die den aufgrund des vorliegenden Gesetzbuches festgelegten Bedingungen der gesundheitlichen Zutraglichkeit und Sicherheit genügt;

2° die Verbesserung der Energieeffizienz einer gemeinnützigen Wohnung;

3° den Erwerb von Grundstücken zwecks der Bildung von Bodenvorräten, die hauptsächlich zum Bau von Wohnungen bestimmt sind.

Die gemeinnützige Wohnung, für welche die in Absatz 1 genannte Beihilfe gewährt wurde, wird während mindestens dreißig Jahren dieser Zweckbestimmung ausgewiesen. In Abweichung von dem vorigen Absatz endet die Ausweisung der in Titel II Kapitel VI Abschnitt 2 sowie der in Titel III Kapitel VI genannten Wohnungen gleichzeitig mit der Übernahme der Verwaltung.

Abgesehen von den Eingliederungswohnungen, den Übergangswohnungen und den Wohnungen, deren Verwaltung einer Agentur für soziale Wohnungen oder einer Vereinigung zur Förderung des Wohnungswesens anvertraut wurde, wird die Verwaltung der in Absatz 2 genannten gemeinnützigen Wohnungen von der in dem betreffenden Gebiet zuständigen Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes nach den von der Regierung festgelegten Bedingungen wahrgenommen."

**Art. 379** - In Titel II desselben Gesetzbuches wird das durch das Dekret vom 1. Juni 2017 aufgehobene Kapitel IV mit den Artikeln 54 bis 78 in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"KAPITEL IV - Beihilfen für die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes

*Abschnitt 1 - Wohnbeihilfen*

## Unterabschnitt 1 - Kategorien von Beihilfen

Art. 54 - § 1. Die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft ("Société wallonne du Logement") kann jeder Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes eine Beihilfe gewähren, wenn sie eine oder mehrere gemeinnützige Wohnungen baut oder das Eigentum einer oder mehrerer Wohnungen erwirbt, um ihnen die Bestimmung als gemeinnützige Wohnung zu geben.

Die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft beteiligt sich an den Bau- oder Erwerbskosten.

§ 2. Die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft kann jeder Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes eine Beihilfe gewähren, wenn diese ein verbesserungsfähiges Gebäude erwirbt, enteignet oder Inhaber dinglicher Rechte an einem solchen Gebäude wird, um es zwecks der Schaffung einer oder mehrerer gemeinnützigen Wohnungen zu sanieren, umzugestalten oder anzupassen.

Die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft beteiligt sich an:

- 1° den Erwerbskosten der dinglichen Rechte am Gebäude;
- 2° den Sanierungs-, Umgestaltungs- oder Anpassungskosten.

Art. 55 - Die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft kann jeder Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes eine Beihilfe gewähren, wenn diese ein nicht verbesserungsfähiges Gebäude erwirbt, um es abzureißen und das frei gewordene Grundstück zum Bau von Wohnungen, und eventuell, innerhalb der von der Regierung festgelegten Begrenzungen, zum Bau von Anlagen gemeinschaftlichen Interesses, einschließlich der Elemente eines Fernwärmenetzes, die Bestandteil einer Gruppe von Wohnungen sind, zu bestimmen.

Die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft beteiligt sich an den Erwerbs- und Abbruchkosten des Gebäudes.

Art. 56 - § 1. Die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft kann jeder Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes eine Beihilfe gewähren, wenn diese eine Übergangswohnung schafft.

Dem mit der Beihilfe der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft geschaffenen Gebäude wird während eines Zeitraums von mindestens neun Jahren die Zweckbestimmung einer Übergangswohnung gegeben.

§ 2. Die Zurverfügungstellung einer Übergangswohnung wird mit einer Betreuung der Bewohner ergänzt. Diese Betreuung hat zum Zweck, den Umzug in eine feste Wohnung zu fördern.

Art. 57 - § 1. Die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft kann jeder Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes eine Beihilfe gewähren, wenn diese eine Eingliederungswohnung schafft.

Dem mit der Beihilfe der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft geschaffenen Gebäude wird während eines Zeitraums von mindestens neun Jahren die Zweckbestimmung einer Eingliederungswohnung gegeben.

§ 2. Die Zurverfügungstellung einer Eingliederungswohnung wird mit einer sozialen Betreuung der Bewohner ergänzt.

Art. 58 - (...)

Art. 59 - Die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft kann jeder Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes eine Beihilfe gewähren, wenn diese Grundstücke erwirbt, um Bodenvorräte zu bilden, die hauptsächlich zum Bau von Wohnungen bestimmt sind.

Art. 59bis - Die Regierung kann weitere Maßnahmen bestimmen, für welche die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes eine Beihilfe aufgrund außergewöhnlicher Ereignisse oder zwecks der Erhaltung und der Verbesserung der Wohnungen gewähren kann.

Art. 59ter - Die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft kann jeder Wohnungsgesellschaft öffentlichen Dienstes, die ein Immobiliengut verwaltet oder in Miete nimmt, um es unter den durch die Regierung festgelegten Bedingungen einem Haushalt der Kategorie 3, 2 oder 1 freizugeben, eine Beihilfe gewähren.

Unterabschnitt 2 - Gewährungsbedingungen und Berechnung der Beihilfen

Art. 60 - Die Empfänger der in Artikel 54 bis 58 erwähnten Beihilfen können allein oder mittels einer Vereinbarung mit einer juristischen Person öffentlichen bzw. privaten Rechtes handeln.

Art. 61 - Die Regierung legt die Bedingungen für die Gewährung der im vorliegenden Abschnitt erwähnten Wohnbeihilfen fest, gegebenfalls in Abweichung von den Bestimmungen des Dekrets vom 15. März 2018 über den Wohnmietvertrag.

Diese Bedingungen betreffen:

- 1° den höchsten Selbstkostenpreis der Wohnung;
- 2° den spätesten Termin, an dem die Wohnung fertig sein muss;
- 3° die Normen, denen die Wohnungen genügen müssen;
- 4° die Zulassung der Miet- oder Wohnbewerber;
- 5° das Verfahren für die Berechnung des Mietzinses der vermieteten Wohnungen oder der Zulage für Wohnungen, die Gegenstand einer Vereinbarung zur prekären Bewohnung sind, unter Berücksichtigung insbesondere der Einkünfte und Familienlasten der Mieter oder Bewohner, sowie der Wohnqualität und des Alters dieser Wohnungen;
- 6° die Bestimmungen bezüglich des Mietvertrags oder der Vereinbarung zur prekären Bewohnung, insbesondere was die Dauer des Mietvertrags oder der Vereinbarung, die Kündigungsfristen, die Gebühren und Nebenkosten, die Mietgarantie und die Strafen bei Missachtung der Bestimmungen zur Regelung der Mietordnung betrifft;
- 7° die Möglichkeit, dass der Mieter oder der Bewohner die von ihm gemietete bzw. bewohnte Wohnung erwirbt;
- 8° die Dauer der Zweckbestimmung der Wohnung sowie die Aufrechterhaltung dieser Zweckbestimmung bei einer Eigentumsübertragung;
- 9° ggf. die Übereinstimmung der Maßnahme mit den von der Regierung genehmigten, in Artikel 189 § 3 erwähnten Programmen, und mit den in Artikel 190 § 1 erwähnten Beschlüssen der Regierung;
- 10° ggf. den Standort der Maßnahme.

Art. 62 - § 1. Die Wohnbeihilfen werden in der Form von Zuschüssen oder von rückzahlbaren Vorschüssen gewährt. Sie haben unter anderem die Form einer Mietzulage für eine Wohnung, die gemäß Artikel 59ter verwaltet oder gemietet wird.

§ 2. Die Regierung bestimmt das Verfahren zur Berechnung der Beihilfe unter Berücksichtigung der Zweckbestimmung der mit der Beihilfe geschaffenen Wohnung, des Standortes des Gebäudes, des Umfangs der ausgeführten Arbeiten, des von der Regierung festgelegten Verkaufswertes des Gebäudes nach Gutachten des Immobilienerwerbskomitees, des Enehmers des Registrierungsamtes, in dessen örtlichem Zuständigkeitsbereich das Immobiliengut gelegen ist, eines Notars, eines in dem Verzeichnis des föderalen Rats der Landmesser-Gutachter eingetragenen Landmesser-Gutachters oder eines im Verzeichnis der Architektenkammer eingetragenen Architekten.

Für die Gewährung der in Artikel 59<sup>ter</sup> erwähnten Beihilfe berücksichtigt die Regierung ebenfalls die Größe der Wohnung und das Einkommen des Haushalts bei der Festsetzung des Berechnungsverfahrens der Beihilfe.

Art. 63 - Die Regierung bestimmt das Verfahren zur Berechnung des Betrags, der bei Missachtung der Gewährungsbedingungen der Beihilfe vom Empfänger zurückzuzahlen ist.

Dabei berücksichtigt die Regierung den Zeitraum, in dem die Bedingungen erfüllt worden sind.

Art. 63<sup>bis</sup> - Innerhalb der Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel ist die Wallonische Regierung ermächtigt, für die von dem Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten gewährten Darlehen eine Bonifikation zu gewähren, um den Zinssatz dieser Darlehen auf 0 % zurückzubringen.

#### Unterabschnitt 3 - Verfahren

Art. 64 - Unbeschadet von Absatz 2 werden die Anträge auf eine Beihilfe an die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft gerichtet. Diese bestätigt den Empfang der Akte innerhalb von fünfzehn Tagen nach deren Eingang und verlangt ggf. jegliche zur Ergänzung der Akte notwendige Unterlage.

Falls nötig legt die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft die Akten bezüglich der Anträge auf Beihilfen für Rechnung und auf schriftlichen Antrag der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes an, die bestimmte Maßnahmen durchführen, die sich aus den von der Regierung genehmigten, in Artikel 189 § 3 erwähnten Programmen und aus den in Artikel 190 § 1 erwähnten Beschlüssen der Regierung ergeben.

Art. 65 - Falls der ursprüngliche Zustand des Gebäudes eine Bedingung für die Gewährung der Beihilfe ist, erstellt die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft einen Bericht über die gesundheitliche Zuträglichkeit.

Art. 66 - (...)

Art. 67 - Die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft kann aufgrund der Artikel 61 bis 63 und auf der Basis des in Artikel 65 erwähnten Berichts über die gesundheitliche Zuträglichkeit die Beihilfe gewähren.

Art. 68 - Die Regierung bestimmt die Bedingungen und die Modalitäten für die Durchführung des vorliegenden Unterabschnitts.

### Abschnitt 2 - Ausstattungsbeihilfen

#### Unterabschnitt 1 - Ausstattungsbeihilfen

Art. 69 - § 1. Wenn eine Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes eine Gruppe von gemeinnützigen Wohnungen, gleichgestellten gemeinnützigen Wohnungen, Durchschnitts-, Eingliederungs- oder Übergangswohnungen schafft, kann die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft die folgenden Lasten übernehmen:

1° die Ausstattungskosten für das Straßen- und Wegenetz, die Kanalisationen, die Straßenbeleuchtung, das Wasserversorgungsnetz, die Gestaltung der gemeinsamen Zugänge sowie die Kosten für das Anbringen solcher Ausstattungen;

2° die Kosten für die Aufbesserung und Neueinrichtung der gemeinsamen Ausstattungen oder die Anlage der Zugänge, die früher nicht der Gemeinde abgetreten worden sind;

3° die Kosten für die zusätzlichen Anlagen gemeinschaftlichen Interesses, die ein integrierender Bestandteil der Gruppe sind;

4° die Kosten der Elemente eines Fernwärmenetzes, die die Gruppe von Wohnungen versorgt.

§ 2. Die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes können allein oder im Rahmen einer Partnerschaftvereinbarung mit einer anderen juristischen Person handeln.

Art. 70 - Unter Schaffung einer Gruppe von Wohnungen im Sinne von Artikel 69 versteht man einen bzw. mehrere der folgenden Vorgänge:

1° Umgestaltung eines Gebäudes;

2° Anpassung oder Sanierung einer verbesserungsfähigen Wohnung;

3° Abbruch einer nicht verbesserungsfähigen Wohnung und Neubau einer Wohnung auf dem frei gewordenen Grundstück;

4° Bau einer Wohnung;

5° Erwerb eines zu Wohnzwecken bestimmten Gebäudes, das noch nie bewohnt worden ist, oder das nicht fertiggebaut worden ist;

6° Erschließung von Grundstückspartellen, damit Privatpersonen ein dingliches Recht an einer dieser Partellen erwerben können, um dort eine Wohnung zu bauen bzw. für ihre Rechnung bauen zu lassen, oder um aufgrund einer mit einem Privatunternehmen abgeschlossenen Vereinbarung das Eigentum dieser Wohnung zu erwerben, unabhängig der Art oder der Rechtsnatur dieser Vereinbarung;

7° Wiederinstandsetzung eines bebauten Grundstücks, hauptsächlich um dort Wohnungen zu sanieren oder zu schaffen.

Art. 71 - Auf Antrag der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes kann die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft für Rechnung dieser Gesellschaften Ausstattungs-, Aufbesserungs- oder Einrichtungsarbeiten ausführen lassen.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen für das Eingreifen der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft.

#### Unterabschnitt 2 - Gewährungsbedingungen und Berechnung der Beihilfen

Art. 72 - Die Regierung bestimmt:

1° die verhältnismäßige Anzahl der gemeinnützigen Wohnungen, gleichgestellten gemeinnützigen Wohnungen, Eingliederungs- und Übergangswohnungen;

2° die Anzahl und Größe der betroffenen Grundstückspartellen;

3° die Bedingungen, die die gebauten bzw. zu bauenden Wohnungen erfüllen müssen;

4° die Bedingungen für den Verkauf, die Vermietung oder die Bewohnung;

5° die Termine für die Durchführung des im vorliegenden Abschnitt erwähnten Vorgangs;

6° ggf. Bedingungen bezüglich der Übereinstimmung der Maßnahme mit den von der Regierung genehmigten, in Artikel 189 § 3 erwähnten Programmen, und mit den in Artikel 190 § 1 erwähnten Beschlüssen der Regierung ;

7° ggf. die Bedingungen bezüglich des Standortes der Gruppen.

Art. 73 - Die Regierung bestimmt den Satz des Zuschusses unter Berücksichtigung:

1° der Art der ausgeführten Arbeiten;

2° der Zweckbestimmung der Ausstattungen;

3° ggf. des Standortes der Gruppen.

Art. 74 - § 1. Die Regierung bestimmt das Verfahren zur Berechnung des Betrags, der bei Missachtung der Gewährungsbedingungen der Beihilfe vom Empfänger zurückzuzahlen ist.

Dabei berücksichtigt die Regierung den Zeitraum, in dem die Bedingungen erfüllt worden sind.

§ 2. Wenn eine Parzelle nicht innerhalb der von der Regierung festgelegten Frist von einer Privatperson bebaut worden ist, übt der Empfänger gemäß den Artikeln 1660 bis 1672 des Zivilgesetzbuches ein Wiederkaufsrecht an dieser Parzelle aus zum Preis, der vom Erwerber gezahlt worden war. In Ermangelung dessen zahlt er die Beihilfe gemäß § 1 zurück.

Art. 75 - § 1. Die in Artikel 69 § 1 Ziffer 1 und 2 erwähnten Ausstattungen und Einrichtungen, mit Ausnahme der gemeinsamen Zugänge, werden der Gemeinde unentgeltlich übertragen in dem Zustand, in dem sie sich befinden, und werden in das Gemeindegewernetz eingegliedert.

Diese Übertragung erfolgt von Amts wegen am Tag der Unterzeichnung des Protokolls der endgültigen Abnahme.

Die im vorigen Absatz erwähnten gemeinsamen Zugänge werden der Gemeinde übertragen, wenn diese es wünscht, in dem Zustand, in dem sie sich befinden, und werden in das Gemeindegewernetz eingegliedert. Diese Übertragung erfolgt nur bis zur Höhe des regionalen Zuschusses unentgeltlich. Für das Übrige wird der Übertragungswert zwischen der Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes und der Gemeinde durch Vereinbarung bestimmt.

§ 2. Die Gemeinde wird an der Aufsicht über die Arbeiten beteiligt und wird ersucht, der vorläufigen und endgültigen Abnahme beizuwohnen.

Unterabschnitt 3 - Verfahren

Art. 76 - Unbeschadet von Absatz 2 werden die Anträge auf eine Beihilfe an die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft gerichtet. Diese bestätigt den Empfang der Akte innerhalb von fünfzehn Tagen nach deren Eingang und verlangt ggf. jegliche zur Ergänzung der Akte notwendige Unterlage.

Falls nötig legt die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft die Akten bezüglich der Anträge auf Beihilfen für Rechnung und auf schriftlichen Antrag der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes an, die bestimmte Maßnahmen durchführen, die sich aus den von der Regierung genehmigten, in Artikel 189 § 3 erwähnten Programmen und aus den in Artikel 190 § 1 erwähnten Beschlüssen der Regierung ergeben.

Art. 77 - (...)

Art. 78 - Die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft kann unter Beachtung des Unterabschnitts 2 des vorliegenden Abschnitts den Zuschuss gewähren.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen und die Modalitäten für die Durchführung des vorliegenden Unterabschnitts.“.

Die durch das Dekret vom 1. Juni 2017 aufgehobenen Artikel 54 bis 78 desselben Gesetzbuches werden in ihrer Fassung vor dieser Aufhebung wiederhergestellt.

**Art. 380** - In Artikel 80 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2017, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1 Ziffer 3 wird durch das Folgende ersetzt:

“3° eine Wohnung, für welche der während eines Zeitraums von mindestens zwölf aufeinanderfolgenden Monaten aufgrund einer Verbrauchsabrechnung und der Zählernummern bestimmte bzw. aufgrund des verfügbaren Zählerstands geschätzte Wasser- oder Stromverbrauch unter dem von der Regierung festgesetzten Mindestverbrauch liegt.

Die Betreiber des öffentlichen Dienstes der Wasserversorgung, die gemäß dem Dekret vom 27. Mai 2004 über das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, handeln, und die in Anwendung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts in der Wallonischen Region bezeichneten Verwalter der Verteilernetze sind verpflichtet, der Verwaltung mindestens einmal im Jahr die ausführliche Liste der Wohnungen, für welche der Wasser- oder Stromverbrauch unter dem von der Regierung festgesetzten Mindestverbrauch liegt, nach den von ihr festgelegten Modalitäten zu übermitteln.

Werden in der Liste angegeben: die Adresse der Wohnung, der während eines Zeitraums von mindestens zwölf aufeinanderfolgenden Monaten aufgrund einer Verbrauchsabrechnung und der Zählernummern bestimmte oder aufgrund des verfügbaren Zählerstands geschätzte Wasser- und/oder Stromverbrauch.

Die Regierung erlässt die Dauer der Datenspeicherung, die zur Erfüllung der verfolgten Ziele notwendig ist.

Die Regierung und die Gemeindegemeinschaften führen und aktualisieren die Liste ihrer Bediensteten, denen der Zugang zu den von dem Öffentlichen Dienst der Wallonie übermittelten Daten erlaubt wird. Jede betroffene Gemeindedienststelle hat nur Zugang zu den Daten bezüglich der Wohnungen, die auf ihrem Gemeindegebiet gelegen sind. Die regionalen und kommunalen Bediensteten wahren die Vertraulichkeit der übermittelten Daten;“;

2° in Paragraf 1 Absatz 2 werden die Wörter “ Absatz 2” durch die Wörter “Absatz 1” ersetzt.

**Art. 381** - In dem durch das Dekret vom 1. Juni 2017 eingefügten Artikel 82/1 Absatz 2 desselben Gesetzbuches werden die Wörter “in Absatz 1 erwähnten Mitteilung” durch die Wörter “in Artikel 81 Absatz 1 erwähnten Mitteilung” ersetzt.

**Art. 382** - In Artikel 85ter § 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2017, wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

“Wenn die Gemeinde über keine Steuerverordnung über die leer stehenden Wohnungen verfügt, stellt das Erhalten einer leer stehenden Wohnung im Sinne von Artikel 80 für den Inhaber eines dinglichen Hauptrechts einen verwaltungsrechtlichen Verstoß dar.“.

**Art. 383** - In Artikel 85<sup>ter</sup> § 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2017, werden die Absätze 1 bis 3 von Paragraph 4 durch Folgendes ersetzt:

„Der in Paragraph 1 genannte Verstoß wird mit einer administrativen Geldbuße geahndet, die sich auf einen Betrag zwischen 500 und 12.500 Euro pro Wohnung und pro Zeitraum von 12 Monaten des Leerstands ohne nachgewiesene Unterbrechung von mindestens drei Monaten beläuft. Die Regierung bestimmt den Betrag der administrativen Geldbuße auf der Grundlage der Art des festgestellten Verstoßes gemäß Paragraph 1, sowie deren Berechnungsverfahren.“

**Art. 384** - Artikel 88 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

- in Paragraph 1 wird Ziffer 9 gestrichen;

- in Paragraph 3 Absatz 3 werden die Wörter „diese Aufgabe zu erfüllen“ durch folgende Wörter ersetzt: „ihre Immobilienprojekte nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten umzusetzen“.

**Art. 385** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel 103<sup>bis</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 103<sup>bis</sup> - Um den Anforderungen in Verbindung mit den Fristen und Fälligkeiten zu genügen, kann der Verwaltungsrat einige seiner kraft des vorliegenden Gesetzbuches und seiner Ausführungserlasse festgelegten Befugnisse einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern übertragen. Auf der ersten folgenden Sitzung wird der Verwaltungsrat über die gefassten Beschlüsse informiert.“

**Art. 386** - In Artikel 107 desselben Gesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 15. Mai 2003 und 23. November 2006 abgeänderten Fassung, werden die Wörter „, wobei sie gegebenenfalls ermächtigt werden, ihre Befugnisse weiterzüübertragen.“ nach den Wörtern „die folgenden Funktionen aus“ eingefügt.

**Art. 387** - In demselben Gesetzbuch wird Artikel 107, abgeändert durch die Dekrete vom 15. Mai 2003 und 23. November 2006, dessen heutiger Wortlaut zum Paragraphen 1 wird, um einen Paragraphen 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 2. Der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor können bestimmte kraft des vorliegenden Gesetzbuches und seiner Ausführungserlasse festgelegte Befugnisse Bediensteten der Gesellschaft übertragen, die über den Grad des Direktors oder einen höheren Grad verfügen. Letztere können diese Befugnisse einem Bediensteten der Dienststufe A weiterübertragen, wenn sie abwesend, auf Urlaub oder verhindert sind.“

Unbeschadet von besonderen Befugnisübertragungen wird der Generaldirektor oder der beigeordnete Generaldirektor, wenn er abwesend, auf Urlaub oder verhindert ist, von dem Bediensteten mit dem höchsten Dienstrang und mit dem höchsten Alter im Dienstrang ersetzt.“

**Art. 388** - In Artikel 113 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 werden die Wörter „fünf Mitgliedern“ durch die Wörter „sechs Mitgliedern“ ersetzt; in Ziffer 1 wird das Wort „drei“ durch „vier“ ersetzt;

b) in Absatz 3 wird Ziffer 5 durch Folgendes ersetzt:

„5° einem Mitglied der Zelle für finanzielle Informationen.“

**Art. 389** - In Artikel 114 Absatz 2 desselben Gesetzbuches werden die Wörter „und die Entlohnung seiner Mitglieder“ gestrichen.

**Art. 390** - In Artikel 131 desselben Gesetzbuches wird Ziffer 3 durch Folgendes ersetzt:

„3° den Verkauf:

a) von Immobilien, die in ihrem Besitz sind;

b) von Wohnungen, die vermietet werden oder Gegenstand einer Freigabe zur Vermietung gewesen sind, die in ihrem Besitz sind, und die Gegenstand einer aufgrund des vorliegenden Gesetzbuches gewährten öffentlichen Beihilfe gewesen sind, und auf einem Grundstück gelegen sind, das Eigentum der Gesellschaft ist.

Dieser Verkauf erfolgt unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen auf Vorschlag der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft.

Diese Bedingungen betreffen:

- die Mindestdauer der öffentlichen Ausweisung;

- die Modalitäten der Festlegung des Verkaufspreises;

- die den Kaufkandidaten auferlegten Verpflichtungen;

- die Finanzlage der Gesellschaft;

- die Mindestwohndauer für den Mieter-Kaufkandidaten;

- den Prozentsatz öffentlicher Wohnungen in der Gemeinde, in der sich das Gut befindet;

- die von der Region für die Wiederherstellung des Vermögens gewährten Beihilfen;

- die vorherige Bereinigung der eventuellen Schulden, die der Mieter-Kaufkandidat der Gesellschaft gegenüber hätte;

- ggf. die Bildung eines Miteigentums.“

**Art. 391** - In Artikel 132 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2017, wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

„Die Anzahl Wohnungen, die auf diese Weise in Miete genommen werden können, ist auf 5 % des Vermögens der öffentlichen Wohnungsbaugesellschaft, unter den von ihr auf der Grundlage von ordnungsgemäß begründeten Kriterien festgelegten Wohnungen begrenzt.“

Bei diesem Prozentsatz werden die im Rahmen eines spezifischen Projekts vereinbarungsgebundenen, von der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft genehmigten Wohnungen nicht berücksichtigt.

Auf Vorschlag der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft bestimmt die Regierung die Bedingungen für die Vermietung dieser Wohnungen.“

**Art. 392** - In Artikel 133 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2017, wird Paragraph 2 durch Folgendes ersetzt:

"Nach vorheriger Genehmigung der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft kann die Gesellschaft mit einer oder mehreren Gesellschaften, einer öffentlichen Behörde, einer Einrichtung mit sozialem Zweck, einer Einrichtung für sozial-berufliche Eingliederung, einem Zentrum für die sozial-berufliche Eingliederung Vereinbarungen in Bezug auf die Verwirklichung ihres sozialen Zwecks abschließen. Ausgeschlossen davon sind alle Vereinbarungen, deren Zweck darin besteht, zu Wohnzwecken bestimmte Immobiliengüter zur Verfügung zu stellen.

Auf Vorschlag der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft bestimmt die Regierung die Bedingungen für die Zurverfügungstellung dieser Wohnungen."

**Art. 393** - In Artikel 164 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2017, wird Paragraph 1 Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Die Gesellschaft übermittelt der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft binnen 15 Tagen nach ihrer Annahme die Beschlüsse und die dies betreffenden Belege über die Vergabe von öffentlichen Bauarbeiten, deren Betrag den Schwellenwert nach Artikel 11 Absatz 1 Ziffer 2 des Königlichen Erlasses vom 18. April 2017 über die Vergabe öffentlicher Aufträge in den klassischen Bereichen erreicht oder übertrifft, sowie diejenigen über die Vergabe von öffentlichen Liefer- und Dienstleistungsaufträgen, deren Betrag den Schwellenwert nach Artikel 92 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge erreicht oder übertrifft, dies für alle Lose und über die ganze Dauer des Auftrags."

**Art. 394** - In Artikel 166 § 1 Ziffer 4 desselben Gesetzbuches werden die durch das Dekret vom 1. Juni 2017 aufgehobenen Wörter "und dem Gemeinwohl" nach den Wörtern "der Dienstordnung" wieder eingefügt.

**Art. 395** - In Artikel 168 § 1 Absatz 1 und § 2 desselben Gesetzbuches werden die durch das Dekret vom 1. Juni 2017 aufgehobenen Wörter "und dem Gemeinwohl" nach den Wörtern "der Dienstordnung" wieder eingefügt.

**Art. 396** - In Artikel 190 Paragraph 2 desselben Gesetzbuches in seiner durch das Dekret vom 20. Juli 2005 abgeänderten Fassung wird die Nummer um folgenden Satz ergänzt: "Ist dies nicht der Fall, so wird der Mechanismus nach Artikel 85ter § 2 angewendet."

**Art. 397** - Artikel 175.12 § 2 Ziffer 1 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

a) in Paragraph 2 werden die Wörter "fünf Mitgliedern" durch die Wörter "sechs Mitgliedern" ersetzt; in Ziffer 1 wird das Wort "drei" durch "vier" ersetzt;

b) Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"2° zwei Vertreter der Region, die von der Regierung innerhalb der Abteilung Kassenwesen der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und der Finanzinspektion bestimmt werden." ;

c) Paragraph 2 wird um eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"5° einem Mitglied der Zelle für finanzielle Informationen." ;

d) in Paragraph 3 Absatz 2 werden die Wörter "und die Entlohnung seiner Mitglieder" gestrichen.

**Art. 398** - In Titel III Kapitel IV desselben Gesetzbuches wird ein Abschnitt 4bis "Finanzverwaltungsausschuss" mit einem wie folgt verfassten Artikel 185bis hinzugefügt:

"Art. 185bis - § 1. Der Finanzverwaltungsausschuss berät den Verwaltungsrat in Sachen Finanzverwaltung.

§ 2. Der Finanzverwaltungsausschuss besteht aus sechs Mitgliedern:

1° vier vom Verwaltungsrat des Fonds bestimmte Verwalter;

2° zwei Vertreter der Region, die von der Regierung innerhalb der Abteilung Kassenwesen der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und der Finanzinspektion bestimmt werden.

Ein Vorsitzender wird innerhalb des Finanzverwaltungsausschusses gewählt.

Der Finanzverwaltungsausschuss wird unterstützt von:

1° einem Vertreter des Rechnungshofes;

2° den gemäß Artikel 185bis benannten Revisoren;

3° den Kommissaren der Regierung unter den in Artikel 185 festgesetzten Bedingungen;

4° dem Generaldirektor des Fonds;

5° einem Mitglied der Zelle für finanzielle Informationen.

§ 3. Der Finanzverwaltungsausschuss kommt quartalsweise zusammen.

Die Funktionsweise des Finanzverwaltungsausschusses wird in den Satzungen des Fonds festgelegt."

**Art. 399** - In Titel V desselben Gesetzbuches wird der durch das Dekret vom 1. Juni 2017 aufgehobene Artikel 208 in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"Art. 208 - § 1. Im Rahmen der Sozialpolitik gilt als Wohnung eine der folgenden Wohnungen:

1° die gemeinnützige Wohnung im Sinne von Artikel 1 Ziffer 9 des vorliegenden Gesetzbuches, sowie jeder Bau bzw. jedes Gebäude im Sinne der Rechtsvorschriften in Sachen Mehrwertsteuer, der bzw. das unmittelbar damit verbunden ist, wobei diese Wohnung zu Wohnzwecken für Haushalte bestimmt ist, die zum Zeitpunkt ihres Einzugs in die Wohnung Einkünfte der Kategorien 1, 2 und 3 im Sinne des vorliegenden Gesetzbuches beziehen. Die Haushalte, die auf eine solche gemeinnützige Wohnung Anspruch haben, dürfen in der Bewohnungszeit weder Volleigentümer noch Nutznießer einer Wohnung sein, außer wenn diese Wohnung im Sinne des vorliegenden Gesetzbuches nicht verbesserungsfähig, unbewohnbar oder unangepasst ist;

2° die dank eines Zuschusses der Region sanierte, angepasste, aufgebaute, erhaltene oder umgestaltete Wohnung, die zur vorübergehenden Unterbringung von unter Ziffer 1 genannten Haushalten, die Einkünfte der Kategorie 1 beziehen, oder von Haushalten, die wegen höherer Gewalt wohnungslos sind, bestimmt ist;

3° die dank eines Zuschusses der Region sanierte, angepasste, aufgebaute, erhaltene oder umgestaltete Wohnung, die zur Unterbringung von Haushalten, die Einkünfte der Kategorie 1 beziehen, bestimmt ist;

4° unter Ausschluss der Wohnung im Sinne von Ziffer 1 des vorliegenden Paragrafen, die Wohnung, die von einem Immobilienvermittler vermietet, bewirtschaftet, verwaltet oder finanziert wird, der sie im Rahmen der von der Region geförderten Sozialpolitik einem Haushalt vermietet, der Einkünfte der Kategorien 1, 2 und 3 im Sinne des vorliegenden Gesetzbuches bezieht.“

## KAPITEL XII — Lokale Behörden

### Abschnitt 1 - Änderungen im Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

**Art. 400** - In Artikel L1122-23 § 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, eingefügt durch das Dekret vom 27. März 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "binnen fünf Tagen nach ihrer Annahme" durch die Wörter "gleichzeitig mit ihrer Übermittlung an die Aufsichtsbehörde" ersetzt;

2° Absatz 5 wird aufgehoben.

**Art. 401** - Artikel L4124-42 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 18. April 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 3 werden die Wörter ", der nicht vom Finanzdirektor veranlasst wurde," zwischen die Wörter "an einen Diebstahl" und die Wörter "oder einen Verlust" eingefügt;

2° in Paragraf 4 Absatz 2 werden die Wörter "als Verwaltungsgerichtbarkeit" gestrichen.

**Art. 402** - In Artikel L1125-8 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, werden die Absätze 2 bis 7 aufgehoben.

**Art. 403** - Artikel L1212-3 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L1212-3 - Das Gemeindepersonal hat unter den gleichen Bedingungen wie das Personal der föderalen öffentlichen Dienststellen Anspruch auf folgende Zulagen: Haushalts- und Ortszulage, Familienbeihilfen, Urlaubsgeld und Familienurlaubsgeld.

Für eine im Laufe des ganzen Bezugsjahres erbrachte Vollzeitbeschäftigung entspricht der Betrag des Urlaubsgeldes unbeschadet der Anwendung des vorstehenden Paragrafen 92 % eines Zwölftels des bzw. der mit dem Index der Verbraucherpreise verbundenen Jahresgehalts bzw. -gehälter, auf dessen (deren) Grundlage das (die) für den Monat März des Urlaubsjahres geschuldete(n) Gehalt bzw. Gehälter festgelegt wird (werden)."

**Art. 404** - In Artikel L1231-12 desselben Kodex wird Absatz 4 gestrichen.

**Art. 405** - In denselben Kodex wird ein Artikel L1231-13 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1231-13 - Die autonomen Gemeinderegien übermitteln ihre Konten der Wallonischen Regierung spätestens zum 15. Juni; dies erfolgt mittels einer elektronischer Datei, deren Format von der Regierung bestimmt wird."

**Art. 406** - Artikel L1242-1 desselben Kodex wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Das Gemeindekollegium oder gegebenenfalls der Gemeinderat kann entweder ein Mitglied des Kollegiums oder ein Mitglied des Personals, oder einen Rechtsanwalt bestellen, um im Namen der Gemeinde vor Gericht zu treten."

**Art. 407** - Artikel L1311-3 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L1311-3 - § 1. Eine Ausgabenverpflichtung, -anrechnung oder -zahlung kann nur kraft eines im Haushaltsplan ausgewiesenen und von der Aufsichtsbehörde genehmigten Ausgabenkredits, eines Beschlusses nach Artikel L1311-5 oder eines vorläufigen Haushaltsmittelbetrags, der als provisorisches Zwölftel bezeichnet wird, erfolgen, wobei die in der allgemeinen Gemeindebuchführungsordnung festgelegten Bedingungen einzuhalten sind.

§ 2. Wenn der Finanzdirektor, wie in Artikel L1124-40 vorgesehen, eine ungünstige Stellungnahme abgibt, in den in Artikel 64 der allgemeinen Gemeindebuchführungsordnung vorgesehenen Fällen, oder aber wenn der Finanzdirektor sich verweigert, den Betrag der Ausgabe zu begleichen, informiert Letzterer das Kollegium innerhalb von zehn Tagen.

Das Kollegium kann dann unter eigener Verantwortung die Anrechnung und Durchführung der Ausgabe beschließen. Der begründete Beschluss des Kollegiums wird der Zahlungsanweisung beigefügt, und der Gemeinderat wird unverzüglich darüber informiert. Das Kollegium kann ebenfalls beschließen, seine Entscheidung der Ratifizierung durch den Gemeinderat bei dessen nächsten Sitzung zu unterwerfen.

§ 3. Die Mitglieder des Gemeindekollegiums sind persönlich verantwortlich für die von ihnen unter Verstoß gegen Paragraf 1 eingegangenen Ausgabenverpflichtungen oder erteilten Zahlungsanweisungen."

**Art. 408** - Artikel L1311-6 desselben Kodex, abgeändert durch die Dekrete vom 8. Dezember 2005 und 18. April 2013, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L1311-6 - Die vom Gemeindekollegium erteilten Zahlungsanweisungen werden vom Bürgermeister oder seinem Stellvertreter unterschrieben und vom Generaldirektor gegengezeichnet.

Die Zahlungsanweisungen und ihre Anhänge können in elektronischer Form erstellt und unterschrieben werden."

**Art. 409** - Artikel L1312-1 desselben Kodex, abgeändert durch die Dekrete vom 8. Dezember 2005 und 18. April 2013, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L1312-1 - § 1. Das Gemeindekollegium tritt jährlich spätestens im Laufe des Monats Februar zusammen, um die provisorische Haushaltsrechnung des vorigen Rechnungsjahres abzuschließen, die die Nettolage der am 31. Dezember des vorigen Rechnungsjahres verbuchten festgestellten Ansprüche, Verpflichtungen und Anrechnungen umfasst.

§ 2. Der Gemeinderat tritt jährlich spätestens im Laufe des Monats Mai zusammen, um die Jahresrechnungen des vorigen Rechnungsjahres abzuschließen. Diese Jahresrechnungen umfassen die Haushaltsrechnung, die Ergebnisrechnung und die analytische Synthese.

Der in Artikel L1122-23 erwähnte Bericht, sowie die Liste der Auftragnehmer von Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen, für die der Gemeinderat das Vergabeverfahren und die Bedingungen festgelegt hat, werden den Jahresrechnungen beigefügt."



**Art. 410** - Artikel L1312-2 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. L1312-2 - § 1. Das Gemeindegremium tritt jährlich spätestens im Laufe des Monats September zusammen, um den provisorischen ursprünglichen Haushaltsplan des folgenden Rechnungsjahres festzulegen.

§ 2. Der Gemeinderat tritt jährlich spätestens im Laufe des Monats Dezember zusammen, um den endgültigen ursprünglichen Ausgaben- und Einnahmenhaushaltsplan der Gemeinde für das nachfolgende Rechnungsjahr zu beschließen."

**Art. 411** - In denselben Kodex wird ein Artikel L1312-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1312-3 - Bei jedem Haushaltsplan und allen Haushaltsplanabänderungen erarbeiten die Gemeinden mehrjährige Haushaltsvoranschläge, die sie der Regierung nach von Letzterer bestimmten Modalitäten übermitteln."

**Art. 412** - Artikel L1313-1 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, wird um einen wie folgt lautenden Absatz ergänzt:

"Eine Synthese der Haushaltspläne und Rechnungen nach einem von der Regierung bestimmten, standardisierten Format wird von der Gemeinde auf ihrer Website veröffentlicht, sobald die Aufsichtsbehörde sie genehmigt hat."

**Art. 413** - In demselben Kodex wird Artikel L1314-1, dessen gegenwärtiger Text den Paragraph 1 bilden wird, um einen Paragraphen 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 2. Ist der ordentliche Dienst des eigenen Rechnungsjahres nicht ausgeglichen, so legen die Gemeinden binnen drei Monaten ab dem Erlass der Aufsichtsbehörde, in dem bestimmt wird, dass die Gemeinde einen Konvergenzplan vorzulegen hat, der Wallonischen Regierung einen Konvergenzplan vor. Wenn die Gemeinde keinen Konvergenzplan vorlegt, wird die Aufsichtsbehörde die späteren Haushaltsdokumente nicht genehmigen.

In diesem Konvergenzplan muss die Rückkehr zum Gleichgewicht für das eigene Rechnungsjahr binnen drei Jahren vorgesehen und müssen die zwecks der Wiederherstellung des Gleichgewichts getroffenen Maßnahmen angegeben werden."

**Art. 414** - In Artikel L1321-1 desselben Kodex in seiner durch das Dekret vom 18. April 2013 abgeänderten Fassung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Ziffern 2 und 3 werden aufgehoben;

b) Ziffer 5 wird um folgende Wörter ergänzt: "sowie ihre Fahrkostenentschädigungen;"

c) Ziffer 7 wird durch Folgendes ersetzt:

"7° die Miete, die Steuern und den Unterhalt für die Gemeindegebäude und die von der Gemeinde genutzten Gebäude;"

d) Ziffer 14 wird durch Folgendes ersetzt:

"14° die Kosten in Verbindung mit der Gemeindebuchführung;"

e) der Artikel wird eine Ziffer 19 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"19° die Ausgaben, die durch das oder kraft des Gesetzes vom 15. Mai 2007 über die zivile Sicherheit von der Gemeinde übernommen werden müssen, einschließlich der Dotation der Gemeinde für die Hilfeleistungszone."

**Art. 415** - Artikel L1512-5 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 2 werden die Wörter "ein spezifischer Bericht über diese Beschlüsse wird der Generalversammlung gemäß Artikel L1523-13, § 3 vorgestellt" gestrichen;

2° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Ein spezifischer, von dem Verwaltungsrat verfasster und beschlossener Bericht über die Beteiligungen, der sich vom Verwaltungsbericht unterscheidet, wird jedes Jahr der Generalversammlung gemäß Artikel L1523-13 § 3 vorgestellt. Dieser spezifische Bericht ermöglicht es den Gesellschaftern, den Betrag der finanziellen Beteiligungen, die auf der Aktivseite der Bilanz in der Rubrik "Anlagevermögen" vermerkt werden, wieder zu bilden, und über die Entwicklung dieser Beteiligungen über ein Jahr informiert zu werden. Die Regierung legt das Muster des spezifischen Berichts fest."

**Art. 416** - In Artikel L1523-2 Absatz 1 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006, werden die Wörter "und der auf die VoE anwendbaren Gesetzgebung" gestrichen.

**Art. 417** - In L1523-13 § 3 Absatz 2, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006, werden die Wörter "Bericht des Verwaltungsrates" durch die Wörter "Bericht des Verwaltungsrates über die Beteiligungen" ersetzt.

**Art. 418** - In Artikel L1523-16 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006 und abgeändert durch die Dekrete vom 28. April 2014 und 10. November 2016, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 9 werden die Wörter "binnen fünf Tagen nach der Verabschiedung" durch die Wörter "gleichzeitig mit ihrer Übermittlung an die Aufsichtsbehörde" ersetzt;

2° Absatz 12 wird aufgehoben.

**Art. 419** - In Artikel L2212-9 §§ 2 und 3 desselben Kodex werden die Wörter "sechs Monaten" durch die Wörter "drei Monaten" ersetzt.

**Art. 419bis** - In Artikel L2212-50bis desselben Kodex werden die Wörter "sechs Monaten" durch die Wörter "drei Monaten" ersetzt.

**Art. 420** - In Artikel L2212-65 § 2 Ziffer 7 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 18. April 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "des Titels III des Buches II des dritten Teils des vorliegenden Kodex" durch die Wörter "des Titels II des Buches III des dritten Teils des vorliegenden Kodex" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird das Wort "Einnehmer" durch das Wort "Finanzdirektor" ersetzt.

**Art. 421** - Der durch das Dekret vom 18. April 2013 aufgehobene Artikel L2212-69 desselben Kodex wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"Art. 2212-69 - Setzt der Provinzialrat einen bzw. mehrere Sondereinnehmer ein, die mit der Eintreibung bestimmter Einnahmen beauftragt sind, werden die Einnahmen dieser Rechnungsführer regelmäßig gemäß Artikel L2231-5 auf das allgemeine Konto der Provinz überwiesen."

**Art. 422** - In Artikel L2223-11 desselben Kodex in seiner durch das Dekret vom 6. Mai 2010 abgeänderten Fassung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

"Die autonomen Provinzialregionen unterliegen dem Wirtschaftsgesetzbuch, was ihre Rechnungsführung betrifft." ;

2° Absatz 5 wird durch das Folgende ersetzt:

"Die autonomen Provinzialregionen übermitteln ihre Konten der Wallonischen Regierung spätestens zum 15. Juni; dies erfolgt mittels einer elektronischer Datei, deren Format von der Regierung bestimmt wird."

**Art. 423** - Artikel L2224-5 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L2224-5 - Das Provinzialkollegium kann die Provinz bei allen gegen sie erhobenen Klagen vor Gericht vertreten; es kann Klagen, bei denen es sich um bewegliche Güter handelt, anstrengen, Besitzklagen vor Gericht geltend machen und alle Handlungen zur Wahrung des Rechts vornehmen. Das Kollegium kann entweder eines seiner Mitglieder, oder ein Mitglied des Personals, oder einen Rechtsanwalt bestellen, um im Namen der Provinz vor Gericht zu treten. Gerichtsverfahren der Provinz, in denen die Provinz als Klägerin oder als Beklagte auftritt und deren Durchführung das Provinzialkollegium beschließt, werden in seinem Namen von seinem Vorsitzenden geführt."

**Art. 424** - In denselben Kodex wird ein Artikel L2231-1bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L2231-1bis - § 1. Eine Ausgabenverpflichtung, -anrechnung oder -zahlung kann nur kraft eines im Haushaltsplan ausgewiesenen und von der Aufsichtsbehörde genehmigten Ausgabenkredits oder eines vorläufigen Haushaltsmittelbetrags, der als provisorisches Zwölfstel bezeichnet wird, erfolgen, wobei die in der allgemeinen Provinzbuchführungsordnung festgelegten Bedingungen einzuhalten sind.

§ 2. Wenn der Finanzdirektor, wie in Artikel L2212-65 vorgesehen, eine ungünstige Stellungnahme abgibt oder aber wenn der Finanzdirektor sich verweigert, den Betrag der Ausgabe zu begleichen, informiert Letzterer das Kollegium innerhalb von zehn Tagen.

Das Kollegium kann dann unter eigener Verantwortung die Anrechnung und Durchführung der Ausgabe beschließen. Der begründete Beschluss des Kollegiums wird der Zahlungsanweisung beigefügt, und der Rat wird unverzüglich darüber informiert. Das Kollegium kann ebenfalls beschließen, seine Entscheidung der Ratifizierung durch den Rat bei dessen nächsten Sitzung zu unterwerfen.

§ 3. Die Mitglieder des Provinzialkollegiums sind persönlich verantwortlich für die von ihnen unter Verstoß gegen Paragraph 1 eingegangenen Ausgabenverpflichtungen oder erteilten Zahlungsanweisungen."

**Art. 425** - Artikel L2231-6 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. L2231-6 - § 1. Das Provinzialkollegium tritt jährlich spätestens im Laufe des Monats September zusammen, um den provisorischen ursprünglichen Haushaltsplan des folgenden Rechnungsjahres festzulegen.

§ 2. Der Provinzialrat tritt jährlich spätestens im Laufe des Monats Dezember zusammen, gegebenenfalls nach der Konsultierung der Beiräte und/oder der Beteiligungsräte, um den endgültigen ursprünglichen Ausgaben- und Einnahmenhaushaltsplan der Provinz für das nachfolgende Haushaltsjahr zu beschließen.

§ 3. Gleichzeitig mit dem endgültigen ursprünglichen Haushaltsplan unterbreitet das Provinzialkollegium dem Provinzialrat ebenfalls einen allgemeinen Richtlinienplan. Dieser umfasst zumindest die politischen Prioritäten und Ziele, die Haushaltsmittel und die Frist, innerhalb deren diese Prioritäten und Ziele zu verwirklichen sind.

Die Liste der Regionen, Interkommunalen, V.o.E. und Vereinigungen, an denen die Provinz Beteiligungen besitzt und an deren Verwaltung sie teilnimmt oder die sie durch eine mindestens 50.000 Euro pro Jahr erreichende Beihilfe bezuschusst, sowie die Bewertungsberichte bezüglich der in Kapitel III des Titels II des Buches II des zweiten Teils des vorliegenden Kodex erwähnten Geschäftsführungspläne und -verträge in Bezug auf das vorherige Geschäftsjahr werden dem endgültigen ursprünglichen Haushaltsplansentwurf, der dem Provinzialrat vorgelegt wird, beigefügt.

Die Bestandsaufnahme der laufenden gerichtlichen Streitsachen wird dem Haushaltsentwurf beigefügt.

Die in den Paragraphen 2 und 3 erwähnten Unterlagen werden an alle Provinzialratsmitglieder verteilt, und zwar mindestens sieben volle Tage vor der Sitzung, in der sie geprüft werden.

Der in Paragraph 3 erwähnte allgemeine Richtlinienplan wird im Bulletin der Provinz und auf der Internet-Webseite der Provinz veröffentlicht."

**Art. 426** - In denselben Kodex wird ein Artikel L2231-6bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L2231-6bis - Bei jedem Haushaltsplan und allen Haushaltsplanabänderungen erarbeiten die Provinzen mehrjährige Haushaltsvoranschläge, die sie der Regierung nach von Letzterer bestimmten Modalitäten übermitteln."

**Art. 427** - Der Artikel L2231-8 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. L2231-8. - § 1. Das Provinzialkollegium tritt jährlich spätestens im Laufe des Monats Februar zusammen, um die provisorische Haushaltsrechnung des vorhergehenden Jahres abzuschließen, die die Nettolage der am 31. Dezember verbuchten festgestellten Ansprüche, Verpflichtungen und Anrechnungen umfasst.

§ 2. Der Provinzialrat tritt jährlich spätestens im Laufe des Monats Mai zusammen, um die Jahresrechnungen des vorigen Rechnungsjahres abzuschließen. Die Jahresrechnungen umfassen die Haushaltsrechnung, die Ergebnisrechnung und die Bilanz, sowie die Liste der Auftragnehmer von Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen, für die der Provinzialrat das Vergabeverfahren und die Bedingungen festgelegt hat.

Ein spezifischer Bericht über die Beteiligungen der Provinz, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird, wird den Jahresrechnungen beigefügt.

Die Jahresrechnungen werden an alle Provinzialratsmitglieder verteilt, und zwar mindestens sieben volle Tage vor der Sitzung, in der sie geprüft werden."

**Art. 428** - In Artikel L2231-9 § 2 desselben Kodex in seiner durch das Dekret vom 27. März 2014 abgeänderten Fassung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "binnen fünf Tagen nach der Annahme des Haushaltsplans und der Rechnung" durch die Wörter "gleichzeitig mit ihrer Übermittlung an die Aufsichtsbehörde" ersetzt;

2° Absatz 5 wird aufgehoben.

**Art. 429** - In Kapitel I Titel III Buch II 2. Teil desselben Kodex wird ein Abschnitt 4 mit der Überschrift "Abschnitt 4 - Haushaltsausgleich" eingefügt.

**Art. 430** - In den durch Artikel 403 eingefügten Abschnitt 4 wird ein Artikel L2231-10 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L2231-10 - § 1. Der Haushaltsplan der Ausgaben und Einnahmen der Provinzen darf auf keinen Fall einen Debetsaldo im ordentlichen oder außerordentlichen Dienst und einen fiktiven Ausgleich oder Überschuss aufweisen.

"§ 2. Ist das eigentliche Rechnungsjahr des ordentlichen Dienstes nicht ausgeglichen, so legen die Provinzen binnen drei Monaten ab dem Erlass der Aufsichtsbehörde, in dem bestimmt wird, dass die Provinz einen Konvergenzplan vorzulegen hat, der Wallonischen Regierung einen Konvergenzplan vor. Wenn die Provinz keinen Konvergenzplan vorlegt, wird die Aufsichtsbehörde die späteren Haushaltsdokumente nicht genehmigen.

In diesem Konvergenzplan muss die Rückkehr zum Gleichgewicht für das eigene Rechnungsjahr binnen drei Jahren vorgesehen und müssen die zwecks der Wiederherstellung des Gleichgewichts getroffenen Maßnahmen angegeben werden."

**Art. 431** - In Artikel L2232-1 desselben Kodex in seiner durch das Dekret vom 18. April 2013 abgeänderten Fassung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "1° die Gehälter des Generaldirektors, des Finanzdirektors und der Mitglieder des Provinzialkollegiums sowie ihre Fahrkostenentschädigungen;"

b) Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt:

"5° die Kosten in Verbindung mit der Provinzialbuchführung;"

**Art. 432** - Artikel L2233-2 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L2233-2 - Es wird zu Lasten des Einnahmen- und Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region eine jährliche allgemeine Dotation mit der Bezeichnung "Provinzfonds" eingeführt, die zur Finanzierung der wallonischen Provinzen in Übereinstimmung mit der in Artikel L2233-3 vorgesehenen Regelung bestimmt ist.

Der Provinzfonds wird an den von Juli bis Juli berechneten Index der Verbraucherpreise angepasst, wobei von dem Index von Juli 2001 ausgegangen wird.

Achtzig Prozent des Fonds der Provinzen sind zur allgemeinen Finanzierung der Provinzen bestimmt und bilden für diese eine Einnahme ohne festgesetzte Zweckbestimmung."

**Art. 433** - In Artikel L2233-3 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 23. Februar 2016, wird Absatz 2 aufgehoben.

**Art. 434** - Artikel L3132-1 § 3 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 31. Januar 2013, wird um einen wie folgt lautenden Absatz ergänzt:

"Die Gemeinden, deren Haushalts- oder Buchungsunterlagen von der Aufsichtsbehörde abgeändert oder teilweise genehmigt worden sind, übermitteln der Letzteren die berichtigte Unterlage in der von der Regierung festgelegten Form."

**Art. 435** - In den dritten Teil desselben Kodex wird ein Buch IV mit folgender Überschrift eingefügt:

"Übermittlung der Haushalts-, Buchungs- und statistischen Daten".

**Art. 436** - In das durch Artikel 435 eingefügte Buch IV wird ein Titel I mit folgender Überschrift eingefügt:

"Übermittlung der Haushaltspläne und der Konten".

**Art. 437** - In den durch Artikel 436 eingefügten Titel I wird ein Artikel L3411-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L3411-1 - Die Gemeinden und die Provinzen übermitteln der Regierung ihren in den Artikeln L1312-2 und L2231-6 § 1 erwähnten provisorischen ursprünglichen Haushaltsplan unter Einhaltung der von der Regierung beschlossenen Modalitäten."

**Art. 438** - In denselben Titel I wird ein Artikel L3411-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L3411-2 - Die Gemeinden und die Provinzen übermitteln der Regierung ihre in den Artikeln L1312-1 und L2231-8 § 1 erwähnte provisorische Haushaltsrechnung unter Einhaltung der von der Regierung beschlossenen Modalitäten."

**Art. 439** - In das durch Artikel 435 eingefügte Buch IV wird ein Titel II mit folgender Überschrift eingefügt:

"Übermittlung der statistischen Daten".

**Art. 440** - In den durch Artikel 439 eingefügten Titel II wird ein Artikel L3421-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L3421-1 - Im Rahmen ihrer Aufgaben sammelt die Regierung statistische Daten aller Art bei den lokalen Behörden."

**Art. 440bis** - § 1. Artikel L6421-1 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "Der Gemeinderat, der Provinzialrat oder der Ö.S.H.Z-Rat sowie" gestrichen;

2° es wird ein § 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 2. Der Gemeinderat, der Provinzialrat oder der Ö.S.H.Z-Rat erstellt einen schriftlichen Vergütungsbericht mit einer individuellen und personenbezogenen Auflistung der Anwesenheitsgelder, Vergütungen und Naturalvergütungen, die die Mandatsträger und nicht gewählten Personen im Laufe des vorhergehenden Rechnungsjahrs bezogen haben.

Dieser Bericht enthält die folgenden individuellen und namentlichen Informationen:

1° die Anwesenheitsgelder, die eventuellen Vergütungen und ggf. alle sonstigen Vorteile, ob finanzieller Art oder nicht, die den Mandatsträgern und nicht gewählten Personen direkt oder indirekt gewährt werden;

2° die Liste der Mandate in allen Organen, an denen die Einrichtung direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt, sowie die Informationen über die mit diesen Mandaten verbundenen Vergütungen;

3° die Liste der Anwesenheiten bei den Versammlungen der verschiedenen Instanzen der Einrichtung.

Dieser Bericht wird spätestens am 30. Juni angenommen. Er wird in einer öffentlichen Sitzung des Gemeinde- bzw. Provinzialrates angenommen.

Der Bericht wird nach dem von der Regierung festgelegten Muster verfasst.“ ;

3° die Paragraphen 2 und 3 werden zu den Paragraphen 3 und 4 unnummeriert.

*Abschnitt 2 - Änderungen im Dekret vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der Gemeinden und der Provinzen zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden und der Provinzen der Wallonischen Region zur gewähren*

**Art. 441** - Artikel 5 § 9 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden und der Provinzen der Wallonischen Region zur gewähren, so wie abgeändert durch die Dekrete vom 18. Januar 2007 und 19. April 2007, wird wie folgt abgeändert:

1° das Wort "Polizeizonen" wird durch die Wörter "Polizei- und Hilfeleistungszonen" ersetzt;

2° die Wörter "in neuen Gebäuden zu gewährleisten, die eine Verbesserung der Energieeffizienz der Gebäude und die Renovierungsarbeiten ermöglichen," werden durch die Wörter "in neue Gebäude und Renovierungsarbeiten zu gewährleisten, die eine Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes ermöglichen," ersetzt.

**Art. 442** - Artikel 8 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 28. Juni 2001 und 27. April 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 8 - § 1. Es wird ein finanzieller Aufsichtsausschuss eingerichtet, der sich wie folgt zusammensetzt:

1° der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, oder sein Beauftragter;

2° der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Aufsicht über die lokalen Behörden gehört, oder sein Beauftragter;

3° der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sportinfrastrukturen gehören, oder sein Beauftragter;

4° der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Personenbeistand oder die Gesundheit gehört, oder sein Beauftragter;

5° der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Tourismus gehört, oder sein Beauftragter;

6° der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, oder sein Beauftragter;

7° der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, oder sein Beauftragter;

8° der leitende Beamte oder der beigeordnete leitende Beamte des regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden;

9° die Finanzinspektion;

10° das Büro für finanzielle Informationen.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Aufsicht über die lokalen Behörden gehört, oder sein Beauftragter führt den Vorsitz über den Ausschuss.

Die Mitglieder erhalten keinerlei Vergütung, um an den Sitzungen teilzunehmen.

§ 2. Dieser Ausschuss ist mit der Aufsicht über die Durchführung der Aufgaben des regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden ("C.R.A.C.") beauftragt, im Rahmen der Gewährung von außerordentlichen Beihilfekrediten und alternativen Finanzierungen, der Entwicklung der ihnen gewidmeten Konten und der ESVG-Bilanz des Zentrums.

§ 3. Das Sekretariat des finanziellen Aufsichtsausschusses wird vom regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden ("C.R.A.C.") wahrgenommen. Die Versammlungen des Ausschusses sind nicht öffentlich. Auf Vorschlag kann der Ausschuss jedoch Personen einladen, deren Fachkenntnisse seine Informationen ergänzen könnten. Die Anwesenheit der vorgenannten Personen ist auf die Besprechung desjenigen Punktes, über den ihre Meinung erbeten wird, beschränkt.

§ 4. Der finanzielle Aufsichtsausschuss bestimmt seine Geschäftsordnung.

§ 5. Die Regierung kann angesichts der Ausdehnung des Aufgabenbereichs des regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden ("C.R.A.C.") die Zusammensetzung des finanziellen Aufsichtsausschusses erweitern, in Übereinstimmung mit Artikel 5 § 2 Buchstabe e."

### *Abschnitt 3 - Verschiedene Bestimmungen*

**Art. 442/1** - Artikel 2 § 1 Ziffer 10 Absatz 2 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"In Abweichung des vorangeführten Absatzes geben die in Artikel 1 Ziffer 1 erwähnten Einrichtungen sowie die Einrichtungen, die in dem der Beratungsfunktion der lokalen Behörden gewidmeten Kapitel 1/2 erwähnt werden, ihre Stellungnahme binnen fünfundvierzig Tagen ab dem Eingang der vollständigen Akte des Antrags auf Stellungnahme ab."

**Art. 442bis** - Artikel 52 Absatz 2 des Dekrets vom 18. April 2013 zur Abänderung bestimmter Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"In Abweichung von Artikel 34 und Artikel 44 des vorliegenden Dekrets wird die in Artikel L1125-1 Ziffer 12 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehene Unvereinbarkeit nicht auf die Mitglieder der Gemeinde- und Provinzialräte und -kollegien anwendbar sein, die vor dem Inkrafttreten des vorhergehenden Absatzes gewählt oder bestellt wurden, und nach diesem Datum ohne Unterbrechung weiterhin Mitglied dieser Organe bleiben."

**Art. 442ter** - In das Dekret vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters wird ein Artikel 14/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 14/1 - Wenn das Verwaltungsorgan der Einrichtung kraft der anwendbaren Grundlagengesetzgebung einen Teil seiner Befugnisse überträgt, wird in seinem Beschluss in Bezug auf die Befugnisübertragungen angegeben, welche Verwaltungshandlungen übertragen werden, und wie lange diese Befugnisübertragung dauern wird, wobei sie höchstens drei Jahre betragen und erneuerbar sein darf. Dieser Beschluss wird durch Abstimmung mit einfacher Mehrheit gefasst, im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht, und den Gesellschaftern und ggf. den Kommissaren notifiziert. Der Beschluss endet nach der vollständigen Erneuerung des Verwaltungsrates.

In der Geschäftsordnung können besondere Mehrheiten vorgesehen werden."

#### KAPITEL XIII — *Sonstige, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 443** - Das vorliegende Programmdekret tritt zehn Tage nach seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

**Art. 444** - In Abweichung von Artikel 443 werden Artikel 5 (Abschnitt 3 Artikel 13 Absatz 3 Ziffer 2) und Artikel 8 (Abschnitt 4 Artikel 12 Absatz 3 Ziffer 3) am 1. Juli 2017 wirksam.

**Art. 445** - Die Artikel 6 und 7 des vorliegenden Programmdekrets werden rückwirkend ab dem 1. Januar 2018 wirksam.

**Art. 445bis** - Abweichend von Artikel 443 tritt Artikel 9 (in Bezug auf die Abänderung von Artikel 339 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002, ersetzt durch das Dekret vom 2. Februar 2017) am 1. Juli 2018 in Kraft.

**Art. 446** - Artikel 11 tritt an einem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

**Art. 447** - In Abweichung von Artikel 443 tritt Artikel 52 (Ersatz des Artikels D.366 des Wassergesetzbuches betreffend den Verwaltungsrat) bei der nächsten vollständigen Erneuerung des Verwaltungsrats der Wallonischen Wassergesellschaft ("Société wallonne des eaux") in Kraft. Die Regierung wird diese vollständige Erneuerung spätestens zum 15. März 2019 durchführen.

Unbeschadet der durch oder kraft des Gesetzes, des Dekrets oder der Satzungen in Sachen Rücktritt, Abberufung, Unvereinbarkeiten oder sonstige Ursachen für das Ende des Mandats vorgesehen Regeln wird das Mandat der benannten oder gewählten Verwalter, die am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets Mitglied des Verwaltungsrats der Wallonischen Wassergesellschaft sind, von Rechts wegen je nach Fall verkürzt oder verlängert, um bei der nächsten vollständigen Erneuerung des Verwaltungsrats durch die Regierung gemäß Absatz 1 zu Ende zu gehen.

**Art. 448** - In Abweichung von Artikel 443 (Inkrafttreten des Programmdekrets) tritt Artikel 56 (Ersatz von Artikel D.372 des Wassergesetzbuches betreffend die Betriebsräte) am 1. Januar 2019 in Kraft. Die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets tätigen Betriebsräte und Exekutivausschüsse werden von Rechts wegen am 31. Dezember 2018 aufgelöst.

**Art. 449** - In Abweichung von Artikel 443 (Inkrafttreten des Programmdekrets) tritt Artikel 51 (Abänderung von Artikel D.365 § 4 des Wassergesetzbuches betreffend die Aufhebung der Befugnisübertragung an die Betriebsräte) am 1. Januar 2019 in Kraft.

**Art. 450** - In Abweichung von Artikel 443 tritt Artikel 75 an einem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

**Art. 451** - Die Bezuschussungssätze, die Modalitäten in Bezug auf den Rhythmus für die Freigabe des Zuschussbetrags und den zulässigen bezuschussbaren Endbetrag nach Kapitel V Abschnitte 2 bis 5, so wie sie in den am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets anwendbaren Geschäftsführungsverträgen vorgesehen sind, bleiben solange gültig, bis sie von der Wallonischen Regierung in Anwendung des Artikels 7 Absätze 2 und 3 des Dekrets vom 1. April 1999 zur Gründung des autonomen Hafens Centre-Ouest, abgeändert durch Artikel 2 des vorliegenden Dekrets, des durch Artikel 6 des vorliegenden Dekrets ersetzten Artikels 5 § 2 Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 12. Februar 1971 zur Gründung des autonomen Hafens von Charleroi, des durch Artikel 8 des vorliegenden Dekrets ersetzten Artikels 4 § 2 Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 20. Juni 1978 zur Gründung des autonomen Hafens von Namur und des durch Artikel 10 des vorliegenden Dekrets eingefügten Artikels 5 § 2 Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 21. Juni 1937 zur Gründung des autonomen Hafens von Lüttich, geändert werden.

**Art. 452** - In Abweichung von Artikel 443 (Inkrafttreten des Programmdekrets) tritt Artikel 101 (Abänderung von Artikel 18 betreffend das Formular im Dekret über das kommunale Straßennetz) am von der Wallonischen Regierung festgelegten Datum in Kraft.

**Art. 452bis** - In Artikel 85 Absatz 2 des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete wird ein Punkt c) mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"c) betreffend die Anwendung von Artikel 23 bis zu dem von der Regierung festgelegten Datum."

**Art. 452ter** - In Artikel 55 Absatz 1 des Dekrets vom 29. März 2018 zur Reform der Betriebsführung innerhalb der Wallonischen Regionalen Gesellschaft für den Öffentlichen Personenverkehr ("Société régionale wallonne du Transport") und zur Abänderung des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die Öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region wird die Zahl "36," zwischen "35 Ziffer 2" und "37" eingefügt.

**Art. 453** - Die Artikel 174, 175, 176 und 177 in Bezug auf die Abänderungen des Wallonischen Gesetzbuches über den Tourismus werden am dem 1. Januar 2018 wirksam.

**Art. 454** - Die Artikel 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 199, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 226, 239, 240 treten am 1. Januar 2019 in Kraft.

**Art. 455** - Die Artikel 247 und 246 treten an einem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

**Art. 456** - Die Artikel 257 bis 272 treten am 1. Januar 2019 in Kraft.

**Art. 457** - Hinsichtlich der Artikel 279, 285, 286, 287, 289, 294, 297, 306, 308, 324, 335, 336, 341 und 343 des vorliegenden Dekrets wird die Untersuchung der am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets laufenden Bodenordnungsverfahren nach den vor diesem Datum gültigen Bestimmungen fortgeführt.

**Art. 458** - Hinsichtlich Artikel 282 wird die Zusammensetzung des Bodenordnungsausschusses unbeschadet der Vorrechte der Regierung nach und nach angepasst, in dem Maße, in dem die Mitglieder, die unter den von der Landwirtschaftskammer vorgeschlagenen Kandidaten ausgewählt wurden, ihr Amt innerhalb des Ausschusses beenden.

**Art. 459** - Hinsichtlich Artikel 292 Buchstabe b des vorliegenden Dekrets wird die Zusammensetzung der Beratungskommission unbeschadet der Vorrechte des Bodenordnungsausschusses nach und nach angepasst, in dem Maße, in dem die Mitglieder, die unter den von der Landwirtschaftskammer vorgeschlagenen Kandidaten ausgewählt wurden, ihr Amt innerhalb der Kommission beenden.

**Art. 460** - Artikel 363 wird ab dem Inkrafttreten des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft wirksam.

**Art. 461** - Artikel 379 wird ab dem 28. Juli 2017 wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 17. Juli 2018

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,  
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,  
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen,

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,  
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—  
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2017-2018

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1142 (2017-2018) Nrn. 1, *1bis* bis *1quinquies* bis 37.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 17. Juli 2018.

Diskussion.

Abstimmung.

—  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2018/70047]

**17 JULI 2018.** — **Programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake tewerkstelling, vorming, economie, industrie, onderzoek, innovatie, digitale technologieën, leefmilieu, ecologische overgang, ruimtelijke ordening, openbare werken, mobiliteit en vervoer, energie, klimaat, luchthavenbeleid, toerisme, landbouw, natuur, bossen, plaatselijke besturen en huisvesting** (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Maatregelen inzake tewerkstelling en vorming*

*Afdeling 1.* — Wijzigingen aangebracht in het decreet van 25 maart 2004, zoals achtereenvolgens gewijzigd bij de decreten van 15 december 2005, 28 november 2013, 11 december 2017, 17 december 2015, 21 december 2016 en 16 februari 2017, betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen

**Artikel 1.** In artikel 2, 3°, van het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen wordt het woord "actieplan" vervangen door de woorden "strategisch plan".

**Art. 2.** In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 4°, wordt het woord "actieplan" vervangen door de woorden "strategisch plan" ;

2° het eerste lid, 5°, wordt vervangen als volgt: "tot de samenwerkingsbevorderende acties omschreven in het strategisch plan aanzetten en ze coördineren en mogelijkheden voor de rationalisering van de werkingsstructuren tussen de plaatselijke actieregelingen nastreven";

1° in het tweede lid wordt het woord "actieplan" vervangen door de woorden "strategisch plan" .

*Afdeling 2.* — Wijzigingen in het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerking) (afgekort "S.A.A.C.E.")

**Art. 3.** In artikel 6, § 1, eerste lid, 2° wordt b) opgeheven.

*Afdeling 3.* — Wijzigingen in het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerking ten behoeve van de doelgroepen

**Art. 4.** In artikel 2, 6°, worden de woorden "van een gemeente, een provincie, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn" ingevoegd tussen de woorden "met uitzondering van" en de woorden "een openbare kredietinstelling".

**Art. 5.** . In artikel 13 van hetzelfde decreet wordt het derde lid vervangen als volgt:

"Daarentegen mogen ze toegekend worden op hetzelfde ogenblik als:

1° de verminderingen van de sociale bijdragen;

2° de steun bij de bezoldiging van de werknemer, toegekend aan de werknemer of aan de werkgever door het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap Voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen)."

**Art. 6.** Artikel 32 wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt:

"De in de eerste en tweede leden bedoelde overgangsmaatregelen houden op gevolg te hebben op de dag van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit tot bepaling van de modaliteiten betreffende de bijkomende financiering van de Gemeenschapswachten van de Strategische Veiligheids- en Preventieplannen, voor de verminderingen van de sociale werkgeversbijdragen die de werkgevers genieten voor de preventie- en veiligheidspersoneelsleden die vóór 1 juli 2017 in dienst zijn getreden."

**Art. 7.** Artikel 40 wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt:

"De in de eerste en tweede leden bedoelde overgangsmaatregelen houden op gevolg te hebben op de dag van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit tot bepaling van de modaliteiten betreffende de bijkomende financiering van de Gemeenschapswachten van de Strategische Veiligheids- en Preventieplannen, voor de werkkuitkeringen toegekend aan de preventie- en veiligheidspersoneelsleden die vóór 1 juli 2017 in dienst zijn getreden."

*Afdeling 4.* — Wijzigingen in het decreet van 2 februari 2017 betreffende het inschakelingscontract

**Art. 8.** In artikel 12 wordt het derde lid aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt:

"3° de steun bij de bezoldiging van de werknemer, toegekend aan de werknemer of aan de werkgever door het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap Voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen)."

*Afdeling 5.* — Wijzigingen in de programmawet (I) van 24 december 2002 met het oog op de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van sociale zekerheidsbijdragen

**Art. 9.** In artikel 339 van de programmawet (I) van 24 december 2002, vervangen bij het decreet van 2 februari 2017, wordt, tussen het derde en het vierde lid, een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Met behoud van de toepassing van de voorwaarden, vermeld in het eerste en derde lid, wordt de doelgroepvermindering niet toegekend als de oudere werknemer in het volledige kwartaal geen effectieve arbeidsprestaties levert, behalve in geval van schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst als vermeld in de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, en bij de door de werkgever toegestane vrijstelling van prestaties tijdens de periode van opzegging, vermeld in artikel 37 van de voormelde wet."

HOOFDSTUK II. — *Economie, industrie, onderzoek, innovering, digitale technologieën*

*Afdeling 1.* — Wijzigingen in het decreet van 28 april 2016 betreffende de Lening "Coup de Pouce"

**Art. 10.** In artikel 3, § 2, eerste lid, 1°, worden de woorden "sinds minder dan vijf jaar" opgeheven.

*Afdeling 2.* — Wijzigingen in het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfeuille

**Art. 11.** In artikel 1, § 1, eerste lid, 2°, b), wordt de zin "of die een project indient voor de overname van een micro-, kleine of middelgrote onderneming waarvan de bedrijfszetel op het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen is" toegevoegd tussen de woorden "een hoofdbedrijfszetel in het Waalse Gewest heeft" en de woorden ", waarbij de hoofdbedrijfszetel de zetel is die, de onderneming als geheel in aanmerking genomen, de meeste werknemers telt;"

*Afdeling 3.* — Wijzigingen in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen

**Art. 12.** . Artikel 4, eerste lid, 1°, wordt aangevuld met de woorden "ofwel een vereniging gevormd tussen die personen".

**Art. 13.** In artikel 7, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "buiten beschouwing gelaten" worden vervangen door de woorden "na aftrek" ;

2° de woorden "de voordelen uit een eventuele capaciteitsverhoging, " worden opgeheven;

3° de woorden "en de toegevoegde bijkomende producties tijdens diezelfde periode van vijf jaar" worden opgeheven en de zin wordt dus herschreven als volgt : "Die in aanmerking komende kosten worden berekend na aftrek van de kostenbesparingen tijdens de eerste vijf levensjaren van de investering."

**Art. 14.** In artikel 16 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, wordt 2°, vervangen als volgt:

"2° in het geval van fusie of splitsing van ondernemingen, inbreng van een algemeenheid of bedrijfstak, afstand van algemeenheid of bedrijfstak, bedoeld in boek XI van het Wetboek van vennootschappen, evenals in geval van een procedure van gerechtelijke reorganisatie bedoeld in Titel V van Boek XX van het Wetboek van economisch recht, indien de bedrijvigheid van de onderneming in het Waalse Gewest voortgezet wordt, indien de investeringen

overgedragen worden naar de nieuwe juridische constructie en in stand gehouden worden in de bestemming waarvoor ze zijn toegekend, en indien de verplichtingen die oorspronkelijk aan de begunstigde zijn opgelegd, worden nagekomen;”;

b) er wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd:

“In geval van instandhouding van de incentives bij een overdracht van onderneming of bij een verkoop van activa aan het einde van procedure van gerechtelijke reorganisatie, zoals bedoeld in het eerste lid, 2°, wordt het eventuele saldo van de premie niet gestort.”;

c) het tweede lid wordt vervangen als volgt:

De Regering kan van artikel 15 afwijken door, in de gevallen waarin de feiten die tot teruggave aanleiding geven, niet ontstaan zijn uit een fout of een vrijwillige handeling van de onderneming of diens aandeelhouders, de incentives te beperken tot de verhouding tussen het aantal jaar waarin werkelijk gebruik is gemaakt van het goed waarvoor een incentive is toegekend en het aantal jaar bepaald in artikel 12 zonder dat evenwel minder dan drie jaar mag verstrijken zijn tussen het einde van de doorvoering van de investering en de dag waarop de gebeurtenis plaatsvindt die de intrekking van de incentive verantwoordt.”.

*Afdeling 4. — Wijzigingen van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen*

**Art. 15.** In artikel 16, eerste lid, worden de woorden “bedoeld in artikel 5” vervangen door de woorden “bedoeld in dit decreet”.

**Art. 16.** In artikel 17 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid wordt 2° vervangen als volgt:

“2° in de gevallen van fusie of splitsing van ondernemingen, inbreng van een algemeenheid of bedrijfstak, afstand van algemeenheid of bedrijfstak, bedoeld in boek XI van het Wetboek van vennootschappen, evenals in geval van een procedure van gerechtelijke reorganisatie bedoeld in Titel V van Boek XX van het Wetboek van economisch recht, indien de bedrijvigheid van de grote onderneming in het Waalse Gewest voortgezet wordt, indien de investeringen overgedragen worden naar de nieuwe juridische constructie en in stand gehouden worden in de bestemming waarvoor ze zijn toegekend, en indien de verplichtingen die oorspronkelijk aan de begunstigde zijn opgelegd, worden nagekomen;”;

b) er wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd:

“In geval van instandhouding van de incentives bij een overdracht van onderneming of bij een verkoop van activa aan het einde van procedure van gerechtelijke reorganisatie, zoals bedoeld in het eerste lid, 2°, wordt het eventuele saldo van de premie niet gestort.”;

c) het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 17.** Het opschrift van Hoofdstuk IV van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, wordt vervangen als volgt: “Het technisch comité”.

**Art. 18.** In artikel 19 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt opgeheven;

2° in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden “en van de opvolgingscommissie” opgeheven;

3° in § 3, vierde lid, worden de woorden “en de opvolgingscommissie stellen hun huishoudelijk reglement vast, dat ze binnen zes maanden na hun installatie aan de Minister van Economie mededelen” vervangen door de woorden “stelt zijn huishoudelijk reglement vast, dat het binnen zes maanden na zijn installatie aan de Minister van Economie mededeelt”.

*Afdeling 5. — Wijzigingen in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen*

**Art. 19.** In artikel 20, eerste lid, worden de woorden “bedoeld in artikel 5” vervangen door de woorden “bedoeld in dit decreet”.

**Art. 20.** In artikel 21 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt b. vervangen als volgt:

“b° in de gevallen van fusie of splitsing van ondernemingen, inbreng van een algemeenheid of bedrijfstak, afstand van algemeenheid of bedrijfstak, bedoeld in boek XI van het Wetboek van vennootschappen, evenals in geval van een procedure van gerechtelijke reorganisatie bedoeld in Titel V van Boek XX van het Wetboek van economisch recht, indien de bedrijvigheid van de onderneming in het Waalse Gewest voortgezet wordt, indien de investeringen overgedragen worden naar de nieuwe juridische constructie en in stand gehouden worden in de bestemming waarvoor ze zijn toegekend, en indien de verplichtingen die oorspronkelijk aan de begunstigde zijn opgelegd, worden nagekomen;”;

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt volgend lid ingevoegd :

“In geval van instandhouding van de incentives bij een overdracht van onderneming of bij een verkoop van activa aan het einde van procedure van gerechtelijke reorganisatie, zoals bedoeld in het eerste lid, b., wordt het eventuele saldo van de premie niet gestort.”;

3° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

“De Regering kan van artikel 20 afwijken door, in de gevallen waarin de feiten die tot teruggave aanleiding geven, niet ontstaan zijn uit een fout of een vrijwillige handeling van de onderneming of diens aandeelhouders, de incentives te beperken tot de verhouding tussen het aantal jaar waarin werkelijk gebruik is gemaakt van het goed waarvoor een incentive is toegekend en het aantal jaar bepaald in artikel 17 zonder dat evenwel minder dan drie jaar mag verstrijken zijn tussen het einde van de doorvoering van de investering en de dag waarop de gebeurtenis plaatsvindt die de intrekking van de incentive verantwoordt.”.



*Afdeling 6.* — Wijzigingen in het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen, zoals achtereenvolgens gewijzigd bij de decreten van 15 december 2005, 28 november 2013, 11 december 2014, 17 december 2015, 21 december 2016 en 16 februari 2017

**Art. 21.** Artikel 4 van het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen, gewijzigd bij de decreten van 15 december 2005 en 28 november 2013, vervangen als volgt:

"Art. 4. § 1. Om erkend te worden dient het "A.D.L." aan volgende voorwaarden te voldoen:

- 1° georganiseerd zijn onder één van beide vormen bedoeld in artikel 5, eerste lid;
- 2° zich ertoe verbinden uitsluitend de opdrachten bedoeld in artikel 3 te vervullen;
- 3° een verbintenis voorleggen van de gemeente, de aangrenzende gemeenten of andere plaatselijke partners om een deelname gelijk aan minstens 30 % van de krachtens artikel 9 toegekende subsidie in te brengen;
- 4° minstens twee personeelsleden voltijds te werk te stellen, onder wie minstens één houder is van een diploma ter bevestiging van een academische graad van master en de andere van een diploma van bachelor of van een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs;
- 5° een strategisch plan uitwerken volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten;
- 6° zich ertoe verbinden de Regering uiterlijk jaarlijks tegen 31 maart van elk jaar een jaarlijks activiteitenverslag waarvan de Regering de inhoud bepaalt, alsmede de jaarrekeningen over te maken uiterlijk binnen zeven maanden na afsluiting van de jaarrekeningen;
- 7° zich ertoe verbinden de personeelsleden bedoeld onder 4° een voortgezette opleiding te verstrekken volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten;
- 8° zich inzetten voor acties inzake plaatselijke ontwikkeling waarin niet voorzien wordt door de bestaande operatoren, op het grondgebied van één gemeente dan wel meerdere aangrenzende gemeenten die globaal minder dan veertig duizend inwoners tellen;
- 9° de acties tot stand brengen in samenhang met de door de Regering gevoerde gewestelijke beleidsacties;
- 10° zich ertoe verbinden naar gelijke kansen te streven op het vlak van de maatschappelijke organen van het "A.D.L.", evenals in de uitoefening van de opdrachten bedoeld in artikel 3.

§ 2. Uiterlijk binnen zes maanden na de kennisgeving van de toekenning van erkenning gaat het "A.D.L." over tot de indienstneming in het kader van een arbeidsovereenkomst van de in § 1, 4°, bedoelde personeelsleden.

Indien een arbeidsduurvermindering krachtens de regelgeving die op het personeel van toepassing is, toegelaten wordt en indien de arbeidsduur kleiner is geworden dan een 4/5de, moet het plaatselijke ontwikkelingsagentschap het personeelslid dat in aanmerking komt voor de arbeidsduurvermindering, door een nieuw lid met hetzelfde niveau van kwalificaties vervangen. Het "A.D.L." kan nochtans een gemotiveerde afwijkingsaanvraag betreffende de bovenvermelde termijn bij de Regering volgens de door haar bepaalde modaliteiten indienen.

Wanneer een deeltijds tewerkgesteld personeelslid het plaatselijke ontwikkelingsagentschap definitief verlaat, is de verplichting tot voltijdse indienstneming bedoeld in § 1, 4°, in het kader van de vervanging van toepassing. Het plaatselijke ontwikkelingsagentschap kan nochtans een met redenen omklede afwijkingsaanvraag bij de Regering indienen volgens de door haar bepaalde modaliteiten om niet over te gaan tot dit soort vervanging tijdens een verlengbare duur van maximum één jaar .";

De personeelsleden die vóór 1 januari 2019 ter beschikking van het "A.D.L." worden gesteld, kunnen tot hun definitief vertrek in hun functie worden gehandhaafd."

**Art. 22.** In artikel 8, eerste lid, wordt het woord "wettelijke" ingevoegd voor de woorden "vertegenwoordigers van het betrokken plaatselijke".

*Afdeling 7.* — Wijzigingen in de wet van 30 april 1951 vermeld in Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, Afdeling 2bis van het Burgerlijk Wetboek

**Art. 23.** Artikel 1 wordt aangevuld met twee paragrafen luidend als volgt:

"§ 2. Deze afdeling is ook volledig van toepassing op de huurovereenkomsten gesloten in het kader van een commerciële samenwerkingsovereenkomst zoals bedoeld in artikel I.11, 2°, van het Wetboek van economisch recht van 28 februari 2013.

§ 3. Elk beding dat uitsluitend betrekking heeft op de lokalen die voor de exploitatie van een bepaald merkteken worden gehuurd, wordt als ongeschreven beschouwd."

*Afdeling 8.* — Wijzigingen in het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven

**Art. 24.** In artikel 7, § 1, 6°, b), worden de woorden "artikel 1, eerste lid, 4°" vervangen door de woorden "artikel 1, eerste lid, 14°".

**Art. 25.** In artikel 15 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° § 1, 2°, wordt vervangen als volgt:

"2° vraagt de in artikel 19 bedoelde subsidie voor een kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemer die een bijkomende werknemer is ten opzichte van het geheel van de werknemers die voor de subsidie in aanmerking komen, en handhaaft deze werknemer in de betrekking tijdens een periode van vijf jaar te rekenen van zijn indienstneming";

2° § 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. Er wordt evenwel geacht dat het erkend inschakelingsbedrijf zijn personeelsbestand van voor de subsidie in aanmerking komende werknemers gehandhaafd heeft als het voorziet in de vervanging van elke werknemer waarvan de werkpost vacant wordt verklaard wegens zijn vrijwillig vertrek, zijn voortdurende ongeschiktheid om zijn functie uit te oefenen, zijn pensionering wegens de leeftijd, zijn vrijwillige arbeidstijdvermindering, zijn ontslag wegens een ernstige fout, en niet wegens de afschaffing van zijn werkpost, door een werknemer met hetzelfde statuut. In dat geval wordt de subsidie voor de werknemer behouden naar rato van zijn bezetting en de aanwerving van een nieuwe werknemer opent het recht op een nieuwe subsidie."

*Afdeling 9. — Wijziging in het decreet van 8 november 2008 betreffende de sociale economie*

**Art. 26.** In artikel 2, eerste lid, worden de woorden "1° het decreet van 21 juli 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven" vervangen door de woorden "1° het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven".

*Afdeling 10. — Wijzigingen in het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de 'initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale' (initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : 'I.D.E.S.S.'*

**Art. 27.** In artikel 1, eerste lid, van bovenvermeld decreet van 14 december 2006 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een punt 2°bis ingevoegd, luidend als volgt:

"2°bis. De subsidie: de compensatie met het oog op de uitoefening van de dienst van algemeen economisch belang;"

2° er wordt een punt 2°ter ingevoegd, luidend als volgt:

"2°ter. de DAEB: de dienst van algemeen economisch belang bedoeld in de artikelen 14 en 106, § 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, afgekort "V.W.E.U." alsook in Protocol nr. 26 gebonden aan het V.W.E.U.;"

3° er wordt een punt 2°quater ingevoegd, luidend als volgt:

"2°quater. het Besluit: het Besluit 2012/21/EU betreffende de toepassing van artikel 106, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op staatssteun in de vorm van compensatie voor de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen, publicatieblad van 11.1.2012, L.7/3;"

**Art. 28.** In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het derde lid wordt vervangen als volgt:

"De erkenning staat gelijk met een mandaat om een DAEB te beheren en dient uitsluitend om de toekenning van de in de artikelen 12 tot 13 bedoelde subsidie mogelijk te maken en zodoende het erkende en vergunde "I.D.E.S.S." in staat te stellen om het verlies aan productiviteit i.v.m. de openbare dienstverplichtingen te compenseren;"

2° de volgende leden worden ingevoegd:

"Het mandaat wordt toevertrouwd overeenkomstig het Besluit.

De DAEB houdt de volgende openbare dienstverplichtingen in:

1° het uitwerken en tenuitvoerleggen van een project dat moet inspelen op sociale en maatschappelijke behoeften waaraan onvoldoende voldaan wordt, waarbij buurtdiensten worden aangeboden met inachtneming van de in dit decreet bedoelde voorwaarden;

2° zorgen voor de dienstverlening van het "I.D.E.S.S." door een beroep te doen op weinig gekwalificeerde werknemers en door het personeel inspraak te geven in het beheer van het I.D.E.S.S."

**Art. 28bis.** In artikel 12, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, worden de woorden "overeenkomstig het Besluit" ingevoegd tussen de woorden "De Regering kan" en de woorden "volgens de door haar bepaalde modaliteiten".

**Art. 29.** In artikel 18, derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "over een periode van drie jaar gecontroleerd" vervangen door de woorden "om de twee jaar gecontroleerd". Hetzelfde lid wordt aangevuld met volgende zin: "De Regering bepaalt de modaliteiten van die controle".

**Art. 30.** Er wordt in hetzelfde decreet een artikel 22bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 22bis. De "I.D.E.S.S." die heden voor een onbepaalde duur worden erkend, beschikken over een duur van maximum 4 jaar te rekenen van de toekenning van hun mandaat "S.I.E.G." om een nieuwe aanvraag voor een erkenning en een mandaat "S.I.E.G." in te dienen.

*Afdeling 11. — Wijzigingen in het decreet van 11 juli 2002 houdende organisatie van het statuut van de " Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises " (Waalse maatschappij voor de financiering en de waarborg van de kleine en middelgrote ondernemingen), in het kort " SOWALFIN "*

**Art. 31.** In artikel 9, § 3, van het decreet worden de woorden "twee ondervoorzitters" vervangen door de woorden "een ondervoorzitter".

**Art. 31bis.** In artikel 9, § 4, eerste lid, 4°, van het decreet worden de woorden "met uitzondering van de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks beheer" vervangen door de woorden "met inbegrip van elke persoon belast met het dagelijks beheer of handelend binnen het orgaan belast met het dagelijks beheer".

**Art. 31ter.** In artikel 9, § 4, eerste lid, van het decreet wordt een punt 6 ingevoegd, luidend als volgt:

"persoon belast met het dagelijks beheer of handelend binnen het orgaan belast met het dagelijks beheer, van een investeringsmaatschappij en, of, van een participatiemaatschappij met openbaar-particulier gemengd kapitaal".

**Art. 32.** In artikel 11, § 3, tweede lid, van het decreet worden de woorden "3° tot 5°" vervangen door de woorden "3° en 5°".

**Art. 32bis.** In artikel 14, tweede lid, van het decreet worden de woorden "de ondervoorzitters" vervangen door de woorden "de ondervoorzitter".

**Art. 32ter.** In artikel 11, § 2, van het decreet worden de woorden "met stemrecht" vervangen door de woorden "met raadgevende stem".

*Afdeling 12.* — Wijzigingen in de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen

**Art. 33.** Paragraaf 2 van artikel 29 van de wet van 2 april 1962 wordt vervangen door wat volgt:

“§2. Het toezicht op de uitvoering van de gedelegeerde opdrachten van de “S.R.I.W.”, zoals toevertrouwd bij decreet of bij besluit van de Regering, en van de in artikel 22 bepaalde gedelegeerde opdrachten wordt gehouden door twee commissarissen die door de Regering aangesteld maar ook ontslagen kunnen worden.

Deze commissarissen zorgen ervoor dat de in het kader van de gedelegeerde opdrachten van de “S.R.I.W.” en van de in artikel 22 bepaalde gedelegeerde opdrachten genomen maatregelen niet tegenstrijdig zijn met de wetten, de decreten, de besluiten, de statuten of met de contractuele clausules i.v.m. de gedelegeerde opdrachten.

Zij hebben het recht kennis te nemen van alle beslissingen van de algemene vergadering, van de raad van bestuur en, in voorkomend geval, van het orgaan belast met het dagelijks beheer om over te gaan tot de nodige verificaties en zich alle inlichtingen en documenten die daartoe nodig zijn te doen voorleggen.

Zij hebben het recht de vergaderingen van de raad van bestuur betreffende de uitvoering van de gedelegeerde opdrachten met raadgevende stem bij te wonen.

De Regeringscommissarissen schorsen en melden samen aan de Regering iedere beslissing van de raad van bestuur die de wetten, de decreten, de besluiten, de statuten of de contractuele clausules i.v.m. de gedelegeerde opdrachten niet erkennen. Daartoe beschikken zij over een termijn van vier volle dagen; deze termijn gaat in op de dag van de vergadering tijdens dewelke de beslissing genomen werd voor zover de Regeringscommissarissen er regelmatig op werden uitgenodigd en, in tegenovergesteld geval, vanaf de dag waarop zij er kennis van gekregen hebben.

Indien de Regering geen beslissing heeft genomen binnen acht dagen na de schorsing, kan de beslissing uitgevoerd worden.

De bezoldiging van de regeringscommissarissen wordt vastgesteld door de Regering en betaald door de vennootschap.”.

**Art. 33bis.** In artikel 38 van dezelfde wet wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt:

“Na eensluidend advies van de Regering benoemt de raad van bestuur een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden.”.

**Art. 33ter.** In artikel 38 van dezelfde wet wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt:

“De personen belast met het dagelijks beheer of handelend binnen het orgaan belast met het dagelijks beheer mogen niet de functie van bestuurder uitoefenen.”. “De personen belast met het dagelijks beheer of handelend binnen het orgaan belast met het dagelijks beheer van de “S.R.I.W. of van de “SOGEPA” wonen de vergaderingen van de Raad van bestuur met raadgevende stem bij.”.

### HOOFDSTUK III. — *Maatregelen inzake leefmilieu*

#### *Afdeling 1.* — Wijzigingen in Boek I van het Milieuwetboek

**Art. 34.** In Titel 1 van Deel 1 van het Milieuwetboek wordt een artikel D.5-2 ingevoegd, luidend als volgt:

“ Art. D.5-2. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent de Regering incentives toe om de door het Milieuwetboek nagestreefde doelstellingen rechtstreeks of onrechtstreeks te bereiken, namelijk, het behoud van het evenwicht en de bescherming van het milieu, de ruimten, de landschappen, de natuurlijke hulpbronnen en milieus, de lucht, de bodem, het water, de diversiteit en de biologische evenwichten, d.w.z. elke actie ter voorkoming of herstel van schade aan het fysieke milieu, aan de natuurlijke of biologische hulpbronnen of ter bevordering van het rationele gebruik van die hulpbronnen.

§ 2. De incentives kunnen bestaan in:

1° de toekenning van financiële voordelen;

2° de toekenning van voordelen in natura in de vorm van overdrachten van goederen of dienstverleningen waarvan de financiële last geheel of gedeeltelijk door de Regering gedekt wordt.

§ 3. Deze incentives kunnen ten goede komen aan een natuurlijke of rechtspersoon of aan een organisatie zonder rechtspersoonlijkheid. Om in aanmerking te komen voor deze incentives moet de natuurlijke persoon, de rechtspersoon of de organisatie zonder rechtspersoonlijkheid:

1° bewijzen dat het project of de activiteit met de in § 1 van dit artikel bedoelde nagestreefde doelstellingen kadert;

2° vaststellen hoe het project milieuvoordelen oplevert.

§ 4. De Regering bepaalt de procedures m.b.t. de aanvraag en de toekenning van incentives rekening houdende met het type persoon die deze incentive aanvraagt. De Regering kan de regels bepalen m.b.t. :

1° de soorten in aanmerking komende uitgaven;

2° de bijzondere toekenningsvoorwaarden, de procedure voor de indiening van de aanvragen en de lijst van de te verstrekken documenten;

3° de bedragen en berekeningsmodaliteiten van de incentives;

4° de controle op het gebruik van de incentives.

§ 5. De incentive mag niet hoger zijn dan de bij de activiteit gemaakte werkelijke kosten of het project dat het voorwerp uitmaakt van die incentive.

Elke aanvraag voor incentives moet op basis van een volledig dossier uitgevoerd worden. De aanvraag geeft aanleiding tot een beslissing binnen een termijn van vier maanden te rekenen van het moment waarop het dossier volledig is.”.

**Art. 35.** In deel III, titel II/1, van Boek I van het Milieuwetboek wordt een hoofdstuk VII ingevoegd, luidend als volgt: “Hoofdstuk VII. - Financiering van de milieuverenigingen”.

**Art. 36.** In Hoofdstuk VII, Titel II/1, Deel III, van Boek I van het Milieuwetboek, ingevoegd bij artikel 35, wordt een artikel D.28-19 ingevoegd, luidend als volgt:

“ Art. D.28-19. § 1. De afdeling “Financiering van de milieuverenigingen” bedoeld in artikel D.170 stort jaarlijks op de vijfde werkdag van de maand januari fondsvoorschotten aan de aanvrager die de volgende voorwaarden vervult:

1° krachtens artikel D.28-9 als milieuvereniging erkend worden;

2° via een raamverdrag, een milieuovereenkomst met het Waalse Gewest gebonden zijn of minstens een principieel akkoord gegeven door de Minister van Leefmilieu genieten voor een toelage op milieugebied en dat het kalenderjaar waarin het voorschot wordt gestort, dekt;

3° geen partij zijn bij een geschilprocedure die kan leiden tot de storting van de door het Waalse Gewest toegekende subsidie of tot de toekenning van het bedrag ervan aan een derde;

4° niet getroffen zijn door een procedure inzake schorsing of door een werkelijke beslissing tot schorsing van zijn overeenkomst;

5° op zijn erewoord verklaren dat hij aan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 3° en 4° voldoet bij de indiening van de aanvraag;

6° uiterlijk voor 15 november van het jaar dat aan het lopende jaar voorafgaat, een vereffeningsaanvraag via fondsvoorschotten ingediend hebben bij het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

7° de attesten van de sociale en fiscale administraties hebben overgelegd waarbij vermeld wordt dat de operator in orde is met de betaling van de RSZ-bijdragen, van alle schulden ten opzichte van het bestuur van de fiscaliteit van de ondernemingen en inkomsten, alsook, in voorkomend geval, van de BTW.

Voor de toepassing van § 1, wordt onder werkdag verstaan, de dag die geen zaterdag, zondag of feestdag is.

Het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst gaat na of die voorwaarden worden nageleefd.

Voor het voorschot mag niet in aanmerking komen, de aanvrager die de in § 1 vermelde voorwaarden niet meer vervult na de indiening van de aanvraag bedoeld in § 1, eerste lid, 6°.

§ 2. De Minister van Leefmilieu deelt uiterlijk op één december die aan de storting voorafgaat, op basis van een gedetailleerde lijst, de namen van de rechthebbenden op het voorschot en het bedrag ervan voor elk van hen aan de administratie mede.

De Minister van Leefmilieu identificeert vóór de storting van het voorschot elke op bovenvermelde lijst opgenomen persoon die de in § 1 bedoelde voorwaarden niet meer vervult.

§ 3. De door de afdeling toegekende voorschotten dekken 80 % van de onvoorwaardelijke jaarlijkse schijf van de subsidie van het Waalse Gewest, die de aanvrager ontvangt voor het begrotingsjaar waarin het voorschot wordt toegekend. De voorschotten worden toegekend binnen de perken van de kredieten waarover het Fonds beschikt.

§ 4. Het Waalse Gewest verricht uiterlijk op 31 december van het jaar waarin het voorschot werd uitbetaald, de terugbetaling van het voorschot toegekend aan de gerechtigden die aan hem zijn gemeld, door middel van de subsidie die de gerechtigde toekomt ten gevolge van de administratieve en begrotingscontrole en door de aanrekening van het bedrag van het voorschot op de algemene uitgavenbegroting."

**Art. 37.** In Hoofdstuk VII, Titel II/1, Deel III, van Boek I van het Milieuwetboek, ingevoegd bij artikel 35, wordt een artikel D.28-20 ingevoegd, luidend als volgt:

" Art. D.28-30. Vóór 30 april van elk jaar maakt de Minister van Leefmilieu een activiteitenverslag van de afdeling "Financiering van de milieuverenigingen" op dat betrekking heeft op het vorige begrotingsjaar. Hij legt dat document voor ter goedkeuring van de Minister van Begroting en maakt het aan het Waals Parlement over.

Het activiteitenverslag bevat:

1° de uiteenzetting van de maatregelen genomen om de opdrachten van de afdeling te vervullen;

2° een commentaar om de evolutie van de situatie van de afdeling getrouw uiteen te zetten;

3° gegevens over de belangrijke gebeurtenissen die zich hebben voorgedaan na het sluiten van het vorig begrotingsjaar.

Na zijn goedkeuring wordt het activiteitenverslag ter kennis gesteld van de Regering en van het Rekenhof.

**Art. 38.** In artikel D.29-21, tweede lid, vervallen de woorden "en A.3".

**Art. 39.** Deel VI van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt:

"1° het opschrift van Deel VI wordt vervangen als volgt: "Milieuovereenkomsten en ecologische transitieovereenkomsten";

2° er wordt een ondertitel ingevoegd, luidend als volgt:

"Hoofdstuk I - Milieuovereenkomsten";

3° na artikel D.92 wordt een nieuw ondertitel ingevoegd, met als opschrift

"Hoofdstuk II. - Ecologische transitieovereenkomsten", en die dat de volgende bepalingen omvat:

"Art. D.92-1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder ecologische transitieovereenkomst, de overeenkomst gesloten tussen de Waalse Regering of één of meerdere Ministers, één of meerdere representatieve organen van openbare of private actoren in de zin van artikel 83, en in voorkomend geval, openbare en private actoren die individueel op vrijwillige basis handelen; bedoelde overeenkomst heeft als doel het mobiliseren van de actoren in een dynamisch en samenwerkingsproces ten einde de ecologische overgang op een specifiek gebied te stimuleren.

Art. D.92-2. De ecologische transitieovereenkomst bepaalt minstens:

1° haar doel;

2° de nagestreefde milieu-, sociale en economische doelstellingen;

3° haar duur en de opzeggingsregels;

4° de acties die de partijen zich ertoe verbinden uit te voeren en de draagwijdte van de respectievelijke verbintenissen;

5° de processen ontwikkeld door of tussen de actoren of categorieën actoren;

6° de uitwisseling van informatie tussen de partijen en de communicatie van de resultaten;

7° de opvolgings- en evaluatiemodaliteiten;

8° de toepasselijke bepalingen om er de inhoud van te wijzigen;

9° de regels voor lidmaatschap en terugtrekking van een belanghebbende partij.

De overeenkomst bepaalt in voorkomend geval:

1° de regels inzake openbaarheid;

2° de middelen die alle of bepaalde partijen zich ertoe verbinden te bestemmen voor de uitvoering van de acties.

Art. D.92-3. Het proces voor het sluiten van een ecologische transitieovereenkomst omvat minstens de volgende stappen:

1° behalve in het geval van een regeringsinitiatief, de nederlegging bij de Regering of bij één of meerdere Ministers van een intentieverklaring door een of meer representatieve organen van publieke of private actoren;

2° de oprichting van een comité met vertegenwoordigers van de betrokken belanghebbende partijen, dat belast is met het uitwerken van het ontwerp van overeenkomst en met het identificeren van de potentiële ondertekenende partijen;

3° wanneer ze vereist wordt, de raadpleging langs elektronische weg binnen een termijn van dertig dagen na de bekendmaking op de desbetreffende website;

4° het onderzoek van de eventuele opmerkingen, de finalisering van de overeenkomst en de ondertekening ervan;

5° de bekendmaking, volledig of bij uittreksel, van de overeenkomst op de desbetreffende website en op de website van de administratie of van de administraties betrokken bij haar doel.

De Regering kan de modaliteiten voor de aanneming van die overeenkomsten bepalen. Ze kan bepalen welke soorten ontwerpen van overeenkomsten of van verbintenissen aan een raadpleging van het publiek onderworpen worden, overeenkomstig het eerste lid, 3°, en volgens welke modaliteiten, rekening houdende met hun doel en hun draagwijdte.

Op elk ogenblik kan het in het eerste lid, 2°, bedoelde comité beslissen om andere actoren als tussenkomen- de of ondersteunende partijen te betrekken.”.

**Art. 40.** In artikel D. 155*bis* van Boek I van het Milieuwetboek worden de §§ 3 en 4, ingevoegd bij het decreet van 22 juli 2010, vervangen als volgt:

§ 3. Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan door al wie de volgende bepalingen van Verordening (EU) nr. 517/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende gefluoreerde broeikasgassen en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 842/2006 overtreedt:

1° artikel 3;

2° artikel 4, §§ 1 tot 4;

3° artikel 5;

4° artikel 6, §§1 en 2;

5° artikel 7; § 1;

6° artikel 8;

7° artikel 13.

§ 4. Er wordt een overtreding van derde categorie begaan door al wie artikel 19 van Verordening (EU) nr. 517/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende gefluoreerde broeikasgassen en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 842/2006 overtreedt.”.

**Art. 41.** In artikel D.170 van Boek I van het Milieuwetboek, laatst gewijzigd bij het programmadecreet van 12 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt:

§ 1. Er wordt binnen de ontvangstenbegroting en de algemene uitgavenbegroting van het Gewest een “Fonds pour la protection de l’environnement” ingesteld dat uit vier afdelingen bestaat, met name :

1° de afdeling “incivilités environnementales”;

2° de afdeling “protection des eaux” ;

3° de afdeling “protection des sols” ;

4° de afdeling “financement des associations environnementales.”;

2° § 2 wordt aangevuld als volgt :

“Onverminderd het eerste lid zullen de ontvangsten van het “Fonds pour la Protection de l’Environnement”, afdeling “incivilités environnementales”, bestemd worden voor de kosten voortvloeiend uit de aanwerving van personeel binnen de administratie, dat belast is met het opsporen, het vaststellen, het vervolgen, het straffen of het opleggen van herstelmaatregelen in het kader van een overtreding inzake leefmilieu. De bestemming van die ontvangsten voor de afdeling “incivilités environnementales” wordt jaarlijks beperkt tot 50 % van de ontvangsten die door deze afdeling het voorafgaand jaar zijn geïnd.”;

3° paragraaf 3, tweede lid, 5° wordt vervangen als volgt :

“5° de dossierrechten bepaald bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, bij het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer en bij de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging.”;

4° er wordt een paragraaf 5 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 5. De afdeling “financement des associations environnementales” heeft als doel financiële reserves aan te leggen en te beheren om, in het kader van delegatie van opdrachten, al de door het Waalse Gewest toevertrouwde opdrachten met financieel karakter inzake leefmilieu uit te oefenen.

Met het oog op die doelstelling is deze afdeling belast met de volgende opdrachten:

1° de door de Regering toevertrouwde opdrachten uitoefenen om bij te dragen tot de uitvoering van het financieel beleid van het Waalse Gewest in het kader van de milieubevoegdheden ervan;

2° overeenkomstig artikel D.28-19 fondsvoorschotten toekennen.

De middelen van de afdeling "Financement des associations environnementales" bestaan uit de volgende elementen:

1° de stortingen door het Waalse Gewest aan de afdeling van de bedragen bestemd voor het vervullen van de opdrachten die haar zijn toevertrouwd, zoals bepaald in het tweede lid, 3°;

2° de meerwaarden en financiële opbrengsten van de beleggingen van de afdeling en van de reserves van de afdeling;

3° de terugbetalingen van de krachtens artikel D.28-20 toegekende voorschotten.

In geval van onvoldoende reserves van de afdeling geeft het Waalse Gewest de nodige financiële hulpmiddelen voor het vervullen van haar opdrachten."

#### *Afdeling 2. — Wijzigingen in het Waterwetboek*

**Art. 42.** In artikel D.26 van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterboek inhoudt, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2016, worden de woorden "de "Société wallonne des Eaux" ingevoegd tussen de woorden "de "Société publique de Gestion de l'Eau"," en de woorden "de beleidsgroep Leefmilieu".

**Art. 43.** In artikel D.28, § 4, van hetzelfde Boek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2016, worden de woorden "de "Société wallonne des Eaux" ingevoegd tussen de woorden "de "Société publique de Gestion de l'Eau"," en de woorden "de beleidsgroep Leefmilieu".

**Art. 44.** In artikel D.257, § 1, van hetzelfde Boek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 3° wordt vervangen als volgt:

"3° op de schijf boven 10 kubieke meter water : 0,02 euro per kubieke meter opgenomen water." ;

2° punt 4° wordt opgeheven.

**Art. 45.** In artikel D.260, § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "voor alle lozingen van industrieel afvalwater in een openbaar zuiveringsstation" toegevoegd na de woorden "datum van ondertekening van het contract".

**Art. 45bis.** In artikel D.260, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Wanneer de onderneming na 1 januari 2019 een vergunning voor een nieuwe vestiging krijgt, kan het industrieel dienstencontract gesloten worden en op hetzelfde ogenblik in werking treden en geldt de vrijstelling van de belasting betreffende het industrieel afvalwater vanaf dat ogenblik."

**Art. 46.** In artikel D.260, § 3, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt een punt 8) ingevoegd, luidend als volgt:

"8) In geval van afstand, overdracht of delegatie van activiteiten aan een andere persoon blijven de wederzijdse rechten en verplichtingen van het contract van kracht."

**Art. 47.** In artikel D.263 wordt § 1 vervangen als volgt:

"D.263. § 1. De waarden van de in artikel D.262 bedoelde parameters zijn de in de milieuvergunning van de belastingplichtige vermelde maximale waarden, voor zover zij erin vermeld staan en de belastingplichtige de bewoordingen van de milieuvergunning of de werkelijke gemiddelde waarden in acht neemt, die bepaald zijn door een laboratorium erkend door de Regering overeenkomstig artikel D.147, Boek I, van het Milieuwetboek, of door het referentielaboratorium van het Waalse Gewest, volgens de voorschriften en onder het toezicht van de Administratie.

Als de belastingplichtige de in aanmerking te nemen parameterwaarden verzuimt mede te delen aan de Administratie of aan de "S.P.G.E." voor de ondernemingen die een industrieel saneringscontract hebben gesloten, gaat bedoelde Administratie tot monsternemingen en analyses over of laat ze daartoe overgaan om die waarden te bepalen, waarbij de daaruit voortvloeiende kosten ten laste komen van de belastingplichtige.

Onverminderd wat voorafgaat, kan de Administratie of de "S.P.G.E." voor de ondernemingen die een industrieel saneringscontract hebben gesloten, opmetingscampagnes organiseren om de gemiddelde waarden van de belastingparameters te bepalen. Daartoe verleent ze machtiging aan een laboratorium dat door de Waalse Regering is erkend krachtens artikel D.147 van Boek I van het Milieuwetboek of aan het referentielaboratorium van het Waalse Gewest. De Regering is bevoegd om de modaliteiten te bepalen voor de te verrichten debietmetingen en monsternemingen ten einde zich te vergewissen van de goede representativiteit ervan. De belastingplichtige verleent toegang tot de kamers en de voorzieningen voor de controle op de lozing(en) van het industriële afvalwater.

Als de Administratie, na afloop van opmetingscampagnes of op grond van analyseresultaten verkregen door andere diensten van de Waalse Regering, de belasting vastlegt ingevolge een procedure tot rechtzetting van de aangifte van de belastingplichtige of van een procedure tot belasting van ambtswege, wordt er rekening gehouden met een gemiddelde van de resultaten van de door de belastingplichtige eventueel uitgevoerde analyses en van de resultaten van analyses verkregen tijdens de opmetingscampagnes. Voor de ondernemingen die een dienstovereenkomst inzake industriële sanering hebben gesloten bij gebrek aan gegevens waarmee de waarde van de parameters kan worden bepaald, stelt de "S.P.G.E." de kosten van de industriële sanering vast op basis van een gemiddelde van de resultaten van de uitgevoerde analyses.

De Regering is bevoegd om de modaliteiten voor de toepassing van dat gemiddelde te bepalen op basis van de weging van de gemiddelde waarden van de resultaten gebruikt door de Administratie of de "S.P.G.E." voor de ondernemingen die een industrieel saneringscontract hebben gesloten, en door de belastingplichtige, en van de type-afwijkingen ervan en van het aantal jaarlijkse monsters.

De Regering stelt de technische modaliteiten vast voor de bepaling van de waarden van de in artikel D.262 bedoelde parameters."

**Art. 48.** In artikel D.352 van hetzelfde Boek wordt een punt 5° ingevoegd, luidend als volgt :

"5° de vervulling van de opdrachten toevertrouwd door de Regering in de watersector en met name de opdrachten bepaald in de statuten."

**Art. 49.** In artikel D.353, § 2, van hetzelfde Boek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2006, vervallen de woorden ", met name het Awex (Waaals Exportagentschap) en het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen,".

**Art. 50.** In artikel D.363 van hetzelfde Boek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 4 wordt de laatste vermelding van het woord "maatschappij" vervangen door de woorden "'S.W.D.E." of van de maatschappijen, verenigingen of instellingen waarin de "S.W.D.E." een participatie heeft genomen";

2° in § 5, tweede lid, worden de woorden "van de S.W.D.E." of van de maatschappijen, verenigingen of instellingen waarin de "S.W.D.E." een participatie heeft genomen" toegevoegd na de woorden "van personeelslid".

**Art. 51.** In artikel D.365, § 4, van hetzelfde Boek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid vervallen de woorden "en aan de raad voor de exploitatie";

2° in het derde lid worden de woorden "mag niet langer lopen dan één jaar" vervangen door de woorden "is in de tijd beperkt".

**Art. 52.** In hetzelfde Boek wordt artikel D.366 vervangen als volgt :

" Art. D.366. § 1. De Raad van bestuur bestaat uit veertien leden die voor een mandaat van 5 jaar door de Regering worden benoemd.

Twee bestuurders worden benoemd op voorstel van de "S.P.G.E."

Acht bestuurders zijn lid van het gemeentecollege of van de gemeenteraad van een aangesloten gemeente, naar rato van één bestuurder voor het geheel van de aangesloten gemeenten van het geografisch ambtsgebied van elk exploitatiefiliaal.

Bij de benoeming van de bestuurders zorgt de Regering er bovendien voor dat de functiebeschrijvingen en de competentieprofielen die nuttig zijn voor de goede werking van de raad van bestuur rekening houdende met de eigenschappen van de maatschappij complementair zijn.

§ 2. Onder de bestuurders die ze benoemt, wijst de Regering een voorzitter en een ondervoorzitter aan.

De statuten stellen de regels betreffende de respectievelijke bevoegdheden van de voorzitter en ondervoorzitter vast.

Bij staking van stemmen binnen de raad van bestuur is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 3. De bestuurder die één van de acht bestuurders is die lid zijn van het gemeentecollege of van de gemeenteraad van een aangesloten gemeente en die niet langer deel uitmaakt van één van beide gemeenteorganen wordt van rechtswege aftredend geacht te zijn en heeft niet langer zitting binnen de raad van bestuur.

§ 4. De raad van bestuur kan pas beraadslagen en beslissen als de meerderheid van zijn leden aanwezig is of vertegenwoordigd wordt. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen, behoudens de uitzonderingen bedoeld in deze statuten, in het Wetboek van vennootschappen of in dit Hoofdstuk."

**Art. 53.** In artikel D.367 van hetzelfde Boek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 vervallen de punten 1° en 2°;

2° in § 1 worden de punten 3° en 4° de punten 1° en 2°;

3° paragraaf 2 wordt vervangen door de volgende tekst:

"§ 2. Indien de bestuurder in de loop van zijn mandaat aanvaardt een functie of een mandaat bedoeld in § 1 uit te oefenen, eindigt zijn mandaat van rechtswege."

**Art. 54.** In artikel D.369 van hetzelfde Boek vervalt het tweede lid.

**Art. 55.** In artikel D.370, § 1, tweede lid, van hetzelfde Boek vervallen de woorden ", die hun functie hebben moeten neerleggen of een van zelfstandige activiteit hebben moeten stopzetten om hun mandaat bij de "S.W.D.E." uit te oefenen".

**Art. 56.** Artikel D.372, laatst gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016, wordt vervangen als volgt :

" Art. D.372. § 1. Voor elk bijkantoor wordt een exploitatieraad opgericht, die bestaat uit een vertegenwoordiger per aangesloten gemeente van het ambtsgebied van het betrokken bijkantoor.

Elke aangesloten gemeente wijst zijn vertegenwoordiger binnen de exploitatieraad onder de leden van het gemeentecollege aan.

§ 2. De exploitatieraad wordt geraadpleegd over de werkprogramma's van de maatschappij, over de uitvoering ervan en de coördinatie met de gemeentelijke werven.

Hij brengt advies uit over elke vraagstuk dat hem wordt voorgelegd door de raad van bestuur of het directiecomité.

§ 3. De statuten bepalen de werkingsregels van de exploitatieraden. Ze kunnen bijkomende regels bepalen wat betreft de samenstelling en de bevoegdheden van de exploitatieraden.

§ 4. Het mandaat van lid van een exploitatieraad wordt kosteloos uitgeoefend."

**Art. 56bis.** Titel VI van Deel IV van Boek II van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt:

"Titel VI. Sancties voor overtredingen inzake de inning en de betaling van belastingen, heffingen, bijdragen en de invordering van de reële kostprijs van de sanering en van de kosten van de industriële sanering alsook inzake de sluiting van industriële saneringscontracten".

**Art. 56ter.** In artikel D.406 van hetzelfde Wetboek wordt het volgende derde lid toegevoegd:

"Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door de onderneming, die industrieel afvalwater in een openbaar zuiveringsstation loost, die de in artikel D.260, § 2 bedoelde dienstovereenkomst inzake industriële sanering niet sluit."

**Art. 56quater.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel D.406-3, luidend als volgt:

" Art. D-406. Op basis van de door de administratie verstrekte bijgewerkte lijst van de ondernemingen die industrieel afvalwater in een openbaar zuiveringsstation lozen, maken de "S.P.G.E." en de saneringsinstelling het ontwerp van contract aan de onderneming over.

Bij gebrek aan antwoord van de industriesector richt de saneringsinstelling een rappelbrief aan de onderneming met afschrift aan de "S.P.G.E." en gaat ze na of de onderneming aangesloten is op het zuiveringsstation.

Bij gebrek aan antwoord van de industriesector richt de "S.P.G.E." een ingebrekestelling.

Bij gebrek aan antwoord of bij weigering om een contract te sluiten informeert de "S.P.G.E." de door de Regering aangewezen administratie om de overtredingen vast te stellen.

De sanctionerend ambtenaar richt een afschrift van zijn beslissing aan de gemeente, aan de erkende saneringsinstelling, aan de "S.P.G.E." en aan het Bestuur Leefmilieu."

**Art. 57.** Artikel D.379, §2 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt:

"§ 2. De algemene vergadering bepaalt de bezoldiging van de commissarissen."

*Afdeling 3.* — Wijziging in het decreet van 22 december 2010 betreffende de Waalse infrastructuur voor ruimtelijke informatie

**Art. 58.** In artikel 17 van het decreet van 22 december 2010 betreffende de Waalse infrastructuur voor ruimtelijke informatie wordt § 3 vervangen als volgt:

"§ 3. Het strategisch plan loopt over een periode van vijf jaar."

**Art. 59.** In artikel 18 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

"§ 2. Het strategisch comité voor geomatica bestaat uit maximum dertig gewone leden. De Regering kan er de samenstelling van vaststellen en de sectoren bepalen die verplicht vertegenwoordigd moeten worden."

*Afdeling 4.* — Wijzigingen in de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren

**Art. 60.** Artikel 3 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, laatst gewijzigd bij het decreet van 18 mei 2017 wordt aangevuld met de punten 23., 24. en 25., luidend als volgt:

"23. Gespecialiseerd tijdschrift of gespecialiseerde website: een tijdschrift of een website waarvan de advertenties uitsluitend betrekking hebben op de commercialisering van dieren of rechtstreeks daarmee verband houdende goederen en diensten;

24. Gesloten groep: de op basis van een inschrijving of identificatie op sociale netwerken gecreëerde ruimte die enkel toegankelijk is voor personen toegelaten door de beheerder van ruimte en waarvan de inhoud enkel door die personen ingezien kan worden;

25. dieren die voor productiedoeleinden zijn bestemd: dieren gehouden voor de productie van voedingsmiddelen of van andere consumptieproducten."

**Art. 61.** In de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren wordt artikel 7, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 27 december 2012, aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt:

"Wanneer een dier geïdentificeerd en geregistreerd wordt, wordt de persoon voor wie is meegedeeld dat hij verantwoordelijk is voor het dier, geacht de eigenaar ervan te zijn. Dit vermoeden is weerlegbaar door alle rechtsmiddelen."

**Art. 62.** Artikel 11bis van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, ingevoegd bij het decreet van 10 november 2016, wordt vervangen als volgt:

"Art. 11bis. De artikelen 11ter tot 11 *quinquies* zijn van toepassing op de gepubliceerde advertenties, ongeacht de drager, voor een persoon gevestigd op het grondgebied van het Waalse Gewest."

**Art. 63.** In hoofdstuk II van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren wordt een artikel 11ter ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 11ter. § 1. Wanneer ze betrekking hebben op een dier waarvan het houden toegelaten is, wordt de reclame met het oog op de verhandeling van dieren alleen toegelaten:

1° in een gespecialiseerd tijdschrift of een gespecialiseerde website die door de Regering volgens de door haar bepaalde procedure als gespecialiseerd erkend wordt;

2° in een gesloten groep binnen de sociale netwerken voor zover:

- ofwel de reclame exclusief betrekking heeft op de kosteloze afstand van een dier;

- ofwel de reclame exclusief betrekking heeft op de commercialisering van een dier geboren in de fokkerij van een erkende fokker.

Reclame is verboden op de pagina's of discussiegroepen die rechtstreeks toegankelijk zijn voor het publiek, of op een soortgelijke drager binnen sociale netwerken.

De volgende gespecialiseerde tijdschriften of websites zijn van de in lid 1, 1°, bedoelde erkenning vrijgesteld:

1° degene die door of voor de Waalse Overheidsdienst worden uitgegeven;

2° degene die door een erkende honden- of kattenfokker uitgegeven worden met het oog op het verhandelen van de honden of katten geboren in zijn fokkerij;

3° degene die de verhandeling van de paardachtigen beogen;

4° degene betreffende de verhandeling van dieren waarvan het houden toegelaten is, waarvoor geen lijst vastgesteld wordt door de Regering overeenkomstig artikel 3bis, § 1.

Naast de overeenkomstig het eerste lid toegelaten reclames, worden de reclames met het oog op de verhandeling van dieren voor productiedoeleinden toegelaten in een tijdschrift of een website bestemd voor de landbouwsector.

De Regering kan de modaliteiten voor het gebruik van de gesloten groepen alsook een stelsel voor de registratie voorafgaand aan het gebruik van die gesloten groepen.

§ 2. In afwijking van § 1 worden de toegelaten dierenasielen toegelaten om advertenties met het oog op de herplaatsing van de dieren bekend te maken buiten een gespecialiseerd tijdschrift of website.

De Regering kan andere gevallen bepalen waarin de reclame met het oog op de verhandeling van een dier toegelaten is buiten een gespecialiseerd tijdschrift of website."



**Art. 64.** In hoofdstuk III van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren wordt een artikel *11quater* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. *11quater*. Wanneer ze betrekking heeft op een dier waarvan het houden toegelaten is, wordt de reclame met het oog op de verhandeling van dieren verboden.

In afwijking van het eerste lid wordt, voor de dieren waarvan het houden via een erkenning toegekend door de Regering krachtens artikel *3bis*, § 1, toegelaten is, de houder van de erkenning toegelaten om advertenties betreffende de verhandeling van de dieren bedoeld in de voorwaarden vermeld in artikel *11bis* bekend te maken."

**Art. 65.** In hoofdstuk III van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren wordt een artikel *11quinquies* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. *11quinquies*. Elke reclame betreffende de verhandeling van een dier bevat de door de Regering bepaalde informatie en vermeldingen."

**Art. 66.** In artikel 36 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, gewijzigd bij het programmadecreet van 12 december 2014 en bij het decreet van 10 november 2016, wordt 17° vervangen als volgt:

"17° de artikelen *11ter* tot *11quinquies* overtreedt"

**Art. 67.** Artikel 43.3 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, ingevoegd bij het programmadecreet van 12 december 2014, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Onverminderd het eerste lid kunnen de uitgaven van het fonds verband houden met de kosten voortvloeiend uit de aanwerving van personeel binnen de administratie, dat belast is met het opsporen, het vaststellen, het vervolgen, het straffen of het opleggen in het kader van een overtreding inzake dierenwelzijn."

*Afdeling 5.* — Wijzigingen in de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging

**Art. 68.** In artikel 1 van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging wordt 5° vervangen als volgt:

"5° om de personen te erkennen of te certificeren die verantwoordelijk zijn voor de installatie, het onderhoud, de instandhouding, de controle of de inspectie, het herstel of de buitendienststelling van toestellen, uitrustingen of systemen omschreven door de Regering en om het vereiste kwalificatieniveau te bepalen en om de centra te erkennen die verantwoordelijk zijn voor het verzorgen van opleidingen en het organiseren van examens, waarvan het slagen een voorwaarde is voor het verlenen van een erkenning of certificering;"

**Art. 69.** Artikel 3 van dezelfde wet, opgeheven bij het decreet van 27 oktober 2011, wordt hersteld als volgt:

"Art. 3. Een dossiersrecht, waarvan de opbrengst integraal aan het "Fonds pour la protection de l'environnement, section incivilités environnementales", bedoeld in artikel D.170, § 1, van Boek I, van het Milieuwetboek, gestort wordt en dat de administratieve kosten dekt, kan ten laste van elke natuurlijke of rechtspersoon geheven worden wegens de indiening van een aanvraag overeenkomstig artikel 1, 5°. De Regering bepaalt het bedrag van het dossiersrecht alsook de modaliteiten voor de inning ervan. Het bedrag van het dossiersrecht wordt jaarlijks geïndexeerd."

**Art. 70.** Artikel 4 van dezelfde wet, opgeheven bij het decreet van 27 oktober 2011, wordt hersteld als volgt:

"Art. 4. Binnen de perken van de beschikbare kredieten kan de Regering een subsidie toekennen aan de in artikel 1, 5°, bedoelde opleidings- en examencentra.

Om voor de subsidie in aanmerking te komen:

1° beperken de centra het per kandidaat ontvangen inschrijvingsrecht tot het door de Regering bepaalde bedrag;

2° krijgen de centra geen andere subsidie voor de betrokken activiteiten."

**Art. 70bis.** Artikel 5 van dezelfde wet, opgeheven bij het decreet van 27 oktober 2011, wordt hersteld als volgt:

"Art. 5. Volgens de door haar bepaalde modaliteiten en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering subsidies en prijzen toekennen aan de privé-sector, de openbare sector en de universiteiten voor de bewustmaking van het publiek of voor acties ter voorkoming of ter bestrijding van de luchtverontreiniging.

Ze kan ook subsidies toekennen voor internationale projecten gebonden aan de luchtkwaliteit."

**Art. 71.** In dezelfde wet wordt een artikel 11 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 11. Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan door de persoon bedoeld in artikel 1, 5°, die een handeling uitvoert zonder te beschikken over de overeenstemmende erkenning."

*Afdeling 6.* — Wijzigingen aangebracht in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen

**Art. 72.** In het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, wordt artikel *4bis* vervangen als volgt:

"Art. *4bis*. § 1. Een stof die of een voorwerp dat het resultaat is van een productieproces dat niet in de eerste plaats bedoeld is voor de productie van die stof of dat voorwerp, kan alleen als een bijproduct en niet als een afvalstof worden aangemerkt, indien wordt voldaan aan de volgende voorwaarden:

1° het is zeker dat de stof of het voorwerp zal worden gebruikt;

2° de stof of het voorwerp kan onmiddellijk worden gebruikt zonder verdere andere behandeling dan die welke bij de normale productie gangbaar is;

3° de stof of het voorwerp wordt geproduceerd als een integraal onderdeel van een productieproces; en

4° verder gebruik is rechtmatig, m.a.w. de stof of het voorwerp voldoet aan alle voorschriften inzake producten, milieu en gezondheidsbescherming voor het specifieke gebruik en zal niet leiden tot over het geheel genomen ongunstige effecten op het milieu of de menselijke gezondheid.

§ 2. Op basis van de in § 1 bedoelde minimumvoorwaarden kan de Regering:

1° maatregelen aannemen voor de bepaling van de na te leven criteria, die op gemeenschappelijk niveau zullen worden vastgesteld, zodat specifieke stoffen of voorwerpen kunnen worden aangemerkt als bijproducten en niet als afvalstoffen;

2° procedurele modaliteiten bepalen volgens welke een stof of een voorwerp kan worden aangemerkt als bijproduct en niet als afvalstof;

3° een lijst van categorieën stoffen en producten erkend als bijproducten vaststellen.

§ 3. De Regering deelt zulke beslissingen aan de Commissie mee overeenkomstig richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij, wanneer ze het vereist.

§ 4. De Regering kan de exploitanten die stoffen en producten erkend als bijproducten produceren, aan registratie onderwerpen. De modaliteiten voor de toepassing van deze paragraaf worden door de Regering nader bepaald.

§ 5. De Regering kan de betaling van administratieve kosten opleggen voor de erkenning als bijproduct van een stof of van een voorwerp alsook voor de in § 4 bedoelde registratie.”.

**Art. 73.** Artikel 4ter van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013, wordt gewijzigd als volgt:

1° in de eerste en tweede leden van § 3 worden de woorden “per geval” vervangen door de woorden “via een beslissing van individuele aard”;

2° in 1° van dezelfde paragraaf wordt het woord “gebruikelijk” opgeheven;

3° het laatste lid van dezelfde paragraaf wordt opgeheven;

4° het artikel wordt aangevuld met de §§ 5 en 6, luidend als volgt:

“§ 5. De Regering kan de exploitanten die stoffen en producten die niet langer afvalstoffen zijn, produceren, aan registratie onderwerpen. De modaliteiten voor de toepassing van deze paragraaf worden door de Regering nader bepaald.

§ 6. De Regering kan de betaling van administratieve kosten opleggen voor de erkenning als einde van statuut van afvalstof van een stof of van een voorwerp alsook voor de in § 5 bedoelde registratie.”.

**Art. 74.** Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

“§ 4. Naar gelang van hun kenmerken en hun samenstelling worden de afvalstoffen als brandbaar of niet-brandbaar ingedeeld. Afvalstoffen met een gloeiverlies van meer dan 10 % en een totaal gehalte aan organische koolstof van meer dan 6 % worden als brandbaar beschouwd.

De opnemingsopdracht op de [00c4][00b3]st van de brandbare afvalstoffen houdt het vermoeden in dat het afval brandbaar is. De Regering wordt ertoe gemachtigd om de procedure te bepalen, waarmee het onbrandbare karakter van een afvalstof dat in de lijst als brandbaar wordt beschouwd, per geval kan worden erkend.

Hetzelfde artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt:

“§ 5. De Regering kan de afvalstoffen naar gelang van hun recycleerbaar of niet-recycleerbaar karakter indelen. De opnemingsopdracht op de [00c4][00b3]st van de recycleerbare afvalstoffen houdt het vermoeden in dat het afval recycleerbaar is; er kunnen voorwaarden aan worden verbonden.”.

**Art. 75.** § 1. In artikel 6, § 1, 4°, van hetzelfde decreet worden de woorden “ en de reglementering,” ingevoegd tussen de woorden “de bevordering” en het woord “onverminderd”.

§ 2. In hetzelfde artikel wordt met een nieuwe paragraaf na paragraaf 4 toegevoegd, luidend als volgt:

“§ 5. Het gebruik van plastic gebruiksvorwerpen voor eenmalig gebruik die in het bijzonder bestemd zijn om de consumptie van levensmiddelen en dranken mogelijk te maken of te vergemakkelijken, is verboden in elke voor het publiek toegankelijke inrichting.

De Regering bepaalt de modaliteiten van het in het vorige lid bedoelde verbod. Ze bepaalt de soorten gebruiksvorwerpen, de afwijkingen wanneer er geen aangepaste alternatieven bestaan, en eventueel de uitbreiding tot andere materialen dan plastic.”.

**Art. 76.** Artikel 8bis van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 1 wordt een eerste lid ingevoegd, luidend als volgt:

“De Regering kan uitgebreide aansprakelijkheidsregelingen voor producenten vaststellen.” ;

2° in § 6, derde lid, wordt, in de Franse versie, een komma ingevoegd tussen de woorden “déficit de chaîne” en de woorden “présentant un problème de propreté”.

**Art. 77.** In artikel 9, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden “en formulieren” vervangen door de woorden “, formulieren en met andere adequate elektronische middelen.”.

In hetzelfde artikel wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt:

“Uiterlijk vanaf 1 januari 2023 wordt elke regelmatige verstrekking van gegevens aan de administratie waarin een besluit van de Regering voorziet, in digitale vorm georganiseerd. De Regering kan de toepassingsmodaliteiten bepalen.”

**Art. 78.** In artikel 10 van hetzelfde decreet wordt, na het laatste lid, een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt:

“Elke persoon geregistreerd voor het vervoer van niet-gevaarlijke afvalstoffen in één van de twee andere Gewesten van de Belgische staat wordt geacht in het Waalse Gewest geregistreerd te zijn voor het vervoer van dezelfde categorieën afvalstoffen, waarbij hij de gegevens van zijn registratie(s) aan de bevoegde dienst van de administratie meedeelt. De verplichtingen die overeenkomstig het derde lid van toepassing zijn op de geregistreerde vervoerders en de uitschrijvingsregels zijn er ook op van toepassing.”.

**Art. 79.** In artikel 22 van hetzelfde decreet wordt, na de bewoordingen “27”, de bewoordingen “,27bis” en de volgende zin toegevoegd:

“Wanneer de door de of voor de gemeente georganiseerde bijdrage van de begunstigen van afvalbeheer het in artikel 21, § 1, bedoelde kostendeckingspercentage niet naleeft, wordt het bedrag dat overeenstemt met kosten die niet worden doorberekend of die de toegestane kostendeckingsmarge overschrijden, rechtstreeks afgetrokken van de eerstvolgende subsidie(s) die moet(en) worden betaald, en dit, alleen voor rekening van de betrokken gemeente”.

**Art. 80.** Artikel 40, 2°, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : "analyzelaboratoria erkennen en staalnemers erkennen of registreren volgens de door haar bepaalde regels".

*Afdeling 7.* — Wijzigingen in het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie

**Art. 81.** Artikel 2/4 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, laatst gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, wordt aangevuld met de §§ 6 en 7, luidend als volgt:

"§ 6. De Regering wijst een voorzitter en twee eerste ondervoorzitters onder de gewone vaste leden en een ondervoorzitter per afdeling onder de bijkomende gewone leden van die afdeling aan.

De voorzitter zit de beleidsgroep "Leefmilieu" voor wanneer bedoelde beleidsgroep alleen uit de vaste leden bestaat of wanneer hij meerdere afdelingen verenigt. Het in artikel 2, § 1, 9°, bedoelde huishoudelijk reglement van de beleidsgroep kan het voorzitterschap van deze vergaderingen aan de twee eerste ondervoorzitters delegeren.

Elke ondervoorzitter van een afdeling zit de beleidsgroep "Leefmilieu" voor wanneer hij de vaste leden en de bijkomende leden van één enkele afdeling verenigt.

§ 7. Een bureau dat zonder beslissingsbevoegdheid wat betreft de opdrachten van de beleidsgroep "Leefmilieu" belast is met de organisatie van de beleidsgroep, bestaat uit de voorzitter en de vijf ondervoorzitters."

**Art. 82.** In artikel 2/2, § 2, 5°, van hetzelfde decreet van de Franse versie vervallen de woorden "sur proposition d'Inter-Environnement Wallonie".

*Afdeling 8.* — Wijziging in het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een Institut scientifique de service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.) (Wetenschappelijk Instituut van Openbare dienst in het Waalse Gewest)

**Art. 83.** In artikel 6 van het decreet van 17 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.)", laatst gewijzigd bij het decreet van 22 januari 1998, wordt § 3 opgeheven.

*Afdeling 9.* — Wijziging in het decreet van 27 juni 2013 betreffende de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling

**Art. 84.** Artikel 9 van het decreet van 27 juni 2013 betreffende de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling, laatst gewijzigd op 16 februari 2017, wordt opgeheven.

*Afdeling 10.* — SPAQuE

**Art. 85.** Artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen wordt vervangen als volgt:

"Art. 39. De Regering richt een publiekrechtelijke naamloze vennootschap op, die "Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement "(Openbare maatschappij voor hulpverlening inzake de verbetering van het leefmilieu) , afgekort "SPAQuE", wordt genoemd.

Het Wetboek van vennootschappen is erop van toepassing behalve afwijking in dit decreet. De handelingen van de "SPAQuE" worden geacht daden van koophandel te zijn in de zin van de artikelen 2 en 3 van het Wetboek van Economisch Recht.

Art. 39bis. De statuten van de SPAQuE en hun wijzigingen worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

De Regering keurt ook de volgende elementen goed:

1° de samenstelling van de raad van bestuur;

2° de oprichting van dochtermaatschappijen en de afstand van meerderheidsdeelnemingen;

3° de kapitaalverhogingen.

Art. 39ter. De "SPAQuE" wordt vrijgesteld van de onroerende voorheffing.

Art. 39quater. De "SPAQuE" heeft tot doel:

- alle activiteiten uit te voeren die verband houden met de preventie, de verwijdering, de behandeling en de verwerking van afstoffen en verontreinigde bodems;

- bij te dragen tot de verbetering van de kennis van de bodemtoestand, tot de preventie van schade aan de bodemkwaliteit alsook tot het beheer van potentieel verontreinigde en verontreinigde bodems;

- verontreinigde site te herwaarderen;

- te zorgen voor onderzoek, ontwikkeling en uitwisseling van expertise, ervaring, kennis en instrumenten die zijn ontwikkeld inzake afvalbeheer en beheer van verontreinigde bodems;

- mee te werken aan de prospectie, planning en ontwikkeling van strategische plannen, programma's of instrumenten inzake afvalbeheer en beheer van potentieel verontreinigde bodems of verontreinigde bodems;

- de openbare en private actoren blootgesteld aan een problematiek van potentieel verontreinigde bodem of verontreinigde bodem te begeleiden;

- de plaatselijke besturen in deze gebieden te adviseren;

- de Waalse knowhow in de sector van het afvalbeheer en de herbestemming van oude bedrijfsterrainen , zonder industriële, commerciële of financiële risico's te nemen, op internationaal niveau te valoriseren.

Art. 39quinquies. De Regering kan de regels inzake de tussenkomst van de "SPAQuE" bepalen wat betreft de uitvoering van deze opdrachten.

De Regering kan bovendien andere opdrachten die in nauw verband zijn met deze opdrachten aan de SPAQuE toevertrouwen.

Art. 39sexies. Om haar doel te verwezenlijken kan de SPAQuE:

- alle handels-, industriële, financiële of beheers-, onroerende en roerende verrichtingen uitvoeren die nuttig of nodig zijn voor de verwezenlijking van haar doel;

- handelingen die inkomsten kunnen genereren, verrichten binnen de perken van haar maatschappelijk doel;

- samenwerken met een andere gespecialiseerde vennootschap om synergieën of bevoegdheidskernen te creëren

Art. 39septies. Met het oog op de uitvoering van opdrachten wordt de SPAQuE gemachtigd om onder de door de Regering bepaalde voorwaarden om op en rond één of meer percelen die kadastraal al dan niet bekend zijn, binnen te komen met het oog op het uitvoeren van onderzoeken, analyses en monsternemingen, waarbij ze indien nodig vergezeld wordt van deskundigen of gespecialiseerde bedrijven.

Daartoe en indien nodig kan de SPAQuE de medewerking van de politie vorderen.

Indien het/de betrokken kadastraal bekende perceel/percelen door een woonplaats bezet wordt en bij gebrek aan akkoord van de gebruiker wordt de machtiging door de leidend ambtenaar bij de bevoegde rechtbank gevraagd.

Er is geen vergoeding verschuldigd aan de houders van zakelijke of persoonlijke rechten op die goederen, behalve hun beroep tegen de verantwoordelijke.

Art. 39*octies*. De waarborg van het Gewest t.o.v. derden wordt aan de SPAQuE toegekend onder de voorwaarden die de Regering bepaalt, tegen de rentevoet en de afschrijving van de door de SPAQuE uit te geven obligaties en tegen de aan te gane leningen.

In geval van niet-terugbetaling van de obligaties of leningen of van de desbetreffende betalingen, stort het Gewest de aan de derden verschuldigde sommen aan de SPAQuE.

Art. 39*nonies*. De voorschriften, modaliteiten en doelstellingen volgens dewelke de "SPAQuE haar opdrachten vervult, liggen vast in een beheerscontract dat ze voor vijf jaar met het Waalse Gewest en de SPAQuE gesloten heeft.

Art. 39*decies*. Van de SPAQuE kunnen aandeelhouders zijn:

1° het Waalse Gewest;

2° de "SOGEPA";

3° elke vennootschap waarvan het kapitaal rechtstreeks of onrechtstreeks ter hoogte van minstens 50 % in handen is van het Waalse Gewest of van elke andere publiekrechtelijke persoon ;

4° elke andere privaatrechtelijke persoon.

Ongeacht de samenstelling van het kapitaal wordt de meerderheid van de mandaten in de raad van bestuur toegewezen aan kandidaten voorgedragen door de aandeelhouders bedoeld onder de punten 1° tot 3° van het eerste lid.

Het mandaat van voorzitter van de raad van bestuur kan enkel toegewezen worden aan een bestuurder die benoemd wordt op de voordracht van de aandeelhouders bedoeld onder de punten 1° tot 3° van het eerste lid.

Art. 39*undecies*. §1. De SPAQuE wordt bestuurd door een raad van bestuur.

§ 2. De raad van bestuur mag alle handelingen verrichten die nodig of nuttig zijn voor de uitvoering van het maatschappelijk doel van de "SPAQuE", met uitzondering van degene die aan de algemene vergadering worden toegewezen krachtens de wet, de statuten of dit Hoofdstuk .

§ 3. De raad van bestuur ziet toe op het dagelijkse beheer waargenomen door het directiecomité, dat daarover regelmatig verslag uitbrengt aan de raad. De raad van bestuur of zijn voorzitter kan het directiecomité elk ogenblik verzoeken om een verslag over de activiteiten van de "SPAQuE" of over een deel ervan.

§ 4. De raad van bestuur kan zijn bevoegdheden geheel of gedeeltelijk overdragen aan het directiecomité behalve

1° het uitstippelen van het algemeen beleid van de "SPAQuE";

2° alle bevoegdheden die uitdrukkelijk aan de raad van bestuur worden toegewezen krachtens de wet, het decreet of deze statuten.

Elke machtigingsakte moet duidelijk aangeven op welke bevoegdheden de machtiging slaat en de duur ervan.

Art. 39*duodecies*. De Regering wijst de leden van de raad van bestuur aan. Hij bestaat uit 9 leden, onder wie 6 worden aangewezen op voorstel van de "SOGEPA".

Art. 39*terdecies*. De raad van bestuur kan uit zijn midden een uitvoerend bureau oprichten.

Art. 39*quaterdecies*. § 1. Onverminderd de andere beperkingen bepaald bij of krachtens een wet, een decreet of in de statuten is het mandaat van bestuurder onverenigbaar met:

1° de hoedanigheid van lid van het directiecomité;

2° de hoedanigheid van personeelslid of gepensioneerde van de Maatschappij.

§ 2. Wanneer een bestuurder één van de in § 1 bedoelde hoedanigheden verwerft, moet hij binnen een termijn van drie maanden de mandaten of functies neerleggen. Indien hij nalaat dit te doen, wordt hij na verloop van deze termijn van rechtswege geacht zijn mandaat van bij de "SPAQuE" te hebben neergelegd.

Art. 39*quindecies*. Een door de Regering benoemde directeur-generaal is belast met het dagelijkse beheer en de vertegenwoordiging van de "SPAQuE" en met de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur.

De directeur-generaal woont de vergaderingen van de raad van bestuur en van het uitvoerend bureau bij.

Art. 39*sexdecies*. De directeur-generaal wordt aan periodieke evaluaties onderworpen die door de Raad van bestuur worden georganiseerd.

De evaluatieprocedures en hun precieze modaliteiten worden in de statuten van de "SPAQuE" nader bepaald.

De evaluaties hebben betrekking op de uitvoering van de bevoegdheden overeenkomstig de ambtbeschrijving en de door de Regering bepaalde doelstellingen, met name i.v.m. het beheerscontract.

Art. 39*septdecies*. § 1. Mits de instemming van de raad van bestuur van de "SPAQuE kan het Gewest, via een besluit van de Regering, de volgende elementen inbrengen:

- participaties;

- het beheersrecht, het gebruiksrecht, het genotsrecht en het zakelijk recht betreffende elk perceel van zijn gebied, dat nuttig is voor de uitvoering van de opdrachten van de "SPAQuE", met inbegrip van het bouwrecht.

In dit geval zijn de nieuwe verplichtingen voortvloeiend uit de uitoefening van de door het Gewest afgestane rechten ten laste van de "SPAQuE".

§ 2. Nadat ze op basis van de wet van 26 juli 1962 bedoelde rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte door de Regering gemachtigd is, kan de "SPAQuE" voor de uitvoering van haar maatschappelijk doel onroerende goederen onteigenen.

Art. 39*octodecies*. De ontbinding van de "SPAQuE" kan slechts krachtens een decreet waarbij de vereffeningswijze en -voorwaarden zullen worden geregeld, uitgesproken worden."

HOOFDSTUK IV. — *Maatregelen inzake ruimtelijke ordening*

**Art. 86.** In artikel D.IV.25 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling wordt in punt 1°, a), een streepje toegevoegd, luidend als volgt:

“- de verlenging van de secundaire baan;”.

**Art. 87.** In artikel D.V.19, van hetzelfde Wetboek wordt, punt 3° van het eerste lid, aangevuld als volgt :

“- het bedrag en de fasering van de toekenning van deze subsidie kunnen worden vastgelegd in het besluit tot toekenning van bedoelde subsidie door de Regering.”.

In hetzelfde artikel vormt het eerste lid § 1 en er wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 2. Volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten kan het Gewest geheel of gedeeltelijk zorgen voor de financiering van kredietverleningen aan elke privaats- of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon of van participaties in vennootschappen van publiek recht of privaats recht of in publiekrechtelijke vennootschappen die in onderzoeken, handelingen en werken betreffende één of meerdere onroerende goederen gelegen in de omtrek van de in de artikelen D.V.1 en D.V.7 bedoelde sites investeren.”.

**Art. 88.** Er wordt in artikel D.VI.50, van hetzelfde Wetboek, een § 3 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 3. Zonder dat het minder mag bedragen dan nul, wordt het bedrag van de belasting vermindert ten belope van tien procent van het bedrag van de op het geheel van de percelen te verrichten investering, waarbij het perceel of perceelsgedeelte de bestemmingswijziging geniet.

Onder bedrag van de te verrichten investering, wordt verstaan het bedrag dat de belastingplichtige zal gebruiken voor de aankopen, onderzoeken, handelingen en werken binnen een periode van tien jaar te rekenen van het moment waarop de belasting verschuldigd is.

Om in aanmerking te komen voor de in het eerste lid bedoelde vermindering, maakt de belastingplichtige een verklaring op erewoord ter bevestiging van het bedrag van de te verrichten investering alsook een financieel plan over aan de door de Regering aangewezen ambtenaar die krachtens artikel D.VI.57 met het vaststellen van de belasting belast is.

De in het eerste lid bedoelde vermindering is niet van toepassing in de volgende gevallen:

1° de in het vorige lid bedoelde documenten blijken niet overtuigend;

2° of het bedrag van de investering is niet binnen de periode van tien jaar verricht.

De Regering kan de modaliteiten betreffende de uitvoering van de vermindering van de belasting bepalen.”.

HOOFDSTUK V. — *Maatregelen inzake openbare werken, mobiliteit en vervoer*

*Afdeling 1.* — Opheffing van het decreet van 19 december 2007 betreffende het goedkeuringstoezicht van het Waalse Gewest op de aanvullende reglementen op de openbare wegen en op het verkeer van de gemeenschappelijke vervoermiddelen

**Art. 89.** De artikelen 1 tot 4 van het decreet van 19 december 2007 betreffende het goedkeuringstoezicht van het Waalse Gewest op de aanvullende reglementen op de openbare wegen en op het verkeer van de gemeenschappelijke vervoermiddelen worden opgeheven en vervangen door de volgende tekst:

“HOOFDSTUK I. - Begripsomschrijving

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder:

1° goedkeurend beambte: de door de Regering aangewezen beambte;

2° de voorafgaande raadpleging: de raadpleging door de gemeente van de door de Regering aangewezen bevoegde technische dienst voorafgaand aan de beraadslaging van de gemeenteraad betreffende een bijkomend reglement ten einde een technisch advies te verkrijgen over de installatie van de signaleerinrichting alsook de opportuniteit van de maatregel;

3° een bijkomend reglement: een reglement met het oog op de aanpassing van de algemene reglementen betreffende de politie over het wegverkeer aan de plaatselijke of bijzondere omstandigheden via maatregelen met een periodiek of voortdurend karakter.

HOOFDSTUK II. — *Bijkomende reglementen over de gewestelijke wegen of tot bepaling van de maatregelen met een zonaal karakter over meerdere gemeenten*

Art. 2. De Regering legt de bijkomende reglementen vast die betrekking hebben op:

1° de gewestelijke wegen;

2° de kruispunten met een gewestelijke weg;

3° de vaststelling van maatregelen met een zonaal karakter wanneer ze zich over het grondgebied van meerdere gemeenten uitbreiden;

4° de boswegen en -paden die voor het openbaar verkeer openstaan in het domaniaal bos in de zin van artikel 3, 11°, van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek.

De in het eerste lid bedoelde bijkomende reglementen worden na advies van de betrokken gemeenteraden vastgelegd.

Indien ze het in het tweede lid bedoelde advies binnen zestig dagen na de aanvraag niet ontvangt, legt de Regering het reglement van ambtswege vast.

Art. 3. § 1. De gemeenteraden kunnen de bijkomende reglementen betreffende de gewestelijke wegen, met uitzondering van de autosnelwegen, die de Regering niet heeft vastgesteld, vastleggen.

De Regering kan het in het eerste lid bedoelde bijkomende reglement vervangen door haar eigen beslissing.

§ 2. De in § 1 bedoelde bijkomende reglementen worden onderworpen aan de goedkeuring van de goedkeurend beambte behalve de uitzondering bepaald door de Regering.

Het in § 1, eerste lid, bedoelde bijkomende reglement treedt in werking indien de goedkeurend beambte zich niet uitspreekt binnen:

1° twintig dagen na ontvangst van het bijkomende reglement in geval van voorafgaande raadpleging;

2° zestig dagen na ontvangst van het bijkomende reglement bij gebrek aan een voorafgaande raadpleging.

Er wordt een beroep ingesteld tegen de beslissing tot niet-goedkeuring bij de Regering. Het wordt binnen zestig dagen na ontvangst van de beslissing ingediend. Bij gebrek aan beslissing binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van het beroep wordt de beslissing tot niet-goedkeuring definitief.

§ 3. De Regering kan:

- 1° de maatregelen die het voorwerp kunnen uitmaken van de in § 1 bedoelde bijkomende reglementen beperken;
- 2° de in § 2, tweede lid, bedoelde termijnen beperken.

De termijnen die in § 2 bedoeld zijn of die krachtens het eerste lid aangenomen zijn, worden van 16 juli tot 15 augustus en van 25 tot 31 december opgeschort.

#### HOOFDSTUK III. — *Gemeentelijke bijkomende reglementen*

Art. 4. § 1. Onverminderd de artikelen 2 en 5, derde lid, leggen de gemeenteraden de bijkomende reglementen vast, die betrekking hebben op:

- 1° de gemeentelijke wegen;
- 2° maatregelen met een zonaal karakter betreffende zowel gemeentelijke als gewestelijke wegen gelegen op het grondgebied van hun gemeente.

§ 2. De in § 1 en in artikel 12 bedoelde bijkomende reglementen worden onderworpen aan de goedkeurend beambte die, volgens het geval, het geheel of een gedeelte van het bijkomend reglement al dan niet goedkeurt.

Een bijkomend reglement treedt in werking indien de goedkeurend beambte zich niet uitspreekt binnen:

- 1° twintig dagen na ontvangst van het bijkomende reglement in geval van voorafgaande raadpleging;
- 2° zestig dagen na ontvangst van het bijkomende reglement bij gebrek aan een voorafgaande raadpleging.

Er wordt een beroep ingesteld tegen de beslissing tot niet-goedkeuring of tot gedeeltelijke goedkeuring bij de Regering. Het wordt binnen zestig dagen na ontvangst van de beslissing ingediend. Bij gebrek aan beslissing binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van het beroep wordt de beslissing tot niet-goedkeuring of tot gedeeltelijke goedkeuring definitief.

§ 3. De Regering kan:

- 1° de bijkomende reglementen die niet aan de goedkeurend beambte onderworpen worden, vaststellen;
- 2° de in § 2, tweede lid, bedoelde termijnen beperken.

De termijnen die in § 2 bedoeld zijn of die krachtens het eerste lid aangenomen zijn, worden van 16 juli tot 15 augustus en van 25 tot 31 december opgeschort.

Art. 5. Om de exploitatiekosten van de openbaarvervoersmaatschappijen te beheersen kan de Regering de gemeenteradenverzoeken om te beraadslagen over de door haar voorgestelde maatregelen om het verkeer van het openbaar vervoer op het grondgebied van de gemeente te vergemakkelijken.

De op verzoek van de Regering besloten bijkomende reglementen worden ter goedkeuring voorgelegd overeenkomstig artikel 4, §2.

Indien de gemeenteraden geen gevolg geven aan het verzoek van de Regering binnen de door haar bepaalde termijn of, indien de Regering niet instemt met het door de gemeenteraden vastgestelde bijkomend reglement, kan de Regering het bijkomend reglement vastleggen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Parkeerretributies, -taksen en -heffingen*

Art. 6. Wanneer de Regering of een gemeenteraad een bijkomend parkeerreglement vastlegt voor parkeerplaatsen met beperkte duur, betaalparkeerplaatsen en parkeren op plaatsen voorbehouden aan de houders van een gemeentelijke-parkeerkaart, kan zij/hij voorzien in een parkeerheffing of -taks of parkeerheffingen bepalen in het kader van concessies of beheerscontracten betreffende het parkeren op de openbare weg, die toepasselijk zijn op motorvoertuigen, de aanhangwagens of bestanddelen ervan.

De in het eerste lid bedoelde bepaling is niet van toepassing op halfmaandelijks alternerend parkeren, noch op de beperking van langdurig parkeren.

Art. 7. Voor het innen van de parkeerretributies, -taksen en -heffingen bedoeld in artikel 6, hebben de Regering, de gemeenten en hun concessiehouders of de autonome gemeenteregionen machtiging om, overeenkomstig de wet op de bescherming van de privésfeer, de identiteit van de houder van het kentekenplaatnummer te vragen bij de overheid die met de inschrijving van voertuigen belast is.

Art. 8. De parkeerretributies, -taksen of -heffingen waarin artikel 6 voorziet, zijn voor rekening van de houder van het kentekenplaatnummer.

#### HOOFDSTUK V. — *Overheid belast de plaatsing van verkeerstekens*

Art. 9. De plaatsing van verkeerstekens die een verplichting opleggen of die op een verbod wijzen, rust op de overheid die de maatregel heeft genomen. Elke andere bewegwijzering rust op de overheid die bevoegd is voor het wegenbeheer.

In afwijking van het eerste lid rust de plaatsing van verkeerstekens ter formalisering van de krachtens artikel 2, 2° en 3°, en artikel 5, derde lid, vastgelegde bijkomende reglementen op de overheid die bevoegd is voor het wegenbeheer.

#### HOOFDSTUK VI. — *Het signaleren van verkeersbelemmeringen en werken*

Art. 10. § 1. Het signaleren van verkeersbelemmeringen rust op de persoon die de belemmering veroorzaakt.

De in het eerste lid bedoelde persoon verwijderd de verkeerstekens zodra de belemmering weggewerkt is.

In geval van nalatigheid van de in de eerste alinea bedoelde persoon of indien de belemmering niet te wijten is aan een handeling van een derde, neemt de voor het wegenbeheer bevoegde overheid deze verplichting op zich.

§ 2. Het signaleren van de werken op de openbare weg rust op de persoon die de werken uitvoert.

Indien gebruik wordt gemaakt van verkeerslichten, voorrangsborden, verbodsborden, verplichte borden, stop- en parkeerborden, tijdelijke longitudinale markeringen die verkeersborden of transversale markeringen aanduiden, mogen dergelijke borden alleen geplaatst worden met toestemming van:

- 1° de Regering als het om een autosnelweg gaat;
- 2° de burgemeester als het gaat om een andere openbare weg, behalve afwijkingen bepaald door de Regering en volgens de door haar vastgestelde modaliteiten.

De in het eerste lid bedoelde machtiging bepaalt in elk geval de te gebruiken verkeerstekens.

Degene die de werken uitvoert, verwijderd de verkeerstekens zodra de werken voltooid zijn.

§3. In spoedgevallen kunnen de wegenbeheerders, de politie- en interventiediensten, zonder op de in § 2, tweede lid, bedoelde machtiging te wachten, verkeerstekens plaatsen die bestemd zijn om het verkeer te verbieden of tijdelijk te regelen.

Deze verkeerstekens en voorzieningen worden verwijderd zodra de toestand weer normaal is geworden.

§ 4. De Regering kan algemene regels vastleggen om de verkeerstekens die moeten worden gebruikt voor de gebruikelijke werken en de noodsituaties te bepalen.

#### HOOFDSTUK VII. — *Tenlasteneming van de kosten gebonden aan de verkeerstekens*

Art. 11. De kosten gebonden aan de plaatsing, het onderhoud en de vernieuwing van de verkeerstekens zijn ten laste van de overheid die ze heeft geplaatst.

In afwijking van het eerste lid:

1° zijn de kosten voortvloeiend uit de plaatsing van apparaten voor afstandsbediening voor verkeerslichten door de voertuigen van openbaar vervoer ten laste van de Regering, terwijl de lasten uit het onderhoud en de vernieuwing van deze voorzieningen ten laste zijn van de door de Regering aangewezen openbaarvervoersmaatschappij;

2° zijn de kosten van het signaleren van de verkeersbelemmeringen door de overheid belast met het wegenbeheer, in geval van nalatigheid van de persoon die de belemmering veroorzaakt, ten laste van laatstgenoemde

#### HOOFDSTUK VIII. — *Het verkeer in de havens*

Art. 12. De gemeenteraden kunnen bijkomende reglementen vastleggen tot schorsing of tot wijziging van de toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en van elk door de Regering bepaald reglement voor het verkeer tussen de laad- en loskades, de opslagplaatsen, de loodsen, de magazijnen gevestigd in de zee- of binnenhavens

De Regering kan het verkeer van voertuigen of voertuigcombinaties onderwerpen aan een machtigingsstelsel en heffingen opleggen ter gehele of gedeeltelijke dekking van de kosten voor het beheer, de controle en het toezicht alsook het gebruik van de infrastructuur.

#### HOOFDSTUK IX. — *Toezicht op de verkeerstekens en ambtshalve uitvoering*

Art. 13. Indien de verkeerstekens niet aan de reglementering inzake plaatsing en technische eisen van de verkeerstekens, niet aan de bij de algemene reglementen bepaalde voorwaarden voldoen of niet onderhouden worden, kan de Regering, nadat de overheden twee achtereenvolgende malen schriftelijk verzocht werden haar verplichtingen na te komen, bevelen dat de ambtshalve uitvoering wordt opgelegd. Elke uitgave, waartoe de uitvoering van ambtswege van deze maatregelen aanleiding heeft gegeven, kan op de in gebreke gebleven overheid worden verhaald.

#### HOOFDSTUK X. — *Reclame*

Art. 14. De maatregelen tot regeling van het verkeer, genomen krachtens dit decreet of de artikelen 2 en 3 van de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen, worden ter kennis gebracht van de gebruikers door personen die de kentekens van hun ambt dragen en die ter plaatse opgesteld zijn of door passende verkeerstekens. Ze kunnen ook ter kennis worden gebracht via andere vormen van reclame waarvan de modaliteiten door de Regering worden bepaald.

#### HOOFDSTUK XI. — *Verkeersbordendatabank*

Art. 15. De aanvullende reglementen en de locaties van de verkeersborden worden opgenomen in een databank. De Regering bepaalt de modaliteiten van het beheer, de werking en de toegang tot de databank.

#### HOOFDSTUK XII. — *Sancties*

Art. 16. In geval van overtreding van artikel 10, § 1, van dit decreet of van de toepassingsreglementen ervan zijn de sancties bepaald bij en krachtens artikel 29, § 2 van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer van toepassing.

#### HOOFDSTUK XIII. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 17. In de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer worden de volgende artikelen opgeheven:

1° artikel 2, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2007;

2° artikel 3, vervangen bij de wet van 12 juli 1973, met uitzondering van de militaire wegen bedoeld in § 1, eerste lid, 4°;

3° artikel 12, eerste lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 december 1982 en gewijzigd bij de wet van 20 juli 2005;

4° de artikelen 13 tot 14;

5° artikel 17, vervangen bij het koninklijk besluit van 30 december 1982 en gewijzigd bij de wet van 20 juli 2005;

6° de artikelen 18, 19 en 20.

Art. 18. De artikelen 57 en 58 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg worden opgeheven.

Art. 19. De artikelen 1 tot 18 die voorafgaan, treden in werking op 1 januari 2019 met uitzondering van artikel 15 dat in werking treedt op 1 januari 2023.

De Regering kan een vroegere datum van inwerkingtreding dan de in het eerste lid bepaalde datum bepalen.

*Afdeling 2. — Wijzigingen in het decreet van 1 april 1999 houdende oprichting van de Autonome Haven "du Centre et de l'Ouest"*

**Art. 90.** Artikel 7 van het decreet van 1 april 1999 houdende oprichting van de Autonome Haven "du Centre et de l'Ouest" wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 7. De Regering kan voor het onderzoek en de uitvoering van projecten vermeld in het meerjarig investeringsplan subsidies aan de Vennootschap verlenen binnen de perken van de maximale tegemoetkoming voortvloeiend uit het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking.

De in het eerste lid bedoelde subsidies worden door de Waalse Regering toegekend tegen het percentage dat ze bepaalt naar gelang van de aard van de betrokken inrichtingen.

De subsidies worden door de Administratie nadat ze de naleving van de regels van de overheidsopdrachten heeft bekrachtigd, vereffend volgens de modaliteiten betreffende het betalingstempo van het bedrag van de subsidie en het uiteindelijk in aanmerking komende subsidieerbare bedrag die door de Waalse Regering zijn vastgesteld.”

**Art. 91.** Artikel 19, § 1, tweede lid, van het decreet van 1 april 1999 houdende oprichting van de Autonome Haven “du Centre et de l’Ouest” wordt vervangen door wat volgt:

“De Vennootschap behoudt het voordeel van het personeel dat vroeger gedetacheerd is van de Waalse Overheidsdienst, ook in geval van wijziging van het statuut van de gedetacheerde persoon.”

**Art. 92.** In artikel 19, § 1, van het decreet van 1 april 1999 houdende oprichting van de Autonome Haven “du Centre et de l’Ouest” worden de vier volgende leden ingevoegd tussen het tweede lid, zoals gewijzigd bij artikel 3 van dit decreet, en het derde lid:

“De directie van de Vennootschap kan door een personeelslid van de Waalse Overheidsdienst uitgeoefend worden overeenkomstig de artikelen 435 en volgende van de Waalse Ambtenarencode.

Op verzoek van de Vennootschap ontvangt ze een jaarlijkse werkingsdotatie om haar personeelskosten te dekken. Deze dotatie wordt in de vorm van een subsidie uitbetaald.

De in het vorige lid bedoelde dotatie wordt afgetrokken van de maximale tegemoetkoming voortvloeiend uit het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking, die bedoeld is in artikel 7, eerste lid, van dit decreet.

Deze dotatie wordt na bekrachtiging door de voogdijminister op 1 januari van elk jaar geïndexeerd naar gelang van de referentiegezondheidsindex van de maand van de ondertekening van het beheerscontract.”

*Afdeling 3.* — Wijziging in de wet van 12 februari 1971 tot oprichting van de Autonome haven van Charleroi

**Art. 93.** In artikel 4, tweede lid, en artikel 6 van de wet van 12 februari 1971 tot oprichting van de Autonome haven van Charleroi wordt het woord “Staat” vervangen door de woorden “Waals Gewest”.

In artikel 3, artikel 4, eerste lid, artikel 7, eerste lid, artikel 8, tweede lid, en artikel 10 van de wet van 12 februari 1971 tot oprichting van de Autonome haven van Charleroi wordt het woord “Koning” vervangen door de woorden “Waalse Regering”.

**Art. 94.** Artikel 5 van de wet van 12 februari 1971 tot oprichting van de Autonome haven van Charleroi wordt vervangen als volgt:

“Art. 5. § 1. Het Waalse Gewest verleent de haven subsidies voor zijn infrastructuur binnen de perken vermeld in § 2, enerzijds, en voor zijn personeel, binnen de perken vermeld in § 3, anderzijds.

§ 2. Het Waalse Gewest verleent de haven subsidies voor het onderzoek en de uitvoering van projecten vermeld in het meerjarig investeringsplan binnen de perken van de maximale tegemoetkoming voortvloeiend uit het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking.

De in het eerste lid bedoelde subsidies worden door de Waalse Regering toegekend tegen het percentage dat ze bepaalt naar gelang van de aard van de betrokken inrichtingen.

De subsidies worden door de Administratie nadat ze de naleving van de regels van de overheidsopdrachten heeft bekrachtigd, vereffend volgens de modaliteiten betreffende het betalingstempo van het bedrag van de subsidie en het uiteindelijk in aanmerking komende subsidieerbare bedrag die door de Waalse Regering zijn vastgesteld.

§ 3. De haven behoudt het voordeel van het personeel dat vroeger gedetacheerd is van de Waalse Overheidsdienst, ook in geval van wijziging van het statuut van de gedetacheerde persoon.”

De directie van de haven kan door een personeelslid van de Waalse Overheidsdienst uitgeoefend worden overeenkomstig de artikelen 435 en volgende van de Waalse Ambtenarencode.

Op verzoek van de haven ontvangt hij een jaarlijkse werkingsdotatie om zijn personeelskosten te dekken. Deze dotatie wordt in de vorm van een subsidie uitbetaald.

De in het vorige lid bedoelde dotatie wordt afgetrokken van de maximale tegemoetkoming voortvloeiend uit het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking, die bedoeld is in § 2, eerste lid, van dit artikel.

Deze dotatie wordt na bekrachtiging door de voogdijminister op 1 januari van elk jaar geïndexeerd naar gelang van de referentiegezondheidsindex van de maand van de ondertekening van het beheerscontract.”

*Afdeling 4.* — Wijziging in de wet van 20 juni 1978 houdende oprichting van de Autonome haven van Namen

**Art. 95.** In artikel 3, tweede lid, en artikel 5 van de wet van 20 juni 1978 houdende oprichting van de Autonome haven van Namen wordt het woord “Staat” vervangen door de woorden “Waals Gewest”.

In artikel 3, eerste lid, artikel 6, eerste lid, artikel 7, tweede lid, en artikel 9 van de wet van 20 juni 1978 houdende oprichting van de Autonome haven van Namen wordt het woord “Koning” vervangen door de woorden “Waalse Regering”.

**Art. 96.** Artikel 4 van de wet van 20 juni 1978 houdende oprichting van de Autonome haven van Namen wordt vervangen als volgt:

“Art. 4. § 1. Het Waalse Gewest verleent de haven subsidies voor zijn infrastructuur binnen de perken vermeld in § 2, enerzijds, en voor zijn personeel, binnen de perken vermeld in § 3, anderzijds.

§ 2. Het Waalse Gewest verleent de haven subsidies voor het onderzoek en de uitvoering van projecten vermeld in het meerjarig investeringsplan binnen de perken van de maximale tegemoetkoming voortvloeiend uit het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking.

De in het eerste lid bedoelde subsidies worden door de Waalse Regering toegekend tegen het percentage dat ze bepaalt naar gelang van de aard van de betrokken inrichtingen.

De subsidies worden door de Administratie nadat ze de naleving van de regels van de overheidsopdrachten heeft bekrachtigd, vereffend volgens de modaliteiten betreffende het betalingstempo van het bedrag van de subsidie en het uiteindelijk in aanmerking komende subsidieerbare bedrag die door de Waalse Regering zijn vastgesteld.

§ 3. De haven behoudt het personeel dat vroeger gedetacheerd is van de Waalse Overheidsdienst, ook in geval van wijziging van het statuut van de gedetacheerde persoon.”



De directie van de haven kan door een personeelslid van de Waalse Overheidsdienst uitgeoefend worden overeenkomstig de artikelen 435 en volgende van de Waalse Ambtenarencode.

Op verzoek van de haven ontvangt hij een jaarlijkse werkingsdotatie om zijn personeelskosten te dekken. Deze dotatie wordt in de vorm van een subsidie uitbetaald.

De in het vorige lid bedoelde dotatie wordt afgetrokken van de maximale tegemoetkoming voortvloeiend uit het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking, die bedoeld is in § 2, eerste lid, van dit artikel.

Deze dotatie wordt na bekrachtiging door de voogdijminister op 1 januari van elk jaar geïndexeerd naar gelang van de referentiegezondheidsindex van de maand van de ondertekening van het beheerscontract.”.

*Afdeling 5. — Wijziging in de wet van 21 juni 1937 houdende oprichting van de autonome haven van Luik*

**Art. 97.** In artikel 1, tweede lid, van de wet van 21 juni 1937 houdende oprichting van de Autonome haven van Luik, worden de woorden “De Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad” vervangen door de woorden “De Waalse Regering”.

In artikel 3 van de wet van 21 juni 1937 houdende oprichting van de Autonome haven van Luik, wordt het woord “Staat” vervangen door de woorden “Waals Gewest” en wordt het woord “Regering” vervangen door de woorden “Waalse Regering”.

**Art. 98.** In de wet van 21 juni 1937 houdende oprichting van de Autonome Haven van Luik wordt, na artikel 4, een artikel ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 5. § 1. Het Waalse Gewest verleent de haven subsidies voor zijn infrastructuur binnen de perken vermeld in § 2, enerzijds, en voor zijn personeel, binnen de perken vermeld in § 3, anderzijds.

§ 2. Het Waalse Gewest verleent de haven subsidies voor het onderzoek en de uitvoering van projecten vermeld in het meerjarig investeringsplan binnen de perken van de maximale tegemoetkoming voortvloeiend uit het decreet van 2 februari 12 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking.

De in het eerste lid bedoelde subsidies worden door de Waalse Regering toegekend tegen het percentage dat ze bepaalt naar gelang van de aard van de betrokken inrichtingen.

De subsidies worden door de Administratie nadat ze de naleving van de regels van de overheidsopdrachten heeft bekrachtigd, vereffend volgens de modaliteiten betreffende het betalingstempo van het bedrag van de subsidie en het uiteindelijk in aanmerking komende subsidiëerbare bedrag die door de Waalse Regering zijn vastgesteld.

§ 3. Op verzoek van de haven ontvangt hij een jaarlijkse werkingsdotatie om zijn personeelskosten te dekken. Deze dotatie wordt in de vorm van een subsidie uitbetaald.

De in het vorige lid bedoelde dotatie wordt afgetrokken van de maximale tegemoetkoming voortvloeiend uit het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking, die bedoeld is in § 2, eerste lid, van dit artikel.

Deze dotatie wordt na bekrachtiging door de voogdijminister op 1 januari van elk jaar geïndexeerd naar gelang van de referentiegezondheidsindex van de maand van de ondertekening van het beheerscontract.”.

*Afdeling 6. — Wijziging in het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen*

**Art. 99.** In artikel 15, tweede lid, van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen, laatst gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2016, worden de woorden “bedoeld in artikel 13” ingevoegd na de woorden “de ontvangst van de aanvraag”.

**Art. 100.** In artikel 18, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “en 92/1” ingevoegd tussen de woorden “artikel 53” en de woorden “, voor de aanvrager”.

**Art. 101.** Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid :

“Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt het beroep ingediend aan de hand van een verplicht formulier op het adres vermeld op het formulier. De Regering bepaalt het model van het formulier en het adres waar het verstuurd moet worden.”

**Art. 102.** In artikel 19, van hetzelfde decreet, wordt het woord “volledige” toegevoegd tussen de woorden “ontvangst van het” en de woorden “beroep geeft de Regering”.

**Art. 103.** In artikel 24, 5°, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in a) worden de woorden “, met een maximum van vier berichten” ingevoegd tussen de woorden “langs de openbare weg” en de woorden “; als het terrein niet langs” en na de woorden “twee berichten per hectare”;

2° het wordt aangevuld met de punten d) en e), luidend als volgt:

“d) op de gewoonlijke aanplakkingplaatsen;

e) op de website van de betrokken gemeente, indien hij bestaat.”.

**Art. 104.** Artikel 47 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid :

“In afwijking van de leden 1 tot 3 kan elke partij afzien van de aanwijzing van een deskundige.”.

**Art. 105.** In artikel 61, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden “en personeelsleden” ingevoegd tussen de woorden “de ambtenaren” en de woorden “van de federale en lokale politie”.

**Art. 106.** In artikel 66, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt de zin “Alleen de ambtenaren met een niveau waarvoor een universitair diploma van de tweede cyclus of een gelijkwaardig diploma geëist wordt, kunnen daartoe aangewezen worden” opgeheven.

**Art. 107.** In hoofdstuk II van Titel 8 van hetzelfde decreet wordt een artikel 92/1 ingevoegd, luidend als volgt:

**Art. 92/1.** De beslissingen en akten genomen overeenkomstig Titel 2 en Hoofdstuk I, van Titel 3, zijn alleen uitvoerbaar te rekenen van hun zending aan de Regering die belast is met het beheer van de voorlopige atlas via de door de Regering bepaalde vormen, ongeacht de auteur van die zending.

De Regering bepaalt de informatie vermeld in de voorlopige atlas alsook de wijze waarop die informatie georganiseerd en meegedeeld wordt.”.

**Art. 108.** In artikel 93 van hetzelfde decreet worden de woorden "en92/1" ingevoegd tussen de woorden "artikelen 49 tot 53" en de woorden "die in werking treden".

*Afdeling 7.* — Wijziging in het decreet van 16 juli 2015 tot invoering van een kilometerheffing voor het wegengebruik door zware vrachtwagens

**Art. 109.** In artikel 10, § 1, tweede lid, van het decreet van 16 juli 2015 tot invoering van een kilometerheffing voor het wegengebruik door zware vrachtwagens worden de woorden "in eigen naam of" ingevoegd tussen het woord "kilometerheffing" en de woorden "in namens en voor rekening".

*Afdeling 8.* — Wijzigingen in het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructuur)

**Art. 109bis.** In artikel 5.1, eerste lid, van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" wordt het woord "maximum" ingevoegd tussen de woorden "De Raad van bestuur" en de woorden "11 leden".

**Art. 109ter.** In artikel 5.2. van hetzelfde decreet, eerste lid, worden, na de woorden "Het dagelijkse beheer wordt waargenomen door", de woorden "de afgevaardigde bestuurder" vervangen door de woorden "de directeur-generaal benoemd door de algemene vergadering op de voordracht van de Regering".

In hetzelfde artikel worden, na de woorden "onder wie de voorzitter van de raad van bestuur en", de woorden "de afgevaardigd bestuurder" vervangen door de woorden "de directeur-generaal".

#### HOOFDSTUK VI. — Fiscale en begrotingsbepalingen

*Afdeling 1.* — Wijziging in het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en –valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen

**Art. 110.** In artikel 5 van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en –valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, wordt paragraaf 1 vervangen als volgt:

" § 1. Het bedrag van de belasting op het storten van huisafval in " C.E.T. " wordt vastgelegd op 100 euro/ton ".

In paragraaf 2 van hetzelfde artikel, worden de woorden " voor brandbaar afval " toegevoegd na de woorden " voor gevaarlijk afval ".

**Art. 111.** In artikel 6, § 1, van hetzelfde decreet:

1° in punt 6°, worden na de woorden "grondsaneringscentra dan die bedoeld in 10°" de volgende woorden toegevoegd: "wanneer, volgens de administratie, de toepassing van bijkomende beheersprocessen tot onevenredig hoge uitgaven zou leiden of onuitvoerbaar zou zijn;"

2° in punt 10°, wordt het tweede streepje aangevuld met de woorden "wanneer, volgens de administratie, de toepassing van bijkomende beheersprocessen tot onevenredig hoge uitgaven zou leiden of onuitvoerbaar zou zijn;"

3° punt 11° wordt aangevuld met een tweede streepje, luidend als volgt:

"-afvalstoffen die bij wijze van uitzondering zijn ontstaan ten gevolge van een algemene natuurramp, een gezondheids crisis of een door de Waalse regering erkende situatie die de gezondheid of de volksgezondheid in het gedrang brengt. De geografische uitgestrektheid, de toepassingsperiode en het betrokken soort afval worden door de Regering afgebakend;"

4° er wordt een punt 14° ingevoegd, luidend als volgt:

"14° 10,19 euro/ton voor afvalstoffen waarvoor de Minister, overeenkomstig artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004, een afwijking heeft toegekend voor het stortverbod van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving in geval van overmacht;"

5° er wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt:

"De belasting is niet verschuldigd op valoriseerbare afval gebruikt in "C.E.T." in het kader van de sanering van ambtswege toevertrouwd door de Regering, in uitvoering van artikel 43 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, aan de maatschappij bedoeld in artikel 39 van hetzelfde decreet. Wanneer de sanering van ambtswege wordt uitgevoerd voor rekening van een door de Regering aangemaande persoon en dat ze dit nalaat, is die persoon de belasting verschuldigd."

**Art. 112.** Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid :

"Het bedrag van de belasting verschuldigd overeenkomstig de artikelen 10, § 1, en 11, § 1, wordt verlaagd tot 0 euro/ton indien de afvalstoffen, bij wijze van uitzondering geproduceerd, afkomstig zijn van een door de regering erkende natuurramp, gezondheids crisis of situatie die de gezondheid of de volksgezondheid in gevaar brengt.

De geografische uitgestrektheid, de toepassingsperiode en het betrokken soort afval worden door de Regering afgebakend."

**Art. 113.** Artikel 16, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid :

"Het bedrag van de belasting verschuldigd overeenkomstig het eerste lid, wordt verlaagd tot 0 euro/ton indien de afvalstoffen, bij wijze van uitzondering geproduceerd, afkomstig zijn van een door de regering erkende natuurramp, gezondheids crisis of situatie die de gezondheid of de volksgezondheid in gevaar brengt. De geografische uitgestrektheid, de toepassingsperiode en het betrokken soort afval worden door de Regering afgebakend;"

**Art. 114.** In artikel 35, § 2, van hetzelfde decreet wordt punt 1° opgeheven.

**Art. 115.** Hoofdstuk X van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

*Afdeling 2.* — Wijziging in het Wetboek der successierechten vastgesteld bij het koninklijk besluit nr. 308 van 31 maart 1936

**Art. 116.** In artikel 52<sup>3</sup> van het Wetboek der successierechten, ingevoegd bij het decreet van 22 oktober 2003, wordt punt 2° vervangen als volgt:

“2) de verkrijgingen tussen een persoon en het kind dat hij als opvangouder opgevoed heeft in de zin van artikel 1, 5°, van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, of van artikel 20, § 1, 3°, b), van het decreet van 19 mei 2008 over de jeugdbijstand en houdende omzetting van maatregelen inzake jeugdbescherming, of als voogd, toeziend voogd of pleegvoogd in de zin van titel X van boek I van het Gerechtelijk Wetboek, op voorwaarde dat het kind vóór de leeftijd van eenentwintig jaar bereikt te hebben en gedurende zes onafgebroken jaren, uitsluitend of hoofdzakelijk van die persoon, of eventueel van die persoon en zijn echtgenoot of zijn wettelijk samenwonende tezamen, de hulp en de verzorging heeft gekregen welke kinderen normaal van hun ouders krijgen.”.

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen inzake energie, klimaat en luchthavenbeleid*

*Afdeling 1.* — Wijzigingen in het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt

**Art. 117.** In artikel 2 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 23°*bis*, worden de woorden “of het plaatselijk transmissienet dat elektriciteit verdeeld binnen een gebied bestemd voor industrie” vervangen door de woorden “, het transmissienet of het plaatselijk transmissienet dat elektriciteit verdeeld met een spanning lager dan of gelijk aan 70 kilovolt binnen een gebied bestemd voor industrie”;

2° in punt 41° worden de woorden “of het plaatselijke transmissienet” vervangen door de woorden “, het transmissienet of het plaatselijk transmissienet”;

3° artikel 2, 62°, betreffende de definitie betreffende de “zuivere financieringsintercommunales” wordt artikel 2, 25°*bis*.

**Art. 117bis.** In artikel 13 van hetzelfde decreet, wordt een paragraaf 2 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 2. Overeenkomstig artikel 4.2, derde lid, van Verordening (EU) 2016/631 van de Commissie van 14 april 2016 tot vaststelling van een netcode betreffende eisen voor de aansluiting van elektriciteitsproducenten op het net en Verordening (EU) 2016/1388 van de Commissie van 17 augustus 2016 tot vaststelling van een netcode voor aansluiting van verbruikers is de CWaPE gemachtigd om te bepalen welke eenheden voor de productie van elektriciteit, verbruiksinstallaties aangesloten op een lokaal transmissienet, distributienetinstallaties aangesloten op een transmissienet, distributienetten en verbruikseenheden, moeten worden beschouwd als bestaande in de zin van deze verordeningen, wegens specifieke omstandigheden die verband houden met het verschil tussen de datum van sluiting van het definitieve en het bindende contract voor de aankoop van het hoofdbestanddeel van de productie, het verbruik of de consumptie-eenheid en de datum van goedkeuring door de CWaPE van de eisen van algemene toepassing respectievelijk bedoeld in de artikelen 7 en 6 van die verordeningen.”.

**Art. 118.** In artikel 15*bis*, § 1, 2°, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, worden de woorden “door de eigenaar van de locatie wordt aangeboden zoals het verhuren van garages, studentenkamers, kamers in een rusthuis of het verhuren van een vakantiewoning” vervangen door de woorden “door de beheerder van de locatie wordt aangeboden met name in het kader van de bezetting van garages, studentenkamers, kamers in een rust- of vakantiehuis”.

**Art. 119.** In artikel 15*ter* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en vervangen bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt de zin “De gesloten beroepsnetten zijn onderworpen aan de toekenning van een individuele vergunning verleend door de CWaPE na raadpleging van de netbeheerder waarop het gesloten net zich wil aansluiten” vervangen door de zin “De gesloten beroepsnetten zijn onderworpen aan de toekenning van een individuele vergunning verleend door de CWaPE na raadpleging van de distributienetbeheerder en, in voorkomend geval, van de transmissienetbeheerder of de plaatselijke transmissienetbeheerder waarop het gesloten net zich wil aansluiten”;

2° in paragraaf 1, vijfde lid, worden de woorden “modaliteiten en procedure voor de toekenning van de individuele vergunning” vervangen door de woorden “modaliteiten, procedure voor de toekenning van de individuele vergunning en de bijdrage die moet worden betaald voor het onderzoek van het dossier”;

3° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

“§ 3. De beheerder van het gesloten beroepsnet sluit een aansluitingscontract met de netbeheerder waarop hij aangesloten is. In de gevallen bedoeld in het technisch Reglement, sluit de beheerder van het gesloten beroepsnet een toegangscontract met de netbeheerder waarop hij aangesloten is.”;

4° in paragraaf 4, worden de woorden “of het plaatselijk transmissienet” vervangen door de woorden “, het (plaatselijk) transmissienet” en de woorden “en het gesloten beroepsnet”.

**Art. 120.** In artikel 25*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden “onderbreking van meer dan zes uren” vervangen door de woorden “schijf van zes uur aangesneden na de eerste zes uur onderbreking”;

2° in paragraaf 4, eerste lid, wordt het woord “dertig” vervangen door het woord “zestig” en worden de woorden “te rekenen van de dag waarop het dossier door de CWaPE ontvankelijk is verklaard” ingevoegd tussen de woorden “kalenderdagen,” en de woorden “op vraag van”;

3° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden “brengt de CWaPE daarover een advies uit” vervangen door de woorden “beslist de CWaPE”;

4° in paragraaf 4 wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt:

“Als de CWaPE beslist over de gegrondheid van de vergoedingsaanvraag, maar de netbeheerder het verschuldigde bedrag zonder gegronde reden niet binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van het advies aan de eindafnemer betaalt, kan de CWaPE hem gelasten om over te gaan tot de betaling van de vergoeding.”.

**Art. 120bis.** In artikel 25<sup>quater</sup> van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, 1° en 2°, worden de woorden “De netbeheerder kan daarbij niet optreden voordat hij de verschillende vergunningen en vereiste toelatingen heeft bekomen.” telkens vervangen door de zin “De termijn wordt opgeschort tijdens de periode tussen de aanvraag en de ontvangst van de vereiste vergunningen en toelatingen”;

2° paragraaf 1, 3°, eerste lid, wordt aangevuld met de zin “De termijn wordt opgeschort tijdens de periode tussen de aanvraag en de ontvangst van de vereiste vergunningen en toelatingen.”;

3° in paragraaf 2, worden de woorden “binnen de dertig kalenderdagen volgend op de overschrijding van de termijnen bedoeld in § 1” vervangen door de woorden “binnen de zestig kalenderdagen na de effectieve aansluiting”.

**Art. 121.** In artikel 25<sup>quater</sup>/1, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “bepaald door de Regering” worden vervangen door de woorden “van tien euro per dag vertraging”;

2° het artikel wordt aangevuld met de volgende zin “Het bedrag van de forfaitaire vergoeding wordt jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijzen door het te vermenigvuldigen met de index van de consumptieprijzen voor de maand december van het jaar n-1 en door het te delen door de index van de consumptieprijzen van de maand december 2017.”.

**Art. 122.** In artikel 25<sup>quinquies</sup>, vijfde lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de woorden “,ten laste van de eindafnemer,” ingevoegd tussen de woorden “een franchise” en de woorden “van 100 euro per schadegeval”.

**Art. 123.** In artikel 25<sup>septies</sup>, § 2, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt de zin “De kosten die verbonden zijn met de samenstelling van de waarborg om de schadevergoedingen te verzekeren in geval van een zware fout, moeten duidelijk onderscheiden worden in de rekeningen van de netbeheerders en mogen niet opgenomen worden in de tarieven van de netbeheerders overeenkomstig artikel 34, 2° g).” opgeschort.

**Art. 124.** In Artikel 25<sup>decies</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, worden de woorden “of distributienet” ingevoegd tussen de woorden “het plaatselijke transmissienet” en de woorden “mag de aansluiting van een productie-installatie niet weigeren”.

2° in paragraaf 3, wordt het woord “vijf” telkens vervangen door het woord “tien”;

3° paragraaf 4 wordt aangevuld met de volgende zin : “Na advies van de CWaPE en overleg met de netbeheerders en de producenten kan de Regering de modaliteiten voor de uitvoering van deze verplichting bepalen.”.

**Art. 125.** Artikel 26, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008 en 11 april 2014, wordt aangevuld met de woorden “alsook een pilootproject, goedgekeurd door de CWaPE overeenkomstig artikel 27, dat een alternatief net vormt voor het openbare net dat door een netbeheerder wordt geëxploiteerd, of dat erop gericht is de veralgemening van een nieuw tarifieringsbeginsel voor distributienetten te testen”.

**Art. 126.** Artikel 27 van hetzelfde decreet, opgeheven bij het decreet van 17 juli 2008, wordt hersteld als volgt:

“ Art. 27. § 1. Overeenkomstig paragraaf 2 kan de CWaPE toestemming verlenen voor de ontwikkeling van pilootprojecten die alternatieve netten vormen voor het openbare net dat door een netbeheerder wordt geëxploiteerd of pilootprojecten die erop gericht zijn de veralgemening van een nieuw tarifieringsbeginsel voor distributienetten te testen

§ 2. Deze projecten moeten met name aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° de studie van de uitvoering van optimale technologische oplossingen voor de Waalse elektriciteitsmarkt tot doel hebben, met name op het vlak van energie-efficiëntie, flexibiliteit van de vraag, optimalisering van de ontwikkeling, beheer van de gedecentraliseerde productie en bevordering van de lokale autoconsumptie en korte circuits;

2° innovatief zijn ;

3° onverminderd paragraaf 1, niet tot gevolg of tot doel hebben af te wijken van de verplichtingen die bij of krachtens dit decreet aan de actoren van de gewestelijke elektriciteitsmarkt worden opgelegd, tenzij wordt aangetoond dat het noodzakelijk is af te wijken van deze regels voor de goede werking van het project of om de doelstellingen nagestreefd door dit project te bereiken;

4° niet als hoofddoel hebben dat de deelnemers aan het pilootproject alle vormen van belastingen en lasten die zij verschuldigd zouden zijn indien zij buiten de omtrek van het pilootproject vielen, geheel of gedeeltelijk ontwijken;

5° op niet-discriminerende wijze reproduceerbaar zijn op de gehele Waalse markt.

6° de resultaten van het pilootproject bekendmaken;

7° beperkt zijn in de tijd en niet langer dan vijf jaar.

§ 3. De CWaPE kan aan haar beslissing tot machtiging voorwaarden verbinden die afwijken van de paragraaf 2, 3 en 4°.

§ 4. De regering kan, na advies van de CWaPE, de voorwaarden, de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van de vergunning alsook de verplichtingen waaraan de houder van een dergelijke vergunning is onderworpen, bepalen.

In afwijking van het vorig lid kan de CWaPE aanvragen goedkeuren die worden ingediend voordat de regering de voorwaarden, modaliteiten en procedures voor de toekenning van een vergunning heeft vastgesteld, mits deze aanvragen voldoen aan de voorwaarden bedoeld in paragraaf 2”.

**Art. 126bis.** In artikel 30 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3, vijfde lid, worden de woorden “kan de houders” vervangen door de woorden “kan de aanvragers”;

2° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden “een leveringsvergunning toegekend op” vervangen door de woorden “een leveringsvergunning van gas of elektriciteit toegekend op Waals gewestelijk vlak,” en worden de woorden “alsook voor de aanvragers van een beperkte leveringsvergunning bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, 2°.” toegevoegd aan het einde van de zin;

3° paragraaf 4 wordt aangevuld met volgend lid : “Onverminderd artikel 29, § 2, kan de regering, na advies van de CWaPE, voorzien in een gezamenlijk stelsel van beperkte leveringsvergunning en individuele toelating voor de aanleg van een directe lijn”.

**Art. 126ter.** In hoofdstuk VII van hetzelfde decreet, vóór Afdeling 1, wordt een artikel 32bis/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“ Art. 32bis/1. De bepalingen van dit hoofdstuk mogen alleen van toepassing zijn op de residentiële afnemers voor de levering van elektriciteit op hun woonplaats.”.

**Art. 127.** In artikel 33, § 1, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 11 april 2014, wordt punt 3° opgeheven.

**Art. 128.** In artikel 33bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en vervangen bij het decreet van 11 april 2014, worden de woorden “tot en 3°” opgeheven.

**Art. 129.** In artikel 33bis/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “Bij aanmaning van de afnemer dient de leverancier een redelijk betalingsplan voor te stellen” vervangen door de woorden “Bij aanmaning van de afnemer dient de leverancier zijn afnemer uit te nodigen om met hem contact op te nemen om een redelijk betalingsplan af te sluiten”. De woorden “of een dienst voor schuldbemiddeling” worden ingevoegd tussen de woorden “een O.C.M.W.” en de woorden “in zijn onderhandeling”. De woorden “de leverancier informeert zijn afnemer over de termijn waarover hij beschikt om met hem een redelijk betalingsplan af te sluiten.” worden ingevoegd tussen de woorden “in zijn onderhandeling.” en de woorden “De Regering omschrijft”;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

Na ontvangst van de aanmaningsbrief, die alleen betrekking mag hebben op een bedrag dat hoger is dan het door de Regering vastgestelde minimumbedrag van de schuld, bij gebrek aan reactie van de afnemer, van weigering of van niet naleving van een redelijk betalingsplan of op verzoek van de afnemer, vraagt de leverancier de netbeheerder om de activering van de voorafbetalingsfunctie. In afwijking van het vorige lid mag, indien voorafbetaling op afstand niet mogelijk is, bij de afnemer een budgetmeter worden geïnstalleerd. Voor de beschermde afnemers integreert of is de meter gekoppeld aan een vermogensbegrenzer, geactiveerd op verzoek van het O.C.M.W. om een gewaarborgde minimale elektriciteitslevering te garanderen. Deze gewaarborgde minimale levering heeft betrekking op een vermogen van 10 ampère en is gedurende een periode van zes maanden aan de beschermde afnemer verzekerd. De beschermde afnemer wordt bevoorradt door zijn distributienetbeheerder zodra zijn leverancier hem als wanbetaler heeft aangegeven.”; 3° het derde lid wordt vervangen als volgt:

“Na advies van de CWaPE bepaalt de regering de procedure en de voorwaarden voor de plaatsing van een budgetmeter of de activering van de voorafbetalingsfunctie bij wanbetaling. In geval van betwisting, op schriftelijke of elektronische wijze meegedeeld aan de Gewestelijke Bemiddelingsdienst inzake energie, betreffende deze plaatsings- of activeringsprocedure door de afnemer, kan deze opgeschort worden om de mogelijkheid te bieden om de toestand van de afnemer te onderzoeken vóór het al dan niet voortzetten van de procedure betreffende de plaatsing of de activering van de voorafbetalingsfunctie. De Regering bepaalt de betwistingsprocedure betreffende de plaatsing van de budgetmeter of de activering van de voorafbetalingsfunctie.”.

**Art. 130.** In artikel 33ter van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, wordt punt 3° vervangen als volgt: “van een vertegenwoordiger van de sociale leverancier bij wie de afnemer is aangesloten”;

2° in paragraaf 2, lid 2, worden de woorden “, de leverancier” en punt 3° opgeheven;

3° in paragraaf 2, wordt de zin “Minstens vijftien dagen voor de vergadering wordt de leverancier uitgenodigd om deel te nemen aan de vergadering in geval van aanhangigmaking bij de Commissie met betrekking tot een betalingsplan of met betrekking tot de te nemen maatregelen wanneer het onmogelijk is om een budgetmeter te plaatsen om technische, medische, structurele of sociale redenen.” geschrapt;

4° in paragraaf 4, lid 1, worden de woorden “en de leveranciers” opgeheven.

**Art. 131.** In artikel 34 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 3°, c) worden de woorden “ behalve als de plaatsing van een budgetmeter onmogelijk is om technische, medische, structurele of sociale redenen,” en de woorden “en derde” opgeheven;

2° punt 8° wordt vervangen als volgt:

“8° de voorlichting van de gebruikers van het net betreffende de energiemarkt verzekeren; de Regering kan de inhoud en de communicatiewijzen van de bovengenoemde informatie nader bepalen;”.

**Art. 132.** In artikel 34bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 4°, b) wordt de zin “de maatregelen toepassen die de regering bepaalt wanneer een eindafnemer betalingsmoeilijkheden heeft tegenover zijn leverancier, namelijk, een redelijk betalingsplan voorstellen” vervangen door de zin “de maatregelen toepassen die de regering bepaalt wanneer een eindafnemer betalingsmoeilijkheden heeft tegenover zijn leverancier, namelijk, de afnemer uitnodigen om met hem contact op te nemen om een redelijk betalingsplan af te sluiten”;

2° punt 4°, c) wordt opgeheven;

3° punt 6° wordt vervangen als volgt:

“6° de voorlichting van de afnemers betreffende de energiemarkt verzekeren; de Regering kan de inhoud en de communicatiewijzen van de bovengenoemde informatie nader bepalen.”.

**Art. 132bis.** Artikel 37 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2014, wordt aangevuld met de paragrafen 4 en 5, luidend als volgt:

“§ 4. De regeling van de groene certificaten die georganiseerd wordt bij artikel 37, § 1 is niet van toepassing op de elektriciteitsproductie-installaties d.m.v. fotovoltaïsche zonnepanelen met een vermogen van 10 kW of minder waarvan de recentste datum van het conformiteitsbezoek bedoeld in artikel 270, § 1, van het algemeen reglement op de elektrische installaties, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1981 waarbij het Algemeen Reglement op de elektrische installaties voor de huishoudelijke installaties en sommige lijnen van transport en verdeling van elektrische energie bindend wordt verklaard, na 30 juni 2018 valt.

§ 5. Na advies van de CWaPE, kan de Regering op basis van hun rendabiliteit, bepaalde kanalen van elektriciteitsproductie uit hernieuwbare energiebronnen en/of kwaliteitswarmtekraftkoppeling uitsluiten van de in de paragrafen 1 en 2 georganiseerde regelingen.”

**Art. 133.** In Artikel 39, § 1, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 11 maart 2016, wordt een lid ingevoegd tussen de leden 2 en 3, luidend als volgt:

“Te rekenen van de eerste dag van het kwartaal volgende op de inwerkingtreding van dit artikel is de levering van groene elektriciteit via een directe lijn vrijgesteld van de verplichting bedoeld in het eerste lid. Deze vrijstelling is beperkt tot 5 % van het nominale quotum van groene certificaten van het lopende jaar”.

**Art. 134.** In artikel 41, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt de zin “wordt een steunregeling voor productie ter aanvulling van het systeem van de groene getuigschriften uitgewerkt” vervangen door de zin “kan een steunregeling voor productie ter aanvulling van het systeem van de groene getuigschriften uitgewerkt worden”.

**Art. 135.** In artikel 41bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014, wordt paragraaf 7 vervangen als volgt:

“§ 7. De steunregeling ingesteld krachtens dit artikel is niet van toepassing op de installaties waarvan de recentste datum van het conformiteitsbezoek bedoeld in artikel 270, § 1, van het algemeen reglement op de elektrische installaties, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1981 waarbij het Algemeen Reglement op de elektrische installaties voor de huishoudelijke installaties en sommige lijnen van transport en verdeling van elektrische energie bindend wordt verklaard, na 30 juni 2018 valt.”.

**Art. 136.** In artikel 42, § 5, vierde lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, worden de woorden “elk kwartaal” vervangen door de woorden “om de zes maanden”.

**Art. 137.** In artikel 42bis, § 8, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 11 december 2013 en vervangen bij het decreet van 12 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt de zin “Voor de jaren 2014 en volgende, berekenen en delen de beheerders van een distributienet, de leveranciers en de toegangsgerechtigden aan de “CWAPE” uiterlijk op de laatste werkdag van elke maand, de volgende informatie betreffende de voorafgaande maand mee” vervangen door de zin “De beheerders van een distributienet, de leveranciers en de toegangsgerechtigden aan de “CWAPE” berekenen en delen uiterlijk op de laatste werkdag van de maand die volgt op het einde van elk kwartaal, de volgende informatie betreffende het afgelopen kwartaal uitgesplitst per maand, mee”;

2° in het tweede lid wordt het woord “de maand na” vervangen door het woord “de maand die volgt op de”;

3° in het derde lid worden de woorden “daar ze betrekking hebben op de beschouwde verbruiken in de chronologische volgorde, van maand tot maand.” vervangen door de woorden “in de chronologische volgorde van overmaking, door de CWaPE, van de definitieve bedragen aan de interveniënten overeenkomstig het tweede lid.”.

**Art. 138.** In Hoofdstuk X van hetzelfde decreet wordt een artikel 42ter ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 42ter. Onder voorbehoud van de eisen betreffende de instandhouding van de betrouwbaarheid en de veiligheid van het net en wanneer dit technisch en economisch haalbaar is, kunnen de exploitanten van hoogrenderende warmtekraftkoppelingsinstallaties balancerings- en andere operationele diensten aan de netbeheerders aanbieden. Deze diensten maken het voorwerp uit, door de netbeheerders, van een transparante en niet-discriminerende procedure voor de aanbesteding van diensten.”.

**Art. 139.** Artikel 43, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014 wordt gewijzigd als volgt:

a) in punt 1° worden de woorden “het technisch reglement. Indien de netbeheerder” vervangen door de woorden “het technisch reglement; indien de netbeheerder”;

b) in punt 2°, worden de woorden “en de algemene voorwaarden voor aansluiting en toegang van de netbeheerders en van hun wijzigingen;” vervangen door de woorden “contracten en algemene voorwaarden die door de netbeheerders aan de leveranciers, netgebruikers en toegangsgerechtigden worden opgelegd, ter gelegenheid van, wegens of na een aansluiting, een toegang tot het net en de wijzigingen daarvan;”.

**Art. 140.** In Hoofdstuk XI van hetzelfde decreet wordt een artikel 47quater ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 47quater. De CWaPE deelt haar jaarrekeningen mee, samen met het verslag van de bedrijfsrevisor, aan de Waalse Regering, het Waalse Parlement en het Rekenhof, vóór 1 juli van het jaar dat volgt op het betrokken boekjaar. Het Rekenhof controleert de jaarrekeningen van de CWaPE en maakt zijn auditverslag over aan de Waalse Regering en het Waalse Parlement.”.

**Art. 141.** In artikel 49bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014 en 26 oktober 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “betreffende de netten,” ingevoegd tussen de woorden “Elk geschil” en de woorden “met inbegrip” en de woorden “of het gasdecreet” worden ingevoegd tussen de woorden “dit decreet” en de woorden “, met uitzondering van”;

2° In paragraaf 5, worden de woorden “het hof van beroep van Luik” de eerste keer vervangen door de woorden “het Marktenhof bedoeld in artikel 101, § 1, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek” en de andere keren door de woorden “het Marktenhof”.

**Art. 142.** In Artikel 50<sup>ter</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “het hof van beroep waaronder de maatschappelijke zetel van de CWaPE ressorteert” worden telkens vervangen door de woorden “het Marktenhof”;

2° in het eerste lid, worden de woorden “genomen op basis van dit decreet, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, van het decreet van 19 januari 2017 betreffende de tariefmethodologie die van toepassing is op gas- en elektriciteitsdistributienetbeheerders, alsmede op basis van hun uitvoeringsbesluiten” ingevoegd tussen de woorden “De beslissingen van de CWaPE” en “kunnen”;

3° een lid, luidend als volgt, wordt ingevoegd tussen de leden 4 en 5:

“Op verzoek van een tegenpartij of interveniërende partij kan het Marktenhof, indien het dit noodzakelijk acht, beslissen dat de rechtsgevolgen van de geheel of gedeeltelijk nietig verklaarde of hervormde beslissing geheel of gedeeltelijk gehandhaafd blijven of voorlopig worden gehandhaafd voor een door het Markthof te bepalen termijn. Deze maatregel kan evenwel enkel worden bevolen om uitzonderlijke redenen die een aantasting van het legaliteitsbeginsel rechtvaardigen, bij een met bijzondere redenen omklede beslissing en na een tegensprekelijk debat. Deze beslissing mag rekening houden met de belangen van derden”.

**Art. 143.** In artikel 51, § 3, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 16 februari 2017, wordt het woord “, 3°” opgeheven.

**Art. 144.** In artikel 51<sup>ter</sup> van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, 10°, worden de woorden “, voor 1 september” ingevoegd tussen de woorden “door de wederoverdracht” en de woorden “van het ongebruikte saldo”;

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een punt 12°, luidend als volgt :

“12° met de opbrengst van de inkomsten van de samenwerkingsmechanismen zoals bedoeld in artikel 6 van Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van de richtlijnen 2001/77/EG en 2003/30/EG en in de artikelen 37 tot 39 van het samenwerkingsakkoord van 12 februari 2018 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende de verdeling van de Belgische klimaat- en energiedoelstellingen voor de periode 2013-2020.”;

3° in paragraaf 2, worden de woorden “ 5.410.000 euro in 2015, 5.300.000 euro in 2016 en 5.230.000 euro vanaf 2017” vervangen door de woorden “6.500.000 euro”;

4° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “ juni van het jaar” vervangen door de woorden “december van het jaar n-1” en de woorden “juni 2012” worden vervangen door de woorden “december 2017”;

5° in paragraaf 2, eerste lid, wordt de zin “Dit globaal budget is gedeeltelijke afkomstig van een vergoeding op de groene certificaten, geïnd door de CWaPE, in functie van de geproduceerde MWh, ter hoogte van een jaarlijks bedrag van 1.800.000 dat overeenstemt met haar beheerslast van het mechanisme en de behandeling van de groene certificaten, en voor het saldo van de dotatie van de CWaPE.” opgeheven;

6° paragraaf 2, tweede lid, wordt opgeheven.

**Art. 145.** In artikel 53, § 1, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij de decreten van 27 oktober 2011 en 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden “de verzending van” vervangen door de woorden “afloop van de termijn vastgelegd door”;

2° in het derde lid, wordt het woord “kortstondige” alsook de woorden “die niet in de tijd kunnen worden hersteld” opgeheven;

3° de woorden “De geldboete bedraagt maximaal 200.000 euro of 3 % van de omzet” worden vervangen door de woorden “De administratieve geldboete bedraagt tussen 250 euro en 200.000 euro of drie percent van de omzet”.

**Art. 146.** In artikel 53sexies van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de woorden “de rechtbank van eerste aanleg” telkens vervangen door de woorden “het Marktenhof”.

**Art. 147.** In artikel 53septies, § 1, zesde lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de woorden “de rechtbank van eerste aanleg” vervangen door de woorden “het Marktenhof”.

**Art. 148.** In artikel 64 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 11 juli 2014 en vervangen bij het decreet van 16 februari 2017, worden de woorden “voor 31 januari 2017” vervangen door de woorden “elk jaar via haar jaarlijks activiteitenverslag”.

**Art. 149.** Artikel 66 van hetzelfde decreet, opgeheven bij het decreet van 19 januari 2017, wordt hersteld als volgt:

“§ 1. Er wordt een heffing afgenomen voor de financiering van de kosten opgelopen door de CWaPE, in 2017, voor de uitvoering van het mechanisme van groene certificaten bedoeld in artikel 37 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, teneinde het bedrag van 1 800 000 euro te bereiken dat voor dat jaar had moeten worden geïnd.

§ 2. De heffing is verschuldigd door de producenten van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en/of kwalitatieve warmtekrachtkoppeling die bij de “ CWaPE ” een verzoek indienen voor de toekenning van groene certificaten voor installaties met een nominaal vermogen hoger dan 10 kilowatts (kW).

§ 3. De heffing is verschuldigd per megawattuur (MWh) geproduceerd vóór 1 januari 2018 waarvan een indexmeting, meegedeeld aan de “ CWaPE ” vanaf 1 januari 2018, de productie bevestigt en die in aanmerking komt voor de toekenning van de groene certificaten. Het tarief per eenheid van de heffing, in euro per megawattuur (euro/MWh), is identiek aan het tarief dat voor 2017 is vastgesteld krachtens artikel 10, § 3, van het decreet van 21 december 2016 houdende de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2017.

§ 4. Bij gebrek van een indexmeting overgemaakt vóór 31 maart 2018, kan de CWaPE het aantal megawattuur (MWh) waarop de heffing verschuldigd is, als volgt ramen:

- op basis van de productienorm per kanaal omschreven in de laatste methodologie K eco goedgekeurd door de Waalse Regering en gepubliceerd op de website van de CWaPE

- of, bij gebrek, op basis van een referentie-installatie;

- of, bij gebrek, op basis van de beste elementen waarover de CWaPE beschikt.

Als de overgemaakte indexmeting ook een periode na 31 december 2017 dekt, zal de productie verdeeld worden naar rato van de dagen begrepen in de periode gedekt door de indexmeting.

Indien voor een bepaalde producent een fout wordt vastgesteld met betrekking tot het opgegeven productievolumen of de begin- en einddata van de betrokken productieperiode, voert de "Cwape" de nodige regularisaties uit. Behalve als de vergissing resulteert uit een door de producent gepleegde fraude, worden deze regularisaties aangebracht binnen uiterlijk één jaar na de toekenning van bedoelde groene certificaten. Dit lid is niet van toepassing voor zover hij het mogelijk maakt de productievolumes te regulariseren wanneer de productie wordt geraamd overeenkomstig het eerste lid van deze paragraaf.

§ 5. De producent betaalt de heffing binnen de twee maanden na het versturen van de facturen. Onder voorbehoud van materiële fouten maakt het uitstel van de betaling de tegoeden op een effectenrekening van deze producent bij de CWaPE van rechtswege onbeschikbaar. De CWaPE wordt ertoe gemachtigd om de terugvordering van de heffing bij wanbetalende schuldenaars verder te zetten.

Indien de CWaPE voor een bepaalde producent op 31 december 2018 vaststelt dat het geheel van de bedragen van de nog verschuldigde heffing, verminderd met de reeds betaalde bedragen, 10 euro of minder bedraagt, wordt de producent geacht zijn heffing te hebben betaald.

§ 6. Indien op 1 januari 2019 blijkt dat het verschil tussen het bedrag van de daadwerkelijk voor 2017 gefactureerde heffing en het bedrag van 1 800 000 euro dat voor dat jaar had moeten worden geïnd, meer dan 14 % bedraagt, betaalt de CWaPE het verschil aan de producenten terug naar rato van de bedragen die zij daadwerkelijk hebben betaald. Indien het daadwerkelijk ontvangen bedrag lager is dan het te ontvangen bedrag, kent de regering aan de CWaPE een aanvullende tegemoetkoming toe die gelijk is aan het verschil tussen het ontvangen bedrag en het te ontvangen bedrag.

De CWaPE informeert elke betrokken producent over het verschuldigde differentieel en stuurt hem een kredietnota. De CWaPE betaalt het verschuldigde bedrag binnen twee maanden na de verzending van de kredietnota.

Indien de CWaPE, voor een bepaald producent, vaststelt dat het terug te betalen bedrag gelijk is aan 10 euro of minder, is dit paragraaf niet van toepassing op die producent."

*Afdeling 2. — Wijziging in het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt*

**Art. 150.** Artikel 14 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, laatst gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, wordt aangevuld met een punt 16°, luidend als volgt:

"16° de technische en administratieve voorschriften van toepassing op de gesloten beroepsnetten van gas."

**Art. 151.** In artikel 15 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 11 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 21 mei 2015, wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. 152.** In artikel 16bis, § 1, 1°, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en vervangen het decreet van 21 mei 2015, worden de woorden "door de eigenaar van de locatie wordt aangeboden zoals het verhuren van garages, studentenkamers, kamers in een rusthuis of het verhuren van een vakantiewoning" vervangen door de woorden "door de beheerder van de locatie wordt aangeboden met name in het kader van de bezetting van garages, studentenkamers, kamers in een rust- of vakantiehuis".

**Art. 153.** In artikel 16ter van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en vervangen bij het decreet van 21 mei 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1, in paragraaf 1, eerste lid, wordt de zin "De gesloten beroepsnetten zijn onderworpen aan de toekenning van een individuele vergunning verleend door de CWaPE na raadpleging van de netbeheerder of transmissie-netbeheerder waarop het gesloten net zich wil aansluiten" vervangen door de zin "De gesloten beroepsnetten zijn onderworpen aan de toekenning van een individuele vergunning verleend door de CWaPE na raadpleging van de distributienetbeheerder en, in voorkomend geval, van de transmissienetbeheerder waarop het gesloten net zich wil aansluiten";

2° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden "modaliteiten en procedure voor de toekenning van de individuele vergunning" vervangen door de woorden "modaliteiten, procedure voor de toekenning van de individuele vergunning en de bijdrage die moet worden betaald voor het onderzoek van het dossier".

**Art. 154.** In artikel 25ter van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en vervangen bij het decreet van 21 mei 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1, in paragraaf 1, 1° tot 3°, wordt de zin "Bovendien zal de termijn pas ingaan wanneer de netbeheerder de verschillende vereiste vergunningen en toelatingen in ontvangst genomen zal hebben" t telkens vervangen door de zin "De termijn wordt opgeschort tijdens de periode tussen de aanvraag en de ontvangst van de vereiste vergunningen en toelatingen";

2° in paragraaf 2, worden de woorden "binnen de dertig kalenderdagen volgend op de overschrijding van de termijnen bedoeld in paragraaf 1" vervangen door de woorden "binnen de zestig kalenderdagen na de effectieve aansluiting".

**Art. 155.** In artikel 26, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008 en 21 mei 2015, wordt het tweede lid aangevuld met de volgende zin:

"Ze worden uitsluitend bevoorradt door een net dat door een netbeheerder wordt uitgebaat, behalve uitzondering vermeld in het decreet voor een privénet, een gesloten beroepsnet of een directe leiding, alsook een pilootproject, goedgekeurd door de CWaPE overeenkomstig artikel 27, dat een alternatief net vormt voor het openbare net dat door een netbeheerder wordt geëxploiteerd, of dat erop gericht is de veralgemening van een nieuw tarifieringsbeginsel voor distributienetten te testen."

**Art. 156.** Artikel 27 van hetzelfde decreet, opgeheven bij het decreet van 17 juli 2008, wordt hersteld als volgt:

"Art. 27. § 1. Overeenkomstig paragraaf 2 en de voorwaarden die zij bepaalt, kan de CWaPE toestemming verlenen voor de ontwikkeling van pilootprojecten die alternatieve netten vormen voor het openbare net dat door een netbeheerder wordt geëxploiteerd of pilootprojecten die erop gericht zijn de veralgemening van een nieuw tarifieringsbeginsel voor distributienetten te testen.

§ 2. Deze projecten moeten met name aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° de studie van de uitvoering van optimale technologische oplossingen voor de Waalse gasmarkt tot doel hebben, met name op het vlak van energie-efficiëntie, flexibiliteit van de vraag, optimalisering van de ontwikkeling en het beheer van de gedecentraliseerde productie;



2° innovatief en origineel van aard zijn;

3° onverminderd paragraaf 1e, niet tot gevolg of tot doel hebben af te wijken van de verplichtingen die bij of krachtens dit decreet aan de actoren van de gewestelijke gasmarkt worden opgelegd, tenzij wordt aangetoond dat het noodzakelijk is af te wijken van deze regels voor de goede werking van het project of om de doelstellingen nagestreefd door dit project te bereiken;

4° niet als hoofddoel hebben dat de deelnemers aan het pilootproject alle vormen van belastingen en lasten die zij verschuldigd zouden zijn indien zij buiten de omtrek van het pilootproject vielen, ontwijken of verminderen;

5° op niet-discriminerende wijze reproduceerbaar zijn op de gehele Waalse markt.

6° de resultaten van het pilootproject bekendmaken;

7° Beperkt zijn in de tijd en niet langer dan vijf jaar.

§ 3. De CWaPE kan aan haar beslissing tot machtiging bijzondere voorwaarden verbinden die afwijken van de paragraaf 2, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>.

§ 4. De regering kan, na advies van de CWaPE, de voorwaarden, de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van de vergunning alsook de verplichtingen waaraan de houder van een dergelijke vergunning is onderworpen, bepalen.

In afwijking van het vorig lid kan de CWaPE aanvragen goedkeuren die worden ingediend voordat de regering de voorwaarden, modaliteiten en procedures voor de toekenning van een vergunning heeft vastgesteld, mits deze aanvragen voldoen aan de voorwaarden bedoeld in paragraaf 2<sup>o</sup>.

**Art. 157.** In artikel 29, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 21 mei 2015, worden in de Franse versie de woorden "économiques et" ingevoegd tussen de woorden "des conditions" en de woorden "techniques raisonnables".

**Art. 157bis.** In artikel 30 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3, vijfde lid, worden de woorden "kan de houders" vervangen door de woorden "kan de aanvragers";

2° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden "een leveringsvergunning toegekend op" vervangen door de woorden "een leveringsvergunning van gas of elektriciteit toegekend op Waals gewestelijk vlak," en worden de woorden "alsook voor de aanvragers van een beperkte leveringsvergunning bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, 2<sup>o</sup>." toegevoegd aan het einde van de zin;

3° paragraaf 4 wordt aangevuld met volgend lid: "Onverminderd artikel 29, § 2, kan de regering, na advies van de CWaPE, voorzien in een gezamenlijk stelsel van beperkte leveringsvergunning en individuele toelating voor de aanleg van een directe leiding".

**Art. 157ter.** In hoofdstuk VIbis van hetzelfde decreet, vóór Afdeling 1, wordt een artikel 31/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 31/1. De bepalingen van dit hoofdstuk mogen alleen van toepassing zijn op de residentiële afnemers voor de levering van gas op hun woonplaats."

**Art. 158.** In artikel 31bis, § 1, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en vervangen bij het decreet van 21 mei 2015, wordt punt 3<sup>o</sup> opgeheven.

**Art. 159.** In artikel 31ter van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en vervangen bij het decreet van 21 mei 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden in de Franse versie de woorden "l'article 31bis, 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, et 2" vervangen door de woorden "l'article 31bis, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et § 2" en worden de woorden "l'article 31bis, 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>" vervangen door de woorden "l'article 31bis, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>";

2° in paragraaf 2, eerste lid, wordt de zinsnede "In geval van aanmaning van de afnemer legt de leverancier een redelijk betalingsplan voor en laat hij de afnemer weten dat hij bij zijn onderhandelingen door een OCMW bijgestaan kan worden. De Regering bepaalt wat onder redelijk betalingsplan wordt verstaan" vervangen door de zin "In geval van aanmaning van de afnemer dient de leverancier zijn afnemer uit te nodigen om met hem contact op te nemen om een redelijk betalingsplan af te sluiten en laat hij de afnemer weten dat hij bij zijn onderhandelingen door een OCMW of een dienst voor schuldbemiddeling bijgestaan kan worden. De leverancier informeert zijn afnemer over de termijn waarover hij beschikt om met hem een redelijk betalingsplan af te sluiten. De Regering bepaalt wat onder redelijk betalingsplan wordt verstaan";

3° paragraaf 2, tweede lid, wordt vervangen als volgt: Na ontvangst van de aanmaningsbrief, die alleen betrekking mag hebben op een bedrag dat hoger is dan het door de Regering vastgestelde minimumbedrag van de schuld, bij gebrek aan reactie van de afnemer, van weigering of van niet naleving van een redelijk betalingsplan of op verzoek van de afnemer, vraagt de leverancier de netbeheerder om de plaatsing van een budgetmeter." ;

4° in paragraaf 2, vierde lid, worden de woorden "en de voorwaarden" ingevoegd tussen de woorden "de procedure" en de woorden "voor het plaatsen", en de woorden "Zij bepaalt ook de technische, medische, structurele of sociale redenen die het plaatsen van een budgetmeter in de weg kunnen staan, alsmede alternatieve oplossingen" worden opgeheven;

5° in paragraaf 2, vijfde lid, worden de woorden "aan de netbeheerder" vervangen door de woorden "aan de Gewestelijke Bemiddelingsdienst inzake energie" en worden de woorden "wordt de procedure opgeschort opdat de netbeheerder de toestand van de afnemer kan onderzoeken" vervangen door "kan de procedure opgeschort worden opdat de toestand van de afnemer onderzocht kan worden".

**Art. 160.** In artikel 31quater van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, 3<sup>o</sup>, worden de woorden " behalve als hij als leverancier van de afnemer handelt" vervangen door de woorden "van een vertegenwoordiger van de sociale leverancier bij wie de afnemer is aangesloten";

2° in paragraaf 2, lid 2, worden de woorden ", de leverancier" en punt 3<sup>o</sup> opgeheven;

4° het derde lid van paragraaf 2, wordt opgeheven;

4° in paragraaf 4, lid 1, worden de woorden "en de leveranciers" opgeheven.

**Art. 161.** In artikel 32, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 3°, c) worden de woorden “ behalve als de plaatsing van een budgetmeter onmogelijk is om technische, medische, structurele of sociale redenen,” opgeheven;

2° punt 8° wordt vervangen als volgt:

“8° de voorlichting van de gebruikers van het net betreffende de energiemarkt verzekeren; de Regering kan de inhoud en de communicatiewijzen van de informatie bedoeld in dit punt nader bepalen;”.

**Art. 162.** In artikel 33, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008 en 21 mei 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 4°, b) wordt de zin “de door de Regering bepaalde maatregelen treffen wanneer een eindafnemer moeilijkheden heeft om zijn leverancier te betalen, namelijk een redelijk betalingsplan voorstellen” vervangen door de zin “de door de Regering bepaalde maatregelen treffen wanneer een eindafnemer moeilijkheden heeft om zijn leverancier te betalen, namelijk de afnemer uitnodigen om met hem contact op te nemen om een redelijk betalingsplan af te sluiten”;

2° punt 4°, c) wordt opgeheven;

3° punt 6° wordt vervangen als volgt:

“6° de voorlichting van de gebruikers van het net betreffende de energiemarkt verzekeren; de Regering kan de inhoud en de communicatiewijzen van de informatie bedoeld in dit punt nader bepalen.”.

**Art. 163.** In artikel 48, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden “de verzending van” vervangen door de woorden “afloop van de termijn vastgelegd door”;

2° in lid 3 wordt het woord “kortstondige” opgeheven;

3° de woorden “De geldboete bedraagt maximaal 200.000 euro of, indien het volgende bedrag hoger is, 3 % van de omzet” worden vervangen door de woorden “De administratieve geldboete bedraagt tussen 250 euro en 200.000 euro of 3 % van de omzet”.

**Art. 164.** In artikel 48sexies van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de woorden “de rechtbank van eerste aanleg” telkens vervangen door de woorden “het Marktenhof”.

**Art. 165.** In artikel 48septies, zesde lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de woorden “de rechtbank van eerste aanleg” vervangen door de woorden “het Marktenhof”.

**Art. 166.** In artikel 75 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 21 mei 2015 en vervangen bij het decreet van 16 februari 2017, worden de woorden “tegen 31 januari 2017” vervangen door de woorden “elk jaar via haar jaarlijks activiteitenverslag”.

*Afdeling 3.* — Wijziging in het decreet van 19 januari 2017 betreffende de tariefmethodologie die van toepassing is op gas- en elektriciteitsdistributienetbeheerders

**Art. 167.** Artikel 3, § 3, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt:

“Na de aanneming van de tariefmethodologie en tot het einde van de desbetreffende regulatoire periode vereist de aanpassing door de CWaPE van de tariefmethodologie die toe te schrijven is aan het in overeenstemming brengen van deze methodologie met nieuwe wettelijke en reglementaire bepalingen, geen verder overleg en openbare raadpleging en vereist zij niet het akkoord bedoeld in het vorig lid.”.

**Art. 168.** In artikel 4 van het decreet van 19 januari 2017 betreffende de tariefmethodologie die van toepassing is op gas- en elektriciteitsdistributienetbeheerders, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, 21° wordt de zin “de kosten voor het gebruik van het elektriciteitstransmissienet worden door de distributienetbeheerder doorberekend en onmiddellijk vanaf de wijziging van zijn tarieven door de bevoegde regulator aangepast.” een eerste lid;

6° in paragraaf 2, 21°, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt: “De tarieven voor het doorfactureren van de gebruikskosten van het transmissienet worden aangepast voor het geheel van de distributienetbeheerders die rechtstreeks zijn aangesloten op een transmissienet beheerd door dezelfde distributienetbeheerder of beheerder van het plaatselijke transmissienet.”;

3° in paragraaf 3, 21°, wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt:

“In afwijking van het vorig lid worden de tarieven voor het doorfactureren van de kosten van de openbare dienstverplichtingen en de toeslagen met betrekking tot de vervoertarieven in het hele Waalse Gewest aangepast.” ;

4° in paragraaf 2, 21, wordt de zin “Die kosten die via specifieke tarieven worden doorgefactureerd, worden door de CWaPE overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 15, § 4, goedgekeurd en gecontroleerd. Die regel is niet toepasselijk indien een bijzondere wetgeving hun facturering rechtstreeks door een andere instelling dan de distributienetbeheerder oplegt” het vierde lid.

**Art. 169.** In artikel 21 van hetzelfde decreet worden de woorden “bedoeld in artikel 27 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt alsook in artikel 27 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt,” ingevoegd tussen de woorden “voor de uitvoering van innoverende proefprojecten” en de woorden “en in het bijzonder voor de ontwikkeling”.

*Afdeling 4.* — Wijziging in het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut

**Art. 170.** In artikel 3 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt:

“ § 4. De Regeringscommissarissen, aangewezen in de instellingen bedoeld in de punten 43 en 44° van paragraaf 1, zijn belast met de opdrachten, bedoeld in de artikelen 10, 12, 16, 17, 18 en 19 van dit decreet”.

*Afdeling 5.* — Wijziging in het decreet van 8 juni 2001 houdende instelling van een onafhankelijke overheid voor de controle en de opvolging inzake geluidshinder van luchthavens in het Waalse Gewest

**Art. 171.** In artikel 3, § 2, van het decreet van 8 juni 2001 houdende instelling van een onafhankelijke overheid voor de controle en de opvolging inzake geluidshinder van luchthavens in het Waalse Gewest, wordt een lid ingevoegd tussen de leden 3 en 4, luidend als volgt:

“De leden blijven deel uitmaken van de ACNAW” (overheid voor de controle van de geluidshinder van luchthavens in het Waalse Gewest) tot de benoeming van hun opvolgers niettegenstaande het einde van hun mandaat, mits zij de vereiste hoedanigheid behouden”.

*Afdeling 6.* — Wijziging in de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder

**Art. 172.** In artikel 1bis, § 4, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, laatst gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, punt 5°, worden de woorden “De naamloze vennootschap “SLF IMMO” of de coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid “Intercommunale pour la gestion et la réalisation d’études techniques et économique, “IGRETEC”, die bij wijze van overeenkomst bijdragen tot de uitvoering van de opdrachten van de “SOWAer”, kunnen eveneens overgaan tot de onteigening ten algemene nutte van onroerende goederen” worden opgeheven;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“De gebouwen die eigendom zijn van het Waals Gewest, van zijn vertegenwoordiger of van zijn afgevaardigde en die ten algemene nutte werden verworven in uitvoering van het eerste lid, 1°, zijn vrijgesteld van de onroerende voorheffing, met inbegrip van de gebouwen die met hetzelfde doel werden verworven vóór de inwerkingtreding van het decreet van 29 april 2004 tot invoering van dit paragraaf in artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973.”.

*Afdeling 7.* — Wijziging in het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën

**Art. 173.** In artikel 2, eerste lid, van het decreet 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, gewijzigd bij het decreet van 26 mei 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden “rechtstreeks of via de OCMW’s” ingevoegd tussen de woorden “kan de Regering” en de woorden “toelagen toekennen” en het woord “, interventies” wordt ingevoegd tussen het woord “aankopen” en de woorden “of werken”;

2° in het tweede lid, wordt het woord “, interventies” ingevoegd tussen de woorden “De leveringen” en de woorden “en werken”.

**Art. 173bis.** In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 1° wordt vervangen als volgt: “de technische criteria van de werken bedoeld in artikel 2 van dit decreet en de personen die gemachtigd zijn deze criteria te controleren.”;

2° in punt 2°, wordt het woord “, de interventies” ingevoegd tussen de woorden “de aankopen” en de woorden “en soorten werken”;

3° het artikel 4 wordt aangevuld met een punt 4, luidend als volgt: “4° de tegemoetkoming van het OCMW.”.

*Afdeling 8.* — Wijziging in het Klimaatdecreet van 20 februari 2014

**Art. 173ter.** In het Klimaatdecreet van 20 februari 2014, wordt een artikel 16/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 16/1. De regering kan, binnen de grenzen van de begrotingskredieten, subsidies en prijzen toekennen voor acties op het gebied van klimaatverandering, met inbegrip van de thema’s klimaatmitigatie en -adaptatie. Deze subsidies kunnen worden ingezet in het kader van de uitvoering van de maatregelen van het Plan lucht-klimaat-energie.

De subsidies kunnen worden toegekend aan de privé-sector, de openbare sector, de universiteiten voor onderzoek op het gebied van klimaatverandering en voor de ondersteuning van internationale projecten.

De Regering bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor de toekenning van de subsidies.”.

*Afdeling 9.* — Overgangsbepalingen

**Art. 173quater.** De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 129, 130, 131, 132, 159, 160, 161, 162, 173 en 173bis van dit Hoofdstuk.

**Art. 173quinquies.** Artikel 167 is onmiddellijk van toepassing op de tariefperiode 2019-2023.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging in het Waals Toerismewetboek*

**Art. 174.** In artikel 393, eerste lid, van het Waals Toerismewetboek, gewijzigd bij het decreet van 9 februari 2017 en gewijzigd bij het decreet van 13 december 2017, wordt punt 16bis vervangen door een punt 16°/1, luidend als volgt:

“16°/1 de aankoop of het optrekken van mobiele kampeerverblijven erkend als ongewone logies, waarbij het in aanmerking komend bedrag voor dat werk maximum 7.500 euro per mobiel kampeerverblijf bedraagt, met een minimum van drie mobiele kampeerverblijven;”.

**Art. 175.** In artikel 394 van hetzelfde Wetboek wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt:

“Er kan een subsidie zoals bedoeld in artikel 391.D, tweede lid, verleend worden voor de aankoop of het optrekken van mobiele kampeerverblijven erkend als ongewone logies, waarbij het in aanmerking komend bedrag voor dat werk maximum 7.500 euro per mobiel kampeerverblijf bedraagt, met een minimum van drie mobiele kampeerverblijven”.

**Art. 176.** In artikel 402/1.D, §1, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt aangevuld met een punt 3, luidend als volgt:

“3° de expertise en het professionalisme van de beheerder van het toeristische logies.”;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Op voorstel van de Raad voor Toerisme kan de Minister bijkomende voorwaarden voorzien naast die voorzien in het tweede lid.”.

**Art. 177.** In artikel 411.D, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, wordt punt 3°, vervangen bij het decreet van 10 november 2016, aangevuld met de woorden “of de erkenning van het ongewoon karakter van de toeristische logies overeenkomstig artikel 402/1.D”.

**HOOFDSTUK IX.** — *Wijzigingen in Deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek, de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, de jachtwet van 28 februari 1882, het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren, het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, het Veldwetboek van 7 oktober 1886, de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 27 juni 2013 houdende verschillende bepalingen inzake landbouw, tuinbouw en aquacultuur*

*Afdeling 1.* — Wijziging in de jachtwet van 28 februari 1882

**Art. 178.** In artikel 7, § 1, eerste lid, van de jachtwet van 28 februari 1882, gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, worden de woorden “of bevelen” toegevoegd na de woorden “van wildsoorten toelaten”.

**Art. 179.** In artikel 8, vijfde lid, van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij het decreet van 26 juni 2016, wordt het woord “beschermings” opgeheven.

**Art. 180.** In Artikel 10 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, wordt een lid ingevoegd tussen de leden 5 en 6, luidend als volgt:

“In geval van sanitair risico kan de regering ook het vervoer van elk geschoten wild naar wildverzamelcentra bevelen met het oog op analyse, en voor de vernietiging ervan. De Regering bepaalt de gebieden waarop de maatregel betrekking heeft, wijst de verzamelcentra aan, bepaalt de vervoervoorwaarden van het geschoten wild naar deze centra en de voorwaarden voor een eventuele vergoeding.”.

**Art. 181.** In artikel 30bis van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1994, worden de woorden “, voor bewezen sanitaire risico’s” ingevoegd tussen de woorden “van het natuurbehoud” en de woorden “of tot voorkoming van belangrijke schade”.

*Afdeling 2.* — Wijziging in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud

**Art. 182.** Artikel 2sexies van de wet van 12 juli 1973 op het Natuurbehoud, ingevoegd bij het decreet van 6 december 2001, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“De Regering bepaalt de werkings- en de subsidiëringsregels van de revalidatiecentra voor de in het wild levende diersoorten. De kosten die in aanmerking komen voor de toegekende subsidies zijn de kosten voor de verzorging en het verblijf van de dieren en de investerings- en werkingskosten van de centra.”.

**Art. 183.** Artikel 4 van dezelfde wet wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

“§ 4. Om zowel de verzameling van biologische gegevens als de bescherming van dier- en plantensoorten en van de beschermde natuurlijke habitats wanneer ze gelokaliseerd worden, mogelijk te maken, wordt de door de Regering aangewezen dienst van de administratie gemachtigd om contact op te nemen met de betrokken eigenaars of gebruikers om hen op de hoogte te brengen van een bezoek of om hun op eigen initiatief de nodige informatie te verstrekken over het toepasselijke beschermingsstelsel of op de maatregelen die voor de waargenomen soorten en habitats gunstig of ongunstig zijn. Daartoe kan de dienst het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, het rijksregister of de gegevens van het kadaster raadplegen, waarmee bedoelde eigenaars en gebruikers geïdentificeerd kunnen worden.”.

**Art. 184.** Artikel 31 van dezelfde wet, hersteld bij het decreet van 6 december 2001 en gewijzigd bij de decreten van 30 april 2009 en 22 december 2010, wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt:

“De Regering kan bepalen dat de betaling van de in de eerste en derde leden bedoelde vergoedingen door het betaalorgaan bedoeld in artikel D.3, 25°, van het Waalse Landbouwwetboek verricht wordt volgens de in dit Wetboek vermelde modaliteiten.”.

**Art. 185.** In artikel 52 van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 11 april 1984 en vervangen bij het decreet van 16 februari 2017, worden de woorden “, behalve wat de uitvoering van artikel 5, eerste lid, betreft” opgeheven.

**Art. 186.** In artikel 58quinquies van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 6 april 1995 en gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden “Overeenkomstig het artikel 119 van de Gemeentewet” opgeheven en luidt de zin als volgt “De gemeenteraden kunnen strengere reglementen of beschikkingen dan de hoger vermelde bepalingen inzake bescherming van planten- of diersoorten die geen wild zijn, voor het geheel of een deel van hun gemeentelijk grondgebied treffen”.

2° in het tweede lid worden de woorden “Waalse Regering of aan de door haar afgevaardigde minister” vervangen door de woorden “Minister bevoegd voor het Natuurbehoud”;

3° in het derde lid worden de woorden “het artikel 119 van de Gemeentewet” vervangen door de woorden “het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie”.

**Art. 187.** In artikel 58sexies, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 22 januari 1998 en gewijzigd bij de decreten van 19 december 2007, 18 december 2008, 30 april 2009, 10 december 2009, 22 december 2010, 15 december 2011, 11 december 2013, 11 december 2014, 17 december 2015 en 21 december 2016 worden de woorden “als hoofdberoep” opgeheven.

**Art. 188.** In Hoofdstuk IX, van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, wordt een afdeling IIbis ingevoegd met als opschrift “Afdeling IIbis. Fonds voor de bescherming van biodiversiteit”.

**Art. 189.** In afdeling IIbis, ingevoegd bij artikel 188, wordt een artikel 58septies ingevoegd, luidend als volgt:

“Art.58septies. Overeenkomstig artikel 4, § 1, lid 2, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden van de diensten van de Waalse Regering, wordt binnen de algemene uitgaven- en ontvangstenbegroting van het Gewest een “Fonds voor de bescherming van biodiversiteit” ingesteld, hierna “het fonds” genoemd.”.

**Art. 190.** In dezelfde afdeling IIbis wordt een artikel 58octies ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 58octies. Het Fonds heeft als doel:

1° de ontvangsten van financiële compensaties te innen die worden toegekend als aanvulling of vervanging van natuurlijke compensaties op het terrein als gevolg van projecten met negatieve gevolgen op de biodiversiteit;

2° een compensatie inzake biodiversiteit op de milieus of soorten getroffen bij een project waarin deze compensaties worden betrokken, financieel te steunen;

3° een project voor de verbetering of de restauratie van habitats en milieus die in een bepaald milieu voor de biodiversiteit gunstig zijn, op het grondgebied van het Waalse Gewest financieel te steunen;

4° de onderzoeksprojecten betreffende de bovenvermelde punten 1°, 3° en 3° te financieren.

De in het eerste lid bedoelde financiële compensaties inzake biodiversiteit worden door de Regering bepaald met inachtneming van:

1° de impact op de fauna, flora en hun habitats;

2° de betrokken soorten en habitats;

3° het betrokken biogeografisch gebied;

4° in voorkomend geval, de krachtens artikel 29, § 5, genomen maatregelen;

5° alle criteria bepaald door de Regering.

De middelen van het fonds worden bestemd voor de financiering of prefinanciering van de uitgaven betreffende de invoering van maatregelen bestemd om de negatieve impacten van de projecten op biodiversiteit te compenseren en rekening houdende met de soorten en habitats die negatief getroffen zijn door bedoelde projecten of door elk ander project waarvoor de Regering bepaalt dat het een impact heeft op de biodiversiteit.”

**Art. 191.** In dezelfde afdeling IIbis wordt een artikel 58nonies ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 58nonies. Een Raad van het Fonds, hierna in deze afdeling “de Raad” genoemd, waarvan de werking door de Regering wordt bepaald, brengt adviezen uit over de wijze waarop het Fonds beheerd wordt.

De Regering bepaalt de punten waarop de adviezen betrekking hebben en degenen aan wie ze worden overgemaakt.

Een jaarverslag, met vermelding van de financieringsbronnen, de bestemming en de uitvoeringsmodaliteiten, wordt doorgezonden naar de Regering en naar het Parlement.

De Regering bepaalt de informatie van de administratie die de Raad kan ontvangen om zijn opdracht voort te zetten, alsook de modaliteiten voor de overdracht ervan.

De Regering kan de modaliteiten bepalen voor de bekendmaking van de adviezen en van het verslag van de Raad.”

**Art. 192.** In dezelfde afdeling IIbis wordt een artikel 58decies ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 58decies. De Raad bestaat uit de volgende leden:

1° één lid of verschillende leden van de administratie van een rang hoger dan of gelijk aan de rang A3 en bevoegd voor het natuurbehoud;

2° één lid of verschillende leden van de dienst van de administratie die het natuurbehoud beheert;

3° een vertegenwoordiger van de Inspectie van Financiën van het Waalse Gewest;

4° één of meerdere vertegenwoordigers van de beleidsgroep “Landelijke aangelegenheden”, Afdeling Natuur”.

De Raad wordt voorgezeten door een persoon van de categorie bedoeld in lid 1,1°.

Na overleg met de beleidsgroep “Landelijke Aangelegenheden” wijst de Regering de in artikel 1, 4°, bedoelde leden aan, alsook, voor elk van hen, een plaatsvervanger die hun plaats kan innemen in geval van afwezigheid.”

**Art. 193.** In dezelfde afdeling IIbis wordt een artikel 58undecies ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 58undecies. Het mandaat van deze leden en plaatsvervangers loopt 4 jaar.

De mandaten zijn hernieuwbaar. Als een mandaat vóór de verstrijksdatum komt open te staan, wordt een nieuw lid of een nieuwe plaatsvervanger aangewezen om het mandaat van zijn voorganger te voleindigen.

De Raad adviseert geldig wanneer minstens de helft van de leden aanwezig is.”

**Art. 194.** In dezelfde afdeling IIbis wordt een artikel 58duodecies ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 58duodecies. Aan het fonds worden toegekend, de leefmilieucompensaties per equivalent voortvloeiend uit een project dat een impact heeft op de biodiversiteit, die door een aanvrager betaald worden om te zorgen voor een niveau dat vergelijkbaar is met het behoud van de biodiversiteit. De compensaties in natura, enerzijds, en de in het eerste lid bedoelde leefmilieucompensaties per equivalent, anderzijds, worden door de Regering bepaald.

De middelen van het fonds worden ingezet voor de financiering of prefinanciering van de uitgaven voor het beleid inzake bescherming, verbetering en restauratie van de natuur.”

**Art. 195.** In dezelfde afdeling IIbis wordt een artikel 58terdecies ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 58terdecies. De uitgaven kunnen verband houden met vergoedingen, toelagen of prestaties, meer bepaald de personeels-, werkings-, investerings- of andere kosten verbonden met acties of opdrachten waartoe besloten is in het kader van het Fonds en die door wetenschappelijk personeel of derden zijn doorgevoerd.”

**Art. 196.** Artikel 63 van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, vervangen bij het decreet van 5 juni 2008 en gewijzigd bij het decreet van 22 december 2010, wordt aangevuld met een twee leden, luidend als volgt:

” Een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek wordt begaan door hij die een overtreding begaat van de artikelen 7, 31 en 32 van Verordening (EU) nr.1143/2014 van het Europees Parlement en van de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten en van de maatregelen die ter uitvoering van bedoelde artikelen door het Waalse Gewest genomen worden.

Een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek wordt begaan door hij die de ter uitvoering van artikel 58duodecies genomen compensatiemaatregel niet betaalt.”

*Afdeling 3. — Wijziging in het decreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken*

**Art. 197.** In het decreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken wordt het opschrift van Hoofdstuk I vervangen als volgt:

“Begripsomschrijving, oprichting en wijziging van de omtrek van de natuurparken”.

**Art. 198.** In Hoofdstuk I van hetzelfde decreet wordt een artikel 6/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 6/1. De Regering kan de modaliteiten betreffende de wijziging van de omtrek van een natuurpark bepalen op basis van een aanvraag van de inrichtende macht en na gunstig advies van de betrokken gemeenten en mits naleving van de procedures gebonden aan de deelneming van het publiek en van de milieueffectenbeoordelingen bedoeld in Boek I van het Milieuwetboek.

De Regering kan de wijziging van de omtrek van de bestaande natuurparken vastleggen.

Overeenkomstig het tweede lid houdt de Regering rekening met de instemming van het natuurpark via zijn algemene vergadering en de geassocieerde gemeenten.

De Regering organiseert de modaliteiten van de ondertekening van een overeenkomst tussen de gemeenteraden van de gemeenten betrokken bij de uitbreiding en de Beheerscommissie van het natuurpark. Deze modaliteiten bevatten minstens:

- 1° de te bereiken doelstellingen;
- 2° de samenwerkingsgebieden;
- 3° het tijdschema voor de uitvoering ervan;
- 4° de uitrustingswijze en de budgettaire aspecten;
- 5° de aanpassing van het beheersplan van het natuurpark.”.

*Afdeling 4. — Specifieke wijziging in het Wetboek van de inkomstenbelastingen*

**Art. 199.** Artikel 253, 5°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 6 juli 1994 en gewijzigd bij de decreten van 6 december 2001 en 22 oktober 2003, wordt vervangen als volgt:

“5° van de onroerende goederen gelegen in het Waalse Gewest en opgenomen in de omtrek van een Natura 2000-site, van een natuurreservaat of van een bosreservaat of opgenomen in de omtrek van een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net en onderworpen aan de primaire beschermingsregeling;”.

*Afdeling 5. — Wijzigingen in het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek*

**Art. 200.** Artikel 2, tweede lid, van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek wordt aangevuld met een punt 3, luidend als volgt:

“ 3° de Kerstboomteelten in bosgebieden.”.

**Art. 201.** In artikel 3 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in 1° worden de woorden “elke beampte,” vervangen door de woorden “het personeel”;
- b) in 17° worden de woorden “of die als voetganger erkend wordt krachtens de verkeersregels” ingevoegd tussen de woorden “iedere persoon die zich te voet verplaatst,” en de woorden “iedere persoon met beperkte”;
- c) het artikel wordt aangevuld met een punt 31°, luidend als volgt :

“31° motorvoertuig: het voertuig dat als motorvoertuig wordt beschouwd krachtens de verkeersregels; de gemotoriseerde verplaatsingsvoertuigen die niet als motorvoertuigen worden beschouwd, worden gelijkgesteld met voetgangers of fietsers, overeenkomstig de verkeersregels.”.

**Art. 202.** Artikel 10, derde lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende zin:

“Om de uitoefening van hun opdracht te vergemakkelijken kunnen ze de kadastrale gegevens raadplegen.”.

**Art. 203.** Er wordt een 14bis ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 14bis. Voor elke drijfjachtactie informeren de betrokken houders van het jachtrecht het publiek volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.”.

**Art. 204.** In artikel 22, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “die een toelating hebben gekregen, verstrekt door het personeelslid aangewezen door de Regering” opgeheven.

**Art. 205.** In artikel 47 van hetzelfde decreet worden de woorden “biologisch afbreekbare” ingevoegd tussen de woorden “opleggen van” en de woorden “ plantaardige olie voor de kettingzagen”.

**Art. 206.** Artikel 52 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid :

“Om de vaststelling en de bijwerking van de lijst van de bij deze bepaling betrokken eigendommen, wordt de raadpleging van het kadaster of van het rijksregister toegelaten.”.

**Art. 207.** Artikel 92 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 208.** Artikel 93 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 209.** In artikel 94 van hetzelfde decreet worden de eerste en vierde leden opgeheven.

**Art. 210.** Artikel 95 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 211.** Het tweede lid van artikel 102 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 212.** Artikel 108 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt:

- 1° de woorden “bedoeld in artikel 102°” worden vervangen door de woorden “voorzien bij artikel 102”;

2° hetzelfde artikel wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt:

“Voor de toepassing van de Titels V en VI worden de overtredingen van deze wet gelijkgesteld met overtredingen van vierde categorie in de zin van Deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek, met uitzondering van de overtredingen bedoeld in de artikelen:

1° 103 en 104 die gelijkgesteld worden met overtredingen van derde categorie in de zin van Deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek;

2° 105 en 106 die gelijkgesteld worden met overtredingen van tweede categorie in de zin van Deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek.”.

**Art. 213.** Artikel D.109 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Afdeling 6 - Wijziging in het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie

**Art. 214.** In artikel 2/6, § 3, van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de aanvangszin worden de woorden “tien aanvullende leden” vervangen door de woorden “veertien aanvullende leden”;

2° in 2° worden de woorden “vier vertegenwoordigers” vervangen door de woorden “acht vertegenwoordigers”.

*Afdeling 7. — Wijzigingen in het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren*

**Art. 215.** In artikel 2 van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 4° wordt aangevuld met de woorden “die ermee instemt”;

b) punt 10° wordt vervangen als volgt: “10° Fonds: het Begrotingsfonds ten gunste van het visserij- en hengelbeheersplan in Wallonië”.

**Art. 216.** In artikel 10, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de aanvangszin wordt vervangen als volgt: “De Regering kan na advies van de beleidsgroep “Landelijke Aangelegenheden”, afdeling “Visvangst”, hetzij overal, hetzij in bepaalde waterlopen, of in bepaalde gedeelten van waterlopen de volgende elementen bepalen:”;

b) in 7° wordt het woord “of boven” ingevoegd tussen het woord “beneden” en het woord “welke”;

c) in 9° wordt het woord “voor” opgeheven;

d) in 10° worden de woorden “voor verkoop” opgeheven;

e) 10° wordt aangevuld met de woorden: “, alsook de voorwaarden betreffende het houden en het vervoer van vissen en rivierkreeften die het voorwerp uitmaken van een monsterneming”;

f) dezelfde paragraaf wordt aangevuld met de punten 12°, 13° en 14°, luidend als volgt :

“12° de plaatsen waar het vissen gedurende het hele jaar verboden is;

13° de soorten vissen of rivierkreeften waarvan de monsterneming verplicht is wanneer ze gevangen worden;

14° de soorten vaartuigen die voor het vissen toegelaten worden, het aanslaan van aas of de installatie van vajslijnen.”.

**Art. 217.** In hetzelfde decreet, hoofdstuk IV, wordt het opschrift van afdeling 2 vervangen als volgt:

“Afdeling 2 - Begrotingsfonds ten gunste van het visserij- en hengelbeheersplan in het Waalse Gewest”.

**Art. 218.** Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

“Art. 18. Overeenkomstig artikel 4, § 1, tweede lid, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid, wordt binnen de ontvangstenbegroting en de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, een Begrotingsfonds opgericht ten gunste van het visserij- en hengelbeheersplan in het Waalse Gewest, hierna het Fonds genoemd.

Het Fonds dient om een beleid van visserij- en hengelbeheersplan te voeren dat overeenstemt met de doelstellingen vermeld in artikel 1, derde lid, en met de modaliteiten bedoeld in deze afdeling.”.

**Art. 219.** Artikel 19 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

“Art. 19. Aan het Fonds worden toegekend :

1° de ontvangsten van de verkoop van visdocumenten;

2° de administratieve boetes en transacties die verschuldigd zijn ten gevolge van de niet- naleving van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten;

3° de eventuele financiële compensaties opgelegd door de milieuvergunningen en de globale vergunningen verleend aan de exploitanten van hydro-elektrische centrales en van de industriële waterwinningen;

4° de vergoedingen verkregen door het Gewest voor een schadeloosstelling ten gevolge van een waterverontreiniging die een vissterfte met zich heeft meegebracht;

5° de ontvangsten van de exploitatie van domaniale visteelt;

6° de huurinkomsten van de visrechten toebehorend aan het Waalse Gewest.”.

**Art. 220.** Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

“Art. 20. De aan het Fonds toegekende kredieten dienen voor de financieren van:

1° acties voor het onderhoud, de inrichting of het herstel van het aquatisch milieu, de biodiversiteit en de plaatsen waar het vissen toegelaten is;

2° visuitzettingssacties;

3° bestrijdingsacties tegen de vervuiling en allerlei beschadigingen;

4° acties voor de bevordering van de visvangst;

5° acties voor de sensibilisering en de opvoeding inzake visserij, vispatrimonium en aquatische milieus;

6° de werking van de erkende hengelfederaties, de erkende visserscholen en de coördinerende hengelervereniging.

Onder de in het eerste lid, 1° tot 5°, bedoelde acties dienen de aan het Fonds toegekende kredieten bij voorrang voor de financiering van de acties die in de lijn liggen van het visserij- en hengelbeheersplan van onderstroomgebied aangenomen door de Regering overeenkomstig artikel 27.

De aan het Fonds toegekende kredieten mogen evenwel niet besteed worden aan de tenuitvoerlegging van de verplichtingen van de beheerders van de waterlopen, behoudens andersluidend advies van het Beheerscomité bedoeld in artikel 22°.

**Art. 221.** Artikel 21 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

"Art. 21. De Minister stelt elk jaar de Regering in kennis van een verslag over de ontvangsten toegekend aan het Fonds en over het gebruik van de kredieten van het Fonds tijdens het afgelopen jaar."

**Art. 222.** In artikel 22 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "De Regering of diens afgevaardigde wordt bijgestaan door een beheerscomité samengesteld uit " vervangen door de woorden "Er wordt een beheerscomité opgericht samengesteld uit";

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. Er wordt binnen het beheerscomité een Begrotingscommissie opgericht die belast is met een regelmatige opvolging van de uitvoering van de begroting van het Fonds in de loop van het jaar en met de voorbereiding voor het volgend jaar van een voorstel van jaarlijks programma van uitgaven van het Fonds dat aan het beheerscomité moet worden voorgelegd. De Inspectie van Financiën wordt uitgenodigd op de vergaderingen van deze Begrotingscommissie." ;

3° er wordt een paragraaf 2/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 2/1. Behalve de opdrachten die hem door artikel 27 en 31 worden toevertrouwd, is het Beheerscomité er mee belast om aan de Minister een jaarlijks programma van de uitgaven van het Fonds voor te stellen dat overeenstemt met de doelstellingen bepaald in artikel 20, § 1."

**Art. 223.** In artikel 23 van hetzelfde decreet wordt § 1 opgeheven.

**Art. 224.** In artikel 31, § 4, van hetzelfde decreet wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"De Regering bepaalt, na advies van het Beheerscomité van het Fonds, de toekenningmodaliteiten van de subsidies ten laste van het Fonds die toegekend worden aan de erkende visserscholen."

**Art. 225.** Artikel 35 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

"Art. 35. De vissen en rivierkreeften die op een illegale manier worden gevisd, worden onverminderd artikel 10, 13°, onmiddellijk weer in het water geworpen.

In geval van overtreding van artikel 12 worden de voorwerpen die gediend hebben om de overtreding te begaan, in beslag genomen; de rechter verbeurt die voorwerpen en gelast de vernietiging ervan.

In de andere gevallen worden de voorwerpen die gediend hebben om de overtreding te begaan, in beslag genomen om een eventuele verbeurdverklaring mogelijk te maken behalve indien de overtreder de som bedoeld in artikel D.159, § 1, tweede lid, van Boek I van het Milieuwetboek onmiddellijk betaalt.

**Art. 226.** Artikel 38 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

"Art. 38. Op 1 januari 2019 wordt de instelling van algemeen nut "Fonds piscicole et halieutique de Wallonie" (Waalse Visserij- en hengelfonds) bedoeld in artikel 36 van de wet van juli 1954 op de riviervisserij ontbonden.

Het financieel vermogen van het "Fonds piscicole et halieutique de Wallonie" op 31 december 2017 wordt gestort aan het Begrotingsfonds ten gunste van het visserij- en hengelbeheersplan in het Waalse Gewest.

De rechten en verplichtingen in handen van het "Fonds piscicole et halieutique de Wallonie" worden overgedragen aan de door de Regering aangewezen dienst."

#### *Afdeling 8. — Wijziging in het Milieuwetboek*

**Art. 227.** In artikel D. 138 van Boek I van het Milieuwetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met een punt 18° en een punt 19° luidend als volgt:

"18° het Boswetboek van 15 juli 2008;

19° de jachtwet van 28 februari 1882." ;

2° het tweede lid wordt opgeheven ;

3° het derde lid wordt aangevuld als volgt:

""alsook artikel 63 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud".

**Art. 228.** In artikel D.140 van Boek I van hetzelfde Boek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, vijfde lid, worden de woorden "van het Boswetboek, van de jachtwet van 28 februari 1882" opgeheven;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden "eerste en derde lid" vervangen door de woorden "met uitzondering van lid 1, 18° en 19°";

3° in § 3, eerste lid, worden de woorden "eerste lid" vervangen door de woorden "met uitzondering van lid 1, 18° en 19°";

4° in § 3, tweede lid, worden de woorden "eerste en derde lid" vervangen door de woorden "met uitzondering van lid 1, 18° en 19°";

**Art. 229.** In artikel D.142 van Boek I van het Milieuwetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008 en gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, worden de woorden "eerste en derde lid" opgeheven.



**Art. 230.** In artikel D.146 van Boek I van hetzelfde Boek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 1° en 6° worden de woorden "eerste en derde lid" telkens opgeheven;

b) het wordt aangevuld met een punt 11°, luidend als volgt:

"11° elke databank die nuttig is voor het verkrijgen van de informatie en voor de uitvoering van de in dit artikel bedoelde opdrachten raadplegen".

**Art. 231.** In artikel D.149, § 1, eerste lid, van Boek I van het Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, worden de woorden "eerste en derde lid" opgeheven.

**Art. 232.** In artikel D.151, § 1, eerste lid, van Boek I van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008 en gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, worden de woorden "eerste en derde lid" vervangen door de woorden "met uitzondering van het eerste lid, 18° en 19°".

**Art. 233.** In artikel D.154, van Boek I van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011, worden de woorden "eerste en derde lid" opgeheven.

**Art. 234.** Artikel D.155bis van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt:

"§ 8. Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan door al wie artikel 4, §§ 1, 2, 3, 5, 6 en 8 of artikel 7, §§ 1, 2 en 3 van Verordening (EU) nr. 511/204 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende voor gebruikers bestemde nalevingsmaatregelen uit het Protocol van Nagoya inzake toegang tot genetische rijkdommen en de eerlijke en billijke verdeling van voordelen voortvloeiende uit hun gebruik overtreedt."

**Art. 235.** Artikel D.158 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008, wordt opgeheven.

**Art. 236.** In artikel D.159 van hetzelfde Boek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1 in § 1, vijfde lid, worden de woorden "net zoals de ambtenaren, wachters en personeelsleden bedoeld in artikel 24 van de wet van 28 februari 1882 op de jacht voor wat betreft de overtredingen van die wet, alsook de personeelsleden in de zin van artikel 3, 1°, van het Boswetboek, wat betreft de overtredingen bepaald bij artikel 102 van het Boswetboek wat betreft de overtredingen van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren" opgeheven;

2° in paragraaf 2, 4°, worden de woorden "eerste en derde lid" opgeheven;

3° in § 8 wordt de tweede zin die begint met de woorden "De geïnde som" en die eindigt met de woorden "van het Boswetboek" opgeheven.

**Art. 237.** In artikel D.160, § 2, Boek I van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008 en gewijzigd bij het decreet van 15 juli, wordt punt 4° opgeheven.

**Art. 238.** In artikel D.167, § 1, 3°, van Boek I van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008 en gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, worden de woorden "eerste en derde lid" opgeheven.

**Art. 239.** Artikel D.170, §3, van Boek I van hetzelfde Boek, laatst gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

" Afwijkingshalve worden de administratieve boetes die opgelegd worden en de transacties die gesloten worden in geval van overtreding van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren gestort op het Begrotingsfonds .ten gunste van het visserij- en hengelbeheersplan in het Waalse Gewest.

Afwijkingshalve worden de administratieve boetes die opgelegd worden en de transacties die gesloten worden in geval van overtreding van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud of van artikel 155bis, § 8, aan het Fonds voor de bescherming van biodiversiteit gestort."

#### *Afdeling 9. — Specifieke begrotingsmaatregelen*

**Art. 240.** Overeenkomstig artikel 4, § 1, lid 2, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, wordt binnen de algemene uitgaven- en ontvangstenbegroting van het Gewest een begrotingsfonds voor het beheer van het woud van Saint-Michel-Freyr.

Aan het in het eerste lid bedoelde Fonds worden toegekend:

1° de opbrengst van de verkoop van kappingen en sprokkelhout van het woud van Saint-Michel-Freyr;

2° de opbrengst van de verkoop van wildbraad en bijdragen van de genodigden op de Koninklijke Jachten op de locatie van het woud van Saint-Michel-Freyr;

3° alle andere ontvangsten gebonden aan het woud van Saint-Michel-Freyr met inbegrip van eventuele schenkingen.

De aan het Fonds toegekende kredieten dienen voor de financiering van het beheer van het woud van Saint-Michel-Freyr.

De Minister van Natuur deelt jaarlijks een verslag over het beheer van het Fonds aan de Regering mede.

#### *HOOFDSTUK X. — Wijzigingsbepalingen van het Waalse Landbouwwetboek en bijlage V van Boek I van het Milieuwetboek*

##### *Afdeling 1. — Wijzigingen in het Landbouwwetboek*

**Art. 241.** In artikel D.2. van het Waalse Landbouwwetboek, gewijzigd bij het decreet van 23 maart 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° §1 wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt :

"5° maatregelen voor de regulering van de prijzen op de markten ;

2° § 2 wordt aangevuld met een punt 15°, luidend als volgt :

"15° de overheidssteun en de steun voor particuliere opslag, de afgifte van invoer- en uitvoercertificaten en het beheer van garanties;"

**Art. 242.** In artikel D.3 van hetzelfde Wetboek wordt een punt 8/1° ingevoegd, luidend als volgt:

"8/1° Aankoopcomité: Dienst binnen het Overkoepelend Directoraat-generaal die bestaat uit personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst gemachtigd om de handelingen van de rechtspersonen bedoeld in artikel 6*quinquies* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen te authenticeren;"

**Art. 243.** Artikel D.26 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt:

"6° de inbeslagnemingen, in het geheel of gedeeltelijk, met betrekking tot de maatregelen betreffende de toepassing van het stelsel van invoer-, uitvoer- en voorfixatiecertificaten voor landbouwproducten."

**Art. 244.** Artikel D.27 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met volgende zin:

"en aan de uitgaven bestemd voor de gehele of gedeeltelijke teruggave van de waarborgen betreffende de toepassing van het stelsel van invoer-, uitvoer- en voorfixatiecertificaten voor landbouwproducten."

**Art. 245.** In artikel D.37 van het Waalse Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 23 maart 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 wordt 8° aangevuld met de woorden "alsook de contacten met de eigenaars en bewoners in het kader van de controles die worden uitgevoerd krachtens de reglementeringen bedoeld in artikel D.138 van Boek I van het Milieuwetboek of krachtens het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling";

2 in § 1 wordt 11° aangevuld met de woorden "met inbegrip van de vulgarisatie en de ontwikkeling van filières";

3° in § 1, 15°, worden de woorden "met inbegrip van de afgifte van afwijkingen en machtigingen of de toekenning van subsidies," ingevoegd tussen de woorden "van het milieubehoud" en de woorden "en de strijd tegen de klimaatverandering";

4° in § 1 wordt punt 20° aangevuld met de woorden "en de inrichtingen van bossen en wouden";

5° § 1 wordt aangevuld met een punt 25°, luidend als volgt :

"25° het landbouwkundig onderzoek." ;

6° het wordt aangevuld met de paragrafen 4, 5 en 6, luidend als volgt:

"§ 4. De in § 1 bedoelde gegevens worden aan de Aankoopcomités meegedeeld indien het doel van hun opdracht aanleiding geeft tot het gebruik van de categorieën gegevens van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem die voor elk onder hen specifiek worden opgenomen in bijlage I.

"§ 5. De in § 1 bedoelde gegevens worden aan het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waal Centrum voor landbouwkundig onderzoek) meegedeeld indien het daarom heeft verzocht en alleen indien het doel van zijn opdracht aanleiding geeft tot het gebruik van de categorieën gegevens van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem die voor elk onder hen specifiek worden opgenomen in bijlage I bij het Wetboek.

"§ 6. De in § 1 bedoelde gegevens worden meegedeeld aan de personen belast met het uitvoeren van de in artikel D.70 van Boek I van het Milieuwetboek bedoelde milieueffectonderzoeken, indien het daarom heeft verzocht en alleen indien het doel van hun opdracht aanleiding geeft tot het gebruik van de categorieën gegevens van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem die voor elk onder hen specifiek worden opgenomen in bijlage I bij het Wetboek."

**Art. 246.** In artikel D.54 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt de zin "Wanneer een notaris kennis moet nemen van een verrichting betreffende landbouwpercelen of een gebouw bestemd voor landbouw, deelt hij volgende gegevens aan het waarnemingscentrum voor landeigendommen bedoeld in artikel D.357 mee" vervangen door de volgende zin:

"Wanneer een instrumenterende ambtenaar kennis moet nemen van een door de Regering bepaalde verrichting betreffende geheel of gedeeltelijk landbouwkundige onroerende goederen zoals bedoeld in artikel D.353, 2°, deelt hij volgende gegevens aan het waarnemingscentrum voor landeigendommen bedoeld in artikel D.357 mee:" ;

2° in 2° worden de woorden "kopers en verkopers" vervangen door de woorden "de partijen";

3° in 3° worden de woorden "in voorkomend geval," ingevoegd voor de woorden "de verkoopprijs".

**Art. 247.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel D.56/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.56/1. In het kader van hun opdrachten hebben de Aankoopcomités toegang tot hun gegevens van het waarnemingscentrum voor landeigendommen waarvan de lijst door de Regering wordt bepaald."

**Art. 248.** Hoofdstuk III van Titel III van hetzelfde Wetboek, dat de artikelen D.80 en D.81 omvat, wordt opgeheven.

**Art. 249.** In artikel D.88 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Om de drie jaar" vervangen door de woorden "Elk jaar".

**Art. 250.** In artikel D.89 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "in samenwerking met de Cel belast met het prospectief onderzoek en de wetenschappelijke observatie," opgeheven.

**Art. 251.** In artikel D.101, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt punt 4° opgeheven.

**Art. 252.** In artikel D.105, § 1, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, 1°, wordt het woord "erkende" opgeheven;

2° in het tweede lid, 2°, worden de woorden "in lokalen erkend door de Regering" vervangen door de woorden "en de plaats waar die vormingen worden georganiseerd";

3° in het tweede lid worden de woorden "van de personen belast met het verstrekken van de opleidingen bedoeld in de artikelen D.99, en D.100, in overeenstemming met de artikelen D.5 tot D.9" opgeheven.

**Art. 253.** In hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van afdeling 6, Hoofdstuk II, Titel IV, vervangen als volgt: "Diverse bepalingen".

**Art. 254.** Artikel D.111 van het Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 255.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel D.177/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D. 177/1. § 1. Er wordt een degustatiejury opgericht, die bij besluit van de Regering belast is met het houden van degustatiesessies wanneer de Europese wetgeving erin voorziet.

Die jury gaat na of de producten die in aanmerking komen voor een Europees kwaliteitssysteem, overeenstemmen met de organoleptische normen zoals ze over het algemeen voor kwaliteitsproducten aanvaard worden en met de specifieke organoleptische hoofdcriteria, bepaald voor de benaming waarop ze aanspraak maken.

De Regering bepaalt het aantal leden van de jury. Ze kan het bedrag van het presentiegeld of de onkostenmodaliteiten waarop de juryleden recht hebben, vaststellen.

§ 2. Naar gelang van de producten bestaat de jury uit de volgende groepen:

- 1° een groep producenten;
- 2° een groep distributeurs, bereiders, verwerkers, handelaars, commerciële tussenpersonen en vertegenwoordigers van de horeca-, catering- en koffiesector;
- 3° een groep van smaakdeskundigen;
- 4° een groep van academische deskundigen of erkende deskundigen;
- 5° een groep vertegenwoordigers van de Administratie of van andere overheidsdiensten.

§ 3. De jury is samengesteld naar gelang van de betrokken producten.

De juryleden worden volgens een door de Regering bepaalde procedure aangewezen. Het voorzitterschap van de jury wordt waargenomen door een lid van het college van de vertegenwoordigers van de Administratie of van andere overheidsdiensten.

De Regering bepaalt de modaliteiten betreffende de voorstelling van de jury, zijn organisatie, zijn werkingswijze en zijn precieze samenstelling in een huishoudelijk reglement dat minstens de methode voor de monsterneming, een evaluatie- en scoringrooster voor de jury alsook een beslissingrooster omvat.

§ 4. Elk lid is stemgerechtigd. De jury beraadslaagt enkel rechtsgeldig als de aanwezige werkende leden, of hun plaatsvervangers, minstens de helft van het totaal aantal werkende leden vertegenwoordigen.

Na de stemming wordt geen enkele op naam staande informatie medegedeeld. De juryleden nemen het vertrouwelijk karakter van het verloop en de resultaten van de degustaties in acht."

**Art. 256.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel D.184/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.184/1. De in artikel 177/1 bedoelde degustatiejury kan door de Regering of haar afgevaardigde via degustatiezittingen ermee belast worden om de conformiteit van de producten die in aanmerking komen voor een gewestelijk systeem inzake gedifferentieerde kwaliteit na te gaan, wanneer het erkende bestek betreffende de betrokken producten hun certificering afhankelijk stelt van het houden van dergelijke zittingen.

In afwijking van artikel D.177/1, § 3, is de erkende certificerende instelling in dit geval een krachtens artikel D.179, § 2, erkende certificerende instelling."

**Art. 257.** In artikel D.224, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de zin "Het Agentschap wordt ingedeeld bij de instellingen van categorie A bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut." wordt vervangen door de zin "Het Agentschap wordt ingedeeld bij de instellingen van type 2 in de zin van artikel 3, § 1, 4°, b) van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden van de diensten van de Waalse Regering." ;

2° de woorden "van die wet" worden vervangen door de woorden "van dit decreet".

**Art. 258.** In artikel D.226 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 3 wordt opgeheven ;

2° in § 5, worden de woorden "krachtens de paragrafen 1 en 3" vervangen door de woorden "krachtens § 1".

**Art. 259.** Artikel D.227 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. D.227. In het kader van de uitoefening van zijn opdrachten kan het Agentschap buiten de grenzen van België optreden met de samenwerking van het "Agence wallonne à l'Exportation" (Waals Agentschap voor Uitvoer)."

**Art. 260.** In artikel D.229 van het Waalse Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"Op voorstel van de Raad van bestuur neemt de Regering jaarlijks het operationeel plan van het Agentschap aan." ;

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden "alsook de prioriteiten omschreven door het Strategisch Comité voor landbouwbeleid bedoeld in artikel D.82." opgeheven;

3° paragraaf 2 wordt opgeheven ;

4° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

"§ 3. Het operationeel plan wordt uitgewerkt na voorafgaandelijk advies van het in artikel D.70 bedoelde producentencollege. Het uitgebrachte advies omvat in bijlage de aanbevelingen van de leden van het producentencollege die de beroepsverenigingen van de agropoedings- en distributiesector vertegenwoordigen alsook de aanbevelingen van elke sector die bijdraagt via de bijdragen bedoeld in artikel D.234 zonder in het producentencollege te worden vertegenwoordigd. Het advies wordt aan het Strategisch Comité voor landbouwbeleid en aan de Regering meegegeeld.

Het producentencollege kan ook te allen tijde een advies, aanbeveling of initiatiefvoorstel uitbrengen met betrekking tot elk vraagstuk i.v.m. het operationeel plan en zijn uitvoering."

**Art. 261.** In Titel IX, Hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek, wordt een afdeling 1/1 ingevoegd, met als opschrift "Afdeling 1/1. Samenstelling, bevoegdheid en werking van de Raad van bestuur".

**Art. 262.** In afdeling 1/1, ingevoegd bij artikel 261, wordt een artikel D.230/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D. 230/1. § 1. De Raad van bestuur bestaat uit vijftien leden die door de Regering worden benoemd en die verdeeld zijn als volgt:

1° zes vertegenwoordigers van de landbouwers voorgedragen door de landbouwwakorganisaties, onder wie minstens een vertegenwoordiger van de biologische landbouw en minstens één vertegenwoordiger van de landbouwer van het Duitse taalgebied;

2° een vertegenwoordiger van de tuinbouwers, voorgedragen door de beroepsorganisaties van de tuinbouwsector;

3° twee vertegenwoordigers van de sector van de verwerking voorgedragen door de beroepsfederaties van de sector van de verwerking;

4° een vertegenwoordiger van de sector van de distributie;

5° een vertegenwoordiger van de representatieve verenigingen van de consumenten;

6° twee vertegenwoordigers voorgedragen door het Producentencollege;

7° een vertegenwoordiger van het "Agence wallonne à l'exportation";

8° een vertegenwoordiger van de Regering.

Voor elk lid kan de Regering een plaatsvervanger op basis van dezelfde procedure die voorzien is voor een lid benoemen. De plaatsvervanger vervangt het lid dat afwezig is of verhinderd is.

Maximum twee derde van de in het eerste lid bedoelde leden zijn van hetzelfde geslacht.

De voorzitter of de ondervoorzitter wordt benoemd onder de vertegenwoordigers van de landbouwers of van de tuinbouwers bedoeld in 1° en 2°.

§ 2. De volgende personen wonen ook de vergaderingen van de Raad van bestuur met raadgevende stem bij:

1° de directeur-generaal van het Agentschap;

2° de Regeringscommissaris;

3° in voorkomend geval, personen uitgenodigd door de Raad van bestuur voor hun bevoegdheid naar gelang van de behandelde aangelegenheden."

**Art. 263.** In dezelfde afdeling 1/1 wordt een artikel D.230/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.230/2. § 1. In afwijking van artikel 6 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder gaat de Regering binnen een termijn van drie maanden vóór het verstrijken van het mandaat over tot een nieuwe benoeming van de leden van de Raad van Bestuur overeenkomstig artikel D.230/1. Aan het einde van het mandaat blijven de leden hun mandaat volledig uitoefenen totdat in hun vervanging is voorzien.

§ 2. Onverminderd artikel 9 van het decreet van 12 februari 2014 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder kunnen de organisaties die bestuurders overeenkomstig artikel D.230/1, § 1, 1° tot 5°, voorgedragen hebben, de Regering voorstellen om het mandaat van lid van de Raad van bestuur vervroegd te beëindigen indien het lid hen niet langer geldig vertegenwoordigt.

§ 3. In afwijking van artikel 6 van het decreet van 12 februari 2014 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder benoemt de Regering bij ontslag, bij overlijden of afzetting van één van de leden van de Raad van bestuur zijn plaatsvervanger overeenkomstig artikel D.230/1, die het mandaat van zijn voorganger voltooit. Bij ontslag of afzetting blijft het lid van de Raad van bestuur zijn mandaat volledig uitoefenen totdat in zijn vervanging is voorzien."

**Art. 264.** In dezelfde afdeling 1/1 wordt een artikel D.230/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.230/3. § 1. De Raad van bestuur stelt zijn huishoudelijk reglement vast dat ter goedkeuring aan de Regering wordt voorgelegd.

Op voorstel van de directeur-generaal wijst de Raad van bestuur zijn secretaris onder de leden van het personeel van het Agentschap aan.

§ 2. De beslissingen van de Raad van bestuur worden genomen bij meerderheid van stemmen.

De Raad van bestuur beraadslaagt op geldige wijze als minstens de meerderheid van zijn benoemde leden aanwezig zijn.

De verhinderde leden kunnen een volmacht geven aan een ander lid van de Raad van bestuur. Elke bestuurder beschikt niet over meer dan één enkele volmacht.

**Art. 265.** In dezelfde afdeling 1/1 wordt een artikel D.230/4 ingevoegd, luidend als volgt:

Art. D.230/4. § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de Regering, beschikt de Raad van bestuur over alle bevoegdheden die nodig zijn voor de werking en het beheer van het Agentschap.

De Raad van bestuur is belast met:

1° de uitwerking van het jaarlijks operationeel plan van het Agentschap dat hij daarna aan de Regering voorlegt;

2° de jaarlijkse vaststelling van de begrotingsvoorstellen voor het volgende boekjaar, overeenkomstig de algemene voorschriften gegeven door de Regering en overeenkomstig de bepalingen van het in artikel D.231/1 bedoelde beheerscontract;

3° de vaststelling van de rekeningen voor de uitvoering van de begroting, het beheer en de vermogenswijzigingen van het afgelopen begrotingsjaar;

4° de beslissingen betreffende de gunning en de uitvoering van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, onverminderd de bevoegdheden die de Regering aan de leidend ambtenaren verleent;

5° het aanvaarden van schenkingen en legaten;

6° de opmaking vóór 30 april van het volgende jaar van een jaarlijks activiteitenverslag dat een evaluatie van de gevoerde acties, met inbegrip van de relevantie van de instrumenten en de doeltreffendheid van hun uitvoering in het kader van het in artikel D.231/1 bedoelde beheerscontract omvat.

§ 2. Zodra ze de in § 1, 6°, bedoelde evaluatie ontvangt, maakt de Regering ze ter informatie over aan het Waals Parlement.

§ 3. De Raad van bestuur kan thematische werkgroepen oprichten, waarvan hij de samenstelling en de werkwijze vaststelt.”.

**Art. 266.** In dezelfde afdeling 1/1 wordt een artikel D.230/5 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. D.230/5. De Raad van bestuur kan de Regering voorstellen tot wijziging in de wetten, decreten of besluiten die hij moet toepassen, voorleggen. De Raad van bestuur kan ook adviezen over elk voorstel van decreet of over elke wijziging betreffende de wetgeving die het Agentschap moet toepassen, aan de Regering richten.

**Art. 267.** In dezelfde afdeling 1/1 wordt een artikel D.230/6 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. D.230/6. De Regering verzoekt de Raad van bestuur om advies over ieder voorontwerp van decreet, ontwerp van besluit van de Regering of ontwerp van ministerieel besluit waarbij de opdrachten van het Agentschap of de uitvoering ervan gewijzigd kunnen worden.

De Raad van bestuur geeft advies binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum waarop het voorontwerp wordt ingediend. Na verloop van die termijn wordt aan het advies voorbijgegaan.”.

**Art. 268.** In dezelfde afdeling 1/1 wordt een artikel D.230/7 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. D.230/7. Het bedrag van de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten en van de presentiegelden die toegekend moeten worden aan de voorzitter, de ondervoorzitters, de leden van de Raad van bestuur en de Regeringscommissaris wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 15bis van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder. Die vergoedingen en presentiegelden zijn ten laste van de begroting van het Agentschap.”.

**Art. 269.** In artikel D.231 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

”§ 2. De Regering bepaalt de delegaties van bevoegdheden en handtekeningen die aan de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal toegekend worden.

Onverminderd de delegaties bepaald door de Regering voert de directeur-generaal de beslissingen van de Raad van bestuur uit en brengt hij hem driemaandelijks verslag uit over de uitvoering ervan; hij verstrekt hem alle inlichtingen en doet hem alle voorstellen die noodzakelijk zijn voor de goede werking van het Agentschap.

De directeur-generaal neemt het dagelijks beheer waar voor alle opdrachten die bij dit decreet aan het Agentschap opgedragen worden. Daartoe kan hij alle handelingen tot bewaring van recht, alle handelingen tot uitvoering van de door de Raad van bestuur of door het uitvoerend bureau genomen beslissingen, en alle handelingen die, wegens hun belang of de gevolgen die ze op het Agentschap hebben, niet buitengewoon zijn, die niet leiden tot een verandering van administratief beleid en die de lopende zaken van het Agentschap afhandelen, verrichten. Hij oefent elke andere opdracht uit, die hem door de Raad van bestuur of door het uitvoerend bureau wordt toegewezen.” ;

2° het wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

”§ 3. De Directeur-generaal informeert de voorzitter van de Raad van bestuur en van het uitvoerend bureau, die op eigen initiatief of op verzoek van de Raad van bestuur handelt, over de in het kader van het dagelijkse beheer verrichte handelingen en verstrekt hem alle uitleggen die erop betrekking hebben.”.

**Art. 270.** In Titel IX, Hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 2/1 ingevoegd, met als opschrift “Afdeling 2/1. Controle”

**Art. 271.** In afdeling 2/1, ingevoegd bij artikel 270, wordt een artikel D.231/1 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. D.231/1. Het Agentschap staat onder het toezicht van de Regering. De opdrachten van het Agentschap worden uitgeoefend overeenkomstig de prioriteiten en krijtlijnen die vastgelegd zijn in een door de Regering en de Raad van bestuur gesloten beheersovereenkomst.

Onverminderd artikel 8 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking loopt de beheersovereenkomst drie jaar en wordt bij de begroting van het Agentschap gevoegd.

De beheersovereenkomst slaat minstens op :

1° de algemene doelstellingen die het Agentschap toegewezen worden voor de komende drie jaar;

2° de aan te wenden middelen om ze te bereiken;

3° de evaluatie-indicatoren van de acties en van de resultaten.

Onverminderd artikel 6 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking wordt de overeenkomst gesloten tussen de Regering en de Raad van bestuur uiterlijk bij de goedkeuring door de Regering van de begroting van het eerste jaar waarop ze betrekking heeft.”.

**Art. 272.** In dezelfde afdeling 2/1 wordt een artikel D.231/2 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. D.231/2. De Regering benoemt een commissaris overeenkomstig het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut.

De Regeringscommissaris beschikt over de ruimste bevoegdheden om zijn opdrachten te vervullen in het kader van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut.

**Art. 273.** In hetzelfde decreet wordt het opschrift van Titel X, Hoofdstuk I, afdeling 2 vervangen als volgt:

”Afdeling 2. – Reguleringsinstrumenten”.

**Art. 274.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel D.244/1 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. D.244/1. De Regering kan maatregelen treffen die nodig zijn voor de regulering van de prijzen op de markten bedoeld in artikel D.2, § 1, 5°.

Voor de toepassing van het eerste lid voert de Regering de maatregelen uit inzake:

1° aankoop en verkoop;

2° particuliere opslag;

3° afgifte aan betrokken economische operatoren van de certificaten voorzien in het kader van de maatregelen voor de regulering van de prijzen op de markten.”.

**Art. 275.** In artikel D.249, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt 2° vervangen als volgt:

”2° de landbouwers en grondbeheerders gelegen in Natura 2000-sites of in sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net alsook de maatregelen bedoeld in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt en tot omzetting van Richtlijn 2000/60/EG;”.

**Art. 276.** In artikel D.254, § 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “de ordonnancering en” worden ingevoegd tussen de woorden “het betaalorgaan aan die de machtiging heeft om” en de woorden “de vereffening van de uitgaven i.v.m. de ELGF, ELFPO-rekeningen”;

2° het wordt aangevuld met de woorden “De door de Regering aangewezen verantwoordelijke van het betaalorgaan is de gemachtigd ordonnateur van het betaalorgaan.”.

**Art. 277.** In artikel D.261, § 2, 3°, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “door de ontvanger van de registratie,” worden opgeheven.

b) in de Franse versie worden de woorden “expert géomètre immobilier” vervangen door de woorden “géomètre-expert”.

**Art. 278.** In artikel D.262, § 2, 3°, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “door de ontvanger van de registratie,” worden opgeheven.

b) in de Franse versie worden de woorden “expert géomètre immobilier” vervangen door de woorden “géomètre-expert”.

**Art. 279.** In artikel D.266 van hetzelfde Wetboek wordt paragraaf 1 vervangen als volgt:

”§ 1. Om de doelstellingen van artikel D.1 te bereiken kan, in het algemeen belang, overgegaan worden tot de landinrichting van een aantal kavels, overeenkomstig de bepalingen van dit Hoofdstuk en met inachtneming van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

In dit kader strekt de landinrichting ertoe:

1° regelmatige kavels die zo dicht mogelijk bij de bedrijfszetel zijn gelegen en een eigen uitweg hebben, te vormen;

2° ten einde te komen tot een meer efficiënte exploitatie van de landeigendommen en hun multifunctionaliteit te versterken;

3° de landschappelijke waarde en de leefomgeving alsook en de milieudiensten van de betrokken goederen te vrijwaren en te verbeteren;

4° de biodiversiteit te handhaven en te ontwikkelen.”.

**Art. 280.** In artikel D.267 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 8° worden de woorden “op een kavel gelegen in het blok” opgeheven;

b) 12° wordt aangevuld met de woorden “of een overeenkomst zoals bedoeld in artikel 2 van dezelfde wet;”;

cc) in 13° worden het woord “herverkavelingsplan” vervangen door het woord “landinrichtingsplan”;

d) punt 15° wordt vervangen als volgt:

”15° “project van algemeen nut”: alle handelingen, activiteiten, werken, bouwen, afbraken, verbouwingen, uitbreidingen of buitendienststellingen van installaties die vatbaar zijn voor een vergunning overeenkomstig de bepalingen van artikel D.IV.22 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, met inbegrip van elke verandering van bestemming van de voor de uitvoering van dit project nodige percelen;”;

e) punt 16° wordt vervangen als volgt:

”16 “eigenaar”: iedere eigenaar of blote eigenaar van een perceel in het blok;”;

f) in 17° worden de woorden “in het blok” ingevoegd tussen de woorden “die van een kavel” en de woorden “kan genieten volgens een recht van eigendom”.

**Art. 281.** In artikel D.268, § 2, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “van onderafdeling 8” worden vervangen door de woorden “bedoeld in de artikelen D.316 tot D.333”;

2° de woorden “in onderafdeling 3” worden vervangen door de woorden “in de artikelen D.272, D.273, D.274, D.276 en D.277, derde lid”.

**Art. 282.** In artikel D.269, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt 6° vervangen als volgt:

”6° twee leden uit de kandidaten voorgedragen door het producentencollege bedoeld in artikel D.70; deze personen mogen, op het ogenblik dat zij worden voorgesteld, niet voorkomen op de krachtens de artikelen D.272 en D.276, eerste lid, of de artikelen D.322 en D.322 opgemaakte lijsten wanneer de landinrichting voorafgegaan wordt door een overgangsinrichting.”.

**Art. 283.** In artikel D.271, § 2, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

2° in het eerste lid worden de woorden “De administratie” vervangen door de woorden “Het Waalse Gewest”;

2° het derde lid wordt opgeheven.

**Art. 284.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel D.271/1 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. D.271/1. Het Comité richt periodiek een verslag over zijn activiteiten aan de Regering.

De Regering bepaalt de inhoud en de frequentie van dit verslag.

**Art. 285.** In artikel D.272 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de zinnen “Het Comité verzoekt om de adviezen van de betrokken gemeenten en provincies. Deze adviezen worden het comité overgemaakt binnen zestig dagen na hun aanvraag; bij gebrek worden de adviezen geacht gunstig te zijn.” opgeheven ;

2° in het tweede lid wordt 2° vervangen als volgt:

"2° een omschrijving van de overeenkomstig artikel D.266, § 2 voorziene werken en maatregelen inzake landinrichting met een raming van hun kosten en een aanwijzing van het gedeelte van de ten laste van de betrokkenen komende uitvoeringskosten van het landinrichtingsprogramma, met inachtneming van de bepalingen van artikel D.301;"

3° in het tweede lid wordt 3° vervangen als volgt:

"3° een situatieplan van het openbaar domein met vermelding van:

a) het openbaar wegendomein, het openbaar domein van de afwateringen en van de daarbij behorende kunstwerken die opgericht moeten worden met het oog op de afname ervan uit het geheel van de in te richten gronden;

b) het openbaar wegendomein, het openbaar domein van de afwateringen en van de daarbij behorende kunstwerken die opgericht moeten worden met het oog op de inbedding ervan in het geheel van de in te richten grond;

4° in het derde lid worden de woorden "of van elk ander document" ingevoegd na de woorden "van elke andere inlichting" en wordt de bewoording "//dat" ingevoegd tussen het "die" en de woorden "daartoe nuttig is";

5° het vierde lid wordt aangevuld als volgt:

"Die kosten moeten worden ingevorderd bij de vaststelling van de in artikel D.297, vierde lid, 3°, bedoelde rekeningen. De administratie kan ook de gegevens die nodig zijn voor het goede verloop van de landinrichting en betreffende onroerende overdrachten op goederen die het voorwerp uitmaken van bedoelde landinrichting aan de instrumenterende ambtenaar vragen. De Regering bepaalt de gegevens van de akten die kunnen worden gevraagd en de modaliteiten voor deze uitwisseling van gegevens."

6° bedoeld artikel wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt:

"Voor de toepassing van het tweede lid, 3°, wordt het openbaar domein van de andere wegen, afwateringen en van de daarbij behorende kunstwerken die deel uitmaken van het blok, gewijzigd."

**Art. 286.** In artikel D.274 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "ontwerp van" ingevoegd tussen het woord "Het" en het woord "landinrichtingsprogramma";

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"De betrokkenen vermeld op de in artikel D.272, tweede lid, 1°, bedoelde lijsten worden van het openbaar onderzoek in kennis gesteld door het Comité bij elk middel dat vaste datum aan de zending verleent overeenkomstig artikel D.15." ;

3° bedoeld artikel wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt:

"Het Comité verzoekt om het advies van de administraties belast met de volgende aangelegenheden: ruimtelijke ordening, landbouw, onbevaarbare waterlopen, openbare werken en wegen. Wanneer de administraties niet binnen twee maanden na verzending van het dossier kennis geven van hun advies, wordt de procedure geldig voortgezet."

**Art. 287.** In artikel D.275 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "Comité voor landinrichting" telkens vervangen door het woord "Comité".

2° in paragraaf 1, eerste lid, van de Franse versie worden de woorden "ni à l'état des lieux de modifications" vervangen door de woorden "ni à l'état des lieux";

1° in paragraaf 1, tweede lid, punt 2°, worden de woorden "voor landinrichting" opgeheven;

4° in paragraaf 2, vierde lid, worden de woorden "lid 2" opgeheven en wordt, in de Franse versie, het woord "débutés" vervangen door het woord "débuté";

5° bedoeld artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

"§ 3. Te rekenen van de beslissing van de Regering om over te gaan tot een landinrichting krachtens artikel D.268 en tot op de overschrijving van de landinrichtingsakte, worden de gegevens die nodig zijn voor het goede verloop van de landinrichting en betreffende onroerende overdrachten op goederen die het voorwerp uitmaken van een landinrichting aan de administratie meegedeeld.

De Regering bepaalt de gegevens van de akten die moeten worden meegedeeld en de modaliteiten van deze mededeling."

**Art. 288.** In artikel D.276 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

"Na afsluiting van het onderzoek en bij nazicht van de stukken, wijzigt het Comité, indien nodig, het ontwerp van landinrichting. Daartoe herziet het de krachtens artikel D.272, lid 2, opgemaakte stukken naar gelang met name van de goederen die het voorstelt om in het blok in te voeren of van het blok uit te sluiten." ;

2° in het tweede lid worden de woorden "de houders van zakelijke rechten en gebruikers van de betrokken goederen" vervangen door de woorden "de eigenaars, vruchtgebruikers en gebruikers van de betrokken goederen";

3° het derde lid wordt vervangen als volgt : "Na kennisgeving legt het Comité het eventueel gewijzigde landinrichtingsprogramma vast".

**Art. 289.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel D.276/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 276/1. Het landinrichtingsprogramma vastgelegd door het Comité overeenkomstig artikel D.276 wordt door de Regering goedgekeurd. Het besluit tot goedkeuring:

1° rangschikt eventueel de nieuwe afwateringen in één van de categorieën bepaald in artikel 1° van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;

2° wijst het domein overeenstemmend met de nieuwe werken aan de bevoegde overheden toe. Deze bevoegde overheden zijn verplicht de werken te beheren overeenkomstig de bestemming ervan en met inachtneming van de ter zake geldende wetten en reglementen;

3° schaft eveneens de buiten gebruik gestelde wegen en afwateringen en de daarbij behorende kunstwerken af en bepaalt dat zij in het geheel van de tot de ruilverkaveling behorende gronden worden opgenomen."

**Art. 290.** In artikel D.277, derde lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "bij een schrijven" worden vervangen door de woorden "bij elk middel"

2° de woorden "aan de zending" worden ingevoegd tussen de woorden "vaste datum" en het woord "verleent".

**Art. 291.** In artikel D.278 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

"§ 2. Gezien hun aard van "persoonsgegevens" kunnen de lijsten bedoeld in de artikelen D.272, D.276, D.281, D.294, D.302, D.320, D.322, D.337, D.339 en D.346, alleen maar aan de betrokkenen die bij deze lijsten betrokken zijn, worden meegedeeld." ;

2° paragraaf 3 wordt opgeheven.

**Art. 292.** In artikel D.279, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 1° wordt vervangen als volgt:

"1° twee houders van zakelijke rechten, gekozen op voorstel van de Administratie onder degenen vermeld in de lijsten opgemaakt op grond van de artikelen D.272 en D.276, eerste lid, of de artikelen D.320 en D.322 wanneer de landinrichting voorafgegaan wordt door een overgangsinrichting;"

b) punt 2° wordt vervangen als volgt:

"2° twee gebruikers waarvan de naam voorkomt op de voornoemde lijsten onder de kandidaten voorgedragen door het in artikel D.70 bedoelde producentencollege;"

**Art. 293.** In artikel D.280 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° met uitzondering van § 3, tweede lid, worden de woorden "houders van zakelijke rechten" telkens vervangen door het woord "eigenaars";

2° in §1, tweede lid, worden de woorden "de verzending" vervangen door de woorden "de kennisgeving";

3° in § 2, wordt het eerste lid vervangen als volgt:

"Binnen vijftien dagen na de kennisgeving kan ieder van de eigenaars bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig artikel D.15, de afpaling bij het Comité betwisten." ;

4° § 3 eerste lid, wordt aangevuld met de woorden " bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig artikel D.15"; ;

5° in § 3, tweede lid, worden de woorden "door middel van een brief die een vaste datum aan de verzending verleent" vervangen door de woorden "door elk middel dat een vaste datum aan de kennisgeving verleent".

**Art. 294.** Artikel D.283 van het Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 295.** In artikel D.284, § 1, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

"Het Comité laat de werken en maatregelen inzake landinrichting bedoeld in artikel D.266, § 2, uitvoeren." ;

2° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden ",krachtens artikel D.266, § 3."

**Art. 296.** In artikel D. 286, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "herverkavelingsplan" vervangen door het woord "landinrichtingsplan".

**Art. 297.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel D.286/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.286/1. Het Comité laat het openbaar wegendomein, het openbaar domein van de afwateringen en van de daarbij behorende kunstwerken in het landinrichtingsplan vermelden."

**Art. 298.** In artikel D.287, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het wordt aangevuld met de woorden ", met uitzondering van de niet-zichtbare erfdienstbaarheden die worden gehandhaafd." ;

het woord "ruilverkavelingsplan" wordt vervangen door het woord "landinrichtingsplan".

**Art. 299.** In artikel D.288 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden de woorden "bedoeld in § 2 van dit artikel" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel D.290, § 2" en worden de woorden "in de gewestplannen zoals bedoeld in het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie" vervangen door de woorden "in de gewestplannen zoals bedoeld in het Wetboek van Ruimtelijke Ordening";

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

"§ 2. Wanneer de werken en maatregelen inzake landinrichting of inzake bestrijding van de vastgoedspeculatie overeenkomstig de bepalingen van artikel D.290, § 2, uitgevoerd worden, kan het Comité het geheel of een gedeelte van de in aanmerking genomen percelen toewijzen aan natuurlijke of rechtspersonen, met inbegrip van openbare besturen en verenigingen met hun instemming en onder de voorwaarden bepaalde bij het sluiten van een overeenkomst.

De toewijzing kan verricht worden zelfs indien de begunstigden van de toewijzingen niet opgenomen worden in de lijsten bepaald in de artikelen D.272 en D.276, eerste lid, of in de artikelen D.320 en D.322 wanneer de landinrichting voorafgegaan wordt door een overgangsinrichting.

Het Comité kan ook beschikken over eigendomsrechten en beheer van goederen bezeten door het Waalse Gewest krachtens hoofdstuk IV van deze titel, mits toekenning van de in § 3 bedoelde opleg." ;

3° in § 3 worden de woorden "van § 2, lid 1" vervangen door de woorden "van artikel D.290, § 2" en worden de woorden "eigenaar of vruchtgebruiker" vervangen door de woorden "houder van zakelijke rechten";

4° in § 4 wordt het woord "natuurlijk" ingevoegd voor de woorden "een landbouw-, bos- of groengebied";



5° bedoeld artikel wordt aangevuld met een paragraaf 6, luidend als volgt:

"§ 6. In het geval van de toewijzing aan een eigenaar van het perceel dat hij reeds vóór de landinrichting bezat maar waarvan de door het Comité bepaalde oppervlakte verschillend is van het kadastraal perceel, kan het Comité de opleg schrappen die uit de toewijzing zou voortvloeien wanneer het perceel niet aanzienlijk voordeel haalt uit de bij de landinrichting uitgevoerde werken."

**Art. 300.** In artikel D.289, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de bewoordingen "D.288" vervangen door de bewoordingen "D.290".

**Art. 301.** Artikel D.290 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. D.290. § 1. De toewijzing van de percelen aan de houders van zakelijke rechten en de gebruikers geschiedt zodanig dat de landinrichting van de eigendom en die van het bedrijf parallel verlopen.

§ 2. Na het advies van de adviescommissie te hebben gevraagd, kan het Comité een gedeelte van de globale teeltwaarde van de percelen inhouden mits een *ristorno* in geld ten laste van het Waalse Gewest.

De totale waarde van de inhouding is niet hoger dan de globale waarde van oorspronkelijke percelen.

De inhouding wordt gebruikt voor de werken en maatregelen inzake landinrichting bedoeld in artikel D.266 of inzake bestrijding van de vastgoedspeculatie."

**Art. 302.** In artikel D.291, § 2, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "alle werken die noodzakelijk zijn voor de bewoonbaarheid van het " vervangen door de woorden "alle werken die noodzakelijk zijn voor de bewoonbaarheid of de exploitatie van het";

2° het vierde lid wordt opgeheven.

**Art. 303.** In artikel D.293 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Wanneer de eigenaar of de houder van het jachtrecht" vervangen door de woorden "Wanneer het jachtrecht als eigenaar uitgeoefend was en wanneer de houder van het jachtrecht".

**Art. 304.** In artikel D.294 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 2° wordt vervangen als volgt:

"2° lijsten waarop met betrekking tot iedere eigenaar en iedere vruchtgebruiker aangeduid zijn : de hem toegewezen percelen, de oppervlakten in elke waardezone, de globale oppervlakten en de overeenstemmende waarden, de opleg en de vergoedingen voor meer- en minderwaarden en de eventuele kosten voor onderzoeken uitgevoerd krachtens de artikelen D.272, vierde lid, D.316, en D.333, § 1, tweede lid;";

b) punt 4° wordt vervangen als volgt:

"4° lijsten met vermelding van het kredietsaldo of het debetsaldo van elke betrokkene, voortvloeiend uit de opleggen en vergoedingen en eventuele kosten, die rekening houden met de bepalingen betreffende de wettelijke compensatie;";

c) in 5° worden het woord "herverkavelingsplan" vervangen door het woord "landinrichtingsplan";

d) in 6° worden de woorden "iedere eigenaar en iedere vruchtgebruiker" vervangen door de woorden "iedere houder van zakelijke rechten".

**Art. 305.** In artikel D.295 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste en het vierde lid, worden de woorden "lid 1" opgeheven.

2° in het tweede lid, worden de woorden "door een schrijven dat vaste datum aan de verzending verleent " vervangen door de woorden "door elk middel dat een vaste datum aan de kennisgeving verleent";

3° in het vijfde lid wordt de eerste zin vervangen als volgt "Van de neerlegging wordt aan de belanghebbenden kennis gegeven door elk middel dat vaste datum aan deze kennisgeving overeenkomstig artikel D.15 verleent".

**Art. 306.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel D.295/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.295/1. In voorkomend geval en na het advies van de commissie van advies te hebben gevraagd wijzigt het Comité het situatieplan van het openbaar domein bedoeld in de artikelen D.272, tweede lid, 3° en D.286/1 of D.324 wanneer de landinrichting voorafgegaan wordt door een overgangsinrichting.

Het Comité verzoekt om het advies van de administraties belast met de volgende aangelegenheden: ruimtelijke ordening, landbouw, onbevaarbare waterlopen, openbare werken en wegen. Wanneer de administraties niet binnen twee maanden na verzending van het dossier kennis geven van hun advies, wordt de procedure geldig voortgezet.

De wijzigingen worden, in voorkomend geval, worden onderworpen aan een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten bedoeld in titel III van Deel III van Boek I van het Milieuwetboek.

De wijzigingen worden door de Regering goedgekeurd. Het besluit tot goedkeuring:

1° rangschikt eventueel de nieuwe afwateringen in één van de categorieën bepaald in artikel 1° van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;

2° wijst het domein overeenstemmend met de nieuwe werken aan de bevoegde overheden toe. Deze bevoegde overheden zijn verplicht de werken te beheren overeenkomstig de bestemming ervan en met inachtneming van de ter zake geldende wetten en reglementen;

3° schaft eveneens de buiten gebruik gestelde wegen en afwateringen en de daarbij behorende kunstwerken af en bepaalt dat zij in het geheel van de tot de ruilverkaveling behorende gronden worden opgenomen."

**Art. 307.** In artikel D.296 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "Door een schrijven dat vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16" vervangen door de woorden "Door elk middel dat een vaste datum aan het verzoek verleent overeenkomstig artikel D.15";

2° het vierde lid wordt vervangen als volgt:

"Het Comité onderzoekt de bezwaren gemaakt bij de raadplegingsprocedure van de belanghebbenden, stelt de plannen en lijsten vast en bewaart deze ten zetel waar iedere betrokken houders van de zakelijke rechten tijdens de gehele duur van de verrichtingen inzage kan van nemen op een aan de voorzitter of aan de secretaris gerichte aanvraag." ;

3° in het vijfde lid wordt de eerste zin vervangen als volgt "Van de beslissing van het Comité wordt kennis gegeven aan de betrokken houders van zakelijke rechten door elk middel dat vaste datum aan de kennisgeving verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16." en worden de woorden "Zij kunnen van de plannen en lijsten inzage nemen op een aan de voorzitter of aan de secretaris gerichte aanvraag" opgeheven.

**Art. 308.** In artikel D.297 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

" Wanneer de plannen en de lijsten zijn vastgesteld zoals bepaald in de artikelen D.295 en D.296, gaat het comité over tot de definitieve afpaling van de nieuwe percelen, beslist het de data en voorwaarden van ingenottreding en ingebruikneming van de blokken." ;

2° tussen het eerste en het tweede lid worden twee leden ingevoegd, luidend als volgt:

"Het landinrichtingsplan waarop het openbaar wegendomein, het openbaar domein van de afwateringen en van de daarbij behorende kunstwerken worden vermeld, wordt meegedeeld aan de beheerder van de atlas van de gemeentelijke wegen en aan de beheerder van de atlas van de onbevaarbare waterlopen.

De wijzigingen die nodig zijn voor de gewestplannen opgemaakt overeenkomstig het Wetboek van Ruimtelijke Ordening worden door de terzake bevoegde overheden verricht." ;

3° het tweede lid, dat het vierde lid wordt, wordt vervangen als volgt:

"Het Comité belast het Aankoopcomité met het verlijden van de landinrichtingsakte. De landinrichtingsakte omvat:

1° de vaststelling van de rechten en verplichtingen zoals deze voortvloeien uit de in de artikelen D.281, D.286, D.287, D.293, D.294, D.301, lid 3, bedoelde plannen, lijsten en overeenkomsten;

2° de door het comité vastgestelde data en voorwaarden van ingenottreding en ingebruikneming van de nieuwe percelen.

3° de rekening van elke belanghebbende alsook het daaruit voortvloeiende krediet- of debetsaldo;

4° de vermelding van het getuigschrift waarin wordt bevestigd dat de gelden overeenkomstig artikel D.298, § 1, bij de Deposito- en Consignatiekas zijn gestort."

**Art. 309.** In artikel D.298 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, worden de woorden "behoudens de termijnen en voorwaarden van betaling die eventueel door de administratie overeenkomstig artikel D.297, lid 2, 5°, zijn verleend" opgeheven;

2° in § 4 worden de woorden "ten laste van het Comité" vervangen door de woorden "ten laste van het Waalse Gewest";

3° in § 5, eerste lid, worden de woorden "eigenaar of vruchtgebruiker" vervangen door de woorden "houder van zakelijke rechten";

4° in § 5 wordt het derde lid opgeheven;

5° bedoeld artikel wordt aangevuld met de §§ 6 en 7, luidend als volgt:

"§ 6. Voor de invordering van het saldo verschuldigd door een gebruiker alsook van de kosten tot eventuele gedwongen uitvoering heeft het Waalse Gewest een bijzonder voorrecht op het geheel van de goederen die voor het landbouwbedrijf dienen of die tot het nuttige gebruik ervan bijdragen.

Dit voorrecht wordt geregeld door de bepalingen van Hoofdstuk II van de hypotheekwet van 16 december 1851. Het neemt zijn rang na de in artikel 20 van deze wet bedoelde voorrechten.

De sommen die door elke gebruiker als vergoeding voor gebruikswinst worden verschuldigd, kunnen afgetrokken worden van de in Hoofdstuk 1 bedoelde steun die hem verschuldigd zijn. De compensatie is van toepassing overeenkomstig de artikelen 1289 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.

§ 7. Op verzoekschrift van de houder van zakelijke rechten of van de gebruiker mag de rechter nochtans een ander goed aanwijzen, waarvan hij oordeelt dat de waarde toereikend is om de schuldvordering van het Waalse Gewest te waarborgen."

**Art. 310.** In artikel D.301 van hetzelfde Wetboek, wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"Indien sommige percelen aanzienlijk meer of aanzienlijk minder dan andere voordeel halen uit de naar aanleiding van de landinrichting uitgevoerde werken en maatregelen inzake landinrichting overeenkomstig artikel D.266, § 2, neemt het Comité dit in aanmerking bij de kostenomslag."

**Art. 311.** In punt 3° van artikel D.302, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "houder van zakelijke rechten" vervangen door het woord "belanghebbende".

**Art. 312.** Artikel D.303 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. D.303. § 1. Het Comité verzoekt door elk middel dat vaste datum aan het verzoek verleent overeenkomstig D.15, de belanghebbenden om kennis te nemen van de in artikel D.302 bedoelde lijsten.

Die stukken worden gedurende vijftien dagen bij de zetel van het comité of in elke andere plaats bepaald door het Comité in één van de gemeenten van het blok neergelegd."

§ 2. Het comité stelt een proces-verbaal op waarin de door de belanghebbenden ondertekende bezwaren worden opgenomen.

De tijdens het onderzoek ingediende schriftelijke bezwaren worden in het proces-verbaal vermeld en blijven er aan gehecht.

Na het verstrijken van de termijn van vijftien dagen wordt het onderzoek afgesloten."

**Art. 313.** In artikel D.304, vierde lid, van hetzelfde Wetboek worden, in de Franse versie, de woorden "l'envoi de l'avis" vervangen door de woorden "la notification".

**Art. 314.** In artikel D.305 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden de woorden "lid 1" na de woorden "artikel D.302" opgeheven;

1° in § 2, worden de woorden "behoudens de termijnen en voorwaarden van betaling die eventueel door de administratie overeenkomstig zijn verleend" opgeheven;

3° in § 3 worden de woorden "en 5" vervangen door de woorden "tot 7";

**Art. 315.** In artikel D.306 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 1° wordt het woord "2" vervangen door het woord "1";

2° punt 3° wordt opgeheven.

**Art. 316.** In artikel D.309, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

2° de woorden "de administratie" worden vervangen door de woorden "Het Waalse Gewest";

2° de woorden "van het begrotingsfonds betreffende het landbouwkundig grondbeleid waarvan sprake in hoofdstuk 4 van deze titel" worden vervangen door de woorden "van het Waalse Gewest".

**Art. 317.** In artikel D.310, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "evenals de kosten van afpaling" opgeheven.

**Art. 318.** In artikel D.314, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "of van het Comité of van de Administratie" worden ingevoegd tussen de woorden "of, in geval van geschillen, de rechter, op verzoek van de belanghebbenden," en de woorden "op welke nieuwe percelen of gedeelte";

2° de woorden "In dat geval" worden vervangen door de woorden "In geval van geschil";

3° de woorden "met de voorwaarden en termijnen van betaling," worden opgeheven.

**Art. 319.** In artikel D.316 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

"De overgangsinrichting voorafgaat aan de landinrichtingen bedoeld in artikel D.268, § 2." ;

2° het vierde lid wordt vervangen als volgt:

"Door elk middel dat vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig artikel D.15, verwittigt het Comité de belanghebbenden dat het plan ten zetel is neergelegd en dat de procedure inzake overgangsinrichting is begonnen. Het deelt hen de namen, voornamen en hoedanigheden van de gewone en plaatsvervangende leden van het Comité mee en stelt hen in kennis van de bepalingen van artikel D.275." ;

3° in het vijfde lid worden de woorden "en van elke andere inlichting die het comité nuttig acht en die overeenstemt met de artikelen D.43 tot D.50." vervangen door de woorden "en van elke andere inlichting of elk document die/dat het comité nuttig acht en die/dat overeenstemt met de artikelen D.43 tot D.50." ;

4° het zesde lid wordt aangevuld met de volgende zin:

"; die kosten moeten worden ingevorderd bij de vaststelling van de in artikel D.297, vierde lid, 3°, bedoelde rekeningen. Het Comité kan ook de gegevens die nodig zijn voor het goede verloop van de overgangsinrichting en betreffende onroerende overdrachten op goederen die het voorwerp uitmaken van bedoelde landinrichting aan de instrumenterende ambtenaar vragen. De Regering bepaalt de gegevens van de akten die kunnen worden gevraagd en de modaliteiten voor deze uitwisseling van gegevens."

**Art. 320.** In artikel D.317 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "4 en 5" vervangen door de woorden "5 en 6" en worden de woorden "de zending" vervangen door de woorden "de kennisgeving".

**Art. 321.** In artikel D.320, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 2° worden de woorden "4 en 5" vervangen door de woorden "5 en 6";

2° punt 8° wordt opgeheven.

**Art. 322.** In artikel D.321, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "houders van zakelijke rechten en gebruikers" vervangen door het woord "betrokkenen".

**Art. 323.** In artikel D.322 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "Op grond van de ingediende bezwaren en opmerkingen" vervangen door de woorden "Na afsluiting van het onderzoek en bij nazicht van de stukken";

2° in het zesde lid worden de woorden "houders van zakelijke rechten en gebruikers" vervangen door het woord "betrokkenen";

3° het zevende lid wordt vervangen als volgt:

"Elke betrokkene kan tijdens de hele duur van de verrichtingen van deze plannen en lijsten inzage nemen op een aan de voorzitter of aan de secretaris van het Comité gerichte aanvraag."

**Art. 324.** Artikel D.324 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. D.324 . Tijdens de overgangsinrichting stelt het Comité, in voorkomend geval, een situatieplan van het openbaar domein met vermelding van:

1° het openbaar wegdomein, het openbaar domein van de afwateringswegen en van de daarbij behorende kunstwerken die opgericht moeten worden met het oog op de afname ervan uit het geheel van de in te richten grond;

2° het openbaar wegdomein, het openbaar domein van de afwateringswegen en van de daarbij behorende kunstwerken die opgericht moeten worden met het oog op de inbedding ervan in het geheel van de in te richten grond.

Voor de toepassing van het eerste lid, 3°, wordt het openbaar domein van de andere wegen, afwateringen en van de daarbij behorende kunstwerken die deel uitmaken van het blok, gewijzigd.

Het Comité verzoekt om het advies van de administraties belast met de volgende aangelegenheden: ruimtelijke ordening, landbouw, onbevaarbare waterlopen, openbare werken en wegen. Wanneer de administraties niet binnen twee maanden na verzending van het dossier kennis geven van hun advies, wordt de procedure geldig voortgezet.

Het plan van het openbaar domein wordt, in voorkomend geval, onderworpen aan een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten bedoeld in titel III van Deel III van Boek I van het Milieuwetboek.

Het plan van het openbaar domein wordt door de Regering goedgekeurd. Het besluit tot goedkeuring:

1° rangschikt eventueel de nieuwe afwateringen in één van de categorieën bepaald in artikel 1° van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;

2° wijst het domein overeenstemmend met de nieuwe werken aan de bevoegde overheden toe. Deze bevoegde overheden zijn verplicht de werken te beheren overeenkomstig de bestemming ervan en met inachtneming van de ter zake geldende wetten en reglementen;

3° schaft eveneens de buiten gebruik gestelde wegen en afwateringen en de daarbij behorende kunstwerken af en bepaalt dat zij in het geheel van de tot de ruilverkaveling behorende gronden worden opgenomen.

Artikel D.284 is van toepassing. De uitvoeringskosten worden verdeeld over de nieuwe percelen terzelfder tijd als de kosten voor uitvoering van de inrichtingen bepaald bij artikel D.310.

**Art. 325.** In artikel D.325 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

2° in paragraaf 1 worden de woorden "dat hiertoe de bevoegdheid verwerft," opgeheven;

2° in §2 worden de woorden "artikel D.322" telkens vervangen door de woorden "artikelen D.320 en D.322".

**Art. 326.** In artikel D.330 van hetzelfde Wetboek wordt een lid tussen de leden 1 en 3 ingevoegd, luidend als volgt:

"De vertrekkende gebruiker is niet verantwoordelijk voor de tekortkomingen of handelingen van de inkomende gebruiker. In geval van niet-uitvoering van de verplichtingen van de gebruiker kan de betrokken eigenaar een verzoek tot herstel van de plaats in zijn oorspronkelijke toestand bij de rechter indienen, onverminderd het recht van de rechter om de gebruiker verder te veroordelen tot het betalen van schadevergoedingen."

**Art. 327.** Artikel D.331 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

"Art. D.331. Wanneer aan een pacht een einde wordt gemaakt, bepaalt het comité, indien nodig, de nieuwe percelen of gedeelten hiervan waarop de opzegging betrekking heeft. In geval van betwisting verlijdt het Aankoopcomité, op verzoek van het comité, een akte van wijziging van de in artikel D.325 bedoelde akte en verstrekt aan elk van de betrokken gebruikers een eensluidend verklaard uittreksel voorzien, in voorkomend geval, van het formulier van tenuitvoerlegging.

Elke van de partijen kan het geschil bij de rechter aanhangig maken om hem een vergoeding te eisen overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in artikel D.323."

**Art. 328.** In artikel D.333, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "binnen vijftien dagen" worden vervangen door de woorden "binnen dertig dagen";

2° de woorden "van elke andere inlichting die het nuttig acht en die overeenstemt met de artikelen D.43 tot D.50." worden vervangen door de woorden "van elke andere inlichting of elk document die/dat het nuttig acht en die/dat overeenstemt met de artikelen D.43 tot D.50.";

3° het wordt aangevuld met de volgende woorden:

"Die kosten moeten worden ingevorderd bij de vaststelling van de in artikel D.297, vierde lid, 3°, bedoelde rekeningen. Het Comité kan ook de gegevens die nodig zijn voor het goede verloop van de inrichting in der minne en betreffende onroerende overdrachten op goederen die het voorwerp uitmaken van bedoelde landinrichting aan de instrumenterende ambtenaar vragen. De Regering bepaalt de gegevens van de akten die kunnen worden gevraagd en de modaliteiten voor deze uitwisseling van gegevens."

**Art. 329.** In artikel D.334 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "en om een meer efficiënte exploitatie van de landeigendom en een geïntegreerde landelijke ontwikkeling te waarborgen" worden opgeheven;

2° bedoeld artikel wordt aangevuld met de woorden "en met inachtneming van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud."

**Art. 330.** In artikel D.335, § 1, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid worden de woorden "en van de secretaris evenals van de plaatsvervangende leden en van de plaatsvervangende secretaris" ingevoegd tussen de woorden "het Subregionaal comité" en de woorden "worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt";

2° in het vierde lid wordt de zin "Hun zetel wordt door de Regering vastgesteld." opgeheven.

**Art. 331.** In artikel D.336 van hetzelfde Wetboek wordt het eerste lid vervangen als volgt:

"De inrichting in der minne strekt ertoe:

1° regelmatige kavels die zo dicht mogelijk bij de bedrijfszetel zijn gelegen en een eigen uitweg hebben, te vormen;

2° een meer efficiënte exploitatie van de landeigendommen en een geïntegreerde landelijke ontwikkeling te waarborgen;

3° de landschappelijke waarde en de leefomgeving alsook en de milieudiensten van de betrokken goederen te vrijwaren en te verbeteren;

4° de biodiversiteit te handhaven en te ontwikkelen."

**Art. 332.** In artikel D.337, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2° worden de woorden "de houder van zakelijke rechten" vervangen door de woorden "de vruchtgebruiker";

b) in 4° wordt het woord "herverkaveling" vervangen door de woorden "inrichting in der minne".

**Art. 333.** In artikel D.338 van hetzelfde Wetboek worden, in 1°, de woorden "van herverkaveling" vervangen door de woorden "van inrichting in der minne".

**Art. 334.** In artikel D.339, derde lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de inleidende zin worden de woorden "houders van zakelijke rechten" vervangen door de woorden "eigenaars, vruchtgebruiker";

b) in 2° wordt het woord "herverkavelingsplan" vervangen door de woorden "plan van inrichting in der minne".

**Art. 335.** Artikel D.342 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 336.** In artikel D.343 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt: "De Regering beslist dat zal worden overgegaan tot de minnelijke inrichting en ze stelt het perceelsplan van het blok vast. Ze vertrouwt de uitvoering van de inrichting in der minne toe aan het bevoegd Subregionaal comité";

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"Onverminderd de bepalingen van artikel D.347 verbindt het besluit onherroepelijk de ondertekenaars van het bij artikel D.339 bedoeld verzoekschrift, hun rechtverkrijgenden en rechthebbenden evenals de houders van zakelijke rechten en gebruikers die sedert het indienen van het verzoekschrift de gebruikers en houders van zakelijke rechten hebben opgevolgd of nog zullen opvolgen tot de overschrijving van de minnelijke inrichtingsakte. Van dit besluit wordt melding gemaakt op de rand van de overschrijving van de laatste titel van eigendomsverkrijging van de bij de minnelijke inrichting betrokken goederen."

**Art. 337.** In artikel D.345 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden "een aan het Subregionaal comité gericht schrijven dat vaste datum heeft" vervangen door de woorden "elk aan het Subregionaal comité gericht middel dat een vaste datum aan de zending verleent";

2° in het derde lid worden de woorden ", in voorkomend geval," ingevoegd tussen de woorden "Subregionaal comité" en de woorden "een gerechtelijke afpaling".

**Art. 338.** In artikel D.346 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 3°, wordt het woord "herverkavelingsplan" vervangen door de woorden "plan van inrichting in der minne";

2° in het eerste lid, 4°, worden de woorden "eigenaar en iedere vruchtgebruiker" vervangen door de woorden "houder van zakelijke rechten";

3° in het tweede lid worden de woorden "de houders van zakelijke rechten betrokken bij bezwaarde goederen" vervangen door de woorden "de betrokken houders van zakelijke rechten".

**Art. 339.** In artikel D.348, derde lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden ", behoudens de termijnen en voorwaarden van betaling die eventueel door de administratie zijn verleend, overeenkomstig artikel D.349, lid 1, 4°" opgeheven.

**Art. 340.** In het eerste lid van artikel D.349 van hetzelfde Wetboek wordt punt 4° opgeheven.

**Art. 341.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel D.349/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.349/1. Tijdens de inrichting in der minne stelt het Comité, in voorkomend geval, een situatieplan van het openbaar domein met vermelding van:

a) het openbaar wegdomein, het openbaar domein van de afwateringswegen en van de daarbij behorende kunstwerken die opgericht moeten worden met het oog op de afname ervan uit het geheel van de in te richten gronden;

2° het openbaar wegdomein, het openbaar domein van de afwateringswegen en van de daarbij behorende kunstwerken die opgericht moeten worden met het oog op de inbedding ervan in het geheel van de in te richten gronden.

Het openbaar domein van de andere wegen, afwateringen en van de daarbij behorende kunstwerken die deel uitmaken van het blok wordt gewijzigd.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, wordt het openbaar domein van de andere wegen, afwateringen en van de daarbij behorende kunstwerken die deel uitmaken van het blok, gewijzigd.

Het Comité verzoekt om het advies van de administraties belast met de volgende aangelegenheden: ruimtelijke ordening, landbouw, onbevaarbare waterlopen, openbare werken en wegen. Wanneer de administraties niet binnen twee maanden na verzending van het dossier kennis geven van hun advies, wordt de procedure geldig voortgezet.

Het plan van het openbaar domein wordt, in voorkomend geval, onderworpen aan een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten bedoeld in titel III van Deel III van Boek I van het Milieuwetboek.

Het plan van het openbaar domein wordt door de Regering goedgekeurd. Het besluit tot goedkeuring:

1° rangschikt eventueel de nieuwe afwateringen in één van de categorieën bepaald in artikel 2 van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;

2° wijst het domein overeenstemmend met de nieuwe werken aan de bevoegde overheden toe. Deze bevoegde overheden zijn verplicht de werken te beheren overeenkomstig de bestemming ervan en met inachtneming van de ter zake geldende wetten en reglementen;

3° schaft eveneens de buiten gebruik gestelde wegen en afwateringen en de daarbij behorende kunstwerken af en bepaalt dat zij in het geheel van de tot de ruilverkaveling behorende gronden worden opgenomen."

**Art. 342.** In artikel D.351 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

2° de woorden "De administratie" worden vervangen door de woorden "Het Waalse Gewest";

2° de woorden "van het begrotingsfonds betreffende het landbouwkundig grondbeleid waarvan sprake in hoofdstuk 4" worden vervangen door de woorden "van het Waalse Gewest".

**Art. 343.** In artikel D.352 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

“Voor zover ze op de in deze afdeling bedoelde minnelijke inrichting toepasselijk kunnen worden verklaard, zijn de artikelen D.275, D.278, D.285, D.286/1, D.288, §§ 4 tot 6, D.290, § 2, D.291, D.292, D.293, D.297, leden 2 tot 5, D.298, §§5 tot 7, D.299, D.300, D.310, D.311, D.312, D.313 en D.314 van toepassing. Voor de toepassing van deze artikelen moet onder “Comité” worden verstaan, het “Subregionaal comité” en onder “akte van landinrichting”, “de akte van minnelijke inrichting.”;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 344.** In punt 2° van artikel D.353 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “waarin of waarop een landbouwactiviteit wordt uitgeoefend en, in ieder geval, alle goederen” worden opgeheven;

2° het woord “of” wordt vervangen door de woorden “opgenomen in het gewestplan en de al dan niet bebouwde goederen”;

3° de woorden “, sinds ten minste vijf jaar” worden opgeheven.

**Art. 345.** In artikel D.357 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden de woorden “de verkopen van landbouwkundige onroerende goederen” vervangen door de woorden “de door de Regering bepaalde verrichtingen betreffende landbouwkundige onroerende goederen”;

2° in § 3 wordt het woord “notarissen” vervangen door de woorden “instrumenterende ambtenaren”.

**Art. 346.** Artikel D.358 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. D. 358. § 1. Een recht van voorkoop wordt aan het Waalse Gewest toegekend tijdens de verkoop van de landbouwkundige onroerende goederen gelegen in de gemeenten waarin een landelijke landinrichting in uitvoering is krachtens hoofdstuk III van deze titel en waarvoor de akte van landinrichting nog niet verleden is, in de gemeenten aangewezen door de Regering om in aanmerking te komen voor een landinrichting of in de gebieden die uitdrukkelijk door de Regering aangewezen worden voor een door haar bepaalde duur behalve:

1° wanneer de pachter die het goed sinds meer dan een volledig jaar hetzij persoonlijk, hetzij door bemiddeling van zijn echtgenoot of wettelijk samenwonende partner, zijn afstammelingen of aangenomen kinderen of die van zijn echtgenoot of wettelijk samenwonende partner of de echtgenoten of wettelijke samenwonende partners van bedoelde afstammelingen of aangenomen kinderen, zijn recht van voorkoop overeenkomstig de wet van 4 november 1969 betreffende de beperking van de pachtprizen uitoefent;

2° in geval van verkoop aan de echtgenoot of wettelijk samenwonende partner van de eigenaar van of één van de medeëigenaars, aan hun afstammelingen of aangenomen kinderen, of aan die van de echtgenoot of wettelijk samenwonende partner of aan echtgenoten of wettelijk samenwonende partners van bedoelde afstammelingen of aangenomen kinderen of aan een persoon met een bloed- of aanverwantschap in de vierde graad, voor zover ze voor hun eigen rekening kopen en voor zover er geen wederverkoop binnen twee jaar is;

3° in geval van verkoop aan een medeëigenaar van een aandeel in de eigendom van het goed;

4° wanneer het goed het voorwerp uitmaakt van een verkoopbelofte waarvan de vaste datum vroeger is dan de bekendmaking van de beslissing van de Minister of de Regering om dat goed op te nemen in het gebied waarop het Waalse Gewest zijn recht van voorkoop kan uitoefenen, voor zover die belofte door zijn begunstigde aanvaard wordt;

5° wanneer het goed het voorwerp uitmaakt van een verkoop ten gevolge van een door de pachter rechtstreeks gemaakt aanbod zonder dat hij het recht van voorkoop dat hij geniet krachtens de wet van 4 november 1969 betreffende de beperking van de pachtprizen moet uitoefenen, op voorwaarde dat hij bewijst dat hij het goed sinds meer dan één volledig jaar na de datum waarop het definitieve verkoopcontract vaste datum heeft verkregen, voor landbouwactiviteiten, met uitzondering van de teelt van kerstbomen, hetzij persoonlijk, hetzij door bemiddeling van zijn echtgenoot of wettelijk samenwonende partner, zijn afstammelingen of die van zijn echtgenoot of wettelijk samenwonende partner, exploiteert of dat hij het aangekochte goed niet binnen vijf jaar weer verkoopt; bij gebreke hiervan zullen de in § 6 van dit artikel bedoelde modaliteiten toegepast worden;

6° binnen een erkenningsomtrek in de zin van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid;

7° binnen een omtrek betrokken bij een herziening van het gewestplan betreffende de opnemingsgebied;

8° alleen in de gebieden die uitdrukkelijk door de Regering voor een door haar bepaalde duur aangewezen worden, in geval van verkoop of aankoop verricht door de ondergeschikte overheden in het kader van een project van openbaar nut.

Als enkel een gedeelte van het of de te koop aangeboden goederen aan het recht van voorkoop is onderworpen, is het recht van voorkoop op dit gedeelte van toepassing en wordt een afzonderlijk aanbod aan het Waalse Gewest voor dit gedeelte gedaan. In geval van openbare verkoop wordt dit gedeelte afzonderlijk geveild en eventueel op dezelfde manier toegewezen. Vóór de in de §§ 5, 6, 7 en 8 bedoelde kennisgeving kan de instrumenterende ambtenaar het Waalse Gewest verzoeken om van zijn recht van voorkoop af te zien in behoorlijk gemotiveerde gevallen of wanneer hij acht dat de aan het recht van voorkoop onderworpen gedeelte een kleine oppervlakte betreft, een aanvullend karakter heeft ten opzichte van de te koop aangeboden goederen of wegens de aard van de locatie. Het Waalse Gewest antwoordt binnen dertig dagen na de aanvraag. Na afloop van die termijn blijft het recht van voorkoop van toepassing.

Het afzien van de toepassing van het recht van voorkoop is enkel geldig voor de verrichting waarvoor de instrumenterende ambtenaar het Waalse Gewest verzoekt.

§ 2. In geval van verkoop van goederen bedoeld in § 1 kan de pachter zijn recht van voorkoop overdragen aan het Waalse Gewest. In dit geval is artikel 48 bis van de wet van 4 november 1969 betreffende de beperking van de pachtprizen van toepassing maar in het kader van een verkoop uit de hand kan het Waalse Gewest zijn aanvaarding betekenen binnen twee maanden na de aan de pachter gemaakte kennisgeving.

§ 3. In geval van verkoop uit de hand wanneer het Waalse Gewest overeenkomstig § 2 in aanmerking komt voor het recht van voorkoop, wordt het aanbod gedaan aan de pachter ten einde hem toe te laten zijn voorkooprecht uit te oefenen, tegelijkertijd aan het Waalse Gewest bij de Regering gedaan, die het kan aanvaarden binnen twee maanden na de termijn waarover de pachter beschikt om het hem gedane aanbod aan te vaarden. Als het gaat om goederen waarop de pachter geen recht van voorkoop heeft, wordt het aanbod rechtstreeks meegedeeld aan het Waalse Gewest bij de Regering die het binnen drie maanden na de kennisgeving ervan kan aanvaarden.

Overeenkomstig de artikelen D.61 tot D.63 kunnen de offertes elektronisch ingediend worden.

Als het aanbod niet binnen de termijn aanvaard wordt, mag geen enkele verkoop uit de hand door de eigenaar tegen een lagere prijs of onder gunstigere voorwaarden verleend worden aan een andere persoon dan de pachter zonder de instemming van het Waalse Gewest via de Regering. Na een termijn van één jaar te rekenen van het aanbod mag het goed niet uit de hand verkocht worden zelfs niet tegen de in lid 1 bepaalde voorwaarden, zonder dat aan het Waalse Gewest bij de Regering een nieuw aanbod wordt gedaan.

De instrumenterende ambtenaar voor wie een akte van verkoop uit de hand aan een ander persoon dan de pachter wordt verleden, moet van de prijs en van de voorwaarden van de verkoop aan het Waalse Gewest bij de Regering kennis geven binnen één maand na de registratie.

§ 4. Bij openbare verkoop in de gevallen waarin het Waalse Gewest overeenkomstig § 2 het recht van voorkoop geniet, is de instrumenterende ambtenaar verplicht ten minste dertig dagen vooraf aan het Waalse Gewest bij zijn Regering kennis te geven van plaats, dag en uur van verkoop in geval van fysieke openbare verkoop of, in geval van gedematerialiseerde verkoop, de dag van begin en einde van de veilingen.

Wanneer ze onmiddellijk heeft beslist om van haar recht af te zien, stelt de Regering er de instrumenterende ambtenaar in kennis van, die ermee belast is om uiterlijk voor het begin van de veilingen over te gaan tot de verkoop.

In geval van wederverkoop ten gevolge van een opbod moet de Regering ten minste acht dagen vooraf in kennis gesteld worden van dezelfde gegevens voor zover ze niet afgezien heeft van de uitoefening van haar recht van voorkoop.

§ 5. In geval van openbare verkoop of wanneer de verkoop zonder mogelijkheid van opbod en na op het einde van de opbieding aan de pachter, die niet heeft afgezien van de uitoefening van zijn recht, te hebben gevraagd of hij zijn recht van voorkoop wenst uit te oefenen tegen de laatst geboden prijs en bij weigering, afwezigheid of stilzwijgen van deze dient de instrumenterende ambtenaar vóór de toewijzing in het openbaar dezelfde vraag te stellen aan de gemachtigde van Waalse Gewest, die zijn antwoord gedurende één maand kan opschorten.

In geval van weigering, afwezigheid of stilzwijgen van laatstgenoemde, wordt de verkoop voortgezet.

Als de pachter verklaard heeft zijn antwoord op de vraag van de instrumenterende ambtenaar voorlopig op te schorten en als hij zijn toestemming niet binnen tien dagen na de toewijzing aan deze ambtenaar heeft betekend of ze niet heeft gegeven d.m.v. een akte van de instrumenterende ambtenaar deelt deze laatste het bedrag van het laatste aanbod mee aan het Waalse Gewest bij de Regering die niet heeft afgezien van de uitoefening van haar recht, dat het binnen de maand na kennisgeving ervan kan aanvaarden.

§ 6. Wanneer de fysieke openbare verkoop plaatsvindt onder voorbehoud van de eventuele uitoefening van het recht van opbod, stelt de instrumenterende ambtenaar het Waalse Gewest bij de Regering, die niet heeft afgezien van de uitoefening van haar recht van voorkoop, in kennis van het bedrag van het laatste aanbod, als er geen opbod is of als het opbod door de instrumenterende ambtenaar wordt geweigerd en als de pachter zijn toestemming niet binnen de wettelijke termijn aan de instrumenterende ambtenaar heeft betekend.

Het Waalse Gewest kan zijn recht van voorkoop via zijn Regering uitoefenen binnen de maand na de betekening ervan.

Als het gaat om goederen waarop de pachter geen recht van voorkoop heeft, moet de bovenvermelde aanvraag rechtstreeks aan de gemachtigde van het Waalse Gewest gericht worden.

In geval van geldig opbod wordt er zoals in § 5 overgegaan.

§ 7. In geval van gedematerialiseerde verkoop en voor zover de pachter en het Waalse Gewest voor het einde van de veilingen niet hebben afgezien van hun recht van voorkoop gaat de instrumenterende ambtenaar tot de toewijzing onder de opschortende voorwaarde van niet-uitoefening van dit recht over.

In dit geval beschikt de pachter over een termijn van tien dagen en beschikt het Waalse Gewest over twee maanden na de kennisgeving van een uittreksel van de akte van toewijzing gedaan door de instrumenterende ambtenaar om laatstgenoemde te verwittigen dat hij beslist heeft zich in de plaats te stellen van de laatste bieder.

Het uittreksel omvat de dag van de toewijzing, de prijs waarvoor ze is gedaan en de naam van de instrumenterende ambtenaar die heeft ontvangen.

De toestemming van de pachter heeft voorrang boven die van de gemachtigde van het Waalse Gewest.

§ 8. In geval van verkoop met miskenning van het recht van voorkoop van het Waalse Gewest, heeft laatstgenoemd het recht, ofwel in de plaats te worden gesteld van de koper, ofwel van de verkoper een schadevergoeding te eisen ten bedrage van 20 pct. van de verkoopprijs. De bepalingen van de wet van 4 november 1969 betreffende de beperking van de pachtprizen betreffende de miskenning van het recht van voorkoop van de pachter zijn van toepassing.

§ 9. De in dit artikel bepaalde kennisgevingen moeten, op straffe van niet-bestaan, ofwel bij gerechtsdeurwaarder, ofwel elektronisch overeenkomstig de artikelen D.61 tot D.63 ofwel door elk middel dat vaste datum verleent aan een document zoals bedoeld in artikel D.15 worden betekend. Wanneer de instrumenterende ambtenaar een notaris is die zijn verblijfplaats in België heeft, kan de Regering bepalen dat de kennisgeving uitsluitend elektronisch wordt uitgevoerd."

**Art. 347.** In artikel D.361 van het Waalse Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 16 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 4° wordt vervangen als volgt:

"4° de transacties of de administratieve boetes geïnd voor de overtredingen bepaald in artikel D.397, § 4,";

b) punt 5° wordt vervangen als volgt:

"5° de overeenkomstig artikel D.358, § 8, geïnde vergoedingen";

c) punt 6° wordt vervangen als volgt:

"6° de ontvangsten uit de toewijzing, in het kader van een landinrichting, van landbouwkundige onroerende goederen verworven door het Waalse Gewest, overeenkomstig artikel D.288, paragraaf 2, derde lid.";

d) bedoeld artikel wordt aangevuld met de punten 7° en 8°, luidend als volgt:

7° de ontvangsten uit de invoerindering van de fondsen gestort aan de Deposito- en Consignatiekas overeenkomstig artikel D.288, § 5, indien de fondsen niet binnen twintig jaar na hun indiening zijn ingevorderd;

8° ;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. De kredieten m.b.t. het fonds worden bestemd voor:

1° de aankoop en het beheer van de landbouwkundige onroerende goederen;

2° de uitgaven uit de toewijzing, in het kader van een landinrichting, van landbouwkundige onroerende goederen verworven door het Waalse Gewest, overeenkomstig artikel D.288, paragraaf 2, zesde lid;

3° de uitgaven van welke aard betreffende de ontwikkeling van het fonds, met inbegrip van de uitgaven voor de dienstverleningen, de personeelskosten, de werking en de investering die eventueel uitgevoerd worden door specifieke personeelsleden of door derden;

4° de betaling van de kredietsaldi die overeenkomstig de artikelen D.297, D.298, D.305, D.306, D.348 en D.349 aan de betrokkenen verschuldigd zijn.”.

**Art. 348.** Artikel D.363 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“ Art. D.363. De Regering bepaalt :

1° de doelstellingen van een driejarenplan inzake landbouwkundig onderzoek;

2° de criteria inzake evaluatie van de landbouwkundige onderzoeken.”.

**Art. 349.** In artikel D.366 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid wordt de zin “Het Centrum wordt ingedeeld onder de instellingen van categorie A bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.” vervangen door de zin “Het centrum wordt ingedeeld onder de instellingen van type 1 bedoeld bij het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden van de diensten van de Waalse Regering.” ;

2° in het derde lid worden de woorden “die wet” vervangen door de woorden “dit decreet”.

**Art. 350.** In artikel D.367, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 1° worden de woorden “een ontwerp van driejarig onderzoeksprogramma” vervangen door de woorden “een ontwerp van driejarenplan inzake landbouwkundig onderzoek”;

b) in 5° worden de woorden “voorzien in de mogelijkheid om de resultaten van het toegepast onderzoek dat door het Centrum gevoerd wordt aan de landbouwers over te dragen dankzij de coördinatie van de pilootcentra” vervangen door de woorden “voorzien in de overdracht van de resultaten van het toegepast onderzoek dat door het Centrum gevoerd wordt, aan de landbouwers dankzij de coördinatie van de pilootcentra”;

c) punt 6° wordt vervangen als volgt:

“6° onder de coördinatie van de Administratie die voor de vulgarisatie bevoegd is aan de vulgarisatie van de resultaten van de onderzoeken deelnemen in samenwerking met de pilootcentra, de landbouwcomicen en alle begeleidingsstructuren voor de landbouwers;”;

b) dezelfde paragraaf wordt aangevuld met een 7°, luidend als volgt:

“7° de coördinatie van de gesubsidieerde activiteiten van de pilootcentra verzekeren”.

**Art. 351.** Artikel D.372 van het Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 352.** Artikel D.373 van het Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 353.** In artikel D.374, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “Overdrachten en” opgeheven.

**Art. 354.** In artikel D.375 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, tweede lid, worden de woorden “periodieke standen en” opgeheven;

2° de paragrafen 2 en 3 worden opgeheven.

**Art. 355.** Artikel D.376 van het Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 356.** Artikel D.379, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt :

“5° het Strategisch landbouwcomité elementen van kennis en waardering verschaffen om bedoeld comité in zijn opdrachten bij te staan.”.

**Art. 357.** In Titel XII, Hoofdstuk III, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling 1/1 ingevoegd met als opschrift “Onderafdeling 1/1. Gewestelijke Referentie- en experimenteercentra”.

**Art. 358.** In afdeling 1/1, ingevoegd bij artikel 357, wordt een artikel D.386/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.386/1. § 1. De Regering kan landbouwers als gewestelijke Referentie- en experimenteercentra erkennen en subsidiëren.

De Regering kan de lijst van de erkende gewestelijke Referentie- en experimenteercentra jaarlijks bekendmaken.

De Regering kan het aantal erkende gewestelijke Referentie- en experimenteercentra jaarlijks beperken.



§ 2. De Regering erkent volgens de door haar bepaalde criteria gewestelijke referentie- en experimenteercentra die innoverende activiteiten gebonden aan minstens één van de volgende thema's uitvoeren:

1° het experimenteren in de praktijk van de resultaten verstrekt door het fundamenteel en toegepast wetenschappelijk onderzoek;

2° het onderzoek naar de mogelijkheden voor de toepassing van nieuwe teelttechnieken en de verbetering van bestaande technieken;

3° de nieuwe en bestaande producties;

4° de economische aspecten van de speculaties en de technieken in de bedrijven;

5° de reconversiemogelijkheden van bepaalde soorten bedrijven;

6° de verspreiding van de resultaten van hun experimenteerwerken en de communicatie van hun ervaring.”.

**Art. 359.** In dezelfde onderafdeling 1/1 wordt een artikel D.386/2 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. D.386/2. De Regering bepaalt de bedragen en de toekenningsvoorwaarden van de subsidies aan de gewestelijke Referentie- en experimenteercentra volgens de in de artikelen D.11 tot D.14 bepaalde modaliteiten.

Het subsidiepercentage bedraagt minstens tien percent van de beheerskosten en mag het bedrag van die beheerskosten niet overschrijden.

De Regering kan bepalen waaruit de beheerskosten bedoeld in lid 2 bestaan.”.

**Art. 360.** In artikel D.396 van het Waalse Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 23 maart 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 2° worden het woord “kwaliteitslabel” vervangen door de woorden “kwaliteitslabel of -teken”;

b) bedoeld artikel wordt aangevuld met de punten 5° en 8°, luidend als volgt:

5° hij die de voorwaarden bewust en kunstmatig gecreëerd heeft, die vereist worden ter gelegenheid van een aanvraag voor het verkrijgen of behouden van een subsidie, een vergoeding, een steun of een toelage bepaald bij dit Wetboek;

6° hij die een subsidie, een vergoeding, een steun of een toelage bepaald bij dit Wetboek ten gevolge van een in 5° bedoelde aanvraag heeft ontvangen of behouden;

7° hij die, door niet de verklaring overeenstemmend met de bepalingen bepaald bij dit Wetboek of de uitvoeringsbesluiten ervan te hebben afgelegd, een subsidie, een vergoeding, een steun of een toelage, of een deel daarvan, heeft aanvaard of behouden, in de wetenschap dat hij er geen of slechts gedeeltelijk recht op heeft;

8° hij die, wanneer hij eraan onderworpen is, de bepalingen betreffende de betaling van de melk niet naleeft.”.

**Art. 361.** In artikel D.397, § 1, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 5° worden de woorden “kwaliteitslabel of -aanduiding” vervangen door de woorden “kwaliteitslabel, - teken of aanduiding”;

b) bedoelde paragraaf wordt aangevuld met een 7°, luidend als volgt:

7° hij die, wanneer hij eraan onderworpen is, de bepalingen betreffende de controle op de melksamenstelling niet naleeft.”.

**Art. 362.** In artikel D.398, § 1, 1° wordt het woord “teken” ingevoegd tussen de woorden “verzegeling, label,” en de woorden “etiket of enigerlei aanduiding”;

**Art. 363.** In artikel D.426, § 2, 4°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “D.223” vervangen door de woorden “D.218”.

**Art. 364.** In de bijlage bij hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 23 maart 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de tweede kolom die met 9° van de eerste kolom overeenstemt wordt aangevuld met de volgende categorieën “6°, 7°”;

2° de tweede kolom die met 15° van de eerste kolom overeenstemt wordt aangevuld met de volgende categorie “4°”;

3° in de eerste kolom wordt een punt 25° toegevoegd waarmee, in de tweede kolom, de volgende categorieën overeenstemmen: “1°, 4°, 5°”;

4° in de eerste kolom wordt een D.37, §4° toegevoegd waarmee, in de tweede kolom, de volgende categorieën overeenstemmen: “1°, 4°, 5°, 6°, 7° en 8°”;

5° in de eerste kolom wordt een D.37, § 5, toegevoegd waarmee, in de tweede kolom, de volgende categorieën overeenstemmen: “1°, 2°, 4°, 5°”;

6° in de eerste kolom wordt een D.37, § 6, toegevoegd waarmee, in de tweede kolom, de volgende categorieën overeenstemmen: “4°, 5°”.

**Art. 365.** In hetzelfde Wetboek worden in de artikelen D.261, § 2, 3°, D.262, § 2, 3°, D.284, § 5, D.287, lid 5, D.297, lid 6, D.298, § 5, lid 5, D.299, lid 2, D.305, § 2, D.306, lid 4, D.314, lid 1 en 4, D.315, D.319, lid 2, D.323, § 4, D.325, §§ 1 et 4, D.327, lid 1, D.349, lid 1 en 4, D.350, lid 3, D.355, § 3, de woorden “het Comité van aankoop van onroerende goederen” telkens vervangen door de woorden “het Aankoopcomité”.

*Afdeling 2. — Bepalingen tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek*

**Art. 366.** In Bijlage V bij het reglementair deel van Boek I van het Milieuwetboek, gewijzigd bij het Waalse Landbouwwetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in 1 wordt het woord "herverkavelingsplan" vervangen door het woord "landinrichtingsplan";
- b) punt 2 wordt vervangen als volgt:  
"2 Het situatieplan van het openbaar domein bedoeld in de artikelen D.295/1, D.324 en D.349/1";
- c) punt 4, opgeheven bij het Waalse Landbouwwetboek, wordt opnieuw opgenomen als volgt:  
"4 Het voorlopige inrichtingsplan bedoeld in artikel D.346 van het Waalse landbouwwetboek." ;
- d) punt 5, opgeheven bij het Waalse Landbouwwetboek, wordt opnieuw opgenomen als volgt:  
"5. Het landinrichtingsplan bedoeld in artikel D.273 van het Waalse landbouwwetboek."

*Afdeling 3. — Diverse bepalingen*

**Art. 367.** De besluiten van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen per producten of groepen producten, genomen overeenkomstig artikel 24 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de bevordering van de landbouw en de ontwikkeling van landbouwproducten van gedifferentieerde kwaliteit worden bevestigd vanaf de bekendmaking van dit decreet en blijven van toepassing op het "Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité." (Waals agentschap voor de bevordering van een kwaliteitsvolle landbouw).

**Art. 368.** De bedragen van de retributies en heffingen verschuldigd aan het Begrotingsfonds voor de kwaliteit van de dierlijke en plantaardige producten overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 19 oktober 2017 houdende vaststelling van de rechten en retributies voor de uitvoering van de maatregelen getroffen in verband met de controle van de productie en de afzet van zaai­zaden en potgoed worden bevestigd.

**Art. 369.** De bedragen van de bijdragen van het Begrotingsfonds voor de kwaliteit van de dierlijke en plantaardige producten bepaald in artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 betreffende de coëxistentie van genetisch gemodificeerde teelten naast gangbare en biologische teelten worden bevestigd.

**Art. 370.** Artikel 37 van de wet van 5 februari 1999 houdende diverse bepalingen en betreffende de kwaliteit van de landbouwproducten wordt opgeheven.

**Art. 371.** Artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatie­ver­strekking, zoals gewijzigd bij het decreet van 4 mei 2017, wordt aangevuld met een punt 18°, luidend als volgt:

"18° het Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité (APAQ-W) (Waals agentschap voor de bevordering van een kwaliteitsvolle landbouw).

**Art. 372.** Artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, zoals gewijzigd bij het decreet van 22 november 2016, wordt aangevuld met een punt 24°, luidend als volgt:

"24° het Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité (APAQ-W) (Waals agentschap voor de bevordering van een kwaliteitsvolle landbouw).

**Art. 373.** Artikel 18 van het decreet van 23 maart 2017 tot invoeging, in het Waalse Landbouwwetboek, van een Titel X/1 betreffende de steun bij schade veroorzaakt door landbouwrampen wordt in die zin uitgelegd dat het decreet in werking treedt voor elk uitzonderlijk klimaatverschijnsel dat zich na 1 juni 2017 in zijn geheel voordoet.

*HOOFDSTUK XI. — Bepalingen tot wijziging van Boek I van het Waals Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen*

**Art. 374.** In artikel 5 van het Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het vierde lid wordt vervangen als volgt:

"In afwijking van de bepalingen van het tweede lid is het bestuur of de gemeente er niet toe verplicht de verhuurder of de gebruikers in te lichten indien het gezondheids­onderzoek op verzoek van het openbaar Ministerie wordt uitgevoerd";

2° het vijfde lid wordt vervangen als volgt:

"Bij gebrek aan toestemming van één van de gebruikers of, als de woning onbewoond is, bij gebrek aan toestemming van de houder(s) van zakelijke rechten mogen de ambtenaren en personeelsleden van de administratie of de erkende gemeentelijke ambtenaren de woning slechts betreden met de machtiging van de rechter van de politierechtbank".

**Art. 375.** In artikel 13bis van het Waals Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, ingevoegd bij het decreet van 21 december 2016, worden, na de woorden "bedoeld in artikel 190, § 3," de woorden "en uit de administratieve boetes bedoeld in de artikelen 13ter, 190, § 3 en 200bis".

**Art. 376.** Artikel 14 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 1 juni 2017, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De betaling van de huurtegemoetkoming wordt op de door de Regering bepaalde datum uitgevoerd".

**Art. 377.** Het opschrift van Hoofdstuk III wordt gewijzigd als volgt: "HOOFDSTUK III - Tegemoetkomingen aan andere rechtspersonen dan de openbare huisvestingsmaatschappijen".

**Art. 378.** In artikel 29 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 1 juni 2017, wordt § 1 vervangen als volgt:

"Art. 29. § 1. Behalve indien de overwogen verrichting reeds het voorwerp uitmaakt van een tegemoetkoming of een tegemoetkomingsaanvraag met hetzelfde voorwerp kan er, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, een tegemoetkoming verleend worden aan een rechtspersoon:

1° voor verrichtingen die de terbeschikkingstelling van een woning van openbaar nut die aan de krachtens dit Wetboek vastgestelde gezondheids- en veiligheidsvoorwaarden voldoet, aan gezinnen van categorie 1, 2 of 3 beogen;

2° om de energieprestatie van een woning van openbaar nut te verbeteren;

3° gronden aan te kopen om grondreserves samen te stellen die hoofdzakelijk voor het optrekken van woningen bestemd zijn.

De woning van openbaar nut waarvoor de in het eerste lid bedoelde tegemoetkoming is verleend, wordt voor minstens dertig jaar voor dat doel bestemd. In afwijking van het eerste lid eindigt de bestemming voor de woningen bedoeld in afdeling 2 van Hoofdstuk VI van titel II alsook de woningen bedoeld in Hoofdstuk VI van Titel III, op hetzelfde ogenblik als het in beheer nemen.

Behalve voor wat betreft de integratie-, transitwoningen en de woningen waaraan het beheer aan een sociaal vastgoedagentschap of aan een vereniging voor de bevordering van de woning wordt toevertrouwd, wordt het beheer van de in het tweede lid bedoelde woningen van openbaar nut verzekerd door de openbare huisvestingsmaatschappij bevoegd op het betrokken grondgebied, volgens de door de Regering bepaalde voorwaarden.”.

**Art. 379.** In Titel II van hetzelfde Wetboek wordt Hoofdstuk IV, dat de artikelen 54 tot 78 omvat, opgeheven bij het decreet van 1 juni 2017, opnieuw opgenomen als volgt:

”HOOFDSTUK IV - Tegemoetkomingen aan openbare huisvestingsmaatschappijen

*Afdeling 1. — Huisvestingstegemoetkomingen*

Onderafdeling 1. — Categorieën van tegemoetkomingen

Art. 54. § 1. De “Société wallonne du logement” kan een tegemoetkoming verlenen aan iedere openbare huisvestingsmaatschappij die één of meer sociale woningen bouwt of die de eigendom van één of meerdere woningen verwerft om ze voor de woning van openbaar nut te bestemmen.

De “Société wallonne du logement” komt tegemoet in de bouw- of aankoopkosten.

§2. De “Société wallonne du logement” kan een tegemoetkoming verlenen aan elke openbare huisvestingsmaatschappij die aankopen of onteigeningen verricht, zakelijke rechten verwerft of zal verwerven op een verbeterbaar gebouw met het oog op de renovatie, herstructurering of aanpassing ervan om er één of verscheidene sociale woningen van openbaar nut van te maken.

De “Société wallonne du logement” draagt in de volgende kosten bij :

1° de kosten voor de verwerving van zakelijke rechten op het gebouw;

2° de renovatie-, herstructurerings- of aanpassingskosten.

Art. 55. De “Société wallonne du logement” kan een tegemoetkoming verlenen aan iedere openbare huisvestingsmaatschappij die een onverbeterbare woning aankoopt om die te slopen en de zo vrijgemaakte grond te bestemmen voor het optrekken van woningen en, in tweede instantie binnen de door de Regering vastgestelde grenzen, voor gemeenschappelijke voorzieningen, met inbegrip van de bestanddelen van een warmtenetwerk, die noodzakelijk deel uitmaken van een groep van woningen.

De “Société wallonne du logement” komt tegemoet in de kosten van de aankoop en de sloping van het gebouw.

Art. 56. § 1. De “Société wallonne du logement” kan een tegemoetkoming verlenen aan iedere openbare huisvestingsmaatschappij die een transitwoning bouwt.

Het gebouw dat met de tegemoetkoming van de “Société wallonne du logement” wordt opgericht, wordt tijdens ten minste negen jaar als transitwoning gebruikt.

§ 2. De terbeschikkingstelling van een transitwoning wordt aangevuld met een begeleiding van de bewoners met het oog op de overgang naar een vaste woning.

Art. 57. § 1. De “Société wallonne du logement” kan een tegemoetkoming verlenen aan iedere openbare huisvestingsmaatschappij die een integratiewoning bouwt.

Het gebouw dat met de tegemoetkoming van de “Société wallonne du logement” wordt opgericht, wordt ten minste negen jaar als integratiewoning gebruikt.

§ 2. De terbeschikkingstelling van een transitwoning wordt aangevuld met een sociale begeleiding van de bewoners.

Art. 58. (...)

Art. 59. De “Société wallonne du logement” kan een tegemoetkoming verlenen aan iedere openbare huisvestingsmaatschappij die gronden aankoopt om grondreserves samen te stellen die hoofdzakelijk voor het optrekken van woningen bestemd zijn.

Art. 59bis. De Regering kan andere verrichtingen bepalen waarvoor een tegemoetkoming kan worden verleend door de “Société wallonne du Logement” aan de openbare huisvestingsmaatschappijen wegens buitengewone evenementen of om het behoud of de verbetering van de woningen te verzekeren.

Art. 59ter. De “Société wallonne du Logement” kan een tegemoetkoming verlenen aan elke openbare huisvestingsmaatschappij die een onroerend goed beheert of verhuurt om ze, onder de voorwaarden bepaald door de Regering, te huren aan een gezin van categorie 3, 2 of 1.

Onderafdeling 2 - Voorwaarden voor de toekenning van tegemoetkomingen en berekeningswijze

Art. 60. De in de artikelen 54 tot 58 bedoelde tegemoetkominggerechtigden kunnen ofwel alleen handelen ofwel door afsluiten van overeenkomst met een publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon.

Art. 61. In afwijking van de bepalingen van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst worden de in deze afdeling bedoelde voorwaarden voor de toekenning van huisvestingstegemoetkomingen in voorkomend geval door de Regering bepaald.

Die voorwaarden betreffen :

1° de maximumkostprijs van de woning;

2° de termijn waarbinnen de woning opgetrokken moet worden;

3° de normen waaraan de woningen moeten voldoen;

4° de keuze van de kandidaat-huurders of -bewoners;

5° de berekeningswijze van de huurprijs van de verhuurde woningen of van de vergoeding voor de woningen waarvoor een overeenkomst voor preciaire bewoning wordt afgesloten rekening houdende met o.m. de inkomsten en gezinslasten, met de huurders of bewoners, alsmede met het comfort en de ouderdom van deze woningen;

6° de bepalingen voor het huurcontract of voor de overeenkomst preciaire bewoning, o.m. voor de duur van het huurcontract of van de overeenkomst, voor de duur van de opzegging, voor retributies en lasten, voor de huurwaarborg en de strafbepalingen in geval van niet-naleving van de bepalingen tot regeling van het huurstelsel;

7° de mogelijkheid voor de huurder of de bewoner om eigenaar te worden van de door hem gehuurde of bewoonde woning;

8° de duur van de bestemming van de woning alsook het behoud van de bestemming van de woning bij een eigendomsoverdracht;

9° in voorkomend geval, de overeenstemming van de verrichting met de door de Regering goedgekeurde programma's bedoeld in artikel 189, § 3, en de beslissingen van de Regering bedoeld in artikel 190, § 1;

10° in voorkomend geval, de ligging van de verrichting.

Art. 62. § 1. De huisvestingstegemoetkomingen worden in de vorm van subsidies of van terugbetaalbare voorschotten gestort. Ze nemen met name de vorm van een tegemoetkomingstoelage in de huurprijs van een woning die gehuurd of in beheer wordt genomen overeenkomstig artikel 59ter.

§ 2. De Regering bepaalt de wijze van berekening van de tegemoetkoming door rekening te houden met de bestemming van de met de tegemoetkoming opgetrokken woning, met de ligging van het gebouw, met de omvang van de uitgevoerde werken, met de door de Regering vastgestelde verkoopwaarde van het gebouw, na advies van het comité voor de aankoop van onroerende goederen, van de ontvanger van de registratie in het ambtsgebied waarbinnen de woning gelegen is, van een notaris, van een landmeter-vastgoedexpert opgenomen in de tabel opgesteld door de Federale Raad van landmeters-experten of van een architect ingeschreven bij de Orde der Architecten.

Voor de toekenning van de in artikel 59ter bedoelde tegemoetkoming houdt de Regering ook rekening met de grootte van de woning en van de inkomens van het gezin voor de bepaling van de berekeningwijze van de tegemoetkoming.

Art. 63. De wijze van berekening van het bedrag dat terugbetaald moet worden door de tegemoetkominggerechtigde die de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming niet vervult, wordt door de Regering bepaald.

De Regering houdt wel rekening met de periode waarover aan de voorwaarden is voldaan.

Art. 63bis. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kan de Waalse Regering een bonificatie verlenen voor de leningen die door het Fonds voor de vermindering van de globale energiekosten worden toegekend aan de openbare huisvestingsmaatschappijen, om de rentevoet van deze leningen tot 0 % terug te brengen.

Onderafdeling 3 - Procedure

Art. 64. Onverminderd het tweede lid worden de tegemoetkomingsaanvragen gericht aan de "Société wallonne du logement", die binnen vijftien dagen de ontvangst van het dossier bericht en, in voorkomend geval, om ieder document verzoekt dat nodig is voor de verdere aanvulling van het dossier.

Indien nodig stelt de "Société wallonne du Logement" de dossiers samen voor de tegemoetkomingsaanvragen in opdracht van en op schriftelijk verzoek van de openbare huisvestingsmaatschappijen die verrichtingen uitvoeren die voortvloeien uit de door de Regering goedgekeurde programma's bedoeld in artikel 189, § 3, en uit de beslissingen van de Regering bedoeld in artikel 190, § 1

Art. 65. Wanneer de oorspronkelijke staat van het gebouw een voorwaarde vormt voor de toekenning van de tegemoetkoming, wordt door de "Société wallonne du Logement" een gezondheidsverslag opgemaakt.

Art. 66. (...)

Art. 67. Overeenkomstig de artikelen 61 tot en met 63 en op grond van het gezondheidsverslag bedoeld in artikel 65 kan door de "Société wallonne du Logement" een tegemoetkoming worden verleend.

Art. 68. De voorwaarden en de nadere regels voor de tenuitvoerlegging van deze onderafdeling worden door de Regering bepaald.

## Afdeling 2. — Tegemoetkomingen voor uitrustingen

### Onderafdeling 1. — Tegemoetkomingen voor uitrustingen

Art. 69. § 1. Wanneer een openbare huisvestingsmaatschappij een groep van woningen van openbaar nut, daarmee gelijkgestelde woningen, middelgrote woningen, integratie- of transitwoningen optrekt, kan de "Société wallonne du logement" de volgende kosten ten laste nemen :

1° de kosten voor de uitrusting met wegen, rioleringen, openbare verlichting, watervoorzieningsnetwerken en gemeenschappelijke toegangswegen en kosten voor de aanleg van dergelijke voorzieningen;

2° de kosten voor de heruitrusting en heraanleg van de gemeenschappelijke uitrustingen of voor de aanleg van de toegangswegen die niet vroeger aan de gemeente zijn afgestaan;

3° de kosten voor de aanvullende uitrustingen voor gemeenschappelijk gebruik die noodzakelijk deel uitmaken van het geheel;

4° de kosten van de bestanddelen van een warmtenetwerk voor het geheel van de woningen.

§ 2. De openbare huisvestingsmaatschappijen kunnen alleen of in het kader van een partnerovereenkomst met een andere rechtspersoon handelen.

Art. 70. Onder optrekken van een in artikel 69 bedoeld geheel verstaat men één of meer van de volgende handelingen :

1° de herstructurering van een gebouw;

2° de aanpassing of de renovatie van een verbeterbare woning;

3° de sloping van een onverbeterbare woning en het optrekken van een nieuwe woning op het zo vrijgemaakte terrein;

4° de bouw van een woning;

5° de aankoop van een gebouw voor bewoning dat nooit is bewoond of waarvan de bouw niet voltooid is;

6° de verkaveling van percelen om particulieren een zakelijk recht te laten verwerven op één van deze percelen om er voor eigen rekening een woning op te bouwen of te laten bouwen, of om er eigenaar van te worden krachtens een overeenkomst die met een privé onderneming gesloten wordt, ongeacht de aard of de benaming van deze overeenkomst;

7° het herstel van een bebouwd terrein in zijn oorspronkelijke staat, hoofdzakelijk met het oog op de renovatie of de oprichting van woningen erop.

Art. 71. Op verzoek van de openbare huisvestingsmaatschappijen kan de "Société wallonne du logement" uitrustings-, heruitrustings- of aanlegwerken voor hun rekening uitvoeren.

De voorwaarden voor de bijdrage van de "Société wallonne du logement" worden door de Regering bepaald.

Onderafdeling 2 - Voorwaarden voor de toekenning van tegemoetkomingen en berekeningswijze

Art. 72. De Regering bepaalt :

1° het aantal woningen van openbaar nut, daarmee gelijkgestelde woningen, middelgrote woningen, integratie- en transitwoningen;

2° het aantal en de afmetingen van de betrokken grondpercelen;

3° de voorwaarden waaraan de gebouwde of te bouwen woningen moeten voldoen;

4° de verkoop-, huur- of bewoningsvoorwaarden;

5° de termijnen voor de verrichting van de in deze afdeling bedoelde handeling;

6° in voorkomend geval, de voorwaarden betreffende de overeenstemming van de verrichting met de door de Regering goedgekeurde programma's bedoeld in artikel 189, § 3, en de beslissingen van de Regering bedoeld in artikel 190, § 1;

7° in voorkomend geval, de voorwaarden van de ligging van de gehelen.

Art. 73. De Regering bepaalt het percentage van de subsidie of de tegemoetkoming naar gelang van :

1° het type uit te voeren werken;

2° de bestemming van de uitrustingen;

3° in voorkomend geval, de ligging van de gehelen.

Art. 74. § 1. De wijze van berekening van het bedrag dat terugbetaald moet worden door de tegemoetkominggerechtigde die de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming niet vervult, wordt door de Regering bepaald.

De Regering houdt wel rekening met de periode waarover aan de voorwaarden is voldaan.

§ 2. Wanneer een perceel niet binnen de door de Regering voorgeschreven termijn is bebouwd door een particulier, oefent de tegemoetkominggerechtigde een recht van wederinkoop uit op dit perceel tegen de door de koper betaalde prijs, overeenkomstig de artikelen 1660 tot 1662 van het Burgerlijk Wetboek. Als zulks niet het geval is, betaalt hij de tegemoetkoming terug overeenkomstig § 1.

Art. 75. § 1. De in artikel 69, § 1, 1° en 2°, bedoelde uitrustingen en inrichtingen, met uitzondering van de gemeenschappelijke toegangswegen, worden in de staat waarin ze zich bevinden kosteloos naar de gemeente overgedragen en bij de gemeentewegen ondergebracht.

Deze overdracht wordt van ambtswege verricht op de datum van ondertekening van definitieve oplevering.

De in het vorige lid bedoelde gemeenschappelijke toegangswegen worden in de staat waarin ze zich bevinden naar de gemeente, indien ze het wenst, overgedragen en bij de gemeentewegen ondergebracht. Die overdracht wordt slechts ten belope van het bedrag van de gewestelijke tegemoetkoming kosteloos uitgevoerd. De waarde van die overdracht wordt voor het overige bij overeenkomst tussen de openbare huisvestingsmaatschappij en de gemeente bepaald.

§ 2. De gemeente draagt bij tot het toezicht op de werken en wordt verzocht bij de voorlopige en definitieve oplevering aanwezig te zijn.

Onderafdeling 3 - Procedure

Art. 76. Onverminderd het tweede lid worden de tegemoetkomingsaanvragen gericht aan de "Société wallonne du logement", die binnen vijftien dagen de ontvangst van het dossier bericht en, in voorkomend geval, om ieder document verzoekt dat nodig is voor de verdere aanvulling van het dossier.

Indien nodig stelt de "Société wallonne du Logement" de dossiers samen voor de tegemoetkomingsaanvragen in opdracht van en op schriftelijk verzoek van de openbare huisvestingsmaatschappijen die verrichtingen uitvoeren die voortvloeien uit de door de Regering goedgekeurde programma's bedoeld in artikel 189, § 3, en uit de beslissingen van de Regering bedoeld in artikel 190, § 1.

Art. 77. (...)

Art. 78. De "Société wallonne du Logement" kan de tegemoetkoming verlenen met inachtneming van onderafdeling 2 van deze afdeling.

De voorwaarden en de nadere regels voor de tenuitvoerlegging van deze onderafdeling worden door de Regering bepaald."

De artikelen 54 tot 78 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij het decreet van 1 juni 2017, worden hersteld in de lezing voorafgaand aan die opheffing.

**Art. 380.** In artikel 80 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 1 juni 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1, paragraaf 1, 3°, wordt vervangen als volgt:

"3° het water- of elektriciteitsverbruik bepaald op grond van een opname en van de nummers van de meters of geraamd op grond van de beschikbare indexcijfers er gedurende ten minste twaalf opeenvolgende maanden lager is dan het door de Regering bepaalde minimumverbruik.

De uitbaters van de openbare dienst voor waterdistributie, die handelen overeenkomstig het decreet van 27 mei 2004 betreffende Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, en de beheerders van het verdelingsnet aangewezen overeenkomstig het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Waalse Gewest moeten, minstens één keer per jaar, een gedetailleerde lijst aan de administratie overmaken van de woningen waarvoor het water- of elektriciteitsverbruik lager is dan de door de Regering bepaalde minimumverbruik volgens de modaliteiten die ze bepaalt.

De lijst vermeldt: het adres van de woning, het water- en/of elektriciteitsverbruik gedurende ten minste twaalf opeenvolgende maanden dat ofwel op grond van een opname en van de nummers van de meters, ofwel op grond de beschikbare indexen wordt bepaald.

De Regering bepaalt de nodige bewaringstermijn van de gegevens verzameld voor de uitvoering van de nagestreefde doelstellingen.

De Regering en de gemeentecolleges zorgen voor het opstellen en het bijwerken van de lijst van hun ambtenaren die toegang hebben tot de gegevens die de Waalse Overheidsdienst heeft meegedeeld. Elke betrokken gemeentelijke dienst heeft enkel toegang tot de gegevens betreffende de woningen op het grondgebied van zijn gemeente. De gewestelijke en gemeentelijke ambtenaren nemen de vertrouwelijkheid van de meegedeelde gegevens in acht;"

2° in § 1°, tweede lid, worden de woorden "tweede lid" vervangen door de woorden "eerste lid".

**Art. 381.** In artikel 82/1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2017, worden de woorden "de in het eerste lid bedoelde" vervangen door de woorden "de in artikel 81, eerste lid, bedoelde".

**Art. 382.** Het eerste lid van artikel 85ter, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2017, wordt vervangen als volgt:

"Wanneer een gemeente over geen belastingverordening op de onbewoonde woningen beschikt, is het feit om een woning te laten leegstaan, in de zin van artikel 80, een administratieve overtreding voor de houder van zakelijk hoofdrecht."

**Art. 383.** In artikel 85ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2017, worden de leden 1 tot 3 van § 4 vervangen als volgt:

"De in § 1 bedoelde overtreding wordt bestraft met een administratieve geldboete die tussen 500 en 12.500 euro per woning per periode van 12 maanden bedraagt zonder dat een onderbreking van de leegstand gedurende ten minste drie maanden kan worden aangetoond. De Regering bepaalt het bedrag van de administratieve boete volgens het type vastgestelde overtreding bedoeld in § 1 en zijn berekeningswijze."

**Art. 384.** In artikel 88 van hetzelfde Wetboek:

- wordt in paragraaf 1 punt 9° opgeheven;

- in paragraaf 3, derde lid worden de woorden "die niet in staat zijn deze functie uit te oefenen" vervangen door de woorden "die niet in staat zijn hun onroerende projecten uit te voeren volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten."

**Art. 385.** In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 103bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 103bis. De Raad van bestuur kan, om de imperatieve verbonden aan de termijnen en vervaldata na te komen, de uitoefening van bepaalde bevoegdheden waarover hij krachtens dit Wetboek en de uitvoeringsbesluiten ervan beschikt, overdragen aan één of meerdere bestuurders. De Raad van bestuur wordt op de hoogte gebracht van de beslissingen genomen op de eerstvolgende zitting."

**Art. 386.** In artikel 107 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003 en bij het decreet van 23 november 2006, worden de woorden "in voorkomend geval met machtiging om te subdelegeren," ingevoegd na de woorden "Naast de door de raad van bestuur van de "Société" verleende bevoegdheden,".

**Art. 387.** In hetzelfde Wetboek, wordt artikel 107, gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003 en bij het decreet van 23 november 2006, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt:

"§ 2. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal kunnen bepaalde bevoegdheden waarover ze krachtens dit Wetboek en de uitvoeringsbesluiten ervan beschikken, overdragen aan personeelsleden van de maatschappij met een graad van directeur of met een hogere graad, die ze, bij ontstentenis, verlof of verhindering, kunnen subdelegeren aan een personeelslid van niveau A.

Bij ontstentenis, verlof of verhindering van de directeur-generaal of van de adjunct-directeur-generaal vervangt het personeelslid met de hoogste rang en met de hoogste anciënniteit van rang, hem, onverminderd bijzondere delegaties.

**Art. 388.** In artikel 113 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden "vijf leden" vervangen door de woorden "zes leden" en in punt 1° wordt het woord "drie" vervangen door het woord "vier";

b) in het derde lid, wordt 5° vervangen als volgt:

"5° een lid van de cel voor financiële informatie."

**Art. 389.** In artikel 114, tweede lid, van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden "en de bezoldiging van de leden ervan".

**Art. 390.** In artikel 131 van hetzelfde Wetboek wordt 3° vervangen door wat volgt:

"3° de verkoop:

a) van gebouwen waarvan ze eigenaar is;

b) van verhuurde woningen of woningen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een verhuring, waarvan ze eigenaar is en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een krachtens dit Wetboek toegekende openbare tegemoetkoming en gelegen op een terrein waarvan de maatschappij eigenaar is.

Die verkoop wordt uitgevoerd overeenkomstig de door de Regering bepaalde voorwaarden op voorstel van de "Société wallonne du logement".

Die voorwaarden betreffen :

- de minimale duur van openbare bestemming;
- de modaliteiten betreffende de bepaling van de verkoopprijs;
- de verplichtingen voor de kandidaat-aankopers;
- de financiële toestand van de maatschappij;
- de minimale bewoningsduur door de huurder kandidaat-aankoper;
- het percentage openbare woningen in de gemeente waarin het goed is gelegen;
- de door het Gewest toegekende tegemoetkomingen voor de wedersamenstelling van het vermogen van de maatschappij;
- de voorafgaandelijke zuivering van de eventuele schulden van de huurder kandidaat-koper tegenover de maatschappij;

- de oprichting van een eventuele mede-eigendom.”

**Art. 391.** In artikel 132 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 1 juni 2017, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt:

“Het aantal woningen die zo gehuurd kunnen worden, wordt beperkt tot 5 % van het vermogen van de openbare huisvestingsmaatschappij onder de door haar bepaalde woningen op basis van behoorlijk gemotiveerde objectieve criteria.

Dit percentage houdt niet rekening met de door de “Société wallonne du Logement” gemachtigde woningen waarvoor een overeenkomst is afgesloten in het kader van een specifiek project.

Op voorstel van de “Société wallonne du logement” bepaalt de Regering de voorwaarden waaronder die woningen verhuurd worden.”.

**Art. 392.** In artikel 133 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 1 juni 2017, wordt § 2 vervangen door wat volgt:

“Na toestemming van de “Société wallonne du Logement” kan de maatschappij met één of meerdere maatschappijen, een openbare overheid of een centrum voor socioprofessionele inschakeling, overeenkomsten aangaan i.v.m. de verwezenlijking van haar maatschappelijke doel, met uitzondering van overeenkomsten voor de terbeschikkingstelling van gebouwen voor woondoeleinden.

De Regering bepaalt op voorstel van de “Société wallonne du Logement” de voorwaarden van de terbeschikkingstelling van die woningen.”.

**Art. 393.** In artikel 164 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 1 juni 2017, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

“§ 1. De maatschappij maakt de beslissingen, samen met hun bewijsstukken, m.b.t. de toekenning van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag gelijk is aan of hoger is dan de drempel bedoeld in artikel 11, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en m.b.t. de toekenning van overheidsopdrachten voor aanneming van diensten en leveringen waarvan het bedrag gelijk is aan of hogers is dan de drempel bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten zonder onderscheid naar partij en over de hele duur van de opdracht, binnen 15 dagen na hun aanneming aan de “Société wallonne du Logement” over.”.

**Art. 394.** In artikel 166, § 1, 4°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “en het algemeen belang”, opgeheven bij het decreet van 1 juni 2017, worden opnieuw opgenomen na de woorden “het huishoudelijk reglement”.

**Art. 395.** In artikel 168, § 1, eerste lid, en § 2, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “en het algemeen belang”, opgeheven bij het decreet van 1 juni 2017, worden opnieuw opgenomen na de woorden “het huishoudelijk reglement”.

**Art. 396.** In artikel 190, § 2, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005, wordt 6° aangevuld met de woorden:

“of het mechanisme bedoeld in artikel 85ter, § 2, toe te passen.”

**Art. 397.** Artikel 175.12, § 2, 1°, van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt:

a) in § 2 worden de woorden “vijf leden” vervangen door de woorden “zes leden” en in het eerste lid, 1°, wordt het woord “drie” vervangen door het woord “vier”;

b) § 2, eerste lid, 2°, wordt vervangen als volgt:

“2° twee vertegenwoordigers van het Gewest, die de Regering aanwijst binnen het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën van de Waalse Overheidsdienst en de Inspectie van Financiën.”;

c) paragraaf 2° wordt aangevuld met een 5° luidend als volgt:

“5° een lid van de cel voor financiële informatie.”;

d) in § 3, tweede lid, vervallen de woorden “evenals de bezoldiging van diens leden”.

**Art. 398.** In Hoofdstuk IV, Titel III, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 4bis ingevoegd, met als opschrift “Financieel beheerscomité” en die een artikel 185bis omvat, luidend als volgt:

“Art. 185bis. § 1. Het financieel beheerscomité geeft de raad van bestuur advies inzake het financiële beheer.

§ 2. Het financieel beheerscomité bestaat uit zes leden :

1° vier bestuurders die aangewezen worden door de raad van bestuur van het Fonds;

2° twee vertegenwoordigers van het Gewest, die de Regering aanwijst binnen het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën van de Waalse Overheidsdienst en de Inspectie van Financiën.

Het financieel beheerscomité kiest een voorzitter uit zijn midden.

Het financieel beheerscomité wordt bijgestaan door :

1° een vertegenwoordiger van het Rekenhof;

2° de overeenkomstig artikel 185bis aangewezen revisoren;

3° de Regeringscommissarissen, onder de in artikel 185 gestelde voorwaarden;

4° de directeur-generaal van het Fonds;

5° een lid van de cel voor financiële informatie.

§ 3. Het financieel beheerscomité komt bijeen om de drie maanden.

De werkingswijze van het financieel beheerscomité wordt in de statuten van het Fonds bepaald.”.

**Art. 399.** In Titel V van hetzelfde Wetboek wordt artikel 208, opgeheven bij het decreet van 1 juni 2017, opnieuw opgenomen als volgt:

"Art. 208. § 1. De woning in het kader van het sociaal beleid moet worden beschouwd als betrekking hebbend op de volgende woningen:

1° de woning van openbaar nut zoals bedoeld in artikel 1, 9°, van dit Wetboek alsook elke bouw of gebouw dat er rechtstreeks op betrekking heeft en die bepaald is in de wetgeving betreffende de belasting op de toegevoegde waarde en die bestemd is voor de woning van de gezinnen die over inkomens van categorieën 1, 2 en 3 bedoeld in dit Wetboek beschikken wanneer ze het pand betreden. De gezinnen die in aanmerking komen voor zo'n woning van openbaar nut mogen tijdens de periode waarin ze de woning bewonen, geen woning in volle eigendom of in vruchtgebruik hebben, behalve een onverbeterebare, onbewoonbare of onaangepaste woning, bedoeld in dit Wetboek;

2° de woning die met een subsidie van het Gewest gerenoveerd, aangepast, verbeterd, in stand gehouden of geherstructureerd is om gezinnen bedoeld in 1° die beschikken over inkomens van categorie 1 of om gezinnen die door overmacht hun woning verliezen, een tijdelijk onderkomen te bezorgen;

3° de woning die met een subsidie van het Gewest gerenoveerd, aangepast, in stand gehouden of geherstructureerd is om gezinnen die over inkomens van categorie 1 beschikken, een onderkomen te bezorgen;

4° de woning, met uitzondering van de woning bedoeld onder 1° van die paragraaf, die door een vastgoedbeheerder wordt verhuurd, beheerd of gefinancierd, die deze verhuurt aan een gezin dat over inkomens van categorieën 1, 2 en 3 bedoeld in dit Wetboek beschikt in het kader van het door het Gewest uitgestippelde sociaal beleid."

## HOOFDSTUK XII. — *Plaatselijke Besturen*

### *Afdeling 1. — Wijzigingen in het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie*

**Art. 400.** In artikel L1122-23, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "Binnen vijf dagen na de aanneming ervan" vervangen door de woorden "Op hetzelfde moment als hun verzending naar de toezichthoudende overheid";

2° het vijfde lid wordt opgeheven.

**Art. 401.** Artikel L1124-42 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt gewijzigd als volgt:

1° in § 3 worden de woorden "die niet de financieel directeur heeft veroorzaakt" ingevoegd tussen het woord "diefstal" en het woord "verlies";

2° in § 4, tweede lid worden de woorden "als administratieve rechtbank" opgeheven.

**Art. 402.** In artikel L1125-8 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 8 januari 2005, worden de leden 2 tot 7 opgeheven.

**Art. 403.** Artikel L1212-3 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. L1212-3. De leden van het gemeentepersoneel genieten, onder dezelfde voorwaarden als de personeelsleden van de federale overheidsdiensten, volgende toelagen : haard- en standplaatstoelage, gezinsbijslag, vakantiegeld en gezinsvakantiegeld.

Onverminderd de toepassing van het vorige lid is het vakantiegeld gelijk aan 92 % van een twaalfde van het(de) jaarsalaris(sen), verbonden aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, die het(de) salaris(sen) verschuldigd voor de maand maart van het vakantiejaar bepaalt(bepalen)."

**Art. 404.** In artikel L1231-12, van hetzelfde Wetboek wordt het vierde lid geschrapt.

**Art. 405.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1231-13 ingevoegd, luidend als volgt :

" Art. L1231-15. Uiterlijk op 15 juni maken de autonome gemeentebedrijven hun rekeningen aan de Waalse Regering over via de elektronische weg besloten door laatstgenoemde."

**Art. 406.** Artikel L1242-1 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid:

"Het gemeentecollege of, in voorkomend geval, de gemeenteraad kan hetzij een lid van het college, hetzij een personeelslid of een advocaat aanstellen om namens de gemeente voor de rechtbank te verschijnen."

**Art. 407.** Artikel L1311-3 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

" Art. L1311-3. § 1. De vastlegging, toerekening of inbetalingstelling van een uitgave mag slechts plaatsvinden krachtens een in de begroting opgenomen en door de toezichthoudende overheid goedgekeurd uitgavenkrediet, een besluit als bedoeld in artikel L1311-5 of een voorlopig krediet, genoemd voorlopige twaalfde, dat voldoet aan de voorwaarden van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit.

§ 2. Bij ongunstig advies van de financieel directeur zoals bedoeld in artikel L1124-40 of in de gevallen voorzien in artikel 64 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit of indien de financieel directeur weigert het bedrag van de uitgave te betalen, stelt laatstgenoemde het college binnen tien dagen in kennis daarvan.

Het college kan dan onder zijn eigen verantwoordelijkheid beslissen dat de uitgave aangerekend en uitgevoerd wordt. Het gemotiveerde besluit van het college wordt bij het betalingsbevel gevoegd en de gemeenteraad wordt onmiddellijk in kennis daarvan gesteld. Het college kan ook beslissen dat zijn beslissing bekrachtigd moeten worden door de raad van bestuur bij zijn eerstvolgende vergadering.



§ 3. De leden van het gemeentecollege zijn persoonlijk aansprakelijk voor de uitgaven waartoe zij zich verbonden hebben of waartoe zij bevolen hebben tegen paragraaf 1 in.”

**Art. 408.** Artikel L1311-6 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de decreten van 8 december 2005 en 18 april 2013, wordt vervangen als volgt:

” Art. L1311-6. De mandaten geordonnanceerd door het gemeentecollege worden ondertekend door de burgemeester of diens vertegenwoordiger en worden medeondertekend door de directeur-generaal.

De mandaten en de bijlagen ervan kunnen via elektronische weg opgesteld en ondertekend worden.”

**Art. 409.** Artikel L1312-1 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de decreten van 8 december 2005 en 18 april 2013, wordt vervangen als volgt:

”Art. L1312-1. § 1. Het gemeentecollege vergadert elk jaar uiterlijk tijdens de maand februari om de voorlopige begrotingsrekening van het vorige boekjaar vast te stellen; deze voorlopige begrotingsrekening toont de toestand van de netto vastgestelde rechten, van de vastleggingen en van de aanrekeningen die op 31 december van het vorige boekjaar worden geboekt.

§ 2. Jaarlijks vergadert de gemeenteraad uiterlijk in de loop van de maand mei om de jaarrekeningen van het vorige dienstjaar af te wikkelen. Die jaarrekeningen omvatten de begrotingsrekening, de resultaatrekening, de balans en de analytische synthese.

Het in artikel L1122-33 bedoelde verslag wordt gevoegd bij de jaarrekeningen alsook de lijst van de aannemers van overheidsopdrachten van leveringen of diensten waarvoor de gemeenteraad de gunningwijze gekozen en de voorwaarden bepaald heeft.”

**Art. 410.** Artikel L1312-2 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 21 december 2016, wordt vervangen als volgt:

”Art. L1312-2. § 1. Jaarlijks vergadert het gemeentecollege uiterlijk in de loop van de maand september om de voorlopige oorspronkelijke begroting van het volgende boekjaar vast te stellen.

§ 2. Jaarlijks vergadert de gemeenteraad uiterlijk tijdens de maand december om te beraadslagen en te besluiten over de definitieve oorspronkelijke begroting en de ontvangsten van de gemeente voor het volgende boekjaar.”

**Art. 411.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1312-3 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. L1312-3. Voor elke begroting en begrotingswijzigingen stellen de gemeenten meerjarige budgettaire vooruitzichten op die ze aan de Regering overmaken volgens de door haar bepaalde modaliteiten.”

**Art. 412.** Artikel L1313-1 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

”Een synthese van de begrotingen en rekeningen, volgens een door de Regering vastgesteld standaardformaat, zal door de gemeente gepubliceerd worden zodra ze door de toezichthoudende overheid op haar website zal worden goedgekeurd. ”

**Art. 413.** In hetzelfde Wetboek wordt artikel L1314-1 waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, aangevuld met een § 2, luidend als volgt:

”§ 2. Bij gebrek aan evenwicht in het boekjaar eigen aan de gewone dienst, leggen de gemeenten binnen drie maanden na het besluit van de toezichthoudende overheid een convergentieplan aan de Regering voor, waarin wordt vermeld dat de gemeente onderworpen is aan een convergentieplan. Bij gebreke daarvan worden de latere begrotingsdocumenten niet door de toezichthoudende overheid goedgekeurd.

Dit convergentieplan voorziet in een terugkeer naar het evenwicht in het eigen boekjaar binnen drie jaar en de maatregelen die worden genomen om dit evenwicht terug te vinden.”

**Art. 414.** Artikel L1321-1 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, wordt gewijzigd als volgt:

a) de punten 2° en 3° worden opgeheven;

b) 5° wordt aangevuld met de woorden ”alsook hun reiskostenvergoedingen;”;

c) punt 7° wordt vervangen door wat volgt:

”7° de huur, de belastingen, het onderhoud van de gebouwen van de gemeente of in gebruik bij de gemeente;”;

d) punt 14° wordt vervangen door wat volgt:

”14° de kosten gebonden aan de gemeentelijke comptabiliteit;”;

e) het artikel wordt aangevuld met een punt 19°, luidend als volgt :

”19° de uitgaven die ten laste worden gebracht van de gemeente bij of krachtens de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, met inbegrip van de dotatie van de gemeente aan de hulpverleningszone.”

**Art. 415.** Artikel L1512-5 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 19 juli 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° in het tweede lid worden de woorden ”een bijzonder verslag over deze beslissingen wordt overeenkomstig artikel L1523-13, § 3, aan de algemene vergadering voorgelegd” opgeheven;

2° bedoeld artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

”Een schriftelijk bijzonder verslag over de participaties dat door de raad van bestuur wordt opgemaakt en dat verschillend is van het beheersverslag wordt jaarlijks voorgelegd aan de algemene vergadering overeenkomstig artikel L1523, § 3. Dat bijzonder verslag stelt de vennoten in staat om het bedrag van de financiële participaties op de activa van de balans in financiële vaste activa om te zetten en om in kennis te worden gesteld van de evolutie van deze participaties in één jaar. De Regering bepaalt het model van het bijzonder verslag.”

**Art. 416.** In artikel L1523-2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006, worden de woorden "en de wetgeving van toepassing op de vzw's" opgeheven.

**Art. 417.** In artikel L1523-13, § 3, tweede lid, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006 worden de woorden "over de participaties" ingevoegd tussen de woorden "bijzonder verslag" en de woorden "van de raad van bestuur".

**Art. 418.** Artikel L1523-16 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2014 en 10 november 2016, wordt gewijzigd als volgt:

1° in het negende lid worden de woorden "binnen vijf dagen van het aannemen ervan" vervangen door de woorden "op hetzelfde moment als haar verzending naar de toezichhoudende overheid";

2° het twaalfde lid wordt opgeheven.

**Art. 419.** In artikel L2212-9, §§ 2 en 3, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "zes maanden" vervangen door de woorden "drie maanden".

*Art. 419bis.* In artikel L2212-50bis, §2, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "zes maanden" vervangen door de woorden "drie maanden".

**Art. 420.** Artikel L2212-65, § 2, 7°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 18 april 2003, wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid worden de woorden "titel III van Boek II van Deel III van dit Wetboek" vervangen door de woorden "titel II van Boek III van Deel III van dit Wetboek";

2° in het tweede lid wordt het woord "ontvanger" vervangen door de woorden "financieel directeur".

**Art. 421.** Artikel L2212-69 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij het decreet van 18 april 2013, wordt opnieuw opgenomen als volgt:

" Art. 2212-69. Wanneer de raad één of meer bijzondere ontvangers aanstelt voor het innen van bepaalde ontvangsten, worden de ontvangsten van deze rekenplichtigen op gezette tijden gestort op de algemene rekening van de provincie overeenkomstig artikel 2231-5."

**Art. 422.** In artikel L2223-11 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 6 mei 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

"De autonome gemeentebedrijven worden, wat betreft hun boekhouding, onderworpen aan het Wetboek van Economisch Recht." ;

2° het vijfde lid wordt vervangen als volgt:

" Uiterlijk op 15 juni maken de autonome gemeentebedrijven hun rekeningen aan de Regering over via de door haar besloten elektronische weg."

**Art. 423.** Artikel L2224-5 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. L2224-5. Het provinciecollege kan als verweerder in rechte optreden bij elke tegen de provincie ingestelde rechtsvordering; het kan rechtsvorderingen betreffende roerende goederen en bezitsvorderingen instellen, alsmede alle handelingen verrichten tot bewaring van recht. Het college kan hetzij een lid van het college, hetzij een personeelslid of een advocaat aanstellen om namens de provincie voor de rechtbank te verschijnen. De rechtsgedingen van de provincie als eiser of als verweerder waartoe door het gemeentecollege is besloten, worden in haar naam gevoerd door haar voorzitter."

**Art. 424.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L2231-1bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L2231-1bis. § 1. De vastlegging, toerekening of inbetalingstelling van een uitgave mag slechts plaatsvinden krachtens een in de begroting opgenomen en door de toezichhoudende overheid goedgekeurd uitgavenkrediet of een voorlopig krediet, genoemd voorlopige twaalfde, dat voldoet aan de voorwaarden van het algemeen reglement op de provinciale comptabiliteit.

§ 2. Bij ongunstig advies van de financieel directeur zoals bedoeld in artikel L2212-65 of indien de financieel directeur weigert het bedrag van de uitgave te betalen, stelt laatstgenoemde het college binnen tien dagen in kennis daarvan.

Het college kan dan onder zijn eigen verantwoordelijkheid beslissen dat de uitgave aangerekend en uitgevoerd wordt. Het gemotiveerde besluit van het college wordt bij het betalingsbevel gevoegd en de gemeenteraad wordt onmiddellijk in kennis daarvan gesteld. Het college kan ook beslissen dat zijn beslissing bekrachtigd moeten worden door de raad bij zijn eerstvolgende vergadering.

§ 3. De leden van het provinciecollege zijn persoonlijk aansprakelijk voor de uitgaven waartoe zij zich verbonden hebben of waartoe zij bevolen hebben tegen paragraaf 1 in."

**Art. 425.** Artikel L2231-6 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, wordt vervangen als volgt:

"Art. L2231-6. § 1. Jaarlijks vergadert het provinciecollege uiterlijk in de loop van de maand september om de voorlopige oorspronkelijke begroting van het volgende boekjaar vast te stellen.

§ 2. Jaarlijks vergadert de provincieraad uiterlijk tijdens de maand december en, in voorkomend geval, na raadpleging van de adviserende en/of participatieve raden om te beraadslagen en te besluiten over de definitieve oorspronkelijke begroting en de ontvangsten van de provincie voor het volgende boekjaar.

§ 3. Tezeldertijd als de definitieve oorspronkelijke begroting legt het provinciecollege ook een algemene beleidsnota aan de provincieraad voor. Die beleidsnota bevat minstens de beleidsprioriteiten en -doelstellingen, de begrotingsmiddelen en de termijn waarbinnen deze prioriteiten en doelstellingen gerealiseerd moeten worden.

De lijst van de gemeentebedrijven, intercommunales, vzw's en verenigingen waaraan de provincie deelneemt en in het beheer waarvan zij vertegenwoordigd is of die ze subsidieert voor een hulp gelijk aan minimum 50.000 euro per jaar, alsmede de evaluatierapporten van de in hoofdstuk III van titel II van Boek II van Deel II van dit Wetboek bedoelde beheersplannen en -contracten betreffende het vorige dienstjaar worden gevoegd bij de definitieve oorspronkelijke begroting voorgelegd aan de provincieraad.

De lopende inventaris van de rechterlijke geschillen wordt gevoegd bij het ontwerp van begroting.

De in de §§ 2 en 3 bedoelde documenten worden aan ieder lid van de provincieraad bezorgd ten minste zeven vrije dagen vóór de dag van de vergadering waarop deze zullen worden besproken.

De in § 3 bedoelde beleidsnota wordt bekendgemaakt in het provinciaal Bulletin en online geplaatst op de website van de provincie."

**Art. 426.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L2231-6*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L2231-6*bis*. Voor elke begroting en begrotingswijzigingen stellen de provincies meerjarige budgettaire vooruitzichten op die ze aan de Regering overmaken volgens de door haar bepaalde modaliteiten."

**Art. 427.** Artikel L2231-8 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, wordt vervangen als volgt:

"Art. L2231-8. § 1. Het provinciecollege vergadert elk jaar uiterlijk tijdens de maand februari om de voorlopige begrotingsrekening van het vorige boekjaar vast te stellen; deze voorlopige begrotingsrekening toont de toestand van de netto vastgestelde rechten, van de vastleggingen en van de aanrekeningen die op 31 december van het vorige boekjaar worden geboekt.

§ 2. Jaarlijks vergadert de provincieraad uiterlijk in de loop van de maand mei om de jaarrekeningen van het vorige dienstjaar vast te leggen. De jaarrekeningen omvatten de begrotingsrekening, de resultaatrekening en de balans alsook de lijst van de aannemers van overheidsopdrachten van leveringen of diensten waarvoor de provincieraad de gunningwijze gekozen en de voorwaarden bepaald heeft.

Een bijzonder verslag over de participaties van de provincie waarvan het model door de Regering wordt bepaald, wordt bij de jaarrekeningen gevoegd.

De jaarrekeningen worden aan ieder lid van de provincieraad bezorgd ten minste zeven vrije dagen vóór de dag van de vergadering waarop deze zullen worden besproken."

**Art. 428.** In artikel L2231-9, § 2, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "Binnen vijf dagen na de aanneming van de begroting en van de rekening" vervangen door de woorden "Op hetzelfde moment als hun verzending naar de toezichthoudende overheid";

2° het vijfde lid wordt opgeheven.

**Art. 429.** In Deel II, Titel II, Hoofdstuk I, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 4 ingevoegd met als opschrift "Afdeling 4 - Begrotingsevenwicht".

**Art. 430.** In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 403, wordt een artikel L2231-10 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L2231-10. § 1. De uitgaven- en ontvangstenbegroting van de provincies mag in geen enkel geval een deficitair saldo op de gewone of de buitengewone dienst, noch een fictief evenwicht of een fictief batig saldo vertonen.

§ 2. Bij gebrek aan evenwicht in het boekjaar eigen aan de gewone dienst, leggen de provincies binnen drie maanden na het besluit van de toezichthoudende overheid een convergentieplan aan de Regering voor, waarin wordt vermeld dat de provincie onderworpen is aan een convergentieplan. Bij gebreke daarvan worden de latere begrotingsdocumenten niet door de toezichthoudende overheid goedgekeurd.

Dit convergentieplan moet voorzien in een terugkeer naar het evenwicht in het eigen boekjaar binnen drie jaar en de maatregelen die worden genomen om dit evenwicht terug te vinden."

**Art. 431.** Artikel L2232-1 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, wordt gewijzigd als volgt:

a) in 1° worden de woorden ", van de financieel directeur" ingevoegd tussen "de directeur-generaal" en de woorden "en van de leden van het provinciecollege";

b) punt 5° wordt vervangen door hetgeen volgt:

"5° de kosten gebonden aan de provinciale comptabiliteit;";

**Art. 432.** Artikel L2233-2 van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt:

"Art. L2233-2. Er wordt ten laste van de ontvangsten- en uitgavenbegroting van het Waalse Gewest een jaarlijkse algemene dotatie, "Provinciefonds" genoemd, opgericht met het oog op de financiering van de Waalse provincies, overeenkomstig het in artikel L2233-3 bedoeld stelsel.

Het Provinciefonds wordt aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijzen berekend van juli tot juli, uitgaande van het indexcijfer van juli 2001.

Tachtig procent van het door het Provinciefonds toegekende bedrag worden gebruikt voor de algemene financiering van de provincies en vormen daarvoor een ontvangst zonder bepaalde bestemming."

**Art. 433.** In artikel L2233-3 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 23 februari 2016, wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. 434.** Artikel L3132-1, § 3, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2013, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De gemeenten waarvan de begrotings- of boekhouddocumenten hervormd of gedeeltelijk goedgekeurd worden door de toezichthoudende overheid, sturen het verbeterde document in de door de Regering bepaalde vorm aan bedoelde overheid terug."

**Art. 435.** In Deel III van hetzelfde Wetboek wordt een Boek IV ingevoegd met als opschrift "Overmaking van de begrotings-, boekhoudings- en statistische gegevens".

**Art. 436.** In Boek IV, ingevoegd bij artikel 402, wordt een Titel I ingevoegd, met als opschrift:  
"Overmaking van de begrotingen en rekeningen".

**Art. 437.** In Titel I, ingevoegd bij artikel 403, wordt een artikel L3411 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L3411-1. De gemeenten en de provincies maken de Regering hun voorlopige oorspronkelijke begroting bedoeld in de artikelen L1312-2 en L2231-6, § 1, over volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten."

**Art. 438.** In dezelfde Titel I, wordt een artikel L3411-2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L3411-2. De gemeenten en de provincies maken de Regering hun voorlopige rekening bedoeld in de artikelen L1312-1 en L2231,8, § 1, over volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten."

**Art. 439.** In Boek IV, ingevoegd bij artikel 403, wordt een Titel II ingevoegd, met als opschrift:  
"Overmaking van de statistische gegevens".

**Art. 440.** In Titel II, ingevoegd bij artikel 406, wordt artikel L3421-1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3421-1. De Regering verzamelt in het kader van haar opdrachten alle statistische gegevens bij de plaatselijke besturen."

**Art. 440bis.** § 1. In artikel L6421-1 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "De gemeenteraad, de provincieraad of de raad van het OCMW evenals" opgeheven;

2° er wordt een paragraaf 2 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 2. De gemeenteraad, de provincieraad of de raad van het OCMW maakt een schriftelijk bezoldigingsverslag op met een individueel en nominatief overzicht van het presentiegeld, de bezoldigingen evenals voordelen in natura die in de loop van het voorafgaand boekjaar door de mandatarissen, de niet-verkozen personen verkregen zijn.

Dit verslag bevat de volgende individuele en nominatieve gegevens :

1° het presentiegeld, de eventuele bezoldigingen en elk ander al dan niet geldelijk voordeel rechtstreeks of onrechtstreeks toegekend aan de mandatarissen en aan de niet-verkozen personen;

2° de lijst van de mandaten vervuld in alle entiteiten waarin de instelling rechtstreekse of onrechtstreekse participaties heeft, evenals de jaarlijkse bezoldiging ontvangen voor al die mandaten ;

3° de aanwezigheidslijst op de vergaderingen van de verschillende instanties van de instelling.

Dit verslag wordt uiterlijk op 30 juni aangenomen. Het wordt tijdens een openbare zitting van de gemeente- of provincieraad aangenomen.

Het verslag wordt opgemaakt overeenkomstig het door de Regering vastgestelde model.";

3° de paragrafen 2 en 3 worden respectievelijk vernummerd tot paragrafen 3 en 4.

*Afdeling 2.* — Wijzigingen in het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een "Centre régional d'aide aux communes" dat moet zorgen voor de opvolging van en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven

**Art. 441.** In artikel 5, § 9, van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, gewijzigd bij de decreten van 18 januari 2007 en 19 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "politiezones" wordt vervangen door het woord "politie- en hulpverleningszones";

2° de woorden "nieuwe bouwwerken die de energieprestatie van het gebouw kunnen verbeteren en renovatiewerkzaamheden" worden vervangen door de woorden "nieuwe bouwwerken en renovatiewerkzaamheden die de energieprestatie van het gebouw kunnen verbeteren".

**Art. 442.** Artikel 8 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 28 juni 2001 en 27 april 2006, wordt vervangen als volgt:

"Art. 8. § 1. Er wordt een financieel opvolgingscomité opgericht dat bestaat uit:

1° de Minister bevoegd voor Begroting of zijn afgevaardigde;

2° de Minister bevoegd voor het toezicht over plaatselijke besturen of zijn afgevaardigde;

3° de Minister bevoegd voor Sportinfrastructuur of zijn gemachtigde;

4° de Minister bevoegd voor Bijstand aan personen en voor Gezondheid of zijn afgevaardigde;

5° de Minister bevoegd voor Toerisme of zijn afgevaardigde;

6° de Minister bevoegd voor Energie of zijn afgevaardigde;

7° de Inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie van de Waalse Overheidsdienst of zijn afgevaardigde;

8° de leidend ambtenaar of de adjunct-leidend ambtenaar van "C.R.A.C.";

9° de Inspectie van Financiën;

10° de Cel financiële informatie.

Het voorzitterschap van het comité wordt waargenomen door de Minister bevoegd voor Plaatselijke besturen of zijn afgevaardigde.

De leden worden niet bezoldigd om de vergaderingen bij te wonen.

§ 2. Dat comité is belast met de opvolging van de opdrachten van het Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten (C.R.A.C.) in het kader van de toekenning van de kredieten voor buitengewone tegemoetkomingen en alternatieve financieringen, de ontwikkeling van de dienovereenkomstig bestemde rekeningen en de ESR-afdruk van het Centrum.

§ 3. Het secretariaat van het financieel opvolgingscomité wordt door "C.R.A.C." waargenomen. De vergaderingen zijn niet openbaar. Op voorstel kan het comité echter eenieder wiens deskundigheid van dien aard is dat het zijn informatie kan aanvullen, uitnodigen. De aanwezigheid van de bovenvermelde personen is beperkt tot de bespreking van het punt waarover zij kunnen uitdrukken.

§ 4. Het financieel opvolgingscomité stelt zijn huishoudelijk reglement vast.

§ 5. De Regering kan de samenstelling van het financieel opvolgingscomité uitbreiden rekening houdende met de uitbreiding van de opdrachten van "C.R.A.C." overeenkomstig artikel 5, § 2, e."

#### *Afdeling 3. — Diverse bepalingen*

**Art. 442/1.** Artikel 2, § 1, 10°, tweede lid van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, laatst gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, wordt vervangen als volgt:

"In afwijking van het vorige lid geven de in artikel 1,1°, bedoelde instellingen alsook de instellingen bedoeld in Hoofdstuk 1/2 betreffende de adviesverlenende functie van de plaatselijke besturen advies binnen vijfenveertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het volledige dossier betreffende de adviesaanvraag". "

**Art. 442bis.** Artikel 52, lid 2, van het decreet van 18 april 2013 houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt opgeheven opnieuw opgenomen als volgt:

"In afwijking van artikel 34 en van artikel 44 van dit decreet, zal de onverenigbaarheid bepaald in artikel L1125-1, 2°, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie niet van toepassing zijn op de leden van de gemeente—en provincieraden en van de gemeente- en provinciecolleges die voor de inwerkingtreding van het vorige lid verkozen of aangewezen werden en die na die datum ononderbroken zitting blijven hebben in deze organen."

**Art. 442ter.** In het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder wordt een artikel 14/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 14/1. Indien het beheersorgaan van de instelling krachtens de organieke wetgeving die erop van toepassing is, een deel van zijn bevoegdheden overdraagt, geeft zijn beraadslaging in verband met de delegaties de gedelegeerde beheershandelingen nauwkeurig op, evenals de duur van deze delegatie, die maximaal drie jaar, verlengbaar, mag duren. Zij wordt bij eenvoudige meerderheid gestemd, in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt en medegedeeld aan de vennoten, de bestuurders en de eventuele Regeringscommissarissen. Ze wordt beëindigd na elke algehele hernieuwing van de raad van bestuur.

Het huishoudelijk reglement kan in bijzondere meerderheden voorzien."

#### *HOOFDSTUK XIII. — Diverse, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 443.** Dit programmadecreet treedt in werking tien dagen na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 444.** In afwijking van artikel 443 hebben artikel 5 (afdeling 3, artikel 13, derde lid, 2°) en artikel 8 (afdeling 4, artikel 12, derde lid, 3°) uitwerking op 1 juli 2017.

**Art. 445.** De artikelen 6 en 7 van dit programmadecreet hebben uitwerking met terugwerkende kracht op 1 januari 2018.

**Art. 445bis.** In afwijking van artikel 443 treedt artikel 9 (betreffende de wijziging van artikel 339 van de programmawet (I) van 24 december 2002, vervangen bij het decreet van 2 februari 2017) in werking op 1 juli 2018.

**Art. 446.** Artikel 11 treedt in werking op een door de Regering bepaalde datum.

**Art. 447.** In afwijking van artikel 443 treedt artikel 52 (vervanging van artikel D.366 van het Waterwetboek betreffende de raad van bestuur) in werking bij de algehele vernieuwing van de raad van bestuur van de "Société wallonne des eaux". De Regering gaat over tot die algehele hernieuwing uiterlijk op 15 maart 2019.

Onverminderd de regels bepaald bij of krachtens de wet, het decreet of de statuten inzake ontslag, afzetting, onverenigbaarheden of andere redenen van het einde van het mandaat, wordt het mandaat van de benoemde of verkozen bestuurders die zitting hebben in de raad van bestuur van de "Société wallonne des eaux" op de dag van inwerkingtreding van dit decreet, van rechtswege, volgens het geval, ingekort of verlengd, om te eindigen bij de eerstvolgende algehele vernieuwing van de raad van bestuur door de Regering overeenkomstig het eerste lid.

**Art. 448.** In afwijking van artikel 443 (inwerkingtreding van het programmadecreet) treedt artikel 56 (vervanging van artikel D.372 van het Waterwetboek betreffende de exploitatieraden) in werking op 1 januari 2019. De op de datum van inwerkingtreding van dit decreet in functie zijnde exploitatieraden en de uitvoerende comités worden van rechtswege ontbonden op 31 december 2018.

**Art. 449.** In afwijking van artikel 443 (inwerkingtreding van het programmadecreet) treedt artikel 51, 1° (wijziging van artikel D.365, § 4, van het Waterwetboek – afschaffing van de delegatie aan de exploitatieraden) in werking op 1 januari 2019.

**Art. 450.** In afwijking van artikel 443 treedt artikel 75 in werking op een door de Regering bepaalde datum.

**Art. 451.** De subsidiëringspercentages, de modaliteiten betreffende de tempo van de vrijgave van het bedrag van de subsidie en van het in aanmerking komende subsidieerbare eindbedrag, bedoeld in de afdelingen 2 tot 5 van Hoofdstuk V, zoals bepaald in de beheerscontracten die op de dag van inwerkingtreding van dit decreet toepasselijk zijn, blijven geldig zolang de Waalse Regering ze niet heeft gewijzigd krachtens artikel 7, lid 2 en 3, van het decreet van 1 april 1999 houdende oprichting van de Autonome Haven “du Centre et de l’Ouest”, zoals vervangen bij artikel 2 van dit decreet, krachtens artikel 5, § 2, lid 2 en 3 van de wet van 12 februari 1971 houdende oprichting van de autonome haven van Charleroi, zoals vervangen bij artikel 6 van dit decreet, krachtens artikel 4, § 2, lid 2 en 3, van de wet van 20 juni 1978 houdende oprichting van de Autonome haven van Namen, zoals vervangen bij artikel 8 van dit decreet, en krachtens artikel 5, § 2, lid 2 en 3 van de wet van 21 juni 1937 houdende oprichting van de autonome haven van Luik, zoals ingevoegd bij artikel 10 van dit decreet.

**Art. 452.** In afwijking van artikel 443 (inwerkingtreding van het programmadecreet) treedt artikel 101 (wijziging van artikel 18 – formulier decreet gemeenteweg) in werking op de door de Regering bepaalde datum.

**Art. 452bis.** In het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken wordt in artikel 85, tweede lid, een punt c) ingevoegd, luidend als volgt:

“c) wat betreft de toepassing van artikel 23 tot de datum bepaald bij de Regering.”.

**Art. 452ter.** In artikel 55, eerste lid, van het decreet van 29 maart 2018 tot bestuurs hervorming binnen de “Société régionale wallonne du Transport” (Waalse Gewestelijke Vervoermaatschappij) en tot wijziging van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest wordt het cijfer “36,” ingevoegd tussen de cijfers “35, 2°) en het cijfer “37”.

**Art. 453.** De artikelen 174, 175, 176 en 177 betreffende de wijzigingen in het Waalse Toerismewetboek hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2018.

**Art. 454.** De artikelen 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 199, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 226, 239, 240 treden in werking op 1 januari 2019.

**Art. 455.** De artikelen 247 en 246 treden in werking op een door de Regering bepaalde datum.

**Art. 456.** De artikelen 257 tot 272 treden in werking op 1 januari 2019.

**Art. 457.** Wat betreft de artikelen 279, 285, 286, 287, 289, 294, 297, 306, 308, 324, 335, 336, 341 en 343 van dit decreet wordt het onderzoek van de op de datum van inwerkingtreding van dit decreet lopende landinrichtingen voortgezet volgens de bepalingen die vóór die datum in kracht waren.

**Art. 458.** Wat betreft artikel 282 wordt de samenstelling van het Comité voor landinrichting, onverminderd de prerogatieven van de Regering, aangepast naarmate de leden gekozen onder de kandidaten voorgedragen door de Landbouwkamer hun functie binnen het comité neerleggen.

**Art. 459.** Wat betreft artikel 292, b), van dit decreet wordt de samenstelling van de Adviescommissie, onverminderd de prerogatieven van de Regering, aangepast naarmate de leden gekozen onder de kandidaten voorgedragen door de Landbouwkamer hun functie binnen de Commissie neerleggen.

**Art. 460.** Artikel 363 heeft uitwerking met ingang van de inwerkingtreding van het Waalse Landbouwwetboek.

**Art. 461.** Artikel 379 treedt in werking met ingang van 28 juli 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 17 juli 2018.

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Tewerkstelling en Vorming,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,  
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,  
V. DE BUE

—  
Nota

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waalse Parlement 1142, (2017-2018) Nrs.1, 1bis tot 1quinquies tot 37.

Volledig verslag, openbare vergadering van 17 juli 2018

Bespreking.

Stemming.